3 1761 05744867 2

UNIVERSITY OF TORONTO.
KING ALFRED LIBRARY OF HISTORY
FOUNDED BY
GOLDWIN SMITH AND HARRIET SMITH
1901

CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON IER

19226
11/4/06

L'éditeur de cet ouvrage se réserve le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Il poursuivra, en vertu des lois, décrets traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de ses droits.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.

HF.C
/216c

CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON Ier

PUBLIÉE

PAR ORDRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON III.

TOME TRENTE ET UNIEME.

ŒUVRES DE NAPOLÉON Ier

A SAINTE-HÉLÈNE.

69226
11/4/06

PARIS

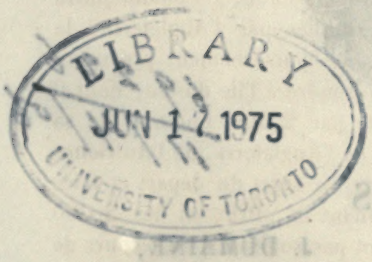
HENRI PLON,
ÉDITEUR DES OEUVRES DE L'EMPEREUR,
RUE GARANCIÈRE, 10.

J. DUMAINE,
LIBRAIRE-ÉDITEUR DE L'EMPEREUR,
RUE DAUPHINE, 30.

MDCCCLXX.

L'éditeur se réserve le droit de traduction en toutes langues.

DC
213
N21
t.31



ŒUVRES

DE

NAPOLÉON PREMIER

A SAINTE-HÉLÈNE.

L'ILE D'ELBE ET LES CENT-JOURS[1].

CHAPITRE PREMIER.

VOYAGE DE FONTAINEBLEAU A L'ILE D'ELBE.

I. Échange des ratifications du traité de Fontainebleau. — II. L'Empereur quitte Fontainebleau. — III. Son passage à Tarare et à Lyon. — IV. Il rencontre le maréchal Augereau près de Tain. Passage à Valence. — V. Passage à Avignon et Orgon. — VI. Route d'Orgon à Aix. — VII. Souper dans une auberge près d'Aix. — VIII. Arrivée à Fréjus. — IX. Le capitaine Moncabrié mouille dans la rade de Fréjus avec une frégate française et un brick qu'il offre à l'Empereur. — X. Embarquement de l'Empereur à bord de la frégate anglaise *l'Undaunted*.

I. Les ducs de Vicence et de Tarente portèrent à Fontainebleau la convention dite *de Fontainebleau*, ratifiée par l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse, et par le gouvernement provisoire pour la France. L'Empereur désirait se rendre à l'île d'Elbe, dont il s'était réservé la souveraineté, escorté par 2,000 hommes de sa Garde. Des commissaires de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche, devaient l'accompagner, pour s'entendre au sujet du départ et faire exécuter le traité. L'empereur d'Autriche fit offrir, si les 2,000 hommes de la Garde impériale n'étaient pas suffisants, le secours de

[1] Cette partie des *Œuvres de Napoléon Ier*, entièrement inédite, est donnée ici d'après le manuscrit original portant de nombreuses corrections et additions de la main de l'Empereur. Ce manuscrit a été communiqué par le général Henry Bertrand.

3,000 hommes de sa garde : « Je n'ai besoin ni des étrangers, ni de ma Garde même pour traverser la France, répondit l'Empereur. Il me suffit d'un commissaire anglais pour être assuré du passage de la Méditerranée. »

L'Autriche nomma pour commissaire le général Koller, la Russie le comte de Chouvalof, l'Angleterre le colonel Campbell. Le général Koller était le plus actif et le meilleur. Ces commissaires furent présentés à Fontainebleau, et l'Empereur désigna le jour suivant (20 avril) pour son départ.

L'Impératrice et son fils devaient suivre l'Empereur : il ne put même pas la voir, ni embrasser son fils, et elle fut conduite à Vienne, en Autriche; première violation du traité.

On demanda dans la vieille Garde des hommes de bonne volonté pour rester avec l'Empereur à l'île d'Elbe et lui servir de garde : généraux, officiers, soldats, tous s'offrirent. Le général Cambronne, le colonel Mallet et un bataillon de 800 hommes, l'élite de la vieille Garde, tous couverts d'honorables cicatrices et portant les récompenses obtenues dans cent combats, furent préférés. Ils partirent de Fontainebleau le 18 avril, se rendirent à Briare; de là ils se rendirent par la traverse à Auxerre, d'où ils furent dirigés sur Lyon et Savone, lieu désigné pour leur embarquement. Le grand maréchal comte Bertrand se dévoua au service de l'Empereur dans sa nouvelle position, ainsi que le lieutenant général comte Drouot, un des aides de camp de Sa Majesté, le colonel Jermanowski, les capitaines adjudants du palais Deschamps et Baillon, un des payeurs de la Couronne le sieur Peyrusse, et un secrétaire du cabinet le sieur Rathery.

II. Le 20 avril 1814, à six heures du matin, l'Empereur sortit des appartements et descendit le grand escalier de marbre. La vieille Garde était rangée en bataille dans la cour; il fit battre au cercle, et lui parla dans les termes que l'on sait [1]. L'Empereur se fit apporter les aigles de la vieille Garde; il les embrassa. Des larmes coulèrent des yeux de ces vieux soldats, le désespoir se peignait sur leur physionomie, et l'on craignit un moment qu'ils ne se portassent à des excès contre les commissaires; mais ceux-ci furent en même temps transportés d'un spectacle aussi inattendu : le général Koller, le chapeau au bout de son épée, se livra au témoignage du plus vif enthousiasme, et l'Anglais Campbell dit : « Voilà une scène bien touchante et digne de ce grand homme. » Les habitants de Fontainebleau étaient

[1] Voir les adieux de Napoléon à sa Garde, t. XXVII, p. 362.

dans les avenues ; tous ceux qui portaient un cœur français furent émus de ce spectacle.

L'Empereur monta dans sa voiture avec le grand maréchal. Il était suivi de la voiture du général Drouot et de celle du payeur Peyrusse. Chaque commissaire suivait, chacun dans sa voiture. L'Empereur ne voulut aucune escorte. On traversa Nemours ; on arriva le soir à Briare, où les logements étaient marqués pour passer la nuit. Une population considérable s'y était réunie ; elle était animée des sentiments de la plus vive indignation contre les étrangers. Les commissaires reçurent quelques insultes ; l'Empereur fut obligé de les protéger. Sa Majesté reçut le maire et causa longtemps avec lui. L'Empereur soupa seul. Il fixa le départ au lendemain avant la pointe du jour.

On arriva à Nevers fort tard ; une division de l'armée française s'y trouvait cantonnée. La population de la ville et des campagnes était accourue. La nuit se passa en mouvements tumultueux ; on se porta à des excès contre ceux que l'on regardait comme des ennemis et contre les partisans de l'étranger. L'Empereur ordonna des rondes toute la nuit pour protéger les commissaires ; il reçut quelques officiers qui lui parlèrent les larmes aux yeux ; lui seul était calme. L'Empereur soupa seul.

Le 22 on traversa Moulins, et on arriva le soir à Roanne. Cette ville était occupée par un régiment autrichien de l'armée de Lyon. Là, pour la première fois, l'Empereur rencontra sur sa route des troupes étrangères. Sa Majesté soupa avec le grand maréchal. Elle reçut le maire et plusieurs citoyens de Roanne, et causa longtemps avec eux. Lorsque le lendemain l'Empereur monta en voiture et passa le pont, il fut touché des sentiments des habitants. Le régiment autrichien paraissait animé des sentiments qu'on pouvait désirer. Depuis Roanne, comme on était dans les postes occupés par l'armée autrichienne, des détachements de 20 hommes de cavalerie de cette armée escortaient les voitures. Les populations des villages qu'on traversait témoignaient leur mauvaise humeur de voir l'Empereur escorté par des troupes étrangères ; l'Empereur partagea ce sentiment et fit témoigner au général Koller que cela lui était désagréable ; ce général fit retirer les escortes.

III. On traversa Tarare à quatre heures après midi. Cette industrieuse population était tout entière réunie ; les chevaux marchaient au pas ; une grande foule environna la voiture de l'Empereur, ce qui donna lieu à une des conversations les plus touchantes : « Nos manu-

factures, dirent ces habitants, étaient arrivées au plus haut degré de prospérité. Qu'allons-nous devenir sous un gouvernement maîtrisé par les Anglais? » Plusieurs, qui paraissaient les chefs, disaient à l'Empereur : « Conservez-vous pour nous, l'année ne se passera pas que vous ne reveniez en France; les peuples sont résolus à tout faire pour cela. »

L'Empereur désira traverser Lyon de nuit, il connaissait l'affection que lui portaient les habitants de cette grande ville; il s'arrêta à deux lieues de Lyon pour souper, dans une petite auberge, au village de Savigny. Il soupa avec toutes les personnes du voyage. Il traversa Lyon à une heure après minuit. Depuis plusieurs jours le bruit s'était répandu que l'Empereur devait passer; la fermentation était grande; le prince de Hohenlohe était très-inquiet et la garnison sur ses gardes. Beaucoup de citoyens s'aperçurent, par le mouvement des régiments autrichiens, que l'Empereur passerait dans la nuit; grand nombre l'attendaient et le suivirent jusqu'à l'extrémité du faubourg de la Guillotière. Toutes les conversations se passaient en protestations sur les sentiments des Lyonnais, et en espérances d'un meilleur ordre de choses avant la fin de l'année. Ces espérances étaient particulièrement témoignées par le peuple. L'Empereur parlait peu, et ce qu'il disait était pour consoler. L'on marcha toute la nuit. L'Empereur descendit au jour dans une auberge au Péage-de-Roussillon.

IV. Le 24, on traversa Saint-Vallier et Tain. A moitié chemin de Tain à l'Isère, une voiture de six chevaux avec deux courriers s'arrêta. Le maréchal Augereau en descendit avec trois aides de camp et demanda à parler à l'Empereur. Sa Majesté descendit de voiture et l'écouta une demi-heure. Les commissaires, les officiers de la suite, étaient aussi descendus de voiture et formaient un groupe à soixante pas de distance. L'Empereur reprocha au maréchal Augereau la lenteur de ses opérations, sa négligence, et d'avoir laissé prendre Lyon avec une si belle armée. Ce général balbutia, pâlit, se défendit mal; il se récria beaucoup sur la tournure que les affaires avaient prise en faveur des Bourbons; dit qu'il avait espéré la régence, qu'il était impossible pour tout soldat qui avait de l'honneur et tout Français qui aimait son pays de se voir sous ce sceptre de plomb, qu'il allait se retirer à la campagne jusqu'à ce qu'un nouvel ordre de choses, qui ne pouvait tarder à avoir lieu, fît renaître le parti national. L'Empereur remarqua l'embarras de la contenance du maréchal Augereau. Au moment de monter en voiture, ce maréchal demanda, les larmes aux yeux, la permission d'embrasser l'Empe-

reur; Sa Majesté ignorait encore ses derniers sentiments, et ne refusa pas cette faveur à un ancien compagnon d'armes.

On descendit de voiture à un quart de lieue de l'Isère; le général Koller s'approcha alors de l'Empereur et lui dit à part : « Je viens de voir une scène bien extraordinaire. — Pourquoi? c'est un vieux soldat, lui dit l'Empereur; il a vieilli vingt ans sous mes ordres, il n'a plus la même ardeur; d'ailleurs il a eu des moyens militaires, mais jamais de génie ni d'éducation. — Vous me surprenez, dit le général Koller; vous avez été trahi par Augereau, il y a quinze jours qu'il a fait son traité avec nous. Ses manœuvres étaient des simulacres, et vous ignorez même sa proclamation[1]. On me l'a remise hier à Lyon, et la voilà. » L'Empereur ne dissimula pas son indignation en voyant cette proclamation signée de ce même homme qui venait de lui tenir des discours si différents.

De l'autre côté de l'Isère était une compagnie du 23e d'infanterie légère, premier poste français. Aussitôt que les soldats surent que l'Empereur était de l'autre côté, ils passèrent. Un vieux capitaine, couvert de blessures, après avoir salué l'Empereur, lui dit : « Avez-vous rencontré ce misérable? Ne lui avez-vous rien dit? Il a eu bon nez de ne pas attendre votre arrivée à Valence, les troupes étaient résolues à le fusiller devant vous. » Quoique l'Empereur fût déjà instruit, il feignit l'étonnement. « Qu'est-ce? dit-il, c'est votre général. — Vous et la France n'avez pas de plus grand ennemi; nous avons été vendus à bons deniers comptants; » et le vieux capitaine commença à raconter tous les événements de la campagne, et l'opinion de l'armée sur son général.

On arriva à Valence à trois heures après midi : le régiment d'artillerie et plusieurs régiments étaient en bataille, la population sur le chemin. Les sentiments continuèrent à être partout les mêmes sur la route. Des colonels, des généraux, des officiers, vinrent à la voiture. L'Empereur causa longtemps avec eux; ils lui apprirent qu'Augereau ne s'attendait pas à son passage par Valence, qu'il en avait été instruit la veille par l'inspecteur des postes qui commandait les chevaux, qu'il l'avait même fait arrêter, mais que, la nouvelle du passage de l'Empereur s'étant répandue, la fermentation des troupes et les menaces avaient fait juger à propos au maréchal de partir; qu'il avait trahi la France et l'armée. On remit à l'Empereur des copies de la proclamation publiée, mais qui avait été sur-le-champ arrachée. La cavalerie voulait absolument escorter l'Empereur. Entre Montélimart et Valence on rencontra de nouveaux régiments qui sollici-

[1] Proclamation du 16 avril.

tèrent d'être passés en revue; Sa Majesté s'arrêta. C'étaient les mêmes sentiments, la même indignation et la même horreur contre le traître qui avait trahi l'armée de Lyon.

Le soir on arriva à Montélimart. L'Empereur soupa seul. Il reçut le sous-préfet, qui lui fit connaître que le plus mauvais esprit régnait à Avignon; que les hommes de la Glacière étaient debout; que les sentiments de ce peuple étaient pervers; que des agents du prétendu gouvernement provisoire étaient venus pour tendre un guet-apens, et que, sans une escorte considérable, on courrait de grands dangers ; il conseillait de prendre par Grenoble et Sisteron, car il y avait certainement un complot organisé. D'autres citoyens et des voyageurs qui venaient de la Provence demandèrent à parler à l'Empereur et dirent la même chose : que l'on venait de publier la paix à Marseille; que les Anglais y étaient entrés en triomphe; que le pavillon tricolore avait été foulé aux pieds et la statue de l'Empereur brisée; qu'un comité s'y était organisé et qu'on se flattait de commettre un crime; et que des agents, hommes d'exécution, y étaient arrivés, depuis plusieurs jours, de Paris, porteurs de sommes considérables. L'Empereur résista inexorablement à toutes ces instances, se contentant d'ordonner au grand maréchal de faire atteler à minuit afin de passer Avignon avant le jour, et de faire venir les chevaux de poste hors de la ville.

V. Avignon contient un grand nombre d'hommes féroces, couverts de crimes dans toutes les époques, et qui ont souillé leurs mains du sang des hommes de tous les partis. Il était cinq heures du matin quand l'Empereur y arriva. Les chevaux étaient hors de la ville. On lui fit connaître que 3 ou 400 hommes avaient attendu une partie de la nuit, annonçant les projets les plus sinistres. On tourna Avignon par les remparts; au moment où la voiture partait, quelques-uns de ces hommes accoururent et lancèrent des imprécations. On arriva sur la Durance, qu'on passa sur le beau pont du Bonpas. A une heure on arriva à Orgon; on trouva à la poste une centaine de personnes des deux sexes qui paraissaient fort animées. Elles avaient d'énormes cocardes blanches à leurs chapeaux, et vociféraient le cri de *Vive le Roi!* On venait de recevoir les nouvelles de Marseille, et la commune se réunissait pour célébrer la paix et l'événement survenu, en suivant l'impression de Marseille. Plusieurs se portèrent à des actes de fureur et cherchèrent la voiture de l'Empereur; les commissaires et les hommes de la suite vinrent l'entourer. Cependant quelques citoyens commençaient à se grouper et paraissaient voir

avec indignation ce qui se passait; ils entrèrent dans les groupes et les haranguèrent avec véhémence; cela déconcerta et paralysa le mouvement des malintentionnés. La voiture partit sur ces entrefaites.

VI. A une demi-lieue d'Orgon, un homme à cheval fit arrêter la voiture de l'Empereur et demanda à lui parler : c'était un bon Français qui, témoin du mouvement qu'on se donnait à Marseille et de ce qui se passait à Aix et à Lambesc, venait, sans savoir où était l'Empereur, à sa rencontre pour l'en prévenir. Il lui dit que des agents étaient venus de Paris avec des instructions du prince de Bénévent, et, à ce qu'il paraissait, c'étaient des hommes connus de Laborie; qu'un nommé Maubreuil était attendu, s'il n'était déjà arrivé; que plusieurs de ces agents d'exécution étaient déjà à Marseille, et que, dans ce moment, on recrutait 12 ou 15 hommes à Marseille, et que, au nombre de 30, ils voulaient assassiner l'Empereur, qu'on savait voyager sans escorte; qu'il ne serait pas difficile de réunir une soixantaine de personnes pour garder l'Empereur dans les lieux où il voudrait passer. L'Empereur écouta attentivement et n'ajouta que médiocrement confiance à ce récit; toutefois il remercia cet homme. Cependant, à tout événement, ayant déjà l'expérience de ce qui s'était passé à Avignon, il résolut de monter à cheval précédé d'un seul piqueur. Il ne connaissait pas la route. Il alla à franc étrier et traversa Lambesc, où il devait changer de chevaux. L'Empereur ayant son uniforme et son épée aurait été nécessairement reconnu en changeant de chevaux. Arrivé devant la poste, Napoléon vit une trentaine de personnes de mauvaise mine qui se chauffaient au soleil, et demandaient ce qu'il y avait de nouveau et si la voiture de l'Empereur passerait dans la journée. Il faisait une brise du nord assez fraîche, une poussière comme il y en a sur le sol de Provence. Parmi ces hommes, plusieurs paraissaient cependant être des amis. L'Empereur prit le parti de doubler la poste et d'aller à Saint-Cannat. A moitié chemin, près d'une petite guinguette, il trouva des paysans qui paraissaient aisés, qui racontaient que l'Empereur devait passer, et ce qui avait eu lieu à Marseille; ils paraissaient fort attachés à l'Empereur et fort indignés de ce mauvais esprit des Marseillais. Ils prirent l'Empereur pour un officier qui allait le joindre à Marseille. Deux heures et demie après, on se trouva sur une hauteur d'où l'on découvrait Aix. Il aurait fallu y changer de chevaux, mais on y aurait été nécessairement reconnu; l'Empereur prit le parti de rétrograder d'une lieue.

VII. L'Empereur s'arrêta à une petite hôtellerie sur le chemin. Il y commanda un dîner. La femme de l'auberge était une petite Provençale fort curieuse, vive et parlante; le mari un homme sensé et sérieux. On ne parlait que de l'Empereur, et il fut bientôt facile de comprendre que le mari était fort attaché à l'Empereur, et la femme fort opposée. Elle paraissait être la maîtresse. A tous ses sarcasmes, à toutes ses imprécations son mari pâlissait et lui imposait silence, toutefois avec modération. L'Empereur se retira dans une des chambres où l'on devait préparer le dîner. Cette femme en profita pour s'asseoir près de l'Empereur. Elle lui dit : « Je sais bien que vous êtes de la suite de cet homme; je vois par le dîner que vous commandez qu'il va venir descendre ici; cela n'empêchera pas que nous ne le traitions bien. Je suis bien de l'opinion de ces messieurs qui dînaient ici hier; ils ne concevaient pas comment on envoyait dans une île si près de la France un homme qui a tant de moyens. On dit qu'à lui seul il a plus d'esprit que toute l'Europe. Je vous conseille de ne pas vous embarquer avec lui, votre mine me convient, car sûrement au milieu de la mer on lui fera boire un coup; sans cela avant trois mois il serait de retour. » Cette femme n'était pas méchante. Cependant le mari, homme de quarante ans, ayant été instruit de ce que sa femme avait dit, soit qu'il trouvât quelque chose d'étrange dans l'attitude du nouveau voyageur, soit qu'il soupçonnât qu'il fût un des principaux officiers de la suite de l'Empereur, vint à son tour et lui demanda excuse des propos de sa femme. Il dit « qu'elle était une bonne femme, mais folle, qu'on lui avait monté la tête à Aix; que, si effectivement il était de la suite de l'Empereur, l'Empereur pouvait venir souper avec confiance, que le sacrifice de sa vie, que tout ce qu'il pourrait faire, il y était prêt pour le service de l'Empereur ».

Deux ou trois heures après, les voitures arrivèrent. On soupa. Cependant le bruit de l'arrivée de l'Empereur s'était répandu à Aix. Plusieurs bons citoyens vinrent faire connaître qu'il y avait un coup monté, qu'il ne fallait pas traverser la ville qu'on n'eût prévenu la municipalité, et qu'elle n'eût mis sur pied quelques compagnies de gardes nationales. On tint conseil alors avec les commissaires et les officiers de la suite. Les uns étaient d'avis que l'Empereur montât à cheval et tournât la ville, se faisant conduire par l'hôte, dont on connaissait l'attachement. Mais on trouva plus simple d'écrire à la municipalité et de requérir deux compagnies de gardes nationales. Aussitôt que le sous-préfet fut instruit de cette demande, il monta à cheval avec deux brigades de gendarmerie. On passa à Aix à minuit.

Cependant, dans le même temps, des renseignements venaient, que des agents étaient passés venant de Paris et qu'il serait difficile d'arriver à Fréjus sans tomber dans quelque guet-apens. On trouva qu'il était prudent que l'Empereur mît une capote et montât dans la voiture du général Koller. Cependant cette précaution fut inutile ; le sous-préfet d'Aix jugea indispensable de charger deux officiers de gendarmerie de suivre les voitures. D'ailleurs, on entrait dans le département du Var; l'esprit n'y était plus influencé par celui de Marseille, mais par celui de Toulon, qui était tout opposé. A sept ou huit heures du matin on arriva à Brignoles; on y déjeuna et on continua la route sans accident jusqu'au Luc. Là on apprit que la princesse Pauline, qui avait été à Nice pour sa santé, était alors dans une maison de campagne à une lieue du Luc [1]. On y descendit, et l'on y passa la nuit. La princesse était malade. Sa garde était composée d'une compagnie de vétérans, tous vieux soldats. Elle n'avait d'ailleurs qu'à se louer des égards et de la vigilance que les autorités et les habitants avaient mis pour veiller à sa sûreté et à sa tranquillité.

VIII. Le 27 avril, à neuf heures du matin, on arriva à Fréjus. La population de cette ville était encore mieux disposée que celles des villes du Var que l'on venait de traverser. L'Empereur descendit à la même auberge dans laquelle il avait couché quinze ans auparavant en revenant d'Égypte. On avait d'abord dû aller s'embarquer à Saint-Tropez, mais le chemin était trop mauvais, on préféra Fréjus. Le colonel Campbell s'était détaché à Valence et s'était dirigé sur Marseille, afin de veiller à ce qu'il y eût à Fréjus un bâtiment de guerre anglais et qu'on n'éprouvât aucun retard pour le passage. Effectivement, deux heures après l'arrivée de l'Empereur, la frégate anglaise *l'Undaunted,* capitaine Ussher, mouilla dans la rade. Le soir même le capitaine Ussher fut présenté à l'Empereur par le grand maréchal; il offrit le passage sur sa frégate et parut attacher beaucoup d'importance à recevoir cette marque de confiance. La frégate française qui devait s'y trouver n'y étant pas, l'on commença à embarquer les bagages, et l'Empereur promit de prendre passage sur la frégate anglaise. Le capitaine Ussher eut l'honneur de dîner avec l'Empereur.

IX. Dans la nuit le capitaine Moncabrié, avec la frégate française *la Néréide,* le brick *l'Inconstant* et plusieurs bâtiments de transport,

[1] Voir tome XXVII, page 364.

mouilla dans la rade; on supposait que l'Empereur aurait beaucoup de bagages. Le 28 au matin il fut présenté à l'Empereur, et fit sentir l'importance que lui et ses équipages attachaient à ce qu'il eût l'honneur de le transporter. L'Empereur lui fit connaître qu'il avait accepté passage sur la frégate anglaise, qu'il eût sans doute préféré une frégate française, mais qu'il ne pouvait que lui être désagréable d'être sur une frégate française portant le drapeau blanc, quoiqu'il sût bien que lui et ses équipages portaient dans le cœur les trois couleurs. Le capitaine Moncabrié répondit que cet obstacle ne pouvait en être un, qu'il ne hisserait aucun pavillon et que l'Empereur recevrait sur la frégate tous les honneurs qui lui étaient dus, et que, quant aux soins, il espérait que Sa Majesté ne pouvait pas craindre d'en manquer. Cependant il se rendit quand l'Empereur lui eut dit qu'il avait donné sa parole. L'Empereur fut extrêmement content de cet officier; il le chargea de dire aux officiers et aux équipages tout l'amour qu'il leur portait et combien il se croyait obligé à tout sacrifier pour le leur prouver : « Car, lui dit-il, pour le roi de France, tant que son trône ne sera fondé que par les baïonnettes étrangères et qu'il ne se sera pas nationalisé par sa conduite et par l'opinion nationale, je n'aurai aucune estime ni considération pour lui. »

X. Le 29 avril, à neuf heures du soir, le vent n'étant pas bon, l'Empereur monta en voiture pour se rendre à Saint-Raphaël, situé à une demi-lieue de Fréjus, et s'embarqua à bord de la frégate *l'Undaunted*. On lui rendit tous les honneurs et le salut impérial. La chambre du capitaine avait été disposée. Les généraux Bertrand et Drouot, le général Koller et le colonel Campbell s'embarquèrent. Le général Koller voulut venir jusqu'à l'île d'Elbe. Le comte Chouvalof retourna à Fréjus. Le lendemain, à la pointe du jour, on se trouva en vue des côtes de Nice. L'Empereur invita tous les jours à dîner les commissaires, le capitaine Ussher, un lieutenant et un officier de la frégate à tour de rôle.

Le 1er mai on arriva sur les côtes de Corse, près de Calvi. Les hautes montagnes de cette île produisent ordinairement du calme. On signala l'escadre anglaise qui portait de Gênes le général Montrésor et les troupes de l'expédition de Corse. Plusieurs officiers de marine et de l'armée de terre vinrent à bord, et dînèrent avec l'Empereur.

Le 3 on doubla le cap Corse, et on signala l'île d'Elbe. Le capitaine Ussher passant près de Capraja en prit possession au nom de son gouvernement. Le soir on mouilla dans la rade de Porto-Ferrajo.

Un canot avait précédé de trois heures avec le général Drouot pour arranger, avec le général Dalesme et les autorités du pays, tout ce qui était convenable pour le débarquement de l'Empereur, qui fut fixé au lendemain neuf heures du matin.

L'Empereur eut lieu d'être extrêmement satisfait du capitaine et des officiers et équipages anglais. Ceux-ci étaient à chaque instant surpris de voir les connaissances qu'avait l'Empereur dans les hautes parties comme dans les détails de leur arme; c'était l'objet de toutes les conversations.

CHAPITRE II.

ILE D'ELBE.

I. Description de l'île d'Elbe. — II. Arrivée à l'île d'Elbe de l'Empereur et de la Garde impériale. — III. Installation de Madame Mère, de la princesse Pauline, de l'Empereur. Établissement d'un théâtre, d'une bibliothèque, d'un lazaret, à Porto-Ferrajo. — IV. Diverses tournées de l'Empereur dans l'île, à Pianosa, à l'ermitage de Marciana. — V. Commencement de la prospérité de l'île. — VI. L'Empereur refuse toute communication avec le roi de Naples. — VII. Nouvelles de l'état de l'opinion publique en Italie et en France. — VIII. Tentatives d'assassinat dirigées par Bruslart, ancien chef de chouans. — IX. Quatrième violation du traité de Fontainebleau. Le commerce d'Italie offre des fonds à l'Empereur. — X. Conduite du colonel Campbell; sa communication insidieuse au comte Bertrand dévoile les véritables projets du congrès de Vienne. Préparatifs de défense à l'île d'Elbe.

I. L'île d'Elbe est située entre la Corse et la Toscane. Porto-Ferrajo est éloigné de trois à quatre lieues du continent d'Italie ou du cap de Piombino. L'île de Palmajola, dépendante de l'île d'Elbe, est à mi-canal. Tous les bâtiments qui vont de Gênes, de Livourne à Cività-Vecchia et à Naples, traversent le canal de Piombino et passent à la vue de Porto-Ferrajo; c'est un mouvement continuel; il n'est pas de jour où il n'en passe plusieurs centaines de toute grandeur et de toutes les nations. Du côté de la Corse se trouve, dans le canal, l'île de Pianosa, qui est à trois lieues de l'île d'Elbe et à dix des côtes de Corse. Les bâtiments de Marseille, de Toulon et d'Espagne passent par ce canal pour aller dans le Levant. L'île d'Elbe a deux excellentes rades, celle de Porto-Ferrajo et celle de Porto-Longone; des escadres de vingt à trente vaisseaux de guerre peuvent y être en sûreté; elles sont appuyées par les fortifications de deux places fortes.

L'île d'Elbe paraît être la réunion de trois petites îles : la première est formée par le groupe de la montagne Capanne, où sont situées les communes de Marciana et de Campo; la seconde, où sont les communes de Porto-Ferrajo et Capoliveri, est séparée de la première par la plaine de Campo, qui de la marine de Campo va à la marine de Procchio; la troisième est formée par la montagne Monte-Grosso et comprend la commune de Rio; cette troisième est séparée de la seconde par la plaine qui va de Porto-Ferrajo à Porto-Longone. Ces trois petites îles pourraient être séparées par deux canaux. Des ruisseaux coulent du sommet de ces montagnes, arrosent les différentes vallées et alimentent un grand nombre de fontaines. La partie de Marciana est la plus étendue, et le mont Capanne est la montagne la plus haute; c'est celle qui fournit les ruisseaux les plus considérables, tels que ceux de Campo, de Marciana et de Pomonté; la seconde fournit le ruisseau qui arrose la plaine de Porto-Ferrajo; la troisième fournit le ruisseau de Rio.

L'île contient deux petites villes, deux beaux ports, sept gros villages, ce qui fait, avec les deux villes, neuf communes. La population peut être évaluée à 12,000 âmes. L'île est couverte de vignes; la principale production est le vin; on en exporte ordinairement pour plus d'un million. Ce vin est très-bon et est préféré, à Gênes et en Toscane, à tous les autres vins de l'Italie. Il n'y a pas du tout de mûriers, cependant ils peuvent y venir, et la soie serait une ressource considérable. Il n'y a que deux ou trois jardins d'oliviers, ne faisant que trois ou quatre cents barils d'huile. Il paraît que cet arbre y réussirait bien, mais la récolte est encore plus incertaine qu'en Toscane et en Provence. Marciana est le seul point de l'île où il y ait des châtaigniers; on en trouve un bois. C'est une ressource pour les habitants de ce village; ils mangent les châtaignes rôties, sans en faire du pain. Le bois se débite pour toutes espèces de constructions. Dans la partie de Rio et de Monte-Grosso est la forêt de Monte-Giove, où il y a de très-beaux arbres et beaucoup de chênes. Les montagnes sont couvertes de maquis; on s'en sert pour faire des échalas et pour le chauffage. Tous les arbres fruitiers viennent fort bien. Les plaines de Porto-Ferrajo et de Campo sont les plus étendues de l'île; on y récolte des blés qui suffisent pour la nourriture de l'île pendant quatre mois. L'Empereur y fit introduire la culture des pommes de terre et les prairies artificielles, qui y étaient inconnues. Il est une troisième plaine qui pourrait être d'une grande ressource, la plaine de Campo-del-Agone : elle est peu cultivée.

Dans la deuxième partie, près de Capoliveri, est la montagne de

la Calamita ou d'Aimant. L'aimant y est en grande quantité; il est très-beau.

Dans la troisième partie, ou celle de Monte-Grosso, est la mine de fer de Rio, près de la mer; elle emploie 4 ou 500 ouvriers, donne de l'occupation à une cinquantaine de bâtiments qui transportent le minerai; les plus grands de ces bâtiments sont de 110 tonneaux. Le minerai n'est pas fondu dans l'île; on l'envoie à Naples, à Cività-Vecchia, à Gênes, en Toscane, où sont des fourneaux; c'est le meilleur fer de l'Europe. C'est une ressource de 7 à 800,000 francs dont 300,000 sont le revenu net du propriétaire de la mine, qui appartenait au Domaine.

Il y a à Porto-Ferrajo plusieurs madragues; la pêche est abondante sur les côtes de cette île; les Génois et les Napolitains viennent y pêcher; c'est un objet de 2 à 300,000 francs d'exportation pour l'île. La madrague peut rendre au prince de 30 à 40,000 francs.

Il y a de fort belles salines à Porto-Ferrajo, produisant un revenu brut d'une soixantaine de mille francs, dont la moitié forme le revenu du prince.

Tous ces objets produisent à l'île plus de 2 millions de francs d'importation de numéraire tous les ans, avec lesquels il faut pourvoir à l'achat des blés, des viandes et des objets manufacturiers nécessaires aux habitants. La balance reste en définitive à l'avantage de l'île, en supposant que tout le revenu des mines y soit dépensé. L'île payait une imposition foncière de divers petits droits dont le total se montait à 100,000 francs; c'est suffisant pour couvrir les dépenses de l'administration. Porto-Ferrajo avait un octroi qui, joint à ses autres biens, lui donnait 40,000 francs de revenu, somme suffisante pour les dépenses municipales.

L'île d'Elbe avait trois ou quatre cents bâtiments de toute grandeur, tant pour le commerce propre de l'île que pour le cabotage des divers ports de l'Italie. Il y a à Marciana quelques habiles constructeurs pour les barques du pays, dont les plus fortes sont de 120 à 130 tonneaux.

Porto-Ferrajo est une petite ville située en face de la côte d'Italie, sur une hauteur qui domine la rade. Elle contient une population de 3,000 âmes, sans la garnison et les employés. Elle a un bassin, un port, espèce de darse où peuvent entrer même des vaisseaux à trois ponts. Les fortifications de Porto-Ferrajo ont été fondées par Côme de Médicis contre les Barbaresques; elles ont été, depuis, augmentées pendant les quinze ans que cette île est restée sous la domination de l'Empire. Porto-Ferrajo est une place très-forte.

Porto-Longone est une forteresse bâtie par les Espagnols; elle appartenait au roi de Naples avant sa réunion à la France. La rade est très-sûre; elle regarde le Levant.

L'île d'Elbe rendait 500,000 francs à Napoléon, savoir : 300,000 francs, produit de la mine de fer; 100,000 francs de la madrague, des salines et de quelques propriétés; 100,000 francs des impositions territoriales, des droits, impôts du pays. La dépense consistait en 100,000 francs pour les appointements des tribunaux, de l'administration, la paye de la gendarmerie, les frais de justice, les routes à entretenir, etc. Restaient donc 400,000 francs nets, qui étaient versés dans la caisse du trésorier impérial, pour fournir à l'entretien des fortifications, de la marine, des troupes de terre et de la Maison de l'Empereur. Par le traité de Fontainebleau, deux millions de francs devaient être payés tous les ans pour servir de supplément.

II. Le 3 mai 1814, à dix heures du soir, *l'Undaunted* mouilla dans la rade de Porto-Ferrajo; le général Drouot débarqua sur-le-champ pour prévenir le général Dalesme, qui y commandait, et les autorités civiles, de l'arrivée de l'Empereur. Le lendemain 4 mai, à onze heures du matin, l'Empereur débarqua; il fut salué par les canons de la frégate, de la rade et de la place. Les troupes étaient toutes sous les armes. Il se rendit à l'église, et l'on chanta un *Te Deum;* toutes les autorités du pays y étaient réunies. Il se rendit ensuite à l'hôtel de la municipalité, que l'on avait préparé à la hâte; il y reçut toutes les autorités. Les sentiments qui animaient le peuple étaient les mêmes que ceux de la garnison, composée de plusieurs détachements d'artillerie et de plusieurs détachements de bataillons français. Le général de brigade Dalesme, qui commandait l'île, était un officier sage et qui s'était fait aimer des habitants. On procéda à la remise de l'île, des deux places fortes de Porto-Ferrajo et Porto-Longone, de tout le matériel et de tous les approvisionnements de l'artillerie. On détermina les armes et le pavillon de l'île, qui devait porter trois abeilles. Les commissaires envoyèrent ce pavillon à tous les consuls de la Méditerranée. Il fut sur-le-champ arboré dans tous les ports de l'île. Le procès-verbal de la prise de possession comprit l'île d'Elbe, les petites îles de Palmajola, de Pianosa et de Monte-Christo; ces trois petites îles étaient dépendantes de l'île d'Elbe. Ce procès-verbal fut signé par le général Koller et le colonel Campbell, l'un pour l'Autriche et l'autre pour l'Angleterre.

De Saint-Tropez le capitaine Moncabrié s'était rendu à Toulon, où il reçut de nouveau l'ordre de se rendre à Porto-Ferrajo, faire la

remise du brick *l'Inconstant,* et ramener en France le général Dalesme et la garnison française. Cet officier s'acquitta convenablement de sa mission. Un matin, à la petite pointe du jour, sans qu'il y fût attendu, l'Empereur se rendit à bord de la frégate française, et immédiatement après à bord de *l'Undaunted,* qui devait partir. Il serait difficile d'exprimer tous les sentiments qui animaient les officiers et l'équipage de la frégate française. Quant aux Anglais, l'Empereur, suivant sa manière française, parla à l'équipage : le capitaine traduisait ses paroles. Les Anglais exprimèrent tous les sentiments qu'on pouvait désirer, mais on voyait que cette méthode leur était nouvelle. La frégate française partit; le général Dalesme et la garnison s'embarquèrent dessus. Les forts furent gardés par le bataillon franc de l'île et par la garde nationale. La Garde arriva quelques jours après.

L'équipage et les officiers de la frégate anglaise étaient extrêmement flattés de la confiance que leur avait témoignée l'empereur Napoléon. Un équipage français n'aurait pu, en toute occasion, montrer plus de respect et de meilleurs sentiments que cet équipage anglais. Pour en témoigner sa satisfaction, l'Empereur fit présent au capitaine Ussher d'une boîte avec son portrait, et à chaque matelot d'une pièce d'or.

Le général Koller s'en retourna à Gênes ; il ne resta dans l'île de commissaire étranger que le colonel Campbell ; l'amiral Exmouth, commandant dans la Méditerranée, mit une corvette à sa disposition ; le colonel s'en servait pour faire des voyages en Toscane, à Gênes et à Cività-Vecchia; il passait des mois entiers à Florence et à Rome; il apparaissait dans l'île une fois tous les mois ou toutes les six semaines.

La Garde, commandée par le général Cambronne, était partie de Briare le même jour que l'Empereur, le 21 avril. Elle gagna la route d'Auxerre, d'où elle passa par Lyon et Chambéry pour arriver à Savone. Elle fut reçue partout en triomphe. Les témoignages des sentiments qui animaient toutes les classes de citoyens dans tous les départements qu'elle traversa firent une vive impression sur ces braves soldats. C'était une première récompense qu'ils recevaient de leur fidélité. Lyon surpassa toutes les autres villes et produisit une telle commotion dans les esprits, qu'elle donna de vives inquiétudes à la garnison autrichienne. Ces vieux soldats furent également satisfaits du Piémont et de la ville de Savone. Ils y trouvèrent cinq grands transports que l'amiral anglais avait fait préparer et qui embarquèrent les hommes, les chevaux et les bagages.

Le 27 mai la Garde mouilla dans la rade de Porto-Ferrajo; l'Empereur alla à sa rencontre dans son canot. Le nombre de ces

vieux soldats s'était accru en route; le général Cambronne avait cependant tenu la main à ne laisser incorporer aucun soldat étranger à la Garde; mais ils portaient les demandes de plusieurs milliers d'officiers et soldats et d'un grand nombre d'employés civils, tous désireux de partager le sort de l'Empereur. L'arrivée de la Garde donna une tout autre tournure à la petite ville de Porto-Ferrajo.

Parme et Plaisance étaient, par le traité de Fontainebleau, donnés à l'Impératrice et à son fils. Cent chevau-légers polonais et des chevaux de voiture furent dirigés sur Parme; ils y furent bien reçus par le peuple, mais mal par les autorités autrichiennes. Après plusieurs mois de séjour, ils durent venir à l'île d'Elbe. Parme et Plaisance restèrent dans les mains de l'empereur d'Autriche, qui refusa de les remettre à l'Impératrice et à son fils; troisième violation du traité de Fontainebleau.

Quelque effort que l'on fît, et quoiqu'on répondît négativement à toutes les demandes des officiers et des soldats qui sollicitaient de venir à l'île d'Elbe, il en vint un grand nombre, et l'on fut obligé de former un bataillon en grande partie composé de Corses. Il s'augmenta chaque jour d'anciens soldats venant de France. Ce bataillon fut destiné à la garnison de Porto-Longone. Cela compléta la petite armée de l'île d'Elbe, qui était composée d'une compagnie d'artillerie de la vieille Garde de 110 hommes, d'un bataillon d'infanterie de la vieille Garde fort de 800 hommes, de 100 chevau-légers polonais de la Garde, d'une compagnie de 30 gendarmes, d'un bataillon de chasseurs de 500 hommes, d'un bataillon de volontaires de 600 hommes, d'un détachement de marins de la Garde de 50 hommes, d'un brick armé de vingt-six canons ayant 100 hommes d'équipage, de quatre petites felouques armées ou garde-côtes et de quelques bâtiments ayant aussi 100 hommes d'équipage; de sorte que l'armée de terre et de mer formait un total de 2,300 à 2,400 hommes, ce qui était suffisant, indépendamment de la garde nationale, qui se montait, dans toute l'île, à environ 1,000 hommes.

Porto-Ferrajo est une des plus fortes places qu'on puisse voir : les fortifications en avaient été augmentées par la construction des forts de Saint-Cloud, de Montebello et de Saint-Hilaire, qu'avait fait construire le colonel du génie Vincent. Les approvisionnements d'artillerie étaient très-considérables; les magasins de vivres furent complétés et maintenus à l'approvisionnement pour un an.

Le général Drouot remplit les fonctions de gouverneur de l'île et eut le commandement militaire de terre et de mer. L'inspecteur aux revues Boinod fut chargé de toute l'administration de la guerre. Le

grand maréchal se chargea de tous les détails de l'administration civile et de la direction de la Maison. Le sieur Peyrusse était le trésorier impérial. Tout se faisait par eux; l'Empereur ne s'occupait de rien.

Les dépenses de la guerre consistaient dans 1° l'entretien de la place de Porto-Ferrajo et de Porto-Longone, des forts de Palmajola, de Pianosa et des batteries de côtes; 2° la dépense de l'artillerie et de l'arsenal; 3° la solde, les vivres, l'habillement et le logement d'un bataillon de la vieille Garde de 800 hommes, d'une compagnie d'artillerie de vieille Garde de 110 hommes, d'un escadron de la garde à cheval de 150 hommes, de 25 matelots de la Garde; 4° la solde et l'entretien d'un bataillon de chasseurs de 400 hommes; 5° la solde et l'entretien du bataillon de l'île de 600 hommes; 6° la solde et l'entretien de 100 matelots et de l'artillerie d'un brick de vingt-six canons, très-bon marcheur, de quatre petites barques garde-côtes; le total des hommes soldés était de 1,085 de la Garde, 1,100 hommes des autres; total, 2,185 hommes.

Il y avait en outre une centaine d'officiers généraux, colonels, chefs de bataillon, capitaines, lieutenants, qui s'étaient réfugiés dans l'île et qui étaient pensionnés, etc.

Les dépenses de la guerre et de la marine montaient en tout à 1,200,000 francs.

III. Il n'y avait à Porto-Ferrajo aucun logement convenable; la chaleur était excessive sur le port; il fallait habiter la haute ville; mais, dans quelque lieu qu'on se plaçât, on était dans la nécessité de bâtir. Des artistes, architectes et peintres, arrivèrent de Toscane et de Rome pour offrir leurs services; ils venaient chercher asile contre les persécutions politiques; ils arrangèrent un petit pavillon à deux étages où se logea l'Empereur. Il fallut démolir grand nombre de maisons; les soldats de la Garde y travaillèrent avec zèle. Partie de ces démolitions tombaient sur des bâtiments de l'État, partie sur des maisons de particuliers que l'on payait après estimation contradictoire. Les habitants voyaient les embellissements avec plaisir. Les soldats de la Garde, accoutumés à ces démolitions à Paris et en d'autres lieux, disaient plaisamment aux habitants de Porto-Ferrajo : « Nous démolissons toujours la moitié des villes où nous séjournons, c'est notre mode; mais il n'y a rien à dire, nous payons comptant, et un quart en sus. » On établit ainsi, en peu de semaines, une plaine et un jardin près du pavillon de l'Empereur. Ce pavillon avait vue sur les côtes de Toscane et de Piombino. On appropria un très-

beau couvent situé tout près, pour le logement de la Garde; elle y fut très-bien établie. Madame Mère fut logée à la maison Vantini.

La princesse Pauline avait acheté des vignes et fait construire un pavillon ou villa, à la mode d'Italie, à trois milles de la ville et dans une position charmante; elle comptait s'y établir : mais, à son arrivée des eaux de Naples, en septembre, sa villa de Saint-Martin, qui lui avait coûté 100,000 écus, n'étant pas entièrement meublée, elle occupa un appartement dans le pavillon impérial; les architectes lui avaient arrangé plusieurs belles pièces.

La villa de Saint-Martin fut décorée avec beaucoup de goût par de très-bons peintres romains qui travaillaient avec goût et zèle, parce qu'ils étaient conduits plus par leur opinion et leurs sentiments que par l'appât du gain.

Les habitants de l'île célébrèrent le 15 août avec une certaine magnificence. Un grand nombre de familles vinrent des côtes d'Italie pour prendre part à cette fête.

Avant la fin de l'année Napoléon était passablement logé : il avait un pavillon à Porto-Ferrajo, un à Porto-Longone, la villa de Saint-Martin, où il allait quelquefois, et l'ermitage de Marciana, où il passa plusieurs semaines pendant les grandes chaleurs. Cet ermitage est situé sur une des sommités du mont Capanne, d'où l'on découvre la Corse, l'Italie, les Alpes et les mers qui en séparent; il est situé au milieu d'un bois de châtaigniers. C'est là qu'est établie la glacière qui fournit aux besoins de l'île pendant l'été. Cet ermitage est très-frais, très-sain et très-agréable; on n'y est incommodé par aucune mouche.

Il y a une belle église, quatre chambres, et on y faisait mettre des tentes. On devait y construire un petit pavillon dans l'hiver.

Il n'y avait jamais eu de carrosses dans la ville de Porto-Ferrajo; il fallut repaver presque toutes les rues et adoucir plusieurs pentes. Une salle de spectacle, selon l'usage des villes d'Italie, fut construite, ainsi qu'un lazaret pour servir à la quarantaine du commerce du Levant.

L'île entière s'embellissait, et la petite ville de Porto-Ferrajo prenait un air de propreté et de capitale.

IV. Les chevaux de l'Empereur étant arrivés, on fit améliorer et percer les chemins pour les voitures. La grande route de Porto-Ferrajo à Porto-Longone, qui a dix milles, était l'endroit assez ordinaire des promenades de l'Empereur; une autre route fut ouverte pour aller par terre à Marciana; elle avait un embranchement pour aller

à Campo; ces routes formaient ensemble une étendue de vingt milles.

L'Empereur alla visiter toutes les communes. Les villages sont grands et bien bâtis; il y a dans tous plusieurs familles aisées et qui ont de belles habitations. Ces tournées étaient des jours de fête pour les habitants. Il fallait commencer par une fête et une cérémonie d'église; la soirée finissait par un petit bal.

A Porto-Longone, Napoléon décida de désarmer la place, n'ayant pas assez d'hommes pour garder deux villes. Il laissa seulement deux batteries bien armées pour la défense de la rade, qui est très-bonne. Tous les magasins et pièces furent transportés à Porto-Ferrajo, qui se trouva avoir plus de 800 milliers de poudre et plus de cent bouches à feu au-dessus du nécessaire. Un grand nombre de ces bouches à feu étaient chambrées et en mauvais état; le général Drouot les réforma et en vendit pour plusieurs centaines de mille francs.

La mine de fer de Rio est très-abondante; elle rend brut pour 7 à 800,000 francs de minerai. Le profit net est de 300,000 francs. Le sieur Pons (de l'Hérault) en était l'administrateur. Il s'y comporta très-bien et avait su concilier l'intérêt du propriétaire et celui des ouvriers, de qui il était très-aimé.

Dans sa visite à la mine, Napoléon ordonna la construction d'un môle, afin que les cent bateaux de Rio fussent en sûreté dans le port.

L'Empereur séjourna plusieurs jours à Porto-Longone, alla à Capoliveri, et enfin à Marciana et à Campo.

Campo a deux gros villages situés sur des mamelons, et une marine qui avait besoin d'un môle. C'est le point de départ le plus usité pour aller à l'île de Pianosa. L'Empereur fit une partie de chasse dans cette île; il y campa deux jours. C'est un rocher de corail de quinze milles de tour, une plaine rase à dix toises au-dessus de la mer, ayant plusieurs puits de bonne eau, couverte d'oliviers et de toutes espèces d'arbres. Le petit-fils d'Auguste, Marcus Julius Agrippa, y fut exilé; on trouve encore les ruines de son palais et des bains de mer qu'il avait fait bâtir. Cette île n'était pas habitée par crainte des Barbaresques, qui plusieurs fois avaient enlevé toute la population.

Marciana est un gros village bâti sur une hauteur, et qui a une marine très-peuplée, où il y a un chantier pour de petits bâtiments. Sur le sommet de la hauteur de Marciana est l'ermitage de la Madonna, où Napoléon a passé quinze jours, s'y plaisant beaucoup. Il avait ordonné d'assez grands travaux. Il voyait de là les Alpes, l'Apennin ligurien, les montagnes de la Corse, et dominait toute la Méditerranée.

V. L'exploitation de la mine, les pêcheries et la liberté de commerce avec toutes les côtes d'Italie, la libre exportation des vins, donnaient beaucoup d'aisance à l'île. Les dépenses de la maison de l'Empereur et celles des troupes y répandaient beaucoup d'argent. Mais ce qui surtout promettait une grande prospérité à ce petit pays, ce fut l'affection protectrice que les Barbaresques prirent pour le pavillon de l'île. Non-seulement ils le respectaient, mais, toutes les fois qu'ils le rencontraient, c'étaient de nouvelles protestations de bonne amitié. Tous les spéculateurs accoururent de tous les ports d'Italie pour jouir du privilége de cette bannière, préférée même au drapeau anglais. On refusa d'accorder des pancartes, à moins qu'on ne fût établi dans l'île, et déjà, de toutes les places de commerce d'Italie, grand nombre de capitalistes envoyaient établir des comptoirs à l'île d'Elbe quand l'Empereur en partit. Les bâtiments de l'île étaient tous occupés, de sorte qu'on fut obligé d'en construire et d'en acheter. Le commerce de Gênes avec les diverses îles de l'archipel ou de l'Adriatique, celui de Naples, préféraient le pavillon de l'île d'Elbe à tout autre, comme étant le plus sûr. Si cela eût duré plusieurs années, l'île d'Elbe fût arrivée au plus haut degré de prospérité.

VI. Les corsaires algériens faisaient une vive guerre au commerce napolitain. Un vaisseau de 74 et une frégate napolitaine croisaient dans le canal de l'île d'Elbe à Livourne; ces bâtiments voulurent plusieurs fois communiquer avec l'île, mais cela leur fut constamment refusé. L'Empereur personnellement conservait un vif ressentiment de la conduite du roi de Naples, et, pendant tout le temps qu'il resta à l'île d'Elbe, il refusa constamment toute communication avec ce souverain. Il n'en eut de nouvelles que par la princesse Pauline, qui avait été prendre les eaux à Naples.

VII. Les communications entre l'île et l'Italie étaient très-fréquentes. Tous les jours il arrivait et partait un ou plusieurs bâtiments pour Livourne, Gênes, Cività-Vecchia et les ports de Naples. Les bâtiments qui venaient de Livourne portaient des blés, des draps et toutes les choses nécessaires aux besoins de l'île; ceux qui y allaient portaient des fruits, des poissons, du thon, du sel; les uns et les autres, des passagers. Ceux qui allaient à Gênes portaient des vins, du minerai, et rapportaient des pâtes, des objets de manufacture. A Cività-Vecchia on portait des vins et du minerai, on rapportait des blés, etc. La communication avec Bastia, en Corse, était également journalière : on en tirait des fruits, des bois; on y envoyait du thon,

du sel, etc. Il y avait un bateau de poste qui, deux fois la semaine, allait et venait de Piombino prendre la malle de la poste; ce service était aussi régulier que s'il se fût fait par terre; il n'éprouvait au plus qu'un retard de cinq ou six heures par les mauvais temps, rarement davantage. Par cette poste on recevait tous les journaux de France et d'Italie.

Le brick était toujours en voyage. Il allait à Gênes, à Cività-Vecchia et à Naples; il servait à faire les commissions de la maison, qui avait, en outre, deux autres transports employés au même service.

L'Empereur n'a écrit aucune lettre pendant son séjour dans cette île; il n'a entretenu aucune correspondance politique; il se bornait 1° à lire les gazettes; 2° les pamphlets et les libelles; 3° un grand nombre de lettres qu'il recevait des officiers et soldats de la Corse, de Gênes et de la Toscane, pour lui demander du service; il en a reçu 5,000 de cette espèce, dont 2,000 de la Corse, 2,500 de Gênes, du Piémont, du royaume d'Italie, 500 de la France; les neuf dixièmes étaient écrites par de simples soldats, qui rentraient du service de France chez eux, soit qu'ils fussent licenciés comme étrangers, soit qu'ils revinssent des prisons d'Angleterre, de Russie, d'Allemagne; ils avaient traversé la France et rendaient compte de l'esprit du soldat, du paysan; partout on causait de l'île d'Elbe.

Les correspondances étaient très-fréquentes avec Rome, par Cività-Vecchia, et avec Gênes. Cette dernière ville, aussi bien que toute la Rivière, montrait le plus grand dévouement. Aucun bâtiment génois n'abordait dans l'île sans s'annoncer par des cris qui témoignaient des sentiments des équipages. Tous les bâtiments venant des divers côtés de la Rivière de Gênes se faisaient un plaisir de mener à l'île d'Elbe tout individu qui voulait y venir, même sans papiers et sans permission des autorités locales. Quand les bâtiments de guerre de l'Empereur, corvette ou cutter, arrivaient sur un point quelconque de la côte, c'était une fête, et les habitants passaient à se réjouir tout le temps de la relâche. Ils demandaient des nouvelles de l'Empereur. La seule ville de Livourne faisait contraste avec ces sentiments; la populace en était très-mal disposée et le gouverneur très-mauvais. Elle nourrissait d'ailleurs un sentiment de jalousie contre Porto-Ferrajo, et voyait avec crainte l'établissement d'un lazaret et la faveur que les Barbaresques accordaient à la bannière de l'île d'Elbe.

Il arrivait fréquemment des citoyens du royaume d'Italie ou des soldats génois, piémontais, toscans ou romains, qui avaient été licenciés du service de France ou revenaient des prisons d'Angleterre

ou de Russie, ayant traversé la France, et qui, ne voulant plus rentrer dans leur patrie ni servir sous leur ancien prince, abordaient à l'île d'Elbe; d'autres qui déjà avaient été dans leur pays, mais préféraient le service de l'Empereur; d'autres enfin, rentrés chez eux, écrivaient à leurs camarades de l'île d'Elbe tout ce qu'ils avaient vu en traversant la France. Cela forma une masse de renseignements fort importants, tous concordant au même résultat : la France tout entière, hormis Marseille, appelait l'Empereur à grands cris. Une trentaine de soldats, natifs de l'île d'Elbe, venus isolément, avaient été nourris et fêtés dans diverses provinces par les paysans, quand on avait su qu'ils étaient de l'île d'Elbe. Tous tenaient les mêmes propos, quoique les uns eussent traversé le Poitou, les autres la Lorraine. Les soldats corses, revenus des prisons ou licenciés, recevaient le même accueil. On était donc parfaitement sûr des dispositions de tous les régiments et de toutes les provinces de France. Jusque dans le courant de novembre, décembre et janvier, il y eut encore des arrivants, et l'on réunissait leurs rapports; les uns avaient été licenciés plus tard, les autres sortaient des hôpitaux, les autres revenaient du fond de la Russie. De toutes ces relations diverses, dont on compta plus d'un millier, il résultait que l'esprit public avait augmenté d'enthousiasme et de chaleur pour l'Empereur de mois en mois, et qu'enfin le peuple et l'armée l'attendaient avant le printemps; que tous les soldats étaient humiliés de porter la cocarde blanche et avaient tous en secret une cocarde tricolore; que plusieurs même la portaient sur leur shako, sous la cocarde blanche; que, dans tous les régiments, les soldats avaient une manière de s'entendre et ne commençaient jamais leur repas ou à boire au cabaret qu'en buvant à la santé de l'Empereur, *de l'absent* ou *de celui qui reviendra;* quand ils étaient plus échauffés, ils buvaient à la santé du *Père la Violette;* que dans plusieurs chambrées on ne nommait jamais Louis XVIII; que même on sautait le nombre 18 dans les appels; qu'enfin les sentiments des soldats se manifestaient de toutes les manières, sans qu'il fût possible de les réprimer; que tous les officiers avaient été conservés, mais qu'ils étaient extrêmement humiliés de tous les efforts que faisaient les Bourbons pour calomnier la gloire de la nation; qu'il y avait quelques généraux et colonels, quelques officiers qu'on avait achetés, et qui s'étaient dévoués aux Bourbons, mais que presque toute l'armée, généraux, officiers et soldats, étaient dans les mêmes sentiments; que cependant elle était bien payée, jouissait d'un grand repos; que les princes de la maison de Bourbon parcouraient les provinces, cajolaient les troupes, répan-

daient beaucoup d'argent; qu'ils parvenaient quelquefois à faire crier : *Vive le Roi!* mais qu'alors les soldats ajoutaient à demi-voix : *de Rome;* que, toutes les fois qu'ils recevaient de l'argent, ils allaient le boire à la santé de *l'absent :* « C'est à lui que nous le devons, disaient-ils, car on nous cajole parce que l'on a peur qu'il revienne » ; que les paysans étaient encore plus animés que les soldats et attendaient avec plus d'impatience encore le retour de l'Empereur, d'où ils faisaient dépendre l'époque de leur délivrance; que les seigneurs et les prêtres avaient repris l'ascendant qu'ils avaient dans l'ancien régime, et traitaient le peuple avec la même hauteur; que chacun s'attendait au retour des droits féodaux et ressentait déjà la chaîne qui avait été brisée par la Révolution.

Un grand nombre de voyageurs anglais de la plus haute distinction, faisant le tour d'Italie, venaient à l'île d'Elbe; ils voyaient le grand maréchal et le général Drouot, qui les présentaient à l'Empereur, soit lorsqu'il était à la villa Saint-Martin, soit lorsqu'il était au pavillon de Porto-Ferrajo. Un d'eux, lord Ebrington, qui avait séjourné plusieurs jours, eut seul l'honneur de dîner avec l'Empereur. Tous les officiers et autres personnes de la maison de Sa Majesté fréquentaient beaucoup tous ces étrangers; il en ressortait l'opinion qu'ils apportaient de France. En général, ils connaissaient peu la France, ils ne faisaient pas de cas de l'opinion des paysans ni de la masse du peuple et l'ignoraient; ils ne connaissaient que l'opinion des salons qu'ils avaient fréquentés : cependant il ressortait de leurs conversations les nouvelles idées qu'ils avaient prises du caractère de l'Empereur, depuis qu'ils avaient vu la France en détail, leur admiration pour les travaux de tout genre que lui devaient la France et l'Italie, l'enthousiasme et l'attachement que lui conservaient ces deux peuples, l'immense progrès que l'agriculture française avait fait pendant son administration. Plusieurs avaient observé avec attention nos manufactures et avouaient que, trompés par les libelles que solde et fait composer le gouvernement anglais, ils avaient été fort étonnés de la perfection obtenue par les manufactures françaises, qui, sans contredit, étaient devenues les plus belles de l'Europe. Des marins qui avaient parcouru les ports et chantiers d'Anvers et de Cherbourg, vu l'escadre de Toulon, les chantiers d'Amsterdam, de Venise, avouaient que partout on avait vaincu tous les obstacles, et que, sans bruit, une immense base de puissance maritime avait été jetée. Ils admiraient le parti qu'on avait tiré de l'Escaut, les fortifications et les nouveaux moyens qu'on avait imaginés pour construire des vaisseaux du modèle français en Hollande, qui jusqu'alors n'avait eu que de

mauvais vaisseaux. Ceux qui venaient de Venise ne tarissaient pas sur la satisfaction qu'ils avaient éprouvée de voir les beaux chantiers de cette ville et de voir la manière ingénieuse et nouvelle par laquelle des vaisseaux tels que *le Rivoli* avaient été portés tout armés et lancés dans la haute mer. Tous convenaient que l'escadre de l'Escaut était disciplinée et manœuvrait mieux que jamais n'avait manœuvré une escadre française. Ils s'étaient aperçus du système établi depuis deux ans de faire sortir tous les jours des ports, d'appareiller, mouiller et faire le coup de canon avec les vaisseaux anglais, pour accoutumer nos équipages à la manœuvre et au feu. Tous ceux qui venaient de Paris étaient animés du plus profond mépris pour les Bourbons, pour leur gouvernement et les personnes qui les entouraient. Ils plaignaient sincèrement la France d'être tombée dans de pareilles mains; tous en convenaient et considéraient cet événement comme le plus heureux pour l'Angleterre. Quelques-uns de ces voyageurs anglais avaient vécu dans une certaine intimité avec des personnes de connaissance; ils répétaient leur opinion et leurs conversations; tout confirmait ce que la simple lecture du *Moniteur* faisait assez connaître, et ce que l'on voyait dans les récits des soldats, que les Bourbons étaient isolés sur leur trône et étrangers à toutes les affections, à tous les sentiments, à tous les intérêts nationaux.

Plusieurs négociants français, conduits à Gênes, Livourne et Naples pour la liquidation de leurs maisons, passaient à l'île d'Elbe: c'étaient des hommes considérables et sensés; tous regardaient comme impossible que la France restât longtemps sous ce gouvernement absurde et avili; ils avouaient que, après avoir été le premier des peuples de la terre, il en était devenu le dernier, et que le mépris qui avilissait la cour de France avait rejailli sur toute la nation; qu'ils s'en ressentaient dans leurs relations commerciales. Tous cherchaient à pénétrer si l'intention de l'Empereur n'était pas de retourner; tous disaient : « Hormis Marseille, dans quelque ville de France que l'Empereur se jette, toute la population se lèvera pour lui. »

On peut s'imaginer combien étaient avides de nouvelles les officiers et les soldats. Les récits des voyageurs, ceux de chacun des soldats qui revenaient, les nouvelles apportées par les bâtiments, étaient le sujet de toutes les conversations et donnaient lieu à toute espèce de bruits. Les esprits fermentaient au point que l'Empereur chercha à leur donner le change, en leur imposant des travaux très-pénibles et faisant beaucoup travailler les soldats de la Garde. Il leur fit cultiver un grand jardin en avant de leur caserne. Cela excita

d'abord leurs murmures : « Sommes-nous à l'île d'Elbe, disaient-ils, pour servir de pionniers ? » Mais, comme on insistait, les plus rusés finirent par dire : « Cela n'est pas naturel, c'est une ruse de l'Empereur; tu ne mangeras pas, je t'en réponds, des légumes que nous semons. »

VIII. Dans le courant de janvier, un bâtiment venant de France aborda à l'île d'Elbe. Il en sortit un garde du corps portant la cocarde blanche, ce qui occasionna une grande rumeur sur la place. Les soldats s'attroupaient ; ils prétendaient qu'on était venu les insulter. Heureusement que l'Empereur en eut connaissance; il se fit amener l'individu qui occasionnait tant de rumeur : c'était un malheureux maréchal des logis des gardes du corps. « Que venez-vous faire ici? lui dit Sa Majesté. — Je me rends à Rome. — Qu'y faire? — Vous m'aviez fait garde-magasin des fourrages; j'ai une comptabilité à liquider. Depuis le retour du Roi, on s'est souvenu de ma famille, et on m'a fait maréchal des logis des gardes du corps. — Quoi ! répondit l'Empereur, le Roi a appelé dans ses gardes du corps, non ces vieux vétérans vainqueurs dans cent batailles, mais tous les malheureux qui ont traîné leur existence dans les derniers grades de l'administration ! »

Peu de jours après, un bâtiment arriva à l'île d'Elbe, venant de Livourne, et donna lieu à un plus grand scandale. Il avait à son bord un chouan, aide de camp de Bruslart, gouverneur de la Corse. Il portait l'uniforme des chouans, une énorme cocarde blanche, et était tout couvert de fleurs de lis. Il indigna la garnison. Les officiers allèrent aux enquêtes; on ne tarda pas à savoir que c'était un ancien chouan, brigand de l'Ouest. Il protesta que le mauvais temps l'avait obligé de relâcher à l'île d'Elbe. Le général Drouot lui donna un officier pour le garder. Le mauvais temps continuant, il fut obligé de séjourner quelques jours. Chaque matin il voyait cette superbe Garde défiler la parade aux airs chéris des Français, *la Marseillaise, Veillons au salut de l'Empire*, etc.; il disait à l'officier qui le gardait : « Vous êtes donc ici en 1793; c'est une ville terrible. » Enfin on l'embarqua, et il promit bien de ne plus revenir.

Cependant les projets criminels de Bruslart n'étaient pas un mystère. Il n'avait reçu le commandement de la Corse que pour remplir une secrète mission. Bruslart, ancien compagnon de Georges, chef de chouans, avait arrêté et dévalisé des diligences. Le Roi le fit maréchal de camp à son arrivée en France et l'envoya commander en Corse. Il voulait faire exécuter son projet criminel par des Corses

qui connaissaient l'île d'Elbe et viendraient prendre du service dans le bataillon qui s'y trouvait, tandis que d'autres débarqueraient nuitamment sur une des plages de l'île : alors on assiégerait l'Empereur dans sa villa de Saint-Martin. Sa Majesté dut se faire suivre par un piquet de douze lanciers. Toutes les paroles, toutes les démarches de Bruslart étaient connues, les Corses auxquels il se fiait en faisaient immédiatement leur rapport à l'île d'Elbe; plusieurs agents qu'il envoya se déclarèrent eux-mêmes. On demanda à l'Empereur la permission de mettre fin à tous ces dangers en tuant Bruslart : « Non, dit-il, je me suis refusé, pendant que les Bourbons tramaient à Paris la machine infernale et après l'arrivée de Georges et de ses brigands à Paris, à autoriser l'assassinat des Bourbons à Londres, assassinat qui me fut proposé; j'autoriserai et approuverai encore moins aucun attentat contre un simple officier. Si, lorsque le moment arrivera, on l'arrête, on pourra le faire juger comme assassin et le punir suivant les lois. »

Avant Bruslart, on avait envoyé en Corse le maréchal de camp Milet-Mureau, brave homme, qui avait été ministre de la guerre sous le Directoire et préfet sous l'Empire; mais c'était pour cacher la mission secrète de son adjoint, chouan couvert de crimes. On a trouvé depuis la correspondance de ce misérable avec le comte d'Artois, comme on a aussi trouvé celle de Maubreuil. Ils allaient être livrés aux tribunaux, et l'éclat de cette affaire aurait prouvé à l'Europe toute la turpitude des princes et l'infâme scélératesse du comte d'Artois. Maubreuil s'échappa de la préfecture de police. Tant d'affaires occupaient, que tout ce qui avait été préparé pour dévoiler ces crimes n'a point eu le temps d'être imprimé; d'ailleurs cela n'aurait rien ajouté à l'opinion des gens éclairés. Le comte d'Artois n'a-t-il pas avoué la machine infernale faite contre le Premier Consul, et qui fit périr cent citoyens paisibles de Paris? N'a-t-il pas avoué l'assassinat de Georges, lors des affaires de Moreau et de Pichegru, dans lesquelles Rivière et Polignac jouaient les premiers rôles? Toutes ces entreprises n'étaient-elles pas fondées sur l'assassinat du Premier Consul?

En Corse, un sentiment général d'indignation se nourrissait contre les tentatives de Bruslart; plusieurs Anglais témoignèrent hautement leur indignation des tentatives que ce misérable faisait à Bastia pour remplir ce but criminel. C'était le seul chef de chouans qui fût employé comme commandant.

IX. Les dépenses de la garnison, de la Garde, des fortifications et

de la petite marine de l'île d'Elbe se montaient à 1,200,000 francs, et devaient être soldées sur les deux millions que, par le traité de Fontainebleau, le trésor de France était tenu de payer. Le trésor de France se refusa à ce payement; ce fut une quatrième violation du traité de Fontainebleau. On ordonna la vente de 100,000 écus de vieux canons de fer et ustensiles inutiles à la défense de l'île. Cette nouvelle s'étant répandue à Gênes et en Italie, on crut que l'Empereur pouvait se trouver gêné et avoir besoin d'argent, et, à sa grande satisfaction, il reçut de toutes les places d'Italie grand nombre de lettres de crédit, par lesquelles on lui offrait des ressources beaucoup au-dessus de ses besoins; il en aurait profité si les circonstances l'eussent exigé; mais, au moment du départ de l'île d'Elbe, il lui restait encore 1,500,000 francs; de sorte qu'il pouvait, avec ses simples ressources, pourvoir aux dépenses pour plus d'une année.

X. Le colonel anglais Campbell avait continué à rester à l'île d'Elbe; il n'avait aucune lettre de son souverain; régulièrement parlant, il n'avait ainsi aucun caractère. Une corvette anglaise était à sa disposition, naviguant perpétuellement de Gênes, Livourne et Cività-Vecchia à l'île d'Elbe. Le colonel Campbell passait à Florence, Livourne ou Rome une grande partie de son temps, mais il apparaissait à l'île d'Elbe tous les six semaines ou deux mois. Cet officier avait été au service du Portugal; il avait été blessé dans la campagne de France; il avait été commissaire à l'armée russe qui assiégeait Danzig, et avait été indigné de ce que les alliés avaient violé la capitulation de Danzig. Il témoigna de bons sentiments à Fontainebleau, dans la traversée et dans les trois premiers mois qu'il resta à l'île d'Elbe; il cherchait à se rendre utile et agréable. Mais, dans ses courses en Italie, M. de Blacas, favori de Louis XVIII, eut l'adresse d'ouvrir une correspondance avec lui : depuis lors, il cherchait à débaucher les soldats de la Garde et à isoler l'Empereur; il eut même l'impudence de s'adresser aux généraux Bertrand et Drouot. Des officiers de la Garde, pour s'assurer de cette disposition, envoyèrent chez lui de prétendus grenadiers mécontents, qui demandaient qu'il favorisât leur désertion; il donna dans tous ces piéges et devint l'objet de la haine et du mépris de toute l'île, ce qui rendit ses voyages moins fréquents et ses séjours le plus courts possible.

Dans un voyage qu'il fit au commencement de février, il fit connaître au grand maréchal que les îles de Pianosa et de Palmajola ne devaient pas faire partie de l'île d'Elbe, et qu'on lui écrivait que leur armement considérable inquiétait toute la Méditerranée. Ces arme-

ments prétendus consistaient, à Palmajola, en deux pièces de fer, quatre invalides et un gouverneur, qui, depuis soixante ans, n'était sorti de cette île qu'une fois par an pour sa solde; et, à Pianosa, dans la tour qu'on avait construite pour protéger contre les Barbaresques les habitations qu'on voulait établir dans cette île. Le grand maréchal rit au nez du colonel anglais, et lui dit que, du reste, il n'avait aucune mission, qu'il ne lui savait pas de qualité pour traiter aucune affaire, que le procès-verbal de prise de possession était positif; que ces observations prouvaient au reste ce qu'on disait, à savoir qu'on voulait attaquer l'Empereur, mais que Porto-Ferrajo pourrait résister un an, et qu'on était résolu à donner à l'Europe le spectacle de la résistance à la plus odieuse des violations.

Le colonel ne dit plus rien et partit quelques jours après; on ne le vit plus. Effectivement, le fort de Montebello, qui venait d'être achevé, fut armé, et deux bâtiments chargés de blé, qui venaient de Cività-Vecchia, furent achetés et complétèrent l'approvisionnement. On était résolu, si le congrès de Vienne voulait commettre quelque nouvel attentat, à se défendre un an. Les Anglais de distinction qui venaient à l'île d'Elbe pénétraient la mauvaise conduite du colonel Campbell et en étaient indignés. Ils n'épargnaient ni les épithètes ni les témoignages de leur mécontentement; plusieurs s'en expliquèrent avec l'Empereur. Sa Majesté leur répondit : « De toutes les nations de l'Europe, votre nation est celle qui a le plus d'hommes recommandables par leur indépendance et la générosité de leur caractère; mais elle est aussi celle qui fournit à son ministère le plus d'agents intrigants, vils, remuants, bas. Aussi il est facile de connaître la volonté de votre gouvernement par les hommes qu'il emploie; quand dans les affaires il emploie un Cornwallis ou un Saint-Helens, il est sincère et agit de bonne foi; mais, quand il emploie un Drake, un Mackensie, un Wilson et autres agents d'intrigue, il ne veut que tromper et séduire. J'ai hésité quelque temps pour connaître dans quelle classe je devais placer le colonel Campbell; dans ces derniers temps il ne m'a plus laissé aucun doute, il s'est lui-même rangé à côté de Drake et de Wilson. »

CHAPITRE III.

RETOUR DE L'EMPEREUR EN FRANCE.

I. État de l'opinion en Italie et en France au commencement de 1815. — II. Arrivée à l'île d'Elbe de l'auditeur Fleury de Chaboulon. Envoi à Naples du chevalier Colonna. L'Empereur se décide à reconquérir le trône de France et à délivrer les Français de l'oppression des Bourbons. — III. Forces de terre et de mer dont il peut disposer. Préparatifs de départ. Embarquement de l'Empereur. — IV. Navigation du 27 février 1815. — V. Navigation du 28 février. — VI. Navigation du 1er mars. Arrivée dans le golfe Jouan. Débarquement. Affaire d'Antibes. Rencontre du prince de Monaco. Passage à Grasse et à Saint-Vallier. — VII. Marche du 3 mars. Arrivée à Barrême. Entrée à Digne. L'Empereur couche au château de Malijai. L'avant-garde arrive à Sisteron. Retraite du général Loverdo. Arrivée à Gap le 5. — VIII. Marche du 6 mars. L'avant-garde parvient le 6 à la Mure. Rencontre des fourriers du bataillon du 5e de ligne. Enthousiasme du peuple et des campagnes. Marche du 7 mars. L'Empereur devant le bataillon du 5e de ligne. Arrivée à Vizille. — IX. Le colonel Labédoyère, à la tête du 7e de ligne, vient rejoindre l'Empereur. Situation de la ville et de la garnison de Grenoble. L'Empereur entre à Grenoble. — X. Séjour de l'Empereur à Grenoble. Les départements des Hautes et Basses-Alpes, de la Drôme, de l'Isère et du Mont-Blanc se prononcent pour l'Empereur. Situation de ces départements et de l'armée impériale. Marche sur Lyon. Arrivée à Bourgoin le 9. État des esprits à Lyon. Le département de l'Ain reprend le drapeau tricolore. Dispositions pour entrer à Lyon.

I. Au commencement de 1815, on apprit que la fermentation des esprits était extrême dans toute l'Italie, qu'en Toscane les habitants n'étaient pas contents; ils étaient accoutumés, sous l'Empire, à un gouvernement régulier et libéral; ils trouvaient que leur situation était un acheminement vers la réorganisation de la patrie italienne. Le gouvernement du grand-duc leur ôta tout espoir; ce gouvernement leur parut étroit et petit. Tout le système de la procédure et le Code Napoléon furent anéantis. La plaidoirie, la défense orale et les formes de la justice civile, la publicité de l'instruction et toutes les formes de la procédure criminelle avaient plu beaucoup à la population toscane; elle s'en vit privée avec regret. Elle ne put pas s'accoutumer, sans se livrer au plus grand mécontentement, aux formes obscures, arbitraires de l'ancienne jurisprudence civile et criminelle. Sous l'Empire, l'industrie s'exerçait librement, affranchie de toute espèce d'entraves, et l'administration dirigeait tout pour l'encourager

et l'exciter. Les anciennes formes qui revenaient firent contraste ; les priviléges furent rétablis ; l'industrie ressentit vivement cette gêne. Le mécontentement fut extrême. Les nobles et les prêtres avaient suivi l'esprit général de l'Empire, ce qui avait beaucoup relevé celui du peuple ; ils reprirent leur arrogance, leur morgue, leurs prétentions, leur ancien esprit, avec le gouvernement du grand-duc. Ce prince, ne tenant aucune cour, ne faisant aucune dépense, envoyait à Vienne une partie de ses fonds ; il parut aux Toscans un prince médiocre, triste et sans couleur ; il fut plusieurs fois insulté ; il ne retrouva plus aucun des sentiments qu'il avait excités jadis.

A Rome, toute l'impéritie de l'administration papale se rétablit avec tous ses abus. Ils avaient constamment excité les réclamations des Romains ; ils les excitèrent bien davantage, et cette forme de gouvernement parut plus odieuse et plus insupportable que jamais.

Parme et Plaisance n'avaient pas été remis, suivant le traité de Fontainebleau, à l'Impératrice Marie-Louise, qui paraissait destinée à ne plus sortir de Vienne ; c'était une violation manifeste de ce traité.

Le congrès de Vienne décida que le prince Eugène n'aurait aucune souveraineté : sixième violation authentique du traité de Fontainebleau.

Les propriétés de tous les princes et princesses de la famille impériale furent séquestrées en France comme en Italie : septième violation du texte positif du traité de Fontainebleau.

Gênes, cette antique république qui avait maîtrisé toute la Méditerranée, avait été donnée par le congrès de Vienne à la maison de Savoie, famille depuis des siècles l'objet de la haine des Génois. Gênes était attachée à l'Empire, parce que l'Empire lui assurait le bienfait de l'égalité dans toutes les classes, une grande protection pour son commerce dans toutes les mers, et enfin une bannière respectée des Barbaresques. Le règne de la maison de Savoie, contraire à l'esprit et aux principes de ces peuples, les faisait rentrer sous le joug des priviléges et leur donnait un pavillon méprisé et spécialement en butte aux insultes des Barbaresques.

Cependant le mécontentement était encore plus extrême dans le royaume d'Italie. Milan, Brescia, Bologne, Venise, étaient au désespoir ; nobles, peuples, soldats, tous se voyaient soumis au joug de plomb de la maison d'Autriche, et à la disposition des Allemands, dont les mœurs et les manières sont si différentes ; les anciens Italiens n'avaient jamais pu s'y accoutumer, et cependant ils estimaient la puissance militaire et la supériorité de la tactique autrichienne.

Mais les nouveaux Italiens, qui avaient contribué d'une manière si efficace aux triomphes de l'armée française, qui avaient été vainqueurs avec elle dans cent combats et étaient entrés deux fois à Vienne, se croyaient par les vertus guerrières et le courage fort au-dessus des Autrichiens. Le royaume d'Italie perdait son indépendance, le bienfait de l'égalité et toutes les lois libérales que leur avait données l'Empire. Les complots s'y succédaient. Les Autrichiens étaient constamment insultés ; ils ne reconnaissaient plus le peuple doux de la Lombardie. Provoqués dans les rues par les bourgeois, les artisans, ils ne pouvaient plus, comme jadis, lever la canne, car ils se trouvaient avoir affaire à d'anciens soldats illustrés par leurs victoires. Aussi leur contenance à Milan et dans les grandes villes était-elle incertaine, ce qui augmentait encore l'impatience et l'ardeur des Italiens à recouvrer leur indépendance.

Naples, enfin, était gouvernée par le roi Joachim. Son armée était toute dans l'opinion de l'armée impériale; la haine pour l'ancienne cour de Sicile était extrême, et le roi de Naples avait une armée de 60,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre d'officiers italiens ou français, qui donnaient quelque valeur à cette nouvelle armée.

Des citoyens italiens trouvèrent le moyen d'arriver à l'île d'Elbe et proposèrent à l'Empereur divers projets pour soulever l'Italie tout entière, s'il voulait promettre de débarquer et de venir se mettre à la tête des peuples. L'Empereur les dissuada : « Vous ne pouvez rien faire sans la France; vous seriez accablés par les forces de l'Autriche; vous n'avez ni un reste d'armée assez nombreux, ni assez d'armes, ni une seule place forte ; les Allemands ont tout cela. Si vous aimez votre patrie, restez tranquilles, calmez vos têtes, laissez agir la France; attendez que le temps change l'état des choses en France. Toutes les conspirations que vous avez faites jusqu'à cette heure, toutes celles que vous ferez encore, ne feront que river la chaîne de l'Italie et ruiner sa cause sans retour. Quant à moi, je ne me mêle plus des affaires du monde, mais, si je rentrais sur la scène, ce ne serait que pour l'intérêt et avec le levier de la France. »

Les Italiens ne tinrent pas compte de ces conseils. L'Autriche, par la police autrichienne, par la plus machiavélique de toutes les politiques, excita toutes les conspirations; elle sut même introduire au milieu du comité des insurgés un agent français, qui semblait traiter au nom de Louis XVIII pour le duc de Berry : c'était un espion. Ce misérable leur promettait le secours de 40,000 hommes. Quand on fut ainsi bien au fait de toutes les machinations du parti,

la police autrichienne arrêta les principaux patriotes et en remplit les cachots de la Hongrie et de la Bohême. Le duc de Dalmatie, ministre de la guerre, surpris des bruits qui couraient, demanda un jour à Louis XVIII, pendant son travail, s'il y était pour quelque chose. « Loin de là, dit le Roi ; je ne suis ni dans la position ni dans la volonté de me mêler des affaires des nations voisines. J'ai entendu, comme vous, parler du duc de Berry pour l'Italie; il paraît que c'est une invention de l'administration autrichienne pour découvrir à Milan tous ceux qui lui sont mal affectionnés; c'est une affaire de police. » Le principal agent, celui qui avait été l'émissaire de l'administration autrichienne pour perdre les patriotes italiens, eut l'impudence de se présenter à Paris après le retour de l'Empereur : il fut immédiatement arrêté. On trouva toutes les preuves de son infamie, et on reçut l'aveu de cette infernale machination.

II. Au commencement de février 1815, le sieur Fleury de Chaboulon, auditeur au Conseil d'État et personnellement connu de l'Empereur, partit de Paris, s'embarqua à la Spezia sur une petite barque et vint à Porto-Ferrajo. Il eut plusieurs conférences avec l'Empereur et lui fit connaître la situation de la France, telle qu'elle devait être d'après la conduite des Bourbons, telle qu'elle était d'après les récits des voyageurs, des militaires, et d'après l'analyse de tous les rapports. Il entra dans les plus grands détails ; il était instruit sur toutes les questions, et sur l'opinion des personnes connues pour être les plus marquantes. Il n'était envoyé par personne, et ce jeune homme, de son propre zèle, froissé dans son opinion et ses sentiments par ce qui se passait en France, accourait se réfugier à l'île d'Elbe.

Toute l'aversion qu'avaient inspirée à l'Empereur les trahisons du prince de Bénévent, du conseil général du département de Paris, d'une partie du Sénat, d'un certain nombre de maréchaux et de chefs de l'armée, disparut entièrement devant ce concours de toutes les classes de citoyens, de toutes les provinces, qui le rappelaient pour rétablir la patrie et la cause nationale, et faire disparaître ce gouvernement méprisé par l'étranger, dont l'existence était une continuelle flétrissure pour l'honneur français. L'Empereur avait abdiqué à Fontainebleau pour le peuple et la nation : la nation n'avait en rien été consultée, et le gouvernement de Louis XVIII, roi de France et de Navarre, régnant depuis dix-neuf ans, destructif de tous les droits de la nation, l'était aussi de la légitimité du gouvernement de la République et du trône impérial. Toutes les clauses

du traité de Fontainebleau avaient été violées par les Bourbons ; ils n'en avaient exécuté aucune.

Souverain de l'île d'Elbe, l'Empereur résolut, sans secours étrangers, avec sa propre armée, sa propre marine, de reconquérir les droits de la nation.

La première difficulté était le passage. On proposa à l'Empereur de demander au roi de Naples deux vaisseaux de 74 qui croisaient dans les mers ; l'Empereur s'y refusa : « Je ne veux rien d'étranger ; je veux partir sur ma marine, débarquer en France avec mon armée, et n'avoir d'autres couleurs que les couleurs de la nation. » On lui proposa alors d'envoyer à Toulon et à Marseille des agents pour sonder le maréchal Masséna, d'en envoyer à Grenoble et à Lyon près des généraux commandant les divisions, et à Paris près des maréchaux et des principaux personnages dans l'ordre civil et militaire ; l'Empereur se refusa constamment à ces mesures, comme inutiles et dangereuses : « Inutiles, dit Napoléon, parce qu'il n'en est pas du peuple de France comme des peuples sans opinion et esprit public, qui suivent aveuglément l'exemple des autorités : en France, bien loin de là, les autorités obéiraient à l'impulsion du peuple, cette impulsion étant, comme elle devait l'être, manifestement favorable à la cause nationale ; et comment douter des sentiments des Français en présence de tous les actes du gouvernement royal, des récits de ces milliers de soldats, de ceux des voyageurs, des assurances enfin d'un homme de sens, qui nous est attaché, qui a tout vu, et qui nous apporte avec sincérité le témoignage de tant d'opinions individuelles ? Les mesures proposées sont, de plus, dangereuses, parce que cette grande affaire, traitée comme un complot, donnera lieu à des indiscrétions, qui mettront le gouvernement sur ses gardes, et enfin à des prétentions que pourraient avoir de soi-disant chefs de parti, qui en réalité ne sont rien en France quand la nation a une volonté prononcée. » Il est donc vrai de dire qu'il n'y a pas eu une lettre, une communication avec qui que ce soit, une tentative quelconque d'entente préalable avec le dehors.

L'Empereur jugea seulement nécessaire de renvoyer en France l'auditeur Fleury de Chaboulon. Celui-ci s'embarqua à Porto-Longone pour Rome, où il devait trouver des passe-ports pour se rendre à Paris ; là, aussitôt qu'il entendrait le premier bruit du débarquement de l'Empereur, il devait l'annoncer, pour que les hommes connus par leur attachement au trône pussent se cacher, et que les Bourbons ne les arrêtassent pas comme otages ou n'en fissent pas une Saint-Barthélemy. L'auditeur Fleury de Chaboulon ignorait

l'époque du débarquement de l'Empereur et même la route qu'il prendrait. Il se rendit à Rome, y resta quelques jours, soit pour voir la ville, soit pour quelques difficultés de passe-port. Il n'arriva même à Lyon qu'au moment de l'entrée de l'Empereur dans cette ville; ainsi il ne put rien faire connaître à Paris des dispositions de Napoléon.

Quoique l'Empereur, dans son exil, n'ayant plus aucun ménagement à garder, se fût refusé à tout rapprochement avec le roi et la reine de Naples, il dut changer de conduite du moment qu'il était décidé à remonter sur son trône. Il fit donc partir pour Naples le chevalier Colonna, pour qu'il fît connaître de vive voix au roi Joachim que l'Empereur était résolu à se rendre à Paris et à chasser les Bourbons; que, dans cette nouvelle position, il oubliait tous les torts du roi de Naples, qui pouvait compter sur sa protection impériale; qu'il lui demandait que, aussitôt qu'il apprendrait le débarquement de l'Empereur en France, il expédiât à Vienne un agent de confiance et parlât lui-même à l'ambassadeur d'Autriche à Naples pour faire connaître ses dispositions pacifiques; et qu'en même temps lui, roi de Naples, se tînt sur ses frontières avec son armée, parce que, dans le cas où l'Autriche voudrait faire entrer des troupes en France, la position du roi de Naples, avec ses 60,000 hommes, l'obligerait à une diversion importante. Le chevalier Colonna ignorait quand et comment l'Empereur voulait agir; il arriva à Naples le jour qui, par hasard, se trouvait être le jour même du débarquement de l'Empereur en Provence. Il remplit sa mission près du roi Joachim. Celui-ci, qui avait à se plaindre de la cour de Vienne, offrit ses vaisseaux, ses troupes et de l'argent. Le chevalier lui répondit qu'il était autorisé, non pas à accepter quoi que ce soit, mais bien à signer un traité de garantie qui ôtât toute inquiétude au roi de Naples; et, si celui-ci jugeait convenable à ses intérêts de faire un traité d'alliance offensive et défensive, qu'il était autorisé à le signer, pourvu qu'il ne fût mis à exécution qu'autant que la paix ne pourrait être maintenue avec les puissances étrangères. Le roi de Naples parut étonné d'autant de modération. Il fit partir sur-le-champ un officier de confiance et deux vaisseaux de 74 pour Porto-Ferrajo; ils arrivèrent vingt jours après le départ de l'Empereur; Madame en profita pour s'embarquer sur l'un des deux navires et se rendre à Naples. Joachim déclara qu'il était inutile de signer aucun traité, que cette seule démarche de l'Empereur lui suffisait, que l'Empereur aurait par sa conduite la preuve qu'il avait été plus malheureux que coupable, plus trompé que criminel, et que l'Empereur

apprendrait ce dont il était capable pour témoigner sa reconnaissance à son bienfaiteur, au chef de sa Maison ; que, lorsqu'il s'était détaché de sa cause, il n'avait jamais présumé que les Bourbons pussent être remis sur le trône de France.

III. Les forces que l'on pouvait embarquer à l'île d'Elbe consistaient en 1,500 hommes, savoir : une compagnie de canonniers de la Garde de 100 hommes; un bataillon de vieille Garde de 8 compagnies, 700 hommes; un bataillon de chasseurs, infanterie légère, 400 hommes; une compagnie d'officiers, 100 hommes (il y en avait depuis le grade de colonel jusqu'à celui de sous-lieutenant); une compagnie de chevau-légers de la Garde avec leurs selles, 120 hommes; le général Bertrand, le général Drouot, le général Cambronne, plusieurs employés civils, etc., ensemble, une centaine d'hommes; total des hommes embarqués, 1,520. On prépara les cartouches nécessaires, quatre pièces de canon, et des vivres pour dix jours.

Pour transporter ces troupes pendant une si courte traversée, il fallait un nombre de bâtiments dont le tonnage se montât à 8 ou 900 tonneaux. Le brick *l'Inconstant,* portant vingt-six canons, embarqua 500 hommes; comme ce bâtiment était le meilleur marcheur, on y mit tous les généraux, le trésor et tous les officiers des compagnies d'artillerie et de la Garde, hormis un officier par compagnie, qui dut s'embarquer avec les troupes sur les transports, de manière que, ce bâtiment arrivant seul, l'expédition pût également réussir; la tête des troupes s'y trouvait, et ce brick, y compris son équipage, portait environ 600 hommes; les chevaux de selle de l'Empereur y étaient embarqués. Le 20 février l'Empereur ordonna au sieur Pons, directeur de la mine de Rio, de noliser trois gros bâtiments de Rio, sous le prétexte de divers transports d'artillerie de Porto-Longone à Porto-Ferrajo; ces bâtiments étaient chacun de 80 à 90 tonneaux; ils mouillèrent dans la rade de Porto-Ferrajo le 24 février. Une pinque de Marseille, de 200 tonneaux, allant de Gênes à Naples, fut obligée de relâcher à Porto-Ferrajo; le 22 on la nolisa, sous le prétexte de transporter à Naples des voitures et autres objets : et en effet on y fit embarquer une grosse berline, avec 200 à 300 hommes et 2 chevaux. Un chebec armé, commandé par un lieutenant de vaisseau et qui appartenait à l'Empereur, embarqua 200 hommes et 2 chevaux. On nolisa une petite felouque de 60 tonneaux, sous le prétexte de transporter des chevaux à l'île de Pianosa; elle porta 20 chevaux et 40 hommes. Chacun des bâtiments de Rio embarqua 200 hommes et 2 chevaux. Ainsi, avec tous les moyens réunis, on était parvenu à

embarquer 1,500 hommes et 34 chevaux, dont 8 chevaux de selle de l'Empereur, et des chevaux d'attelage pour traîner les pièces.

Mais l'île d'Elbe est si près du continent, les communications y sont tellement fréquentes sur tous les points, qu'il fallait ne démasquer son projet qu'au moment même où le temps serait assez favorable pour avoir les probabilités de la traversée en vingt-quatre heures; il fallait que l'embarquement des hommes et de tous les objets nécessaires se fît dans l'espace de deux ou trois heures, afin que l'on fût déjà à mi-canal quand la nouvelle pourrait en être arrivée sur les côtes d'Italie. Le brick *l'Inconstant,* ayant fait beaucoup de voyages, était très-connu; on jugea convenable de le repeindre et de changer toutes ses hautes mâtures, pour lui donner l'apparence d'un bâtiment marchand. Le 23 février, comme cette opération se faisait sur le quai de Porto-Ferrajo, la corvette anglaise arriva; elle portait des lettres. Le 26 au matin elle appareilla pour se rendre à Livourne. Les mariniers ayant jugé le temps favorable, à midi on ordonna l'embarquement des vivres sur tous les bâtiments, et le transport de tous les barils d'eau. C'était l'opération la plus difficile. On avait, à cet effet, rempli depuis quelques jours la quantité de barils nécessaire, dans des caves, sans que personne en pût soupçonner l'objet, et on les avait transportés en rade sur le chebec; ces barils étaient censés remplis de vin de l'île d'Elbe, qu'on voulait envoyer à Civitá-Vecchia. Le bâtiment avait déjà plusieurs fois fait ce commerce, en rapportant du blé en retour. Sous prétexte d'un chargement de vin qu'on voulait envoyer à Civitá-Vecchia, en moins de deux heures, l'eau, les vivres et les cartouches furent embarqués sur tous les bâtiments. A cinq heures du soir on fit prendre les armes à la troupe, on lui distribua quelques effets d'habillement, on donna aux officiers une demi-heure pour faire leurs paquets. A huit heures les troupes commencèrent à s'embarquer sur différents points, de manière à déguiser le plus possible l'ensemble de l'opération. Cependant cela se répandit bientôt dans toute la ville. On avait mis l'embargo le plus sévère.

A neuf heures l'Empereur s'embarqua, et sur-le-champ on leva l'ancre. Mais le vent faiblit successivement toute la nuit, et l'on fut plusieurs heures avant de sortir de la rade.

A sept heures l'Empereur avait fait appeler les administrateurs et les notables de l'île, avait fait relever tous les postes par un bataillon de chasseurs du pays et la garde nationale, avait nommé gouverneur de l'île le général de brigade Lapi, l'un des principaux habitants, commandant la garde nationale, et pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la conservation de l'île pendant son absence.

Au moment du départ de l'Empereur, toute la ville, par un mouvement spontané, s'illumina, et il n'est aucune espèce de vœux et de témoignages auxquels ne se livrassent les habitants. Les églises furent pleines une grande partie de la nuit. Il est facile de se peindre les angoisses que dut avoir Madame; elle ne sut, ainsi que la princesse Pauline, qu'à neuf heures que l'Empereur s'embarquait pour courir de si grands hasards.

Dans l'espace de temps compris entre six et neuf heures, pendant lequel le mouvement fut démasqué, on organisa une expédition pour la Corse. Il était important de s'en emparer pour avoir disponibles les neuf bataillons de troupes françaises qui s'y trouvaient, pouvoir de suite les faire débarquer en Provence avec quelques bataillons du pays; enfin, s'il survenait des accidents dans la traversée, la Corse offrait un asile. Les dispositions de tous les habitants de la Corse étaient les mêmes qu'en France, avec les circonstances particulières aux mœurs et au caractère de ces insulaires. Cette expédition pour la Corse consistait en trois petites felouques portant chacune quinze ou seize Corses, gens influents dans leur pays, avec des proclamations, l'organisation d'une junte et l'ordre d'arrêter et de juger Bruslart. L'expédition débarqua sur les côtes de Fium'Orbo, au même moment que l'Empereur débarquait sur les côtes de Provence. Toute l'île fut bientôt sous les armes, et le pavillon tricolore arboré dans le plus grand nombre des communes.

IV. Toute la nuit du 26 la mer fut belle, le vent favorable, mais extrêmement faible. On ne perdit de vue le phare de Porto-Ferrajo que vers minuit. Aux premiers rayons du soleil on se trouva par le travers de Capraja. Au moment où le signal de l'embarquement fut donné, à deux heures, le vent soufflait fort; selon toute apparence il devait durer; les marins espéraient que l'expédition aurait dépassé le cap Corse à la pointe du jour, et dès lors toutes les croisières françaises.

Les six bâtiments qui composaient la petite flottille naviguèrent toute la matinée les uns près des autres; on doubla ainsi Capraja.

Le 27, à la pointe du jour, Madame était levée et s'était portée sur la terrasse, où déjà un grand nombre de personnes étaient à observer les mouvements de la flottille. Les bâtiments étaient en vue : on ne comprenait pas trop pourquoi on avait doublé le cap Capraja, car la persuasion générale était qu'on allait à Naples; mais on pensait qu'on avait voulu donner le change sur la route, doubler Pianosa et les côtes de la Corse, pour déconcerter les croisières s'il y en avait qui attendissent.

A midi un quart on signala la corvette anglaise sortant de Livourne et ayant le cap sur nous. On estima qu'elle se trouvait à six lieues. Il paraît que cette corvette, arrivée le 26 au soir à Livourne, y trouva le colonel Campbell, qui, revenant de Florence, s'y embarqua le 27, à la pointe du jour, ayant une mission pour Porto-Ferrajo. A une heure on crut s'apercevoir qu'elle nous gagnait beaucoup; nous étions presque au calme, elle était poussée par une jolie brise. Au même moment on signala une frégate française qui courait en avant de Bastia. Elle était à quatre lieues de nous, mais elle ne s'occupait pas de notre flottille. A deux heures la corvette nous gagnait sensiblement; on ne douta plus qu'elle ne nous eût reconnus.

Le brick *l'Inconstant* marchait aussi bien qu'elle, mais les transports marchaient beaucoup plus mal : on ordonna alors de changer de route et de s'approcher de la frégate française, et, si l'on se trouvait avant la nuit pressé par la corvette anglaise, on devait se jeter à bord de la frégate française. On connaissait assez la disposition des officiers, et surtout de tous les équipages, pour être sûr qu'elle arborerait le pavillon tricolore et défendrait l'Empereur contre la corvette anglaise. Mais à trois heures on commença à s'apercevoir qu'on s'était vainement alarmé : la corvette anglaise, qui s'était fort approchée et qu'on distinguait clairement, paraissait ne s'être pas occupée de nous et se diriger sur Porto-Ferrajo. A trois heures on distingua facilement ses trois mâts; elle avait le cap sur l'île d'Elbe. Bientôt on la perdit de vue. On reprit la route directe. La frégate française, de laquelle nous nous étions rapprochés, ne nous avait pas distingués, ou du moins n'y avait attaché aucun intérêt. On avait embarrassé la mâture de *l'Inconstant,* de manière qu'il avait absolument l'apparence d'un bâtiment marchand. Le canal, de Livourne à la Corse, est toujours plein de bâtiments, et notre flottille, composée de sept bâtiments, dont cinq petites voiles, ne pouvait exciter aucune attention.

La corvette anglaise n'arriva à Porto-Ferrajo que le 28. Le colonel Campbell débarqua de suite; il fut surpris de ne point voir, au poste de la Santé, des grenadiers de la Garde, et de n'y voir que des gardes nationaux; il demanda comment se portait l'Empereur; c'était sa demande accoutumée. On lui répondit : « L'Empereur est parti. — Et le grand maréchal? — Il est parti. — Et la Garde? — Elle est partie. — Où a-t-il été? — A Naples. » C'était la croyance de toute l'île. Il se rendit sur-le-champ, fort ému, chez Mme la comtesse Bertrand, voulant lui surprendre son secret. Il lui dit : « Eh bien, l'Empereur est parti, mais sa course n'a pas été longue, un vaisseau de guerre anglais l'a arrêté. » Mme Bertrand pâlit à cette nouvelle et

lui dit : « Comment pouvez-vous le savoir sitôt, et où a-t-il été arrêté? — Comme il doublait le mont Argentaro. » C'était la route de Naples. Mme Bertrand se mit à rire et fut pleinement rassurée. Le colonel se rendit de là chez le nouveau gouverneur pour lui demander de remettre la place à la corvette anglaise. Celui-ci lui répondit qu'il ne concevait pas sa demande, la guerre n'étant pas déclarée, mais qu'au surplus il pouvait se défendre et ne rendrait jamais la place que sur un ordre de son maître. Toute la population de l'île était venue renforcer la garde nationale et le bataillon de chasseurs. Le colonel Campbell se rembarqua sur-le-champ pour aller sur la côte prendre des nouvelles.

V. On doubla le cap Corse pendant la nuit.

Au 28, à la pointe du jour, tous les bâtiments étaient réunis, et nous nous trouvions à plus de dix lieues de la Corse, en plein canal. On ne voyait aucune voile suspecte.

La pointe du jour est le moment le plus critique, parce que, dans la nuit, l'on pouvait se trouver avoir approché quelque gros bâtiment et n'être plus à même de prendre un parti : le temps était le même, la mer belle; très-petit vent, mais favorable. On marchait peu, et la navigation était extrêmement douce. Vers midi on signala un vaisseau de 74; il était à quatre lieues de nous; on ignorait de quelle nation il était; il paraissait venir de Gênes et naviguer soit pour se rendre à Saint-Florent, soit pour suivre le canal entre la Corse et Livourne. On crut quelque temps qu'il se dirigeait sur nous; il avait toutes voiles dehors. Cependant, vers les quatre heures, on eut moins d'inquiétude; on changea un peu la route, et, une heure après, on fut convaincu qu'il ne s'occupait pas de nous et suivait son chemin. On craignait de se trouver sous son canon dans la nuit, si le calme, comme le temps en menaçait, venait à nous prendre.

A quatre heures on distingua un bâtiment de guerre, qui sembla d'abord une frégate, marchant droit sur nous et paraissant venir des côtes de France. A cinq heures on distingua que c'était un brick de notre force; à six heures, on reconnut que c'était *le Zéphyr,* capitaine Andrieux, l'un des officiers de la marine française sur lequel l'Empereur pouvait le plus compter. A six heures et demie les deux bâtiments passèrent bord à bord, à demi-portée de pistolet. Le capitaine Andrieux nous avait reconnus. Il demanda des nouvelles de son camarade le capitaine de notre brick, et, n'osant demander des nouvelles de l'Empereur, il en demanda de l'île d'Elbe, ce qui était le mot usité. Notre capitaine lui demanda des nouvelles du vaisseau de

74 que l'on voyait; il répondit qu'il ignorait ce qu'il était. On avait eu la précaution de faire ôter aux grenadiers leurs bonnets à poil et de leur faire mettre des mouchoirs sur la tête. Les officiers de marine proposèrent alors à l'Empereur de rallier *le Zéphyr* en passant; il n'y avait qu'à mettre en panne et à demander à parler; nous avions nos chaloupes à la remorque; on était certain qu'aussitôt que le capitaine Andrieux saurait ce dont il s'agissait il ferait arborer le pavillon tricolore et suivrait l'expédition. Mais cette démarche parut superflue : il y avait sans doute quatre-vingt-dix sur cent à parier qu'il en serait ainsi; toutefois, avec le ralliement du *Zéphyr,* on ne gagnait rien, tandis que, si le brick avait tenu une autre conduite, l'expédition pouvait échouer. On se souhaita le bonsoir, et bientôt on fut hors de vue.

Le capitaine Andrieux a dit depuis qu'il avait aperçu un grand nombre d'hommes sur le bâtiment et surtout un grand canot, qui était à notre traîne, plus grand que les canots ordinaires des bricks, ce qui avait commencé à lui donner des soupçons; qu'ayant vu, quelques moments après, des bâtiments qui paraissaient chargés de troupes, il s'était confirmé dans ses soupçons, sans pouvoir positivement avoir d'idée arrêtée, soupçonnant que l'Empereur était sur le brick, mais supposant aussi qu'il se rendait sur les côtes d'Italie; que, s'il eût cru qu'il allait en France, il eût sur-le-champ arboré le pavillon tricolore.

VI. Le 1er mars au matin on n'aperçut aucune voile suspecte. On voyait à peine les hautes montagnes du Niolo, mais on apercevait bien la ceinture des Alpes couvertes de neige. Le vent fraîchit un peu. L'Empereur fit lire les proclamations au peuple français et à l'armée [1]. On arbora sur-le-champ la cocarde tricolore. On s'était muni de cocardes, mais on n'en eut pas besoin : chaque soldat avait conservé la sienne. Cette proclamation de la restauration de l'Empire au milieu de la Méditerranée excita le plus vif enthousiasme.

On n'avait pas voulu imprimer les proclamations à Porto-Ferrajo, pour éviter tout ce qui pouvait ébruiter le projet de l'expédition. On réunit tous les officiers, sous-officiers et soldats qui savaient écrire, et l'on passa la matinée à faire une centaine de copies de proclamations. Les officiers de la Garde se réunirent et rédigèrent leur adresse aux officiers et soldats de l'armée [2].

Les côtes de Nice et d'Antibes nous apparurent distinctement. A

[1] Voir tome XXVIII, pages 1 et 3.
[2] Voir tome XXVIII, page 4.

midi nous étions par le travers d'Antibes. A une heure et demie on distinguait le fort Carré et toutes les maisons. Le vent se calma. Le temps était très-beau; c'était une belle journée de printemps. A deux heures on se trouva dans la passe du golfe Jouan. Notre petite division n'excita l'attention de personne. On donna dans la passe, et on mouilla à trois heures au milieu du golfe Jouan. On savait que le golfe Jouan était défendu par une forte batterie; on jugea nécessaire de s'en emparer afin de se trouver en sûreté; on fit donc descendre un capitaine de la vieille Garde avec trente grenadiers, avec ordre de débarquer en se présentant comme revenant de l'île d'Elbe sur le brick pour rentrer en France, et de déclarer que sur le reste des bâtiments il y avait 200 hommes de la Garde rentrant aussi dans leurs foyers. Il débarqua, et la Santé, qui leur donna l'entrée, fit sur-le-champ son rapport à Antibes, que 200 hommes de la Garde, malades ou congédiés, rentraient en France; déjà plusieurs fois des hommes congédiés de la Garde avaient débarqué à Antibes; cela n'excita donc aucune attention. Le capitaine, débarqué sur le rivage, devait battre de l'œil la batterie dont on lui avait parlé, ne faire aucun mouvement qui pût donner de l'inquiétude; mais, s'il s'apercevait que les garde-côtes courussent aux pièces, il devait les charger et s'emparer de la batterie. Il la chercha des yeux, elle n'existait plus et était détruite. Cet officier, par le plus étrange quiproquo, prit alors la résolution de se rendre à Antibes; cette ville n'était séparée du lieu de débarquement que par une distance de sept à huit cents toises.

Le général Cambronne débarqua avec 100 hommes, plaça sur-le-champ des sentinelles sur le chemin et arrêta toute communication avec Antibes. Le reste débarqua. On avait eu la précaution de se munir d'un grand nombre de canots.

L'Empereur débarqua à quatre heures et demie. A cinq heures son bivouac fut placé sur les bords de la chaussée de Toulon à Antibes.

Le général Cambronne, avec ses 100 hommes d'avant-garde, se porta à Cannes. Il continua à s'annoncer comme débarquant de l'île d'Elbe pour rentrer en France avec des soldats malades ou congédiés. Il s'empara de tous les chevaux de poste sous le prétexte qu'il en avait besoin pour son usage particulier et celui des malades.

Cependant un événement fâcheux était arrivé à Antibes. Le 106e régiment était à l'exercice sur les glacis quand le détachement de vingt-cinq hommes de la Garde arriva; ils furent accueillis avec une grande

expression de joie par les soldats du 106e. Le général Corsin ne s'y trouvait pas; il était aux îles Sainte-Marguerite. Le colonel de ce régiment était également absent; un major commandait; on pouvait moins compter sur ses sentiments. Des grenadiers eurent l'imprudence de donner une proclamation à des soldats du 106e. Le major comprit par cela ce dont il s'agissait; il fit rentrer son régiment. Les grenadiers de la Garde, au lieu de s'emparer de la porte, d'où il eût été impossible de les chasser, car ils eussent été soutenus par l'opinion des soldats, entrèrent dans la ville et se rangèrent en bataille sur la place. Le commandant de la place, les officiers d'état-major et le major se réunirent, et, dans l'incertitude des événements, commencèrent par faire lever le pont-levis. Les grenadiers se trouvèrent ainsi cernés. On sut bientôt qu'il était débarqué 200 hommes. Le bruit qui se répandit dans la ville fut que 200 hommes étaient venus pour surprendre la place. On était bien loin de penser que l'Empereur s'y trouvât. On attribua cette opération à un coup de tête des officiers de la Garde. Les soldats restèrent sous les armes. On expédia un courrier au général Corsin pour lui apprendre l'événement étrange; et enfin, après quelques discussions, dans l'incertitude de tout, on résolut d'arrêter et de désarmer les soldats de la Garde. Ceux-ci firent bonne contenance. On ordonna aux soldats de les charger : ils s'y refusèrent et déclarèrent ne vouloir jamais tremper leurs mains dans le sang de leurs frères d'armes. Les grenadiers portaient la cocarde tricolore; c'était un talisman pour les soldats. Les habitants prirent les armes. Enfin, par une espèce de capitulation, il fut convenu que le détachement de la Garde se rendrait dans une caserne.

A quatre heures Napoléon apprit qu'Antibes avait fermé ses portes. On n'avait aucune nouvelle du détachement.

Sur ces entrefaites la nuit arriva; on établit les bivouacs, on arrêta toutes les voitures et tous les chevaux, et bientôt on en eut rassemblé suffisamment pour atteler les pièces et fournir à tous les besoins de la petite armée.

Cependant le bruit se répandit dans les villages voisins que l'Empereur était débarqué. Plusieurs maires et principaux habitants accoururent sur le rivage. Le petit nombre d'hommes qu'ils virent les glaça de terreur. Ils causèrent longtemps avec l'Empereur; leur joie et leurs secrets sentiments se peignaient sur leur physionomie. « Mais vous avez bien peu de monde, lui dirent-ils, et vous aurez bientôt à combattre toutes les troupes de Marseille, qui sont mal disposées pour vous. » La nouvelle qu'Antibes avait fermé ses portes arriva bientôt; elle arrêta le zèle des paysans; ils portèrent des

vivres, témoignèrent secrètement de la joie, mais montrèrent plus de crainte encore. Quelques-uns prétendaient qu'il était impossible que l'Empereur fût arrivé avec si peu de monde.

La troupe fit la soupe. La nuit était fort obscure, la lune ne se levait qu'à une heure. L'Empereur fit établir son bivouac sous un olivier.

A onze heures on lui amena un courrier venant de Cannes. Il portait une livrée écarlate, toute couverte de galons; c'était un courrier du prince de Monaco, jadis postillon de l'Empereur, depuis passé au service de l'Impératrice Joséphine avec la portion des écuries que l'Empereur lui donna; à la mort de cette princesse, ce courrier était entré au service du prince de Monaco, qui avait été premier écuyer de l'Impératrice; et il précédait sa voiture. On sut par lui que le prince, qui se rendait à Monaco, avait été arrêté à Cannes par les troupes du général Cambronne. Les circonstances de l'événement d'Antibes et le contre-coup qu'en avaient éprouvé les villages voisins avaient répandu de l'incertitude et comme une teinte de deuil sur ces premiers pas de l'expédition : s'était-on trompé sur l'esprit des paysans, du peuple et surtout des soldats? Ce courrier, venant de Paris depuis peu de jours, raconta que, depuis Paris jusqu'à Montélimart, il avait entendu crier partout : *Vive l'Empereur!* Il ne mettait pas en doute que l'armée et le peuple se rangeraient en foule autour de l'Empereur quand ils le verraient, et il le considérait déjà comme arrivé aux Tuileries.

L'opinion de ce courrier, jeune homme de dix-neuf ans, rendit la gaieté aux bivouacs. Aux premiers rayons de la lune on battit la diane; un cri simultané de joie partit de tous les bivouacs; on prit les armes et l'on se mit en marche.

L'Empereur précéda la petite troupe avec une douzaine d'hommes, généraux et officiers, qui avaient des chevaux. Arrivé à une portée de fusil de Cannes, il s'arrêta une heure et demie au bord de la mer, et, selon son usage, on alluma un grand feu. Le général Cambronne vint le rejoindre. On se procura à Cannes des chevaux pour monter douze chevau-légers de la Garde.

Le prince de Monaco demanda à parler à l'Empereur. Il fut amené au bivouac. Il avait jusqu'alors refusé d'ajouter foi à la présence de l'Empereur; quand il le vit, il témoigna le plus grand étonnement. « Je vais m'en retourner, dit-il, car votre armée sera plusieurs jours à passer; peut-être même mon voyage à Monaco est-il inutile et avez-vous déjà fait occuper cette ville. » L'Empereur se mit à rire : « Que croyez-vous donc? » dit Sa Majesté. — « Mais je suppose que

votre armée n'est pas moindre de 25 à 30,000 hommes et que vous avez eu le secours des Anglais et des Autrichiens. — Je suis surpris de cette opinion, répondit l'Empereur; vous qui avez servi sous mes ordres, croyez-vous que je vienne souiller le sol de la patrie avec des troupes étrangères? Dans une heure vous pourrez continuer votre route, car mon armée consiste dans ce bivouac. — Mais que prétendez-vous avec si peu de troupes? — Être sur mon trône avant la fin du mois. » L'Empereur prit alors à part le prince de Monaco et causa une demi-heure avec lui, lui demandant des nouvelles des différentes personnes, hommes et femmes, de la Cour.

A trois heures, toute la petite armée étant bien réunie, l'Empereur se mit à sa tête, et, arrivé à l'entrée de Cannes, lorsque tout le monde croyait qu'il allait y entrer et prendre la grande route de l'Esterel, il prit à droite et se dirigea sur Grasse. Il donna des instructions au général Cambronne, qui prit les devants avec 100 grenadiers et 4 chevau-légers, pour former l'avant-garde, avec ordre de préparer des vivres à Grasse. Ce général y arriva entre six et sept heures. L'Empereur s'arrêta plusieurs fois. Il causa beaucoup avec les paysans. Il avait pris à Cannes un guide qui avait servi, dans la Révolution, au siége de Toulon et à l'armée d'Italie. C'était un homme rusé et très-madré, et qui donna toute espèce de renseignements sur les hommes et l'esprit public. On apprit par lui que le maire et la municipalité de Grasse étaient très-mauvais, le peuple bon, et que, si l'Empereur faisait un signal, tout le peuple se lèverait et égorgerait les dix ou douze aristocrates qui dominaient dans la ville.

A huit heures l'Empereur arriva à Grasse. La municipalité avait été assemblée toute la nuit. On n'y avait appris qu'à sept heures du soir le débarquement de l'Empereur, et à huit heures l'événement d'Antibes. Le sous-préfet et le général Gazan s'étaient sur-le-champ rendus à Antibes. La municipalité, supposant que l'Empereur suivrait la route de l'Esterel, s'efforçait d'organiser une centaine de partisans pour inquiéter ses flancs. Mais à quatre heures du matin elle apprit que l'Empereur marchait sur Grasse : alors le conseil arrêta qu'on irait au-devant de Sa Majesté, qu'on tâcherait de contenir le peuple, et qu'on laisserait passer cet orage avec le moins de trouble possible. L'arrivée des 100 grenadiers avec le pavillon tricolore éveilla le peuple. La population accourut au-devant de l'Empereur ; elle n'exprimait aucun sentiment d'ivresse, mais laissait voir les vrais sentiments qui l'animaient. La nouvelle de l'événement d'Antibes, répandue avec intention par la municipalité, intimidait, de sorte qu'il

y avait joie de voir l'Empereur, désir de le voir réussir, mais crainte.

L'Empereur reçut très-bien tout le monde, traversa la ville, refusa de se rendre au logement que la municipalité lui avait fait préparer, et fit établir son bivouac sur la hauteur qui domine Grasse, sur la route de Digne. On y apporta à déjeuner. L'arrière-garde et l'artillerie restèrent en ville. En l'an x l'Empereur avait ordonné que l'on rendît praticable pour les voitures la route de Grasse à Sisteron : il croyait cette route faite; elle avait effectivement été tracée et commencée sur divers points, mais non achevée, de sorte qu'on reconnut l'impossibilité de faire passer de l'artillerie. Il fallut charger à dos de mulet le trésor, les cartouches et les bagages. L'Empereur fit remettre à la municipalité les canons et la voiture, en recommandant de les envoyer à l'arsenal d'Antibes. Au moment du départ du golfe Jouan, l'Empereur avait hésité s'il se porterait sur Antibes et obligerait la garnison à lui rendre ses grenadiers; dans les quatre pièces d'artillerie il y avait deux obusiers; c'était suffisant, vu la disposition des esprits : mais il eût fallu perdre toute la nuit et la moitié de la journée; il ne jugea pas qu'Antibes valût ce sacrifice de temps. On avait embarqué à l'île d'Elbe 1,800 fusils; ne voulant pas les transporter avec lui, l'Empereur ordonna de les envoyer à Antibes. Le commandant ne s'attendait à rien moins qu'à cela, et il fut fort étonné de recevoir des armes. En le prévenant de cet envoi, on lui recommandait de conserver avec soin ces armes, importantes dans la situation où allait se trouver la France.

Des hauteurs de Grasse on vit la flottille, déjà sortie du golfe Jouan, qui retournait à l'île d'Elbe. Le brick ayant besoin de réparations, et le port d'Antibes étant fermé, l'Empereur ordonna qu'il se rendît à Naples, où il se réparerait et rentrerait ensuite à Toulon. L'Empereur n'écrivit pas par cette occasion au roi de Naples. Le brick arriva à Gaëte, fut radoubé dans l'arsenal de Naples et revint à Toulon quelques semaines après. Les autres bâtiments arrivèrent à Porto-Ferrajo et comblèrent de joie tous les habitants, Madame et la princesse Pauline, en leur apprenant l'heureux débarquement de l'Empereur.

Cependant le peuple de Grasse accourut sur la hauteur, et, pendant les deux heures que l'Empereur y resta, il fut entouré de 5 ou 6,000 personnes. Il reçut grand nombre de pétitions, comme s'il avait été en voyage. Il reconnut grand nombre de soldats ou d'employés qui avaient servi à l'armée d'Italie. Là, l'événement d'Antibes fut oublié, et le peuple se livra aux sentiments de la plus vive joie.

Plusieurs habitants, qui avaient rempli des places à diverses époques de la Révolution, proposèrent de faire main basse sur les autorités et d'arborer la cocarde tricolore, mais ils désiraient que l'Empereur restât le reste du jour dans la ville; il ne jugea pas que la ville de Grasse valût une perte de temps aussi considérable; il craignit d'ailleurs les excès auxquels les peuples du Midi se portent si facilement. Il préféra leur recommander la sagesse et d'attendre les événements.

Une vingtaine de chevau-légers avaient été montés; les officiers et les personnes de la suite avaient acheté des chevaux et des mulets. A midi l'Empereur partit. A deux heures il arriva à Saint-Vallier. Le chemin était très-mauvais, la chaleur assez forte. Le général Cambronne, avec l'avant-garde, était parti à onze heures et gagnait les devants. L'Empereur, étant en avant du corps principal, s'arrêta à Saint-Vallier une demi-heure, sous un gros arbre au milieu de la place. Tous les habitants accoururent autour de lui. Il était si tranquille, qu'il s'endormit un quart d'heure. Ces paysans lui firent fidèle garde. A trois heures le bataillon de la vieille Garde arriva; c'était le corps de bataille. Saint-Vallier fournit quelques chevaux. On mettait de l'importance à avoir promptement monté tous les chevau-légers de la Garde. On marcha toute la soirée jusqu'à dix heures du soir pour arriver au village de Séranon. Depuis six heures jusqu'à dix heures la route fut très-fatigante, la nuit très-obscure. Le chemin n'était plus tracé. On marcha dans les neiges et par un ruisseau à moitié gelé, dans lequel on enfonçait jusqu'aux genoux. Il n'y avait pas de sûreté à aller à cheval, il fallut faire ces deux dernières lieues à pied. Enfin, à dix heures, l'Empereur arriva à la maison de campagne du maire de Grasse, qui avait été préparée pour le recevoir. L'avant-garde et le corps de bataille couchèrent à Séranon; l'arrière-garde, composée du corps des chasseurs, de l'artillerie et des munitions, coucha à Saint-Vallier. Les troupes avaient fait dans cette journée quinze lieues de pays; c'étaient trois journées d'étapes dans un pays extrêmement difficile à travers les montagnes. On n'avait fait que monter et descendre. Séranon est un hameau dont les maisons sont dispersées; il était tard, les troupes étaient très-fatiguées; cependant on s'y procura quelques chevaux pour les chevau-légers.

VII. Le 3 mars, à sept heures du matin, on se mit en marche : le général Cambronne avec l'avant-garde était parti à six heures. A midi on arriva à Castellanne, petite ville chef-lieu de canton. L'Empereur descendit chez M. de Francoul, sous-préfet. Celui-ci fut

surpris, il n'avait été instruit de rien avant l'arrivée de l'avant-garde. Ce fonctionnaire était en place depuis le commencement de la Révolution. La municipalité, les habitants, les officiers réformés s'empressèrent de pourvoir à tous les besoins de la troupe. Le courrier de Draguignan annonçant notre débarquement arriva à Castellanne pendant que nous y étions. Le préfet supposait que nous couchions tout au plus à Fréjus, et demandait la gendarmerie et des hommes de bonne volonté pour former des compagnies destinées à marcher sur nos flancs. A deux heures on se remit en marche. En sortant de Castellanne, il faut franchir une haute montagne couverte de neige.

A neuf heures et demie du soir on arriva à Barrême. Les petites villes de Senez et de Barrême nous reçurent avec le plus grand enthousiasme, et la population entière de la vallée montra la même satisfaction. L'Empereur coucha chez le juge de paix, M. Tartanson; l'arrière-garde coucha à Castellanne.

Le 4 on partit avant le jour; on arriva à Digne à dix heures du matin. Le préfet n'était instruit que depuis vingt-quatre heures du débarquement de l'Empereur, et le croyait encore bien loin. Il s'était retiré à trois lieues dans la campagne. Le général Loverdo, commandant le département et disposant de 150 hommes d'un régiment de ligne, aussitôt qu'il avait été instruit, était parti avec cette troupe et la gendarmerie, avait passé la Durance et s'était jeté du côté de Brignoles. On envoya des officiers pour ramener les troupes. Ce général montra les plus mauvaises dispositions. Il n'était pas Français; c'était un Grec de l'île de Corfou, qui avait servi à l'armée d'Italie et manifesté les sentiments les plus exaltés pendant la Révolution. On fit imprimer à Digne les proclamations aux Français et à l'armée, et celle des officiers de la Garde. On envoya des officiers supérieurs à Briançon, à Embrun et à Mont-Dauphin, avec ordre aux régiments en garnison dans ces places de prendre la cocarde tricolore et de venir joindre l'Empereur à Grenoble. L'esprit public à Digne était beaucoup plus chaud que dans aucune des villes que nous avions traversées depuis le débarquement. Une grande quantité d'officiers réformés ou en demi-solde arrivaient de tous les points du département, à mesure que la nouvelle leur parvenait de ce grand événement.

A deux heures le général Cambronne partit avec l'avant-garde; il était important qu'il couchât le soir même à Sisteron, afin de s'emparer de cette place forte et de nous assurer le passage de la Durance. A cinq heures l'Empereur partit, et à dix heures du soir il arriva au château de Malijai. A deux heures du matin le général Cambronne

arrivait à Sisteron, s'emparait de la citadelle et du pont. L'arrière-garde, les munitions et le trésor couchèrent à Digne. Le grand maréchal comte Bertrand écrivit au préfet qu'il pouvait retourner à son chef-lieu, que l'Empereur ne voulait opérer aucun changement dans la marche ordinaire de l'administration.

On se procura à Digne un grand nombre de chevaux. Tous les officiers d'état-major, plus de la moitié des chevau-légers, furent montés; ce qui, avec quelques brigades de gendarmerie qui avaient arboré la cocarde tricolore et nous avaient joints, formait un commencement de cavalerie.

A six heures du matin, le 5, on se mit en marche. On arriva à dix heures à Sisteron. Le peuple montra le plus grand empressement. Le général Loverdo avait fait sortir de la citadelle quelques pièces de canon et quelques munitions qui s'y trouvaient; il en avait retiré la garnison, connaissant parfaitement l'esprit des soldats; il savait que le seul moyen de les empêcher de rejoindre Napoléon était de les éloigner de la route en leur faisant faire des marches dans les chemins de traverse. On connaissait à Sisteron, depuis trente-six heures, le débarquement de l'Empereur, mais les rapports étaient très-confus. Le maire, qui était mal disposé, avait essayé d'armer les paysans pour défendre le pont et les portes du fort : ils s'y étaient refusés; le maire avait couru des dangers; il fut dénoncé. L'Empereur, voulant éviter tout événement malheureux, accueillit le maire, le justifia aux yeux de la population, et, au lieu de les exciter, calma les passions. Sisteron est situé sur la grande route de poste qui d'Aix va à Grenoble; il est distant de quarante-cinq lieues de Marseille; nous en étions maîtres le 4 au soir. On n'avait pu apprendre à Marseille le débarquement que dans la journée du 2; ainsi, quarante-huit heures après qu'on savait à Marseille que l'Empereur était débarqué, sans savoir la route qu'il avait prise, l'Empereur était à Sisteron, à quarante-cinq lieues de Marseille. Le 3 seulement on sut dans cette ville que l'Empereur avait pris la route de Grasse et de Digne; ainsi l'on n'avait eu que vingt-quatre heures pour pouvoir marcher sur Sisteron; l'armée impériale avait donc une avance de plusieurs jours sur les troupes de Marseille.

A neuf heures le général Cambronne marchait sur Gap. A une heure après midi l'Empereur partit avec le corps de bataille. Il s'arrêta longtemps au village le Poët, sur les confins du Dauphiné et de la Provence. La nouvelle était répandue dans toutes les montagnes des Hautes-Alpes, et les habitants, leurs maires en tête, couraient en foule sur la grande route. Les proclamations se colportaient avec

la plus grande activité dans tous les villages; on y arborait aussitôt la cocarde tricolore. L'Empereur s'arrêta sur la route, en face du château de M. de Vitrolles; c'était un émigré et l'un des agents les plus actifs du parti royaliste; il était l'objet de l'horreur de tous ces montagnards, et les paysans se fussent volontiers portés à brûler ce château, pour témoigner la haine qu'ils nourrissaient contre le parti royaliste et spécialement contre cet individu. Une inquiétude restait à tous ces paysans : était-ce bien sûr que ce fût l'Empereur? Aussi tous les villages amenaient-ils d'anciens soldats pour être bien certains de n'être pas trompés par un aventurier. Le témoignage de ces soldats était aussitôt expédié dans tous les villages. L'assurance et la joie n'avaient plus de bornes. Arrivé à trois lieues de Gap, on reçut une proclamation du préfet, très-virulente contre l'Empereur; mais on ne tarda pas à apprendre que les habitants de Gap avaient fait justice de ce libelle, et que le préfet, M. Harmand d'Abancourt, s'était sauvé. Cependant l'Empereur avait pris les devants avec quelques chevau-légers; il envoya connaître ce qui se passait à Gap avant d'y entrer, et, en attendant la réponse, il s'arrêta à un bivouac sur la hauteur. Beaucoup de paysans y accoururent; ils avaient recours à des pièces de monnaie pour distinguer l'Empereur, plusieurs y réussirent ainsi. A onze heures, l'Empereur entra dans Gap aux acclamations du peuple. La garde nationale était sous les armes.

VIII. Gap était le second chef-lieu de département que nous rencontrions. Le peu de soldats qui s'y trouvaient avaient été envoyés par la traverse, de sorte que, depuis cinq jours, après avoir fait quatre fortes marches et parcouru plus de soixante lieues, nous n'avions encore rencontré aucun soldat. Nos troupes n'avaient reçu aucune augmentation, si ce n'est 2 ou 300 hommes, officiers et soldats isolés, ce qui portait notre nombre à environ 1,800. Nous n'avions fait d'autres pertes que celles du détachement d'Antibes et d'une vingtaine de malades, qui n'avaient pu nous suivre dans des marches aussi forcées et qui étaient restés dans les hôpitaux. Les proclamations s'imprimèrent par milliers à Gap. Fort tard dans la nuit, l'infanterie arriva.

Le général Cambronne, avec l'avant-garde, partit à la pointe du jour et arriva à la nuit dans la petite ville de la Mure, où il rencontra les fourriers d'une avant-garde de la garnison de Grenoble, qui venaient établir les logements d'un bataillon du 5e de ligne et d'une compagnie du 3e du génie, qui devaient arriver dans la nuit. Le général Cambronne causa avec ces sous-officiers, qui assuraient

qu'on leur avait dit qu'on les faisait marcher pour repousser une poignée de brigands qui, du Piémont, étaient entrés en France; c'était leur langage officiel, mais ils se doutaient de la vérité. Aussitôt qu'ils virent les cent grenadiers de l'avant-garde, ils se retirèrent sur leur bataillon, qui prit position toute la nuit à une demi-lieue en arrière de la Mure. Cette avant-garde s'établit militairement. Le général Cambronne envoya des grenadiers et des officiers pour tâcher de communiquer : il n'y eut pas moyen; ils répondirent qu'ils avaient défense de parlementer avec qui que ce fût. Leur physionomie était très-hostile, et le général Cambronne, fort alarmé, fit de suite son rapport à l'Empereur, pour lui faire connaître qu'il avait devant lui une avant-garde d'un bataillon du 5e de ligne; qu'étant très-avancé et très-compromis il se retirerait dans la nuit à une lieue et demie derrière la petite rivière de la Bonne.

L'Empereur était parti de Gap à deux heures du matin; il avait investi des fonctions de préfet le secrétaire général du département; il avait recommandé à la municipalité de maintenir la tranquillité et de fournir tout ce qui serait nécessaire pour le passage des troupes et de l'arrière-garde. Une deuxième compagnie d'officiers en demi-solde ou réformés se forma pour suivre l'armée. Vers les quatre heures l'Empereur passa dans la vallée vis-à-vis le village de Saint-Bonnet. De tous les points de la vallée du Drac, un peuple immense s'était réuni sur son passage, et Sa Majesté fut constamment obligée d'aller au pas. Elle n'arriva que le soir fort tard au village de Corps, où elle passa la nuit. Vis-à-vis le pont de Saint-Bonnet, un vieillard de quatre-vingt-dix ans, pauvre et caduc, lui fut présenté par un des plus vieux grenadiers de la Garde, couvert de blessures; ce grenadier avait pris les devants pour voir son père, et pleurait de tendresse de l'état misérable de sa famille. L'Empereur fit donner à ce vieillard cinquante napoléons, et lui fit expédier de Grenoble le brevet d'une pension de pareille somme.

A onze heures du soir on reçut la dépêche du général Cambronne et la nouvelle des circonstances fâcheuses qui l'obligeaient à un mouvement rétrograde. Ce mouvement pouvait avoir les conséquences les plus désastreuses. L'Empereur envoya à Cambronne l'ordre de rentrer sur-le-champ dans la petite ville de la Mure, de sorte que l'avant-garde qui lui était opposée ne s'aperçût pas de sa retraite; de requérir les gardes nationales de la ville et des cantons, de se barricader dans la Mure si cela était nécessaire; qu'à la pointe du jour il y serait de sa personne. Cependant le bruit se répandit bientôt dans toute la vallée qu'on était dans le cas d'éprouver de la résis-

tance, et, dans le courant de la nuit, des offres arrivèrent de tous côtés, proposant une marche en masse des gardes nationales de tous les villages et villes environnants : l'Empereur se contenta de dire qu'elles se préparassent, mais qu'il espérait ne pas en avoir besoin ; qu'il n'était pas venu en France pour allumer une guerre civile, et qu'il croyait connaître assez l'esprit des soldats pour penser qu'il n'aurait besoin que de sa présence pour les ramener au drapeau national.

Napoléon arriva à sept heures du matin à la Mure. L'avant-garde de Grenoble avait battu en retraite et avait pris position sur le chemin de Grenoble, la gauche appuyée au lac de Pierre-Châtel et la droite aux montagnes. Le général Cambronne partit pour suivre le mouvement du bataillon et se plaça vis-à-vis, à une portée de canon. L'Empereur resta deux heures à la Mure, au milieu d'une population immense, animée de tous les sentiments du plus vif enthousiasme. A onze heures la garde nationale de la Mure offrit de marcher avec les troupes. En même temps, les habitants qui connaissaient les dispositions générales de l'armée témoignèrent qu'il était impossible que des soldats français ne se ralliassent pas au parti de la nation.

A midi l'Empereur partit; il se rendit à l'avant-garde, avec une soixantaine de chevau-légers de la Garde, qui avaient été montés dans la route. Il arriva devant le bataillon du 5e, examina sa contenance et reconnut la position qu'il occupait. Il sentit de l'impression que produisit sur ces soldats la vue de sa capote grise au moment où ils l'aperçurent. Il envoya le capitaine Raoul pour faire connaître à cette troupe qu'il voulait parler au chef et annoncer que l'Empereur arrivait pour reprendre son trône et chasser de France les princes que l'ennemi y avait placés. Un aide de camp du général Marchand, commandant à Grenoble, répondit qu'il avait défense de communiquer. Aussitôt que l'Empereur le sut, il s'avança seul au galop, et, quand il fut à portée de la voix, il leur dit : « Soldats du 5e, tuez votre Empereur, si vous l'osez ! » Les soldats élevèrent leurs fusils en l'air en poussant le cri de *Vive l'Empereur!* L'enthousiasme était extrême, tous voulaient toucher l'Empereur. Le bataillon de la Garde avait suivi l'arme au bras et sans baïonnette au fusil. La cavalerie, qui suivait sur la droite, le sabre dans le fourreau, poursuivit l'aide de camp du général Marchand, qui prit aussitôt la fuite; peu s'en fallut que quelques chevau-légers ne le prissent. Il alla porter à Grenoble la nouvelle de cet événement.

Des proclamations furent sur-le-champ jetées dans les rangs. Les soldats arborèrent la cocarde tricolore; on voulut leur en donner :

tous avaient la leur dans leur sac. L'Empereur aperçut plusieurs mineurs et soldats du 5e qui avaient servi sous ses ordres depuis les premières campagnes d'Italie : « Quoi ! leur dit-il, vous avez voulu tirer contre moi ! Voilà deux jours que vous êtes en manœuvres contre moi ! Vous avez hésité ! — Regardez, dit un vieux grenadier en mettant son fusil en terre, voyez s'il est chargé. Tous les soldats français ont la même opinion, ils ne portent de balles que contre les ennemis de la patrie. » Les soldats du 5e et la Garde s'embrassèrent. Ce bataillon demanda à former l'avant-garde et à marcher sur Grenoble.

Le sieur Lessard, le chef de bataillon, qui depuis vingt-quatre heures s'était montré très-strict, était un brave couvert de blessures; il avait servi dans la Garde : « Si vous avez changé de sentiments, vous en êtes le maître, vous pouvez vous retirer à Grenoble ; je ne veux, dit Sa Majesté, que des hommes de bonne volonté. » Il protesta de ses sentiments français, de son attachement à l'Empereur, et demanda à marcher en tête de l'avant-garde. L'Empereur ordonna alors de battre au cercle ; il fit prêter le serment aux troupes ; tous les paysans des villages voisins accoururent s'y joindre et mêlèrent leurs acclamations et leurs serments à celui des soldats.

On avait cru distinguer que le bataillon du 5e avait une pièce de canon, mais c'était un caisson contenant des outils pour faire sauter le pont de Vizille. A quatre heures de l'après-midi on se mit en marche et on traversa Vizille. C'est dans cette petite ville que la Révolution avait pris naissance en 1789. Rien ne peut exprimer les sentiments d'enthousiasme et de patriotisme qui animent ces contrées. On demandait à force des armes; il y en avait quelques centaines à l'hôtel de ville, qu'on distribua sur-le-champ.

IX. A une lieue de Vizille, vers cinq heures du soir, l'adjudant-major du 7e de ligne arriva au galop, annonçant que son régiment avait quitté Grenoble, arborant l'aigle et la cocarde tricolore, et était tout près de joindre l'Empereur. Un quart d'heure après, le colonel Labédoyère, à la tête de ce régiment, présenta l'aigle du régiment, qui avait été cachée. L'Empereur l'embrassa, passa la revue du régiment, qui était animé du plus pur patriotisme. Ce régiment était en garnison à Chambéry. La nouvelle du retour de l'Empereur arriva à Grenoble le 4. Le général Marchand avait réuni à Grenoble, pour défendre cette place, tous ses régiments, et, d'une voix incertaine, qui trahissait ses secrets sentiments, il avait lu une proclamation contre l'Empereur, pour les exciter à rester fidèles au Roi. Les

troupes n'y avaient répondu que par le plus profond silence. Le colonel Labédoyère ordonna alors à son régiment de faire par le flanc gauche, et, se mettant à sa tête, il s'empara de la porte de Grenoble, se mettant en marche pour joindre l'Empereur, aux cris mille fois répétés de *Vive l'Empereur!*

Le colonel Labédoyère était animé des plus nobles sentiments; il avait été aide de camp du maréchal duc de Montebello et du vice-roi d'Italie. Jeune homme de trente ans, il avait été élevé dès sa plus tendre enfance aux cris de *Vive l'Empereur!* et était enivré de la gloire de la France. La conduite des Bourbons, leur asservissement à l'étranger, le déshonneur dont ils couvraient la nation, avaient révolté tous les sentiments de son âme, et, quoique sa famille, une des anciennes familles de Bretagne, fût attachée à la cour des Bourbons, il resta constamment en opposition, frémissant de l'avilissement de la France, et il appelait de tous ses souhaits, à grands cris, celui que la France voulait et que les étrangers redoutaient tant. Napoléon le reçut et le loua de son généreux dévouement; il y avait du courage, car il était le premier qui se ralliait à l'Empereur, et il l'avait fait hardiment, au milieu de la place de Grenoble. Il n'y avait dans cet acte aucun sentiment personnel, aucune vue d'ambition, même aucun sentiment d'amour-propre.

Le peuple des faubourgs de Grenoble et des villages voisins avait suivi le régiment. On arriva à la porte de Grenoble à neuf heures du soir, au milieu d'une foule immense et dans l'obscurité la plus complète. Les portes avaient été barricadées; le général Marchand s'en était fait apporter les clefs.

Le major du 5e de ligne, dit *régiment d'Angoulême,* le sieur Rascas, gardait la porte avec sa compagnie de grenadiers; toute la garnison était sur les remparts et faisait entendre les cris de *Vive l'Empereur!* la population entière les répétait; l'agitation était extrême dans Grenoble; et cependant, malgré les ordres réitérés de l'Empereur, la porte ne s'ouvrait pas. On réunit les ouvriers des faubourgs et les sapeurs pour briser les portes. L'Empereur fit proclamer que le général Marchand était destitué, et que les troupes devaient cesser de lui obéir. Ce que peut la bizarrerie des circonstances! L'ordre direct d'ouvrir les portes n'avait point été exécuté, et, à la nouvelle de la destitution du général Marchand, les troupes cessèrent de lui obéir, le major du 5e et ses grenadiers ouvrirent la porte.

L'Empereur fit son entrée entre dix et onze heures du soir. La nuit était très-obscure; une foule immense de paysans et de soldats l'entourait; il fut bientôt reconnu par des officiers réformés et des

hussards du 4e. Chacun s'empressait pour le toucher. Il descendit à la principale auberge; il y reçut sur-le-champ la visite de la municipalité. L'ordre fut immédiatement donné de faire rentrer les troupes dans les casernes. Le général Marchand était parti, se dirigeant vers Chambéry; il avait, en quittant Grenoble, donné l'ordre aux colonels de mettre sans délai leurs régiments en marche pour évacuer la ville; le 11e de ligne en était sorti; le colonel du régiment d'artillerie avait suivi cet exemple; mais on courut après eux, et ils revinrent.

C'était le sixième jour de marche. Dans ces six jours, on avait parcouru un espace de cent lieues de poste et au moins quatre-vingts par la route qu'on avait suivie, et cette différence était plus que compensée par l'accroissement de fatigue qu'on éprouvait à suivre une route traversant les montagnes, souvent à peine tracée.

Le bataillon de grenadiers de la Garde arriva dans la nuit, l'arrière-garde le lendemain 8. On avait à Grenoble depuis plusieurs jours la nouvelle du débarquement de l'Empereur, et on avait commencé à armer les remparts. Des officiers, expédiés par l'Empereur de Digne et de Gap, avaient pu pénétrer dans la ville et y avaient fait imprimer les proclamations, de manière que dans la nuit même on pût en répandre une grande quantité. Le préfet de Grenoble, le baron Fourier, un des membres de l'Institut d'Égypte, qui a rédigé la préface du grand ouvrage sur l'Égypte, avait été très-chaud dans la Révolution et avait rendu des services dans l'administration de l'Égypte; cependant cela ne l'empêcha pas de faire des proclamations contre l'Empereur et de prendre quelques mesures; mais ces proclamations ne contenaient rien de personnel. Il avait été très-bien accueilli par le comte d'Artois au voyage que ce prince fit à Grenoble. Il jugea convenable de quitter la ville et se rendit à l'extrémité de son département. Deux jours après, le 9, il vint trouver l'Empereur à Bourgoin, et, comme la préfecture de Grenoble avait été déjà donnée, l'Empereur le nomma préfet de Lyon. La municipalité de Grenoble, qui était en permanence, en se rendant chez l'Empereur aussitôt son arrivée, avait protesté de son obéissance. Elle fut confirmée.

X. Le lendemain 8 mars, à onze heures du matin, l'Empereur passa, sur la place de Grenette, la revue de la garnison et de la garde nationale. Non-seulement les habitants de Grenoble, mais ceux de toutes les campagnes, étaient accourus. L'enthousiasme des citoyens de toutes les classes et des militaires de tous les grades était tel, que l'Empereur ne dut faire aucun changement dans l'adminis-

tration civile et militaire. Les mêmes officiers restèrent aux commandements de la place, de l'artillerie et du génie. Le lieutenant général Lasalcette, de Grenoble, fut nommé commandant de la division militaire, en remplacement du général Marchand, qui avait quitté son poste. Les fonctions de préfet furent confiées au conseiller de préfecture auquel elles revenaient par son rang dans le conseil. Le colonel de gendarmerie fut seul changé; c'était un homme trop faible. Les troupes avaient rédigé dans la nuit des adresses; elles les présentèrent à la parade de l'Empereur; elles furent sur-le-champ imprimées et envoyées par toute la France. L'Empereur passa la revue, accorda différentes récompenses pour des services rendus sous ses yeux dans les dernières campagnes. Grand nombre de pétitions furent présentées par les habitants. Les Bourbons paraissaient déjà oubliés comme s'ils n'eussent jamais existé. Les troupes de cette revue consistaient en 7 ou 8,000 hommes, compris l'artillerie et les sapeurs; on en forma deux divisions, dont le commandement fut donné à deux lieutenants généraux qui se trouvaient présents. On avait organisé et attelé dans la nuit trente pièces d'artillerie avec leurs munitions, et, le 8 même, on les mit en marche pour Lyon. Le 4e de hussards forma l'avant-garde. On expédia des ordres au 4e d'artillerie légère, qui se trouvait à Valence, pour qu'il pût rejoindre avant Lyon. On organisa plusieurs bataillons d'officiers, réformés ou en demi-solde, qui accouraient de tous les points du Dauphiné.

Tout ce que l'expédition avait de dangereux se trouvait terminé. Les départements des Hautes et Basses-Alpes, de la Drôme, de l'Isère et du Mont-Blanc reconnaissaient l'Empereur et avaient arboré la cocarde tricolore. Le drapeau tricolore flottait sur les citadelles de Briançon, de Mont-Dauphin, de Sisteron, de Grenoble. L'Empereur avait alors en son pouvoir des magasins à poudre très-considérables, un arsenal important rempli d'un grand nombre de pièces de tous calibres, de campagne et de siége, et près de 60,000 fusils; et il était reconnu par une population de plusieurs millions d'habitants, des plus énergiques, dont l'esprit public était exalté au plus haut degré. l'Empereur marcha sur Lyon avec plus de 10,000 hommes de troupes de ligne et trente pièces de canon et tout ce qui était nécessaire pour passer les rivières. Au premier signal, 100,000 gardes nationaux seraient accourus pour renforcer l'armée; on avait les moyens de les armer et mettre en ligne. Dès ce moment, la question était décidée : les Bourbons avaient cessé de régner. C'était l'effet de toutes les causes précédemment développées. Les Français ren-

traient en France; le gouvernement des étrangers et les effets de la conquête disparaissaient. Les imprimeries de Grenoble étaient occupées à annoncer dans tous les points de l'Empire la nouvelle de ce grand événement. Beaucoup d'officiers, qui appartenaient à différents régiments en congé ou en demi-solde, furent envoyés porteurs de proclamations.

Le 8 mars l'Empereur resta à Grenoble; il reçut le conseil général du département, la cour impériale, la chambre de commerce, l'université, les notables de la province, les officiers de la garde nationale. Il passa toute la journée en entretiens, pour se mettre au fait des changements survenus en son absence.

Après la réception officielle, l'Empereur causa familièrement avec les membres de la cour impériale; il leur demanda comment il se faisait qu'ils n'eussent éprouvé aucun embarras, aucune hésitation à le reconnaître, et ce que devenait le serment qu'ils avaient fait aux Bourbons. Ils répondirent que, d'abord, ils n'avaient fait aucun serment, qu'on leur en avait demandé un, mais qu'il n'avait point été prêté et que la loi à ce sujet n'était pas encore rendue; que d'ailleurs les Bourbons ne régnaient que par les baïonnettes étrangères, tandis qu'eux se regardaient toujours liés par le serment prêté au souverain national; que l'abdication était sans effet, puisqu'elle n'avait pas été acceptée par le peuple et avait été forcée par les baïonnettes ennemies, et qu'enfin, avant d'être magistrats, ils étaient citoyens et partageaient les sentiments de tout le peuple et de toute l'armée.

L'Empereur expédia de Grenoble un parlementaire au comte de Bubna, qui commandait à Turin; il lui envoya des dépêches pour l'Impératrice Marie-Louise et pour l'empereur d'Autriche. Il prit différentes mesures relatives à l'administration et à l'organisation des cinq départements, afin d'assurer la perception des contributions et des recettes, maintenir la sûreté des personnes et des propriétés. Dès ce moment, dans ces cinq départements, la justice se rendit au nom de l'Empereur. Il nomma une commission pour organiser les gardes nationales. Il nomma lieutenant général le maréchal de camp Chabert; il le chargea du commandement des Hautes-Alpes et d'inspecter les places de Briançon et de Mont-Dauphin. Il accorda une grande quantité de grâces, fit droit à un grand nombre de réclamations, et ordonna une épuration dans les employés de l'administration des finances, où s'étaient introduits beaucoup d'émigrés et de favoris; ce qui réintégra dans leurs places tous ceux qui en avaient été injustement destitués.

Le 9 mars l'Empereur partit de Grenoble à deux heures après

midi; il monta en voiture pour la première fois. Il arriva le soir à Rives, où il soupa, et à une heure du matin il arriva à Bourgoin. Sa voiture fut constamment environnée d'une foule immense et obligée d'aller au pas. La population se livra pendant toute la route à la plus grande ivresse et chantait des chansons patriotiques, dans lesquelles la haine du peuple pour les Bourbons s'exprimait avec la plus grande énergie, ainsi que l'indignation contre le triomphe qu'avaient obtenu les traîtres et les ennemis de la patrie. Le sénat et les officiers qui avaient favorisé la cause de l'ennemi n'étaient pas épargnés. Ces chansons n'étaient pas d'un style soigné, mais elles étaient pleines de chaleur et des plus beaux sentiments. La tête de l'armée arriva le soir à Bourgoin, et une grande partie était encore en arrière. On prévoyait qu'il ne serait possible d'entrer à Lyon que le 11 mars. Des agents venant de cette ville faisaient connaître que les princes s'y étaient rendus, que tout y était en mouvement et que l'on coupait les ponts de la Guillotière et de Serin.

L'Empereur avait ordonné qu'on fît demander de tous les villages riverains du Rhône une grande quantité de bateaux, et qu'on les rassemblât à Limonest, où il comptait être le lendemain 10, à neuf heures du matin, pour faire construire un pont, y passer et arriver ainsi à Lyon par la route de Bourgogne. Le zèle avec lequel toutes les municipalités et les bateliers s'efforcèrent de répondre à cet appel fut tel, que le passage du Rhône n'aurait opposé aucun obstacle à la marche de l'armée. Les habitants de l'Ain, instruits des événements de Grenoble, avaient aussi arboré la cocarde tricolore, et un régiment qui se trouvait dans ce département fit demander des ordres sur la direction qu'il devait prendre. De gros fermiers arrivaient en poste de trente ou quarante lieues, pour donner des nouvelles de l'esprit public et des renseignements qui pouvaient importer à la cause.

CHAPITRE IV.

ENTRÉE DE NAPOLÉON A PARIS.

I. Effet que produit à Paris le débarquement de l'Empereur. Le comte d'Artois et le duc d'Orléans se rendent à Lyon. — II. Vains efforts du maréchal Macdonald pour retenir la garnison sous le drapeau blanc. Départ précipité des princes et du maréchal. Entrée triomphante de l'Empereur à Lyon (10 mars, à huit heures du soir). — III. Revue des troupes sur la place Bellecour. Empressement des populations à prendre la cocarde nationale et à courir aux armes. Secours offert par la banque de Lyon. Embarquement de l'armée sur la Saône. Ordres envoyés par le maréchal Bertrand à tous les régiments en marche sur Lyon. Communications avec le maréchal Masséna à Marseille. — IV. Décrets impériaux publiés à Lyon. — V. L'Empereur quitte Lyon. — VI. Le maréchal Ney se déclare, le 14 mars, pour l'Empereur. Hésitations de Napoléon; sa réponse au maréchal Ney. — VII. Marche de l'Empereur de Chalon à Auxerre. Arrivée du maréchal Ney et des députations de son armée. — VIII. États des esprits à Paris. Dispositions des garnisons du Nord. Vains efforts de la Cour pour défendre Paris. — IX. Journées des 19 et 20 mars. Départ d'Auxerre. Arrivée à Montereau et à Fontainebleau. — X. L'Empereur entre aux Tuileries. Nomination des ministres et des autorités de la ville de Paris.

I. Ce fut le dimanche 5 mars que le télégraphe de Lyon transmit à Paris la nouvelle que Napoléon était débarqué en Provence. Cette nouvelle tomba comme une bombe au milieu des Tuileries. Le roi fit réunir ses conseils. La première opinion fut que cela était impossible, et que sans doute il y avait quelques mots d'oubliés dans la dépêche télégraphique. On fit demander des explications. Le télégraphe de Lyon réitéra la même nouvelle. On chercha alors quel pouvait être le but de Napoléon; le duc de Dalmatie, ministre de la guerre, annonça hautement qu'il ne pouvait avoir d'autre but que d'entrer en Italie, puisqu'il ne pouvait compter sur aucun partisan en France. Le comte d'Artois, le duc de Berry et leurs courtisans assuraient que c'était une affaire de gendarmerie, et que probablement l'Empereur serait arrêté par la garde nationale de Marseille.

Cependant, depuis quinze jours, les troupes étaient en mouvement pour former trois camps, dont un en Franche-Comté, un du côté de Lyon et l'autre en Provence. Le comte d'Artois devait commander le camp de Lyon. On avait mis en mouvement une quarantaine de mille hommes. Ces camps avaient été projetés sur la demande du prince de Bénévent, plénipotentiaire au congrès de Vienne. Le peu

de considération dont il y jouissait était fondé sur l'opinion qu'avaient les alliés que le roi de France n'osait pas réunir ses troupes sans s'exposer aux plus grands dangers, que d'ailleurs ses troupes étaient mécontentes, mal habillées, dépourvues de tout et peu nombreuses. L'Autriche, la France et l'Angleterre avaient conclu un traité d'alliance contre la Russie et la Prusse, ayant pour but spécialement de maintenir le roi de Saxe; mais l'Autriche et l'Angleterre ne croyaient pas que, si le cas arrivait, la France pût tenir ses engagements. Chacune des puissances s'était engagée à fournir 150,000 hommes. La France insistait à Vienne pour que le trône de Naples fût restitué à la branche de la maison de Bourbon et au roi Ferdinand; l'Autriche s'y opposait; quelques pourparlers avaient eu lieu pour que, si on voulait détrôner le roi Joachim, on le fît avec des troupes françaises, anglaises et siciliennes; l'Autriche ne voulait pas tourner ses armes contre un prince qui était son allié. Par ce langage, l'Autriche paraissait persister dans l'opinion que la France ne pouvait rien, et, comme Louis XVIII attachait une grande importance au rétablissement des Bourbons de Naples, on avait imaginé que la réunion de ces trois camps déciderait l'Autriche et faciliterait la négociation de cette affaire. On résolut donc de presser la marche des troupes, partout sorties de leurs garnisons, et d'accélérer la marche des généraux déjà nommés et la formation des états-majors. On expédia donc, dans la nuit du 5 au 6 mars, de nouveaux ordres de départ à tous les généraux qui déjà avaient leurs lettres de service. L'ordonnateur Marchant, qui était intendant général de l'armée, partit pour tout préparer à Lyon; et on calcula que, sans compromettre sa dignité de prince, le comte d'Artois pouvait partir pour Lyon, non pour marcher contre Napoléon, que l'on présumait déjà arrêté, mais pour prendre le commandement du camp, pour lequel on savait que le Roi l'avait désigné depuis plusieurs jours.

Le comte d'Artois partit le 6. On expédia au duc de Tarente, qui était à Bourges, d'abord l'ordre de se rendre à Nîmes auprès du duc d'Angoulême, puis un second ordre de rejoindre en toute hâte le comte d'Artois à Lyon.

Du 6 au 7 on reçut enfin à Paris le courrier de Provence qui apportait les détails du débarquement de Napoléon et de l'échec qu'il avait éprouvé à Antibes, ainsi que la copie de toutes les proclamations. La lecture de ces pièces fut une révélation de toutes les fautes qu'on avait commises, et, par l'effet qu'on jugea qu'elles devaient produire sur le peuple et l'armée, on comprit tout le danger dont on était menacé. On affecta de la jactance, on parla de Napo-

léon avec mépris; mais la consternation et la terreur étaient au fond des cœurs.

On jugea nécessaire de faire partir le 7 le duc d'Orléans pour Lyon, afin de seconder le comte d'Artois. Le 8 le comte d'Artois arriva à Lyon. Napoléon, ce même jour, passait en revue la garnison de Grenoble. Toute la journée du 9 on ignora à Lyon ce qui s'était passé à Grenoble; mais on savait que l'Empereur était parti de Gap et avait été accueilli partout avec le plus vif enthousiasme. Le général Roger de Damas commandait à Lyon; cet officier, tout à fait incapable, n'avait aucune influence, ni sur les habitants, ni sur les troupes. Dans les circonstances difficiles du moment, on avait besoin d'hommes d'une tout autre habileté. On donna le commandement de Lyon au général Brayer. A toutes les heures les généraux destinés au camp de Lyon arrivaient en poste par toutes les routes. Le général Brayer était un des hommes les plus prononcés de l'armée par la haine qu'il portait aux Bourbons, par l'attachement qu'il conservait à Napoléon et par son amour pour la gloire nationale. Il reçut l'ordre d'envoyer un aide de camp à Grenoble pour en faire venir un train d'artillerie; on en manquait absolument à Lyon. Accoutumé à la rapidité des mouvements de Napoléon, ce général se douta que l'Empereur pourrait être déjà à Grenoble, et il chargea son aide de camp de le voir et de l'assurer de la fidélité de la garnison de Lyon, en lui annonçant que les princes étaient dans la ville, mais que l'opinion était tellement prononcée qu'ils n'y feraient rien. Cet aide de camp arriva à Grenoble comme l'Empereur en partait. Il retourna à Lyon annoncer ce qui s'était passé à Grenoble, et dit aux princes qu'il avait lui-même vu l'Empereur. Dans la journée du 9, les princes proposèrent au général Brayer de sortir, pour marcher sur Grenoble avec la garnison de Lyon et un détachement de la garde nationale. On pouvait réunir 5,000 hommes. Cependant on se contenta d'envoyer un détachement du 13e de dragons avec M. de Polignac, aide de camp du comte d'Artois, qui, à son grand étonnement, apprit, avant son arrivée à Bourgoin, que l'avant-garde de l'armée impériale était au moment d'y entrer. Des voyageurs lui confirmèrent ce qui s'était passé à Grenoble, et l'instruisirent que des troupes avec la cocarde tricolore arrivaient à Bourgoin. Il rétrograda de suite. L'alarme devint alors extrême. Il ne fut plus question de marcher à la rencontre de l'armée impériale, mais de se retrancher dans Lyon. On résolut de couper le pont de la Guillotière; ne voulant pourtant le faire qu'à la dernière extrémité, on y fit construire une barricade. Le 9 les princes passèrent la revue de toutes les troupes. Tout alla bien. Pas d'enthou-

siasme, mais aucune insulte, aucun cri séditieux. Cependant la fermentation était extrême dans Lyon; la population était tout entière remuée, et les partisans du Roi, consistant dans quelques habitants de la place Bellecour, venaient instruire le comte d'Artois qu'il ne fallait pas compter sur le peuple, que déjà il murmurait et s'opposait à ce qu'on fît sauter le pont de la Guillotière, et qu'à la vue de l'Empereur il serait impossible de contenir l'élan et d'arrêter l'explosion des sentiments que nourrissaient les onze douzièmes de la population. Le prince fut également instruit que les troupes tenaient ouvertement des propos dans les cabarets et les promenades, et que l'on voyait briller dans toutes les physionomies une joie secrète et concentrée.

II. Le maréchal Macdonald réunit les officiers de la garnison de Lyon; le comte Roger de Damas s'y trouvait : les officiers firent comprendre qu'ils désiraient que ce dernier sortît, afin qu'il n'y eût dans cette réunion aucun homme étranger à l'armée. Se trouvant ainsi entre eux, le maréchal Macdonald harangua les officiers; il leur rappela leur serment, leur devoir et les obligations qu'ils avaient au Roi, qui avait conservé toutes les places, donné des décorations à grand nombre d'officiers et traité l'armée comme si elle eût toujours été la sienne; qu'il ne doutait donc pas que la garnison ne fît son devoir, ne défendît le prince qui était à sa tête et la ville de Lyon. Il termina son discours par le cri de *Vive le Roi.* Un profond silence régnait dans l'assemblée; généraux, colonels, officiers, tous, les yeux en terre, avaient une contenance morne qui n'annonçait rien que de sinistre. « Enfin, reprit le maréchal, qu'est-ce que cela veut dire? Personne ne répond, personne ne me regarde, cependant nous sommes entre nous; j'ai éloigné exprès le comte de Damas. Ne voyez pas en moi votre chef, mais votre ami, votre compagnon d'armes; avez-vous quelques grâces à demander? je m'en charge; avez-vous quelques griefs? je les ferai cesser. » Ce discours ne changea rien à la contenance morne de l'assemblée. Après quelques minutes de pause : « Eh bien, dit le maréchal, si vous ne voulez pas que j'emporte l'opinion affreuse pour moi d'avoir perdu votre amitié et votre estime, faites-moi connaître votre résolution. » Les figures changèrent alors, les physionomies s'animèrent, les cœurs s'ouvrirent : « Maréchal, dit un colonel, vous devez ici distinguer deux opinions, celle des officiers et celle des soldats. Si nous tous, généraux et officiers qui sommes ici, nous étions animés par vos sentiments et dévoués de cœur et de volonté au Roi, vous n'auriez encore

rien. Les soldats ont une opinion décidée que rien ne pourra vaincre. Aussitôt qu'ils apercevront la *capote grise*, ils se tourneront vers elle et tireront contre nous. Comment, vous qui connaissez l'armée, avez-vous pu vous faire illusion? Comment avez-vous besoin d'une explication que vous trouveriez peut-être au fond de votre cœur? Pour qui voulez-vous que nous nous battions? Pour les Bourbons, c'est-à-dire pour les ennemis de notre pays, de nos droits et de nos principes? Pour qui voulez-vous que nous répandions notre sang? Pour acquérir des lauriers au drapeau blanc? Voyez, Maréchal, nous sommes tous couverts d'honorables cicatrices reçues dans cent combats livrés depuis vingt-cinq ans pour les triomphes que nous avons obtenus contre cette même couleur. Vous voulez que nous ayons confiance dans le comte d'Artois? Mais, lui, a-t-il confiance en nous? Il vient ici avec douze aides de camp; y en a-t-il un seul sorti de nos rangs, qui ait fait la guerre pour la défense de la nation, qui ait porté la cocarde tricolore? Non, ce sont tous des émigrés, des nobles, nos plus cruels ennemis. A leurs yeux, nous ne sommes que de la canaille et du peuple; à leurs yeux, les paysans ne sont que des serfs. Hier encore, dans cet extrême danger où le comte d'Artois a employé toutes les séductions dont il est capable, où il a abondamment répandu les grâces et l'argent, de quel cordon était-il décoré? De celui du Saint-Esprit, qu'on n'est admis à porter qu'avec cent ans de noblesse. A-t-il daigné porter ce grand cordon de la Légion d'honneur, que l'on obtient par le seul mérite, le talent ou les services, sans aucune distinction de naissance? — Eh bien, reprit le maréchal, je prends l'engagement que l'ordre du Saint-Esprit sera aboli, que, dès aujourd'hui, les princes porteront le grand cordon de la Légion d'honneur, que, sur ses douze aides de camp, M. le comte d'Artois en renverra six et les remplacera par six choisis dans vos rangs. Le Roi a conservé la Légion d'honneur, il vous y a donné des avancements; vous ne pouvez donc pas prétendre qu'il ait en rien violé ses promesses. » Un officier répliqua : « Il les a violées toutes. Il a conservé la Légion d'honneur, mais pour l'avilir. Tous les chouans, tous les brigands de la Vendée, tous les espions de l'Angleterre en sont décorés, et déjà nous rougissons de la porter. » Cette conversation dura plusieurs heures. Le général Brayer prit enfin la parole : « Maréchal, ne vous faites pas d'illusion. Le prince est en sûreté parmi nous; mais, si une cocarde tricolore s'introduit dans Lyon, personne ne peut plus répondre ni de sa sûreté ni de sa vie. Généraux, officiers et soldats, nous avons tous les mêmes sentiments. Contre qui voulez-vous que nous nous battions? Contre celui auquel nous devons tous notre gloire, nos places, nos hon-

neurs, contre celui qui garantit tous nos droits, tous nos intérêts, les droits et les intérêts du peuple? Vous êtes dans une ville qui, dans la Révolution, a toujours passé pour royaliste, et, quoique vous n'y soyez que depuis trente-six heures, il ne se peut que vous ne connaissiez l'enthousiasme qui y règne pour Napoléon. Il a été malheureux sans doute; il a abdiqué : mais cela même est un bienfait qui a tourné à notre avantage et à celui de la nation. S'il est quelques généraux et officiers qui voudraient rester neutres, il n'en est aucun qui puisse jamais se résoudre à ordonner le feu qui pourrait tuer celui dont l'image a été constamment gravée dans nos cœurs. Les Bourbons n'ont été placés sur le trône que par les étrangers; Napoléon n'y a été élevé que par la nation. Je suis vieux soldat, je connais l'esprit de toute la France : si vous en exceptez Marseille, il n'est ni un paysan ni un soldat qui ne se range sous le drapeau national. Si les Bourbons voulaient compter sur nous, ils devaient se rallier à la nation, nous laisser notre honneur et nos couleurs et faire de bonne volonté ce que vous nous proposez aujourd'hui. Au point où sont arrivées les choses, tout retour de leur part pour nous est impossible. — Eh bien, dit Macdonald, vous vous couvrez de honte et de déshonneur; mais, puisque telle est votre résolution, que dois-je conseiller aux princes? — Qu'ils partent le plus tôt possible. »

Le maréchal se rendit de suite chez les princes, qui attendaient impatiemment le résultat de cette importante conversation; il leur conseilla de partir à l'heure même, puisque déjà les troupes impériales avaient dépassé Bourgoin, que le département de l'Ain avait arboré la cocarde tricolore, et qu'ainsi maître des deux rives du Rhône il était à craindre que Napoléon ne coupât la route de Bourgogne. Cependant le comte d'Artois avait parcouru les casernes; il avait été reçu dans toutes par des figures glacées et avait même essuyé quelques menaces. Rencontrant un vieux dragon du 13e décoré de trois chevrons : « Camarade, lui dit-il, le moment est arrivé où tu vas te distinguer pour le service du Roi; donne-moi la main en gage de ta fidélité. — Je ne me bats pas pour les ennemis de mon pays. C'est en combattant les Anglais, les Russes, les Prussiens, les Autrichiens, vos amis, que j'ai acquis ces récompenses et reçu mes blessures. » Les princes virent qu'il n'y avait rien à faire qu'à monter en voiture et à partir. Ils n'étaient accompagnés que par un seul garde national à cheval; la gendarmerie avait refusé de faire ce service. Le général Brayer donna l'ordre à un piquet de 50 dragons du 13e de monter à cheval et d'escorter les princes; ils ne voulurent les accompagner que jusqu'à une demi-lieue du faubourg de Vaise. Le peuple se porta en

foule aux barricades des ponts et les détruisit. Des voyageurs partirent, et un grand nombre de curieux se dirigèrent sur la route de Grenoble. A quatre heures après midi, des nouvelles arrivèrent de Bourgoin.

L'Empereur monta en voiture avec le grand maréchal; à deux lieues de Lyon il rencontra la tête de la population, hommes et femmes, en voiture, à cheval, des citoyens de toutes les classes. Une demi-heure après, le général Brayer et tous les généraux et officiers de l'état-major de la division rejoignirent l'Empereur. Sa Majesté monta à cheval et arriva au faubourg de la Guillotière à huit heures du soir. Arrivé sur le pont, l'Empereur trouva le maire de Lyon, le baron de Fargues, qui lui présenta les clefs de la ville et témoigna de l'ivresse qu'éprouvaient les habitants de la présence de Sa Majesté.

L'Empereur descendit à l'Archevêché. Les cours et les appartements étaient remplis de généraux et d'officiers de l'armée et de la garnison. Après avoir donné une heure pour recevoir les témoignages de tous les sentiments qui les animaient, il rentra dans ses appartements. Toute la ville de Lyon fut illuminée. Quelques maisons de la place Bellecour, connues pour le dissentiment de leurs propriétaires, furent attaquées : le rapport en ayant été fait à l'Empereur, il prit sur-le-champ des mesures pour qu'une si belle journée ne fût souillée par aucun excès. Il témoigna au général Brayer toute sa satisfaction et son estime. La conduite de ce général était pure et dictée par les sentiments de l'amour de la patrie. Pendant toute la nuit, les corps de l'armée de Grenoble entrèrent dans la ville. Le bataillon des grenadiers de la Garde arriva tard le soir même. Ainsi, en dix jours, ces braves avaient parcouru l'espace entre le golfe Jouan et Lyon, c'est-à-dire cent onze lieues de poste.

Ce jour même, 10 mars, le télégraphe apprit à Paris que l'Empereur était entré dans Lyon au milieu de l'enthousiasme de toute la population de cette grande ville.

III. L'Empereur se rendit le 11 mars sur la place Bellecour et passa la revue des troupes. Un régiment qui était à Montbrison arriva à la fin de la revue. On apprit que tout ce département et celui du Puy-de-Dôme avaient arboré la cocarde tricolore, et que partout les paysans couraient aux armes. La revue de l'Empereur dura plusieurs heures; la foule était innombrable; Sa Majesté se promena au milieu d'elle, sans armes et sans personne de sa suite; elle écouta grand nombre de demandes, accorda grand nombre de récompenses, examina tout avec détail et trouva qu'il n'y avait aucun changement

à opérer. La population de Lyon était plus que doublée, et, par toutes les portes, des flots de campagnards y arrivaient en chantant. Pendant trois jours que l'Empereur a séjourné dans cette métropole du Midi, le quai de l'Archevêché, sur lequel donnaient les fenêtres de l'Empereur, ne cessa d'être rempli de peuple, qui, jour et nuit, s'y succédait et témoignait son allégresse. On forma des bataillons d'officiers réformés et en demi-solde qui accouraient de tous les départements voisins.

Un courrier venant de Paris descendit à l'état-major et remit ses dépêches au comte Bertrand; elles étaient adressées au comte d'Artois. Plusieurs ont été imprimées dans le journal de Lyon. Une somme de 800,000 francs avait été mise par le ministre des finances à la disposition du comte d'Artois; elle appartenait à la banque; les administrateurs refusèrent de la donner. Mais quand, après l'arrivée de l'Empereur, ils pensèrent qu'on pourrait en avoir besoin pour le service de l'armée, ils vinrent l'offrir à Sa Majesté. « Avez-vous des payements à faire? leur dit l'Empereur. Je ne veux pas que votre crédit en souffre. — 400,000 francs nous suffisent, » répondirent ces administrateurs; et ils versèrent les 400,000 francs disponibles dans la caisse du trésorier de l'armée, le sieur Peyrusse. La même bonne volonté se trouva dans toutes les administrations.

L'Empereur reçut, après son dîner, toutes les autorités : la cour impériale, le conseil municipal, l'académie, la chambre et le tribunal de commerce, les notables du département et les officiers de la garde nationale. Il s'entretint fort longtemps avec eux. Il fit à la cour impériale de Lyon les mêmes observations qu'à celle de Grenoble, et, comme si elles s'étaient concertées, la cour de Lyon fit les mêmes réponses. Le conseil municipal resta près de deux heures; la conversation fut vive; la plus grande liberté régna; chaque membre énonça sans détour son opinion, et il fut facile, par le cours de la discussion, de connaître parfaitement les différentes opinions qui divisaient Lyon et celle de chacun des membres du conseil de la commune. L'Empereur prit toute espèce de renseignements sur les finances du département et de la commune, sur les hôpitaux, les travaux publics, et généralement sur toutes les branches de l'administration de cette importante cité, comme il l'aurait fait dans un voyage ordinaire, et, arrivé à Paris, il fit expédier un grand nombre d'ordres pour pourvoir à tous les besoins. Le 12, l'Empereur nomma le baron Fourier préfet de Lyon. Le préfet, le sieur de Chabrol, avait quitté son poste.

Dès le 10, avant minuit, le premier soin de l'Empereur avait été

d'ordonner qu'on préparât un grand nombre de bateaux pour embarquer les troupes sur la Saône. Effectivement, l'embarquement commença dès le 11, et, en quarante-huit heures, toutes les troupes furent ainsi, sans aucune fatigue, transportées à Chalon. On forma à Lyon une troisième division, dont on confia le commandement au général Brayer. Le 4e de hussards, le 13e de dragons et le 4e d'artillerie légère partirent par terre, pour arriver à Chalon avant l'infanterie et faire l'avant-garde. Le mouvement des régiments que le gouvernement royal concentrait sur Lyon était connu; le comte Bertrand, comme on l'eût fait en temps ordinaire, expédia à tous ces régiments l'ordre de retourner sur Auxerre et Paris. Aussitôt qu'ils le reçurent, ils arborèrent la cocarde tricolore, déchirèrent et foulèrent aux pieds le drapeau blanc, et se dirigèrent sur leur nouvelle destination, pour accroître l'armée. Le 13 l'intendant général de l'armée du comte d'Artois, l'ordonnateur Marchant, prit la cocarde tricolore et vint demander les ordres de l'Empereur. Il fut confirmé, et il prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour assurer les subsistances de l'armée impériale. Des officiers furent expédiés à tous les régiments de la 8e division militaire, la Provence et l'Avignonnais. Dès le passage à Digne, M. Pons, administrateur des mines de l'île d'Elbe, homme distingué et très-zélé, avait été envoyé au maréchal Masséna pour lui faire connaître le débarquement de l'Empereur et l'état des choses. Cet administrateur, qui connaissait le maréchal, excita vivement la sollicitude des agents du duc d'Angoulême. Après avoir eu une longue conférence avec lui, avoir protesté de ses sentiments et assuré qu'il saisirait la première occasion favorable pour se déclarer et arborer les couleurs nationales, le maréchal Masséna fit entendre au sieur Pons que, le mauvais esprit des Marseillais y mettant pour le moment un obstacle invincible, il était obligé de le faire conduire au château d'If et de l'y garder en prison, pour ôter tout soupçon, jusqu'à ce qu'il pût faire éclater ses vrais sentiments. Le Roi avait abreuvé d'affronts ce maréchal; il n'avait pas été nommé de la chambre des Pairs, quoique tous les autres maréchaux l'eussent été. On avait porté l'ironie jusqu'à déclarer qu'il n'était pas Français et à lui donner des lettres de naturalisation, dont le rapport fut même fait par le comte de Vioménil. Ainsi le vainqueur de Rivoli, celui qui avait sauvé la France à Zurich, était fait Français par la grâce de celui qui pendant vingt-cinq ans avait porté les armes contre sa patrie; on ne sait si on doit être plus étonné de l'imbécillité ou de l'injustice de ce procédé. Toutes les troupes de la 8e division partageaient les sentiments de leur général;

mais l'esprit de Marseille, la présence du duc d'Angoulême comprimaient tout.

IV. Désormais l'Empereur était remonté sur son trône; il crut nécessaire de faire précéder son arrivée dans la capitale par des actes qui fissent connaître ses principes. Il publia une amnistie pour tous ceux qui avaient trahi leurs serments envers lui et la cause nationale, en exceptant le prince de Bénévent, le maréchal Marmont, les membres du gouvernement provisoire, le préfet de police baron Pasquier, qui avaient trahi dans l'exercice de leurs fonctions, et quelques autres individus, pensant qu'une amnistie simple, avec ces exceptions, était propre à rassurer et en même temps à satisfaire la vengeance publique. Il déclara dissoutes les chambres des Députés et des Pairs : la chambre des Pairs composée d'émigrés et d'hommes qui avaient porté les armes contre leur patrie ou de ces sénateurs qui, traîtres à leurs commettants et à leur serment, avaient secondé les projets des ennemis de la France; la chambre des Députés, parce qu'elle n'avait aucun caractère national; tous avaient été nommés en vertu de la Constitution de l'an VIII, leurs fonctions étaient expirées; d'ailleurs ils étaient coupables comme ayant délibéré sur des lois au nom de Louis XVIII, d'un *roi de France et de Navarre*, c'est-à-dire d'un roi féodal, et d'avoir même décrété le payement des dettes contractées dans l'émigration pour faire la guerre à la nation.

Par d'autres décrets il fut ordonné que les émigrés non rayés ou non amnistiés, qui étaient rentrés en France à la suite des armées ennemies depuis le commencement de 1814, quitteraient sur-le-champ le territoire français; que la maison militaire du Roi serait dissoute, les chevaux et les armes remis à l'administration de la guerre; que les généraux et officiers de terre et de mer, qui avaient été nommés par le Roi et n'avaient pas précédemment servi dans les armées de la nation, seraient rayés du tableau et ne recevraient plus de solde; que toutes les pensions données par le Roi seraient annulées; que la noblesse féodale serait supprimée, ainsi que tous les Ordres et tous les changements faits à la Légion d'honneur. Par un dernier décret, l'Empereur convoqua tous les membres des colléges électoraux des départements à Paris, pour y être réunis en assemblée du Champ de Mai et prendre des mesures conformes aux intérêts et à la volonté de la nation. Par ces mesures, tout ce qu'il fallait détruire, tout ce qu'avait fait le Roi et qui frappait sur un grand nombre d'individus, se trouva défait. Il ne restait aucune incertitude sur la marche du gouvernement impérial : nul ne pouvait argüer

qu'il eût été trompé par des promesses directes ou indirectes. Dans la journée du 14, tous ces décrets furent affichés dans Lyon et envoyés dans toutes les communes de France. Cette démarche était franche, loyale et conforme à la force du souverain dont les droits étaient fondés sur la volonté et l'intérêt du peuple tout entier. Ces décrets arrivèrent avant lui à Paris et furent affichés le jour même de son entrée; ils ne laissèrent aucune divagation dans l'opinion.

Le baron de Fargues, maire de Lyon, les chefs des autorités administratives, les principaux généraux, dînèrent avec l'Empereur. Enfin, pendant les trois jours que Sa Majesté resta à Lyon, son cœur fut rempli des plus vives émotions. Elle minuta dès lors des projets pour porter cette ville, qui dans toutes les occasions lui avait donné tant de preuves d'attachement, au plus haut degré de prospérité et de grandeur.

V. Le 13, l'armée qui s'était embarquée sur la Saône était arrivée à Chalon. L'Empereur quitta Lyon à midi. A la barrière de Vaise, il témoigna au baron de Fargues, maire de Lyon, sa haute satisfaction, et lui remit une proclamation qu'il adressait aux Lyonnais [1]; elle se terminait par ces mots remarquables : « Lyonnais, je vous aime. » Arrivé à Villefranche à trois heures après midi, l'Empereur fut arrêté par une population aussi nombreuse que celle de Lyon; de plusieurs journées de marche à la ronde, tous les habitants s'y étaient rassemblés. Un dîner somptueux avait été préparé à l'hôtel de ville. L'Empereur s'y rendit, il harangua du haut du balcon cette foule immense et porta la santé du peuple français. Plusieurs officiers et soldats, vieux vétérans blessés à côté de lui sur le champ de bataille, se présentèrent et donnèrent lieu à des scènes touchantes. A neuf heures du soir Sa Majesté arriva à Mâcon. Le préfet, le comte Germain, avait quitté la ville, après avoir fait une proclamation injurieuse en forme de libelle, ce qui était la mode du temps.

Le lendemain matin l'Empereur parla de ses fenêtres au peuple de Mâcon; il lui dit qu'il était mécontent du peu de défense que la ville avait opposé aux Autrichiens, et il lui reprocha de n'avoir point soutenu l'honneur bourguignon. Grand nombre d'habitants répondirent : « Pourquoi nous aviez-vous donné un si mauvais maire? — Cela étant, reprit en riant l'Empereur, oublions réciproquement nos fautes. » L'esprit et l'enthousiasme de la garde nationale et de tous les habitants égalèrent ceux de Lyon. De Mâcon à Chalon, à Tournus et dans toutes les villes de la route, un peuple immense s'était réuni;

[1] Voir tome XXVIII, p. 8.

partout les mêmes sentiments : l'Empereur était obligé de s'arrêter à chaque pas. Il passa la revue de plusieurs régiments qui, en route pour Lyon, venaient de recevoir l'ordre de rétrograder sur Paris et qui déjà avaient arboré la cocarde tricolore. Le peuple exprimait ses sentiments de toutes les manières : c'était le *père la Violette* qui était arrivé pour délivrer la France; c'étaient des invectives contre les ennemis de la nation et contre ceux qui avaient proclamé que l'Empereur était malade, fou, et ne reviendrait jamais. Les plus vieux soldats exprimaient leur attachement pour leur *Caporal*. En Bourgogne, comme en Dauphiné, c'étaient des chansons différentes, mais roulant sur les mêmes idées. Quelquefois à ces exclamations se joignaient les cris : *A bas les commis! à bas les rats!* Dans une petite ville sur la route, un paysan dit à l'Empereur qu'il faudrait abolir les droits réunis : « Non, lui dit Sa Majesté, ce serait revenir parmi vous comme un factieux qui a besoin de captiver vos suffrages par de vaines et honteuses promesses ; il nous faut des sacrifices et de l'argent pour soutenir l'honneur national dans la crise actuelle, et, si des changements doivent être faits dans l'administration, ils ne doivent l'être qu'à Paris et après de mûres délibérations. » Partout on montrait à l'Empereur les travaux faits sous son règne pour le bien du peuple; ici c'était un canal, là un quai ou un hospice, etc. La ville de Chalon s'était distinguée dans la campagne de 1813; elle s'était, quoique ouverte, défendue plusieurs semaines. La garde nationale, à la première nouvelle des changements survenus à Lyon, avait arboré la cocarde tricolore et arrêté un parc considérable d'artillerie qui se dirigeait sur Paris et dont le mouvement lui était suspect.

L'Empereur reçut à Chalon des députations de Beaune, de Dijon et de toutes les villes du département de la Côte-d'Or. Partout le peuple avait couru aux armes, avait imprimé et affiché les proclamations de Lyon, chassé les autorités mauvaises et arboré la cocarde tricolore. L'Empereur nomma des préfets et sous-préfets en remplacement de ceux que l'opinion publique avait chassés, et donna le commandement de la 18e division militaire au brave général Devaux. Les députés de la ville d'Auxonne vinrent protester de la fidélité de cette place importante, où étaient un arsenal considérable et un très-grand dépôt d'artillerie. Des ordres furent envoyés d'y organiser une batterie de soixante pièces et d'y préparer des armes et munitions de toute espèce. Tout cet armement joignit l'armée avant son arrivée à Paris. Les troupes, réunies en route, avaient mis à même de former une quatrième division. Arrivée à Chalon, l'armée était

déjà composée de plus de 20,000 hommes et avait soixante pièces de canon attelées et approvisionnées, indépendamment de six bataillons d'officiers réformés ou en demi-solde, depuis le grade de colonel jusqu'à celui de sous-lieutenant; ils étaient tous armés de leurs épées; on leur distribua des fusils et des cartouches. En Bourgogne comme en Dauphiné, toutes les villes offraient leurs gardes nationales. L'Empereur ordonna qu'elles s'organisassent, mais il refusa de mettre en mouvement une aussi grande partie de la population. Sa Majesté répondit souvent à ces gardes nationaux : « Soyez sans inquiétude, aucun soldat français ne tirera sur ma capote grise; aussitôt qu'ils la verront, les projets des ennemis de la nation seront déjoués, et elle sera le point de ralliement de tous les vrais Français. » Il est certain que, si l'Empereur eût accepté et secondé le mouvement de la population, il fût arrivé à Paris avec un million de paysans. Les invectives contre les châteaux et les anciens seigneurs qui avaient voulu rétablir leurs priviléges et traiter le peuple avec mépris étaient extrêmes et continuelles. Il fallut prendre des mesures pour empêcher des excès. « Mes amis, disait souvent l'Empereur, la gloire de ce que j'ai fait est détruite si elle coûte le sang d'un seul individu; l'unanimité et la volonté du peuple et de l'armée doivent me donner la gloire de me rasseoir sur mon trône sans tirer un coup de fusil, sans éprouver aucune résistance et sans tolérer aucune action que les lois réprouvent. Ce que la trahison et 600,000 ennemis de toutes les nations de l'Europe ont établi avec tant de peine, le souffle du peuple l'aura détruit sans aucun effort. »

VI. Le maréchal Ney était gouverneur de la 6e division militaire. Il reçut, le 5 mars, l'ordre du ministre de la guerre de se rendre à Besançon. Il vit le Roi, qui lui fit connaître toute la confiance que, dans la crise du moment, il mettait dans ses talents et son attachement. Dès Grenoble, des officiers avaient été envoyés dans la 6e division pour y porter des proclamations à tous les régiments qui l'occupaient; la même chose avait été répétée de Lyon; dans ces deux villes, on avait trouvé grand nombre d'officiers de ces régiments. Plusieurs corps qui faisaient partie du camp que devait commander le maréchal Ney avaient arboré la cocarde tricolore et rejoint l'Empereur. Il ne restait à ce général que quatre régiments d'infanterie et trois de cavalerie, qu'il réunit tous à Lons-le-Saulnier. Toute la Franche-Comté était en mouvement. La nouvelle de l'enthousiasme des Lyonnais et de la honteuse fuite des princes porta au comble l'ivresse des Francs-Comtois. Les soldats n'avaient pas besoin d'être

influencés par la population; cependant, dans les cabarets, dans les promenades, partout les bourgeois leur disaient : « Vous battrez-vous contre votre père? Abandonnerez-vous la cause de la nation? Pouvez-vous n'être pas déjà décidés? » Ceux des soldats qui étaient du Dauphiné, du Lyonnais, du Forez, de l'Auvergne ou de la Bourgogne, recevaient de leurs parents des lettres qui leur apprenaient l'ivresse dans laquelle ils étaient, et leur recommandaient de se rallier au drapeau national et de se ressouvenir que leur chef, comme leur légitime souverain, était l'Empereur.

Le 12, le maréchal Bertrand envoya un officier au maréchal Ney avec une lettre et des exemplaires des journaux de Grenoble et de Lyon, dans lesquels étaient les proclamations et les adresses de tous les régiments et d'un grand nombre de villes et de corps civils. Cette lettre contenait peu de mots; le maréchal Bertrand se contentait de dire que l'Empereur comptait sur le maréchal; que si, dans des circonstances sans exemple, l'Empereur pouvait avoir des reproches à faire à divers individus, c'était le moment de les réparer. Le maréchal Ney reçut cette lettre le 13. Il était violemment agité; il crut y voir une assurance de l'oubli de sa conduite à Fontainebleau; il fut électrisé par l'opinion de toute la Bourgogne, de tout le Dauphiné, de Grenoble et de Lyon, et par l'élan de tous les paysans. Une partie de ses troupes s'était déjà rangée sous les ordres de l'Empereur. Les régiments qui lui étaient restés frémissaient d'impatience de ce qu'on comprimait leur élan, et parlaient hautement de s'insurger et d'aller joindre l'Empereur. Le maréchal Ney était, au fond du cœur, comme tous les Français et surtout comme tous les soldats, mal disposé pour les Bourbons et indigné de l'arrogance de tous ceux qui les entouraient. La marche de leur gouvernement, toutes leurs formes, toutes leurs prétentions, étaient opposées à ses inclinations et à sa vie entière. Les circonstances étaient telles qu'il n'avait que deux partis à prendre : se mettre à la tête des soldats et donner lui-même le signal à ses troupes, ou se retirer à Paris, et dès lors rester neutre ou suivre la cause du Roi. Ce deuxième parti, plus conforme aux promesses qu'il avait faites au Roi, n'était pas conforme à l'énergie de son caractère, aux intérêts de son ambition et de sa vanité. Il prit donc le parti, le 14, d'assembler ses troupes. Officiers et soldats, tous étaient consternés. On croyait que le maréchal, dont la mauvaise conduite à Fontainebleau était connue des troupes, allait parler contre l'Empereur et demander un nouveau serment. Ce moment eût été celui d'une explosion où le maréchal eût couru des dangers, car l'indignation des soldats était concentrée et violente

contre tous ceux qui avaient pris parti contre l'Empereur dans les scènes de Fontainebleau. Mais toutes les physionomies changèrent à la première phrase de la proclamation du maréchal Ney, qui déclarait les Bourbons indignes de régner en France et Napoléon souverain légitime. Les soldats déchirèrent leurs cocardes blanches, foulèrent aux pieds le drapeau blanc, et dans un instant ils eurent arboré la cocarde tricolore que chacun d'eux conservait dans son sac. Plusieurs régiments retrouvèrent leurs aigles et les élevèrent au bout de bâtons; d'autres, moins heureux, y élevèrent les couleurs nationales.

Ce fut le 16 au matin que le maréchal Bertrand fit connaître à l'Empereur qu'un aide de camp du maréchal Ney était arrivé avec des dépêches de Lons-le-Saulnier; le maréchal envoyait à l'Empereur sa proclamation et son serment d'obéissance personnelle, qu'avaient répété ses troupes. Il demandait cependant sa démission et la permission de se retirer dans ses terres, étant fondé à penser qu'après ce qui s'était passé à Fontainebleau l'Empereur ne pouvait plus avoir de confiance en lui, rejetant sur la force des circonstances la faute de ce qu'il avait dit et fait, et protestant de nouveau que l'image de l'Empereur n'avait pas cessé d'être gravée dans son cœur; qu'il n'avait point consulté son intérêt personnel dans cette démarche, mais suivi le mouvement de son cœur en coopérant à venger les outrages des ennemis de la France et à replacer sur son trône le souverain du choix de la nation. La lecture de la proclamation de ce maréchal étonna un moment l'Empereur; il fut un instant incertain sur la réponse qu'il ferait. Il distinguait les sentiments qui avaient animé Labédoyère et Brayer : tout était grand et pur dans ceux-ci; mais le sentiment du maréchal Ney, lorsque tout était décidé, lorsque partie de ses troupes l'avait abandonné, lorsque depuis trois jours on avait, par le retour des officiers envoyés, l'assurance de la fidélité et de l'opinion de ses régiments, lorsque enfin la Bourgogne et la Franche-Comté avaient déjà arboré le pavillon tricolore, cette démarche du maréchal Ney n'était qu'une démarche d'ambition et d'égoïsme. Toutefois, comme son beau-frère le sieur Gamot et un grand nombre d'autres individus étaient coupables envers Sa Majesté aussi bien que le maréchal Ney, et pouvaient embrasser la cause du vainqueur par les mêmes motifs, il était convenable que l'Empereur comprimât le mouvement de son cœur et leur donnât une nouvelle garantie de ses dispositions envers ce maréchal, à qui la violence de sa proclamation et le parti qu'il avait pris de faire arrêter sur-le-champ quelques personnes suspectes ne laissaient aucune retraite

possible. L'Empereur se décida à obéir à la loi de la politique et à se servir d'un homme dont il estimait la bravoure, quelque mauvaise opinion qu'il eût de sa moralité et de son peu d'esprit, et il lui répondit : « Conservez votre commandement, venez me trouver. Je vous accueillerai comme au lendemain d'Elchingen ou de la Moskova. Mettez sur-le-champ toutes vos troupes en marche forcée, en les dirigeant sur Auxerre. » L'Empereur fit alors entrer l'aide de camp et lui parla conformément aux termes de sa lettre.

VII. Le 15 mars, dans la matinée, l'Empereur partit de Chalon; il arriva à Autun, où il passa la nuit. Il y avait eu dans cette ville action et réaction. Lorsque l'on avait appris les événements de Lyon, le peuple s'était porté en foule à la municipalité et avait arboré les couleurs nationales; mais depuis, ayant reçu des nouvelles de Paris, la municipalité avait réuni toute la noblesse du pays. Autun était une des villes où il y en avait le plus et où se trouvaient d'ailleurs grand nombre de prêtres retirés, dont l'influence était grande. Enfin la municipalité défendit, par une proclamation, la cocarde tricolore, et ordonna le rétablissement du drapeau blanc. L'Empereur témoigna à ce corps son mécontentement de ce qu'il avait osé faire un crime de l'élan légitime qui portait le peuple au recouvrement de ses droits, de sa dignité et de son honneur. Sa Majesté destitua cette municipalité et confia l'administration de la ville à des personnes énergiques et hors de l'influence du parti royaliste.

Le 16, l'Empereur vint dîner à Chassey. Il y fut reçu par une grande quantité de paysans accourus de toutes les contrées voisines, à la tête desquels se trouvaient beaucoup d'officiers forestiers et autres, qui commandaient dans la dernière campagne des corps de partisans, et qui, ayant défendu jusqu'à la dernière extrémité leurs foyers contre les Autrichiens, avaient été la plupart persécutés par les administrateurs royaux. L'Empereur fit de suite réintégrer dans leurs emplois ceux de ces bons citoyens qui en avaient été si injustement privés; il leur exprima sa satisfaction, leur distribua des récompenses, et ordonna qu'un jeune sous-préfet, qui s'était distingué dans cette réaction par l'inimitié qu'il portait à tout ce qui était vraiment français, fût arrêté. Il était à Saulieu. L'ordre de l'arrêter fut porté par un postillon de poste au brigadier de gendarmerie de cette résidence, qui, de suite, se rendit chez le sous-préfet, le constitua prisonnier et le conduisit dans les prisons d'Avallon.

Le soir l'Empereur arriva à Avallon; il y coucha. La population entière des campagnes accourait à sa rencontre avec des drapeaux et

des cocardes tricolores. Aucune troupe n'était encore passée, et l'Empereur avait devancé son avant-garde. Le maire d'Avallon n'était pas venu au-devant de l'Empereur; l'Empereur le fit apppeler; c'était un homme timide; sur la demande des habitants, il nomma un autre maire, en donnant des ordres et recommandant qu'il ne fût fait aucun mal à l'ancien.

Le 17, l'Empereur partit et se rendit à Auxerre; il fut reçu aux confins du département par le préfet, qui lui tint un discours fort énergique. Sa Majesté entra dans Auxerre; le 14e de ligne s'y trouvait; elle en passa la revue sur la place. Ce régiment était un de ceux qui marchaient sur Lyon et qui avaient rétrogradé d'après l'ordre du grand maréchal Bertrand. Tout le peuple d'Auxerre était animé des sentiments du plus vif enthousiasme.

On prit sur-le-champ des mesures pour que les troupes pussent s'embarquer sur l'Yonne aussitôt leur arrivée, et être ainsi conduites jusqu'à Paris. L'administration des coches ne pouvait embarquer que 6,000 hommes; on fit venir en poste des bateliers de Sens et autres villes riveraines, et on parvint à organiser les transports de toute l'infanterie. Dès le 17 l'embarquement commença.

Dans la nuit, le maréchal Ney arriva en poste avec son état-major. Au lever, il se présenta chez l'Empereur, qui le reçut bien, lui confirma l'oubli de tout ce qui s'était passé à Fontainebleau et loua sa conduite. Les trois régiments de cavalerie et les quatre d'infanterie qu'amenait le maréchal Ney avaient envoyé leurs adresses et des députations; ils formèrent une sixième division. Dans le département de l'Yonne on forma plusieurs compagnies d'officiers réformés et en demi-solde.

VIII. Les princes avaient quitté Lyon dans la journée du 10, le désespoir dans le cœur. Le maréchal Macdonald avait été poursuivi par une patrouille du 13e de dragons, qui faillit l'arrêter. Arrivé à Roanne, il trouva le comte d'Artois se disposant à y coucher. Il lui fit connaître le danger qu'il courait et la nécessité de fuir sans délai, car sûrement bientôt, à la nouvelle de ce qui se passait à Lyon, le peuple de Roanne arborerait les couleurs nationales et les arrêterait. Ils coururent toute la nuit et arrivèrent à Paris dans la journée du 13. Le duc d'Orléans fit sur-le-champ partir sa famille pour Londres. Dès lors le Roi pressentit sa ruine. Cependant on essaya de faire bonne contenance. Dès les premières nouvelles reçues à Paris du débarquement de l'Empereur, Fouché, duc d'Otrante, le duc de Bassano, le comte de Lavallette et grand nombre d'autres

zélés partisans de la gloire nationale avaient engagé les généraux Lallemand, le général Lefebvre-Desnoëttes, commandant les chasseurs à cheval de la Garde, et le comte d'Erlon, commandant les troupes de la 16e division militaire, à se mettre en marche sur Paris, afin de cerner la Cour, de faire les princes prisonniers et de terminer ainsi toutes les affaires; ces généraux avaient agi de leur propre mouvement; aucune communication n'avait eu lieu avec l'Empereur, et ils ignoraient complétement les événements du Midi. Mais le comte d'Erlon ne montra aucune énergie. Les troupes déjà en marche rentrèrent dans leurs garnisons sur l'ordre du duc de Trévise, gouverneur de la 16e division, qui avait ordre de se rendre sans délai à Lille, et qui, ajoutant foi aux prétendus désastres de l'Empereur, arrêta le mouvement. Cependant le général Lefebvre-Desnoëttes avait mis son régiment en marche et était arrivé à la Fère et à Compiègne. Là il apprit que les troupes dont il devait faire l'avant-garde étaient rentrées dans leurs cantonnements. On publiait dans ce moment officiellement à Paris que l'Empereur, abandonné de ses troupes, était errant dans les Alpes. Plusieurs officiers de la Garde se croyant seuls perdirent courage. Lefebvre-Desnoëttes crut devoir assembler le conseil des officiers; il aurait dû assembler les soldats; les officiers décidèrent que, les troupes étant rentrées dans leurs garnisons, il fallait suivre cet exemple. Le général Lefebvre-Desnoëttes quitta son régiment et se cacha à Épernay. Les généraux Lallemand partirent pour joindre l'Empereur et furent arrêtés. Le colonel Marin, plus heureux, continua à marcher dans la direction du Dauphiné, où il croyait l'Empereur, et le joignit à Auxerre. Des députés, des chasseurs de la Garde, vinrent faire leur soumission à Paris. Cet événement rendit du courage au parti de la Cour. Le Roi alla aux chambres; elles avaient été réunies dans la salle du Corps législatif. Le comte d'Artois y prêta pour la première fois le serment à la Charte. Le Roi déclara vouloir rester à Paris et s'ensevelir au milieu de la capitale. On enrôla plusieurs centaines de jeunes gens sous le titre de volontaires royaux. On fit courir les rues par divers détachements de gardes du corps et de Vendéens au cri de *Vive le Roi!* On massacra plusieurs individus qui, au milieu de la foule, crièrent *Vive l'Empereur!* Enfin on forma une armée, et on choisit pour la commander des hommes qui passaient pour les plus dévoués à l'Empereur; seulement le duc de Berry la commandait en chef et le maréchal Macdonald en second; le général Belliard en fut nommé major général, et le général Rapp commandant du 1er corps d'armée; c'était un des aides de camp les plus dévoués à l'Empereur. On expédia au duc de Reggio, à Metz,

l'ordre d'envoyer à Paris la Garde à pied. On offrait des récompenses à tous les vieux soldats; on leur confirmait le grade de sergent et on annonçait à leurs sous-officiers le grade d'officier; on leur promettait que désormais ils seraient chargés de la garde du prince; enfin on cherchait à les capter de toute manière. Le duc de Dalmatie, ministre de la guerre, devint suspect : on donna le portefeuille de la guerre au duc de Feltre. On fit venir dans toutes les directions et par différentes voies les nouvelles les plus désastreuses pour l'Empereur. Au balcon des Tuileries, à la Bourse, un aide de camp du comte d'Artois osa annoncer à la foule, et de la part de ce prince, que l'Empereur avait été battu, chassé de Lyon et de Grenoble, et forcé de se retirer dans les Alpes, où il errait abandonné, et que le maréchal Ney était à sa poursuite.

Mais le 17 la Cour reçut la proclamation du maréchal Ney; le 18 elle apprit que toute la Bourgogne, toute la Franche-Comté, l'Auvergne et le Nivernais avaient arboré le drapeau tricolore, et le 19 elle sut l'arrivée de l'Empereur à Auxerre. Le général de brigade Ameil, qui avait été envoyé à Lyon pour faire partie de l'armée du comte d'Artois, s'était rangé avec enthousiasme sous les ordres de l'Empereur. Il reçut du maréchal Bertrand la mission de se rendre à Montereau, d'y prendre le commandement du 6e de lanciers, *régiment de Berry*, et de former l'avant-garde; on avait reçu une députation de ce régiment et l'on comptait sur lui. Mais Ameil, passant en chaise de poste par Auxerre, avait imprudemment été voir l'officier commandant le département; il fut arrêté et conduit à Paris. Le Roi se le fit amener et l'interrogea. Ce général lui avoua tout ce qu'il savait des mouvements de l'Empereur et du soulèvement des provinces. « Comment, lui dit le Roi, avez-vous pu violer vos serments et joindre l'usurpateur? — Sire, lui répondit Ameil, nous autres militaires nous sommes libertins : si vous êtes notre souverain légitime, l'Empereur est notre maîtresse. » Les circonstances étaient trop urgentes et critiques, la rigueur n'eût servi de rien; le Roi se mit à rire et se contenta de l'envoyer aux arrêts.

Cependant on se flattait encore de pouvoir résister. On avait la Maison du Roi, sur le dévouement de laquelle on comptait, quelques milliers de volontaires royaux qu'on espérait pouvoir organiser, et la garnison de Paris, qui était nombreuse et que l'on croyait fidèle. Cette garnison, à la parade du 12 mars, avait crié *Vive le Roi!* Le 1er d'infanterie légère, suivant l'exemple de son colonel, le baron de Bournonville, avait même mis un genou en terre; mais les soldats ajoutaient tout bas : *de Rome!* et l'on ne tarda pas à savoir

que l'argent qu'on leur prodiguait, ils le buvaient à la santé de l'*Absent*, en disant : « C'est encore à lui que nous le devons, car on nous le donne parce que l'on a peur de lui. »

Le duc de Reggio, à l'arrivée des dépêches de Paris, assembla la Garde à pied et lui apprit les promesses du Roi. Les grenadiers répondirent : « Il est trop tard, nous avons reçu des ordres de l'Empereur, nous devons lui obéir. » Le maréchal sentit qu'il n'avait aucun moyen de s'y opposer ; s'il eût essayé de le faire, il était massacré. La Garde partit et se dirigea sur Troyes pour joindre l'Empereur.

Le 19, le duc de Tarente passa au Champ de Mars la revue des troupes destinées à former le camp de Villejuif. Le Roi sortit des Tuileries en grande cérémonie pour venir haranguer cette armée. Mais, ayant tardé quelques instants, et le maréchal apprenant que l'armée impériale avançait, il ne voulut pas perdre un moment pour prendre position à Villejuif, et donna l'ordre du départ. L'armée avait déjà quitté le Champ de Mars quand le Roi y arriva. Il retourna de suite aux Tuileries. Le duc de Berry alla coucher à Villejuif.

IX. L'Empereur partit d'Auxerre le 19 ; il traversa Sens au milieu d'une foule immense qui le sollicitait de s'arrêter quelques heures. Il lui dit : « Les avant-postes en sont aux mains, il n'y a pas un moment à perdre pour empêcher le sang de couler, et ma présence seule peut tout rallier. » Arrivé à Pont-sur-Yonne, l'Empereur s'arrêta plusieurs heures ; il y passa la revue d'un régiment de cavalerie. Le colonel Galbois, du 6e de lanciers, instruit de l'approche de l'Empereur, fit passer la Seine à 200 lanciers de son régiment sur le pont de Montereau. Ils se portèrent sur Melun, y trouvèrent des gardes du corps et les chargèrent. Ils en blessèrent deux ou trois ; le reste prit la fuite et se sauva d'une traite jusqu'à Paris.

La nouvelle en fut bientôt connue aux Tuileries. Cette conduite de la part d'un régiment sur lequel on croyait devoir tant compter et qui, peu de jours avant, avait donné tant d'assurances d'attachement à son colonel-général, le duc de Berry, la disposition des faubourgs de Paris, les sentiments secrets des soldats que dévoilaient mille indices, décidèrent le Roi à quitter Paris sur l'heure, c'est-à-dire dans cette même nuit du 19 au 20.

L'Empereur était arrivé à Montereau dans la nuit du 19 au 20 ; il en était reparti à quatre heures du matin pour se rendre dans son palais de Fontainebleau, où il arriva à la pointe du jour avec le 4e de hussards et le 13e de dragons. Le 6e de lanciers se porta sur Melun

et rejoignit à Essonne. Les grenadiers de l'île d'Elbe arrivèrent à sept heures du matin; ils avaient débarqué à Montereau. Les diverses divisions arrivèrent successivement dans la matinée et dans le courant de la journée du 20. L'Empereur aurait pu réunir à Fontainebleau de 36 à 40,000 hommes, avec plus de cent pièces de canon. Toutes ces troupes étaient animées du plus vif enthousiasme. Un corps de plus de 10,000 officiers réformés ou en demi-solde se faisait distinguer par la chaleur qui l'animait. Rien ne pouvait donc empêcher l'entrée de l'Empereur à Paris dans les journées du 21 ou du 22 au plus tard. D'ailleurs, on avait des renseignements sur la disposition de la garnison de Paris. Depuis Auxerre grand nombre d'officiers et de citoyens rejoignaient chaque jour l'Empereur et le mettaient au courant de toutes les circonstances de l'opinion. A midi Sa Majesté reçut la nouvelle que la Cour avait quitté Paris, que les troupes du camp de Villejuif étaient en marche, partie pour joindre l'Empereur, partie pour rentrer dans les casernes (les chefs avaient donné ce dernier ordre pour prévenir tout débandement); que le comte de Lavallette avait pris la direction des postes et le duc de Rovigo la direction de la police; que l'on attendait l'Empereur avec la plus vive impatience, et que déjà l'on arborait la cocarde tricolore.

L'Empereur monta de suite en voiture de poste avec le grand maréchal et le général Drouot. Arrivé à Essonne, il trouva le 2e d'infanterie de ligne, qui avait arboré la cocarde tricolore; il en passa la revue, et, quoique ce régiment eût déjà fait une forte marche, il le remit en mouvement pour former l'avant-garde sur Paris. Il rencontra plusieurs autres régiments et passa plusieurs heures à voir les troupes en détail. Il ne tarda pas à être joint par un grand nombre d'officiers, parmi lesquels se trouvaient le duc de Vicence, le maréchal duc de Danzig, le comte de Lobau, le duc Charles de Plaisance, les comtes Flahault, Durosnel et Dejean, aides de camp de camp de Sa Majesté, etc. Sa Majesté fit partir sur-le-champ le comte de Lobau pour commander à Paris et faire rentrer les troupes dans leurs casernes. L'Empereur apprit alors que le général Exelmans, à la tête de 3,000 officiers réformés ou en demi-solde, avait pris la garde des Tuileries et s'était emparé de Vincennes.

X. A neuf heures du soir, l'Empereur, dans sa chaise de poste, environné par une foule immense d'officiers, de paysans, de plusieurs régiments de cavalerie du camp de Villejuif, qu'il avait rencontrés sur la route, arriva aux Tuileries. Il serait impossible de se peindre le mouvement et l'enthousiasme qui existaient dans les cours, dans

le palais, dans le jardin des Tuileries, sur la place du Carrousel et les quais. Vingt-quatre heures avant, l'Empereur était encore à quarante lieues de Paris et déjà il était maître de la capitale. Les proclamations furent publiées et affichées dès le soir même. Le général Exelmans eut ordre de se mettre à la tête de 3,000 hommes de cavalerie légère, cette même cavalerie qui composait le camp de Villejuif, et de poursuivre le Roi et sa Maison.

Le conseiller d'État Réal fut nommé préfet de police. Il entra de suite en fonctions. Les ministres furent sur-le-champ nommés ; ils prêtèrent serment et se rendirent à leurs départements pour veiller à la conservation du trésor, des archives, et donner respectivement tous les ordres convenables. A minuit l'Empereur soupa avec le grand maréchal et le comte Drouot.

Le duc de Feltre fit demander s'il y avait sûreté pour lui, et s'il pouvait rentrer à Paris : Napoléon répondit « qu'il n'avait qu'à lire ses proclamations, qu'il pouvait revenir, mais que l'Empereur ne pouvait pas voir des traîtres. » Cette réponse le décida à suivre le Roi. Le général Dessolle, commandant la garde nationale de Paris, était parti et avait confié ce commandement au comte de Montesquiou, grand chambellan de l'Empereur. La garde nationale continua à faire son service aux Tuileries.

A la pointe du jour, Paris vit avec ivresse flotter le pavillon tricolore sur le dôme de ce palais; cent et un coups de canon des Invalides le saluèrent.

Le 21, le bataillon des grenadiers de l'île d'Elbe arriva. Ainsi, en vingt jours, ces braves avaient parcouru un espace de deux cent trente et une lieues.

Les hussards du 4e et les dragons du 13e arrivèrent dans la nuit, et successivement toute l'armée dans le courant du 21 et du 22.

Le Roi avait été sans s'arrêter jusqu'à Abbeville, où il était arrivé le 20, à cinq heures du soir. Sa Maison s'était ralliée à Beauvais. Les généraux Rapp et Belliard étaient rentrés à Paris. Le général Maison fit demander, de Beauvais, s'il pouvait revenir et se présenter devant l'Empereur : « Il peut revenir, répondit Sa Majesté, mais je ne veux « pas le voir; qu'il se retire dans sa terre. »

Ce général partit alors pour la Belgique et se retira dans une campagne qu'il y avait.

La Champagne, les départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise avaient arboré les couleurs nationales. La France offrait l'image d'un peuple qui renaissait de ses cendres. « Nous sommes enfin rentrés en France, disait-on en s'abordant; nous ne sommes

plus les esclaves d'un Roi des étrangers; nous venons de secouer le joug, la honte et l'effroi de la conquête. » Une si grande révolution s'était opérée sans tirer un coup de fusil, sans tuer un seul homme, sans répandre une seule goutte de sang, si ce n'est celui de quelques gardes du corps qu'avaient piqués les lanciers du 6e.

Le décret de Lyon sur la Maison du Roi fut exécuté à l'heure même.

Le comte de Bondy fut nommé préfet de la Seine, et le général Hulin commandant de la place.

CHAPITRE V.

RÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL.

I. Départ du comte de Lille et des princes. Le comte de Lille quitte la France. Licenciement de la Maison du Roi. — II. Proclamation du gouvernement impérial en Alsace et en Normandie. Le pavillon impérial flotte sur toute la France, excepté à Marseille et sur la rive gauche de la Garonne. — III. Le duc d'Angoulême dans le Midi et le duc de Bourbon dans la Vendée. Tentative du ministre Ferrand et du baron de Vitrolles pour établir la guerre civile. Conduite du maréchal Oudinot et du préfet de Metz. Soumission du maréchal Oudinot à l'Empereur. — IV. La duchesse d'Angoulême à Bordeaux. Mission du général Clausel. Rétablissement du gouvernement impérial. La duchesse d'Angoulême quitte Bordeaux. — V. Événements de Toulouse. Arrestation du baron de Vitrolles. Le pavillon tricolore est arboré dans tout le Languedoc. — VI. Conduite du duc d'Angoulême dans le Midi. Conduite du général Gilly. Le duc d'Angoulême capitule; il s'embarque à Cette et se rend en Espagne. — VII. Soumission de Marseille. Masséna remplacé par Brune. — VIII. La Corse arbore le pavillon tricolore. Trois régiments de la garnison de Corse débarquent en Provence. La garde nationale de Marseille est désarmée et réorganisée. — IX. Toute la France reconnaît le gouvernement impérial.

I. Les projets de la Cour variaient à chaque instant. On avait d'abord espéré défendre la position de Villejuif et couvrir Paris. Depuis, on espéra attirer l'armée sur la Somme et s'y maintenir. Enfin on reconnut qu'aucuns de ces projets de défense n'étaient plus raisonnables, et on projeta de s'emparer de Lille et d'y maintenir le drapeau blanc, afin que le Roi fût toujours en France; d'ailleurs, par ce moyen, il serait en communication constante avec les étrangers, et ne courrait aucun danger d'être cerné. Le Roi se rendit à Lille; il y arriva le 23 mars. La garnison en était sortie par son ordre, et l'on espérait y faire entrer la Maison du Roi, qui, jointe à la garde

nationale, sur laquelle on croyait pouvoir compter, devait suffire pour la défense de cette place. Mais le duc de Trévise, gouverneur de cette division, sentant toute la responsabilité qui pèserait sur lui et quels reproches la nation pourrait lui faire un jour si cette place importante était livrée aux étrangers, fit rentrer la garnison, qui arriva avant le Roi. Elle vit la Cour avec une contenance morne. Le 23, à midi, le duc de Trévise déclara au Roi qu'il ne pouvait pas répondre de sa personne, et que si un garde du corps entrait dans la ville, tout était perdu. D'un autre côté, la Maison du Roi, vivement poursuivie par le général Exelmans, plus encore par la terreur et par l'opinion de tous les paysans, s'était dispersée en partie. Elle avait perdu son matériel, et elle était dans un état de désorganisation complète. Le Roi sortit de Lille le 23, à trois heures, et se retira à Gand. En partant, il licencia sa garde, et autorisa tous ceux qui l'entouraient à rentrer en France. Les maréchaux Macdonald et Mortier, le général Dessolle rentrèrent; la plupart des ministres aussi, entre autres le chancelier Dambray, qui se retira dans ses terres. D'autres se cachèrent. La Maison du Roi fut dissoute à Beauvais et à Béthune. Les paysans couraient sur tous les hommes isolés et les insultaient, ce qui les obligea à jeter leurs uniformes et à fuir déguisés.

Lille et toutes les places du Nord arborèrent le drapeau tricolore. Le comte d'Artois se rendit d'abord à Ypres. Il ne resta avec les princes qu'une poignée d'émigrés, qui étaient venus et rentrés en France avec eux.

Hormis les personnes exceptées de l'amnistie par le décret de Lyon, toutes les autres furent protégées, à quelques excès qu'elles se fussent portées, en 1814, contre l'Empereur. Le ministre Dambray lui-même reçut l'autorisation de rester dans ses terres.

II. Le maréchal duc d'Albufera, gouverneur de l'Alsace, et le lieutenant général Gérard, aussitôt qu'ils avaient su les événements de Lyon, avaient envoyé des officiers à la rencontre de l'Empereur pour l'assurer qu'il pouvait compter sur eux. Aussitôt que le télégraphe leur apprit l'entrée de l'Empereur à Paris, ils se déclarèrent, et toute l'Alsace arbora le drapeau tricolore.

Le maréchal duc de Bellune, gouverneur de la 2e division militaire, voulut la maintenir pour le Roi; les troupes et les paysans s'insurgèrent; il fut obligé de fuir déguisé et de passer la frontière. Il se retira à Aix-la-Chapelle. Ce ne fut pas une grande perte pour la France.

Le duc de Castiglione était gouverneur de la Normandie; quoiqu'il fût compris dans la proclamation de Lyon comme une des causes des malheurs de la France, on ne sait par quel sentiment il fit, dès le 21 mars, une proclamation très-chaude en faveur de l'Empereur, ce qui contribua fort à la tranquillité de la Normandie. Néanmoins l'Empereur refusa de le voir, mais toléra qu'il restât dans ses terres. Il ne put lui pardonner sa trahison de Lyon.

Divers événements eurent lieu dans les places du Nord; il y eut quelque hésitation de la part du commandant de Condé, mais la garnison, ayant à sa tête le colonel Marbot, chassa le commandant et arbora la cocarde tricolore.

Enfin, à la fin de mars, le drapeau tricolore flottait dans toute la France, excepté à Bordeaux, sur la rive gauche de la Garonne et en Provence.

Le lieutenant général Morand eut ordre de se rendre à Nantes et d'y organiser une colonne pour se porter dans l'extrême Midi.

III. Le duc d'Angoulême s'était rendu à Bordeaux avant que l'on connût le débarquement de l'Empereur. Les événements se succédèrent avec une telle rapidité, qu'il n'y eut plus de sûreté pour son retour à Paris. Au moment de la nouvelle du débarquement, le Roi lui envoya des ordres pour organiser le Midi; le duc de Bourbon en eut de semblables pour la Vendée. On créa une armée dont le quartier général devait être à Orléans; le maréchal Saint-Cyr en reçut le commandement. On se proposait de se maintenir sur la rive gauche de la Loire. Le baron de Vitrolles, secrétaire du conseil du Roi, et le comte Ferrand, ministre d'État, étaient l'âme de ces projets. Ce dernier se rendit à Bordeaux, le premier à Toulouse. Cependant les populations du Nivernais et des deux rives de la Loire, animées du plus énergique enthousiasme pour la cause nationale, s'indignèrent de ces préparatifs de guerre civile, chassèrent les partisans de la cause royale, s'opposèrent aux ouvrages que l'on faisait pour la défense des ponts, ou les détruisirent et empêchèrent qu'on retirât sur la rive gauche tous les bateaux. Sept ou huit régiments de ligne, infanterie et cavalerie, étaient réunis à Orléans; ils ne tardèrent pas à apprendre ce qui se passait à Paris. Le maréchal Saint-Cyr était un homme de la Révolution; les troupes n'avaient donc pas de raisons pour suspecter ses intentions; cependant elles s'aperçurent promptement que sa conduite n'était pas droite; lui-même ne tarda pas à la dévoiler : quelques soldats avaient déchiré et foulé aux pieds la cocarde blanche; le maréchal fit assembler le régiment, le haran-

gua et l'exhorta à garder fidélité au Roi. Aussitôt que cela fut connu dans les cantonnements, la cavalerie monta à cheval, les troupes s'assemblèrent, et l'on demanda à grands cris au maréchal d'envoyer des députations à Paris et d'arborer les couleurs nationales. Un régiment de cuirassiers témoigna plus vivement encore ses sentiments, et, indigné de la conduite du maréchal Saint-Cyr, vint jusqu'à Paris. Celui-ci voulut un moment faire tête à l'orage, mais bientôt il fut entraîné ; sa vie fut en danger, et il n'eut d'autre ressource que de se sauver déguisé. Les troupes arborèrent la cocarde tricolore. Le général Pajol prit le commandement et vint à Paris, accompagné des députations des différents corps, apporter la soumission de cette armée.

Dans la Vendée la fermentation était extrême. Le duc de Bourbon tint un conseil; on y parut un moment irrésolu. Mais toutes les villes, Rennes, Nantes, Angers, Rouen, toutes les garnisons, se déclarèrent sans hésiter, et il ne resta plus que la perspective d'essayer une guerre civile. Le peuple de la Vendée conservait un grand sentiment de reconnaissance pour l'Empereur. Les chefs comprirent que, sans armes, sans rien de concerté avec l'Angleterre pour en avoir, ils seraient écrasés aussitôt qu'ils se déclareraient. Le duc de Bourbon s'embarqua, les chefs se soumirent, la Vendée arbora le drapeau tricolore. A Poitiers, à Limoges, à Angoulême, dans la plupart des villes du Languedoc, la cocarde nationale fut arborée avec enthousiasme. Le petit nombre des malveillants et des royalistes étaient à Bordeaux, où était la duchesse d'Angoulême, à Toulouse, Montauban et Nîmes, où était le duc d'Angoulême. La Provence avait encore le drapeau blanc.

A Metz, le préfet, le sieur de Vaublanc et le maréchal duc de Reggio essayèrent de maintenir les habitants sous le drapeau blanc, mais, aussitôt que la nouvelle des événements de Paris y fut connue, la garde nationale et la garnison se soulevèrent; le préfet échappa à la fureur du peuple en se déguisant; le duc de Reggio se rendit à Bar, son pays natal. Avant 1814 il était adoré de tous les Lorrains, son nom eût fait lever toute la province; mais ce maréchal avait, pour son malheur, épousé une demoiselle de Coucy ; cette jeune femme le dominait entièrement et était dans le parti royaliste; sa mauvaise conduite, ses mauvais propos en 1814, indisposèrent les Lorrains, à tel point qu'il leur était devenu en horreur, on ne l'appelait que le traître. Obligé de se cacher, il envoya un aide de camp à Paris peindre à l'Empereur tout l'embarras de sa position et demander s'il lui serait permis de revenir : « Qu'il vienne, répondit

Sa Majesté ; je sais combien il s'est mal conduit, mais je sais aussi que je dois l'attribuer à la séduction et à la légèreté de sa tête. Je ne veux me ressouvenir que de sa bravoure et des services qu'il m'a rendus en diverses circonstances. » Il revint, fut fort bien accueilli, et eut même l'honneur de dîner avec l'Empereur comme beaucoup d'autres officiers.

IV. La duchesse d'Angoulême faisait tous ses efforts pour se maintenir à Bordeaux. Le 12 mars elle passa la revue des troupes. Le lieutenant général Clausel fut envoyé de Paris pour prendre le commandement de la 11e division militaire. Il arriva seul le 22 à Angoulême. Il envoya l'ordre à la place de Blaye d'arborer le pavillon tricolore. Cette place était gardée par un régiment de ligne qui, immédiatement, déchira le drapeau blanc. Le général réunit 4 ou 500 gardes nationaux d'Angoulême et des environs, et se rendit devant Bordeaux. La duchesse d'Angoulême, instruite que le général Clausel avait si peu de monde, voulut qu'on passât la rivière pour le chasser; elle fit exécuter cet ordre par un petit détachement de gardes nationaux. Ils eurent une longue conférence avec le général Clausel, qui leur démontra la folie de leur entreprise, puisque toute la France avait arboré le pavillon tricolore, et que les deux régiments de la garnison de Blaye avaient reconnu l'Empereur. La duchesse voulut tenter un dernier effort; elle se rendit au château Trompette, où le 8e d'infanterie légère était en garnison; elle parla longtemps aux soldats; ils l'écoutèrent avec une morne contenance, personne ne répondit quand elle cria : *Vive le Roi!* Le général Decaen, gouverneur de la province, qui l'avait accompagnée, répéta seul ce cri. « Je vois bien, dit-elle alors, que je suis au milieu de brigands et d'assassins. Vous m'avez mille fois protesté de vos sentiments, et cependant aujourd'hui vous en voulez à ma vie. — Non, répondit un officier, ce que nous étions il y a huit jours, nous le sommes encore, nous protégerons Votre Altesse; mais nous ne voulons pas de la guerre civile et nous ne voulons pas nous battre contre l'Empereur. — Eh bien, dit-elle, j'entre dans vos sentiments, restez neutres, et laissez faire la garde nationale de Bordeaux. — Non, répondit un autre officier, nous ne souffrirons pas que des Français s'égorgent devant nous. » Le général Decaen avait prévenu depuis vingt-quatre heures que l'arrivée des proclamations de l'Empereur avait tout changé et qu'on ne pouvait plus compter sur rien, que les soldats ne se contenaient plus qu'avec peine; que les officiers les gouvernaient encore et protégeraient la retraite de la duchesse d'An-

goulême; qu'elle se trompait également sur les sentiments des Bordelais ; qu'elle y avait un très-grand parti, il est vrai, mais que la masse de la population changerait quand elle connaîtrait les événements de Paris ; que la place de Bayonne avait refusé de reconnaître le lieutenant général Lamothe, que la princesse y avait envoyé; qu'enfin on était près d'une catastrophe, et que tout ce que Son Altesse pouvait faire de mieux, c'était de partir et de s'embarquer sur une frégate anglaise qui était à l'entrée de la rivière. Ce qu'elle fit le 1er avril.

Le lieutenant général Clausel entra dans Bordeaux ; il avait retardé de quelques jours son entrée dans la ville pour éviter qu'il y eût du sang de répandu.

V. Le duc de la Force, qui avait été adjudant général dans les troupes impériales, se rendit à Cahors pour y stimuler l'opinion publique en faveur des Bourbons; il y arriva au moment où le peuple arborait le drapeau national ; il fut arrêté et conduit à Paris.

A Toulouse, le baron de Vitrolles avait établi le siége de l'insurrection du Midi. Aussitôt que le lieutenant général Delaborde eut appris les événements de Bordeaux, il se rendit à la caserne, où se trouvaient environ 300 soldats d'artillerie; il se concerta avec quelques bons citoyens, et, à la pointe du jour, il arrêta le baron de Vitrolles et ses agents, se saisit de tous leurs papiers et les envoya à Paris.

Le général Darricau avait conservé la place importante de Perpignan et tous les forts de la frontière, que le duc d'Angoulême voulait livrer aux Espagnols, et le drapeau tricolore flottait sur toutes ces places.

VI. Le duc et la duchesse d'Angoulême avaient appris à Bordeaux, au milieu d'un bal, le 5 mars, le débarquement de l'Empereur. Le duc d'Angoulême se rendit à Nîmes, la duchesse resta à Bordeaux. Il prit le titre de gouverneur général pour le Roi des 11e, 10e, 9e et 8e divisions militaires. Il organisa quelques milliers de volontaires royaux, se fit joindre par quelques milliers de gardes nationaux de Bordeaux, Montauban, Toulouse, Nîmes, Avignon et Marseille, et projeta de marcher sur Lyon pour faire une opération inverse de celle de l'Empereur. Il marcha en deux colonnes. Celle de droite fut commandée par le lieutenant général Ernouf; elle partit de Marseille, marcha sur Sisteron, Gap et Grenoble ; elle était composée de deux régiments de ligne, de 3,000 volontaires ou gardes natio-

naux, en tout environ 5,000 hommes. La colonne de gauche, que commandait le duc d'Angoulême, remonta le Rhône par Avignon et Montélimart; elle était composée du 10e de ligne, du 14e de chasseurs à cheval et d'environ 6,000 gardes nationaux, volontaires royaux ou émigrés ramassés dans tout le Midi. Il n'y avait plus de troupes ni dans le Dauphiné ni à Lyon, l'Empereur avait tout emmené avec lui. On croyait que la colonne du général Ernouf, arrivée à Grenoble, y serait jointe par 3,000 Piémontais qu'on avait demandés et même par quelques milliers de Suisses. Le lieutenant général Grouchy fut envoyé par l'Empereur à Lyon avec le lieutenant général Piré. Le lieutenant général Chabert fut chargé de marcher sur Gap. Le 30 mars le baron d'Escars, commandant l'avant-garde du duc d'Angoulême, s'empara de Montélimart après une légère fusillade contre la garde nationale de cette ville; le 2 avril son avant-garde arriva devant le pont de la Drôme. Le maréchal de camp Debelle, commandant ce département, y était accouru; il avait réuni 2,000 gardes nationaux : mais le 10e de ligne passa le pont en colonne serrée, battit les gardes nationaux, en tua un certain nombre, en prit plusieurs; et le lendemain 3 le duc d'Angoulême entra à Valence. Cette ville n'ayant que sa garde nationale, et se croyant attaquée par des forces considérables, n'osa pas fermer ses portes. Le soir même l'avant-garde du duc d'Angoulême borda l'Isère. Aussitôt que ces nouvelles furent connues à Lyon, la garde nationale demanda des armes; la Bourgogne entière se souleva, et plus de 50,000 hommes se mirent en marche sur Lyon dans diverses directions. Le lieutenant général Piré, avec 3,000 gardes nationaux, borda la rive droite de l'Isère pour contenir l'ennemi. Cependant le lieutenant général Ernouf était arrivé à Sisteron et marchait sur Gap. Tous les montagnards couraient aux armes, les villages de la route qu'on ne pouvait défendre étaient abandonnés. Il s'engagea une petite guerre de paysans comme celle de la Vendée; les hommes isolés, s'ils appartenaient aux régiments de ligne, prenaient parti pour les Dauphinois; s'ils étaient paysans ou gardes nationaux de Marseille, ils étaient égorgés. Les 63e et 58e, deux régiments de ligne venant de Toulon, aussitôt qu'ils furent en communication avec les paysans des Hautes-Alpes et connurent les proclamations de l'Empereur, changèrent de parti et se rangèrent sous les ordres du lieutenant général Chabert. Ernouf, réduit à ses gardes nationaux, se sauva. Il avait été très-chaud dans la Révolution, comme chef d'état-major de l'armée de Sambre-et-Meuse, et fameux jacobin. Envoyé gouverneur général de la Guadeloupe, il y avait commis toutes sortes d'exac-

tions et d'affreuses dilapidations; il fut rappelé, arrêté et mis en jugement. Une semblable procédure entraînant des longueurs inévitables, il était encore en prison quand les Bourbons arrivèrent; il fut mis en liberté par eux.

D'un autre côté, de nombreux détachements de gardes nationaux se réunissaient à Grenoble et se portaient sur les derrières du duc d'Angoulême; ses communications avec Avignon et Pont-Saint-Esprit devenaient chaque jour plus difficiles : il sentit la nécessité d'évacuer Valence et battit en retraite. Le 14e de chasseurs l'abandonna et prit la cocarde tricolore. La moitié du 10e de ligne suivit cet exemple. En sortant de Montélimart, le duc d'Angoulême apprit que Nîmes, Toulouse et Bordeaux avaient arboré le drapeau tricolore, et que le général Gilly s'était emparé de Pont-Saint-Esprit, avait déjà des postes sur la route, et que le chemin de Marseille était intercepté. Il ne lui restait plus qu'environ 2,000 gardes nationaux et le reste du 10e de ligne. Il envoya à Avignon le comte de Damas et conclut une capitulation avec le général Gilly. Par cette convention, il lui était permis de s'embarquer avec les personnes de sa suite et de quitter la France. Le lieutenant général Grouchy, parti de Lyon, était arrivé à Montélimart; il refusa de ratifier cette capitulation. Le duc d'Angoulême fut arrêté à Pont-Saint-Esprit, ses troupes furent désarmées, et on l'y garda à la disposition de l'Empereur. Sa Majesté ordonna que, quoique le général Gilly n'eût point de pouvoirs pour conclure une convention, puisqu'il était sous les ordres du lieutenant général Grouchy, cette capitulation, qui devait être considérée comme nulle, fût néanmoins exécutée en ce qui regardait le prince, après toutefois y avoir inséré qu'il s'engageait à faire rendre par le Roi les diamants de la Couronne. Le duc d'Angoulême s'y engagea, et, dans la journée du 16 avril, il s'embarqua à Cette sur un bâtiment suédois et se rendit en Espagne.

VII. Depuis la capitulation du duc d'Angoulême, il ne restait que Marseille où flottait encore le drapeau blanc. Le parti royaliste y paraissait très-fort; mais le maréchal prince d'Essling, aussitôt qu'il eut appris la défection des deux régiments du général Ernouf et les désastres de son opération, fit arborer le drapeau tricolore à Marseille, Toulon et Antibes, fit arrêter le maire de Marseille et les préfets des Bouches-du-Rhône et du Gard. Les couleurs nationales furent dès lors arborées dans toute la Provence. Le général Grouchy ne tarda pas à arriver à Marseille. Après que le maréchal Masséna eut ainsi fait reconnaître l'Empereur dans tout son gouvernement, il

se rendit à Paris. Il fut remplacé par le maréchal Brune. Le lieutenant général Verdier fut chargé du commandement de Marseille.

VIII. La 23e division militaire, que forme l'île de Corse, avait arboré le drapeau tricolore; le général Simon en avait pris le commandement. Le général Bruslart s'était enfui et embarqué sur une frégate anglaise dès le premier moment. Le général Bruni, commandant à Ajaccio, s'était enfermé dans la citadelle; il continua à y maintenir le drapeau blanc jusqu'à ce qu'il connût les événements de la métropole. Des frégates parties de Toulon avaient été chercher en Corse les trois régiments qui y étaient en garnison et les avaient débarqués en Provence; c'étaient trois excellents régiments. Le duc de Padoue fut envoyé en Corse pour en prendre le commandement général. Il y organisa six bataillons de gardes nationaux d'élite. Aussitôt que les trois régiments de la Corse furent arrivés en Provence, le maréchal Brune désarma la garde nationale de Marseille et fit arrêter les boute-feux, ce qui modifia un peu le mauvais esprit de cette ville. Le comte Frochot, préfet, y arriva presque aussitôt pour réorganiser l'administration.

La conduite des habitants de l'île d'Elbe avait été parfaite pendant l'absence de l'Empereur. Le lieutenant général Dalesme fut envoyé pour prendre le commandement de l'île. On lui donna un bataillon de ligne et un bataillon corse.

IX. Toute la France était pacifiée; le pavillon flottait sur tous les points du territoire; les préfets et sous-préfets étaient partout installés, et de si grands résultats n'avaient occasionné aucun désastre important. Seule, la résistance du duc d'Angoulême coûta la vie à un petit nombre d'hommes.

Cent et un coups de canon furent tirés de toutes nos forteresses, de toutes nos batteries de côtes, pour annoncer à l'Europe ce grand événement. Aucune désertion, aucun acte d'indiscipline, n'avaient eu lieu dans les troupes de ligne. L'armée tout entière et tout organisée, constante à ses serments, à ses principes et à l'opinion qu'elle défendait avec tant de bravoure depuis vingt-cinq ans, s'était ralliée sous le drapeau national. Le Roi et les princes avaient quitté la France, et ils n'étaient entourés que de quelques émigrés, que depuis vingt-cinq ans la nation ne reconnaissait plus pour ses enfants, et de quelques officiers qui, ayant trahi la cause nationale, à l'exemple du duc de Raguse, ne pouvaient plus revenir. Mais la nation et la justice étaient vengées; les remords déchiraient l'âme de ces traîtres,

et lorsque, par la fatalité de leur position, ils étaient obligés d'être dans le parti des ennemis de leur patrie, le fond de leur inclination et les sentiments les plus secrets de leur cœur, comme toutes leurs affections et leurs souvenirs, étaient dans le parti de la nation.

CHAPITRE VI.

INTÉRIEUR.

I. Formation du ministère. Pourquoi Fouché en fait partie. — II. Déclaration des ministres, du Conseil d'État, de la Cour de cassation, de la Cour impériale. Réorganisation du Conseil d'État. — III. Réorganisation de la Maison de l'Empereur. — IV. Reprise des réceptions aux Tuileries. Générosité et clémence de l'Empereur. L'abbé de Pradt. — V. Revues sur la place du Carrousel. Pétition présentée par les ouvriers des faubourgs de Paris. Dîner donné par la Garde impériale à la garde nationale. — VI. Les princes Joseph et Jérôme, Madame Mère, les princesses Élisa et Pauline. — VII. L'Empereur décrète la liberté de la presse et l'abolition de la traite des nègres. Organisation des fédérés dans les départements. — VIII. Finances.

I. L'Empereur confia le portefeuille de la justice à Cambacérès, archichancelier de l'Empire, la secrétairerie d'État au duc de Bassano, le portefeuille des relations extérieures au duc de Vicence, celui de la guerre au maréchal prince d'Eckmühl, celui de la marine au duc Decrès, celui des finances au duc de Gaëte, celui du trésor au comte Mollien, et celui de la police au duc d'Otrante. Il ajourna la nomination du ministre de l'intérieur et en confia provisoirement le portefeuille au duc de Bassano. Le comte de Montalivet fut nommé intendant général de la Maison de l'Empereur. Presque tous ces ministres étaient les mêmes qui avaient géré ces emplois avant le départ de l'Empereur.

L'archichancelier s'était parfaitement comporté pendant toute l'année 1814; il avait été abreuvé de dégoûts et de mortifications. C'était notre premier légiste. L'Empire désormais amoindri, il était possible que les grandes charges fussent supprimées. Sa Majesté pensa donc que le portefeuille de la justice ne pouvait être en de meilleures mains.

Dans ce premier moment, un maréchal était nécessaire au ministère de la guerre. La conduite du maréchal prince d'Eckmühl avait été pure, les mémoires justificatifs qu'il avait publiés convenables. L'Empereur lui confia ce ministère.

Les deux ministres des finances reprenaient naturellement leurs places; il n'y eut et il ne pouvait pas y avoir d'hésitation.

Le duc d'Otrante avait été ministre de la police depuis le 18 brumaire jusqu'au 14 septembre 1802, époque à laquelle ce ministère fut supprimé et réuni à celui du grand juge, et lui-même avait été nommé sénateur. Depuis, le ministère de la police ayant été rétabli, Fouché y fut nommé et le conserva jusqu'en août 1810; il fut alors disgracié et envoyé en exil dans sa sénatorerie d'Aix en Provence. Il avait été très-ardent dans la Révolution, aussi ardent que Collot d'Herbois, et chassé de la Convention comme ultra-révolutionnaire; il était du parti de Danton. Il se mêla de fournitures sous le règne du Directoire et commença alors sa fortune. Appelé à cette époque au ministère de la police, il y montra de l'énergie contre le Manége, parce que le Manége s'était hautement déclaré contre les fournisseurs et que lui les protégeait. Cependant il ne tarda pas à prendre une teinte plus modérée. On se méfia de Fouché en brumaire, comme d'un homme sans moralité; il ne fut pas dans le secret de la journée, mais la servit chaudement. Pendant la plus grande partie du gouvernement du Premier Consul, il ne fut point admis dans l'intimité et n'avait le secret des événements qu'au moment où ils éclataient. C'est ainsi qu'il ne connut pas le concordat avec le Pape, quoique dans le secret il fût connu depuis longtemps, et il s'y opposa lorsque l'on commença à en parler; c'est ainsi qu'il ignora toutes les dispositions favorables aux émigrés, desquels il avait été et était constamment l'ennemi. Il ne fut pas davantage dans le secret de l'Empire. Ceux des émigrés qui obtenaient de lui des faveurs ne les devaient qu'à la corruption de ses bureaux. Il afferma les jeux de Paris et en eut exclusivement la jouissance plusieurs années; cela lui rendit plusieurs millions par an et étendit considérablement sa fortune. Avec cette grande richesse ses mœurs s'adoucirent. S'étant aperçu de la marche des événements, et voyant que la politique constante du Premier Consul, de quelque manière qu'il la déguisât, était la douceur et le système de réorganiser les anciennes familles et de cicatriser les plaies de la Révolution, il abandonna ses principes, il exagéra ceux de la douceur, et ne s'attacha plus qu'à faire tomber sur lui, Fouché, la reconnaissance des individus que le Premier Consul comblait de bienfaits. Napoléon ne voulait pas voir ces individus, pour ne pas effrayer les patriotes, et pour empêcher que les émigrés ne prissent un essor auquel ils étaient si enclins, et qui eût nui au bien qu'il voulait faire. L'Empereur sourit d'abord de cette politique particulière de Fouché; il lui suffisait qu'elle le fît

marcher avec zèle dans le sens du gouvernement; mais insensiblement ce ministre parut viser à une popularité contraire à la vérité et aux devoirs qui le liaient au chef de la République; cela vint au point qu'il fut nécessaire de lui ôter son ministère. Ce fut une faute que de le lui rendre.

Dans son nouveau ministère, il continua, en déguisant un peu plus sa marche, la même politique, qui lui avait réussi, de s'isoler du gouvernement et de chercher à faire tomber sur lui la reconnaissance de toutes les grâces pour lesquelles il n'avait aucune influence, attribuant au gouvernement les mesures de rigueur. Il fit beaucoup de mal. Il caressa tous les intrigants de l'émigration, comme Malouet, Calonne, l'abbé de Pradt et tant d'autres. Extrêmement jaloux de la confiance plus réelle dont jouissait le prince de Bénévent, qui était au fait, longtemps avant leur réalisation, des projets que l'on méditait, il se mit en avant pour les affaires politiques comme il s'y était mis pour les affaires particulières, cherchant à deviner ce que pouvaient être les projets de l'Empereur; il prenait pour toute chose les devants et gâta plusieurs affaires importantes. C'est ainsi qu'ayant cru s'apercevoir, par quelques confidences du prince de Bénévent ou par d'autres indices, que l'Empereur n'était pas éloigné de divorcer avec l'Impératrice Joséphine pour avoir des enfants, il eut l'audace à Fontainebleau, en 1807, de conseiller à l'Impératrice Joséphine de demander le divorce et de lui soumettre un projet de lettre au Sénat. Cette princesse en fut étonnée et alarmée au dernier point, elle tomba malade; cela donna lieu à quelques explications avec l'Empereur, qui, immédiatement après, sut que ce ministre parlait publiquement dans son salon, dans le salon de service même, de la nécessité de ce divorce pour l'intérêt de la dynastie impériale et de la France. Tant d'audace indigna l'Empereur; il le témoigna au duc d'Otrante; il avait même déjà signé le décret de destitution, mais, au moment de lui faire demander le portefeuille, il réfléchit que ce serait une secousse dont l'effet pourrait nuire à ses projets ultérieurs. Il se contenta donc des excuses que fit ce ministre et de ses promesses de changer de conduite. Mais le coup était porté, et, quoique l'Impératrice fût bien convaincue que le duc d'Otrante avait parlé de son propre mouvement, parce qu'elle connaissait bien la manière d'agir de l'Empereur ainsi que son peu de confiance en ce ministre, elle tira de cette confidence de sinistres présages.

Trois ans après le divorce eut lieu; Fouché se glorifia alors de ce qui pendant longtemps avait été pour lui un objet de disgrâce et de mortification, et, voulant à toute force parvenir à la dignité de

prince, il imagina d'entamer une négociation avec l'Angleterre par le moyen d'Ouvrard, correspondant de Labouchère et de Hope. Dans le voyage que l'Empereur fit à Anvers, le roi de Hollande vint le trouver et lui apporta les réponses de la maison Labouchère et du cabinet de Londres. Il croyait que l'Empereur savait toutes ces démarches; il le mit au fait de tout. L'indignation de Sa Majesté fut au comble. Arrivée à Paris, au premier conseil de ministres elle interrogea le duc d'Otrante; celui-ci balbutia. « C'en est trop, dit alors l'Empereur, vous avez eu, il y a trois ans, l'audace de vous mêler des choses les plus sacrées; aujourd'hui vous entretenez des correspondances et entamez des négociations avec les ennemis de l'État, sans ma permission et à mon insu; vous avez pour jamais perdu ma confiance. » Le portefeuille de la police lui fut retiré. Il devait être envoyé à Rome, il reçut ordre de se rendre à Aix dans sa sénatorerie. Le duc de Rovigo fut nommé ministre de la police.

Le duc d'Otrante resta à Aix jusqu'au moment de la campagne de Dresde; il fut alors envoyé en Illyrie comme gouverneur général.

L'Empereur le tenait pour un homme fort immoral, sans aucune espèce de sentiments, n'ayant point d'opinion politique, sans nul attachement. Mais, après le grand événement de 1815, le duc de Bassano et les autres personnes en qui l'Empereur avait confiance rendirent un tel témoignage de sa bonne conduite, des complots même qu'il avait organisés en faveur de Sa Majesté, peignant le rôle qu'il avait joué dans la Révolution et la chaleur de l'expression de son dévouement au moment où l'Empereur rentrait dans Paris, les larmes qu'il répandit en le voyant, la manière dont il lui dit, « Vous m'avez sauvé la vie, j'étais caché depuis huit jours pour fuir la persécution, » tout enfin vainquit l'entière répugnance de l'Empereur, et pour la troisième fois il lui confia le portefeuille de la police. C'était d'ailleurs un faible de l'Empereur de revenir facilement aux hommes qui l'avaient servi, d'oublier et d'excuser les fautes et de ne se ressouvenir que des services. Tous ceux qui étaient restés fidèles en 1814, étant consultés, approuvèrent cette nomination.

Le ministère de l'intérieur, après quelques jours d'hésitation, fut confié au comte Carnot. Nommé au ministère de la guerre pendant le gouvernement du Premier Consul, il s'était fort mal acquitté de cette gestion, montrant peu de connaissance de l'administration. Il avait eu de perpétuelles querelles avec le ministre des finances et le directeur général du trésor, dans lesquelles les torts étaient toujours de son côté. On craignit qu'il ne fût un obstacle à l'assemblée du Champ de Mai, en mettant en avant quelques idées extravagantes,

car le fond de sa pensée était toujours pour le système républicain. Cependant sa probité, sa belle conduite en 1814, la manière dont il s'était présenté pour rentrer au service après la campagne de Russie, levèrent toutes les préventions de l'Empereur; il le nomma ministre de l'intérieur.

Les comtes Bigot de Préameneu et Chaptal furent chargés des cultes et du commerce, le comte Molé des ponts et chaussées, et le duc de Rovigo de l'inspection générale de la gendarmerie.

Le duc de Bassano, ministre de l'intérieur par intérim, présenta la nomination de tous les préfets, qui, dès le surlendemain, partirent pour les départements. L'administration se trouvait ainsi réorganisée.

II. Les ministres, le Conseil d'État, la Cour de cassation, la Cour des comptes et la Cour impériale jugèrent nécessaire de rétablir les principes du gouvernement représentatif et de la monarchie impériale, qui étaient ceux du peuple français depuis la Révolution. Ils rappelèrent dans leur déclaration les droits imprescriptibles du peuple, le droit qu'il avait de conférer la souveraineté à une famille, les raisons qui avaient éteint la troisième dynastie, et enfin la légitimité de la quatrième dynastie impériale. La France tout entière, hormis un petit nombre d'hommes attachés depuis vingt-cinq ans au parti antinational et de l'étranger, répéta et proclama ces principes.

A la tête de la Cour des comptes se trouvait l'ex-sénateur Barbé-Marbois. Il avait été envoyé à Cayenne lors du 18 fructidor; l'Empereur le rappela de cette déportation, lui rendit sa patrie, peu de temps après le fit conseiller d'État et, en l'an x [1], ministre du trésor public. Barbé-Marbois n'avait pas les qualités nécessaires pour cette place; il n'entendait pas le change, quoiqu'il eût été jadis administrateur de la colonie de Saint-Domingue avec quelque distinction; mais c'était un homme dont l'Empereur aimait l'extrême probité et la sévérité contre les dilapidateurs. Barbé-Marbois remplit avec succès la partie du ministère du trésor qui regardait le contrôle des autres ministères, mais il donna entièrement sa confiance pour la partie de la banque à des intrigants. En 1805, lorsque l'Empereur était à Vienne, il eut l'ineptie de mettre le trésor à découvert de 250 millions, qu'une compagnie de banquiers avait prêtés à l'Espagne; il y suppléait en obligeant la Banque à des escomptes qui compromettaient son service; de sorte qu'au milieu des plus éclatants succès il y avait grave danger à Paris. L'Empereur, en l'apprenant à

[1] Le 27 septembre 1801.

Vienne, vit immédiatement d'où venait cette erreur financière; mais, en se convainquant de l'incapacité de son ministre, il ne cessa pas de croire à ses bonnes intentions. Depuis, on a prétendu que Barbé-Marbois trahissait dès ce moment, et que, espérant que l'Empereur serait arrêté devant Vienne, il avait créé à Paris cet embarras, qui avait agité toute la population de la capitale et qui pouvait favoriser un mouvement insurrectionnel : mais l'Empereur n'a jamais partagé cette opinion. Après quelques années de disgrâce, par suite de ce continuel penchant de l'Empereur à s'entourer de tous ceux qui l'avaient servi, il nomma Barbé-Marbois sénateur, puis premier président de la Cour des comptes. Il avait été accusé, au commencement de la Révolution, d'avoir pris part au traité de Pillnitz. Quoi qu'il en soit, en 1814 il se comporta très-mal; il oublia tant de bienfaits, tant de serments. L'Empereur lui fit dire que, puisqu'il n'était pas compris dans la liste d'exception de l'amnistie, il pouvait vivre tranquille en France, mais qu'il eût à se retirer dans ses terres et ne se considérât plus comme premier magistrat de la Cour des comptes. Le comte de Sussy, ancien ministre des manufactures et du commerce, le remplaça dans cet emploi.

Le président Séguier était à la tête de la Cour impériale. Il avait géré cette place pendant plusieurs années. Dans toutes les circonstances où la Cour impériale était admise devant le trône, ses discours étaient remarquables par l'excès de leur flagornerie, de leur bassesse même; l'Empereur en fut souvent fatigué et mécontent; le *Moniteur* en est plein; et pourtant ce magistrat fut un des hommes qui se déchaînèrent le plus contre l'Empereur et passèrent avec le plus d'impatience dans le parti royaliste. On lui fit dire également qu'il eût à donner sa démission et à se retirer dans ses terres. Il fut remplacé par M. Gilbert des Voisins, descendant d'une des bonnes familles de robe de Paris. Il avait émigré et était longtemps resté avec les princes; mais, ayant dû son retour à l'Empereur, il se dévoua sincèrement à Napoléon, et, pendant l'épreuve de 1814, il lui resta fidèle d'affection.

Le sieur de Fontanes avait été distingué par l'Empereur, qui, l'ayant retiré de la place secondaire de commis dans le ministère de l'intérieur, l'avait successivement élevé au rang de président du Corps législatif et de grand maître de l'Université. Fontanes était aussi un des *fructidorisés* que l'Empereur avait rappelés de l'exil et qui lui devaient leur retour dans leur patrie. Toutes les fois qu'il eut l'occasion de se présenter devant le trône, les discours de Fontanes fixèrent l'attention publique par la pureté et l'élégance du style, c'est un de

nos bons écrivains, mais aussi par la chaleur du dévouement et l'affection qu'il portait à l'Empereur. Arrivé à la dignité de grand maître de l'Université, place qui lui donnait plusieurs centaines de mille francs de revenu, ses discours furent encore dans le même sens. Il avait été nommé sénateur. En 1814 il fut un de ceux qui se comportèrent le plus mal et mirent le plus en évidence leur trahison. La place de grand maître fut supprimée par le Roi; on voulait détruire l'Université; la corporation pour l'instruction qui plaisait le plus était celle des Jésuites. Au retour de l'Empereur, Fontanes était dans ses terres près de Paris; il essaya si la magnanimité du prince et son oubli iraient jusqu'à lui rendre sa faveur; lorsqu'il sut que l'Empereur voulait rétablir la place de grand maître de l'Université, il voulut faire valoir ses droits à cette place, qui était inamovible et qu'il avait perdue sous le Roi. L'Empereur lui fit demander comment il oserait se présenter devant cette jeunesse dont la mémoire était chaste et qui savait par cœur ses discours de 1813 et de 1814, et s'il ne craignait pas de donner un exemple d'immoralité à toute la génération qui s'élevait. « La jeunesse, ajouta l'Empereur, est un juge incorruptible. » Fontanes n'était pas compris dans la liste d'exception de l'amnistie; il reçut l'assurance qu'il ne serait point recherché et pouvait vivre tranquille sous la protection des lois. L'Université avait été dotée par une retenue sur l'instruction publique, de manière qu'elle avait un revenu assuré et indépendant de l'État; par là, quelle que fût la circonstance des guerres ou la position critique du Trésor, cette partie importante, ayant ses ressources à part, ne put jamais souffrir. C'est proprement ce qui constituait l'indépendance de l'Université, et c'était un de ses plus beaux priviléges. En 1814, soit par suite de l'irréflexion des ministres, soit par l'effet du système de détruire tous les bienfaits du gouvernement impérial et de la Révolution, on supprima ces revenus et on désorganisa l'Université. L'Empereur à son retour la rétablit telle qu'elle était. Sa Majesté attachait une grande importance à améliorer et à consolider ce grand corps.

Le comte de Fontanes ne pouvant plus occuper la place de grand maître, l'Empereur y nomma le comte de Lacépède, membre de l'Institut, recommandable par ses connaissances dans les sciences naturelles et par la bonté de son caractère. Ce sénateur s'était réfugié, en 1814, dans le Midi. Il était à Hyères; il n'arriva à Paris que dans le mois d'avril. Il préféra conserver la place de grand chancelier de la Légion d'honneur. On nomma alors à la place de grand maître l'architrésorier Lebrun, duc de Plaisance. Sa conduite n'avait pas

été parfaite en 1814, mais cependant il avait toujours conservé de la dignité et de l'attachement à l'Empereur. Les nuages qu'il avait excités se dissipèrent entièrement lorsqu'il présenta le collége électoral de Versailles, et prononça un discours plein d'âme et de sentiment, et qui ne pouvait partir que du cœur[1].

En rétablissant le Conseil d'État, plusieurs anciens membres en furent éloignés. Cette opération se fit par le scrutin des conseillers d'État eux-mêmes. Le sieur Dubois fut un des éliminés. Il avait été préfet de police, et dans cette place il avait rendu des services; cependant il en avait été ôté, parce que, passant une partie de l'année à la campagne, il abandonnait le soin de gérer à des commis, ce qui était incompatible avec des fonctions aussi importantes. Il conserva à cette époque son titre de conseiller d'État et avait même fait au Conseil, en présence de l'Empereur, plusieurs rapports. Mais les conseillers d'État furent d'avis de ne point l'admettre dans la réorganisation du Conseil, parce qu'il avait, en 1814, aidé à la direction de la police de M. de Blacas, et même favorisé, par ses connaissances locales, l'arrestation de plusieurs amis du parti national. L'Empereur était à Fontainebleau lorsqu'il ôta la préfecture de police au comte Dubois; il eut alors l'idée d'y nommer le conseiller d'État Pasquier. Il était d'une ancienne famille de magistrature; ses ancêtres avaient été fort attachés aux Bourbons; c'était une raison pour l'éloigner d'une place aussi importante. Cependant l'Empereur le fit appeler dans le grand cabinet de Fontainebleau et lui fit connaître la seule objection qui l'empêchait de le nommer préfet de police. « Si le comte de Lille ou un prince de la maison de Bourbon était caché à Paris, le feriez-vous arrêter? lui demanda l'Empereur. — Oui, sans doute. — Mais, si vous étiez membre d'un tribunal pour les juger, les condamneriez-vous conformément à la rigueur des lois? — Oui, sans doute, répondit encore le baron Pasquier. — Je puis donc me confier à vous, exclusivement et sans aucune espèce de réserve, pour le maintien de mon empire et la sûreté de ma personne? » Il réitéra alors ses protestations, et déclara que les Bourbons n'étaient et ne pouvaient être maintenant pour lui que ce que seraient les Carlovingiens, les Mérovingiens ou les Bourbons d'Espagne. Cependant, en 1814, ce fut le premier qui trahit dans l'exercice de ses fonctions.

III. La place de grand aumônier fut conservée au cardinal Fesch. L'Empereur n'avait eu qu'à se louer de sa fidélité et des preuves d'attachement que lui avait données ce prélat. Sa conduite au concile

[1] Voir tome XXVIII, page 186.

de Paris, où il avait été plus favorable au Pape qu'aux intérêts de l'Empereur, lui avait acquis un grand crédit à Rome; il y soutint le clergé du Concordat et s'opposa avec succès à toutes les démarches de Louis XVIII pour détruire le Concordat de 1801 et en établir un nouveau. La cour de Rome resta inébranlable; elle refusa constamment de reconnaître aucun des évêques qu'elle avait destitués et dont elle avait supprimé les siéges, et elle ne voulut communiquer avec les fidèles que par les évêques du Concordat. Il était d'usage, au jour de Noël, que les cardinaux écrivissent aux souverains; le cardinal Fesch reçut ordre du Pape d'écrire à Louis XVIII; il y obéit et écrivit à ce prince une lettre fort noble, dans laquelle il lui disait qu'il lui écrivait pour se conformer à l'ordre du Saint-Père, que les trônes des rois étaient dans les mains de Dieu, mais qu'ils ne pouvaient être sanctifiés par la religion et considérés comme immuables que quand ils étaient basés sur l'intérêt et le bonheur des peuples. Cette lettre irrita fort la Cour, et on se livra à la basse vengeance de séquestrer quelques meubles et immeubles que le cardinal Fesch possédait en France. De Rome il avait souvent correspondu avec le grand maréchal Bertrand pour tous les besoins de l'île d'Elbe, et s'était mis en avant avec un zèle qui faisait l'éloge de ses sentiments.

Le grand maréchal comte Bertrand rentra dans ses fonctions. Ami constamment fidèle à l'Empereur, il lui avait servi de consolation dans son exil, et, lorsqu'il fut question de marcher en France pour délivrer la patrie, il seconda, avec tous ses talents, son zèle et le dévouement le plus absolu, les desseins de l'Empereur.

Le duc de Vicence reprit sa place de grand écuyer; sa conduite avait été bonne à Fontainebleau; elle n'avait pas été sans tache en 1814; il avait publié, pour sa justification d'avoir exécuté les ordres de l'Empereur, une prétendue lettre de l'empereur de Russie; cette conduite était blâmable. Il rejetait d'ailleurs la défaveur de la Cour sur le compte d'Ordener. Cependant c'était une tache qui disparaissait par tout le reste de sa conduite et la contenance qu'il avait continué d'avoir pendant tout 1814, quoiqu'il fût constamment persécuté.

Le comte de Montesquiou reprit son service de grand chambellan. Bien que nommé pair par Louis XVIII, sa conduite avait été constamment noble et celle d'un sujet reconnaissant et dévoué. Sa femme était encore à Vienne; elle avait suivi, malgré les dégoûts dont on l'avait abreuvée, le prince dont elle était gouvernante. La meilleure mère ne peut pas montrer un plus tendre attachement que celui dont elle fit preuve.

Le comte de Ségur fut nommé de nouveau grand maître des céré-

monies. Sa conduite n'avait pas été sans reproche. Nommé pair pa le Roi, il avait souvent opiné d'une manière peu conforme à ce qu l'on devait attendre de lui; mais il fallait l'attribuer à la faiblesse d sa tête; son cœur était resté pur et brûlant du plus sincère attache ment pour l'Empereur. La conduite de sa femme avait été parfaite L'Empereur hésita, mais trois jours après son arrivée il fit expédie au comte de Ségur ses provisions de grand maître des cérémonies

L'archevêque de Bourges, M. de Beaumont, fut nommé premie aumônier. Ce prélat avait été persécuté pour la fidélité qu'il avai conservée à l'Empereur. L'organisation définitive de la grande aumô nerie fut suspendue jusqu'à l'arrivée du cardinal grand aumônier. I y eut quelques réclamations de l'abbé de Pradt, l'Empereur les rejet avec mépris.

L'abbé de Pradt était, avant la Révolution, attaché au cardinal d la Rochefoucauld, archevêque de Rouen, dont il était petit parent Lorsque le Premier Consul amnistia les émigrés, il profita de l'am nistie. Dans l'émigration, il s'était procuré des moyens d'existenc en faisant quelques articles de journaux et quelques pamphlets payés sur les fonds que l'Angleterre destinait à cet usage. Arrivé Paris, il s'adressa à la police, qui lui accorda un traitement, l'em ploya à faire des écrits et surtout à la tenir éclairée sur ce qui s passait dans les salons des émigrés, qui commençaient à se réorga niser; son caractère de prêtre, de noble et d'émigré assez chaud, lu donnait entrée dans beaucoup de maisons, et par ce moyen la polic éventa plusieurs complots. L'abbé de Pradt vécut ainsi plusieur années dans la plus parfaite obscurité. L'Empereur en entendi parler pour la première fois dans une affaire d'un comte de la Roche foucauld, ancien lieutenant général, qui était détenu au Temple, e dans laquelle il paraît que la police s'était servie de lui. Le clergé s consolidait chaque jour davantage; une foule de prêtres rentrèrer de toute part; grand nombre d'anciens évêques revinrent aussi, e la police se servit alors de l'abbé de Pradt, avec plus de succès encore pour connaître et éclairer toutes les menées de ces amnistiés, d l'opinion desquels on avait des raisons de douter. Souvent ses rappor furent assez importants, soit sur les conversations des émigrés, so sur leurs menées, pour être mis sous les yeux de l'Empereur, qu plusieurs fois, fit compliment à la police d'avoir un espion aus éclairé et intelligent. Tout homme qui arrivait aux affaires par cet voie ne pouvait pas prétendre à l'estime de l'Empereur ni à occup une place d'éclat. Toutes les propositions de la police pour faire nom mer évêque l'abbé de Pradt ne furent point prises en considératio

par l'Empereur. « Ce n'est pas parmi des agents de police que je choisis mes évêques, » disait Sa Majesté. Cependant l'abbé de Pradt réussit enfin, et fut nommé évêque de Poitiers; il était un peu parent du maréchal Duroc; celui-ci, qui jouissait d'un crédit intime auprès de l'Empereur, s'employa avec adresse et profita d'un moment où Sa Majesté lui témoignait des inquiétudes sur l'esprit du clergé de la Vendée et du Poitou pour mettre en avant l'abbé de Pradt et le faire nommer évêque de Poitiers. Il profita également de cette occasion pour le présenter à l'Empereur. L'abbé se servit du maréchal Duroc pour faire parvenir à peu près tous les mois un rapport à l'Empereur sur le personnel du clergé, ses secrètes intentions, et même sur les émigrés rentrés qui se mettaient le plus en avant à Paris. Cette manière d'avoir un canal de renseignements sur beaucoup de choses sans passer par aucun ministère, et seulement par le moyen du duc de Frioul, qui jouissait de sa confiance entière, plut à l'Empereur. Ses préventions contre l'abbé de Pradt diminuèrent, et enfin le grand maréchal réussit à le faire nommer aumônier. Devenu officier de la Maison, il avait de droit ses entrées au lever. Le cardinal Fesch, l'abbé de Boulogne, l'abbé de Broglie, archevêque de Gand, etc., qui étaient aussi aumôniers, réclamèrent vivement de ce que l'on introduisait dans la Chapelle un prêtre sans mœurs, qui avait été employé par la police et qui affichait l'irréligion, même l'athéisme : « C'est, disait le cardinal, propre à déconsidérer toute la Chapelle »

Le clergé de la Belgique donnait de l'embarras; il y avait toujours à Louvain un ancien parti ultramontain; on avait nommé archevêque de Gand l'abbé de Broglie, qui inclinait pour les mêmes idées; on avait besoin dans la Belgique d'un prêtre qui pût éclairer toutes les menées du clergé belge : l'abbé de Pradt, évêque de Poitiers, parut propre plus que personne à ce poste; on le nomma archevêque de Malines. Cela occasionna un grand scandale à Rome. On fit quelques observations à l'Empereur; il répondit : « J'aime bien que ceux qui ont fait cardinal l'abbé Dubois, et qui de nos jours n'ont fait aucune difficulté à instituer des hommes rien moins que religieux, osent me faire des observations sur l'abbé de Pradt. A-t-il publié des hérésies? je rétracte ma nomination, parce que cela regarderait le Pape. Mais, s'il n'en a fait aucune, je persiste, et j'exige les bulles. » Les discussions avec Rome commençaient alors. Les bulles furent expédiées; mais on oublia avec intention quelques formalités nécessaires dans leur rédaction; le Conseil d'État les refusa. Néanmoins l'archevêque de Malines fut reçu et reconnu par son chapitre. Il rendit des services

en Belgique; il fit arrêter grand nombre de prêtres qui refusaient de faire des prières pour l'Empereur, ou entretenaient des correspondances secrètes avec la cour de Rome. L'Empereur lui sut gré de ces services. L'abbé de Pradt étant ainsi parfaitement connu de l'Empereur, Sa Majesté prit l'usage de le retenir, après le lever, environ une fois par mois. L'abbé lui remettait alors le rapport des observations qu'il avait faites parmi ses confrères et même dans les grandes sociétés. Il était de décorum, dans les voyages, que l'Empereur emmenât un aumônier; il préféra souvent l'abbé de Pradt, par la commodité d'avoir des rapports sur les départements qu'il traversait; c'est à cet effet qu'il le mena en Espagne. L'abbé eut à Madrid quelques conférences avec les prêtres espagnols, mais ne réussit pas; ils l'accusèrent d'irréligion; il se discrédita en laissant trop voir son peu de croyance.

Lors des grandes discussions du concile, les évêques de Nantes, de Tours et de Trèves, connus par leur attachement aux principes de l'Église gallicane, eurent exclusivement la confiance de l'Empereur. Mais les affaires du concile occupèrent assez l'opinion pour que la police s'en mêlât. L'abbé de Pradt y devint alors l'agent du duc de Rovigo. L'Empereur, qui reconnaissait que ce prélat n'avait ni mœurs ni religion, évitait de le mettre en évidence; cependant les sollicitations du duc de Rovigo furent telles, qu'il obtint que l'abbé de Pradt serait de la commission envoyée à Savone auprès du Pape. On savait bien qu'il était extrêmement désagréable à la cour de Rome, qui le méprisait, qu'il l'était encore plus à ses collègues : mais il offrait au gouvernement l'assurance de recevoir des rapports exacts, qui ne seraient jamais influencés par aucune idée religieuse, ni aucune vénération pour le souverain pontife. Ses collègues furent obligés de le mettre de côté, parce que plusieurs fois il tint au Pape des propos irrévérents. L'abbé de Pradt rendit dans cette occasion tous les services qu'on attendait de lui, non par l'influence de ses connaissances ecclésiastiques, car il se vantait de n'en point avoir, mais par ses rapports et ses observations sur ce que chacun pensait et disait.

En 1812 il fut désigné pour le voyage de Dresde; l'Empereur projetait alors de s'en servir pour les affaires de Pologne; un archevêque devait, par son habit et sa considération naturelle, agir sur la confédération polonaise. L'abbé de Pradt avait l'esprit, l'intrigue et l'activité nécessaires pour une pareille mission, où il s'agissait de révolutionner la Pologne[1], de lier des intrigues en Valachie et de

[1] Napoléon a dit ailleurs au sujet de ses instructions à l'archevêque de Malines en 1812 : « *Il fallait insurger la Pologne;* » notes autographes de

remuer la Volhynie et l'Ukraine. L'Empereur avait d'abord pensé au prince de Bénévent; le prince fut admis deux fois dans une semaine, à deux heures après midi, dans le grand cabinet de l'Empereur, ce qui était contraire à l'usage, et devint la nouvelle de tous les salons de Paris; on ne parlait plus que du crédit renaissant du prince de Bénévent. Il avait accueilli avec enthousiasme une mission si conforme à son ambition et aux liaisons qu'il avait conservées en Pologne. Le plus profond secret lui fut recommandé; mais, trois jours après, l'ambassadeur de France à Vienne manda qu'il n'était bruit dans Vienne que d'une mission du prince de Bénévent à Varsovie, pour laquelle celui-ci demandait un crédit de 500,000 francs à une des premières maisons de banque de Vienne. Le duc de Bassano, en lisant cet article de la dépêche de M. Otto, le trouva fort ridicule et le taxa de bruit qui court les bourses des grandes villes. Mais l'effet en fut très-différent sur l'Empereur. Le soir, après le coucher de l'Impératrice, l'Empereur prit à part le prince de Bénévent et lui demanda des explications; il balbutia en répondant, se décontenança, ne donna aucune réponse satisfaisante, et Sa Majesté lui dit alors : « Puisque vous avez trahi mon secret, je me dégage de la parole que je vous avais donnée; vous n'aurez pas la mission de Varsovie. » L'abbé de Pradt y fut envoyé de Dresde. Mais l'Empereur, arrivé à Vilna, ne tarda pas à s'apercevoir de la faute qu'il avait faite et de l'incapacité absolue de l'abbé de Pradt. Il voulait faire tous les discours, se mêler de tout, et ses conversations ne tendaient perpétuellement qu'à décourager et à refroidir les Polonais, soit que dès lors cet abbé eût été accessible à quelques-unes de ses anciennes correspondances à Londres, soit, ce qui est plus probable, que ce fût un effet de la légèreté et de la futilité de son esprit. Après le passage de la Bérézina, l'Empereur vint à Varsovie, visita toutes les fortifications de Praga, et, après avoir parcouru toute la ville, il descendit à l'*hôtel d'Angleterre,* où on lui avait préparé un logement. Le duc de Vicence se rendit alors chez l'ambassadeur, qu'il ne trouva pas; il causa avec les secrétaires et auditeurs d'ambassade, qui, tous, lui répétèrent ce que plusieurs d'entre eux avaient écrit sur la mauvaise conduite de l'abbé de Pradt; le duc de Vicence rendit compte à l'Empereur de cette conversation. Un quart d'heure après, l'ambassadeur entra chez Sa Majesté. Elle était résolue à le faire parler et à l'observer; il donna à plein collier dans ce piége, et pendant une heure et demie débita toutes les folies, toutes les absurdités d'un

l'Empereur sur un exemplaire de l'*Histoire de l'ambassade de Varsovie*, par l'abbé de Pradt; cet exemplaire est à la bibliothèque du Louvre.

abbé de comédie qu'on ferait raisonner guerre ou politique, et qui se croirait écouté. Quand l'Empereur crut en avoir assez entendu, il demanda au duc de Vicence du papier et de l'encre et écrivit sur le coin de la cheminée :

« Monsieur le duc de Bassano, j'écoute en ce moment l'abbé de Pradt; il est impossible d'être plus mal servi que je ne le suis par cet ambassadeur; il débite tant de futilités et de sottises, qu'il ne me laisse pas de doute sur la nécessité de le rappeler promptement. A votre passage, renvoyez-le à Paris; qu'il ne séjourne pas à Varsovie vingt-quatre heures après vous. »

L'abbé de Pradt se rendit à son diocèse. En 1814 il se distingua parmi les traîtres par l'impudence de ses discours et de sa conduite. En 1815 il ne perdit pas courage; il fit passer à l'Empereur un rapport plein de sottises, une espèce de libelle contre la famille des Bourbons. Le duc d'Otrante remit ce mémoire à l'Empereur, qui le lut sans savoir de qui il était; le duc d'Otrante lui dit ensuite : « Savez-vous quel en est l'auteur? — Non, répondit Sa Majesté. — Il est de l'abbé de Pradt, qui, au fond, vous est toujours resté fidèle, et vous conserve un sincère attachement, que le spectacle des Bourbons sur le trône a ranimé comme dans le cœur de beaucoup de Français. — C'est trop fort, dit l'Empereur; qu'il parte sur l'heure pour son diocèse! » Il partit effectivement; mais de toutes les villes qu'il traversait il adressait des lettres au ministre de la police sur l'esprit public, sur l'enthousiasme pour l'Empereur, sur la haine des Bourbons, sur ce qu'il avait été obligé de crier à chaque poste : *Vive l'Empereur!* et sur ce que, dans plusieurs endroits, il avait dû sa sûreté à un ancien brevet d'aumônier. Son but était toujours de revenir. Enfin l'Empereur dit un jour avec humeur au duc d'Otrante : « Vous êtes toujours le même; vous êtes dans votre troisième ministère ce que vous étiez dans les deux autres, sans cesse embarrassé de toute cette canaille, de tous ces intrigants, l'écume de l'émigration et de la France; ne me parlez plus de cet abbé. »

Parmi les chambellans qui furent conservés sur la liste, comme s'étant comportés avec le plus de dignité et ayant fait preuve de sentiments vraiment français et d'attachement à l'Empereur, se trouvèrent le prince de Beauvau, le duc de Choiseul-Praslin, le comte de Marmier, etc. Le premier chambellan, le comte de Remusat, en fut le premier rayé. Il avait été conseiller au parlement d'Aix; il fut un des quatre préfets choisis en 1800 pour être préfet du palais et en faire les honneurs. Il dut cette préférence à sa femme, Mlle de Vergennes, fille du ministre, qu'avait connue et que protégeait l'Im-

pératrice Joséphine. Depuis, M. de Remusat fut premier chambellan, surintendant des spectacles, et pendant un temps même chargé d'une cassette pour des dépenses diverses, mais qu'on dut lui ôter. Il était très-pauvre, et cependant il jouissait de plus de 80,000 francs de traitement qu'il tenait de la bonté de l'Empereur. Il fut un des premiers à arborer la cocarde blanche à Paris lors de l'entrée des alliés, et sa femme fut une de celles qui s'oublièrent au point de courir les rues pour distribuer des cocardes blanches. Remusat est d'ailleurs un homme médiocre et dont la fidélité était depuis longtemps suspecte; il se retira en Languedoc.

IV. L'Empereur recevait à son lever, tous les matins, à neuf heures, tous ceux qui se présentaient. Les salles du Trône et de la Paix étaient pleines. C'étaient des ministres, des conseillers d'État, d'anciens sénateurs, d'anciens députés, des juges, des administrateurs, des maréchaux, des généraux et officiers de tous les grades des armées de terre et de mer. Ces levers étaient extrêmement fatigants. Ils continuèrent ainsi jusqu'à ce que Sa Majesté se rendît à l'Élysée, c'est-à-dire plus d'un mois. Il n'est aucun de ces levers qui n'ait donné lieu à des scènes dignes d'être observées. A un des premiers, le comte Barthelemy, qui avait présidé le Sénat pour la déchéance, se présenta. Peu d'individus avaient autant d'obligations à l'Empereur que cet ex-directeur. L'Empereur l'avait retiré de l'exil, l'avait nommé sénateur et l'avait toujours bien traité. C'est Barthelemy qui, au nom du Sénat, avait lu l'adresse pour l'Empire. L'Empereur le voyant ne put s'empêcher de sourire. Barthelemy plia les épaules et leva les yeux au ciel, ce qui avait l'air de dire : Vous devez être bien mécontent de moi, j'ai été entraîné comme tout le monde. Il n'y eut pas d'autre colloque. Barthelemy sentit que sa présence était déplacée; il ne revint plus et vécut tranquille à Paris.

A un autre lever se présenta le général Souham, qui revenait de Bourges. C'est lui qui avait fait la harangue qui fut décisive pour faire passer à l'ennemi le corps du duc de Raguse[1]. L'Empereur ne put le voir sans indignation; cependant il se contraignit. Ce général maladroit voulut absolument parler à l'Empereur; il est bègue et s'exprime difficilement : « Que voulez-vous encore de moi? lui dit Sa Majesté; vous voyez que je ne vous connais pas. » Le général Souham comprit toute la force de cette réponse; on ne le vit plus. Il

[1] Le 6e corps.

n'était pas compris dans l'exception de l'amnistie de Lyon, aussi vécut-il tranquille à Paris.

Successivement les maréchaux, à mesure qu'ils arrivaient à Paris, venaient se présenter au lever. L'Empereur n'en maltraita aucun; il fut fidèle à sa promesse de ne se ressouvenir que de leurs services. Il dit seulement au duc de Reggio : « Eh bien, Oudinot, vous étiez l'idole de la Lorraine, 200,000 paysans vous eussent suivi il y a un an, et aujourd'hui je suis obligé de vous protéger contre eux; ils ne veulent plus vous souffrir parmi eux. »

Après un lever, le maréchal Ney se présenta à l'Empereur et lui dit d'un air contraint et bouleversé : « Vous aurez ouï dire que, en partant de Paris pour me rendre à Besançon, j'ai promis au Roi de vous ramener dans une cage de fer. — Ah! dit l'Empereur, vous avez tort de vous mettre en peine des propos de la malveillance; une telle idée n'a jamais pu entrer dans l'esprit d'un militaire; vous savez bien que personne n'en aurait jamais eu le pouvoir. — Vous vous trompez, dit le maréchal, vous ne me donnez pas le temps d'achever; ce propos est vrai, mais c'est que déjà j'avais pris mon parti, et je crus ne pouvoir mieux dire pour cacher mes projets. » Cette conversation révolta l'Empereur, il ne put pas maîtriser sa figure et cacher l'impression qu'il éprouvait; le maréchal s'en aperçut et comprit tout le tort qu'il s'était fait; il se retira à la campagne; on n'en entendit plus parler, et ce ne fut qu'au moment du Champ de Mai qu'il revint à Paris. L'opinion publique était déchaînée contre le maréchal Ney. Sa conduite n'avait l'assentiment de personne; on se ressouvenait des propos inconsidérés qu'il avait tenus contre l'Empereur en 1814, et les plus grands partisans de l'Empereur eux-mêmes trouvaient que sa proclamation de Lons-le-Saulnier, faite du 8 au 10 mars, c'est-à-dire avant la prise de Lyon, eût été une action qui, entraînant avec elle de grands dangers, eût été grande et belle comme celle de Labédoyère et de Brayer; mais que, faite le 14, elle n'était qu'une lâcheté et une trahison. Tout ce que l'on disait, ce maréchal le savait, et il en était bouleversé.

A un lever, le député de la dernière chambre Raynouard, l'auteur des *Templiers*, lui fut présenté et lui présenta à son tour plusieurs de ses anciens collègues, entre autres MM. Durbach, de Bedoch et de Flaugergues, qui s'étaient opposés de tous leurs moyens à la réaction royaliste. L'Empereur les accueillit bien et rassura ce dernier, qui était accusé d'avoir proposé la mise hors la loi de l'Empereur : « Je n'étais pas alors en France, dit Sa Majesté, je ne sais ni ne veux savoir ce qui s'est dit. »

L'Empereur, sentant la nécessité de bien convaincre que sa volonté positive était de tout oublier excepté les services, admit, contre son ordinaire, presque chaque jour, vingt personnes à dîner. Les maréchaux Jourdan, Saint-Cyr, Oudinot, Mortier, Soult, dînèrent successivement, et particulièrement toutes les personnes qui s'étaient le plus compromises contre lui.

La police rendit compte que Châteaubriand était aux environs de Paris et demandait s'il pouvait revenir à Paris : « Oui, répondit l'Empereur, il n'est pas compris dans l'exception de l'amnistie. » Sur ces entrefaites Châteaubriand partit pour Gand. Lacretelle, Lemercier et un grand nombre d'autres libellistes profitèrent de cette indulgence. Lacretelle ouvrit même publiquement un cours de littérature. Tous ces individus s'étaient cachés; ils furent eux-mêmes étonnés de tant d'indulgence. Le chancelier de France, M. de Barentin, envoya son serment et obtint la permission de rester à Paris. Le chancelier Dambray, qui était dans ses terres en Normandie, ayant reçu les proclamations du comte de Lille, postérieures aux déclarations du congrès de Vienne, quitta cette province et se réfugia en Angleterre. On aurait dû mettre sur la liste des exceptés de l'amnistie le ministre d'État Ferrand, qui avait été surnommé *le Marat à cocarde blanche.* Il s'était d'abord rendu à Bordeaux, puis retiré près d'Orléans; mais, comme il n'était pas un des exceptés, on le laissa tranquille. Le baron de Vitrolles, le centre de la résistance du Midi, où il avait retardé de six jours la reconnaissance du gouvernement impérial, amené à Paris, y fut laissé en prison. On s'attendait qu'il serait traduit devant une commission militaire, jugé suivant la rigueur des lois et exécuté dans les vingt-quatre heures : mais le Gouvernement était si fort de l'assentiment national et de la réunion de tout ce que la nation avait d'hommes énergiques, qu'il ne sentait aucun besoin de faire des exemples; tous ces individus avaient d'ailleurs par eux-mêmes si peu d'importance, et ils avaient si peu d'influence, qu'ils n'inspiraient aucun sentiment de crainte. C'étaient les armées de l'Europe réunies qui avaient replacé les Bourbons, et non les efforts de tous ceux qui se disaient leurs partisans; ils n'avaient, au contraire, agi que de manière à amener leur chute, comme des mouches du coche plus nuisibles encore qu'inutiles.

La duchesse d'Orléans fit dire à l'Empereur qu'elle était malade et hors d'état de quitter Paris, et sollicita la permission d'y rester, ce qui lui fut accordé, ainsi qu'à la duchesse de Bourbon. L'Empereur assigna 400,000 francs à l'une et 200,000 francs à l'autre pour leur entretien. A cette occasion Sa Majesté dit : « Il est tellement sans

inconvénient que les Bourbons restent en France, que, si Louis XVIII voulait y vivre en simple particulier, je n'aurais aucune objection à l'y laisser dans une terre sur la Seine ou sur la Saône. » C'est moins de Louis XVIII que l'on s'occupait que de la lutte contre l'Europe entière, lutte qui s'annonçait par d'immenses préparatifs.

V. Après le lever, l'Empereur, selon son usage, allait déjeuner dans le salon de service des petits appartements, sur une petite table ronde; il ne restait que sept ou huit minutes à table. On lui servait alternativement un poulet rôti ou une poitrine de mouton. C'est pendant ce déjeuner qu'il avait l'habitude de recevoir souvent des personnes distinguées dans les sciences ou dans les arts. M. Denon, directeur du Musée, y assistait assez fréquemment. Le premier peintre, le sieur David; le premier architecte, le sieur Fontaine; Talma, y étaient également admis deux ou trois fois l'an. Une fois par semaine, les petits princes ses neveux et les princesses ses nièces déjeunaient avec lui; Sa Majesté les interrogeait et leur faisait réciter des fables.

Après le déjeuner, il y eut fréquemment des revues dans la cour des Tuileries.

Toutes les troupes qui arrivaient à Paris y séjournaient, infanterie et cavalerie, jusqu'à ce qu'il y eût 12 à 15,000 hommes de réunis; alors elles étaient présentées à la parade. L'Empereur voyait le corps en détail, nommait aux places vacantes, accordait des récompenses à ceux qui les méritaient, s'entretenait avec les soldats. Avant de défiler on battait au cercle; les officiers et sous-officiers entouraient l'Empereur, qui s'entretenait avec eux, leur témoignait sa satisfaction sur leur patriotisme et leur faisait connaître les dangers qu'ils avaient encore à surmonter, la fidélité qu'ils devaient garder au pavillon tricolore, et la différence du gouvernement impérial au gouvernement royal. Tout cela était parfaitement dans l'opinion de toute l'armée et réveillait en elle les plus vives émotions.

Le jour où, pour la première fois, l'Empereur passa la revue de la vieille Garde fut un jour de fête. Bien des larmes coulèrent des yeux de ces vétérans. La foule des officiers en demi-solde ou à la suite accourus de tous les points de l'Empire était immense. Lors des parades, ils étaient admis dans la cour intérieure du Carrousel. La foule du peuple était innombrable, elle couvrait les toits, les fenêtres et la place du Carrousel; de toutes parts s'élevaient les élans d'une joie sincère et vive. Aux soldats comme aux citoyens il paraissait qu'on avait été exilé de la France et qu'on y rentrait. Il

arrivait souvent d'entendre crier : « Nous sommes aujourd'hui grandis d'un pied! »

La revue de la garde nationale eut lieu le 16 avril; le général Durosnel en avait été nommé commandant en second; la revue fut belle; tous les hommes habillés y furent présents, environ 16,000 hommes. Elle eut lieu un dimanche comme étant le jour le plus commode pour les chefs d'ateliers et les employés des divers bureaux, et elle avait été retardée de huit jours, parce que, le dimanche précédent, la garde nationale se trouvait en concurrence avec des troupes de ligne qu'il importait de faire partir de suite pour leur destination. Ce retard donna lieu à mille et un propos; on supposa que l'Empereur redoutait cette revue. A toutes les parades, Sa Majesté était précédée et accompagnée de quelques grenadiers de la Garde et de plusieurs officiers, parce que la foule des officiers réformés, en demi-solde et autres, était telle, qu'on craignait qu'en pressant trop l'Empereur elle n'effrayât son cheval et ne donnât lieu à quelque accident. Les grenadiers voulurent, à cette revue, suivre comme à l'ordinaire; l'Empereur les renvoya, pour témoigner à la garde nationale son entière confiance en elle; il traversa tous les rangs; l'enthousiasme fut extrême. Avant de faire défiler, Sa Majesté harangua à cheval les officiers et sous-officiers.

Le 14 mai, l'Empereur reçut à une parade, dans la cour des Tuileries, la pétition de 10 ou 12,000 ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, qui offraient de prendre les armes et de se fédérer pour la défense de la capitale et de l'Empereur. Sa Majesté resta plus d'une heure au milieu de cette population; il la harangua avec beaucoup d'énergie; elle eut l'honneur de défiler devant lui. Cela donna lieu à grand nombre de brocards de la part des malveillants. Ces fédérés avaient à leur tête les officiers de la garde nationale des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau; chaque arrondissement avait sa bannière. L'Empereur reconnut parmi eux un bon nombre de soldats qui avaient servi sous ses ordres, et qui depuis douze ou quinze ans avaient quitté l'armée et étaient ouvriers. La rapidité avec laquelle il se rappelait leurs noms les étonnait. Un vieux canonnier qui avait été avant la Révolution bombardier dans sa compagnie, il y avait donc près de trente ans, ayant fait quelques pas en avant pour se présenter à l'Empereur, Sa Majesté le reconnut sur-le-champ et l'appela par son nom. C'était un très-brave et bon canonnier; quand il s'entendit nommer par l'Empereur, de grosses larmes coulèrent de ses yeux, et il dit : « Est-il possible que vous me reconnaissiez encore? »

Les officiers en demi-solde, réformés ou à la suite, étaient successivement envoyés dans les places fortes, aux dépôts des corps, pour former les 4es et 5es bataillons, ou à diverses destinations.

La garde nationale de Paris donna un dîner à la Garde impériale; la Garde impériale en donna un à toutes les troupes de Grenoble et de Lyon qui, les premières, avaient accueilli l'Empereur; ce dîner eut lieu au Champ de Mars; les officiers dînèrent dans les salles de l'École militaire, les soldats dans le Champ de Mars; la joie fut bruyante; le soir, plusieurs milliers d'officiers parcoururent les rues en chantant des airs nationaux et portèrent le buste de l'Empereur sur la colonne de la place Vendôme.

Les grandes occupations de l'Empereur ne lui permettaient ni de chasser ni de sortir fréquemment. Il se fit une espèce de violence pour assister une fois à l'Opéra et une fois au Théâtre-Français; il y alla au moment où on l'y attendait le moins. Cependant, aux Français, on s'en doutait, parce qu'il avait fait demander *la Mort d'Hector*, pièce qu'il affectionnait.

VI. Le prince Joseph avait passé toute l'année 1814 dans une maison de campagne qu'il avait achetée dans le pays de Vaud, près de Nyon. Il n'apprit le débarquement que lorsque l'Empereur était déjà arrivé à Grenoble, et il lui expédia immédiatement un courrier pour lui demander ses ordres. Sa Majesté reçut ce courrier à Lyon. Le prince Joseph rejoignit l'Empereur à Paris, à la fin de mars.

Le prince Jérôme était en 1814 à Trieste, avec sa femme et sa famille; aussitôt qu'il eut nouvelle que l'Empereur était débarqué en France, il s'embarqua et se rendit à Naples.

Madame était à l'île d'Elbe lors du départ de l'Empereur; elle profita d'un des vaisseaux de 74 envoyés par le roi Joachim, pour se rendre à Naples. Elle revint en France sur une frégate française expédiée de Toulon pour l'aller chercher. Le prince Jérôme revint avec Madame.

La princesse Élisa, qui était à Bologne, fut arrêtée par les Autrichiens et transférée à Brünn en Moravie. La princesse Pauline fut gardée aux bains de Lucques. Le vice-roi, qui était à Vienne, eut Munich pour prison. Mme de Montesquiou, gouvernante du Roi de Rome, fut enlevée au jeune prince, qui fut mis entre les mains d'une gouvernante autrichienne. Mme de Montesquiou et son fils furent retenus à Vienne.

Le prince Lucien renvoya à Gênes le prélat qui l'avait accompagné à Paris. L'Empereur avait daigné accorder une audience à ce

monsignor, et l'avait chargé de donner toute espèce d'assurances au Saint-Père en l'engageant à rester en Italie, où il ne serait pas inquiété.

Le prince de Talleyrand était à Vienne, au congrès : aussitôt qu'il eut la nouvelle que les Bourbons étaient sortis de France, il fit faire, à Paris, des négociations pour demander sa grâce et rentrer en France; il promettait de rendre des services importants.

La plupart des membres de la légion vendéenne rentrèrent à Paris.

VII. L'Empereur, en arrivant à Paris, avait déclaré la presse libre; aucune loi n'existait pour en réprimer les abus. Aussi les pamphlétaires se livrèrent-ils à la licence la plus effrénée. L'Empereur était lui-même attaqué chaque jour dans un grand nombre d'écrits de toutes couleurs; mais, au lieu d'aliéner l'opinion, ils lui donnaient, au contraire, un nouvel élan.

Dans ce temps-là, après une vive discussion dans le Conseil, l'Empereur abolit la traite des nègres. Par le traité de Paris, la France avait pris l'engagement de supprimer cette traite dans cinq ans, et on a peine à comprendre comment les négociateurs de ce traité n'avaient pas préféré l'abolir de leur propre mouvement et de suite, et, par cette conduite, se soustraire à la honte d'une condition contraire à la souveraineté de la couronne de France. D'ailleurs, désormais, il n'y avait plus à songer à reconquérir Saint-Domingue par la force, et le seul profit qu'on en pouvait tirer en temps de paix était de reconnaître la puissance des nègres et de se réserver le privilége exclusif du commerce, ce qui était facile en établissant une ou deux croisières et peut-être un ou deux comptoirs.

Toutes les provinces de la France se fédéraient en suivant l'exemple de ce qui avait eu lieu en 1790 et 1791. Les Bretons donnèrent le signal, que suivirent toutes les provinces. Le but de la fédération était de soutenir l'indépendance de la nation, le trône impérial, la liberté publique, et de rendre à jamais impossibles le retour des Bourbons et la prépondérance des classes privilégiées.

VIII. La loi du budget votée en septembre 1814 avait laissé à la disposition des administrations départementales ce qui restait des 50 centimes additionnels de guerre imposés sur les exercices 1813 et 1814, pour être employés à solder les dépenses faites par les départements et les villes, soit pour leur défense, soit pour le séjour des armées alliées. Originairement ces 50 centimes montaient à 160 millions; mais une partie était entrée au trésor avant la loi du budget

et avait été consommée ; il ne restait que 90 ou 100 millions, qui avaient ainsi été mis à la disposition des administrations départementales. Le ministre des finances, le baron Louis, en avait attiré au trésor une cinquantaine de millions, qu'il employait à l'agiotage des bons royaux et qu'il destinait à leur rachat. On prit le parti de ne plus émettre de ces billets, de consolider ce qui en existait en circulation, et, par cette opération, on procura au trésor une ressource de 40 millions au-dessus du budget. On se fit aussi une ressource importante au moyen d'une aliénation de 3 ou 4 millions de rente sur le grand-livre que possédait la caisse d'amortissement, à laquelle on donna une même valeur en biens-fonds. Ces 3 ou 4 millions de rente furent vendus à des banquiers étrangers à 50 pour 100 et avec l'obligation de n'en émettre aucune sur la place, afin que cela n'influât pas sur le cours des effets publics. Ce secours de 30 à 40 millions venus de l'étranger eut un bon effet ; dans le courant de juin, juillet et août, cette opération devait être continuée et aurait produit 60 millions. La dette publique n'était en rien accrue, puisque ces rentes existaient à la caisse d'amortissement ou au domaine extraordinaire, et que la caisse d'amortissement avait en remplacement des valeurs en biens-fonds et spécialement des forêts dont la vente était autorisée par le budget de 1814. L'opération n'était point onéreuse au trésor public, puisque ce n'était que l'emploi de 60 millions de forêts ou domaines ; elle ne l'était point à la caisse d'amortissement, puisque avec ces 60 millions elle pouvait se remplacer des rentes qu'elle avait fournies. Si la guerre se prolongeait, il était à prévoir que les rentes baisseraient au-dessous de 50 francs, et qu'au lieu de perdre la caisse d'amortissement gagnerait à cette opération. Si de grands succès conduisaient promptement au retour de la paix, il était possible qu'elle ne pût se remplacer de ses rentes qu'à 55 ou 60, ce qui alors pouvait lui occasionner une perte de quelques millions : mais cette perte était insensible dans ce cas, comparativement aux résultats et à l'influence qu'avait pour nos affaires un prompt secours de 60 millions de numéraire, même comparativement au gain qu'offrait l'opération dans le cas de la prolongation de la guerre.

Le ministre des finances s'aida aussi de plusieurs moyens supplémentaires qui fournirent des ressources assez importantes. Mais peut-être, dans ces circonstances, l'Empereur eut-il tort de ne point imposer 50 centimes de guerre sur l'impôt foncier en exigeant le payement en peu de mois. L'argent ne manquait pas en France, les citoyens sentaient l'importance des circonstances, ils s'empressaient

d'anticiper le payement des contributions ordinaires. Une centaine de millions, dont cinquante auraient été facilement payés avant le commencement de juin, eussent levé bien des obstacles, accéléré les préparatifs et mis dans le cas d'avoir 25 ou 30,000 hommes de plus sur les champs de bataille de Flandre; car dans la position d'alors les équipements et tout ce qui était nécessaire pour l'armée ne pouvaient se faire qu'argent comptant, le moindre retard dans le payement en amenait un dans les fournitures. Les dépenses du département de la guerre, dans les mois d'avril, mai et juin, furent énormes; le ministre du trésor fit face à tous les payements avec un zèle et une exactitude qui excitèrent l'étonnement général des financiers. L'Empereur avait cédé aux conseils des ministres et des conseillers d'État, qui tous étaient imbus de la nécessité de l'intervention des chambres dans toutes mesures d'argent ou de nouvelles levées, et l'on perdit du temps, en attendant l'arrivée des députés, pour établir ce nouvel impôt de 50 centimes additionnels. L'Empereur eut tort de condescendre à cette faiblesse de ceux qui l'environnaient. Cette faiblesse eut aussi de l'influence dans beaucoup de mesures relatives aux levées et à la haute police. L'opinion en 1814 avait vivement reproché aux agents de l'administration tout ce qui avait été fait et n'était pas rigoureusement dans la ligne constitutionnelle; les ministres, conseillers d'État et agents de l'autorité en avaient conservé une vive impression. Mais les circonstances étaient telles, qu'on peut avec raison reprocher à l'Empereur de s'être laissé influencer.

CHAPITRE VII.

RELATIONS EXTÉRIEURES.

I. Déclaration du congrès de Vienne. Traité conclu par les puissances alliées. Discussion au parlement d'Angleterre. — II. Conduite du roi de Naples. Mission du général Belliard et du chevalier Colonna à Naples; le roi cherche à soulever les Italiens; il déclare la guerre, est vaincu et se réfugie à Toulon; l'Empereur lui accorde un asile dans le Midi. La reine de Naples signe une capitulation avec les Anglais. Violation de cette capitulation. — III. Vain espoir d'obtenir la paix. On se prépare avec activité à la guerre. L'Empereur visite les fortifications de Paris et les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau. Conduite du gouvernement anglais. Combats sur mer dans la Méditerranée. Guerre et pacification de la Vendée. — IV. Conduite du duc d'Otrante. Intrigues de ce ministre avec l'Autriche. — V. Insinuations de la Russie. Envoi de Ginguené en Suisse. Affaires d'Espagne, de Suisse, de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, de Bade, de Belgique et des quatre départements du Rhin.

I. Le congrès de Vienne tirait à sa fin; la nouvelle du débarquement de l'Empereur pressa la conclusion. On avait violé toutes les clauses du traité de Fontainebleau. Parme et Plaisance avaient été ôtées au Roi de Rome. On avait violé l'article de ce traité par lequel le prince Eugène devait avoir une souveraineté. On avait rejeté la réclamation des maréchaux pour conserver leurs dotations sur le Monte-Napoleone. On avait enfin violé l'esprit général de ce traité, la promesse de laisser la France dans ses limites et libre dans le choix de ses institutions. Les droits de tous les peuples et de toutes les nations avaient été violés à ce congrès, qui paraissait animé des mêmes principes qui avaient animé les trois puissances lors du partage de la Pologne. Le congrès s'était partout aliéné l'opinion publique. Le mécontentement était extrême chez tous les peuples d'Italie; ceux d'Allemagne, hormis les Prussiens et les Autrichiens, partageaient ces sentiments. Le débarquement de l'Empereur et la nouvelle de son entrée à Grenoble firent pâlir les oppresseurs des peuples, et, par la plus étrange violation de tous les droits, de tous les sentiments et de tous les principes, le congrès signa, le 13 mars, un acte qui proscrivait en quelque sorte l'Empereur. Nous ne saurions ajouter aucune observation qui n'ait été faite alors par la réponse du Conseil d'État. L'acte du congrès fut répandu dans toute l'Europe avec une grande profusion; son but était d'arrêter la marche de

l'Empereur. Mais, lorsque la connaissance en parvint en France, dans les derniers jours de mars, l'Empereur était déjà aux Tuileries et maître de toute la France.

Quand on apprit à Vienne un résultat aussi imprévu, et que tous les projets d'envahissement et d'usurpation des puissances étaient déconcertés, celles-ci se lièrent ensemble par de nouveaux traités dirigés contre l'Empereur.

La Russie, qui voulait s'approprier toute la Pologne et, par ce pas de géant, se rapprocher du midi de l'Europe et menacer par là l'indépendance de l'univers, craignit dans l'Empereur l'affection que lui portaient tous les Polonais. L'Autriche, qui voulait s'approprier toute l'Italie et étouffer les espérances d'indépendance des Italiens, vit un obstacle dans l'attachement que ce peuple conservait à l'Empereur. L'Angleterre voyait, par le retour de l'Empereur, frappées de nullité la réunion de la Belgique à la Hollande et la création d'un État intermédiaire entre la France et la Hollande. La Prusse, qui avait étendu sa domination sur les frontières de la France, n'ayant de ligne de frontières nulle part et étant ainsi prise en flanc de tous côtés par la Russie et la France, montra plus de passion et plus de crainte qu'aucune autre puissance.

Louis XVIII fut admis à stipuler dans ce traité, et, quoiqu'il fût hors de France, abandonné de tout le monde, on le considéra toujours comme souverain, et il fit partie de la coalition contre la France.

Chaque puissance s'engagea à fournir 150,000 hommes pour rétablir Louis XVIII, puisqu'il était partie au traité. Quelques articles patents du traité de la coalition furent modifiés, sur la demande du ministère de Londres, afin d'empêcher les arguments que pourrait faire valoir dans le parlement le parti de l'opposition; mais le but réel de ce traité était le rétablissement des Bourbons. Dès ce moment, Louis XVIII, qui n'avait plus d'espoir et qui n'était plus occupé que de négocier son admission en Angleterre, qui avait licencié sa Maison militaire, ses ministres, et qui plusieurs fois avait même manifesté la crainte que lui et ses adhérents ne fussent pas reçus en Angleterre comme ils l'avaient été jadis, retrouvant quelque espérance de pouvoir rentrer en France sur les cadavres des Français, et après que la conquête en serait faite par les étrangers, s'efforça alors de seconder leurs affreux projets. Le duc de Feltre, son ministre de la guerre, se rendit à Londres pour communiquer toute espèce de renseignements sur la force et les ressources de l'armée française. La Rochejacquelein et quelques autres furent envoyés en Angleterre,

d'où ils furent transportés et débarqués sur les côtes de la Vendée, pour y allumer la guerre civile et y favoriser ainsi les projets des ennemis de la France. Le Roi s'établit à Gand, rappela sa Maison militaire, recomposa son ministère, fit imprimer et rédiger des journaux, des proclamations, convoqua les chambres et inonda la France d'actes, de libelles, et de lettres de toute espèce, semant partout la discorde, et excitant aux horreurs de la guerre civile sur tous les points de l'Empire. Un assez grand nombre de personnes de sa Maison militaire le joignirent; d'autres quittèrent la France, pour se retirer en pays étranger. Enfin le Roi et ses adhérents aidèrent puissamment les projets des ennemis de leur patrie par leurs connaissances locales, par des communications sur la dernière situation des choses, par les intrigues qu'ils tramèrent, et par les divisions qu'ils fomentèrent dans l'Empire. La Vendée courut aux armes; il fallut une armée pour la réprimer.

Cependant l'Empereur avait fait des ouvertures de paix à toutes les puissances. Il n'eût jamais signé le traité honteux de Paris, mais, puisqu'il existait, c'était une chose terminée; il fit donc connaître aux coalisés qu'il le ratifiait et le signerait, et par cela leur ôtait tout prétexte de faire la guerre à la France.

La réponse de tous les cabinets fut uniforme, tous se référèrent aux actes du congrès de Vienne.

On espérait à Paris que l'Autriche sentirait combien il était important pour elle de ne pas annuler la France. C'était l'anéantir et l'annuler que de vouloir y rétablir par force les Bourbons. L'Autriche paraissait avoir intérêt à consolider l'indépendance de la France, afin de l'opposer au gigantesque agrandissement de la Russie.

Des pourparlers avaient eu lieu, et on nourrissait quelque espoir d'arriver par cette puissance à dissoudre la coalition et à consolider le trône impérial sur les bases du traité de Paris, lorsque l'inexplicable et insensée levée de boucliers du roi de Naples rendit à l'Autriche la crainte de voir renverser sa politique sur l'Italie. Dès ce moment il ne fut plus possible de s'entendre.

II. Le roi de Naples apprit, par l'arrivée à Gaëte du brick *l'Inconstant*, le succès du débarquement de l'Empereur en Provence. Il ne tarda pas à apprendre, par sa correspondance générale, l'entrée triomphante de l'Empereur à Lyon et à Paris, et l'ivresse que de toutes parts manifestaient les Français. Depuis l'envoi du chevalier Colonna, l'Empereur n'avait eu aucune communication avec le roi de Naples. Arrivé à Paris, l'Empereur craignit de sa part quelques

fausses démarches, mais surtout contre lui et dans un sens à l'opposé de celle qui entraîna ce prince. Connaissant l'entière confiance qu'il avait dans le lieutenant général Belliard, il lui envoya ce général comme ambassadeur, mais, de fait, pour diriger sa conduite. Le comte Belliard avait l'autorisation de conclure un traité d'alliance offensive et défensive, et de consentir à tout ce que l'on demanderait, si l'on se conformait à cette instruction essentielle et positive, à savoir que le roi de Naples n'attaquât pas, se fortifiât sur sa frontière, y réunît une soixantaine de mille hommes et employât tous ses moyens pour rester en bonne intelligence avec l'Autriche, la flattant qu'il restait dans son alliance, et, en même temps, agissant à Vienne de manière à éclairer le ministère sur les véritables intentions de l'Empereur et sur le réel intérêt de Napoléon, qui était d'agir de concert avec l'Autriche. En se conduisant ainsi, le roi de Naples servait la cause de l'Empereur dans les négociations et contenait, en cas de guerre, une armée nombreuse d'Autrichiens. Le comte Belliard était parti depuis plusieurs semaines; mais, lorsqu'il arriva à Naples, il n'était plus temps : le roi de Naples s'était précipité dans l'abîme.

L'Empereur n'apprit son extravagante expédition que par le prince Lucien, qui était arrivé incognito à Fontainebleau avec un agent du Pape. Il y envoya aussitôt le prince Joseph, et apprit le lendemain que le Pape avait quitté Rome, qu'il était déjà à Gênes, qu'il avait chargé le prince Lucien de venir à Paris avec un prélat de confiance pour demander à l'Empereur une explication catégorique, étant résolu, si Sa Majesté ne donnait pas la promesse de protéger son temporel, à se retirer en Espagne.

Le prince Lucien croyait que l'on connaissait à Paris toutes les démarches du roi de Naples. Il ne donna aucun détail au prince Joseph, et l'on fut obligé de lui envoyer un courrier pour en demander. C'est alors seulement que l'Empereur apprit que, par la plus inconcevable des résolutions, le roi de Naples avait déclaré la guerre à l'Autriche et s'était mis en marche sur le Pô, appelant les Italiens à la liberté; que ses troupes étaient entrées dans les États romains, puis en Toscane, et que le 3 avril, jour du départ du prince Lucien de Bologne, l'avant-garde napolitaine y entrait. On reçut quelques jours après, par la Suisse, ses déclarations et ses proclamations aux peuples d'Italie.

Il serait impossible de peindre l'effet qu'une si étrange conduite produisit dans le cabinet de Saint-Cloud; c'était le renversement de toutes les espérances de négociation. On en déduisit sur-le-champ

toutes les conséquences; il était désormais impossible de prouver à l'Autriche la franchise des communications qu'on avait commencées et la vérité des insinuations que l'on faisait à ses agents : la conduite du roi de Naples devait lui prouver qu'on ne voulait pas s'en tenir au traité de Paris, qu'on cherchait à rétablir l'indépendance de l'Italie.

C'est au roi de Naples qu'il faut spécialement attribuer les désastres de 1814, parce que, trahissant l'Empereur et la France, et réunissant à l'Autriche ses 40,000 hommes, la très-belle armée du vice-roi se trouva tournée par les Napolitains et par là hors d'état de prendre l'offensive. Si, en 1814, le roi de Naples eût été fidèle, selon l'honneur et sa véritable politique, l'armée française, augmentée des Napolitains, eût détruit ou rejeté au delà des Alpes noriques l'armée autrichienne; le cabinet de Vienne eût été obligé de la renforcer des armées qu'il envoyait en France; leur mouvement sur Lyon était dès lors impossible, et l'armée française de Lyon, remontant la Saône, serait entrée dans le plan d'opérations de la Grande Armée; tous les événements devenaient alors différents de ce qu'ils furent. Aujourd'hui, attaquant intempestivement, isolément et sans concert, il détruisait toutes les espérances de paix, aliénait entièrement l'Autriche, et enfin, faisant seul la guerre, quand l'Empereur était en pleine négociation et n'avait encore aucune armée, il donnait le temps à l'Autriche de l'écraser avant que la France pût le secourir. Il paraît que, dans l'une et l'autre de ces circonstances, la politique de ce prince a été dirigée par les ennemis de l'Empereur et de la France. Le peu de lumière et l'extrême vacillation et exaltation des idées du roi de Naples l'ont rendu facilement la dupe des intrigants qui ont été employés pour le diriger.

Le chevalier Colonna, qui se trouvait à Naples, apprit du roi même sa volonté de se porter sur le Pô. Il se jeta à ses genoux pour le détourner d'une aussi funeste résolution; il lui fit lire l'original des instructions qu'il avait reçues à l'île d'Elbe[1]; elles prouvaient combien il déconcertait les projets de l'Empereur par une telle conduite; il lui exposa tous les dangers auxquels lui-même s'exposait, puisque l'armée napolitaine ne pourrait pas seule résister longtemps à une armée autrichienne. « 150,000 Italiens m'attendent, répondit le roi, et si l'Empereur seul, et avec moins de 1,200 hommes, a pu conquérir la France, je puis bien prétendre, avec 80,000 hommes de bonnes troupes, à relever la cause de l'Italie. » Le chevalier Colonna fit alors facilement sentir le défaut de cette comparaison.

[1] Ces instructions n'ont pas été retrouvées.

L'Empereur, marchant en France, ne marchait contre personne que contre un roi qui, en se montrant le roi de l'émigration, s'était aliéné l'amour de ses peuples, qui tous appelaient l'Empereur comme le sauveur de tous leurs droits, de tous leurs intérêts, de tous leurs principes. L'armée qu'on pouvait lui opposer était tout entière la sienne. Mais ici, au contraire, s'il était possible qu'il se trouvât des Italiens, ils seraient sans armes, sans places fortes, et l'on aurait à combattre une armée qui, devenant le principal objet de l'Autriche, serait en peu de semaines portée à plus de 100,000 hommes. Le chevalier Colonna alla plus loin; il prédit au roi que les Italiens ne se lèveraient pas pour lui, qu'ils n'avaient point assez de confiance dans sa haute destinée, si on ose le dire, dans son étoile, pour courir le risque d'une destruction totale; qu'il ne serait possible de les remuer que par l'Empereur et en son nom, et que les hommes sensés de l'Italie savaient bien que l'Empereur ne leur ordonnerait pas de se lever, ne le leur permettrait même pas, avant qu'il eût sur les Alpes une armée française. « Ah! répondit le roi, je vois bien que vous voulez qu'une armée française soit en deçà des Alpes avant que j'agisse; mais que serai-je alors? Je ne serai plus rien. A peine si l'Empereur me laissera Naples; il prendra toute l'Italie pour lui. — Eh! sire, reprit Colonna, vous avez devant les yeux des temps bien différents des temps actuels. L'Empereur n'aspire plus à tant de grandeur; les destins en ont autrement prononcé. L'Empereur n'aspire plus qu'à se consolider en France et à vous affermir sur le trône de Naples. »

Ces dernières paroles ne furent pas entendues du roi; il sortit, répétant encore : « Vous voulez qu'une armée française, commandée par le prince Eugène, ait eu le temps de passer les Alpes; vous savez bien qu'alors c'est à elle que se rallieront les hommes, les peuples, l'Italie entière, et alors, que serai-je? »

La reine, instruite par le chevalier Colonna que le roi agissait contre les intentions de l'Empereur et qu'il préparait le précipice qui allait engloutir sa maison, fit tout près de son époux. Elle le conjura de rassembler son armée à Ancône, de se fortifier, d'envoyer négocier à Vienne et d'attendre que l'Empereur, maître de la France, eût organisé et envoyé une armée sur les Alpes. « Une armée sur les Alpes! répéta encore le roi; la France entière se lève pour l'Empereur; les Russes sont au delà du Niemen; avant la fin du mois, l'Empereur aura un million d'hommes sur pied, car la France, qui a été humiliée, sent mieux que jamais combien ses efforts sont nécessaires. Si je tarde, je ne suis plus à temps; je perds la seule occasion

qui se soit jamais présentée à moi de relever l'Italie et d'accroître mon royaume jusqu'au Pô. » C'était l'idée favorite dont on berçait ce prince.

Arrivé à Ancône, le roi de Naples se pressa tellement, qu'il n'attendit pas la division de sa garde que composaient ses meilleures troupes et qui était encore à Naples ; il se précipita, sans plan, sans concert avec l'Empereur, sans avoir réuni son armée, sur Bologne. Pendant qu'il était dans cette ville, la division de sa garde arrivait sur Florence, et le général autrichien Nugent était sur Pistoja.

A Bologne, le roi appela les Italiens à l'indépendance; il ne prononçait pas le nom de Napoléon ni celui de roi d'Italie. Bon nombre d'officiers italiens, persécutés par la police autrichienne, le joignirent; mais la partie principale de la nation voulut examiner avant de se décider. Une députation des Bolonais s'adressa au roi et lui dit : « Vous ne nous parlez pas dans vos proclamations de notre roi; vous ne pouvez cependant pas ignorer que nous en avons un, et qu'en secouant le joug qui nous opprime ce ne peut être que pour lui que nous agissons. Que fait, que dit, qu'ordonne notre roi? Nous avons eu des communications avec lui pendant les derniers temps de son séjour à l'île d'Elbe; il nous a dit : « Restez tranquilles, attendez. » Pourquoi, si vous agissez de concert avec lui, ne voyons-nous pas sa proclamation? Pourquoi vous-même ne le proclamez-vous pas? Et comment se peut-il qu'il nous appelle aux armes avant qu'une armée française ait paru sur les Alpes? » Des discussions sérieuses eurent lieu. Le roi y laissa pénétrer ses secrètes pensées; on vit que sa conduite n'était ni dictée ni approuvée par l'Empereur. Dès lors les Bolonais refusèrent de coopérer à ses opérations, mais ils les suivirent de leurs vœux. Quand on arriva aux détails, les Bolonais demandèrent « s'il avait des fusils pour eux. — Non, répondit le roi. — Cependant nous n'en avons pas, et sans fusils, que voulez-vous que nous fassions? Dans les conseils que nous avons reçus de l'île d'Elbe, cette partie essentielle n'était pas oubliée. Avant de nous déclarer, il faudrait que vous nous donniez 50,000 fusils pour armer les départements en deçà du Pô. »

Mais déjà l'armée autrichienne avait passé le Pô, renforcé son aile droite en Toscane, et menacé l'avant-garde du roi de Naples entre Parme et Bologne, dans le temps qu'une division autrichienne menaçait par Ferrare de couper la ligne de la Romagne. A cette époque, les nouvelles de France faisaient connaître les déclarations pacifiques de l'Empereur et son intention de s'en tenir à la France, déclarations contradictoires avec tout ce que faisait le roi de Naples.

Les Italiens lui attribuaient la perte de l'Italie par sa conduite en 1814, et ils voyaient qu'il voulait la perdre encore par une conduite aussi peu réfléchie. Enfin le roi rallia ses troupes, se mit en retraite, eut divers combats honorables, où il voulut compenser par son courage personnel le défaut de grandes combinaisons politiques et militaires.

Le 22 mai l'armée autrichienne entra dans Naples.

Le comte Belliard vint à la rencontre du roi, entre Naples et le Tronto, pour déplorer et blâmer sa conduite. Peu de jours après, ce prince s'embarqua sur deux bâtiments de Rio et vint débarquer à la fin de mai en Provence. Le général Belliard s'embarqua sur une frégate française avec sa légation et arriva à Toulon.

La reine fit une convention avec la croisière anglaise pour être transportée en France, après la remise aux Anglais de tous les forts : ce qui fut effectué; mais les Anglais, violant immédiatement la convention, transportèrent la reine à Trieste et la livrèrent aux Autrichiens. Le roi Ferdinand de Sicile rentra dans Naples.

Lorsque l'Empereur reçut la lettre du roi de Naples qui lui annonçait son débarquement près de Toulon, Napoléon ne fut pas maître de sa juste indignation : « Voilà deux fois, dit-il, que cet homme trahit mes destinées. » L'Empereur lui fit écrire qu'il ne voulait pas le voir, mais qu'il pouvait se choisir une retraite dans une terre en Provence ou en Dauphiné. Par cet événement inattendu, l'Empereur perdit le secours auxiliaire d'une armée de 50 à 60,000 hommes, qui, avec les forces de l'Italie, eût obligé l'Autriche à une importante diversion; et, ce qui était bien plus important encore, l'Autriche ne pouvait regarder la conduite du roi de Naples que comme démentant toutes les communications officielles, toutes les insinuations secrètes de l'Empereur, et prouvant qu'il voulait non-seulement la France, mais aussi l'Italie; elle dut croire que le roi de Naples ne l'avait osé attaquer, et ne pouvait penser à proclamer l'indépendance de l'Italie, que par le conseil et avec le secours de l'Empereur.

III. A la déclaration du congrès de Vienne du 13 mars avait succédé un traité entre les quatre puissances. Ce traité avait été conclu en pleine connaissance de l'état des affaires de France; on savait que le Roi était en Belgique, que toute la France avait arboré le drapeau tricolore, et que jamais la nation n'avait montré plus d'enthousiasme. Il n'y avait donc plus aucun espoir de paix. Le cabinet de Paris avait écrit à tous les cabinets de l'Europe; la Russie, la Prusse, l'Autriche, avaient refusé de recevoir ses lettres; le ministère anglais avait répondu qu'il était obligé de se concerter avec ses alliés.

On supposait que l'opposition serait forte dans le parlement, mais on ne tarda pas à connaître que le parti Grenville s'était rangé du côté du ministère et que le parti de la guerre avait eu le dessus. Il ne resta plus aucune espérance de conserver la paix.

Toutes les troupes des alliés étaient en marche; de nombreux renforts envoyés d'Angleterre débarquaient chaque jour en Belgique. Les routes étaient couvertes des armées qui s'étaient mises en marche de Saint-Pétersbourg et des bords du Niemen, et des armées autrichiennes et prussiennes. Lord Wellington était accouru de Vienne en toute diligence et avait établi son quartier général en Belgique. Le maréchal Blücher était également accouru de Berlin et avait porté son quartier général à Liége. Les armées autrichiennes et russes ne pouvaient être arrivées sur nos frontières que dans le courant de juillet.

Les préparatifs se firent en France avec toute l'activité possible : toutes nos places furent armées, approvisionnées; toutes les positions susceptibles de défense furent reconnues et retranchées; Paris et Lyon furent considérés comme deux points centraux de résistance; on travailla à leur fortification et armement avec la plus grande activité.

Une frégate française [1], se rendant de Toulon à Naples, fut attaquée par le vaisseau de 74 anglais, *le Rivoli*, et prise après un combat glorieux. Une autre frégate fut chassée par une escadre anglaise et forcée de se retirer à Gaëte; mais une corvette arrivant de Londres porta de nouvelles instructions au commodore anglais; il lui était ordonné de respecter le pavillon français et de ne commettre aucune hostilité. Celui-ci envoya un parlementaire à la frégate française et lui fit connaître qu'elle pouvait naviguer librement. L'officier français demanda pourquoi, dans ce cas, on avait attaqué et pris une frégate française : le commodore répondit que ses ordres étaient changés.

Il paraît qu'on avait eu d'abord le projet d'attaquer sur-le-champ la France, afin d'alimenter la guerre du duc d'Angoulême et de soutenir le Roi à Lille, mais que, ceux-ci n'ayant fait aucune résistance et la nation tout entière s'étant prononcée pour le gouvernement impérial, on avait senti à Londres la nécessité de gagner du temps et de ne faire marcher que d'accord toutes les armées de la coalition.

La même variation dans les ordres de l'amirauté eut lieu sur l'Océan; les croisières anglaises commirent d'abord quelques hostilités, puis firent connaître qu'elles avaient ordre de respecter le pavillon français.

[1] *La Melpomène.*

La Garde impériale sollicita l'honneur de travailler à un des ouvrages des fortifications de Paris. Plusieurs légions de la garde nationale travaillèrent à ces retranchements; il y eut jusqu'à 8 et 10,000 ouvriers par jour. La même activité régnait dans les travaux de Lyon. L'Empereur alla visiter les travaux de Paris. Dans ces différentes courses, l'Empereur eut lieu de traverser le faubourg Saint-Antoine et les quartiers les plus populeux de Paris, seul avec deux aides de camp, un écuyer et un page; partout il fut entouré d'une foule immense, qui le reconduisait, soit aux Tuileries, soit à l'Élysée-Napoléon, avec les transports du plus vif enthousiasme. Ce spectacle nouveau fit pâlir la malveillance et fit comprendre toutes les ressources qu'avait l'Empereur dans l'amour du peuple.

Cependant les Anglais étaient dans les plus vives alarmes; leur armée en Belgique était exposée et pouvait se trouver obligée de soutenir seule les principaux efforts de la France, et avant que les armées russes et autrichiennes fussent prêtes. Ces considérations obligèrent le cabinet de Saint-James à ordonner qu'il ne fût commis aucune hostilité envers le pavillon tricolore et à déclarer que le combat du *Rivoli* contre la frégate française *la Melpomène* avait été un malentendu, dans le même temps qu'il renforçait en toute hâte l'armée de Belgique, et que les ports d'Anvers et d'Ostende ne désemplissaient pas. Les Anglais sollicitaient les Vendéens de reprendre les armes; des bâtiments anglais débarquaient du côté de Saint-Gilles la Rochejacquelein et les principaux chefs des Vendéens qui avaient suivi le roi à Gand; le 15 mai les Vendéens coururent aux armes, arborèrent le drapeau blanc; d'Autichamp proclama la guerre civile. Cette levée de boucliers était évidemment intempestive : en se démasquant le 15 mai, lorsque les alliés ne pouvaient pas commencer la guerre avant le 15 juillet, c'était se livrer seuls à toutes les forces de la France; mais dans cette circonstance, comme toujours, l'Angleterre ne considéra que son avantage particulier : elle comprit bien que la Vendée se déclarant deux mois trop tôt serait écrasée, détruite; mais elle espéra que l'occupation que cela donnerait aux troupes impériales retarderait l'agression de la Belgique et serait une sécurité pour son armée. Elle considéra les Vendéens comme des enfants perdus qu'elle sacrifiait pour garantir l'armée de Wellington. Ce qui devait arriver arriva.

Le général Delaborde, qui commandait à Angers, ayant une mauvaise santé, manquait de l'activité nécessaire pour les nouvelles circonstances dans lesquelles se trouvait cette province. Il fut remplacé par le lieutenant général Lamarque : c'était un jeune lieutenant

général; il n'avait jamais commandé en chef, mais il avait de l'esprit, de l'ardeur; c'est lui qui répondit au comte de Blacas, qui lui vantait le repos et le bonheur dont la France jouissait après tant de troubles : « Cela est vrai, les Français ont fait une halte, mais dans la boue. » Cinq régiments de ligne destinés pour l'armée qui devait agir en Belgique furent retenus sur la Loire; 7 ou 8,000 hommes, composés de divers détachements et de 3es bataillons qui avaient la même destination, furent organisés en divisions provisoires et retenus dans la Vendée à leur passage, ainsi que deux régiments qu'on tira des corps d'observation de Toulouse et de Bordeaux. Le 43e, qui était déjà arrivé, rétrograda sur le Mans, et le lieutenant général Brayer, avec deux régiments de la jeune Garde qui devaient partir pour la Flandre, se rendit en poste dans la Vendée. Une réserve de 3,000 gendarmes à pied et à cheval, qui avait été destinée à augmenter la Garde, tous vieux soldats, fut également dirigée sur la Vendée. A la fin de mai, l'armée impériale y comptait plus de 20,000 hommes de troupes de ligne.

Les Vendéens, battus partout, ne purent conserver les armes que les Anglais avaient débarquées du côté de Saint-Gilles, et enfin, dans le courant de juin, la Rochejacquelein et plusieurs chefs furent tués, et la Vendée fut entièrement pacifiée. Le but du gouvernement anglais n'était pas atteint, dans le sens que cela n'influa pas sur le moment où l'Empereur entra en campagne; mais cela influa sur le succès, en privant l'armée impériale de Flandre de 20,000 hommes. Les Vendéens furent écrasés, mais ils eurent le triste et funeste avantage de contribuer au succès de l'étranger et d'aider à la perte de la France. Le lieutenant général Travot, fort aimé des peuples de l'Ouest et qui avait fait longtemps cette guerre (il avait fait Charette prisonnier), contribua plus que tout autre au succès de l'armée impériale de la Vendée.

IV. Vers la fin d'avril, un commis d'une maison de commerce de Vienne arriva à Paris; des citoyens zélés en instruisirent l'Empereur. Il avait eu des conférences avec le ministre Fouché. Le comte Réal, préfet de police, fit arrêter cet agent et le conduisit, à neuf heures du matin, à l'Élysée-Napoléon; il fut introduit dans les petits appartements; l'Empereur l'interrogea. Arrivé depuis trois jours à Paris, il n'avait eu qu'une conférence avec le duc d'Otrante, et il était chargé de lui dire que le prince de Metternich, ayant envoyé un agent de confiance à Bâle, on désirait qu'il en envoyât un sur lequel on pût compter; que ni l'un ni l'autre ne seraient tenus de décliner leurs

noms, mais qu'ils seraient porteurs de signes de reconnaissance. Cet agent avait conservé l'original de ces signes, il les remit. Il fut tenu au secret, et l'Empereur fit partir sur-le-champ pour Bâle un homme de sa confiance, qui eut ordre de se donner pour l'agent du duc d'Otrante. Il était porteur des signes de reconnaissance. Deux heures après Fouché vint à son travail. Le travail terminé, l'Empereur le mena promener dans le jardin et mit la conversation sur la politique des diverses puissances, afin de l'engager à lui faire la confidence de l'agent qui venait d'arriver; mais il n'en dit rien. Trois jours après, ce ministre vint le soir aux petites entrées; beaucoup de dames et autres personnes étaient dans le salon de l'Empereur, et Sa Majesté était dans son grand cabinet; le duc d'Otrante l'aborda le visage renversé : il ne faisait que d'apprendre l'arrestation de son agent. Il venait faire la confidence tardive qu'un agent était venu lui proposer une chose ridicule, à laquelle il n'avait donné aucune attention, et il exposa les diverses pièces de toute cette affaire. L'Empereur ne répondit rien; il demanda seulement s'il savait ce qu'était devenu son agent. Le duc d'Otrante balbutia et finit par avouer qu'il venait d'apprendre que la préfecture de police l'avait fait arrêter. Il était donc évident que la confidence n'était faite que parce que l'intrigue était éventée. Il eût été bien, sans doute, dès ce moment, de faire arrêter ce ministre; mais l'Empereur jugea plus prudent d'attendre le retour de l'agent qu'il avait envoyé à Bâle, et se contenta de défendre à Fouché de donner suite à cette négociation. Quelques jours après l'agent revint de Bâle; il avait eu une conférence de plusieurs heures avec un homme qu'il croyait d'une assez grande importance et fort attaché au prince de Metternich. On demandait à connaître l'opinion du duc d'Otrante sur la situation des affaires de France, et s'il ne serait pas possible d'arranger les choses sans la guerre. On proposait que les puissances coalisées, rétablissant Louis XVIII à Paris, garantiraient pour cinq ans : 1° que le comte d'Artois, le duc de Berry et le duc d'Angoulême n'entreraient pas en France, non plus que M. de Blacas ni aucun des hommes suspects à la nation; 2° qu'avant cinq ans Louis XVIII aurait un ministère obligé, garanti par les puissances; que dans ce ministère seraient les *Votants,* parmi lesquels le duc d'Otrante, le comte Carnot et d'autres dont on serait convenu. Moyennant ces conditions, il était question de faire échouer le Champ de Mai et de jeter de côté l'Empereur. On parla beaucoup dans ces conférences de diverses hypothèses, du duc d'Orléans, du Roi de Rome, de la régence, mais comme de projets hypothétiques sur lesquels les puissances n'étaient pas d'accord, tandis que toutes

se ralliaient à Louis XVIII avec un ministère obligé. L'agent français répondit en faisant connaître la situation de la France, l'unité d'esprit national et la difficulté d'ôter l'Empereur, désormais mieux établi qu'il ne l'avait jamais été, et il proposa à l'agent autrichien de venir à Paris être témoin de l'assemblée du Champ de Mai et de tout ce qui s'y passerait. Celui-ci, qui paraissait être un homme raisonnable et sensé, convint que les événements de la France surpassaient tout ce que consacraient les fastes de l'histoire, que les ennemis mêmes de l'Empereur n'en parlaient qu'avec enthousiasme; que depuis huit jours qu'il était à Bâle il reconnaissait qu'on avait à Vienne une fausse pensée de ce qui se passait en France, et que les rapports qu'il recevait de l'Alsace et de la Bourgogne s'accordaient tous à prouver l'enthousiasme le plus exalté; qu'il croyait donc fort important qu'il se rendît à Vienne pour éclairer le ministère et lui faire connaître l'opinion du duc d'Otrante. Il donna rendez-vous à quinze jours de là à Bâle, en prescrivant à l'agent français de se faire autoriser à venir à Vienne, si cela pouvait être jugé nécessaire.

Au retour de cet agent, on pensa que l'arrestation du duc d'Otrante produirait un éclat qui ferait cesser cette négociation, qu'il était si précieux de suivre. Une seconde conférence eut lieu à l'époque convenue. L'agent autrichien venait avec des instructions plus larges : sa Cour était persuadée que l'Empereur était le maître de la France, mais elle n'en persistait pas moins dans l'intention de rester dans la coalition pour détruire l'Empereur. Il représentait les mêmes projets et proposait une négociation avec un ministère qui serait convenu et seconderait les opérations des puissances coalisées à leur entrée en France. Dans le cours de cette conférence, l'agent autrichien, croyant toujours parler à l'agent du duc d'Otrante, l'entretint de plusieurs choses qui montraient toute la scélératesse de ce ministre; il parla des correspondances que Fouché avait eues avec le prince de Metternich en 1814 et, entre autres choses, du conseil que Fouché lui avait donné, que, tant qu'on ne se déferait pas de l'Empereur, il y avait tout à craindre, et que, quelque chose que l'on dît, il ne fallait pas se laisser induire en erreur; que, si l'Empereur mettait le pied sur le sol français, la France tout entière serait à lui; que toute autre manière de voir était folle; que non-seulement il aurait l'armée, tous les paysans, qui en France sont une partie importante de la nation, mais aussi tous les bourgeois, une grande partie du clergé et de la noblesse. L'événement qui avait suivi cette prédiction portait le prince de Metternich à avoir une nouvelle confiance dans l'opinion du duc d'Otrante; il lui demandait un projet

qui détachât de l'Empereur les Jacobins et les hommes de la Révolution. L'agent français continua à raisonner dans le même sens, disant que telle avait été l'opinion de Fouché lorsque les Bourbons étaient encore loin de faire connaître toute leur fausseté et leur incapacité; mais que, depuis huit mois, ils n'avaient plus un partisan en France, que lui-même les détestait, qu'il n'y avait plus de repos possible en Europe et en France que dans le ralliement à l'Empereur, qui, fatigué par les malheurs et n'ayant qu'une France épuisée, donnerait par la constitution acceptée au Champ de Mai toute espèce de garanties. L'agent autrichien parut convaincu et désirer qu'on pût se raccommoder avec l'Empereur. Il donna rendez-vous à quinze jours.

L'Empereur ne crut pas prudent d'éclater encore; la confiance était telle entre les deux agents, qu'on avait à espérer des révélations plus importantes encore à la prochaine conférence, et tout était arrangé pour avoir quelque chose d'écrit du prince de Metternich pour le duc d'Otrante.

Cependant l'assemblée du Champ de Mai avait eu lieu. L'Empereur partit pour l'armée, et l'agent autrichien, l'ayant appris à son retour à Bâle, refusa toute conférence jusqu'à ce qu'il connût les résultats des premiers événements de la campagne, qu'on savait devoir être très-importants.

V. Les 150,000 hommes que la Russie devait fournir étaient en marche; vers la fin de mai quelques régiments arrivèrent sur l'Elbe, mais ils ne pouvaient être sur le Rhin qu'à la fin de juillet. L'empereur de Russie paraissait fort ardent contre la France; il manifestait cependant en toute occasion un grand mépris pour les Bourbons; mais ce prince était d'un caractère tellement faux, qu'on ne pouvait rien établir sur ses discours; c'est éminemment le caractère qu'on attribue aux Grecs modernes, *mezza fede*. Cependant, après avoir rejeté toutes les ouvertures qui lui avaient été faites par différents canaux, et spécialement par son chargé d'affaires lors de son départ de Paris, au retour de l'Empereur, on remit à cet agent le traité du 6 janvier 1815, traité par lequel l'Angleterre, la France et l'Autriche s'engageaient mutuellement à fournir chacune 150,000 hommes pour s'opposer à l'ambition de la Russie et de la Prusse, et spécialement pour garantir le roi de Saxe. La Russie avait eu vent de ce traité, mais elle ne le connut que par la communication qu'en firent à son chargé d'affaires les archives des relations extérieures de Paris, au moment de son départ, à la fin de mars.

Dans le courant de mai, Laharpe, ancien directeur de la Répu-

blique helvétique, qui avait été précepteur de l'empereur Alexandre, et qui était auprès de ce prince, homme très-ennemi de l'aristocratie de Berne et attaché aux principes de la République française, écrivit au prince Joseph pour lui mander qu'il ne désespérait pas qu'on pût s'entendre avec la Russie, et qu'il serait utile d'expédier Ginguené à Zurich, où lui se trouverait dans les premiers jours de juin. Ginguené avait été ministre du Directoire à Turin; c'est un homme de lettres très-distingué; il a fait un ouvrage sur la littérature italienne, qui lui a valu les suffrages des savants de l'Italie; l'Empereur ne l'avait pas employé; mais les principes politiques de Ginguené garantissaient son attachement pour la cause française et sa haine pour les Bourbons; il en avait donné des preuves fréquentes dans le cours de l'année 1814. Ginguené fut envoyé en Suisse, il s'y rendit avec Mme Laharpe, dont l'intervention ne fut pas inutile pour franchir les barrières qui s'opposaient à l'entrée en Suisse. En traversant la Bourgogne et la Franche-Comté, ils furent témoins de l'enthousiasme qui animait les peuples; l'un et l'autre en rendirent compte exactement à Laharpe, qui en instruisit l'empereur de Russie. On donna quelques espérances vagues à Ginguené, mais il parut prouvé que toutes ces insinuations n'étaient que pour gagner du temps et arriver à l'époque où toute l'armée russe pourrait être sur le Rhin, car la Russie, comme l'Autriche, craignait que l'Empereur n'entrât en campagne avant que tous leurs préparatifs fussent achevés et toutes leurs armées réunies sur nos frontières. Une deuxième conférence a dû avoir lieu entre Ginguené et Laharpe vers le milieu de juin; on en ignore absolument les résultats.

L'Espagne n'avait pas signé les stipulations de Vienne, elle faisait bande à part; elle déclara pourtant la guerre à la France, mais elle ne pouvait rien : le parti français chez elle devenait chaque jour plus redoutable; 15,000 Espagnols étaient réfugiés en France; grand nombre appartenaient aux meilleures maisons. La plupart des hommes qui s'étaient fait un nom comme chefs de guérillas, tout le parti connu sous le titre des *liberales,* sollicitaient la protection et le secours de l'Empereur; ils avaient enfin ouvert les yeux; ils se repentaient de cette guerre opiniâtre, si contraire aux intérêts véritables de la nation espagnole, et paraissaient décidés à se réunir au parti des réfugiés espagnols qui étaient en France, pour, de concert avec eux, chasser Ferdinand et conquérir la liberté. On était donc certain d'une diversion telle en Espagne (tout était préparé en Galice, en Catalogne et dans diverses provinces), que l'on n'aurait rien à craindre des troupes de Ferdinand. Il est probable que, si la cause

française eût triomphé, le parti de Ferdinand eût été culbuté avant l'automne, et les *liberales* maîtres de Madrid.

En Suisse, le congrès de Vienne avait détruit l'acte de médiation, au grand regret des cinq sixièmes de la population. Cependant l'indépendance des nouveaux cantons avait été maintenue, au grand mécontentement des oligarques de Berne, quoiqu'on les eût condamnés à des rachats assez considérables envers leurs anciens seigneurs de Berne. C'est à la protection de Laharpe et de la Russie que les nouveaux cantons devaient d'avoir conservé leur indépendance. Mais tous les droits des paysans de Berne, Zurich, Soleure et Fribourg étaient détruits. L'acte de médiation les avait appelés à participer à la souveraineté, et, en laissant subsister une partie de l'influence des anciennes familles, avait aboli tout ce qu'il y avait d'odieux et d'exclusif dans l'autorité qu'elles avaient usurpée. Tous les paysans suisses étaient fort attachés à l'acte de médiation; ils ne se voyaient donc privés de leurs droits qu'avec le plus grand désespoir. Les paysans et le peuple ayant ainsi perdu toute participation au gouvernement des cantons de Berne, Zurich, Lausanne, Soleure et Fribourg, tous ces cantons furent, sans partage, dirigés par l'oligarchie, et, dès ce moment, la majorité de la diète fut dévouée aux alliés et contraire aux intérêts de la France. Les nouveaux cantons proposèrent alors de faire cause commune avec les armées françaises, sûrs d'être les plus forts dans la lutte, parce que tous les paysans des cantons aristocratiques se réuniraient à eux. Si les armées françaises eussent eu des succès, l'armée des nouveaux cantons et des patriotes eût dominé la Suisse, rétabli l'acte de médiation et confondu les projets des oligarques.

La Saxe était désespérée et conservait un juste ressentiment de l'oppression qu'exerçait sur elle la Prusse et de l'injuste décision du congrès de Vienne.

La Bavière, le Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, faisaient des vœux pour la France : ils sentaient que le rétablissement de cette puissance dans toute son indépendance et toute son énergie leur était nécessaire pour les garantir de l'oppression de la Prusse et de l'Autriche. Quelques pourparlers avaient eu lieu, et les cabinets, comme les corps d'armée de ces puissances, étaient parfaitement disposés à se retirer de la coalition ou à se ranger du côté de la France aussitôt que quelques succès des armées françaises leur en fourniraient les moyens.

La Belgique et les quatre départements du Rhin étaient extrêmement mécontents d'être séparés de la France : tous leurs vœux étaient

pour l'Empereur et pour se réunir à la commune patrie. Des intelligences assez importantes étaient liées avec les principaux de ces divers pays; la première victoire des armées françaises eût été le signal de leur insurrection.

En considérant donc les dispositions de l'Autriche, celles de la Bavière, du Wurtemberg, de Bade, de la Saxe et de Hesse-Darmstadt, des peuples de la Belgique et des quatre départements du Rhin, celles du parti qu'on avait en Suisse et en Espagne, il était constant que la première victoire des troupes françaises ferait entièrement crouler la coalition.

Les alliés ne pouvaient avoir leur armée réunie que dans le courant de juillet.

CHAPITRE VIII.

CONSTITUTION.

I. Acte additionnel. Elections des députés. — II. Assemblée du Champ de Mai. Distribution des aigles.

I. Par un des décrets de Lyon, l'Empereur avait dissous les chambres royales, déclaré non avenue la Charte donnée par le Roi, et convoqué tous les électeurs, à Paris, en assemblée du Champ de Mai, pour établir une constitution conforme à l'intérêt et à la volonté de la nation. Deux autres partis s'étaient présentés à son esprit : l'un, de rétablir les constitutions de l'Empire telles qu'elles étaient au mois de janvier 1814. Mais les événements survenus avaient donné une telle secousse à l'esprit public et produit de tels changements dans les choses et dans les personnes, que tout ce système, édifié avec tant de peine, ne paraissait plus être adapté à l'état de la France. La majorité du Sénat, qui était la clef de voûte politique, avait elle-même détruit l'édifice qu'elle devait conserver. Ce premier parti dut donc être rejeté. Le second était de reconnaître la Charte royale comme existante, de dissoudre la chambre des Députés, qui n'avait plus de caractère national, de convoquer de suite les colléges électoraux pour la nomination d'une nouvelle chambre, et, quant à la chambre des Pairs, de reconnaître tous ceux qui se rallieraient et prêteraient serment, en en ôtant, comme exclus naturellement, tous ceux qui étaient encore émigrés en 1814 ou n'étaient nationalisés que depuis le 1er janvier 1814. Mais il parut que gouverner la nation

par un acte illégal et qui n'avait pas été sanctionné par elle était une contradiction; que, d'un autre côté, conserver une chambre des Pairs dont la majorité avait un intérêt opposé au mouvement national et aux intérêts de la Révolution serait contraire aux intérêts permanents du peuple, blesserait l'opinion générale et arrêterait le mouvement national; qu'il fallait quelque chose de nouveau, de plus grand, et qui fût propre à donner plus de développement à toutes les espérances et à satisfaire toutes les opinions. L'Empereur rendit le décret de Lyon; il voulait réunir à Paris les quatre-vingt-trois colléges électoraux des départements, soumettre à leur discussion un certain nombre de questions premières, telles que le principe d'une double chambre, l'hérédité des Pairs, l'exclusion perpétuelle des Bourbons, les principes de l'égalité et de tous les droits du peuple acquis dans la Révolution; et enfin, ces principes adoptés par cette assemblée, elle devait recevoir le serment de l'Empereur et couronner l'Impératrice et le Roi de Rome. L'Empereur voulait aussi faire sortir de ces quatre-vingt-trois assemblées une assemblée constituante de cent cinquante ou de deux cents membres, pour rédiger les détails de l'organisation sociale.

Mais ce n'est qu'à la fin d'avril que le Midi fut pacifié; ce ne fut donc qu'alors qu'on put s'occuper de la convocation de l'assemblée du Champ de Mai. La guerre était imminente; les hostilités pouvaient commencer à chaque instant, et l'Empereur pouvait être obligé de partir pour l'armée; on fut unanimement d'accord sur les dangers que courrait la France si on établissait une assemblée constituante ou convention dans le temps que les armées se battraient et au milieu des vicissitudes de la guerre. On fut également unanime dans l'opinion qu'il ne fallait pas laisser la nation sans constitution; les esprits divaguaient déjà fortement : chacun proclamait d'avance que le gouvernement de l'État serait conforme à son opinion individuelle; quelques-uns allaient jusqu'à dire que l'Empereur décréterait la république; les nouvelles les plus contradictoires se succédaient; l'opinion publique était sans direction; rien n'était plus propre à favoriser les intrigues et à accréditer les fausses notions que les étrangers avaient de l'état présent de la France.

Voulant donc constituer la nation, lui donner un point de ralliement et accroître sa force avant que les hostilités commençassent, on résolut de présenter une constitution à l'acceptation du peuple. Dès ce moment, l'assemblée du Champ de Mai n'était plus chargée que de l'opération importante du recensement des votes, et se bornait à être une grande fédération nationale, une de ces réunions

dont les résultats avaient été si avantageux dans les crises de la Révolution.

Il y eut plusieurs opinions sur les principes de la nouvelle constitution; Carnot ne voulait pas de la constitution anglaise ni de rien qui ressemblât à la Charte; il prouvait par des arguments assez forts qu'une telle constitution entraînerait la ruine d'une puissance continentale, et qu'elle n'était appropriée ni aux circonstances ni à nos mœurs; que la constitution anglaise, dont la Charte était une faible imitation, supposait l'existence d'une puissante aristocratie, et que les circonstances de la France étaient telles que nous n'avions aucune aristocratie. Il présenta un projet de constitution, mélange de celles de 1793 et de l'an VIII, mais avec l'autorité impériale. La législature était confiée à deux conseils nommés par le peuple, qui n'avaient d'autre différence entre eux que la durée des fonctions représentatives et les conditions d'âge et de propriété. Ces idées, qui étaient fort saines, furent unanimement rejetées comme absolument en opposition avec l'opinion publique, et, quoique les meilleurs esprits, ceux qui avaient l'expérience de la Révolution et du caractère français, fussent d'avis que rien de ce qui ressemblerait à une constitution anglaise ne pouvait réussir en France, cependant tous se rangèrent à l'opinion de la nécessité de seconder l'esprit public dans les circonstances du moment et d'adopter les idées dominantes, l'objet principal devant être de sortir de la crise dans laquelle on se trouvait. On adopta donc les principes de l'*Acte additionnel aux constitutions de l'Empire;* il contenait en lui-même tous les moyens de réformation et d'amélioration. La publication de cet acte déjoua toutes les factions; l'esprit public prit une direction nationale, il ne fut plus question de république. Soumis à l'approbation du peuple, l'Acte additionnel fut accepté; 1,300,000 votes furent pour l'affirmative, 3 ou 4,000 seulement pour la négative. Cependant il servit de prétexte aux nombreuses déclamations de l'intrigue.

L'assemblée du Champ de Mai ne pouvait se tenir que le 2 juin; l'acceptation de l'Acte constitutionnel ne devait être connue qu'alors; la réunion des colléges électoraux pour la nomination des députés ne pouvait avoir lieu qu'au commencement de juillet, et la réunion ce corps qu'au commencement d'août. On crut important d'avoir des corps nationaux réunis le plus tôt possible, d'abord pour répondre aux étrangers, qui continuaient à vouloir séparer la nation de l'Empereur, puis parce qu'on craignait que, si les alliés venaient à entrer sur quelques points du territoire, traînant à leur suite les Bourbons, ceux-ci ne convoquassent les chambres des Pairs et des Députés

de 1814, ne parvinssent à réunir les squelettes de ces corps prétendus nationaux et ne les opposassent à l'Empereur, qui serait seul de son côté, n'ayant point encore réuni les représentants de la nation. On crut donc nécessaire d'ordonner la réunion des colléges électoraux d'arrondissement et de les charger de nommer les députés, comme si l'Acte additionnel était accepté, sauf à ne les réunir qu'après l'acceptation. Par ce moyen, la Constitution serait en activité, les corps nationaux seraient réunis dès les premiers jours de juin, et la crainte de voir les anciennes chambres se réunir était évanouie. L'assistance de la chambre des Représentants paraissait nécessaire dans la lutte terrible dont était menacée la nation. On ne doutait pas que cette assemblée ne fût composée d'hommes d'un patriotisme chaud, et ardents ennemis des Bourbons, parce que tel était l'esprit de la généralité de la France, et parce que c'était d'ailleurs une observation constante dans la Révolution, qu'immédiatement après un grand mouvement national, auquel la masse du peuple avait pris part, les élections étaient toujours dans le sens de ce mouvement; or la masse de la nation s'était prononcée avec une telle énergie, une telle unanimité de volonté, qu'on espérait tout du patriotisme et du zèle de ses députés. Pour n'influencer en aucune manière le choix du peuple, l'Empereur renonça à la prérogative d'usage de nommer les présidents des colléges, et il chargea les colléges eux-mêmes de nommer leurs présidents.

II. L'assemblée du Champ de Mai, convoquée pour le 1er juin, dut être retardée de plusieurs jours; les procès-verbaux des départements n'étaient pas arrivés; il eût fallu la retarder encore de huit ou dix jours pour recevoir les votes des vingt-sept départements les plus éloignés : mais les circonstances pressaient; le 15 juin était fixé pour l'ouverture de la campagne; l'acceptation n'était pas douteuse; on procéda au dépouillement des votes. Les procès-verbaux des vingt-sept départements arrivèrent successivement; chaque assemblée électorale de département fit le recensement par département; une députation de chaque assemblée fit le recensement général sous la présidence de l'archichancelier, et rédigea une adresse pour être présentée à l'Empereur au nom de tous les colléges électoraux de France.

Les électeurs et les députations des corps se réunirent au Champ de Mars. L'architecte Fontaine avait construit une espèce de cirque autour de l'École militaire; cette salle pouvait contenir trente mille personnes à l'abri des injures de l'air. La garde nationale de Paris

et la Garde impériale occupaient l'intérieur du Champ de Mars; une immense population, accourue de Paris et des départements, couvrait les tertres du pourtour et les avenues du Champ de Mars.

L'Empereur partit des Tuileries en grand cortége, entra dans le Champ de Mars par le pont d'Iena, et vint, aux acclamations universelles, se placer sur son trône. L'archichancelier proclama aussitôt le recensement des votes. Un héraut d'armes proclama la Constitution; elle fut reçue aux cris mille fois répétés de *Vive l'Empereur*[1] !

Les présidents des quatre-vingt-trois colléges électoraux et les deux cents députations de l'armée s'avancèrent alors autour du trône et y reçurent les aigles aux trois couleurs, pour servir de point de ralliement, les unes aux gardes nationaux, les autres aux régiments. Tous jurèrent de les défendre. L'Empereur descendit de son trône et monta sur une espèce d'autel, semblable à ceux que les Romains élevaient toujours dans leurs camps, et là il donna des aigles à la garde nationale de Paris et à la Garde impériale. L'enthousiasme des magistrats, des citoyens, des soldats, de cette population innombrable accourue de toutes les parties de l'Empire, remplit les cœurs des plus grandes espérances, confondit les vœux contraires, déconcerta toutes les factions, et réunit au trône impérial les âmes timides, tous ceux enfin qui étaient encore incertains sur le serment qu'en 1814 ils avaient indirectement ou implicitement prêté aux Bourbons.

[1] Voir le discours de l'Empereur aux députés des colléges électoraux, t. XXVIII, p. 246.

CAMPAGNE DE 1815[1].

CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT DE L'EUROPE EN MARS 1815.

I. Le 20 mars. — II. Convention secrète conclue, à la fin de 1814, entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, contre la Russie et la Prusse. — III. Le roi de Naples déclare la guerre à l'Autriche (22 mars). — IV. Congrès de Vienne.

I. Napoléon partit de l'île d'Elbe le 26 février 1815, à neuf heures du soir; il montait le brick de guerre *l'Inconstant*, qui arbora, pendant toute la navigation, le pavillon blanc parsemé d'abeilles. Le 1er mars, à cinq heures après midi, il débarqua sur la plage du golfe Jouan, près de Cannes. La petite armée prit la cocarde tricolore : elle était de 1,000 hommes, le plus grand nombre soldats de la vieille Garde. Il traversa Grasse le 2, à neuf heures du matin, coucha à Séranon, ayant fait vingt lieues dans cette première journée. Le 3 il coucha à Barrême. Le 4 son avant-garde, commandée par le général Cambronne, se saisit de la place forte de Sisteron. Le 5 il entra dans Gap. Le 7, à deux heures après midi, il rencontre sur les hauteurs en avant de Vizille l'avant-garde de la garnison de Grenoble qui marchait contre lui; il l'aborde seul, la harangue, lui fait arborer les trois couleurs, se met à sa tête, et à onze heures du soir entre dans Grenoble, ayant fait en six jours quatre-vingts lieues au travers d'un pays de montagnes très-difficile : c'est la marche la plus prodigieuse dont l'histoire fasse mention. Il séjourna le 8 à Grenoble, en partit le 9 à la tête de 8,000 hommes de troupes de ligne et de trente pièces de canon, et fit son entrée le 10, à neuf heures du soir, dans Lyon, la seconde ville de France. Le comte de Fargues, maire de la ville, lui en présenta les clefs. Le comte d'Artois, le duc d'Orléans, le maréchal duc de Tarente, s'en étaient sauvés seuls le

[1] Cette partie des *OEuvres* est reproduite d'après le manuscrit original communiqué par madame la comtesse de Montholon.

10 au matin; leur arrivée inattendue aux Tuileries frappa la Cour de stupeur. Enfin, le 20 mars, à huit heures du soir, jour anniversaire de la naissance de son fils, l'Empereur entra dans Paris. 40,000 hommes de l'armée de ligne de toutes les armes s'étaient successivement rangés sous ses drapeaux. La petite armée de l'île d'Elbe arriva le lendemain, ayant en vingt jours fait deux cent quarante lieues.

Louis XVIII quitta Paris dans la nuit du 19 au 20 mars, et la France le 23. A son départ de Lille, toutes les places de Flandre arborèrent le drapeau tricolore.

Au premier bruit du débarquement de Napoléon, le duc de Bourbon avait été envoyé à Nantes pour se mettre à la tête des départements de l'Ouest; le duc d'Angoulême avait été investi du gouvernement des provinces situées sur la gauche de la Loire. Toutes les tentatives pour soulever la Vendée furent inutiles; les peuples de ce pays se souvenaient de tout ce qu'ils devaient de reconnaissance à Napoléon. Le duc de Bourbon s'embarqua à Paimbœuf, le 1er avril, sur un bâtiment anglais.

Le duc d'Angoulême envoya de Bordeaux le baron de Vitrolles, ministre d'État, établir le chef-lieu de son gouvernement à Toulouse: il laissa la duchesse, sa femme, à Bordeaux, dans l'espérance de conserver à son parti cette ville importante et d'y rallier l'armée espagnole; de sa personne, à la tête du 10e régiment d'infanterie de ligne, du 14e de chasseurs à cheval et de quelques bataillons de volontaires royaux du Languedoc, il conçut l'entreprise téméraire de marcher sur Lyon, dans le temps que les Marseillais marcheraient sur Grenoble. Il passa le Rhône sur le pont Saint-Esprit, enleva le pont de la Drôme, que défendaient les gardes nationales de Montélimart, entra le 3 avril dans Valence, et établit ses avant-postes le long de la rive gauche de l'Isère. Dans le même temps les Marseillais, au nombre de 2,500, soutenus par le 83e et le 58e de ligne, sous les ordres du lieutenant général Ernouf, entraient dans Gap et marchaient sur Grenoble. Ces succès ne durèrent qu'un jour. La duchesse d'Angoulême, le 2 avril, fut obligée de quitter Bordeaux à l'arrivée du lieutenant général Clausel; elle s'embarqua sur un cutter anglais. Le baron de Vitrolles fut arrêté le 4 avril par le lieutenant général Delaborde et traduit dans les prisons de Paris. Le général Gilly, profitant de l'enthousiasme des peuples du Languedoc, se mit à leur tête; son avant-garde, composée du 10e de chasseurs à cheval et du 6e d'infanterie légère, s'empara de Pont-Saint-Esprit, en chassa les royalistes. Au bruit des dangers qui menaçaient Lyon, les peuples

de la Bourgogne et de l'Auvergne se levèrent en masse, et coururent à Lyon demander des armes pour marcher contre des princes alliés des ennemis du nom français. Dans toutes les communes du Dauphiné le pavillon tricolore était arboré; le tocsin annonçait la marche des royalistes. Les troupes de ligne, à l'aspect de l'aigle impériale que leur présenta le lieutenant général Chabert, à la tête d'un détachement de la garde nationale de Grenoble, abandonnèrent le parti des ennemis de la nation. Les Marseillais, cernés de tous côtés, se débandèrent, heureux de regagner leurs foyers. Le duc d'Angoulême, consterné, comprit alors toute l'imprudence de son entreprise; il évacua Valence en toute hâte, cherchant à gagner Pont-Saint-Esprit; le général Gilly le fit prisonnier. L'Empereur lui rendit la liberté et le fit embarquer le 16 avril à Cette, sur un bâtiment suédois.

Le maréchal Masséna, en faisant arborer le drapeau tricolore dans toute la Provence, termina la guerre civile. Le 20 avril cent coups de canon des Invalides annoncèrent à la capitale, et des salves des batteries des côtes et des places frontières annoncèrent aux nations étrangères, que le peuple français était rentré dans ses droits!

L'histoire remarquera avec admiration la générosité du vainqueur dans cette circonstance. Le baron de Vitrolles, qui avait été excepté par le décret de Lyon de l'amnistie générale, le duc d'Angoulême, dont la sentence était prononcée par la loi du talion, furent l'un et l'autre sauvés par sa clémence. « Je veux, dit Napoléon, pouvoir me vanter d'avoir reconquis mon trône sans qu'une goutte de sang ait été versée ni sur le champ de bataille, ni sur l'échafaud. »

II. A la fin de 1814 et au commencement de 1815 la discorde régnait au congrès de Vienne. L'Autriche, la France et l'Angleterre s'étaient liées par une convention secrète contre la Russie et la Prusse, qui paraissaient ne vouloir mettre aucune borne à leurs prétentions. La Prusse voulait réunir Dresde à son empire, ce qui était contraire à l'intérêt de l'Autriche; mais la France, appuyée par l'Espagne, demandait à la cour de Vienne, en récompense de l'appui qu'elle lui donnait, de consentir que les Bourbons de Sicile remontassent sur le trône de Naples. L'Autriche s'y refusait, tant par jalousie de la Maison de Bourbon que pour ne pas trahir le roi Joachim, qui avait tant contribué aux succès des alliés en 1814, en faisant cause commune avec les ennemis de sa patrie contre le chef de sa famille et son bienfaiteur. Murat avait alors décidé des événements. Si, avec son armée de 60,000 hommes, il se fût joint à l'armée gallo-italienne que commandait le vice-roi, il eût obligé

l'armée autrichienne de rester à la défense de la Carinthie et du Tyrol; l'armée du vice-roi était supérieure à celle du feld-maréchal Bellegarde, mais elle fut contenue par l'armée napolitaine. Ainsi le poids de celle-ci en cette occasion dans la balance fut de 120,000 hommes. Avec 100,000 hommes de moins, les alliés n'eussent pu entreprendre l'invasion de la France avant le printemps. En 1814 l'armée napolitaine était bonne, parce qu'à cette époque elle comptait dans ses rangs 2,000 officiers et sous-officiers français, corses ou italiens du royaume d'Italie, qui la quittèrent aussitôt qu'ils reçurent la circulaire par laquelle le comté Molé, grand juge, rappelait les Français du service de Naples.

Les ministres d'Autriche au congrès de Vienne laissaient souvent percer dans les conférences le peu de cas qu'ils faisaient de l'intervention de la cour des Tuileries : « Louis XVIII, disaient-ils, n'est pas en état de réunir 10,000 hommes sans craindre de voir les soldats tourner leurs armes contre lui-même. » Le prince de Bénévent conseilla à sa cour de réunir trois camps, l'un en Franche-Comté, l'autre devant Lyon, et le troisième dans le Midi. Ces trois camps pouvaient être portés à 36 ou 40,000 hommes, sans obliger à aucun accroissement d'état militaire, et sans être l'objet d'une dépense excessive; cependant ils relèveraient le crédit de la France à l'étranger. Ce projet fut adopté : dans le courant de février 1815 les troupes furent mises en mouvement. Le général de division Ricard se rendit à Vienne, vanta dans plusieurs conférences le bon état de l'armée française, son ardeur et son attachement au Roi; il annonça pompeusement que trois camps, contenant 80,000 hommes, se réunissaient dans le voisinage des Alpes. Les plénipotentiaires français demandèrent que cette armée, secondée par une division espagnole, pût se porter, soit par terre, passant par Gênes, Florence et Rome, soit par mer, dans l'Italie méridionale. Le roi de Naples, de son côté, ne s'endormit pas; il réunit son armée dans les Marches; elle était de 60,000 hommes. Pour balancer l'effet des négociations de la France, il demanda à l'Autriche le passage pour les troupes qu'il désirait porter sur les Alpes pour pénétrer en France, accréditant, autant qu'il le pouvait, l'opinion déjà répandue que les soldats français n'étaient pas les soldats des Bourbons.

C'est dans ces circonstances que Napoléon débarqua. Les régiments français destinés à former les trois camps dans le Midi étaient en mouvement, et se trouvèrent justement placés pour lui servir d'escorte dans sa marche triomphale du golfe Jouan à Paris. Le maréchal Soult, ministre de la guerre, fut alors accusé de trahison;

mais les apparences étaient trompeuses : ce mouvement des troupes, leur placement, si d'accord par le fait avec la marche de l'Empereur, avaient été exécutés d'après l'ordre précis du Roi et sur la demande des plénipotentiaires français à Vienne. Les étrangers montrèrent, dans cette occasion, qu'ils connaissaient mieux les dispositions secrètes du peuple français et de l'armée que les princes et les ministres de la maison de Bourbon.

III. Quelques jours avant de quitter l'île d'Elbe, le 6 février 1815, Napoléon expédia à Naples un de ses chambellans pour faire connaître à cette cour, 1° qu'il partait pour rentrer dans sa capitale et chasser les Bourbons de son trône; qu'il était résolu à maintenir le traité de Paris, ce qui lui faisait espérer que les puissances alliées resteraient étrangères à cette guerre civile; que les troupes russes étaient d'ailleurs au delà du Niemen, partie des troupes autrichiennes au delà de l'Inn, la majorité des troupes prussiennes au delà de l'Oder, et la moitié de l'armée anglaise en Amérique; que le congrès de Vienne avait terminé ses opérations, et que le czar était parti pour Saint-Pétersbourg; 2° qu'il désirait que Murat envoyât un courrier à Vienne pour que son ambassadeur notifiât à cette cour que la France continuerait à exécuter le traité de Paris et renonçait spécialement à toutes ses prétentions sur l'Italie; 3° que, dans tous les cas, les hostilités ne pouvaient commencer avant la fin de juillet; que la France et Naples auraient le temps de se concerter; qu'au préalable il devait renforcer son armée dans une bonne position en avant d'Ancône, et, dans toutes les circonstances imprévues, se conduire par le principe qu'il valait mieux reculer qu'avancer, donner bataille derrière le Garigliano que sur le Pô; qu'il pouvait beaucoup comme diversion et lorsqu'il serait appuyé par une armée française; qu'il ne pouvait rien sans cela.

L'envoyé de l'Empereur arriva à Naples le 4 mars; le brick *l'Inconstant*, de retour du golfe Jouan, y arriva le 12; peu de jours après un courrier de Gênes y apprit l'entrée triomphale de Napoléon dans Grenoble et dans Lyon. Le roi ne déguisa plus ses sentiments; il annonça hautement sa volonté d'insurger l'Italie. « L'Empereur, disait-il, ne trouvera aucun obstacle, la nation française tout entière volera sous ses drapeaux; si je tarde à me porter sur le Pô, si j'attends le mois de juillet, les armées françaises auront rétabli le royaume d'Italie et ressaisi la couronne de fer; c'est à moi à proclamer l'indépendance de l'Italie! » L'envoyé de l'Empereur et la reine se jetèrent inutilement aux pieds du roi pour lui faire sentir le danger

et la témérité de cette entreprise; rien ne put lui ouvrir les yeux. Il partit pour Ancône. Arrivé à la tête de son armée le 22 mars, il ne se donna pas même le temps d'attendre la nouvelle de l'entrée de l'Empereur à Paris; il passa le Rubicon, traversa la Romagne, inonda le territoire du Saint- Siége et la Toscane de ses troupes. Le Pape se retira à Gênes, le grand-duc à Livourne. Arrivé à Bologne, le roi de Naples appela à l'insurrection les peuples du royaume d'Italie; mais ils lui demandèrent pourquoi il ne leur parlait pas de Napoléon, leur roi légitime; que sans son ordre ils ne pouvaient faire aucun mouvement; qu'il leur paraissait d'ailleurs imprudent d'agir avant que les troupes françaises fussent arrivées sur les Alpes; que, dans tous les cas, il leur fallait des fusils. La seule province de Bologne en demandait 40,000; l'artillerie napolitaine n'en avait pas un seul. Quelques jours après, l'armée autrichienne, qui s'était concentrée sur la rive gauche du Pô, passa ce fleuve, battit l'armée napolitaine et entra dans Naples le 12 mai. Le roi, n'ayant pas pu se jeter de sa personne dans la place forte de Gaëte, s'embarqua sur un bâtiment marchand et débarqua en Provence, où il demeura pour attendre sa famille et recueillir ses partisans. De son côté, la reine avait capitulé avec un commodore anglais, qui, suivant l'usage constant de la Sainte-Alliance, foula aux pieds la capitulation comme à Danzig et à Dresde; au lieu de transporter cette princesse en France, il la transporta à Trieste.

Dans les premiers jours d'avril, le prince Lucien, ayant dans sa voiture un chargé d'affaires du Pape, arriva à Fontainebleau incognito; c'est par lui qu'on apprit à Paris la première nouvelle de l'invasion du roi de Naples. Le Pape écrivait de Gênes à l'Empereur que, s'il ne lui garantissait pas la possession de Rome et de ses États, il allait se réfugier en Espagne. Le chargé d'affaires du Saint-Siége fut reçu aux Tuileries; il repartit, emportant les assurances les plus favorables au Saint-Père.

L'Empereur lui garantissait tout ce qui lui avait été assuré par le traité de Paris, lui faisant connaître qu'il blâmait la conduite du roi de Naples comme contraire à sa politique.

IV. On reçut à Vienne, le 8 mars, la nouvelle du débarquement de l'Empereur en France; le congrès n'était pas dissous. Le 13 et le 25 mars les ministres des puissances signèrent des actes sans exemple dans l'histoire; ils croyaient l'Empereur perdu. « Il sera, disaient-ils, promptement repoussé et défait par les fidèles sujets de Louis XVIII. » Lorsque, depuis, ils apprirent que les Bourbons, sans opposer de

résistance, avaient été chassés au Nord, au Midi, à l'Ouest, à l'Est, et que la France tout entière s'était déclarée pour le souverain de son choix, l'amour-propre des alliés était compromis, et cependant il y eut de l'hésitation! Mais, lorsque la cour de Vienne fut instruite des sentiments du roi de Naples, et, peu après, de sa marche hostile, elle ne mit pas en doute qu'il n'agît par les ordres de Napoléon, et qu'ainsi ce prince, constant et inébranlable dans son système politique, ne fût encore ce qu'il était à Châtillon, ne voulant de la couronne de France qu'avec la Belgique, le Rhin, et peut-être même la couronne de fer : elle n'hésita plus. Les ministres signèrent un traité contre la France, par lequel les quatre puissances principales s'engageaient à fournir chacune 150,000 hommes. Les ratifications furent échangées le 25 avril, et l'on calcula que 800,000 hommes de toutes les nations de l'Europe seraient réunis à la fin de juillet sur les frontières françaises. La Suède et le Portugal refusèrent seuls de fournir leur contingent. La paix entre l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique avait été conclue à Gand et ratifiée à la fin de février. Les troupes anglaises, devenues inutiles au Canada, s'étaient embarquées pour retourner en Europe. Le duc de Wellington arriva avec son quartier général à Bruxelles, et le prince Blücher[1] avec le sien à Liége, avant le 15 avril. Sur la Tamise, le Danube, la Sprée, la Neva, le Tage, tout retentit de guerre.

La frégate française *la Melpomène,* se trouvant sur les côtes de Naples, fut prise par le vaisseau anglais *le Rivoli;* mais quelques jours après des ordres arrivèrent de Londres au commodore dans la Méditerranée de respecter le pavillon tricolore, la guerre n'étant pas déclarée. Les bâtiments français naviguèrent dès lors librement. Une frégate impériale ramena, de Naples en France, Madame Mère. Ces ordres du gouvernement anglais tenaient à l'indécision des souverains à Vienne et à l'intérêt qu'avait la cour de Londres de gagner du temps, parce que ses armées en Belgique n'étaient point en mesure de défendre ce pays; l'amirauté même, éprouvant de grandes difficultés à armer ses vaisseaux, craignait que l'escadre française de Toulon ne fût équipée et ne prît la mer avant la sienne.

Deux fois en proie aux plus étranges vertiges, le roi de Naples fut deux fois la cause de nos malheurs : en 1814, en se déclarant contre la France, et, en 1815, en se déclarant contre l'Autriche.

[1] Le roi de Prusse avait donné au maréchal Blücher le titre de prince de Wahlstadt en souvenir de la bataille de la Katzbach, livrée le 26 août 1813. Wahlstadt (ou Kloster-Wahlstadt) est un petit village distant d'environ trois lieues du champ de bataille.

CHAPITRE II.

ÉTAT MILITAIRE DE LA FRANCE.

I. Situation de l'armée au 1er mars 1815. — II. Organisation d'une armée de 800,000 hommes. — III. Armement, habillement, remontes, finances. — IV. Situation de l'armée au 1er juin 1815. — V. État des places fortes. — VI. Nécessité de fortifier les capitales. — VII. Paris. — VIII. Lyon.

I. Dans les six derniers mois de 1814, l'armée française avait reçu une nouvelle organisation; en mars 1815, elle se composait de cent cinq régiments d'infanterie, dont trois aux colonies, quatre régiments suisses, quatre régiments d'infanterie de l'ancienne Garde, sous la dénomination de *grenadiers* et *chasseurs de France*, cinquante-sept régiments de cavalerie de ligne, quatre régiments de cavalerie de l'ancienne Garde, sous la dénomination de *grenadiers, dragons, chasseurs* et *lanciers de France*, huit bataillons du train, deux bataillons de pontonniers, trois régiments de sapeurs, mineurs, ouvriers, dits *troupes du génie*. Les régiments d'infanterie étaient de deux bataillons, six seulement étaient de trois. L'effectif de chaque régiment était, l'un portant l'autre, de 900 hommes, dont 600 disponibles pour faire campagne. La cavalerie avait un effectif de 25,000 hommes et 16,000 chevaux; elle pouvait fournir au plus 11,000 chevaux pour entrer en campagne. Les bataillons du train d'artillerie étaient formés de cadres; ils avaient 2,000 chevaux aux dépôts, et 6,000 en subsistance chez les paysans. L'effectif était de 149,000 hommes, pouvant mettre en campagne une armée de 93,000 hommes présents sous les armes, force à peine suffisante pour la garde des places fortes et des principaux établissements maritimes; car toutes les flottes étaient désarmées, les équipages congédiés, si ce n'est un vaisseau et trois frégates à Toulon et deux frégates à Rochefort. Les seules troupes qu'eût sur pied la marine étant huit bataillons de canonniers, il fallait que l'armée de terre pourvût à la défense de Cherbourg, de Brest, de Lorient, de Rochefort, de Toulon. Le matériel de l'artillerie, malgré les pertes éprouvées par la cession des équipages de campagne renfermés dans les places d'Anvers, Wesel, Mayence, Alexandrie, pouvait fournir aux besoins des plus grandes armées, et réparer les pertes qu'elles pourraient faire pendant plusieurs campagnes. Il y avait dans les magasins 150,000 fusils neufs,

300,000 fusils à réparer ou en pièces de rechange, outre ceux dans les mains de l'armée; cela était très-insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées, les palissades et les approvisionnements de siége avaient été vendus; mais le matériel de l'artillerie pouvait suffire à leur armement.

II. 800,000 hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'Europe à forces égales. Les premiers soins se portèrent sur le moral de l'armée. On restitua aux régiments les numéros qu'ils portaient depuis 1794; ils les avaient illustrés dans vingt-cinq campagnes et mille combats! On créa les cadres des 3es, 4es, 5es bataillons des régiments d'infanterie, des 4es et 5es escadrons des régiments de cavalerie; ceux de trente bataillons du train d'artillerie, de vingt régiments de jeune Garde, de dix bataillons d'équipages militaires et de vingt régiments de marine; ce qui donna de l'emploi à tous les officiers en demi-solde de toutes les armes de terre et de mer. On requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite, chaque bataillon composé de deux compagnies de grenadiers et de deux de voltigeurs, et fort de 560 hommes. On rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires; il n'y eut pas besoin de loi coercitive pour les contraindre à obéir; ils accoururent en chantant : laboureurs, artisans, manufacturiers, etc., tous quittèrent leur travail à la fin de la semaine, endossèrent leur vieil uniforme et rejoignirent leurs anciens régiments. Cet appel devait produire 200,000 hommes; il n'en rendit que 130,000 à l'armée de ligne, parce qu'un grand nombre s'enrôlèrent dans les deux cents bataillons d'élite de garde nationale, que d'autres entrèrent comme remplaçants dans la levée de la conscription de 1815. La conscription de 1815 fut appelée : elle devait donner 140,000 hommes; mais elle n'en avait encore rendu que 80,000 à la fin de mai. L'insurrection de la Vendée fit éprouver un déficit. D'ailleurs, dans plusieurs départements, les jeunes gens de cette conscription avaient été appelés en 1814, et ils préféraient rejoindre leurs drapeaux au titre d'anciens soldats. Les vingt régiments de marine furent formés avec 30,000 matelots des anciennes escadres d'Anvers, de Brest, de Rochefort, de Toulon; les officiers de marine et les contre-maîtres formèrent les cadres. Un appel de 200,000 hommes devait être proposé aux Chambres dans le courant de juillet; la levée en eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en retraite ou réforme s'élevait à plus de 100,000; 30,000 étaient en état de servir dans les places fortes : ils s'empressèrent de répondre à l'appel que leur fit le mi-

nistre de la guerre, le maréchal prince d'Eckmühl. Leur expérience, leur bon esprit, furent fort utiles pour diriger les nouvelles levées et assurer la conservation des places fortes.

III. L'objet le plus important était les armes à feu. Les magasins étaient fournis d'une quantité suffisante de sabres. L'artillerie prit plusieurs mesures pour doubler l'activité des anciennes manufactures de fusils : 1° elle exempta les ouvriers du service militaire; 2° elle donna aux entrepreneurs les avances dont ils avaient besoin; 3° elle se relâcha de la rigueur des anciennes ordonnances, autorisant ses agents à recevoir des modèles mixtes, ayant des platines plus simples que celles du modèle de 1777; elle fit couler par milliers des platines en cuivre, et rétablit l'atelier des platines mécaniques à l'estampe. Les fabriques impériales pouvaient fournir 20,000 armes neuves par mois; par ces moyens extraordinaires, elles en fournirent 40,000; ce qui, en six mois, aurait fait 240,000. Cela était encore insuffisant. On établit dans toutes les grandes places fortes des ateliers de réparation assez nombreux pour pouvoir, en six mois, réparer tous les fusils qui étaient dans les magasins de France. Mais la principale ressource fut celle des ateliers qu'on créa dans la capitale; ils furent de trois sortes : les premiers pour remonter les pièces de rechange; les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, d'abord maladroits à ce travail, ne tardèrent pas à s'y rendre très-habiles; les deuxièmes, des ateliers de réparation pour les vieux fusils; les troisièmes, des ateliers de fabrication de fusils neufs. Les ouvriers en cuivre, les garçons horlogers, les ciseleurs, qui sont nombreux dans cette grande ville, furent tous occupés. Les officiers d'artillerie portèrent tant de zèle et d'intelligence dans la direction de tous ces ateliers, que, dès le mois de mai, ils fournirent par jour 1,500 fusils, en juin 3,000, et ils devaient en fournir 4,000 à commencer du 1er juillet. Il y eut dans la capitale plus d'activité qu'en 1793, mais avec cette différence, que tout était alors gaspillage, anarchie et désordre; les armes que fabriquaient les ateliers révolutionnaires étaient défectueuses, d'un mauvais service; mais, en 1815, tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration, et toutes les armes qui en sortirent étaient conformes aux règles de l'art. Ce service important se trouva assuré.

Les manufactures de draps propres à l'habillement des troupes étaient nombreuses en 1812 et 1813; elles pouvaient fournir à tous les besoins des armées; mais en 1814 elles furent entièrement aban-

données. Le ministère de la guerre ne fit aucune commande; il n'avait fait donner aucun effet d'habillement aux corps, si ce n'est aux six régiments qui portaient le nom du Roi ou des princes. Dès le mois d'avril, le trésor avança plusieurs millions aux fabricants de draps, qui mirent en un mois leurs manufactures en activité. L'habillement de 800,000 hommes était une affaire bien considérable; il eût été impossible d'y pourvoir à temps. Le ministère adopta la mesure de prescrire aux gardes nationales sédentaires, par un des articles de la loi qui ordonnerait la levée de 200,000 hommes, de fournir 100,000 habits et équipements pour l'armée active.

Les fournisseurs avaient livré 20,000 chevaux de cavalerie avant le 1er juin; 10,000 chevaux tout dressés avaient été fournis par la gendarmerie, qui avait été démontée; le prix en ayant été payé comptant aux gendarmes, ils se remontèrent sur-le-champ, en achetant des chevaux de leur choix. On avait le projet de leur prendre de nouveau moitié de cette remonte dans le courant de juillet; on avait des marchés passés pour 14,000 autres avec des fournisseurs. On avait, au 1er juin, 46,000 chevaux de cavalerie aux dépôts ou en ligne, et l'on en aurait eu 66,000 à la fin de juillet. 5,000 chevaux d'artillerie étaient rentrés de chez les paysans; des marchés pour 15,000 chevaux avaient été passés avec les fournisseurs; 12,000 étaient livrés au 1er juin : il y avait à cette époque 18,000 chevaux d'artillerie présents.

La facilité avec laquelle le ministre des finances, duc de Gaëte, et le ministre du trésor, comte Mollien, pourvoyaient à ces énormes dépenses était l'objet de l'étonnement général. Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant; la plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulaient même des avances. Cependant la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude; toutes les dépenses de l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées; le grand système de travaux publics avait repris dans toute la France. « On voit bien, disaient les ouvriers, que le grand entrepreneur est de retour; tout était mort, tout renaît; nous étions oisifs, et aujourd'hui nous sommes tous occupés. » L'opinion était généralement accréditée que l'Empereur avait retrouvé 100 millions en or de son trésor des Tuileries : c'était à tort; le vrai trésor qu'il retrouva fut l'affection de ses peuples, la bonne volonté non-seulement de la masse de la nation, mais aussi des capitalistes français et hollandais.

Le trésor négocia 4 millions de rentes de la caisse d'amortissement à 50 pour 100, qu'il remplaça en crédit de bois nationaux; cela lui

produisit, nets de tous escomptes, 40 millions argent comptant, qui rentrèrent avec une incroyable rapidité. Le Roi avait quitté Paris avec une telle précipitation qu'il n'avait pu emporter ni l'argenterie de la Couronne, évaluée 6 millions, ni les caisses du trésor, qui étaient répandues dans toute la France; il s'y trouvait 50 millions. Une partie de cette somme était employée par le baron Louis, son ministre des finances, à l'agiotage des bons royaux. Ce système, qui était si vicieux, fut abandonné par le duc de Gaëte, qui put disposer du fonds qui y était affecté. Les contributions ne furent point augmentées, mais le peuple s'empressait d'en accélérer le payement. Les dons gratuits étaient nombreux; il est des départements où ils dépassèrent un million. A toutes les parades, des citoyens inconnus s'approchaient de l'Empereur et lui remettaient des paquets de billets de banque; plusieurs fois, à sa rentrée dans les appartements, il remit au ministre du trésor 80 ou 100,000 francs qu'il avait reçus ainsi. Cela ne pouvait produire des sommes bien considérables; mais nous le citons comme un témoignage de l'élan national.

Ainsi, au 1er octobre, la France aurait un état militaire de 8 à 900,000 hommes complétement organisés, armés et habillés. Le problème de son indépendance consistait désormais à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'au 1er octobre. Les mois de mai, juin, juillet, août et septembre étaient nécessaires, mais ils suffisaient. A cette époque, les frontières de l'Empire eussent été des frontières d'airain, qu'aucune puissance humaine n'eût pu franchir impunément.

IV. Au 1er juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes était de 559,000 hommes.

Ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé 414,000 hommes, près de 7,000 par jour. Sur ce nombre, l'effectif de l'armée de ligne s'élevait à 363,000 hommes, celui de l'armée extraordinaire à 196,000 : sur l'effectif de l'armée de ligne, 217,000 hommes étaient présents sous les armes, habillés, armés et instruits, disponibles pour entrer en campagne. Ils furent formés en sept corps d'armée, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation et l'armée de la Vendée, répartis le long des frontières, les couvrant toutes, mais les principales forces cantonnées à portée de Paris et de la frontière de Flandre. Au 1er juin, l'armée de ligne quitta les places fortes; elle en abandonna la garde à l'armée extraordinaire.

Le 1er corps, commandé par le comte d'Erlon, prit ses cantonnements dans les environs de Lille. Il se composait de quatre divisions

d'infanterie, chacune d'elles forte de quatre régiments, d'une division de cavalerie légère de trois régiments et de six batteries d'artillerie. Le 2e corps, commandé par le comte Reille, fut cantonné autour de Valenciennes. Il était composé de même que le 1er corps, mais un peu plus fort, quelques régiments ayant trois bataillons. Le 3e corps, commandé par le comte Vandamme, fut réuni dans les environs de Mézières. Il avait trois divisions d'infanterie, une de cavalerie légère et cinq batteries; un de ses régiments d'infanterie était détaché dans la Vendée. Le 4e corps, commandé par le comte Gérard, était dans les environs de Metz. Il avait trois divisions d'infanterie, une division de cavalerie légère et cinq batteries. Le 5e corps, commandé par le comte Rapp, était en Alsace. Il avait trois divisions d'infanterie, une division de cavalerie légère et six batteries. Le 6e corps, commandé par le comte de Lobau, était rassemblé à Laon. Il était composé de trois divisions d'infanterie, une de cavalerie légère et six batteries; mais chacune de ces divisions d'infanterie avait un régiment détaché dans la Vendée. Le 7e corps, commandé par le maréchal Suchet, était à Chambéry. Il était composé de deux divisions d'infanterie de ligne, de quatre régiments chacune, de deux divisions de garde nationale d'élite de huit bataillons chacune, d'une division de cavalerie légère et de six batteries.

Le 1er corps d'observation, dit *du Jura*, commandé par le général Lecourbe, était fort d'une division d'infanterie de trois régiments, de deux divisions de garde nationale d'élite de huit bataillons chacune, d'une division de cavalerie légère et de cinq batteries. Le 2e corps d'observation, dit *du Var*, commandé par le maréchal Brune, se composait d'une division d'infanterie forte de trois régiments, dont deux à trois bataillons, d'un régiment de cavalerie et de trois batteries. Ces régiments d'infanterie étaient venus de la 23e division militaire, où ils avaient été remplacés par des bataillons de volontaires corses. Le 3e corps d'observation, ou des Pyrénées-Orientales, commandé par le général Decaen, était rassemblé à Toulouse. Il se composait d'une division d'infanterie de trois régiments, d'un régiment de cavalerie, de seize bataillons de garde nationale d'élite et de trois batteries. Le 4e corps d'observation, commandé par le général Clausel, était à Bordeaux; sa composition était la même. Ces deux derniers corps s'étaient affaiblis chacun d'un régiment d'infanterie envoyé dans la Vendée.

La Vendée, après avoir arboré l'aigle impériale pendant avril, s'était insurgée en mai; le général Lamarque y commandait en chef l'armée impériale, qui se composait de huit régiments de la ligne,

de deux régiments de jeune Garde, de deux régiments de cavalerie, de dix escadrons de gendarmerie chacun de 400 hommes, de douze bataillons ou détachements de ligne destinés aux corps d'armée, et qui avaient été retenus dans la Vendée vu l'urgence des circonstances.

Les quatre corps de réserve de cavalerie, sous le commandement du maréchal Grouchy, étaient tous cantonnés entre l'Aisne et la Sambre; chaque corps de cavalerie avait deux batteries d'artillerie légère et deux divisions, chaque division de trois régiments. Le 1er corps, composé de cavalerie légère, était commandé par le comte Pajol; le 2e corps, composé de dragons, était sous les ordres du comte Exelmans; le 3e corps, formé de cuirassiers, était commandé par le comte Milhaud, et le 4e corps, également formé de cuirassiers, était sous les ordres du comte Kellermann.

La Garde impériale était composée de quatre régiments de jeune Garde, quatre de moyenne Garde, quatre de vieille Garde, de quatre régiments de cavalerie et quatre-vingt-seize bouches à feu.

Les régiments n'avaient, en général, dans les corps d'armée, que deux bataillons; les bataillons étant de 600 hommes présents sous les armes, il leur en manquait 240 pour leur complet. Ce supplément d'hommes était en route et eût joint avant le 1er juillet. Les 3es, 4es et 5es bataillons et les dépôts furent mis en marche de tous les points de la France pour se réunir à Paris, à Lyon et dans l'Ouest. L'artillerie préparait un nouvel équipage de cinq cents bouches à feu de campagne, personnel, matériel, attelage et double approvisionnement.

Les deux cents bataillons d'élite de garde nationale, formant un effectif de 112,000 hommes, étaient entièrement levés. Cent cinquante-deux bataillons, faisant 85,000 hommes, tenaient garnison dans les quatre-vingt-dix places ou forts sur toutes les frontières de l'Empire. Quarante-huit bataillons, formant 26,000 hommes, étaient réunis, comme il a été dit, seize avec le 1er corps d'observation, celui du Jura, seize avec le 7e corps, seize formant une réserve sur la Loire. Le comte Dumas avait porté la plus grande activité dans la levée de ces troupes, et dans cette circonstance il a bien mérité de la France. Indépendamment de ces deux cents bataillons de grenadiers et chasseurs d'élite, on leva dans le courant de mai quarante-huit bataillons de garde nationale dans le Languedoc, la Gascogne et le Dauphiné. Ceux du Dauphiné furent réunis en juin en Provence; ceux du Languedoc portèrent à 15,000 hommes le 3e corps d'observation; ceux de la Gascogne portèrent à la même force le 4e corps d'observation, ce qui complétait la défense des Pyrénées.

On n'a point compris ces quarante-huit bataillons dans la situation au 1er juin, parce qu'à cette époque ils n'avaient point encore quitté le chef-lieu de leurs départements et que leur organisation n'était pas complétée ; mais, à la fin de juin, ils étaient rendus à leur destination respective. Des 30,000 officiers, sous-officiers et soldats tirés de la retraite, 20,000 hommes augmentaient les garnisons des places fortes, et 10,000 tenaient garnison à Marseille, à Bordeaux et autres villes, où leur présence était utile pour électriser l'esprit public et surveiller les malveillants.

V. Les quatre-vingt-dix places fortes étaient armées, palissadées, approvisionnées, et commandées par des officiers expérimentés.

La première ligne des frontières du Nord, savoir : Calais, Dunkerque, Saint-Omer, Lille, Condé, Maubeuge, Philippeville, était approvisionnée pour six mois et avait des garnisons complètes en nombre d'hommes, mais non habillées ni instruites ; c'étaient les gardes nationales d'élite qui se formaient.

La deuxième ligne, savoir : Ardres, Aire, Béthune, Douai, Valenciennes, le Quesnoy, Avesnes, Rocroy, était approvisionnée pour quatre mois et avait la moitié des garnisons.

La troisième ligne, savoir : Montreuil, Hesdin, Arras, Bouchain, Landrecies, Bapaume, Cambrai, Abbeville, château d'Amiens, Péronne, château de Ham, Laon, était approvisionnée pour trois mois et avait le quart des garnisons.

Sur la frontière de la Moselle, la première ligne, savoir : Charlemont, Mézières, château de Sedan, château de Bouillon, Longwy, Thionville, Sarrelouis, Bitche, était approvisionnée pour quatre mois et avait garnisons complètes.

La deuxième ligne, savoir : Verdun, Metz, Phalsbourg, Toul, était approvisionnée pour quatre mois et avait la moitié des garnisons.

Sur la frontière de l'Alsace, Landau, Lauterbourg, Haguenau, Strasbourg, Schlestadt, Neuf-Brisach, Huningue, étaient approvisionnés pour six mois et avaient leurs garnisons complètes.

Sur la frontière de Suisse, savoir : Belfort, Besançon, fort l'Écluse, Auxonne, étaient approvisionnés pour quatre mois et avaient leurs garnisons.

Sur la frontière des Alpes, savoir : le fort Barraux, Briançon, Mont-Dauphin, Colmars, Entrevaux, Antibes, étaient approvisionnés pour quatre mois et avaient leurs garnisons.

Sur la frontière de la Méditerranée, savoir : les forts Sainte-Mar-

guerite, le château de Saint-Tropez, le fort de Bregançon, les forts des îles d'Hyères, Toulon, le fort de Bouc, Aigues-Mortes, Cette, Collioure, avaient des garnisons suffisantes pour mettre ces places à l'abri d'un coup de main, et un commencement d'approvisionnement. Les batteries de côtes étaient réarmées. Toutes les places de la frontière des Pyrénées, de Perpignan à Bayonne, de première et de seconde ligne, étaient armées, approvisionnées, et avaient des garnisons plus ou moins nombreuses.

L'Espagne donnait peu d'inquiétude. Enfin toutes les frontières de l'Océan, Bayonne, le château Trompette, les forts de l'île d'Aix, de l'île d'Oleron, de l'île de Ré, de la Rochelle, le château de Nantes, l'île d'Yeu, Belle-Ile, Brest, le fort Saint-Malo, Cherbourg, le Havre, le château de Dieppe, étaient armées, avaient des garnisons suffisantes pour être à l'abri d'un coup de main, et un commencement d'approvisionnement. Les canonniers garde-côtes étaient levés. Toutes les forces anglaises étant employées en Belgique ou en Amérique, on n'avait aucune inquiétude sérieuse du côté de la mer.

Si l'on a laissé des garnisons si considérables dans les places, c'est que les bataillons de garde nationale qui les composaient n'étaient ni formés, ni instruits, ni habillés; que, dans l'état où ils étaient, ils n'eussent fait qu'embarrasser à l'armée, tandis qu'ils remplissaient plusieurs buts : ils gardaient les frontières, achevaient leur organisation, s'habillaient, s'instruisaient, et au 15 juillet ils eussent pu entrer en ligne.

VI. Si les hostilités, comme il était à craindre, commençaient avant l'automne, les armées de l'Europe conjurée seraient beaucoup plus nombreuses que les armées françaises, et ce serait alors sous Paris et sous Lyon que se déciderait le destin de l'Empire. Ces deux grandes villes avaient été jadis fortifiées, ainsi que toutes les capitales de l'Europe, et depuis, comme elles, elles avaient cessé de l'être.

Cependant, si en 1805 Vienne eût été fortifiée, la bataille d'Ulm n'eût pas décidé de l'issue de la guerre; le corps d'armée que commandait le général Koutouzof aurait pu attendre les autres corps de l'armée russe, déjà arrivés à Olmütz, et l'armée du prince Charles arrivant d'Italie. En 1809, le prince Charles, qui avait été battu à Eckmühl et obligé de faire sa retraite par la rive gauche du Danube, aurait eu le temps d'arriver à Vienne et de s'y réunir avec le corps du général Hiller et l'armée de l'archiduc Jean.

Si Berlin avait été fortifié en 1806, l'armée battue à Iena s'y fût ralliée, et l'armée russe l'y eût rejointe.

Si en 1808 Madrid avait été une place forte, l'armée française, après les victoires d'Espinosa, de Tudela, de Burgos et de Somo-Sierra, n'eût pas marché sur cette capitale, en laissant derrière Salamanque et Valladolid l'armée anglaise du général Moore et l'armée espagnole de la Romana; ces armées anglo-espagnoles se fussent réunies, sous les fortifications de Madrid, à l'armée d'Aragon et de Valence.

En 1812 l'empereur Napoléon entra dans Moscou. Si les Russes n'eussent pas incendié cette grande ville, parti inouï dans l'histoire, et qu'eux seuls pouvaient exécuter, la prise de Moscou eût entraîné la soumission de la Russie, car le vainqueur eût trouvé dans cette grande ville : 1° tout ce qui était nécessaire pour rétablir l'habillement et le matériel d'une armée; 2° les farines, les légumes, les vins, les eaux-de-vie et tout ce qu'il faut pour la subsistance d'une grande armée; 3° des chevaux pour remonter la cavalerie, et enfin l'appui de 30,000 affranchis, fils d'affranchis ou esclaves, jouissant d'une grande fortune, fort impatients de secouer le joug de la noblesse, et qui eussent communiqué des idées de liberté et d'indépendance aux esclaves : perspective effrayante qui eût conseillé au czar de faire la paix, d'autant plus que le vainqueur avait des intentions modérées. L'incendie détruisit tous les magasins, dispersa la population; les marchands et le tiers état furent ruinés, et cette grande ville ne fut plus qu'un cloaque de désordre, d'anarchie et de crimes. Si elle eût été fortifiée, Koutouzof eût campé sous ses remparts, et l'investissement en eût été impossible.

Constantinople, ville beaucoup plus grande qu'aucune de nos capitales modernes, n'a dû son salut qu'à ses fortifications; sans elles, l'empire de Constantin eût été terminé en 700, et n'eût duré que trois cents ans. Les heureux Moslems y auraient dès lors planté l'étendard du Prophète; ils le firent en 1453, environ huit cents ans après. Cette capitale dut à ses murailles huit cents ans d'existence. Dans cet intervalle, assiégée cinquante-trois fois, elle le fut cinquante-deux fois inutilement. Les Français et les Vénitiens la prirent, mais après un long siége et une attaque très-vive.

Paris a dû dix ou douze fois son salut à ses murailles : 1° en 885, il eût été la proie des Normands; ces barbares l'assiégèrent inutilement deux ans; 2° en 1358, il fut assiégé inutilement par le Dauphin, et si, quelques années après, les habitants lui en ouvrirent les portes, ce fut de plein gré; 3° en 1359, Édouard, roi d'Angleterre, campa à Montrouge, porta le ravage jusqu'au pied de ses murailles, mais recula devant ses fortifications et se retira à Char-

tres; 4° en 1427, le roi Henri V repoussa l'attaque de Charles VII; 5° en 1464, le comte de Charolais cerna cette grande capitale; il échoua dans toutes ses attaques; 6° en 1472, elle eût été prise par le duc de Bourgogne, qui fut obligé de se contenter de ravager sa banlieue; 7° en 1536, Charles-Quint, maître de la Champagne, porta son quartier général à Meaux, ses coureurs vinrent sous les remparts de la capitale, qui ne dut son salut qu'à ses murailles; 8° et 9° en 1588 et en 1589, Henri III et Henri IV échouèrent devant les fortifications de Paris, et si, plus tard, les habitants ouvrirent leurs portes, ils les ouvrirent de plein gré et en conséquence de l'abjuration à Saint-Denis; 10° enfin, en 1636, les fortifications de Paris en sauvèrent à plusieurs reprises les habitants. Si Paris eût été encore une place forte en 1814 et en 1815, capable de résister seulement huit jours, quelle influence cela n'aurait-il pas eue sur les événements du monde!

Une grande capitale est la patrie de l'élite de la nation, tous les grands y ont leur domicile, leurs familles; c'est le centre de l'opinion le dépôt de tout. C'est la plus grande des contradictions et des inconséquences que de laisser un point aussi important sans défense immédiate : au retour de la campagne d'Austerlitz, l'Empereur s'en entretint souvent et fit rédiger plusieurs projets pour fortifier les hauteurs de Paris. La crainte d'inquiéter les habitants, les événements qui se succédèrent avec une incroyable rapidité, l'empêchèrent de donner suite à ce projet.

Comment! dira-t-on, vous prétendez fortifier des villes qui ont douze à quinze mille toises de pourtour? Il vous faudra quatre-vingt ou cent fronts, 50 à 60,000 soldats de garnison, huit cents ou mille pièces d'artillerie en batterie. Mais 60,000 soldats sont une armée ne vaut-il pas mieux l'employer en ligne? Cette objection est faite en général, contre les grandes places fortes, mais elle est fausse en ce qu'elle confond un soldat avec un homme. Sans doute il faut pour défendre une grande capitale 50 à 60,000 hommes, mais non 50 à 60,000 soldats. Aux époques de malheurs et de grandes calamités les États peuvent manquer de soldats, mais ne manquent jamais d'hommes pour leur défense intérieure. 50,000 hommes, dont 2 à 3,000 canonniers, défendront une capitale, en interdiront l'entrée à une armée de 3 à 400,000 hommes, tandis que 50,000 hommes en rase campagne, s'ils ne sont pas des soldats faits et commandés par des officiers expérimentés, sont mis en désordre par une charge de 3,000 hommes de cavalerie. D'ailleurs, toutes les grandes capitales sont susceptibles de couvrir une partie de leur enceinte par des

inondations, parce qu'elles sont toutes situées sur de grands fleuves, que les fossés peuvent être remplis d'eau, soit par des moyens naturels, soit par des pompes à feu. Des places si considérables, qui contiennent des garnisons si nombreuses, ont un certain nombre de positions dominantes, sans la possession desquelles il est impossible de se hasarder à entrer dans la ville. Mais, quel que fût le plan de campagne que l'on adoptât en 1815, quelque soin qu'on portât à approvisionner et à fournir de garnisons les quatre-vingt-dix places fortes des frontières de la France, si les ennemis commençaient les hostilités avant l'automne, Paris et Lyon étaient les deux points importants, et, tant qu'on les occuperait en force, la patrie ne serait pas perdue ni obligée de se mettre à la discrétion des ennemis.

VII. Le général du génie Haxo dirigea le système des fortifications de Paris. Il fit d'abord occuper les hauteurs de Montmartre, celles inférieures des Moulins, et le plateau depuis la butte Chaumont jusqu'aux hauteurs du Père-Lachaise. Quelques jours suffirent pour tracer ces ouvrages et leur donner une forme défensive. Il fit achever le canal de l'Ourcq, qui de Saint-Denis va au bassin de la Villette. Les officiers des ponts et chaussées furent chargés de ce travail; ils s'en acquittèrent avec ce zèle et ce patriotisme qui les distinguent. Les terres étaient jetées sur la rive gauche pour former un rempart. Il fit construire sur la rive droite des demi-lunes couvrant les chaussées. La petite ville de Saint-Denis fut couverte par des inondations. Depuis les hauteurs du Père-Lachaise jusqu'à la Seine, la droite était appuyée à des ouvrages établis à l'Étoile, sous le canon de Vincennes, et à des redoutes dans le parc de Bercy; une caponnière de huit cents toises joignait la barrière du Trône à la redoute de l'Étoile. Cette caponnière se trouva toute construite; la chaussée était élevée et revêtue par deux bonnes murailles. Ces ouvrages étaient entièrement terminés et armés de six cents pièces au 1er juin. Le général Haxo avait tracé les ouvrages de la rive gauche de la Seine depuis vis-à-vis Bercy jusqu'à la barrière au delà de l'École militaire; il fallait quinze jours pour les terminer. Ce système de fortifications sur les deux rives communiquait, en suivant la rive droite de la Seine, par Saint-Cloud, Neuilly et Saint-Denis. La ville ainsi couverte sur les deux rives, on devait construire un fort enveloppant l'arc de triomphe de l'Étoile, appuyant sa droite aux batteries de Montmartre, et sa gauche à des ouvrages construits sur les hauteurs de la barrière de Passy, croisant leurs feux avec des ouvrages établis du côté de l'École militaire, sur l'autre rive; enfin trois forts servant de réduits

aux fronts de Belleville situés sur l'extrême crête du côté de Paris, de manière que les troupes pussent s'y rallier et empêcher l'ennemi, lorsqu'il aurait forcé l'enceinte, de découvrir Paris de ce côté.

Dans un système de fortifications permanentes pour cette ville, il faudrait étendre les inondations sur toutes les parties basses, et occuper par de petites places la tête de pont de Charenton et celle de Neuilly, c'est-à-dire la hauteur du Calvaire, afin que l'armée pût manœuvrer sur les deux rives de la Marne et de la Seine.

Les parcs d'artillerie, pour la rive droite et la rive gauche, furent séparés. Les calibres de 6, 12 et 18 furent adoptés pour la rive gauche : ceux de 4, 8, 16 et 24 pour la rive droite, afin d'éviter la confusion des calibres. Des généraux, des colonels, un grand nombre d'officiers d'artillerie, étaient uniquement attachés à la direction de ce service, ainsi que deux bataillons de canonniers de marine, venus des côtes de l'Océan, formant 1,600 hommes, quatorze compagnies d'artillerie de ligne, formant 1,500 hommes, et vingt compagnies d'artillerie de garde nationale, des volontaires de l'école de Charenton, de l'École polytechnique, des lycées; ce qui faisait 5 ou 6,000 canonniers exercés, pouvant facilement servir mille pièces de canon. Quatre cents pièces de 24, 18, 12 et 6, en fer, étaient arrivées du Havre, provenant des arsenaux de la marine; elles étaient mises en batterie; six cents pièces de campagne en bronze avaient reçu la même destination. Vingt batteries de campagne attelées, formant quatre réserves de cinq batteries chacune, étaient disposées convenablement pour pouvoir se porter sur tous les points de la ligne, soit sur les retranchements de Belleville, soit sur les bords du canal de l'Ourcq, soit sur tout autre point qui serait fortement attaqué. Indépendamment de ces 6,000 canonniers, 50,000 hommes suffisaient pour la garde de l'enceinte, et Paris offrait une ressource assurée de plus de 100,000 hommes sans affaiblir l'armée de ligne.

VIII. Le général de division du génie Lery dirigea les travaux de Lyon. Cette place, située au confluent de la Saône et du Rhône, est forte par sa position. Il construisit une tête de pont aux Brotteaux, sur la rive gauche du Rhône, pour couvrir le pont Morand. Il couvrit le pont de la Guillotière par un tambour, et fit établir un pont-levis sur l'arche du milieu. Le faubourg de la Guillotière est hors de la défense de la ville, mais habité par une population pleine de patriotisme et de courage; il jugea devoir le couvrir par un système de redoutes qui permît de le défendre longtemps. L'ancienne enceinte, sur la rive droite de la Saône, passe sur le sommet des collines et

sur Pierre-Encise; elle fut relevée, ainsi que celle entre Saône et Rhône. Le véritable point d'attaque de Lyon est sur ses fronts entre les deux rivières; l'ingénieur occupa en avant trois positions par des forts de campagne qui étaient flanqués par l'enceinte et qui se flanquaient entre eux. Cent cinquante pièces de canon de marine, venues de Toulon, et cent cinquante bouches à feu de campagne, en bronze, furent mises en batterie. Le 25 juin tous ces ouvrages étaient élevés, palissadés, armés. Un bataillon de canonniers de marine, fort de 600 hommes, neuf compagnies d'artillerie de la ligne, formant 1,000 hommes, et 900 canonniers tirés de la garde nationale, de l'École d'agriculture et des lycées, complétèrent le nombre des canonniers à 2,500; ce qui était plus qu'il ne fallait pour le service des pièces. Un nombreux état-major d'artillerie y était attaché, des magasins considérables d'approvisionnement y étaient formés. 15 à 20,000 hommes étaient suffisants pour défendre Lyon : on était assuré de 30,000 hommes sans affaiblir l'armée de ligne.

CHAPITRE III.

PLAN DE CAMPAGNE.

I. L'armée française pouvait-elle commencer les hostilités le 1er avril? — II. Exposé de trois plans de campagne : premier projet, rester sur la défensive, attirer les armées ennemies sous Paris et Lyon. — III. Second projet, prendre l'offensive le 15 juin et envahir la Belgique. — IV. Troisième projet, prendre l'offensive le 15 juin et, en cas d'insuccès, attirer les ennemis sous Paris et sous Lyon. L'Empereur adopte ce plan d'opérations.

I. L'Empereur, la nuit même de son arrivée à Paris, ordonna au général Exelmans de suivre, à la tête de 3,000 chevaux, la maison militaire du Roi, la prendre, la dissoudre ou la jeter promptement hors de la frontière. Mais cette maison militaire, composée d'éléments si hétérogènes, s'était dissoute d'elle-même. Les débris furent en partie cernés et désarmés à Béthune; l'autre partie parvint jusqu'à Neuve-Église, où le comte d'Artois lui signifia l'ordre de licenciement. Le général Exelmans s'empara de tous les chevaux, des magasins et des bagages de ce corps; les officiers et gardes, traqués par les paysans, jetaient leurs habits et se déguisaient sous toutes les formes pour se soustraire à l'indignation populaire.

Quelques jours après, le comte Reille se rendit en Flandre avec

12,000 hommes pour renforcer les troupes du comte d'Erlon, qui tenaient garnison sur cette frontière. L'Empereur délibéra alors si, avec ces 35 ou 36,000 hommes, il commencerait le 1er avril les hostilités, en marchant sur Bruxelles et en ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaise et prussienne étaient faibles, disséminées, sans ordres, sans chefs et sans plan; partie des officiers étaient en semestre; le duc de Wellington était à Vienne, le maréchal Blücher était à Berlin. L'armée française pourrait être le 2 avril à Bruxelles. Mais, 1° l'on nourrissait des espérances de paix; la France la voulait, et aurait hautement blâmé un mouvement offensif prématuré; 2° pour réunir 35 ou 36,000 hommes, il eût fallu livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes, de Calais à Philippeville, formant la triple ligne du Nord; si l'esprit public sur cette frontière eût été aussi bon que sur celles d'Alsace, des Vosges, des Ardennes ou des Alpes, cela eût été sans inconvénient; mais, les esprits étant divisés en Flandre, il était impossible d'abandonner les places fortes aux gardes nationales locales; il fallait un mois pour lever et y faire arriver, des départements voisins, des bataillons de gardes nationales d'élite pour remplacer les troupes de ligne; 3° enfin le duc d'Angoulême marchait sur Lyon, les Marseillais sur Grenoble. La première nouvelle du commencement des hostilités eût encouragé les mécontents; il était essentiel, avant tout, de chasser du territoire de l'Empire les Bourbons et de rallier tous les Français; ce qui n'eut lieu que le 20 avril.

II. Dans le courant de mai, lorsque la France fut pacifiée et qu'il ne resta plus d'espoir de conserver la paix extérieure, les armées des puissances alliées étant en marche sur les frontières de la France, l'Empereur médita sur le plan de campagne qu'il devait adopter : il s'en présentait plusieurs.

Le premier, de rester sur la défensive, laissant les alliés prendre sur eux tout l'odieux de l'agression, s'engager entre nos places fortes, pénétrer sous Paris et Lyon, et là commencer sur ces deux bases une guerre vive et décisive. Ce projet avait bien des avantages. 1° Les alliés ne pouvant être prêts à entrer en campagne que le 15 juillet, ils n'arriveraient devant Paris et Lyon que le 15 août. Les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e corps, les quatre corps de grosse cavalerie et la Garde se concentreraient sous Paris; ces corps avaient au 15 juin 140,000 hommes sous les armes; le 15 août ils en auraient 240,000. Le 1er corps d'observation ou du Jura et le 7e corps se concentreraient sous Lyon; ils avaient au 15 juin 25,000 hommes sous les armes;

ils en auraient au 15 août 60,000. 2° Les fortifications de Paris et de Lyon seraient terminées et perfectionnées au 15 août. 3° A cette époque on aurait eu le temps de compléter l'organisation et l'armement des forces destinées à la défense de Paris et de Lyon, de réduire la garde nationale de Paris à 8,000 hommes, et de quadrupler les tirailleurs de cette capitale en les portant à 60,000 hommes; ces bataillons de tirailleurs, ayant des officiers de la ligne, seraient d'un bon service; ce qui, joint à 6,000 canonniers de la ligne, de la marine, de la garde nationale, et à 40,000 hommes des dépôts de soixante et dix régiments d'infanterie et de la Garde non habillés, appartenant aux corps de l'armée sous Paris, porterait à 116,000 hommes la force destinée à la garde du camp retranché de Paris. A Lyon, la garnison se composerait de 4,000 gardes nationaux, 12,000 tirailleurs, 2,000 canonniers et 7,000 hommes des dépôts des onze régiments d'infanterie de l'armée sous Lyon; total, 25,000 hommes. 4° Les armées ennemies qui pénétreraient sur Paris par le Nord et par l'Est seraient obligées de laisser 200,000 hommes devant les quarante-deux places fortes de ces deux frontières. En évaluant à 600,000 hommes la force des armées ennemies, elles seraient réduites à 350,000 hommes à leur arrivée devant Paris. L'armée autrichienne, forte de 120,000 hommes, qui pénétrerait sur Lyon, serait obligée d'observer les dix places de la frontière du Jura et des Alpes: elle aurait à peine 80,000 hommes devant Lyon. 5° Cependant la crise nationale, arrivée à son comble, porterait une grande énergie en Normandie, en Bretagne, en Auvergne, en Berri, etc., de nombreux bataillons arriveraient tous les jours sous Paris et Lyon; tout irait en augmentant du côté de la France, tout déclinerait du côté des alliés. 6° 240,000 hommes de troupes de ligne dans les mains de l'Empereur, manœuvrant sur les deux rives de la Seine et de la Marne, sous la protection du vaste camp retranché de Paris, gardé par 116,000 hommes de troupes non mobiles, seraient vainqueurs des 400,000 coalisés. 60,000 hommes commandés par le maréchal Suchet, manœuvrant sur les deux rives du Rhône et de la Saône, sous la protection de Lyon, gardé par 25,000 hommes non mobiles, viendraient à bout de l'armée autrichienne. La cause sainte de la patrie triompherait.

III. Le second plan était de prévenir les coalisés et de commencer les hostilités avant qu'ils pussent être prêts. Or ils ne pouvaient commencer les hostilités que le 15 juillet; il fallait donc entrer en campagne le 15 juin, battre l'armée anglo-hollandaise et l'armée prusso-

saxonne en Belgique, avant que les armées russe, autrichienne, bavaroise, wurtembergeoise, etc., fussent arrivées sur le Rhin. Au 15 juin on pouvait réunir une armée de 125,000 hommes en Flandre, en laissant un rideau sur toute la frontière et de bonnes garnisons dans toutes les places fortes. 1° Si l'on battait l'armée anglo-hollandaise et prusso-saxonne, la Belgique se soulèverait, et son armée recruterait l'armée française. 2° La défaite de l'armée anglaise entraînerait la chute du ministère anglais, qui serait remplacé par des amis de la paix, de la liberté et de l'indépendance des nations; cette seule circonstance terminerait la guerre. 3° Mais quand même la coalition continuerait à exister, l'armée victorieuse en Belgique, renforcée du 5e corps, qui restait en Alsace, et des renforts qui seraient préparés aux dépôts et dans les places fortes, pendant juin et juillet, se porterait sur les Vosges, contre l'armée russe et autrichienne. 4° Les avantages de ce projet étaient nombreux; il était conforme au génie de la nation, à l'esprit et aux principes de cette guerre; il remédiait au terrible inconvénient, attaché au premier projet, d'abandonner la Flandre, la Picardie, l'Artois, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Dauphiné, sans tirer un coup de fusil. Mais pouvait-on, avec une armée de 125,000 hommes, battre les deux armées qui couvraient la Belgique, savoir : l'armée anglo-hollandaise, forte de 111,000 hommes sous les armes; la seconde, l'armée prusso-saxonne, de 130,000 hommes; total, 241,000 hommes? On ne devait pas évaluer la force de ces armées par le rapport des nombres de 241,000 à 125,000, parce que les armées des alliés étaient composées de troupes plus ou moins bonnes, qu'un Anglais pouvait être compté pour un Français, deux Hollandais, Prussiens ou hommes de la Confédération, pour un Français; qu'elles étaient sous des généraux différents, de nations divisées d'intérêts et de sentiments.

IV. Le mois de mai se passa dans ces méditations. L'insurrection de la Vendée affaiblit de 20,000 hommes l'armée de Flandre et la réduisit à 105,000 hommes. Ce fut un événement bien funeste, qui diminua les chances de succès. La guerre de la Vendée pouvait s'étendre; si les alliés s'emparaient de plusieurs provinces, ils pourraient y rallier des partisans des Bourbons; quoique ces princes fussent antipathiques à la France, cependant la marche de l'ennemi sous Paris et sous Lyon leur serait favorable. D'un autre côté, la Belgique, les quatre départements du Rhin, tendaient les bras, appelaient à grands cris leur libérateur, et l'on avait des intelligences dans

l'armée. Ces considérations décidèrent l'Empereur à adopter un troisième parti, celui d'attaquer le 15 juin les armées anglo-hollandaise et prusso-saxonne, les séparer, les battre, et, s'il échouait, replier son armée sous Paris et Lyon. Sans doute que, après avoir éprouvé un échec, le retour au deuxième projet offrirait moins de chances de succès; les alliés, provoqués le 15 juin, passeraient le Rhin quinze jours plus tôt; l'occasion de réorganiser la garde nationale de Paris serait perdue; aucun changement ne pouvait s'y faire en l'absence de l'Empereur. Ce prince était plein de confiance dans le succès définitif; l'armée montrait beaucoup de bonne volonté, le peuple la plus grande énergie; il se souvenait qu'en 1814 il avait, avec 40,000 hommes présents sous les armes, fait face à l'armée du maréchal Blücher et du prince de Schwarzenberg, où se trouvaient les deux empereurs et le roi de Prusse, et qui, réunies, étaient fortes de 250,000 hommes; il les avait battues souvent! A la bataille de Montmirail, les corps de Sacken, d'York et de Kleist étaient de 40,000 hommes : ils furent attaqués, battus, jetés au delà de la Marne par 16,000 Français, savoir, la Garde à pied et à cheval, la division Ricard, de 1,150 hommes, et une division de cuirassiers; dans le temps que le maréchal Blücher, avec 20,000 hommes, était contenu par le corps du duc de Raguse, de 4,000 hommes, et que l'armée de Schwarzenberg, de 100,000 hommes, l'était par les corps de Macdonald, d'Oudinot et de Gérard, moins de 18,000 hommes! La France eût alors triomphé sans la trahison des hommes sur lesquels Napoléon avait le plus le droit de compter.

Le duc de Dalmatie fut nommé major général de l'armée; il donna, le 2 juin, l'ordre du jour suivant[1], et immédiatement après partit de Paris pour visiter les places de Flandre et l'armée :

« La plus auguste cérémonie vient de consacrer nos institutions. L'Empereur a reçu, des mandataires du peuple et des députations de tous les corps de l'armée, l'expression des vœux de la nation entière sur l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire, qui avait été envoyé à son acceptation, et un nouveau serment unit la France et l'Empereur. Ainsi les destinées s'accomplissent, et tous les efforts d'une ligue impie ne pourront plus séparer les intérêts d'un grand peuple du héros que les plus brillants triomphes ont fait admirer de l'univers.

» C'est au moment où la volonté nationale se manifeste avec tant d'énergie que des cris de guerre se font entendre; c'est au moment où la France est en paix avec toute l'Europe que des armées étran-

[1] *Moniteur* du 4 juin 1815.

gères avancent sur nos frontières : quel est l'espoir de cette nouvelle coalition? Veut-elle ôter la France du rang des nations? Veut-elle plonger dans la servitude 28 millions de Français? A-t-elle oublié que la première ligue qui fut formée contre notre indépendance servit à notre agrandissement et à notre gloire? Cent victoires éclatantes, que des revers momentanés et des circonstances malheureuses n'ont pu effacer, lui rappellent qu'une nation libre, conduite par un grand homme, est invincible!

» Tout est soldat, en France, quand il s'agit de l'honneur national et de la liberté. Un intérêt commun unit aujourd'hui tous les Français. Les engagements que la violence nous avait arrachés sont détruits par la fuite des Bourbons du territoire français, par l'appel qu'ils ont fait aux armées étrangères pour remonter sur le trône qu'ils ont abandonné, et par le vœu unanime de la nation, qui, en reprenant le libre exercice de ses droits, a solennellement désavoué tout ce qui a été fait sans sa participation.

» Les Français ne peuvent recevoir des lois de l'étranger; ceux mêmes qui y sont allés mendier un secours parricide ne tarderont pas à reconnaître et à éprouver, ainsi que leurs prédécesseurs, que le mépris et l'infamie suivent leurs pas, et qu'ils ne peuvent laver l'opprobre dont ils se couvrent qu'en rentrant dans nos rangs.

» Mais une nouvelle carrière de gloire s'ouvre devant l'armée; l'histoire consacrera le souvenir des faits militaires qui auront illustré les défenseurs de la patrie et de l'honneur national. Les ennemis sont nombreux, dit-on; que nous importe? il sera plus glorieux de les vaincre, et leur défaite en aura d'autant plus d'éclat. La lutte qui va s'engager n'est pas au-dessus du génie de Napoléon, ni au-dessus de nos forces. Ne voit-on pas tous les départements, rivalisant d'enthousiasme et de dévouement, former, comme par enchantement, cinq cents superbes bataillons de gardes nationales, qui déjà sont venus doubler nos rangs, défendre nos places et s'associer à la gloire de l'armée? C'est l'élan d'un peuple généreux qu'aucune puissance ne peut vaincre et que la postérité admirera. Aux armes!

» Bientôt le signal sera donné; que chacun soit à son devoir. Du nombre des ennemis nos phalanges victorieuses vont tirer un nouvel éclat. Soldats! Napoléon guide nos pas; nous combattons pour l'indépendance de notre belle patrie; nous sommes invincibles! »

CHAPITRE IV.

OUVERTURE DE LA CAMPAGNE.

I. État et position de l'armée française le 14 juin au soir. — II. État et position des armées anglo-hollandaise et prusso-saxonne le 14 au soir. — III. Manœuvres et combats de la journée du 15 juin. — IV. Position des armées belligérantes dans la nuit du 15 au 16.

I. Le 4e corps, commandé par le comte Gérard, partit de Metz le 6 juin, passa la Meuse et arriva le 14 à Philippeville. Le comte Belliard prit le commandement de Metz et de la frontière de la Sarre; il eut soin de masquer le mouvement du 4e corps, en occupant la frontière par des détachements des bataillons d'élite de gardes nationales tirés des garnisons de Metz, Longwy, Sarrelouis, etc., et par des corps francs, déjà habillés et organisés, levés dans ces départements. La Garde impériale quitta Paris le 8 juin et se porta sur Avesnes. Le 1er corps partit des environs de Lille, et le 2e corps de Valenciennes, pour se rendre entre Maubeuge et Avesnes. Les garnisons de toutes les places fortes, depuis Dunkerque, masquèrent ce mouvement en occupant les débouchés par de forts détachements; de sorte que, au moment où les cantonnements de cette frontière se centralisaient, les avant-postes étaient triplés, et l'ennemi, trompé, croyait que toute l'armée se réunissait sur la gauche. Le 6e corps partit de Laon et se porta sur Avesnes. Les quatre corps de réserve de cavalerie se concentrèrent sur la Sambre.

L'Empereur partit de Paris le 12 au matin, déjeuna à Soissons, coucha à Laon, donna ses derniers ordres pour l'armement de cette place, arriva le 13 à Avesnes.

Le 14 au soir l'armée campa sur trois directions : la gauche, forte de plus de 40,000 hommes, composée des 2e et 1er corps, sur la rive droite de la Sambre, à Ham-sur-Heure et à Solre-sur-Sambre; le centre, de plus de 60,000 hommes, composé des 3e et 6e corps, de la Garde impériale et des réserves de cavalerie, à Beaumont, où fut placé le quartier général; la droite, de plus de 15,000 hommes, formée du 4e corps et d'une division de cuirassiers, en avant de Philippeville. Les camps étaient établis derrière des monticules à une lieue de la frontière, de manière que les feux n'étaient pas aperçus de l'ennemi, qui effectivement n'en eut aucune connaissance. Le 14 au soir les appels constatèrent que la force de l'armée était de 123,404 hommes et de trois cent cinquante bouches à feu, ainsi qu'on va le voir dans le tableau ci-après :

AILE GAUCHE SUR LA RIVE DROITE DE LA SAMBRE.	hommes.
2e CORPS.	
Infanterie	19,800
Cavalerie	1,400
Artillerie, génie, équipages (46 bouches à feu)	1,564
1er CORPS.	
Infanterie	17,600
Cavalerie	1,400
Artillerie, génie, équipages (46 bouches à feu)	1,564
FORCE TOTALE	43,328

CENTRE A BEAUMONT.	hommes.
3e CORPS.	
Infanterie	13,200
Cavalerie	1,400
Artillerie, génie, équipages (38 bouches à feu)	1,292
6e CORPS.	
Infanterie	9,900
Cavalerie	1,400
Artillerie, génie, équipages (38 bouches à feu)	1,292
GARDE IMPÉRIALE.	
Infanterie	12,000
Cavalerie	4,000
Artillerie, génie, équipages (96 bouches à feu)	2,400
RÉSERVE DE CAVALERIE.	
1er CORPS.	
Cavalerie	2,500
Artillerie, équipages (12 bouches à feu)	300
2e CORPS.	
Cavalerie	2,500
Artillerie, équipages (12 bouches à feu)	300
3e CORPS.	
Cavalerie	3,300
Artillerie, équipages (12 bouches à feu)	300
4e CORPS.	
Cavalerie	1,900
Artillerie, équipages (12 bouches à feu)	150
Grand parc, troupes d'artillerie, du génie et des équipages militaires	5,600
FORCE TOTALE	63,734

AILE DROITE EN AVANT DE PHILIPPEVILLE	hommes.
4e CORPS.	
Infanterie	12,100
Cavalerie	1,400
Artillerie, génie, équipages (38 bouches à feu)	1,292
CAVALERIE DÉTACHÉE DU 4e CORPS DE LA RÉSERVE DE CAVALERIE.	
Cavalerie	1,400
Artillerie, équipages (6 bouches à feu)	150
FORCE TOTALE	16,3[illegible]

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	ARTILLERIE, GÉNIE. ÉQUIP. MILIT.
Aile gauche	37,400	2,800	3,128
Centre	35,100	17,000	11,634
Aile droite	12,100	2,800	1,442
TOTAL par arme	84,600	22,600	16,204 [1]

TOTAL GÉNÉRAL . . . . . 123,404 hommes et 350 bouches à feu.

[1] Les canonniers, les soldats du train d'artillerie, les pontonniers, les sapeurs, les mineurs, les soldats des équipag militaires, c'est-à-dire ceux qui portent les vivres, les ambulances, sont compris dans ce nombre ; tout était enrégime en France. Il n'y a que les palefreniers et postillons des officiers qui, n'étant pas gagés par l'État, n'y sont pas compr Il y a quinze ans, les charretiers d'artillerie, ceux des vivres, tous les transports militaires, les infirmiers, n'étai point compris sur les états de situation, n'étant ni soldés ni habillés par l'État, mais par les entrepreneurs, ce formait un vingtième de différence dans les situations. Une armée qui, sur les états de situation d'aujourd'hui, portée pour 120,000 hommes, n'aurait été portée sur les états de situation d'alors que pour 114,000. Les Anglais s dans ce cas. Ainsi une armée anglaise qui serait portée à 114,000 hommes sur les états de situation serait effectivem de 120,000 hommes. Dans cette armée, il y avait 46 hommes par bouche à feu de troupes d'artillerie ou du gen compris les trains de ces deux armes et des équipages militaires, savoir : 34 hommes par pièce avec les corps d'arm et 12 avec le parc. L'état-major d'artillerie, l'état-major du génie, les canonniers qui servent les pièces, les sold du train qui conduisent les pièces et les voitures d'artillerie, les sapeurs, les mineurs et ouvriers, et les deux compagn d'équipages militaires attachées à chaque corps d'armée, sont compris dans le premier nombre. Les pontons, les équipa de pont, les ouvriers du parc, les soldats du train attachés au double approvisionnement, aux caissons et aux aut voitures du parc, la réserve des sapeurs et des mineurs, les ouvriers du génie et les hommes des compagnies équipages militaires de réserve comptent dans le second nombre ; de sorte que cette armée de 120,000 hommes n'e réellement que de 114,000 combattants et 350 bouches à feu.

Le 14 juin au soir l'Empereur parla à l'armée par l'ordre du jour suivant :

« Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décidèrent deux fois du destin de l'Europe. Alors, comme après Austerlitz, comme après Wagram, nous fûmes trop généreux! nous crûmes aux protestations et aux serments des princes que nous laissâmes sur le trône!

» Aujourd'hui cependant, coalisés contre nous, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions. Marchons donc à leur rencontre : eux et nous ne sommes-nous plus les mêmes hommes?

» Soldats, à Iena, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, vous étiez un contre deux; à Montmirail, un contre six.

» Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux affreux qu'ils ont soufferts!

» Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la Confédération du Rhin, gémissent d'être obligés de prêter leurs bras à la cause de princes ennemis de la justice et des droits de tous les peuples. Ils savent que cette coalition est insatiable. Après avoir dévoré 12 millions de Polonais, 12 millions d'Italiens, 1 million de Saxons, 6 millions de Belges, elle devra dévorer les États du deuxième ordre de l'Allemagne.

» Les insensés! un moment de prospérité les aveugle. L'oppression et l'humiliation du peuple français sont hors de leur pouvoir! S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau!

» Soldats, nous avons des marches forcées à faire, des batailles à livrer, des périls à courir; mais, avec de la constance, la victoire sera à nous : les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront reconquis.

» Pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr! »

II. Les armées ennemies étaient le 14 au soir fort tranquilles dans leurs cantonnements; l'armée prusso-saxonne formait la gauche, et l'armée anglo-hollandaise la droite.

La première, commandée par le maréchal Blücher, était forte de 120,000 hommes, savoir : 85,000 d'infanterie, 20,000 de cavalerie, 15,000 d'artillerie, génie, équipages militaires, trois cents bouches à feu. Elle était divisée en quatre corps :

Le 1er, commandé par le général Zieten, s'appuyait aux cantonne-

ments anglais, bordait la Sambre, ayant son quartier général à Charleroi et Fleurus pour point de concentration;

Le 2e, sous les ordres du général Pirch, était cantonné sur la frontière aux environs de Namur, son point de concentration;

Le 3e, commandé par le général Thielemann, bordait la Meuse aux environs de Dinant et devait se concentrer à Ciney;

Enfin le 4e corps, sous les ordres du général Bülow, était en arrière des trois premiers; son quartier général était à Liége.

Il fallait une demi-journée pour le rassemblement de chaque corps; l'armée devait se réunir en arrière de Fleurus; le 1er corps s'y trouvait; mais, pour y arriver, le 2e, de Namur, avait huit lieues à faire; le 3e, de Ciney, avait quatorze lieues; le 4e, de Ham, en avait seize. Le quartier général du maréchal Blücher était à Namur, éloigné de seize lieues de celui du duc de Wellington, qui était à Bruxelles.

L'armée anglo-hollandaise, sous les ordres du duc de Wellington, était formée de vingt-quatre brigades, dont neuf anglaises, dix allemandes[1], cinq hollandaises et belges; de onze divisions de cavalerie, composées de seize régiments anglais, neuf allemands[2], six hollandais. La force de l'armée anglo-hollandaise était de 104,200 hommes, savoir :

Anglais.....	37,000	22,000 d'infanterie. 10,000 de cavalerie. 5,000 d'artillerie, génie, équipages militaires.
Allemands.....	42,000	32,000 d'infanterie... 16,000 Hanovriens. 6,000 Légion germanique. 4 000 Nassau. 6,000 Brunswick. 6,800 de cavalerie.. 2,000 Hanovriens. 3,000 Légion germanique. 1,800 Brunswick. 3,200 d'artillerie, génie, équipages militaires.
Hollandais et Belges.	25,200	19,000 d'infanterie. 3,200 de cavalerie. 3,000 d'artillerie, génie, équipages militaires.
Total par arme...		73,000 hommes d'infanterie. 20,000 hommes de cavalerie. 11,200 hommes d'artillerie (ayant 255 bouches à feu), du génie et des équipages militaires.
Total général....	104,200 hommes.	

[1] Savoir :

2 légions germaniques à la solde de l'Angleterre,
5 — hanovriennes,
2 — de Nassau,
1 — de Brunswick.
10

[2] Savoir :

5 légions germaniques,
3 — hanovriennes,
1 — de Brunswick.
9

non compris huit régiments anglais venant d'Amérique, qui étaient débarqués à Ostende, et, en outre, un régiment anglais à Nieuport, un bataillon de vétérans à Ostende, et les 9e, 25e, 29e et 37e régiments anglais dans les places de la frontière de la Belgique, où des corps considérables de milice avaient été réunis. Les neuf brigades anglaises, les cinq brigades hanovriennes et les deux brigades de la légion germanique formaient six divisions, dites *anglaises;* les cinq brigades hollandaises et la brigade de Nassau en formaient trois, dites *belges;* les troupes de Brunswick en formaient une. Ces dix divisions étaient partagées en deux grands corps d'infanterie. Le 1er, sous les ordres du prince d'Orange, dont le quartier général était à Braine-le-Comte, se composait de cinq divisions dont deux anglaises, celle des gardes et la 3e division, et des trois divisions belges; leurs points de réunion étaient Enghien, Soignies, Braine-le-Comte et Nivelles. Le 2e corps, commandé par lord Hill, dont le quartier général était à Bruxelles, se composait de cinq divisions, quatre anglaises et celle des troupes de Brunswick; leurs points de réunion étaient Bruxelles, Ath, Hal et Gand. Lord Uxbridge commandait la cavalerie; son point de réunion était Grammont. Le parc général était cantonné autour de Gand. Il fallait une demi-journée à chaque division pour se rendre à son point de réunion.

Le point de concentration de l'armée était les Quatre-Bras, pour se trouver à deux lieues sur la droite de l'armée prussienne. Il y avait, du quartier général du prince d'Orange aux Quatre-Bras, six lieues; de Nivelles, deux lieues et demie; d'Enghien, treize lieues; de Soignies, onze lieues; de Bruxelles, grand quartier général de l'armée, huit lieues; de Gand, dix-sept lieues; de Grammont, treize lieues; d'Ath, treize lieues. Il fallait donc aux deux armées deux jours entiers pour se rassembler sur un même champ de bataille; réunies, elles présentaient une force de 224,000 hommes, savoir :

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Bouches à feu.
Anglo-Hollandais.	73,000	20,000	11,200	255
Prusso-Saxons.	85,000	20,000	15,000	288
Totaux.	158,000	40,000	26,200	543[1]
Total général.	224,000 hommes,			

sans compter les quatorze régiments anglais à Ostende, dans les

[1] Les Anglais ne comptent jamais dans leurs états de situation ni les officiers, ni les sergents, ni les tambours, de sorte que, lorsqu'ils comptent 630 hommes, ils devraient en compter 712 : il faut toujours les augmenter d'un tiers. (*Note du manuscrit original.*)

places ou nouvellement débarqués à Ostende, revenant d'Amérique, et 10,000 Prussiens, qui étaient en arrière entre le Rhin et la Meuse.

Dans la nuit du 14 au 15, des affidés, de retour au quartier général français à Beaumont, annoncèrent que tout était tranquille à Namur, Bruxelles et Charleroi; ce fut un heureux présage. C'était déjà avoir obtenu un grand succès que d'être parvenu à dérober à l'ennemi les mouvements que faisait l'armée française depuis deux jours. L'armée prussienne se trouvait déjà placée dans l'obligation de prendre un point de rassemblement plus en arrière que Fleurus, ou de recevoir la bataille dans cette position sans pouvoir être secourue par l'armée anglo-hollandaise. Le caractère des généraux en chef ennemis était opposé : les habitudes de hussard du maréchal Blücher, son activité et son caractère hasardeux, contrastaient avec le caractère circonspect et les marches lentes du duc de Wellington. Si l'armée prusso-saxonne n'était pas la première attaquée, elle mettrait plus d'activité et d'empressement à courir au secours de l'armée anglo-hollandaise que celle-ci n'en mettrait à secourir le maréchal Blücher. Toutes les mesures de Napoléon avaient donc pour but d'attaquer d'abord les Prussiens.

III. Le 15, à la pointe du jour, les trois colonnes françaises se mirent en marche. L'avant-garde de la gauche, formée par la division du prince Jérôme, du 2e corps, rencontra, au sortir de son camp, l'avant-garde du corps prussien du général Zieten; elle la culbuta, s'empara du pont de Marchiennes et fit 500 prisonniers; l'avant-garde prussienne se rallia sur Charleroi. Le corps de cavalerie du général Pajol, formant l'avant-garde du centre, se mit en mouvement à trois heures du matin; il devait être soutenu par le corps d'infanterie du général Vandamme. De Beaumont à Charleroi il n'y a pas de chaussée pour faciliter le mouvement sur de mauvaises traverses, où l'on rencontrait à chaque pas des défilés. Le 3e corps avait été campé à une lieue et demie sur la droite de Beaumont. A six heures du matin le comte Vandamme était encore dans son camp, quoiqu'il en dût partir en même temps que la cavalerie Pajol. L'Empereur, s'en étant aperçu, prit les devants avec sa Garde, et entra à midi dans Charleroi, étant précédé par la cavalerie légère du général Pajol, qui suivait l'ennemi le sabre à la main. Le corps du général Vandamme n'y arriva qu'à trois heures du soir. La droite, commandée par le comte Gérard, surprit de bonne heure le pont de Châtelet; toute la colonne arriva dans la soirée.

De Charleroi à Bruxelles il y a quatorze lieues; une chaussée y

conduit et passe par Gosselies, Frasnes, les Quatre-Bras, Genappe et Waterloo. A cinq cents toises de distance de Charleroi, une autre chaussée prend à droite et se dirige par Gilly sur Namur, éloigné de huit lieues de Charleroi. Le corps de Zieten, instruit par ses hussards du mouvement de l'armée française, évacua en toute hâte Charleroi par ces deux routes : une division se retira par la chaussée de Bruxelles et s'arrêta à Gosselies ; une autre prit la route de Namur et s'arrêta à Gilly. Le général Pajol suivit l'ennemi sur la route de Namur ; le général Clary, avec une brigade de hussards, le suivit sur celle de Bruxelles. Les troupes escarmouchaient sur ces deux routes. Le général Clary, n'étant pas assez fort, fut soutenu par le général Lefebvre-Desnoëttes avec la cavalerie légère de la Garde et ses deux batteries. La division Duhesme, de la jeune Garde à pied, se mit en réserve en arrière de la cavalerie Pajol, et détacha un régiment pour aller en position à mi-chemin de Charleroi à Gosselies, servant de réserve à la cavalerie du général Lefebvre-Desnoëttes. A l'arrivée du 3e corps et des réserves du maréchal Grouchy, l'ennemi évacua Gilly et prit position aux bois en avant de Fleurus. Le comte Reille passa la Sambre sur le pont de Marchiennes et se porta sur Gosselies pour y prendre la route de Bruxelles. Le général comte d'Erlon eut ordre de le soutenir. Le général Reille s'empara de Gosselies après une légère résistance.

Le maréchal Ney venait d'arriver sur le champ de bataille : l'Empereur lui donna aussitôt l'ordre de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche, composée des 2e et 1er corps de la division de cavalerie de Lefebvre-Desnoëttes et du corps de grosse cavalerie du général Kellermann, formant en tout 47,800 hommes, de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Gosselies à Bruxelles, de prendre position à cheval sur cette route au delà des Quatre-Bras, et de s'y tenir militairement, en tenant de fortes avant-gardes sur les routes de Bruxelles, de Namur et de Nivelles.

La division du corps du général Zieten qui avait défendu Gosselies se retira par un à-gauche sur Fleurus ; le comte Reille la fit suivre par sa troisième division, que commandait le général Girard, et, avec sa cavalerie et ses trois autres divisions, marcha sur les Quatre-Bras. Le prince Bernard de Saxe commandait une brigade de 4,000 hommes de troupes de Nassau (c'était la 2e de la 3e division belge) ; dès qu'il entendit le bruit du canon du côté de Charleroi et qu'il fut instruit de la retraite du corps du général Zieten, il se porta sur Frasnes et s'y établit à 1,000 toises en avant des Quatre-Bras,

à cheval sur la route de Bruxelles. Le général Lefebvre-Desnoëttes, après une légère canonnade, l'ayant menacé de le tourner et de le couper des Quatre-Bras, l'obligea de faire sa retraite; il prit position entre les Quatre-Bras et Genappe.

Le comte Reille marchait sans obstacle avec son infanterie pour camper en avant des Quatre-Bras, lorsqu'il fut rejoint par le maréchal Ney, lequel, ayant entendu la canonnade sur Fleurus et reçu le rapport du général Girard, qu'il y avait des forces considérables dans cette direction, crut prudent de prendre position, son avant-garde à Frasnes, ayant des vedettes sur les Quatre-Bras. Les corps de Vandamme et de Grouchy étaient réunis à Gilly; trompés par de faux rapports, ils avaient perdu trois heures, dans l'opinion que 200,000 Prussiens étaient derrière les bois et en avant de Fleurus. L'Empereur alla lui-même reconnaître l'ennemi, et, jugeant que ces bois n'étaient garnis que par deux divisions du corps de Zieten, 18 à 20,000 hommes, il ordonna aussitôt de marcher en avant. L'ennemi se mit en retraite; on le poursuivit vivement. Une charge des quatre escadrons de service, conduits par l'aide de camp Letort, enfonça deux carrés, détruisit le 28e régiment prussien, mais l'intrépide Letort fut blessé à mort. Ce général était un des officiers de cavalerie les plus distingués : on n'était pas plus brave; nul officier ne possédait au plus haut degré l'art d'enlever une charge et de communiquer l'étincelle électrique aux hommes comme aux chevaux; à sa voix, à son exemple, les plus timides devenaient intrépides. A la nuit, les corps de Vandamme et de Grouchy prirent position dans les bois de Taillenet[1] et de Lambusart, près de Fleurus.

IV. Pendant la nuit du 15 au 16, le quartier général français fut à Charleroi, celui du maréchal Blücher à Namur, celui du duc de Wellington à Bruxelles. Le 1er corps de l'armée prusso-saxonne, commandé par le général Zieten, affaibli de 2,000 hommes qu'il avait perdus dans la journée, était concentré sur les hauteurs en arrière de Fleurus, occupant ce village par un détachement. Le 2e corps, qui s'était rallié à Namur, marcha toute la nuit, pour rejoindre le 1er à Sombreffe. Le 3e corps s'était rassemblé, partie à Namur, partie à Ciney; la première partie marcha toute la nuit et arriva à Sombreffe dans la matinée du 16; la deuxième partie ne put arriver que le 16 après midi, pendant la bataille. Le 4e corps,

[1] Le texte porte *Trichenaye*, qui ne se trouve sur aucune des cartes consultées. Il a paru que la position ainsi indiquée devait être celle de *Taillenet*.

commandé par le général Bülow, n'ayant reçu l'ordre de se concentrer que fort tard, vu les distances, ne put se mettre en marche que le 16; il n'arriva à Gembloux, à deux lieues de Sombreffe, qu'après la perte de la bataille, dans la nuit du 16 au 17.

Le 15, sur les sept heures du soir, le duc de Wellington avait reçu un courrier du maréchal Blücher qui lui annonçait que les hostilités étaient commencées, qu'une forte reconnaissance française avait sabré quelques-uns de ses avant-postes. Cela ne lui parut exiger aucune disposition, si ce n'est l'ordre sur toute la ligne de se tenir sur ses gardes. A onze heures du soir un deuxième courrier du maréchal Blücher lui avait apporté la nouvelle que les Français étaient entrés à Charleroi à onze heures du matin le 15, et marchaient en front de bandière sur Bruxelles; que tout l'espace compris entre Marchiennes, Charleroi et Châtelet était couvert de ponts et de troupes; que l'armée française était, disait-on, forte de 150,000 hommes; que l'Empereur était à sa tête. Wellington expédia aussitôt dans tous les cantonnements l'ordre de les lever, de réunir chaque division à son point de concentration et d'y attendre de nouveaux ordres. La 3e division belge, qui, seule de l'armée anglo-hollandaise, occupait des cantonnements éloignés de moins de six lieues des Quatre-Bras, pouvait seule y être arrivée dans la matinée du 16; quatre autres divisions, qui étaient éloignées de moins de neuf lieues, pouvaient y être arrivées dans la soirée du même jour; mais le reste de l'armée, éloigné de douze, treize, quatorze, dix-sept, dix-neuf lieues, ne pouvait y être réuni que dans la nuit du 16 au 17 et dans la journée du 17. L'artillerie et la cavalerie étaient dans ce cas; et, réunie aux Quatre-Bras, l'armée anglo-hollandaise serait encore éloignée de deux lieues de Fleurus. Dans la nuit la générale battit à Bruxelles; la division de Brunswick et la 5e division anglaise, qui s'y trouvaient, se mirent en marche pour les Quatre-Bras dans la matinée.

L'armée française passa la nuit sur trois colonnes. La gauche, commandée par le maréchal Ney, avait son quartier général à Gosselies, ses vedettes sur les Quatre-Bras, son avant-garde à Frasnes; le 2e corps entre Frasnes et Gosselies, ayant en avant-garde la division du général Girard à sa droite, sur la route de Fleurus; le 1er corps en colonne, de Marchiennes à Gosselies. Le centre, composé par la réserve de cavalerie et le 3e corps, était campé dans les bois entre Fleurus et Charleroi; la Garde était en colonne sur la route de Charleroi à Gilly, et le 6e corps en avant de Charleroi. La 3e colonne, formant la droite, était en avant du pont de Châtelet. Toute l'armée était ainsi réunie, ayant passé la Sambre sur trois

ponts : la gauche sur celui de Marchiennes, éloigné de 2,000 toises de celui de Charleroi, sur lequel avait passé le centre, et celui-ci éloigné de 3,000 toises du pont de Châtelet, sur lequel avait passé la droite. L'armée française bivouaqua, dans la nuit du 15 au 16, dans un carré de quatre lieues de côté; elle était également en mesure d'appuyer sur l'armée prusso-saxonne ou sur celle anglo-hollandaise; elle se trouvait déjà placée entre elles. Les deux armées ennemies étaient surprises, leurs communications déjà fort gênées. Toutes les manœuvres de l'Empereur avaient réussi à souhait; il était désormais le maître d'attaquer en détail les armées ennemies; il ne leur restait, pour éviter ce malheur, le plus grand de tous, que le parti de céder le terrain et de se réunir sur Bruxelles ou au delà.

CHAPITRE V.

BATAILLE DE LIGNY.

I. Marche de l'armée française pour livrer bataille à l'armée prusso-saxonne. — II. Bataille de Ligny (16 juin). — III. Combat des Quatre-Bras (16 juin). — IV. Position des armées dans la nuit du 16 au 17. — V. Leurs manœuvres dans la journée du 17. — VI. Leurs positions dans la journée du 17 au 18.

I. Le maréchal Ney reçut de nouveau l'ordre, dans la nuit, de se porter le 16, à la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, d'occuper une bonne position à cheval sur la route de Bruxelles, en gardant les chaussées de Nivelles et de Namur par ses flanqueurs de gauche et de droite. Le comte de Flahault, aide de camp général, fut chargé de le lui réitérer, et demeura toute la journée avec lui. La division du général Girard, la troisième du 2e corps, qui était en observation vis-à-vis Fleurus, reçut l'ordre de rester dans sa position, devant opérer sous les ordres immédiats de l'Empereur, qui, avec le centre et la droite de l'armée, marcha pour combattre l'armée prussienne, avant que son 4e corps, commandé par le général Bülow, l'eût jointe, et que l'armée anglo-hollandaise fût rassemblée sur sa droite, à portée de la soutenir.

Les tirailleurs se rencontrèrent au village de Fleurus. Après quelques coups de canon, ceux de l'ennemi se replièrent sur leur armée, qu'on aperçut alors en ordre de bataille, la gauche au village de

Sombreffe, à cheval sur la chaussée de Namur, le centre au village de Ligny, la droite au village de Saint-Amand, les réserves sur les hauteurs du moulin à vent de Brye, occupant une ligne de bataille de 3,000 toises. L'armée française fit halte et se forma (il était dix heures du matin) : le 3e corps en avant de Fleurus, ayant à 1,200 toises sur sa gauche la division Girard; le 4e corps au centre; le maréchal Grouchy avec les corps de cavalerie de Pajol et d'Exelmans formant la droite. La Garde, cavalerie, infanterie, artillerie, et le corps des cuirassiers de Milhaud, se formèrent en deuxième ligne, sur le rideau qui domine la plaine derrière Fleurus.

L'Empereur, peu accompagné, parcourut la chaîne des vedettes, monta sur des hauteurs et des moulins à vent, et reconnut parfaitement la position de l'armée ennemie; elle présentait une force certainement supérieure à 80,000 hommes. Son front était couvert par un ravin profond, sa droite était en l'air. La ligne de bataille était perpendiculaire à la chaussée de Namur, aux Quatre-Bras, et dans la direction du village de Sombreffe à celui de Gosselies; le point des Quatre-Bras était perpendiculaire derrière le milieu de la ligne. Il était évident que le maréchal Blücher ne s'attendait pas à être attaqué ce jour même; il croyait avoir le temps de compléter le rassemblement de son armée et d'être appuyé sur sa droite par l'armée anglo-hollandaise, qui devait déboucher sur les Quatre-Bras par les chaussées de Bruxelles et de Nivelles, dans la journée du 17.

Un officier d'état-major de la gauche fit le rapport que le maréchal Ney, au moment où il prenait les armes pour marcher à la position en avant des Quatre-Bras, avait été arrêté par la canonnade qui s'était fait entendre sur son flanc droit et par les rapports qu'il avait reçus; que les armées anglo-hollandaise et prusso-saxonne avaient déjà opéré leur réunion aux environs de Fleurus; que, dans cet état de choses, s'il continuait son mouvement, il serait tourné; que, du reste, il était prêt à exécuter les ordres que l'Empereur lui enverrait aussitôt qu'il connaîtrait ce nouvel incident. L'Empereur le blâma d'avoir déjà perdu huit heures; ce qu'il prétendait être un nouvel incident était ce qui existait depuis la veille. Il lui réitéra l'ordre de se porter en avant des Quatre-Bras, et, aussitôt qu'il y aurait pris position, de détacher une colonne de 8,000 hommes d'infanterie avec la division de cavalerie Lefebvre-Desnoëttes et vingt-huit pièces de canon par la chaussée des Quatre-Bras à Namur, qu'elle quitterait au village de Marbais pour attaquer les hauteurs de Brye, sur les derrières de l'armée ennemie; ce détachement parti, il lui resterait encore dans sa position des Quatre-Bras 32,000 hommes et quatre-vingts pièces

de canon[1] ; ce qui était suffisant pour tenir en échec les cantonnements de l'armée anglaise qui pourraient arriver dans la journée du 16. Le maréchal Ney reçut cet ordre à onze heures et demie; il était avec son avant-garde près de Frasnes. Il devait avoir pris à midi sa position en avant des Quatre-Bras : or des Quatre-Bras aux hauteurs de Brye il y a 4,000 toises; la colonne qu'il détacherait sur les derrières du maréchal Blücher devait donc arriver avant deux heures au village de Marbais.

II. La ligne qu'occupait l'armée près de Fleurus n'était pas offensive. Une partie était masquée; l'armée prussienne dut être sans inquiétude. Mais à deux heures l'Empereur ordonna un changement de front sur Fleurus la droite en avant. Cette manœuvre porta le 3e corps à deux portées de canon de Saint-Amand, le 4e à deux portées de canon de Ligny, la droite à deux portées de canon de Sombreffe. Le général Girard, avec la troisième division du 2e corps, se trouva être en potence sur l'extrémité de la droite de l'armée prussienne. Le ravin qui couvrait le front de la position de l'ennemi prenait naissance entre le 3e corps et la division Girard, de sorte que cette division était sur la rive gauche de ce ravin. La Garde et la cavalerie Milhaud firent la même manœuvre, et se trouvèrent en deuxième ligne à 600 toises, derrière le 3e et le 4e corps. Le 9e corps, qui était en route de Charleroi, reçut ordre d'accélérer sa marche et de prendre position en avant de Fleurus, en réserve générale. Tout annonçait la perte de l'armée prussienne. Le comte Gérard s'étant approché de l'Empereur pour lui demander quelques instructions pour l'attaque du village de Ligny, ce prince lui dit : « Il se peut que

[1] Force de l'aile gauche le 16, à la pointe du jour :

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Bouches à feu.
2e corps, trois divisions	16,000	1,400	1,292	38
1er corps, quatre divisions	16,500	1,400	1,564	46
Cuirassiers Kellermann	»	3,000	300	12
Garde, Lefebvre-Desnoëttes	»	2,000	300	12
TOTAUX	32,500	7,800	3,456	108

43,756 hommes.

Détachement	Infanterie	8,000	10,856 hommes, 28 bouches à feu.
	Cavalerie	2,000	
	Artillerie	856	
Reste	Infanterie	24,500	32,900 hommes, 80 bouches à feu.
	Cavalerie	5,800	
	Artillerie	2,600	

Indépendamment de 5,300 hommes au parc de Charleroi.

dans trois heures le sort de la guerre soit décidé. Si Ney exécute bien ses ordres, il ne s'échappera pas un canon de l'armée prussienne; elle est prise en flagrant délit [1]. »

A trois heures après midi le 3e corps aborda le village de Saint-Amand. Un quart d'heure après le 4e corps aborda le village de Ligny, et le maréchal Grouchy replia la gauche de l'armée prussienne. Toutes les positions et maisons situées sur la droite du ravin furent emportées, et l'armée ennemie rejetée sur la rive gauche. Le reste du 3e corps de l'armée prussienne arriva pendant la bataille par le village de Sombreffe; ce qui porta la force de l'armée ennemie à 90,000 hommes. L'armée française, y compris le 6e corps, qui resta constamment en réserve, était de 70,000 hommes; moins de 60,000 donnèrent. Le village de Ligny fut pris et repris quatre fois. Le comte Gérard s'y couvrit de gloire et y montra autant d'intrépidité que de talent. L'attaque fut plus faible au village de Saint-Amand, qui fut aussi pris et repris; mais il fut emporté par le général Girard, qui, ayant reçu l'ordre d'avancer par la gauche du ravin avec sa division, la troisième du 2e corps, y déploya cette intrépidité dont il a donné tant d'exemples dans sa carrière militaire. Il culbuta à la baïonnette tout ce qui voulait s'opposer à sa marche, et s'empara de la moitié du village; mais il tomba blessé à mort. Le 3e corps se maintint dans l'autre partie de ce village.

Il était cinq heures et demie; l'Empereur faisait exécuter plusieurs manœuvres à l'infanterie de sa Garde pour la porter sur Ligny, lorsque le général Vandamme donna avis qu'une colonne de 30,000 hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, s'avançait sur Fleurus; qu'on l'avait d'abord prise pour la colonne détachée de la gauche; mais, outre qu'elle était beaucoup plus forte, elle venait par une route différente; que les troupes du général Girard, l'ayant reconnue

[1] L'armée française sur Ligny était forte de 72,000 hommes et de deux cent quarante bouches à feu, savoir :

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Bouches à feu.
2e corps, division Girard	5,000	»	270	8
3e corps	13,000	1,400	1,290	38
4e corps	12,000	1,400	1,290	38
6e corps	9,500	1,400	1,290	38
Garde	11,500	2,000	2,100	82
Corps de cavalerie Pajol	»	2,500	300	12
Corps d'Exelmans	»	2,600	300	12
Corps de Milhaud	»	3,000	300	12
	51,000	14,300	7,140	240

72,440 hommes.

pour ennemie, avaient en conséquence abandonné l'extrémité du village, et avaient pris position au bois pour couvrir Fleurus; que son corps d'armée même en était ébranlé, et que, si la réserve n'arrivait pas pour arrêter cette colonne, il serait obligé d'évacuer Saint-Amand et de battre en retraite. Ce rapport parut inexplicable. La colonne avait donc passé entre le maréchal Ney et le maréchal Blücher, ou bien entre les Quatre-Bras et Charleroi. Toutefois, l'avis s'en réitérant, l'Empereur arrêta la marche de la Garde et envoya en toute diligence son aide de camp le général Dejean, officier de confiance, pour reconnaître le nombre, la force et les intentions de cette colonne. Une heure après on sut que cette colonne, prétendue anglaise, était le 1er corps, commandé par le comte d'Erlon, qui, ayant été laissé en réserve à deux lieues et demie des Quatre-Bras, accourait pour soutenir l'attaque de Saint-Amand; que la division Girard, détrompée, avait repris sa position, et le 3e corps sa contenance. La Garde continua alors son mouvement sur Ligny. Le général Pecheux, à la tête de sa division, passa le ravin; le comte Gérard, toute la Garde, infanterie, cavalerie, artillerie, et les cuirassiers Milhaud, appuyèrent son mouvement. Toutes les réserves de l'ennemi furent culbutées à la baïonnette; le centre de sa ligne fut percé. Quarante pièces de canon, huit drapeaux ou étendards, bon nombre de prisonniers, sont les trophées de cette journée. Le maréchal Grouchy, les généraux Exelmans et Pajol se sont fait remarquer par leur intrépidité. Le lieutenant général Monthion fut dans la nuit chargé de poursuivre la gauche des Prussiens.

L'ennemi, dans ses rapports officiels, fait monter sa perte à 25,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, sans compter 20,000 hommes qui se débandèrent et ravagèrent les rives de la Meuse jusqu'à Liége. La Garde et le 6e corps ne firent aucune perte; elle fut considérable au 4e corps et aux corps de cavalerie d'Exelmans et de Pajol, et beaucoup moins considérable au 3e corps. La division Girard fut celle qui perdit davantage. La perte totale fut de près de 6,950 hommes tués ou blessés[1]. Plusieurs généraux ennemis furent

[1] Perte de l'armée française à Ligny, tués, blessés, perdus, de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie :

2e corps, division Girard	1,900
3e corps	1,800
4e corps	2,300
1er corps de cavalerie	200
2e *idem*	400
4e *idem*	150
Garde	200
TOTAL	6,950

tués ou blessés. Le maréchal Blücher fut culbuté par une charge de cuirassiers et foulé aux pieds des chevaux ; mais les cuirassiers français continuèrent leur charge sans le voir : il faisait déjà nuit. Ce maréchal parvint à se sauver, froissé et à moitié estropié. La disproportion que l'on remarque entre les pertes des armées prussienne et française provient de ce que les réserves de l'armée française furent tenues pendant toute la bataille hors de la portée du canon, de ce que les 3e et 4e corps, qui étaient en première ligne, étaient masqués par des plis du terrain ; tandis que l'armée prussienne était toute massée sur l'amphithéâtre qui va de Saint-Amand et Ligny aux hauteurs de Brye. Tous les boulets de l'armée française qui manquaient les premières lignes frappaient dans les réserves : pas un coup n'était perdu.

Le général Girard s'était distingué au passage du Tessin en 1800 ; il avait beaucoup contribué au gain de la bataille de Lutzen en 1813 ; c'était un des plus intrépides soldats de l'armée française ; il avait éminemment le feu sacré.

L'Empereur, satisfait du comte Gérard, commandant le 4e corps, lui destinait le bâton de maréchal de l'Empire ; il le considérait comme une des espérances de la France.

III. Le prince d'Orange, dont le quartier général était à Braine-le-Comte, ne reçut qu'à la pointe du jour, le 16, l'ordre du duc de Wellington de réunir ses troupes. Il se porta avec la 2e brigade de la 3e division belge aux Quatre-Bras pour soutenir une des brigades que commandait le prince Bernard de Saxe, qui, dès le 15, avait défendu Frasnes et avait pris position entre les Quatre-Bras et Genappe. Le prince d'Orange resta toute la matinée avec 8 ou 9,000 Belges ou troupes de Nassau, infanterie, cavalerie, artillerie, sur cette position importante. Il savait que tous les cantonnements de l'armée anglo-hollandaise étaient levés et se dirigeaient par les routes de Bruxelles et de Nivelles sur les Quatre-Bras. Il sentait toute l'importance de cette position, puisque, si les alliés la perdaient, tous leurs cantonnements venant par la chaussée de Nivelles ne pourraient faire leur jonction que par la traverse et derrière Genappe. Si donc le maréchal Ney eût exécuté ses ordres et se fût porté avec ses 43,000 hommes [1], à la pointe du jour du 16, sur les Quatre-Bras, il se fût emparé de cette position, et, avec sa nombreuse cavalerie et son artillerie légère, il eût mis en déroute et éparpillé cette division ; bien plus, il pouvait attaquer les divisions de l'armée anglaise en marche, isolées sur les chaussées de Nivelles et de Bruxelles. A

[1] Voir page 170, le tableau de la composition de ces 43,756 hommes.

midi ce maréchal, ayant reçu de nouveau l'ordre que l'Empereur lui envoya de Fleurus, marcha avec trois divisions d'infanterie du 2e corps, la division de cavalerie légère et une division des cuirassiers de Kellermann, formant 16,000 hommes d'infanterie, 3,000 hommes de cavalerie et quarante-quatre pièces de canon (21 ou 22,000 hommes). Il laissa en réserve en avant de Gosselies, pour observer Fleurus et assurer sa retraite, le 1er corps, fort de 16,000 hommes d'infanterie, la division de cavalerie légère de la Garde, du général Lefebvre-Desnoëttes, et une division des cuirassiers de Kellermann, formant un total de 16,000 hommes d'infanterie, 4,500 hommes de cavalerie et soixante-quatre bouches à feu. Ses tirailleurs engagèrent le combat à deux heures; mais ce ne fut qu'à trois heures, lorsque la canonnade de la bataille de Ligny se fit entendre dans toute sa force, qu'il aborda franchement l'ennemi. Le prince d'Orange et sa division furent bientôt culbutés; mais elle fut soutenue par la division du prince de Brunswick et la 5e division anglaise, qui arrivaient en toute hâte et mal en ordre. Ces deux divisions étaient parties de Bruxelles à neuf heures du matin et avaient fait huit lieues; elles n'avaient ni artillerie ni cavalerie. Le combat se renouvela avec chaleur. L'ennemi avait la supériorité du nombre, puisque la deuxième ligne du maréchal Ney était à trois lieues en arrière; mais l'artillerie et la cavalerie françaises étaient beaucoup plus nombreuses. Les troupes de Brunswick, repoussées comme celles de Nassau, laissèrent beaucoup de morts, parmi lesquels le prince régnant de Brunswick. Le 42e régiment écossais, de la division Picton, s'étant mis en carré pour soutenir une charge de cuirassiers, fut enfoncé et taillé en pièces; son colonel fut tué, son drapeau fut pris. Les tirailleurs français arrivaient déjà à la ferme des Quatre-Bras, lorsque la division des gardes anglaises n° 1 et la division Alten n° 3 arrivèrent au pas de course par la chaussée de Nivelles; elles étaient également sans artillerie et sans cavalerie [1]. Alors le maréchal Ney sentit le

[1] Armée anglo-hollandaise aux Quatre-Bras :

De trois heures après midi à six heures du soir.

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
3e division belge	8,000	»	12
Division de Brunswick	8,000	1,500	»
5e division anglaise, général Picton	9,200	»	»
TOTAUX	25,200	1,500	12
De six à neuf heures du soir.			
Comme ci-dessus	25,200	1,500	12
1re division anglaise, général Cooke	3,500	»	»
3e division *idem*, général Alten	8,800	»	»
TOTAUX	37,500	1,500	12

Le reste de l'armée, l'artillerie et la cavalerie, arrivèrent dans la nuit du 17 au 18.

besoin de sa seconde ligne. Il l'envoya chercher, mais il était trop tard; il était six heures; elle ne pouvait arriver sur le champ de bataille que vers huit heures. Le maréchal se battit cependant avec son intrépidité ordinaire; les troupes françaises se couvrirent de gloire, et l'ennemi, quoique double en infanterie, continuant à être fort inférieur en cavalerie et en artillerie, ne put faire aucun progrès; mais il profita du bois qui flanquait sa position et la conserva jusqu'à la nuit. Le maréchal Ney prit son quartier général à Frasnes, à 1,000 toises des Quatre-Bras, et sa ligne de bataille à deux portées de canon de l'armée ennemie. Il fut joint par le 1er corps, que commandait le comte d'Erlon, dont le mouvement par Saint-Amand ne retarda l'arrivée que d'une demi-heure.

La perte de l'armée anglo-hollandaise est portée à 9,000 hommes[1] dans les récits officiels. La perte de l'armée française a été de 3,400 hommes[2]. On sent facilement la cause de cette disproportion de pertes, lorsqu'on réfléchit que l'armée anglo-hollandaise, privée d'artillerie et de cavalerie, dut rester en masse sous la mitraille de cinquante pièces de canon qui ne cessèrent pas de tirer depuis trois heures après midi jusqu'à huit heures du soir.

IV. Le 3e corps de l'armée française bivouaqua sur le champ de bataille en avant de Saint-Amand, le 4e corps en avant de Ligny, le maréchal Grouchy à Sombreffe, la Garde impériale sur les hauteurs de Brye, la cavalerie légère ayant des avant-postes sur la chaussée de Namur, le 6e corps en réserve derrière Ligny. Le maréchal Blücher battit en retraite sur Wavre en deux colonnes, l'une par Tilly, l'autre par Gembloux, où arriva à onze heures du soir, venant de Liége, le 4e corps, commandé par le général Bülow. Les fuyards

[1] Perte avouée de l'armée anglo-hollandaise aux Quatre-Bras :

Anglais	2,500
Hanoviens	1,000
Belges et Nassoviens	3,000
Brunswickois	2,500
TOTAL	9,000

Les Anglais n'avouent ordinairement que la moitié de leur perte, excepté celle des officiers, qui est exacte.

[2] Perte de l'armée française aux Quatre-Bras :

1er corps	»
2e corps	3,000
Cavalerie Kellermann	300
Garde	100
TOTAL	3,400

prussiens couvraient tout le pays et y commettaient les plus horribles ravages; Namur, les pays entre la Sambre et la Meuse, en étaient victimes. La défaite de ces oppresseurs de la Belgique et de la rive gauche du Rhin remplissait d'espoir et de joie les habitants de ces treize départements, qui se voyaient déjà restitués à la grande famille de leur affection.

Le duc de Wellington passa la nuit aux Quatre-Bras; les troupes anglaises continuèrent à lui arriver par les deux chaussées; elles étaient harassées de fatigue; elles avaient été en route la nuit du 15 au 16, la journée du 16 et la nuit du 16 au 17.

V. Le maréchal Ney reçut ordre de se porter sur les Quatre-Bras à la pointe du jour, et d'attaquer vivement l'arrière-garde anglaise, dans le temps que le comte de Lobau, avec deux divisions d'infanterie de son corps, sa cavalerie légère et les cuirassiers de Milhaud, se porterait, par la chaussée de Namur, sur les Quatre-Bras, et attaquerait l'armée anglaise par son flanc gauche. Le maréchal Grouchy partit avec le corps de cavalerie d'Exelmans, de Pajol, le 3e et le 4e corps d'infanterie et la division Teste du 6e corps. Il lui fut recommandé de poursuivre l'armée prussienne l'épée dans les reins, afin de l'empêcher de se rallier, et il reçut l'ordre positif de se tenir toujours entre la chaussée de Charleroi à Bruxelles et le maréchal Blücher, afin d'être constamment en communication et en mesure de se réunir sur l'armée. Il était probable que le maréchal Blücher se retirerait sur Wavre : il fallait qu'il y fût en même temps que lui. Si l'ennemi continuait à marcher sur Bruxelles et qu'il passât la nuit couvert par la forêt de Soigne, il le fallait suivre jusqu'à la lisière de la forêt; s'il se retirait sur la Meuse, pour couvrir ses communications avec l'Allemagne, il fallait le faire observer par l'avant-garde du général Pajol, et occuper Wavre avec la cavalerie d'Exelmans, le 3e et le 4e corps d'infanterie, afin de se trouver en communication avec le quartier général, qui marchait par la chaussée de Charleroi sur Bruxelles. La troisième division du 2e corps, qui avait beaucoup souffert à la bataille de Ligny, resta pour garder le champ de bataille et porter secours aux blessés. Ainsi l'armée française marchait en deux colonnes sur Bruxelles, l'une de 62,000 hommes et l'autre de 34,000.

L'Empereur visita le champ de bataille, fit donner du secours aux blessés. La perte des Prussiens était énorme; on voyait six de leurs cadavres pour un cadavre français. Un grand nombre de blessés qui n'avaient pas été secourus le furent; tous les pages et plusieurs offi-

ciers restèrent pour les veiller. Le jeune Gudin, fils du brave général de ce nom qui fut tué en Russie au combat de Valoutina, se distingua par sa pitié. Ce devoir sacré rempli, Napoléon se porta au galop pour arriver aux Quatre-Bras en même temps que la cavalerie du comte de Lobau. Il la joignit au village de Marbais; mais, arrivé à la vue de la ferme des Quatre-Bras, il s'aperçut qu'elle était encore occupée par un corps de cavalerie anglaise. Un moment après, une reconnaissance de 100 hussards français revint, vivement poussée par un régiment de cavalerie anglaise. La cavalerie française prit position, les cuirassiers de Milhaud sur la droite, la cavalerie légère sur la gauche; l'infanterie se plaça en deuxième ligne, et les batteries se mirent en position. Un parti de 500 chevaux fut envoyé sur la gauche pour communiquer avec Frasnes et avoir des nouvelles du maréchal Ney. Comment était-il encore dans son camp, lui qui devait être en marche depuis six heures du matin? Arrivés à la lisière du bois, les hussards commencèrent à tirailler, mais ils ne tardèrent pas à se reconnaître avec les lanciers rouges de la Garde, qu'ils avaient pris pour des Anglais. Des officiers furent envoyés au maréchal Ney pour le presser de déboucher sur les Quatre-Bras, et immédiatement après le comte de Lobau se reforma et marcha en avant.

Une vivandière anglaise, qu'on amena prisonnière, donna des nouvelles des mouvements de son armée. Le duc de Wellington n'avait appris que fort avant dans la nuit le désastre de Ligny; il avait sur-le-champ ordonné de battre en retraite dans la direction de Bruxelles, laissant le général Uxbridge avec un corps de cavalerie et des batteries d'artillerie légère pour l'arrière-garde. Le général Uxbridge se retira aussitôt qu'il aperçut le corps d'armée du comte de Lobau. L'Empereur, arrivé à la ferme des Quatre-Bras, fit mettre douze pièces d'artillerie légère en batterie, qui s'engagèrent avec deux batteries anglaises. La pluie tombait par torrents. Cependant les troupes de la gauche ne débouchaient pas encore; impatienté, il envoya l'ordre directement aux chefs de corps. Le comte d'Erlon parut enfin. Il prit la tête de la colonne et se mit en devoir de pousser vivement l'arrière-garde anglaise. Le général Reille, avec le 2e corps, le suivit. Lorsque le maréchal Ney parut, l'Empereur lui témoigna son mécontentement de tant d'incertitude, de tant de lenteur, et de ce qu'il venait de lui faire perdre trois heures bien précieuses. Ce maréchal balbutia, s'excusa sur ce qu'il croyait que Wellington était encore aux Quatre-Bras avec toute son armée. Le corps du comte de Lobau suivit le 2e corps, la Garde marcha après.

Les cuirassiers de Milhaud, éclairés par une division de cavalerie légère de Pajol, commandée par Subervie, formèrent une colonne intermédiaire. L'Empereur se porta à la tête de l'armée. Le temps était affreux ; sur la chaussée les soldats avaient de l'eau jusqu'à mi-jambe; dans les terres ils enfonçaient jusqu'aux genoux; l'artillerie ne pouvait pas y passer, et la cavalerie n'y passait qu'avec peine; c'est ce qui rendit difficile la retraite de la cavalerie ennemie, et mit à même l'artillerie française de lui faire quelque mal.

A six heures du soir l'ennemi, qui n'avait jusqu'alors soutenu la retraite qu'avec quelques pièces de canon, en démasqua quinze ; le temps était très-brumeux; il était impossible de distinguer la force de son arrière-garde; il était pourtant évident qu'elle était depuis peu de moments renforcée, et, comme on n'était pas éloigné de la forêt de Soigne, il était probable qu'elle voulait tenir cette position pendant la nuit. Pour s'en assurer, les cuirassiers de Milhaud se déployèrent, et, sous la protection du feu de quatre batteries d'artillerie légère, firent mine de charger; l'ennemi démasqua alors cinquante ou soixante pièces de canon. On acquit la certitude que l'armée était en position. Il aurait fallu deux heures de jour de plus pour pouvoir l'attaquer. L'armée française prit position en avant de Plancenoit : le quartier général se plaça à la ferme du Caillou, à 2,400 toises du village de Mont-Saint-Jean.

Pendant cette retraite plusieurs officiers de cavalerie anglaise furent pris et amenés à l'Empereur; plusieurs étaient blessés; il les fit panser par son chirurgien avant de les interroger, après quoi il les questionna sur la situation de leur armée, en se servant du général Flahault pour interprète. Parmi ces officiers se trouvait le capitaine Elphinston. En traversant la chaussée de Bruxelles aux Quatre-Bras, il fut facile d'évaluer combien grande avait été la perte des Anglais, quoiqu'ils eussent déjà enterré la plus grande partie de leurs morts.

Le général Pajol monta à cheval à la pointe du jour, avec une division de son corps de cavalerie légère, poursuivit l'ennemi sur la route de Namur, prit dix pièces de canon et plusieurs parcs. Arrivé au premier village, il apprit que Blücher se ralliait à Wavre ; que, cependant, il y avait beaucoup de troupes à Gembloux. Exelmans y envoya une brigade de dragons; elle y arriva à huit heures du matin et reconnut les bivouacs de Bülow sur la gauche de la petite rivière. A trois heures après midi le maréchal Grouchy arriva à Gembloux ; il y apprit que le corps de Bülow, fort de 30,000 hommes, n'avait pas assisté à la bataille; qu'il n'était arrivé de Liége qu'à la nuit; qu'il avait bivouaqué près de la ville; qu'il en était parti à deux

heures après midi; que l'armée, qui s'était battue à Ligny, avait perdu beaucoup de monde; que les villages étaient encombrés de blessés et de fuyards. Il envoya une brigade de cavalerie à Valhain, à 4,000 toises de Gembloux, sur la route de Wavre, et remit la poursuite de l'ennemi au lendemain; il n'avait fait cependant que deux lieues dans cette journée, et l'arrière-garde de Bülow était encore près de Gembloux. L'ennemi gagna ainsi vingt-quatre heures sur lui. Cette funeste irrésolution est la cause principale des désastres du 18 et de la perte de la France.

Pendant la journée du 17 et la nuit du 17 au 18, les flanqueurs du général Domon rendirent compte qu'ils étaient en communication avec ceux du maréchal Grouchy, qui avait poursuivi toute la journée le maréchal Blücher, sans qu'il se fût passé aucun événement important. A neuf heures du soir le général Milhaud, qui avait marché avec son corps de cavalerie toute la journée pour maintenir les communications avec le maréchal Grouchy, rendit compte qu'il avait eu connaissance d'une colonne de cavalerie ennemie qui, de Tilly, s'était repliée en toute hâte sur Wavre. Un corps de 2,000 chevaux fut dirigé sur Hal, menaçant de tourner la droite de la forêt de Soigne et de se porter sur Bruxelles; le duc de Wellington alarmé y envoya sa 4e division d'infanterie. Dans la nuit la cavalerie française rentra au camp; la division anglaise resta en observation et se trouva paralysée pendant la bataille.

VI. Napoléon, avec les 1er, 2e, 6e corps d'infanterie, la Garde, une division de cavalerie légère de Pajol et les deux corps de cuirassiers de Milhaud et de Kellermann, en tout 62,000 hommes et deux cent trente-deux pièces de canon, était campé en avant de Plancenoit, à cheval sur la grande route de Bruxelles, à quatre lieues et demie de cette grande ville, ayant devant lui l'armée anglo-hollandaise, forte de 90,000 hommes et de deux cent cinquante-cinq pièces de canon, dont le quartier général était à Waterloo. Le maréchal Grouchy, avec 34,000 hommes et cent huit pièces de canon, devait être à Wavre; mais il était en effet en avant de Gembloux, ayant perdu de vue l'armée prussienne. Celle-ci était à Wavre; ses quatre corps y étaient réunis, forts de 75,000 hommes.

A dix heures du soir l'Empereur expédia un officier au maréchal Grouchy, qu'il supposait sur Wavre, pour lui faire connaître qu'il y aurait le lendemain une grande bataille; que l'armée anglo-hollandaise était en position en avant de la forêt de Soigne, sa gauche appuyée au village de la Haye; qu'il lui ordonnait de détacher avant le jour de

son camp de Wavre une division de 7,000 hommes de toutes armes et seize pièces de canon sur Saint-Lambert, pour se joindre à la droite de la Grande Armée et opérer avec elle; qu'aussitôt qu'il serait assuré que Blücher aurait évacué Wavre, soit pour continuer sa retraite sur Bruxelles, soit pour se porter dans toute autre direction, il devait marcher avec la majorité de ses troupes pour appuyer le détachement qu'il aurait fait sur Saint-Lambert.

A onze heures du soir, une heure après que cette dépêche était expédiée, on reçut un rapport du maréchal Grouchy, daté de Gembloux, six heures du soir. Il rendait compte qu'il était avec son armée à Gembloux; que Blücher s'était retiré sur Wavre, et qu'à la pointe du jour il se mettrait en marche pour le poursuivre.

Ainsi Blücher lui avait échappé; il l'avait perdu de vue! Grouchy n'avait fait que deux lieues dans la journée du 17. Un second officier lui fut envoyé à quatre heures du matin pour lui réitérer l'ordre qui lui avait été expédié à dix heures du soir. A cinq heures on reçut un nouveau rapport, daté de Gembloux, deux heures du matin. Le maréchal rendait compte plus en détail de ses opérations de la journée, et annonçait qu'il lèverait son camp une heure avant le jour pour arriver de bonne heure à Wavre.

CHAPITRE VI.

BATAILLE DE MONT-SAINT-JEAN,

DITE DE WATERLOO OU DE LA BELLE-ALLIANCE.

I. Ligne de bataille de l'armée anglo-hollandaise. — II. Ligne de bataille de l'armée française. — III. Projet de l'Empereur. Attaque de Goumont. — IV. Le général Bülow arrive sur le champ de bataille avec 30,000 hommes; ce qui porte à 120,000 hommes l'armée du duc de Wellington. — V. Attaque de la Haye-Sainte par le 1er corps. — VI. Le général Bülow est repoussé. — VII. Charge de la cavalerie sur le plateau. — VIII. Mouvement du maréchal Grouchy. — IX. Mouvement du maréchal Blücher. — X. Mouvement de la Garde impériale.

I. Pendant la nuit l'Empereur donna tous les ordres nécessaires pour la bataille du lendemain, quoique tout indiquât qu'elle n'aurait pas lieu. Depuis quatre jours que les hostilités étaient commencées, il avait, par les plus habiles manœuvres, surpris ses ennemis, remporté une victoire éclatante et séparé les deux armées. C'était beaucoup pour sa gloire, mais pas encore assez pour sa position. Les

trois heures de retard que la gauche avait éprouvées dans son mouvement l'avaient empêché d'attaquer, comme il l'avait projeté, l'armée anglo-hollandaise dans l'après-midi du 17; ce qui eût couronne sa campagne. Actuellement il était probable que le duc de Wellington et le maréchal Blücher profiteraient de cette même nuit pour traverser la forêt de Soigne et se réunir devant Bruxelles; après cette réunion, qui serait opérée avant neuf heures du matin, la position de l'armée française deviendrait bien délicate. Les deux armées ennemies se renforçaient de tout ce qu'elles avaient sur leurs derrières. 6,000 Anglais étaient débarqués à Ostende depuis peu de jours; c'étaient des troupes de retour d'Amérique. Il était impossible que l'armée française se hasardât à traverser la forêt de Soigne pour combattre au débouché des forces plus que doubles, formées et en position; et cependant, sous peu de semaines, les armées russe, autrichienne, bavaroise, etc., allaient passer le Rhin, se porter sur la Marne. Le 5e corps, en observation en Alsace, n'avait que 20,000 hommes.

A une heure du matin, fort préoccupé de ces grandes pensées, Napoléon sortit à pied, accompagné seulement de son grand maréchal; son dessein était de suivre l'armée anglaise dans sa retraite et de tâcher de l'entamer, malgré l'obscurité de la nuit, aussitôt qu'elle serait en marche. Il parcourut la ligne des grand'gardes. La forêt de Soigne apparaissait comme un incendie; l'horizon entre cette forêt, Braine-l'Alleud, les fermes de la Belle-Alliance et de la Haye, était resplendissant des feux des bivouacs; le plus grand silence régnait. L'armée anglo-hollandaise était ensevelie dans le plus profond sommeil, suite des fatigues qu'elle avait essuyées les jours précédents. Arrivé près des bois du château de Goumont, il entendit le bruit d'une colonne en marche; il était deux heures et demie. Or, à cette heure, l'arrière-garde devait commencer à quitter sa position si l'ennemi était en retraite; mais cette illusion fut courte. Le bruit cessa; la pluie tombait par torrents. Divers officiers envoyés en reconnaissance et des affidés, de retour à trois heures et demie, confirmèrent que les Anglo-Hollandais ne faisaient aucun mouvement. A quatre heures les coureurs lui amenèrent un paysan qui avait servi de guide à une brigade de cavalerie anglaise qui avait été prendre position sur l'extrême gauche, au village d'Ohain. Deux déserteurs belges, qui venaient de quitter leur régiment, lui rapportèrent que leur armée se préparait à la bataille; qu'aucun mouvement rétrograde n'avait eu lieu; que la Belgique faisait des vœux pour le succès de l'Empereur; que les Anglais et les Prussiens y étaient également haïs.

Le général ennemi ne pouvait rien faire de plus contraire aux intérêts de son parti et de sa nation, à l'esprit général de cette campagne, et même aux règles les plus simples de la guerre, que de rester dans la position qu'il occupait : il avait derrière lui les défilés de la forêt de Soigne; s'il était battu, toute retraite lui était impossible. Les troupes françaises étaient bivouaquées au milieu de la boue; les officiers tenaient pour impossible de donner bataille dans ce jour : l'artillerie et la cavalerie ne pourraient manœuvrer dans les terres tant elles étaient détrempées; ils estimaient qu'il faudrait douze heures de beau temps pour les sécher.

Le jour commençait à poindre; l'Empereur rentra à son quartier général plein de satisfaction de la grande faute que faisait le général ennemi, et fort inquiet que le mauvais temps ne l'empêchât d'en profiter. Mais déjà l'atmosphère s'éclaircissait; à cinq heures il aperçut quelques faibles rayons de ce soleil qui devait, avant de se coucher, éclairer la perte de l'armée anglaise; l'oligarchie britannique en serait renversée! La France allait se relever dans ce jour plus glorieuse, plus puissante et plus grande que jamais!

L'armée anglo-hollandaise était en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soigne, couronnant un assez beau plateau. La droite était composée des 1re et 2e divisions anglaises et de la division de Brunswick, commandées par les généraux Cooke et Clinton; elle s'appuyait à un ravin au delà de la route de Nivelles, et occupait en avant de son front le château de Goumont par un détachement. Le centre, composé de la 3e division anglaise et des 1re et 2e divisions belges, commandées par les généraux Alten, Collaert et Chassé, était en avant de Mont-Saint-Jean, sa gauche appuyée à la chaussée de Charleroi, et occupant la ferme de la Haye-Sainte par une de ses brigades. La gauche, composée des 5e et 6e divisions anglaises et de la 3e division belge, commandées par les généraux Picton, Lambert et Perponcher, avait sa droite appuyée à la chaussée de Charleroi, sa gauche en arrière du village de la Haye, qu'elle occupait par un fort détachement. La réserve était à Mont-Saint-Jean, intersection des chaussées de Charleroi et de Nivelles à Bruxelles. La cavalerie, rangée sur trois lignes à la hauteur de Mont-Saint-Jean, garnissait tous les derrières de la ligne de bataille de l'armée, dont l'étendue était de 2,500 toises. Le front de l'ennemi n'était couvert par aucun obstacle naturel. Le plateau était légèrement concave au centre, et le terrain finissait en pente douce par un ravin peu profond. La 4e division anglaise, commandée par le général Colville, occupait en flanqueurs de droite

tous les débouchés depuis Hal jusqu'à Braine-l'Alleud. Une brigade de cavalerie anglaise occupait en flanqueurs de gauche tous les débouchés depuis le village d'Ohain. Les forces que l'ennemi montrait étaient diversement évaluées; mais les officiers les plus exercés les estimaient, en y comprenant les corps des flanqueurs, à 90,000 hommes; ce qui s'accordait avec les renseignements généraux. L'armée française n'était que de 62,000 hommes, mais la victoire n'en paraissait pas moins certaine. Ces 62,000 hommes étaient de bonnes troupes; et dans l'armée ennemie les Anglais seuls, qui étaient au nombre de 40,000 hommes au plus, pouvaient être comptés comme tels.

A huit heures on apporta le déjeuner de l'Empereur, où s'assirent plusieurs officiers généraux. Il dit : « L'armée ennemie est supérieure à la nôtre de près d'un quart [1]; nous n'en avons pas moins quatre-vingt-dix chances pour nous, et pas dix contre. — Sans doute, dit le maréchal Ney, qui entrait dans ce moment, si le duc de Wellington était assez simple pour attendre Votre Majesté; mais je viens lui annoncer que déjà ses colonnes sont en pleine retraite; elles disparaissent dans la forêt. — Vous avez mal vu, lui répondit ce prince; il n'est plus temps; il s'exposerait à une perte certaine; il a jeté les dés, et ils sont pour nous! »

Dans ce moment des officiers d'artillerie qui avaient parcouru la plaine annoncèrent que l'artillerie pourrait manœuvrer, quoique avec quelques difficultés, qui dans une heure seraient bien diminuées. Aussitôt l'Empereur monta à cheval; il se porta aux tirailleurs vis-à-vis la Haye-Sainte, reconnut de nouveau la ligne ennemie, et chargea le général du génie Haxo, officier de confiance, de s'en approcher davantage pour s'assurer s'il avait été élevé quelques redoutes ou retranchements. Ce général revint promptement rendre compte qu'il n'avait aperçu aucune trace de fortification. L'Empereur réfléchit un quart d'heure, dicta l'ordre de bataille, que deux géné-

[1] Armée anglo-hollandaise à Waterloo :

1re division anglaise.....	3,500	Report.....	44,000
2e division anglaise.....	8,400	7e division belge.....	8,000
3e division anglaise.....	9,000	8e division belge.....	7,000
4e division anglaise.....	8,300	9e division belge.....	8,000
5e division anglaise.....	9,200	10e division, de Brunswick..	6,000
6e division anglaise.....	5,600	Cavalerie.....	20,000
A reporter.....	44,000	TOTAL.....	93,000

Artillerie..... 250 bouches à feu,

auxquels il faut ôter 9,000 hommes pour la perte des Quatre-Bras et 5,000 d'équipages demeurés en arrière : restent 79,000 hommes à Waterloo.

raux écrivirent assis par terre. Des aides de camp le portèrent aux divers corps d'armée, qui étaient sous les armes, pleins d'impatience et d'ardeur. L'armée s'ébranla et se mit en marche sur onze colonnes.

II. Ces onze colonnes étaient destinées, quatre à former la première ligne, quatre la deuxième ligne, trois la troisième. Les quatre colonnes de la première ligne étaient formées : celle de gauche, par la cavalerie du 2e corps; la deuxième, par trois divisions d'infanterie du 2e corps; la troisième, par les quatre divisions d'infanterie du 1er corps; la quatrième, par la cavalerie légère du 1er corps. Les quatre colonnes de la seconde ligne étaient formées : celle de gauche, par le corps de cuirassiers de Kellermann ; la deuxième, par les deux divisions d'infanterie du 6e corps ; la troisième, par deux divisions de cavalerie légère, l'une du 6e corps, commandée par le général de division Domon, l'autre détachée du corps de Pajol et commandée par le général de division Subervie; la quatrième, par le corps de cuirassiers de Milhaud. Les trois colonnes de la troisième ligne étaient formées : celle de gauche, par la division de grenadiers à cheval et de dragons de la Garde, commandée par le général Guyot; la seconde, par trois divisions de vieille, moyenne et jeune Garde à pied, commandées par les lieutenants généraux Friant, Morand et Duhesme; la troisième, par les chasseurs à cheval et les lanciers de la Garde, commandés par le lieutenant général Lefebvre-Desnoëttes. L'artillerie marchait sur les flancs des colonnes; les parcs et les ambulances à la queue.

A neuf heures les têtes des quatre colonnes formant la première ligne arrivèrent où elles devaient se déployer. En même temps on aperçut plus ou moins loin les sept autres colonnes qui débouchaient des hauteurs; elles étaient en marche, les trompettes et tambours sonnaient au champ, les musiques retentissaient des airs qui retraçaient aux soldats le souvenir de cent victoires. La terre paraissait orgueilleuse de porter tant de braves! Ce spectacle était magnifique; et l'ennemi, qui était placé de manière à découvrir jusqu'au dernier homme, dut en être frappé; l'armée dut lui paraître double en nombre de ce qu'elle était réellement.

Ces onze colonnes se déployèrent avec tant de précision qu'il n'y eut aucune confusion, et chacun occupa la place qui lui était désignée dans la pensée du chef; jamais de si grandes masses ne se remuèrent avec autant de facilité. La cavalerie légère du 2e corps, qui formait la première colonne de gauche de la première ligne, se dé-

ploya sur trois lignes, à cheval sur la chaussée de Nivelles à Bruxelles, à la hauteur des premiers bois du parc de Goumont, éclairant par la gauche toute la plaine, et ayant des grand'gardes sur Braine-l'Alleud; sa batterie d'artillerie légère sur la chaussée de Nivelles. Le 2e corps, sous les ordres du lieutenant général Reille, occupa l'espace compris entre la chaussée de Nivelles et celle de Charleroi; c'était une étendue de 900 à 1,000 toises; la division du prince Jérôme tenant la gauche près de la chaussée de Nivelles et le bois de Goumont, le général Foy le centre, et le général Bachelu la droite, qui arrivait à la chaussée de Charleroi près la ferme de la Belle-Alliance. Chaque division d'infanterie était sur deux lignes, la 2e à 30 toises de la première, ayant son artillerie sur le front, et ses parcs en arrière près de la chaussée de Nivelles. La troisième colonne, formée par le 1er corps et commandée par le lieutenant général comte d'Erlon, appuya sa gauche à la Belle-Alliance, sur la droite de la chaussée de Charleroi, et sa droite vis-à-vis la ferme de la Haye-Sainte, où était la gauche de l'ennemi. Chaque division d'infanterie était sur deux lignes, l'artillerie dans les intervalles des brigades. Sa cavalerie légère, qui formait la quatrième colonne, se déploya à sa droite sur trois lignes, observant la Haye, Frischermont, et jetant des postes sur Ohain pour observer les flanqueurs de l'ennemi; son artillerie légère était sur sa droite.

La première ligne était à peine formée que les têtes des quatre colonnes de la deuxième ligne arrivèrent au point où elles devaient se déployer. Les cuirassiers de Kellermann s'établirent sur deux lignes, à 30 toises l'une de l'autre, appuyant leur gauche à la chaussée de Nivelles, à 100 toises de la deuxième ligne du 2e corps, et leur droite à la chaussée de Charleroi. L'espace était de 1,100 toises. Une de leurs batteries prit position sur la gauche, près de la chaussée de Nivelles; l'autre sur la droite, près de la chaussée de Charleroi. La deuxième colonne, commandée par le lieutenant général comte de Lobau, se porta à 50 toises derrière la deuxième ligne du 2e corps; elle resta en colonne serrée par division, occupant une centaine de toises de profondeur, le long et sur la gauche de la chaussée de Charleroi, avec une distance de 10 toises entre les deux colonnes de division, son artillerie sur son flanc gauche. La troisième colonne, celle de la cavalerie légère, commandée par le général de division Domon, suivie par celle du général Subervie, se plaça en colonne serrée par escadron, la gauche appuyée à la chaussée de Charleroi, vis-à-vis de son infanterie, dont elle n'était séparée que par cette chaussée; son artillerie légère sur le flanc droit. La quatrième co-

lonne, le corps de cuirassiers de Milhaud, se déploya sur deux lignes, à 30 toises d'intervalle et à 100 toises derrière la deuxième ligne du 1er corps, la gauche appuyée à la chaussée de Charleroi, la droite dans la direction de Frischermont; il occupait une étendue d'environ 900 toises; ses batteries étaient sur sa gauche, près de la chaussée de Charleroi, et sur son centre.

Avant que cette deuxième ligne fût formée, les têtes des trois colonnes de la réserve arrivèrent à leur point de déploiement. La grosse cavalerie de la Garde se plaça à 100 toises derrière Kellermann, en bataille sur deux lignes, à 30 toises d'intervalle, la gauche du côté de la chaussée de Nivelles, la droite du côté de celle de Charleroi, l'artillerie au centre. La colonne du centre, formée par l'infanterie de la Garde, se déploya sur six lignes, chacune de six bataillons, à distance de 10 toises l'une de l'autre, à cheval sur la route de Charleroi et un peu en avant de la ferme de Rossomme. Les batteries d'artillerie appartenant aux différents régiments se placèrent sur la gauche et la droite, celles à pied et à cheval de la réserve derrière les lignes. La troisième colonne (les chasseurs à cheval et les lanciers de la Garde) se déploya sur deux lignes, à 30 toises d'intervalle, à 100 toises derrière le général Milhaud, la gauche à la chaussée de Charleroi, et la droite du côté de Frischermont, son artillerie légère sur son centre. A dix heures et demie, ce qui paraît incroyable, tout le mouvement était achevé, toutes les troupes étaient à leur position. Le plus profond silence régnait sur tout le champ de bataille.

L'armée se trouvait ainsi rangée sur six lignes formant la figure de six V; les deux premières d'infanterie, ayant la cavalerie légère sur les ailes; la troisième et la quatrième de cuirassiers; la cinquième et la sixième de cavalerie de la Garde, avec six lignes d'infanterie de la Garde, perpendiculairement placées au sommet de ces six V; et le 6e corps en colonne serrée, perpendiculairement aux lignes qu'occupait la Garde, l'infanterie sur la gauche de la route, sa cavalerie sur la droite. Les chaussées de Charleroi et de Nivelles étaient libres; c'étaient les moyens de communication pour que l'artillerie de réserve pût arriver rapidement sur les divers points de la ligne.

L'Empereur parcourut les rangs. Il serait difficile d'exprimer l'enthousiasme qui animait tous les soldats : l'infanterie élevait ses shakos au bout des baïonnettes; les cuirassiers, dragons et cavalerie légère, leurs casques ou shakos au bout de leurs sabres. La victoire paraissait certaine; les vieux soldats qui avaient assisté à tant de combats admirèrent ce nouvel ordre de bataille; ils cherchèrent à pénétrer les

vues ultérieures de leur général; ils discutaient le point et la manière dont devait avoir lieu l'attaque. Pendant ce temps l'Empereur donna ses derniers ordres, et se porta, à la tête de sa Garde, au sommet des six V, sur les hauteurs de Rossomme, mit pied à terre; de là il découvrait les deux armées; la vue s'étendait fort au loin à droite et à gauche du champ de bataille.

Une bataille est une action dramatique, qui a son commencement, son milieu et sa fin. L'ordre de bataille que prennent les deux armées, les premiers mouvements faits pour en venir aux mains, sont l'exposition; les contre-mouvements que fait l'armée attaquée forment le nœud; ce qui oblige à de nouvelles dispositions et amène la crise d'où naît le résultat ou dénoûment. Aussitôt que l'attaque du centre de l'armée française aurait été démasquée, le général ennemi ferait des contre-mouvements, soit par ses ailes, soit derrière sa ligne, pour faire diversion ou accourir au secours du point attaqué. Aucun de ces mouvements ne pouvait échapper à l'œil exercé de Napoléon dans la position centrale où il s'était placé, et il avait dans sa main toutes ses réserves pour les porter à volonté où l'urgence des circonstances exigerait leur présence.

III. Dix divisions d'artillerie, parmi lesquelles trois divisions de 12, se réunirent, la gauche appuyée à la chaussée de Charleroi, sur les monticules de la Belle-Alliance et en avant de la division de gauche du 1er corps. Elles étaient destinées à soutenir l'attaque de la Haye-Sainte, que devaient faire deux divisions du 1er corps et les deux divisions du 6e, dans le temps que les deux autres divisions du 1er corps se porteraient sur la Haye. Par ce moyen, toute la gauche de l'ennemi serait tournée. La division de cavalerie légère du 6e corps, en colonne serrée, et celle du 1er corps, qui était sur ses ailes, devaient participer à cette attaque, que les 2e et 3e lignes de cavalerie soutiendraient, ainsi que toute la Garde à pied et à cheval. L'armée française, maîtresse de la Haye et de Mont-Saint-Jean, couperait la chaussée de Bruxelles à toute la droite de l'armée anglaise, où étaient ses principales forces. L'Empereur avait préféré tourner la gauche de l'ennemi plutôt que sa droite, 1° afin de le couper d'avec les Prussiens, qui étaient à Wavre, et de s'opposer à leur réunion s'ils l'avaient préméditée, et, quand même ils ne l'eussent pas préméditée, si l'attaque se fût faite par la droite, l'armée anglaise, repoussée, se serait repliée naturellement sur l'armée prussienne; au lieu que, faite sur la gauche, elle en était séparée et jetée dans la direction de la mer; 2° parce que la gauche parut beaucoup plus faible; 3° enfin

que l'Empereur attendait à chaque instant l'arrivée d'un détachement du maréchal Grouchy par sa droite, et ne voulait pas courir les chances de s'en trouver séparé.

Pendant que tout se préparait pour cette attaque décisive, la division du prince Jérôme, sur la gauche, engagea la fusillade au bois de Goumont; bientôt elle devint très-vive. L'ennemi ayant démasqué près de quarante pièces d'artillerie, le général Reille fit avancer la batterie d'artillerie de sa 2e division, et l'Empereur envoya l'ordre au général Kellermann de faire avancer ses douze pièces d'artillerie légère. La canonnade devint bientôt fort vive. Le prince Jérôme enleva plusieurs fois le bois de Goumont, et plusieurs fois il en fut repoussé; il était défendu par la division des gardes anglaises, les meilleures troupes de l'ennemi, qu'on vit avec plaisir être sur sa droite, ce qui rendait plus facile la grande attaque sur la gauche. La division Foy soutint la division du prince Jérôme. Il se fit là, de part et d'autre, des prodiges de valeur; les gardes anglaises couvrirent de leurs cadavres le bois et les avenues du château, mais non sans vendre chèrement leur sang. Après diverses vicissitudes qui occupèrent plusieurs heures de la journée, le bois tout entier resta aux Français; mais le château, où s'étaient crénelés plusieurs centaines de braves, opposait une résistance invincible; l'Empereur ordonna de réunir une batterie de huit obusiers qui mirent le feu aux granges et aux toits et rendirent les Français maîtres de cette position.

Le maréchal Ney obtint l'honneur de commander la grande attaque du centre; elle ne pouvait être confiée à un homme plus brave et plus accoutumé à ce genre d'affaires. Il envoya un de ses aides de camp prévenir que tout était prêt et qu'il n'attendait plus que le signal. Avant de le donner, l'Empereur voulut jeter un dernier regard sur tout le champ de bataille, et aperçut dans la direction de Saint-Lambert un nuage qui lui parut être des troupes. Il dit à son major général : « Maréchal, que voyez-vous sur Saint-Lambert? — J'y crois voir 5 ou 6,000 hommes; c'est probablement un détachement de Grouchy. » Toutes les lunettes de l'état-major furent fixées sur ce point. Le temps était assez brumeux. Les uns soutenaient, comme il arrive en pareille occasion, qu'il n'y avait pas de troupes, que c'étaient des arbres; d'autres que c'étaient des colonnes en position; quelques-uns que c'étaient des troupes en marche. Dans cette incertitude, sans plus délibérer, il fit appeler le général de division Domon, et lui ordonna de se porter, avec sa division de cavalerie légère et celle du général Subervie, pour éclairer toute sa droite, communiquer promptement avec les troupes qui arrivaient sur Saint-Lambert,

opérer la réunion si elles appartenaient au maréchal Grouchy, les contenir si elles étaient ennemies. Ces 3,000 hommes de cavalerie n'eurent qu'à faire un à-droite par quatre pour être hors des lignes de l'armée; ils se portèrent rapidement et sans confusion à 3,000 toises, et s'y rangèrent en bataille, en potence sur toute la droite de l'armée.

IV. Un quart d'heure après, un officier de chasseurs amena un hussard noir prussien qui venait d'être fait prisonnier par les coureurs d'une colonne volante de 300 chasseurs qui battait l'estrade entre Wavre et Plancenoit. Ce hussard était porteur d'une lettre; il était fort intelligent, et donna de vive voix tous les renseignements que l'on put désirer. La colonne qu'on apercevait à Saint-Lambert était l'avant-garde du général prussien Bülow, qui arrivait avec 30,000 hommes; c'était le 4e corps prussien, qui n'avait pas donné à Ligny. La lettre était effectivement l'annonce de l'arrivée de ce corps; ce général demandait au duc de Wellington des ordres ultérieurs. Le hussard dit qu'il avait été le matin à Wavre, que les trois autres corps de l'armée prussienne y étaient campés, qu'ils y avaient passé la nuit du 17 au 18, qu'ils n'avaient aucun Français devant eux, qu'il supposait que les Français avaient marché sur Plancenoit, qu'une patrouille de son régiment avait été dans la nuit jusqu'à deux lieues de Wavre sans rencontrer aucun corps français. Le duc de Dalmatie expédia sur-le-champ la lettre interceptée et le rapport du hussard au maréchal Grouchy, auquel il réitéra l'ordre de marcher de suite sur Saint-Lambert, et de prendre à dos le corps de Bülow. Il était onze heures; l'officier n'avait au plus que quatre ou cinq lieues à faire, toujours sur de bons chemins, pour atteindre le maréchal Grouchy : il promit d'y être à une heure. Par la dernière nouvelle reçue de ce maréchal, on savait qu'il devait, à la pointe du jour, se porter sur Wavre; or de Gembloux à Wavre il y a trois lieues : soit qu'il eût ou non reçu les ordres expédiés dans la nuit du quartier impérial, il devait être indubitablement engagé, à l'heure qu'il était, devant Wavre. Les lunettes dirigées sur ce point n'apercevaient rien; on n'entendait aucun coup de canon. Peu après, le général Domon envoya dire que quelques coureurs bien montés, qui le précédaient, avaient rencontré des patrouilles ennemies dans la direction de Saint-Lambert, qu'on pouvait tenir pour sûr que les troupes que l'on y voyait étaient ennemies, qu'il avait envoyé dans plusieurs directions des patrouilles bien montées pour communiquer avec Grouchy et lui porter des avis et des ordres.

L'Empereur fit ordonner immédiatement au comte de Lobau de traverser la chaussée de Charleroi par un changement de direction à droite par division, et de se porter, pour soutenir la cavalerie légère, du côté de Saint-Lambert ; de choisir une bonne position intermédiaire, où il pût avec 10,000 hommes en arrêter 30,000, si cela devenait nécessaire; d'attaquer vivement le général Bülow aussitôt qu'il entendrait les premiers coups de canon des troupes que le maréchal Grouchy avait détachées derrière eux. Ces dispositions furent exécutées sur-le-champ. Il était de la plus haute importance que le mouvement du comte de Lobau se fît sans retard. Le maréchal Grouchy devait avoir, de Wavre, détaché 6 à 7,000 hommes sur Saint-Lambert, lesquels se trouveraient compromis, puisque le corps du général Bülow était de 30,000 hommes; tout comme le corps du général Bülow serait compromis et perdu si, au même moment qu'il serait attaqué en queue par 6 à 7,000 hommes, il était attaqué en tête par un homme du caractère du comte de Lobau. 17 à 18,000 Français, disposés et commandés ainsi, étaient d'une valeur supérieure à 30,000 Prussiens. Mais ces événements portèrent du changement dans le premier plan de l'Empereur; il se trouva affaibli sur le champ de bataille de 10,000 hommes qu'il était obligé d'envoyer contre le général Bülow; ce n'était plus que 52,000 hommes qu'il avait contre 90,000. Ainsi l'armée ennemie contre laquelle il avait à lutter venait d'être augmentée de 30,000 hommes déjà rendus sur le champ de bataille; elle était de 120,000 hommes contre 62,000 : c'était un contre deux. « Nous avions ce matin quatre-vingt-dix chances pour nous, dit-il au duc de Dalmatie; l'arrivée de Bülow nous en fait perdre trente, mais nous en avons encore soixante contre quarante; et, si Grouchy répare l'horrible faute qu'il a commise hier de s'amuser à Gembloux, et envoie son détachement avec rapidité, la victoire en sera plus décisive, car le corps de Bülow sera entièrement perdu. »

On était sans inquiétude pour le maréchal Grouchy; après le détachement qu'il aurait pu faire sur Saint-Lambert, il lui restait encore 27 à 28,000 hommes; or les trois corps que le maréchal Blücher avait à Wavre, qui devant Ligny étaient de 90,000 hommes, étaient réduits à 40,000, non-seulement par la perte de 30,000 qu'il avait éprouvée dans la bataille, mais aussi par celle de 20,000 hommes qui s'étaient débandés et ravageaient les bords de la Meuse, et par quelques détachements auxquels ce maréchal avait été obligé pour les couvrir, ainsi que les bagages qui se trouvaient dans la direction de Namur et de Liége; or 40 ou 45,000 Prussiens, battus, décou-

ragés, ne pouvaient pas imposer à 28,000 Français bien placés et victorieux.

V. Il était midi, les tirailleurs étaient engagés sur toute la ligne ; mais le combat n'avait réellement lieu que sur la gauche, dans le bois et au château de Goumont. Du côté de l'extrême droite, les troupes du général Bülow étaient encore stationnaires; elles paraissaient se former et attendre que leur artillerie eût passé le défilé. L'Empereur envoya l'ordre au maréchal Ney de commencer le feu de ses batteries, de s'emparer de la ferme de la Haye-Sainte et d'y mettre en position une division d'infanterie, de s'emparer également du village de la Haye et d'en déposter l'ennemi, afin d'intercepter toute communication entre l'armée anglo-hollandaise et le corps du général Bülow. Quatre-vingts bouches à feu vomirent bientôt la mort sur toute la gauche de la ligne anglaise; une de ses divisions fut entièrement détruite par les boulets et la mitraille. Pendant que cette attaque était démasquée, l'Empereur observait avec attention quel serait le mouvement du général ennemi; il n'en fit aucun sur sa droite; mais il s'aperçut qu'il préparait sur la gauche une grande charge de cavalerie; il s'y porta au galop. La charge avait eu lieu, elle avait repoussé une colonne qui s'avançait sur le plateau, lui avait enlevé deux aigles et désorganisé sept pièces de canon. Il ordonna à une brigade de cuirassiers du général Milhaud, de la deuxième ligne, de charger cette cavalerie. Elle partit aux cris de *Vive l'Empereur!* La cavalerie anglaise fut rompue, la plus grande partie resta sur le champ de bataille; les canons furent repris, l'infanterie protégée. Diverses charges d'infanterie et de cavalerie eurent lieu ; le détail en appartient plus à l'histoire de chaque régiment qu'à l'histoire générale de la bataille, où ces récits multipliés ne porteraient que du désordre. Il suffit de dire qu'après trois heures de combat la ferme de la Haye-Sainte, malgré la résistance des régiments écossais, fut occupée par l'infanterie française, et le but que s'était promis le général français obtenu. Les 6e et 5e divisions anglaises furent détruites. Le général Picton resta mort sur le champ de bataille.

L'Empereur parcourut pendant ce combat la ligne d'infanterie du 1er corps, la ligne de cavalerie des cuirassiers Milhaud et celle en troisième ligne de la Garde, au milieu des boulets, de la mitraille et des obus; ils ricochaient d'une ligne à l'autre. Le brave général Desvaux, commandant l'artillerie de la Garde, qui était à ses côtés, fut enlevé par un boulet; perte sensible, surtout dans ce moment, puisqu'il savait mieux que personne les positions qu'occupaient les

réserves de l'artillerie de la Garde, fortes de quatre-vingt-seize bouches à feu. Le général de brigade Lallemand lui succéda, et fut blessé peu après.

Le désordre était dans l'armée anglaise; les bagages, les charrois, les blessés, voyant les Français s'approcher de la chaussée de Bruxelles et du principal débouché de la forêt, accouraient en foule pour opérer leur retraite. Tous les fuyards anglais, belges, allemands, qui avaient été sabrés par la cavalerie, se précipitaient sur Bruxelles. Il était quatre heures; la victoire aurait dès lors été décidée, mais le corps de Bülow opéra dans ce moment sa puissante diversion.

Dès deux heures après midi, le général Domon avait fait prévenir que le général Bülow débouchait sur trois colonnes, et que les chasseurs français tiraillaient tout en se retirant devant l'ennemi, qui lui paraissait très-nombreux; il l'évaluait à plus de 40,000 hommes; il disait de plus que ses coureurs, bien montés, avaient fait plusieurs lieues dans diverses directions, n'avaient rapporté aucune nouvelle du maréchal Grouchy; qu'il ne fallait donc pas compter sur lui. Dans ces mêmes moments l'Empereur reçut de Gembloux des nouvelles bien fâcheuses. Le maréchal Grouchy, au lieu d'être parti de Gembloux à la pointe du jour, comme il l'avait annoncé par sa dépêche de deux heures après minuit, n'avait pas encore quitté ce camp à dix heures du matin. L'officier l'attribuait à l'horrible temps qu'il faisait : motif ridicule! Cette inexcusable lenteur dans des circonstances si délicates, de la part d'un officier aussi actif, aussi zélé, ne se pouvait expliquer.

VI. Cependant la canonnade tarda peu à s'engager entre le général Bülow et le comte de Lobau. L'armée prussienne marchait en échelons, le centre en avant. Sa ligne de bataille était perpendiculaire sur le flanc droit de l'armée, parallèlement à la chaussée de la Haye-Sainte à Plancenoit. L'échelon du centre démasqua une trentaine de bouches à feu; l'artillerie lui en opposa un pareil nombre. Après une heure de canonnade, le comte de Lobau, s'apercevant que le premier échelon n'était pas soutenu, marcha à lui, l'enfonça et le repoussa fort loin; mais les deux autres lignes, qui paraissaient avoir été retardées par les mauvais chemins, rallièrent le premier échelon, et, sans essayer d'enfoncer la ligne française, elles cherchèrent à la déborder par un à-gauche en bataille. Le comte de Lobau, craignant d'être tourné, exécuta sa retraite en échiquier, en s'approchant de l'armée. Les feux des batteries prussiennes doublèrent; on compta jusqu'à soixante bouches à feu; les boulets tombaient sur la chaussée

en avant et en arrière de la Belle-Alliance, où se trouvait l'Empereur avec la Garde; c'était la ligne d'opération de l'armée. Au moment le plus critique l'ennemi s'était tellement approché, que sa mitraille labourait cette chaussée. L'Empereur ordonna alors au général Duhesme, qui commandait la jeune Garde, de se porter sur la droite du 6e corps avec ses deux brigades d'infanterie et vingt-quatre bouches à feu de la Garde. Un quart d'heure après cette formidable batterie commença le feu; l'artillerie française ne tarda pas à acquérir la supériorité; elle était mieux servie et mieux placée. Aussitôt que la jeune Garde fut engagée, le mouvement des Prussiens parut arrêté; on remarqua du flottement dans leur ligne; cependant ils continuèrent encore à la prolonger par leur gauche, débordant la droite française arrivant jusqu'à la hauteur de Plancenoit. Le lieutenant général Morand se porta alors avec quatre bataillons de la vieille Garde et seize pièces de canon à la droite de la jeune Garde; deux régiments de la vieille Garde prirent position en avant de Plancenoit. La ligne prussienne se trouva débordée, le général Bülow fut repoussé, sa gauche fit un mouvement en arrière, convergea, et insensiblement toute sa ligne recula. Le comte de Lobau, le général Duhesme et le général Morand marchèrent en avant; ils occupèrent bientôt les positions qu'avait occupées l'artillerie du général Bülow. Non-seulement ce général avait épuisé son attaque, démasqué toutes ses réserves, mais, d'abord contenu, il était à présent repoussé. Les boulets prussiens non-seulement n'arrivaient plus sur la chaussée de Charleroi, mais n'atteignaient pas les positions qu'avait occupées le comte de Lobau. Il était sept heures du soir.

VII. Il y avait deux heures que le comte d'Erlon s'était emparé de la Haye, avait débordé toute la gauche anglaise et la droite de Bülow. La cavalerie légère du 1er corps, poursuivant l'infanterie ennemie sur le plateau au delà de la Haye, avait été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre; le comte Milhaud gravit alors la hauteur avec ses cuirassiers, et fit prévenir le général Lefebvre-Desnoëttes, qui se mit aussitôt au trot pour le soutenir. Il était cinq heures; c'était le moment où l'attaque de Bülow était le plus menaçante, où, loin d'être contenu, il montrait toujours de nouvelles troupes qui étendaient sa ligne sur la droite. La cavalerie anglaise fut repoussée par les intrépides cuirassiers et les chasseurs de la Garde. Les Anglais abandonnèrent tout le champ de bataille entre la Haye-Sainte et Mont-Saint-Jean, celui qu'avait occupé toute leur gauche, et furent acculés sur leur droite. A la vue de ces charges brillantes, des cris

de victoire se firent entendre sur le champ de bataille. L'Empereur dit : « C'est trop tôt d'une heure ; cependant il faut soutenir ce qui est fait. » Il envoya l'ordre aux cuirassiers de Kellermann, qui étaient toujours en position sur la gauche, de se porter au grand trot pour appuyer la cavalerie sur le plateau. Le général Bülow menaçant dans ce moment le flanc et les derrières de l'armée, il était important de ne faire aucun mouvement rétrograde nulle part, et de se maintenir dans la position, quoique prématurée, qu'avait prise la cavalerie. Ce mouvement au grand trot de 3,000 cuirassiers, qui défilaient aux cris de *Vive l'Empereur!* et sous la canonnade des Prussiens, fit une diversion heureuse dans ce moment de crise. La cavalerie marchait comme à la poursuite de l'armée anglaise, et l'armée du général Bülow faisait encore des progrès sur le flanc et les derrières. Pour savoir si on était vainqueur ou en danger, le soldat, l'officier même cherchaient à deviner dans les regards du chef; mais ils ne respiraient que la confiance. C'était depuis vingt ans la soixantième bataille rangée qu'il commandait.

Cependant la division de grosse cavalerie de la Garde, sous les ordres du général Guyot, qui était en deuxième ligne derrière les cuirassiers de Kellermann, suivait au grand trot et se portait sur le plateau; l'Empereur s'en aperçut, il envoya le comte Bertrand pour la rappeler; c'était sa réserve : ce général arriva trop tard; elle était déjà engagée, et tout mouvement rétrograde eût été dangereux. Dès cinq heures du soir l'Empereur se trouva ainsi privé de sa réserve de cavalerie, de cette réserve qui, bien employée, lui avait donné tant de fois la victoire. Cependant ces 12,000 hommes de cavalerie d'élite firent des miracles; ils culbutèrent toute la cavalerie plus nombreuse de l'ennemi qui voulut s'opposer à eux, enfoncèrent plusieurs carrés d'infanterie, les désorganisèrent, s'emparèrent de soixante bouches à feu, et prirent au milieu des carrés six drapeaux, que trois chasseurs de la Garde et trois cuirassiers présentèrent à l'Empereur devant la Belle-Alliance. L'ennemi, pour la seconde fois de la journée, crut la bataille perdue, et vit avec effroi combien le mauvais champ de bataille qu'il avait choisi allait apporter de difficultés à sa retraite. La brigade Ponsonby, chargée par les lanciers rouges de la Garde, commandés par le général Colbert, fut enfoncée; son général fut percé de sept coups de lance et tomba mort; le prince d'Orange, sur le point d'être pris, fut blessé grièvement; mais, n'étant pas soutenue par une forte masse d'infanterie, qui était encore retenue par l'attaque du général Bülow, cette brave cavalerie dut se borner à conserver le champ de bataille qu'elle avait conquis. Enfin,

à sept heures, lorsque l'attaque du général Bülow eut été repoussée et que la cavalerie se maintenait toujours sur le plateau qu'elle avait conquis, la victoire était gagnée : 62,000 Français avaient battu 120,000 hommes. La joie était sur toutes les figures et l'espoir dans tous les cœurs. Ce sentiment succédait à l'étonnement qu'on avait éprouvé pendant la durée de cette attaque de flanc, faite par une armée tout entière, et qui pendant une heure avait menacé la retraite même de l'armée. Dans ce moment on entendit distinctement la canonnade du maréchal Grouchy; elle avait dépassé Wavre dans le point le plus éloigné, et dans le point le plus près elle était derrière Saint-Lambert.

VIII. Le maréchal Grouchy n'était parti qu'à dix heures du matin de son camp de Gembloux; se trouvant entre midi et une heure à mi-chemin de Wavre, il entendit l'épouvantable canonnade de Waterloo. Aucun homme exercé ne pouvait s'y tromper : c'étaient plusieurs centaines de bouches à feu, et dès lors deux armées qui s'envoyaient réciproquement la mort. Le général Exelmans, qui commandait la cavalerie, en fut vivement ému; il se rendit près du maréchal et lui dit : « L'Empereur est aux mains avec l'armée anglaise; cela n'est pas douteux : un feu aussi terrible ne peut pas être une rencontre. Monsieur le maréchal, il faut marcher sur le feu. Je suis un vieux soldat de l'armée d'Italie; j'ai cent fois entendu le général Bonaparte prêcher ce principe. Si nous prenons à gauche, nous serons dans deux heures sur le champ de bataille. — Je crois, dit le maréchal, que vous avez raison; mais, si Blücher débouche de Wavre sur moi et me prend en flanc, je serai compromis pour n'avoir point obéi à mon ordre, qui est de marcher contre Blücher. » Le comte Gérard joignit dans ce moment le maréchal et lui donna le même conseil que le général Exelmans : « Votre ordre porte, lui dit-il, d'être hier à Wavre, et non aujourd'hui; le plus sûr est d'aller sur le champ de bataille. Vous ne pouvez vous dissimuler que Blücher a gagné une marche sur vous; il était hier à Wavre, et vous à Gembloux, et qui sait maintenant où il est? S'il s'est réuni à Wellington, nous le trouverons sur le champ de bataille, et dès lors votre ordre est exécuté à la lettre. S'il n'y est pas, votre arrivée décidera de la bataille. Dans deux heures nous pouvons prendre part au feu; et, si nous avons détruit l'armée anglaise, que nous fait Blücher déjà battu? » Le maréchal parut convaincu; mais dans ce moment il reçut le rapport que sa cavalerie légère était arrivée à Wavre et était aux mains avec les Prussiens, que toutes leurs forces y étaient réunies

et qu'elles consistaient au moins en 80,000 hommes. A cette nouvelle, il continua son mouvement sur Wavre; il y arriva à quatre heures après midi. Croyant avoir devant lui toute l'armée prussienne, il mit deux heures pour se ranger en bataille et faire ses dispositions. C'est alors qu'il reçut l'officier expédié du champ de bataille à dix heures du matin. Il détacha le général Pajol avec 12,000 hommes pour se porter sur Limal, pont sur la Dyle, à une lieue derrière Saint-Lambert. Ce général y arriva à sept heures du soir; il traversa la rivière. Pendant ce temps le maréchal Grouchy attaqua Wavre.

IX. Le maréchal Blücher avait passé la nuit du 17 au 18 à Wavre, avec les quatre corps de son armée, formant 75,000 hommes. Instruit que le duc de Wellington était décidé à recevoir la bataille en avant de la forêt de Soigne, s'il pouvait compter sur son concours, il détacha dans la matinée son 4e corps, qui passa la Dyle à Limal et se réunit à Saint-Lambert. Ce corps était entier; c'était celui qui n'avait pas donné à Ligny. La cavalerie légère de Blücher, qui battait l'estrade à deux lieues de son camp de Wavre, n'avait encore aucune nouvelle du maréchal Grouchy; à sept heures du matin elle ne voyait que quelques piquets de coureurs. Blücher en conclut que toute l'armée était réunie devant Mont-Saint-Jean; il mit en mouvement le 2e corps, commandé par le général Pirch. Ce corps était réduit à 18,000 hommes. Il marcha lui-même avec le Ier corps de Zieten, réduit à 13,000 hommes, et laissa le général Thielemann avec le 3e corps en position à Wavre.

Le 2e corps du général Pirch marcha par Lasne, et Blücher avec le Ier corps marcha sur Ohain, où il se réunit, à six heures du soir, à la brigade de cavalerie anglaise qui était en flanqueurs. Il y reçut le rapport que le maréchal Grouchy, avec des forces considérables, s'était présenté devant Wavre à quatre heures, qu'il faisait des dispositions d'attaque, que le 3e corps n'était pas en mesure de lui résister. Le maréchal Blücher n'avait pas deux partis à prendre. Il appuya ses principales forces sur le général Bülow et les Anglais, et envoya l'ordre au général Thielemann de tenir aussi longtemps que possible et de se retirer sur lui s'il y était forcé. Effectivement, il n'était plus en mesure de retourner sur Wavre; il n'y serait arrivé qu'à la nuit close, et, si l'armée anglo-hollandaise était battue, il se serait trouvé entre deux feux; tandis que, s'il continuait sur l'armée anglo-hollandaise et qu'elle eût la victoire, il serait toujours à temps de retourner contre Grouchy. Son mouvement fut fort lent, ses troupes étaient très-fatiguées et les chemins tout à fait défoncés et pleins de

défilés. Ces deux colonnes, fortes ensemble de 31,000 hommes, ouvrirent la communication entre le général Bülow et les Anglais. Le premier, qui était en pleine retraite, s'arrêta; Wellington, qui était au désespoir et n'avait devant lui que la perspective d'une défaite assurée, vit son salut. La brigade de cavalerie anglaise qui était à Ohain le rejoignit, ainsi qu'une partie de la 4e division des flanqueurs de droite. Si le maréchal Grouchy eût couché devant Wavre, comme il le devait et en avait l'ordre le soir du 17, le maréchal Blücher y fût resté en observation avec toutes ses forces, se croyant poursuivi par toute l'armée française. Si le maréchal Grouchy, comme il l'avait écrit à deux heures après minuit de son camp de Gembloux, eût pris les armes à la pointe du jour, c'est-à-dire à quatre heures du matin, il ne fût pas arrivé à Wavre à temps pour empêcher le détachement de Bülow; mais il eût arrêté les trois autres corps du général Blücher : la victoire était encore certaine. Mais le maréchal Grouchy n'arriva qu'à quatre heures après midi devant Wavre et n'attaqua qu'à six heures : il n'était plus temps! L'armée française, forte de 62,000 hommes, qui à sept heures du soir était victorieuse d'une armée de 120,000 hommes, occupait la moitié du champ de bataille des Anglo-Hollandais, et avait repoussé le corps de Bülow, se vit arracher la victoire par l'arrivée du maréchal Blücher avec 30,000 hommes de troupes fraîches, renfort qui portait l'armée alliée à près de 150,000 hommes, c'est-à-dire deux et demi contre un.

X. Aussitôt que l'attaque de Bülow eut été repoussée, l'Empereur donna des ordres au général Drouot, qui faisait les fonctions d'aide-major général de la Garde, pour rallier toute sa Garde en avant de la ferme de la Belle-Alliance, où il était avec huit bataillons rangés sur deux lignes; les huit autres avaient marché pour soutenir la jeune Garde et défendre Plancenoit. Cependant la cavalerie, qui continuait à occuper la position sur le plateau, d'où elle dominait tout le champ de bataille, s'étant aperçue du mouvement du général Bülow, mais prenant confiance dans les réserves de la Garde qu'elle voyait là pour les contenir, n'en conçut pas d'inquiétude et poussa des cris de victoire lorsqu'elle vit ce corps repoussé; elle n'attendait que l'arrivée de l'infanterie de la Garde pour décider la victoire; mais elle éprouva de l'étonnement lorsqu'elle aperçut l'arrivée des colonnes nombreuses du maréchal Blücher. Quelques régiments firent un mouvement en arrière; l'Empereur s'en aperçut. Il était de la plus haute importance de redonner contenance à la cavalerie; et, voyant qu'il lui fallait encore un quart d'heure pour rallier toute

sa Garde, il se mit à la tête de quatre bataillons et s'avança sur la gauche en avant de la Haye-Sainte, envoyant des aides de camp parcourir la ligne pour annoncer l'arrivée de Grouchy, et dire qu'avec un peu de constance la victoire allait se décider. Le général Reille réunit tout son corps sur la gauche en avant du château de Goumont, et prépara son attaque; il était important que la Garde s'engageât toute à la fois, mais les huit autres bataillons étaient encore en arrière. Maîtrisé par les événements, voyant la cavalerie décontenancée, et qu'il fallait une réserve d'infanterie pour la soutenir, il ordonna au général Friant de se porter avec quatre bataillons de la moyenne Garde au-devant de l'attaque de l'ennemi; la cavalerie se rassit et marcha en avant avec son intrépidité accoutumée. Les quatre bataillons de la Garde repoussèrent tout ce qu'ils rencontrèrent; des charges de cavalerie portèrent la terreur dans les rangs anglais. Dix minutes après les autres bataillons de la Garde arrivèrent; l'Empereur les rangea par brigades, deux bataillons en bataille et deux en colonnes sur la droite et la gauche, la 2e brigade en échelons; ce qui réunissait l'avantage des deux ordres. Le soleil était couché. Le général Friant, blessé, passant dans ce moment, dit que tout allait bien, que l'ennemi paraissait former son arrière-garde pour appuyer sa retraite, mais qu'il serait entièrement rompu aussitôt que le reste de la Garde déboucherait. Il fallait un quart d'heure! C'est dans ce moment que le maréchal Blücher arriva à la Haye et culbuta le corps français qui la défendait : c'était la 4e division du 1er corps; elle se mit en déroute et ne rendit qu'un léger combat. Quoiqu'elle fût attaquée par des forces quadruples, pour peu qu'elle eût montré quelque résolution, qu'elle se fût crénelée dans les maisons, il était nuit, le maréchal Blücher n'aurait pas eu le temps de forcer le village. C'est là où l'on dit avoir entendu le cri de *Sauve qui peut!* La trouée faite, la ligne rompue par le peu de vigueur des troupes de la Haye, la cavalerie inonda le champ de bataille; Bülow marcha en avant. Le comte de Lobau fit bonne contenance. La cohue devint telle, qu'il fallut ordonner un changement de front à la Garde, qui était formée pour se porter en avant. Ce mouvement s'exécuta avec ordre; la Garde fit face en arrière, la gauche du côté de la Haye-Sainte, et la droite du côté de la Belle-Alliance, faisant front aux Prussiens et à l'attaque de la Haye; immédiatement après chaque bataillon se forma en carré. Les quatre escadrons de service chargèrent les Prussiens. Dans ce moment la brigade de cavalerie anglaise, qui arrivait d'Ohain, marcha en avant. Ces 2,000 chevaux pénétrèrent entre le général Reille et la Garde. Le désordre devint épouvantable

sur tout le champ de bataille; l'Empereur n'eut que le temps de se mettre sous la protection d'un des carrés de la Garde. Si la division de cavalerie de réserve du général Guyot ne se fût pas engagée sans ordre à la suite des cuirassiers Kellermann, elle eût repoussé cette charge, empêché la cavalerie anglaise de pénétrer sur le champ de bataille, et la Garde à pied eût alors pu contenir tous les efforts de l'ennemi. Le général Bülow marcha par sa gauche, débordant toujours tout le champ de bataille. La nuit augmentait le désordre et s'opposait à tout : s'il eût fait jour et que les troupes eussent pu voir l'Empereur, elles se fussent ralliées. Rien n'était possible dans l'obscurité. La Garde se mit en retraite. Le feu de l'ennemi était déjà à 400 toises sur les derrières, et les chaussées coupées. L'Empereur, avec son état-major, resta longtemps avec les régiments de la Garde sur un mamelon. Quatre pièces de canon qui y étaient tirèrent dans la plaine : la dernière décharge blessa le général anglais Uxbridge. Enfin il n'y avait plus un moment à perdre. L'Empereur ne put faire sa retraite qu'à travers champs : cavalerie, artillerie, infanterie, tout était pêle-mêle. L'état-major gagna la petite ville de Genappe; on espérait pouvoir y rallier un corps d'arrière-garde; mais le désordre était épouvantable; tous les efforts qu'on fit furent vains. Il était dix heures du soir. Dans l'impossibilité d'organiser une défense, l'Empereur mit son espoir dans la division Girard, la troisième du 2e corps, qu'il avait laissée sur le champ de bataille de Ligny, et à laquelle il avait envoyé l'ordre de se porter aux Quatre-Bras pour soutenir la retraite.

Jamais l'armée française ne s'est mieux battue que dans cette journée, elle a fait des prodiges de valeur; et la supériorité des troupes françaises, infanterie, cavalerie, artillerie, était telle sur l'ennemi, que, sans l'arrivée des 1er et 2e corps prussiens, la victoire était remportée et eût été complète contre l'armée anglo-hollandaise et le corps du général Bülow, c'est-à-dire un contre deux (62,000 hommes contre 120,000).

La perte de l'armée anglo-hollandaise et celle du général Bülow furent, pendant la bataille, de beaucoup supérieures à celle des Français, et les pertes que les Français éprouvèrent dans la retraite, pertes très-considérables, puisqu'ils eurent 6,000 prisonniers, ne compensent pas encore les pertes des alliés dans ces quatre jours, pertes qu'ils avouent être de 60,000 hommes, savoir : 11,300 Anglais, 3,500 Hanovriens, 8,000 Belges, Nassoviens, Brunswickois; total, 22,800 pour l'armée anglo-hollandaise; Prussiens, 38,000; total général, 60,800 hommes. Les pertes de l'armée française, même

y compris celles éprouvées dans la déroute et jusqu'aux portes de Paris, ont été de 41,000 hommes au plus.

La Garde impériale a soutenu son ancienne réputation; mais elle s'est trouvée engagée dans de malheureuses circonstances; elle était débordée par la droite et la gauche et inondée de fuyards et d'ennemis, lorsqu'elle a commencé à entrer en ligne; car, si cette Garde eût pu se battre les flancs appuyés, elle eût repoussé les efforts des deux armées ennemies réunies. Pendant plus de quatre heures 12,000 hommes de cavalerie française ont été maîtres d'une partie du champ de bataille de l'ennemi, ont lutté contre toute l'infanterie et contre 18,000 hommes de cavalerie anglo-hollandaise, qui ont été constamment repoussés dans toutes leurs charges.

Le lieutenant général Duhesme, vieux soldat couvert de blessures et de la plus grande bravoure, fut fait prisonnier en voulant rallier une arrière-garde. Le comte de Lobau a été pris de même. Cambronne, général de la Garde, est resté grièvement blessé sur le champ de bataille. Sur 24 généraux anglais, 12 ont été tués ou blessés grièvement. Les Hollandais ont perdu 3 généraux. Le général français Duhesme a été assassiné le 19 par un hussard de Brunswick, quoique prisonnier; ce crime est resté impuni. C'était un soldat intrépide, un général consommé, qui s'est toujours montré ferme et inébranlable dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

CHAPITRE VII.

RETRAITE.

I. Ralliement de l'armée à Laon. — II. Retraite du maréchal Grouchy. — III. Ressources qui restent à la France. — IV. Effets de l'abdication de l'Empereur.

I. La chaussée de Charleroi est très-large, elle suffisait pour la retraite de l'armée; le pont de Genappe est de même largeur, cinq ou six files de voitures peuvent y passer de front. Mais, dès que les premiers fuyards arrivèrent, les parcs qui s'y trouvaient jugèrent convenable de se barricader, en plaçant sur la chaussée des voitures renversées, de manière à ne laisser qu'un passage de 3 toises. Toutes les colonnes se précipitaient sur ce point, négligeant les ponts de droite et de gauche, distants de moins d'une lieue. La confusion fut bientôt épouvantable. Genappe est d'ailleurs dans un fond. Les pre-

mières troupes prussiennes qui poursuivaient l'armée, étant arrivées à onze heures du soir sur les hauteurs qui le dominent, parvinrent facilement à désorganiser une poignée de braves qu'avait ralliés l'intrépide général Duhesme, et entrèrent dans la ville. Parmi les voitures qu'elles prirent se trouva la chaise de poste de l'Empereur, dans laquelle il n'était pas monté depuis Avesnes. L'usage était qu'elle suivît sur le champ de bataille derrière les réserves de la Garde; elle portait toujours un nécessaire, un rechange d'habillement, une épée, un manteau et un lit de fer.

A une heure du matin l'Empereur arriva aux Quatre-Bras, mit pied à terre à un bivouac, et expédia plusieurs officiers au maréchal Grouchy, pour lui annoncer la perte de la bataille et lui ordonner de faire sa retraite sur Namur. Les officiers qu'il avait envoyés du champ de bataille pour prendre la division Girard à Ligny et la mettre en position aux Quatre-Bras, ou l'avancer jusqu'à Genappe, si elle en avait le temps, lui rapportèrent la fâcheuse nouvelle qu'il leur avait été impossible de trouver cette division. Le général d'artillerie Neigre, officier du plus grand mérite, était aux Quatre-Bras avec les parcs de réserve, mais il n'avait qu'une faible escorte; quelques centaines de chevaux se rallièrent; le comte de Lobau se mit à leur tête, et prit toutes les mesures possibles pour organiser une arrière-garde. Les soldats des 1er et 2e corps, qui avaient passé la Sambre sur le pont de Marchiennes, se dirigeaient sur ce pont, et quittaient la chaussée aux Quatre-Bras ou à Gosselies pour prendre la traverse. Les troupes de la Garde et du 6e corps se retirèrent sur Charleroi. L'Empereur envoya le prince Jérôme à Marchiennes avec ordre de rallier l'armée entre Avesnes et Maubeuge, et de sa personne il se rendit à Charleroi; quand il y arriva, à six heures du matin, un grand nombre d'hommes et surtout de cavalerie avaient déjà passé la Sambre, marchant sur Beaumont. Il s'arrêta une heure sur la rive gauche, expédia quelques ordres, et se dirigea sur Philippeville, afin d'être plus à portée de communiquer avec le maréchal Grouchy et d'envoyer ses ordres sur les frontières du Rhin. Après s'être arrêté quatre heures dans cette ville, il prit la poste pour se rendre à Laon, où il arriva le 20 à quatre heures après midi. Il conféra avec le préfet, chargea son aide de camp, le comte de Bussy, de surveiller la défense de cette place importante, envoya le comte Dejean à Guise, et le comte de Flahault à Avesnes. Il attendit les dépêches du prince Jérôme, qui lui fit connaître qu'il avait rallié plus de 25,000 hommes derrière Avesnes et une cinquantaine de pièces de canon; que le général Morand commandait la Garde à pied, et le général Colbert

la cavalerie de la Garde; qu'à toute heure l'armée augmentait à vue d'œil; que la plupart des généraux étaient arrivés; que sa perte n'était pas aussi considérable qu'on pouvait le croire. Plus de la moitié du matériel de l'artillerie était sauvée; cent soixante et dix bouches à feu étaient perdues, mais les hommes et les chevaux étaient arrivés à Avesnes. L'Empereur ordonna qu'ils se rendissent à la Fère pour y prendre des pièces, et chargea des officiers de confiance d'y réorganiser un nouvel équipage de campagne. Le maréchal Soult eut ordre de se placer à Laon avec le grand quartier général. Le préfet prit toutes les mesures pour compléter les magasins de la ville et assurer les approvisionnements nécessaires pour une armée de 80 à 90,000 hommes, qui serait réunie sous peu de jours autour de cette ville. L'Empereur s'attendait à ce que les généraux ennemis, profitant de leur victoire, pousseraient leur armée jusque sur la Somme; il ordonna au prince Jérôme de quitter Avesnes le 22 avec l'armée et de l'amener sous Laon, point de réunion donné au maréchal Grouchy et au général Rapp.

N'étant éloigné que de douze heures de marche de Paris, il jugea nécessaire de s'y rendre; sa présence était inutile à l'armée pendant les journées des 21, 22, 23 et 24; il comptait être de retour à Laon le 25. Ces six jours dans la capitale, il les emploierait à organiser la crise nationale, à achever les préparatifs de défense de la capitale, et à activer tous les secours que pourraient fournir les dépôts et les provinces. Il était facile dès lors de juger, en supposant, comme on n'en pouvait pas douter, que le corps de Grouchy arrivât intact, que la perte de l'armée française serait inférieure à celle que les armées ennemies avaient éprouvée aux batailles de Ligny et de Waterloo, et au combat des Quatre-Bras. Il a effectivement été constaté depuis que la perte des alliés s'est élevée à 63,000 hommes, et que celle des Français n'a pas dépassé 41,000, y compris les prisonniers qu'on leur a faits dans la retraite.

II. Le 18, le maréchal Grouchy avait attaqué Wavre à six heures du soir; le général Thielemann opposa une vive résistance, mais il fut battu. Le comte Gérard, à la tête du 4e corps, força le passage de la Dyle. Le lieutenant général Pajol, avec 12,000 hommes, avait été détaché sur Limal; il y repoussa l'arrière-garde de Bülow, passa la Dyle, et couronna les hauteurs opposées; mais l'obscurité de la nuit devint telle, à dix heures du soir, qu'il ne pouvait plus continuer sa marche, et, n'entendant plus d'ailleurs la canonnade de Mont-Saint-Jean, il prit position. Le comte Gérard fut grièvement

blessé à l'attaque de Wavre; une balle lui traversa la poitrine, mais heureusement sa blessure ne fut pas mortelle. Le 19, à la pointe du jour, le général Thielemann attaqua le maréchal Grouchy; il fut vivement repoussé. Le village de Bierges et toutes les hauteurs au delà de Wavre furent emportés par les Français. Le général de brigade Penne, officier distingué, fut blessé à mort dans ce combat. Le maréchal Grouchy ordonnait de poursuivre l'ennemi et de marcher dans la direction de Bruxelles, lorsqu'il reçut la nouvelle de la perte de la bataille et l'ordre de l'Empereur de faire sa retraite sur Namur. Il la commença sur-le-champ. Les Prussiens le suivirent avec précaution; mais, s'étant trop avancés, ils furent repoussés et perdirent quelques pièces de canon et quelques centaines de prisonniers. Vandamme prit position sur Namur, le maréchal Grouchy sur Dinant. Le général Thielemann échoua dans toutes les attaques qu'il tenta. Le 25 tout le corps du maréchal Grouchy était à Rethel; le 26 il se réunit à l'armée sous Laon; il comptait 32,000 hommes, dont 6,500 de cavalerie et cent huit pièces de canon, indépendamment d'un millier d'hommes écloppés ou petits dépôts de cavalerie qui étaient à sa suite.

III. La position de la France était critique après la bataille de Waterloo, mais non désespérée : tout avait été préparé dans l'hypothèse qu'on échouât dans l'attaque de la Belgique. 70,000 hommes étaient ralliés le 27 entre Paris et Laon; 25 à 30,000 hommes, y compris les dépôts de la Garde, étaient en marche de Paris et des dépôts. Le général Rapp, avec 25,000 hommes de troupes d'élite, devait être arrivé dans les premiers jours de juillet sur la Marne; toutes les pertes du matériel de l'artillerie étaient réparées. Paris seul contenait cinq cents pièces de campagne, et on n'en avait perdu que cent soixante et dix. Ainsi une armée de 120,000 hommes, égale à celle qui avait passé la Sambre le 15, ayant un train d'artillerie de trois cent cinquante bouches à feu, couvrirait Paris au 1er juillet. Cette capitale avait, indépendamment de cela, pour sa défense 36,000 hommes de gardes nationales, 30,000 tirailleurs, 6,000 canonniers, six cents bouches à feu en batterie, des retranchements formidables sur la rive droite de la Seine; et en peu de jours ceux de la rive gauche eussent été entièrement terminés. Cependant les armées anglo-hollandaise et prusso-saxonne, affaiblies de plus de 80,000 hommes, ne pouvaient dépasser la Somme avec plus de 90,000 hommes; elles y attendraient la coopération des armées autrichienne et russe, qui ne pouvaient être, avant le 15 juillet, sur la Marne. Paris avait donc vingt-cinq jours pour préparer

sa défense, achever son armement, ses approvisionnements, ses fortifications, et attirer des troupes de tous les points de la France; au 15 juillet même il n'y aurait que 30 ou 40,000 hommes arrivés du Rhin; la masse des armées russe et autrichienne ne pouvait entrer en action que plus tard. Ni les armes, ni les munitions, ni les officiers, ne manquaient dans la capitale; on pouvait porter facilement les tirailleurs à 80,000 hommes, et augmenter l'artillerie de campagne jusqu'à six cents bouches à feu.

Le maréchal Suchet, réuni au général Lecourbe, aurait, à la même époque, plus de 30,000 hommes devant Lyon, indépendamment de la garnison de cette ville, qui était bien armée, bien approvisionnée et bien retranchée. La défense de toutes les places fortes était assurée; elles étaient commandées par des officiers de choix et gardées par des troupes fidèles.

Tout pouvait se réparer; mais il fallait du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des Chambres, de la nation tout entière. Il fallait qu'elle fût animée par le sentiment de l'honneur, de la gloire, de l'indépendance nationale; qu'elle fixât les yeux sur Rome après la bataille de Cannes, et non sur Carthage après Zama. Si la France s'élevait à cette hauteur, elle était invincible : son peuple contenait plus d'éléments militaires qu'aucun autre peuple du monde; le matériel de la guerre était en abondance et pouvait suffire à tous les besoins.

IV. Le 21 juin Blücher et Wellington entrèrent en deux colonnes sur le territoire de l'Empire. Le 22 le feu prit aux magasins à poudre d'Avesnes; la place se rendit. Le 24 les Prussiens entrèrent dans Guise, et le duc de Wellington à Cambrai; le 26 il était à Péronne. Pendant ce temps toutes les places des 1re, 2e et 3e lignes de la Flandre étaient investies.

Cependant ces deux généraux apprirent le 25 l'abdication de l'Empereur, qui avait eu lieu le 22, l'insurrection des Chambres, le découragement que ces circonstances jetèrent dans l'armée, et les espérances qu'en concevaient les ennemis intérieurs; dès lors ils ne songèrent plus qu'à marcher sur la capitale, sous les murs de laquelle ils arrivèrent dans les derniers jours de juin, avec moins de 90,000 hommes, démarche qui leur aurait été funeste et eût entraîné leur ruine totale, s'ils l'eussent hasardée devant Napoléon; mais ce prince avait abdiqué! Les troupes de ligne qui se trouvaient à Paris, plus de 6,000 hommes des dépôts de la Garde, les tirailleurs de la garde nationale, choisis dans le peuple de cette grande capitale, lui étaient

dévoués; il pouvait foudroyer ses ennemis intérieurs. Mais, pour développer les motifs qui ont réglé sa conduite dans cette occasion si importante, et qui a eu de si funestes conséquences pour lui et pour la France, il faut reprendre le récit de plus loin: c'est ce que nous allons faire dans le livre suivant[1].

CHAPITRE VIII.

OBSERVATIONS.

I. *Première observation.* — On a reproché à l'Empereur : 1° de s'être démis de la dictature au moment où la France avait le plus besoin d'un dictateur; 2° d'avoir changé les Constitutions de l'Empire dans un moment où il ne fallait songer qu'à la préserver de l'invasion; 3° d'avoir souffert que l'on alarmât les Vendéens, qui d'abord avaient refusé de prendre les armes contre le régime impérial; 4° d'avoir réuni les Chambres lorsqu'il suffisait de réunir les armées; 5° d'avoir abdiqué et laissé la France à la merci d'une assemblée divisée et sans expérience; car enfin, s'il est vrai qu'il fût impossible au prince de sauver seul la patrie, il ne l'est pas moins que la nation, dans ces circonstances critiques, ne pouvait sauver ni son honneur ni son indépendance sans Napoléon.

Nous ne ferons aucune réflexion sur des matières qui sont approfondies et longuement traitées dans le livre X[2].

II. *Deuxième observation.* — L'art avec lequel les mouvements des divers corps d'armée ont été dérobés à la connaissance de l'ennemi, au début de la campagne, ne saurait être trop remarqué. Le maréchal Blücher et le duc de Wellington ont été surpris; ils n'ont rien vu, rien su de tous les mouvements qui s'opéraient près de leurs avant-postes.

Pour attaquer les deux armées ennemies, les Français pouvaient déborder leur droite, leur gauche, ou percer leur centre. Dans le premier cas, ils déboucheraient par Lille et rencontreraient l'armée anglo-hollandaise; dans le deuxième cas, ils déboucheraient par Givet et Charlemont, et rencontreraient l'armée prusso-saxonne. Ces deux armées resteraient réunies, puisqu'elles seraient pressées l'une sur l'autre, la droite sur la gauche, ou la gauche sur la droite. L'Em-

[1] Ce livre n'a pas été publié, et nous ne l'avons pas. — [2] *Idem.*

pereur adopta le parti de couvrir ses mouvements par la Sambre, et de percer la ligne des deux armées à Charleroi, point de leur jonction, manœuvrant avec rapidité et habileté. Il pouvait espérer de les séparer et de les attaquer isolément. Il trouva ainsi dans les secrets de l'art des moyens supplémentaires qui lui tinrent lieu des 100,000 hommes qui lui manquaient; ce plan fut conçu et exécuté avec audace et sagesse.

III. *Troisième observation.* — Le caractère de plusieurs généraux avait été détrempé par les événements de 1814; ils avaient perdu quelque chose de cette audace, de cette résolution et de cette confiance qui leur avaient valu tant de gloire et avaient tant contribué aux succès des campagnes passées.

1° Le 15 juin, le 3e corps devait prendre les armes à trois heures du matin, et arriver devant Charleroi à dix heures : il n'arriva qu'à trois heures après midi.

2° Le même jour, l'attaque des bois en avant de Fleurus, qui avait été ordonnée pour quatre heures après midi, n'eut lieu qu'à sept heures. La nuit survint avant qu'on pût entrer à Fleurus, où le projet du chef avait été de placer son quartier général ce même jour. Cette perte de sept heures était bien fâcheuse au début d'une campagne.

3° La gauche, forte de 43,000 hommes, reçut ordre de se porter en avant des Quatre-Bras, d'y prendre position à la pointe du jour et de s'y retrancher; elle perdit huit heures : le prince d'Orange, avec 9,000 hommes seulement, conserva, le 16, jusqu'à trois heures après midi cette importante position. Lorsqu'enfin le commandant de cette aile reçut, à midi, l'ordre réitéré de Fleurus, et qu'il vit que l'Empereur allait en venir aux mains avec les Prussiens, il se porta sur les Quatre-Bras, mais seulement avec la moitié de ses forces. Il laissa l'autre moitié pour appuyer sa retraite à deux lieues derrière; il l'oublia jusqu'à six heures du soir, où il en sentit le besoin pour sa propre défense. Dans les autres campagnes, ce général eût occupé à six heures du matin la position en avant des Quatre-Bras, eût défait et pris toute la division belge, et eût ou tourné l'armée prussienne, en faisant par la chaussée de Namur un détachement qui fût tombé sur les derrières de la ligne de bataille, ou, en se portant avec rapidité sur la chaussée de Genappe, il eût surpris en marche et détruit la division de Brunswick et la 5e division anglaise, qui venaient de Bruxelles, et de là marché à la rencontre des 1re et 3e divisions anglaises, qui arrivaient par la chaussée de Nivelles, l'une et l'autre sans cavalerie ni artillerie et harassées de fatigue. Toujours

le premier dans le feu, Ney oubliait les troupes qui n'étaient pas sous ses yeux. La bravoure que doit montrer un général en chef est différente de celle que doit avoir un général de division, comme celle-ci ne doit pas être celle d'un capitaine de grenadiers.

4° L'armée française n'arriva le 17 devant Waterloo qu'à six heures du soir; sans de fâcheuses hésitations, elle y fût arrivée à trois heures. L'Empereur en parut fort contrarié; il dit en montrant le soleil : « Que ne donnerais-je pas pour avoir aujourd'hui le pouvoir de Josué, et retarder sa marche de deux heures! »

IV. *Quatrième observation.* — Jamais le soldat français n'a montré plus de courage, de bonne volonté et d'enthousiasme; il était plein du sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. Sa confiance dans l'Empereur était tout entière et peut-être encore accrue; mais il était ombrageux et méfiant envers ses autres chefs. Les trahisons de 1814 étaient toujours présentes à son esprit; tout mouvement qu'il ne comprenait pas l'inquiétait; il se croyait trahi. Au moment où les premiers coups de canon se tiraient près de Saint-Amand, un vieux caporal s'approcha de l'Empereur et lui dit : « Sire, méfiez-vous du maréchal Soult, soyez certain qu'il nous trahit. — Sois tranquille, lui répliqua Napoléon, j'en réponds comme de moi. » Au milieu de la bataille, un officier fit le rapport mensonger au maréchal Soult que le brave général Vandamme était passé à l'ennemi, que ses soldats demandaient à grands cris qu'on en instruisît l'Empereur. Sur la fin de la bataille, un dragon, le sabre tout dégouttant de sang, accourut, criant : « Sire, venez vite à la division, le général . . . . . [1] harangue les dragons pour passer à l'ennemi. — L'as-tu entendu? — Non, Sire, mais un officier qui vous cherche l'a vu et m'a chargé de vous le dire. » Pendant ce temps, le brave général . . . . . [2] recevait un boulet de canon qui lui emportait une cuisse, après avoir repoussé une charge ennemie.

Le 14 au soir le lieutenant général Bourmont, le colonel Clouet et l'officier d'état-major Villoutreys, du 4e corps, passèrent à l'ennemi. Cette désertion augmenta l'inquiétude du soldat. Il paraît à peu près certain qu'on a crié *Sauve qui peut!* à la 4e division du 1er corps, le soir de la bataille, à l'attaque du village de la Haye par le maréchal Blücher. Ce village n'a pas été défendu comme il devait l'être. Il est également probable que plusieurs officiers porteurs d'ordres ont disparu. Mais, si quelques officiers ont déserté, pas un soldat ne s'est rendu coupable de ce crime; plusieurs se tuèrent sur

[1] Nom illisible. — [2] *Idem.*

le champ de bataille, où ils étaient restés blessés, lorsqu'ils apprirent la déroute de l'armée.

V. *Cinquième observation.* — Dans la journée du 17 l'armée française se trouva partagée en trois parties : 62,000 hommes et deux cent douze canons, sous les ordres de l'Empereur, marchèrent sur Bruxelles par la chaussée de Charleroi; 34,000 hommes et cent huit canons, sous les ordres du maréchal Grouchy, se dirigèrent sur cette capitale par la chaussée de Wavre, à la suite des Prussiens; 3,000 hommes restèrent sur le champ de bataille de Ligny (c'était la division Girard) pour porter secours aux blessés et former, dans tous les cas imprévus, une réserve aux Quatre-Bras; 4 à 5,000 hommes, formant les parcs de réserve, restèrent à Fleurus et à Charleroi. Les 34,000 hommes du maréchal Grouchy, ayant cent huit pièces de canon, étaient suffisants pour culbuter l'arrière-garde prussienne dans toutes les positions qu'elle prendrait, presser la retraite de l'armée vaincue et la contenir. C'était un beau résultat de la victoire de Ligny, de pouvoir ainsi opposer 34,000 hommes à une armée qui avait été de 120,000. Les 62,000 hommes sous les ordres de l'Empereur étaient suffisants pour battre l'armée anglo-hollandaise de 90,000 hommes. La disproportion qui existait le 15 entre les deux masses belligérantes, qui étaient alors dans le rapport de 2 à 1, était bien changée; elles n'étaient plus que dans le rapport de 3 à 4. Si l'armée anglo-hollandaise avait battu les 62,000 hommes qui marchèrent contre elle, on eût pu reprocher à Napoléon d'avoir mal calculé; mais il est constant, même de l'aveu des ennemis, que, sans l'arrivée du général Bülow, l'armée anglo-hollandaise aurait perdu son champ de bataille avant trois heures de l'après-midi, et que, même après l'arrivée de Bülow (ce qui la portait à 140,000 hommes), elle eût encore perdu la bataille entre huit et neuf heures du soir, sans l'arrivée du maréchal Blücher avec ses 1er et 2e corps.

La marche sur Bruxelles sur deux colonnes, pendant la journée du 17, avait plusieurs avantages : la gauche poussait et contenait l'armée anglo-hollandaise; la droite, sous les ordres du maréchal Grouchy, poursuivait et contenait l'armée prusso-saxonne, et le soir toute l'armée française devait se trouver réunie sur une ligne de cinq petites lieues, de Mont-Saint-Jean à Wavre, ayant ses avant-postes au bord de la forêt. Mais la faute que fit le maréchal Grouchy de s'arrêter le 17 à Gembloux, n'ayant fait dans la journée que deux petites lieues, au lieu de continuer jusque vis-à-vis de Wavre, c'est-à-dire d'en faire encore trois, fut aggravée et rendue irréparable par

celle qu'il fit le lendemain 18, en perdant douze heures et n'arrivant qu'à quatre heures après midi devant Wavre, au lieu d'y arriver à six heures du matin. Il n'avait cependant que 7 à 8,000 toises à faire.

1° Chargé de poursuivre le maréchal Blücher, Grouchy le perdit de vue pendant vingt-quatre heures, depuis le 17 à quatre heures après midi jusqu'au 18 quatre heures après midi.

2° Le mouvement de la cavalerie sur le plateau, pendant que l'attaque du général Bülow n'était pas encore épuisée, fut un accident fâcheux; l'intention du chef était de faire ce mouvement, mais une heure plus tard, et de le faire soutenir par les seize bataillons d'infanterie de la Garde et cent pièces de canon.

3° Les grenadiers à cheval et les grenadiers de la Garde, que commandait le général Guyot, s'engagèrent sans ordre. Ainsi, à cinq heures après midi, l'armée se trouva sans avoir une réserve de cavalerie. Si, à huit heures et demie, cette réserve eût existé, l'orage qui bouleversa le champ de bataille eût été conjuré, les charges de cavalerie ennemie eussent été repoussées, les deux armées eussent couché sur le champ de bataille, malgré l'arrivée successive du général Bülow et du maréchal Blücher; l'avantage eût encore été pour l'armée française, car les 34,000 hommes du maréchal Grouchy, ayant cent huit pièces de canon, étaient frais et auraient bivouaqué sur le champ de bataille; les deux armées ennemies se fussent, dans la nuit, couvertes par la forêt de Soigne. L'usage constant, dans toutes les batailles, était que la division des grenadiers et dragons de la Garde ne perdît pas de vue l'Empereur, et ne changeât qu'en vertu d'un ordre donné verbalement par ce prince au général qui la commandait.

Le maréchal Mortier, qui commandait en chef la Garde, quitta ce commandement le 15, à Beaumont, comme les hostilités commençaient. Il ne fut pas remplacé; ce qui eut plusieurs inconvénients.

VI. *Sixième observation.* — 1° L'armée française manœuvra sur la rive droite de la Sambre le 13 et le 14. Elle campa, la nuit du 14 au 15, à une demi-lieue des avant-postes prussiens; et cependant le maréchal Blücher n'eut connaissance de rien, et lorsque le 15, dans la matinée, il apprit, à son quartier général de Namur, que l'Empereur entrait à Charleroi, l'armée prusso-saxonne était encore cantonnée sur une étendue de pays de trente lieues; il lui fallait deux jours pour se réunir. Il eût dû, dès le 15 mai, porter son quartier général à Fleurus, concentrer les cantonnements de son

armée dans un rayon de huit lieues, tenant des avant-gardes sur les débouchés de la Meuse et de la Sambre; son armée eût pu alors être réunie à Ligny le 15 à midi, y attendre l'attaque de l'armée française, ou, dans la soirée du 15, marcher contre elle pour la jeter dans la Sambre.

2° Cependant, quoique surpris, le maréchal Blücher persista dans le projet de réunir son armée sur les hauteurs de Ligny, derrière Fleurus, bravant la chance d'y être attaqué avant que toute son armée y fût arrivée. Le 16 au matin il n'avait encore réuni que deux corps d'armée, et déjà l'armée française était à Fleurus. Le 3e corps rejoignit dans la journée; mais le 4e, que commandait le général Bülow, ne put arriver à la bataille. Le maréchal Blücher eût dû, aussitôt qu'il sut les Français à Charleroi, donner pour point de rassemblement à son armée, non Fleurus, non Ligny, qui se trouvaient déjà sous le canon de son ennemi, mais Wavre, où les Français ne pouvaient arriver que le 16 au soir : il eût eu de plus toute la journée du 16 et la nuit du 16 au 17 pour opérer le rassemblement total de son armée.

3° Après avoir perdu la bataille de Ligny, le général prussien, au lieu de faire sa retraite sur Wavre, eût dû l'opérer sur l'armée du duc de Wellington, soit sur les Quatre-Bras, puisque celui-ci s'y était maintenu, soit sur Waterloo. Toute la retraite du maréchal Blücher, dans la matinée du 17, fut à contre-sens, puisque les deux armées, qui n'étaient qu'à 3,000 toises l'une de l'autre le soir du 16, ayant pour communication une belle chaussée, ce qui les pouvait faire considérer comme réunies, se trouvèrent, le soir du 17, éloignées de plus de 10,000 toises et séparées par des défilés et des chemins impraticables.

Le général prussien a violé ces trois grandes règles de la guerre : 1° tenir ses cantonnements rapprochés; 2° donner pour point de rassemblement aux divers cantonnements un lieu où ils puissent tous arriver avant l'ennemi; 3° opérer sa retraite sur ses renforts.

VII. *Septième observation.* — 1° Le duc de Wellington a été surpris dans ses cantonnements; il eût dû, dès le 15 mai, les concentrer à huit lieues autour de Bruxelles, tenant des avant-gardes sur les débouchés de Flandre. L'armée française manœuvrait depuis trois jours à portée de ses avant-postes; elle avait, depuis vingt-quatre heures, commencé les hostilités; son quartier général était depuis douze heures à Charleroi, que le général anglais ignorait encore tout à Bruxelles; et tous les cantonnements de son armée

étaient encore en pleine sécurité, occupant un terrain de plus de vingt lieues.

2° Le prince de Saxe-Weimar, qui faisait partie de l'armée anglo-hollandaise, était le 15, à quatre heures du soir, en position en avant de Frasnes, et savait que l'armée française était à Charleroi. S'il eût envoyé directement un aide de camp à Bruxelles, il y serait arrivé à six heures du soir; et cependant ce ne fut qu'à onze heures que le duc de Wellington fut instruit que l'armée française était à Charleroi. Il perdit ainsi cinq heures dans une circonstance, et contre un homme, où la perte d'une seule heure était d'une grande importance.

3° L'infanterie, la cavalerie et l'artillerie de cette armée étaient cantonnées séparément, de sorte que l'infanterie se trouva engagée aux Quatre-Bras sans cavalerie ni artillerie; ce qui lui fit éprouver une grande perte, puisqu'elle fut obligée de se tenir en colonnes serrées pour faire face aux charges de cuirassiers, et sous la mitraille de cinquante bouches à feu. Ces braves étaient ainsi à la boucherie, sans cavalerie pour les protéger et sans artillerie pour les venger. Comme les trois armes ne peuvent pas se passer un moment l'une de l'autre, elles doivent être cantonnées et placées de manière à pouvoir toujours s'assister.

4° Le général anglais, quoique surpris, donna pour point de réunion à son armée, dans la journée du 16, les Quatre-Bras, déjà au pouvoir des Français. Il exposa ses troupes à être défaites partiellement et à mesure de leur arrivée : le danger qu'il leur fit courir était d'autant plus grand qu'il les faisait arriver sans artillerie et sans cavalerie; il livrait son infanterie morcelée et sans l'assistance des deux autres armes à son ennemi. Son point de rassemblement eût dû être Waterloo. Il aurait eu alors toute la journée du 16 et la nuit du 16 au 17; ce qui était suffisant pour y réunir toute son armée, infanterie, artillerie.

VIII. *Huitième observation.* — 1° Le général anglais a accepté le 18 la bataille de Waterloo. Ce parti était contraire aux intérêts de sa nation, au plan général de guerre adopté par les alliés; il violait toutes les règles de la guerre. Il n'était pas de l'intérêt de l'Angleterre, qui a besoin de tant d'hommes pour recruter ses armées des Indes, de ses colonies d'Amérique et de ses vastes établissements, de s'exposer de gaieté de cœur à une lutte meurtrière qui pouvait lui faire perdre la seule armée qu'elle eût et lui coûter tout au moins le plus pur de son sang. Le plan de guerre des alliés consistait à agir en

masse et à ne s'engager dans aucune affaire partielle. Rien n'était plus contraire à leurs intérêts et à leur plan que d'exposer le succès de leur cause dans une bataille chanceuse, à peu près à forces égales, où toutes les probabilités étaient contre eux. Si l'armée anglo-hollandaise eût été détruite à Waterloo, qu'eût servi aux alliés ce grand nombre d'armées qui se disposaient à franchir le Rhin, les Alpes et les Pyrénées?

2° Le général anglais, en prenant le parti de recevoir la bataille en avant de la forêt de Soigne, comptait sur la coopération des Prussiens; mais cette coopération ne pouvait avoir lieu que dans l'après-midi; il restait donc exposé seul, depuis quatre heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, c'est-à-dire pendant douze heures. Une bataille n'en dure pas ordinairement plus de six; cette coopération était donc illusoire.

3° Mais, pour compter sur la coopération des Prussiens, il supposait donc que l'armée française était tout entière vis-à-vis de lui; il prétendait donc, pendant douze heures, avec 90,000 hommes de troupes de diverses nations, défendre son champ de bataille contre une armée de 104,000 Français.

Ce calcul était évidemment faux; il ne se fût pas maintenu trois heures; tout aurait été décidé à huit heures du matin, et les Prussiens ne seraient arrivés que pour être pris à revers. Dans une même journée les deux armées eussent été détruites.

4° S'il comptait qu'une partie de l'armée française aurait, conformément aux règles de la guerre, suivi l'armée prussienne, il devait dès lors lui être évident qu'il n'en aurait aucune assistance, et que les Prussiens, battus à Ligny, ayant perdu 25 à 30,000 hommes sur le champ de bataille et en ayant 20,000 d'éparpillés, poursuivis par 35 à 40,000 Français victorieux, ne se seraient pas dégarnis et se seraient crus à peine suffisants pour se maintenir. Dans ce cas l'armée anglo-hollandaise aurait dû seule soutenir l'effort de 62,000 Français pendant toute la journée du 18; et il n'est pas d'Anglais qui ne convienne que le résultat de cette lutte n'était pas douteux, que leur armée n'était pas constituée de manière à supporter le choc de l'armée impériale pendant six heures.

5° Pendant toute la nuit du 17 au 18 le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à neuf heures du matin. Cette perte de cinq heures, depuis la pointe du jour, a été tout à l'avantage de l'ennemi. Mais son général pouvait-il faire dépendre le sort d'une pareille lutte du temps qu'il ferait dans la nuit du 17 au 18? Le maréchal Grouchy, avec 34,000 hommes et cent huit pièces

de canon, a trouvé le secret, qui paraissait introuvable, de n'être, dans la journée du 17, la nuit du 17 au 18 et la matinée du 18, ni sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean ni sur Wavre. Mais le général anglais avait-il reçu l'assurance de ce maréchal qu'il se fourvoierait d'une si étrange manière? La conduite du maréchal Grouchy, qui s'était distingué si souvent depuis vingt ans à la tête de la cavalerie, était aussi imprévoyable que si, sur sa route, son armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'eût engloutie.

6° Si le maréchal Grouchy eût été sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, comme l'ont cru le général anglais et le général prussien pendant toute la nuit du 17 au 18 et toute la matinée du 18, et que le temps eût permis à l'armée française de manœuvrer dans les terres à quatre heures du matin, avant sept heures l'armée anglo-hollandaise eût été écharpée, éparpillée; elle eût tout perdu. Et si le temps n'eût permis de commencer la bataille qu'à dix heures, à une heure après midi l'armée anglo-hollandaise eût fini ses destins; les débris en eussent été rejetés au delà de la forêt ou dans la direction de Hal; on eût eu tout le temps, dans la soirée, d'aller à la rencontre du maréchal Blücher et de lui faire éprouver un pareil sort. Si le maréchal Grouchy eût campé devant Wavre le soir du 17, l'armée prussienne n'eût fait aucun détachement pour secourir l'armée anglaise, et celle-ci eût été également et complétement battue par les 62,000 Français qui lui étaient opposés.

7° La position de Mont-Saint-Jean était mal choisie. La première condition d'un champ de bataille est de n'avoir pas de défilés sur ses derrières. Pendant la bataille, le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie; il ne jugea pas qu'il devait être et serait attaqué par sa gauche; il crut qu'il le serait par sa droite. Malgré la diversion opérée en sa faveur par les 30,000 Prussiens du général Bülow, il eût deux fois opéré sa retraite dans la journée, si cela lui eût été possible. Ainsi, par le fait, ô étrange bizarrerie des événements humains! le mauvais choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite impossible, a été la cause de son succès.

IX. *Neuvième observation.* — On demandera : Que devait donc faire le général anglais après la bataille de Ligny et le combat des Quatre-Bras? Il ne peut pas y avoir deux opinions. Il devait traverser, dans la nuit du 17 au 18, la forêt de Soigne sur la chaussée de Charleroi dans le temps que l'armée prussienne la traverserait sur la chaussée de Wavre; les deux armées devaient se réunir à la pointe du jour sur Bruxelles, laisser des arrière-gardes pour défendre la

forêt, gagner quelques jours pour donner le temps aux Prussiens dispersés par la bataille de Ligny de rejoindre leur armée, se renforcer des quatorze régiments anglais qui étaient en garnison dans les places fortes de la Belgique ou venaient de débarquer à Ostende de retour d'Amérique, et laisser manœuvrer l'empereur des Français comme il l'aurait voulu. Aurait-il, avec une armée de 100,000 hommes, traversé la forêt de Soigne, pour attaquer, au débouché, les deux armées ennemies réunies, fortes de plus de 200,000 hommes et en position? C'était certainement tout ce qui pouvait arriver de plus avantageux aux alliés. Se serait-il contenté de prendre lui-même position? Il n'eût pas pu la tenir longtemps, puisque 300,000 Russes, Autrichiens, Bavarois, déjà arrivés sur le Rhin, eussent été en peu de semaines sur la Marne, ce qui l'eût obligé à courir au secours de sa capitale. C'est alors que l'armée anglo-prussienne devait marcher en avant et se joindre aux alliés sous Paris; elle n'aurait couru aucune chance, n'aurait éprouvé aucune perte, aurait agi conformément aux intérêts de la nation anglaise, au plan général de guerre adopté par les alliés et aux règles de l'art de la guerre.

Du 15 au 18 le duc de Wellington a constamment manœuvré comme l'a désiré son ennemi; il n'a rien fait de ce que celui-ci craignait qu'il fît. L'infanterie anglaise a été ferme et solide. La cavalerie pouvait mieux faire. L'armée anglo-hollandaise a été deux fois sauvée dans la journée par les Prussiens : la première fois, avant trois heures, par l'arrivée du général Bülow avec 30,000 hommes, et la deuxième fois, à huit heures du soir, lors de l'arrivée du maréchal Blücher avec 30,000 hommes. Dans cette journée, 62,000 Français ont battu 120,000 hommes. La victoire leur a été arrachée entre huit et neuf heures du soir, mais par 150,000 hommes.

Qu'on se figure la contenance du peuple de Londres, au moment où il aurait appris la catastrophe de son armée, et que l'on avait prodigué le plus pur de son sang pour soutenir la cause des rois contre celle des peuples, des priviléges contre l'égalité, des oligarques contre les libéraux, des principes de la Sainte-Alliance contre ceux de la souveraineté du peuple!

NOTES

SUR

LES LETTRES ÉCRITES DE PARIS

PENDANT LE DERNIER RÈGNE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,

TRADUITES DE L'ANGLAIS

DE J. HOBHOUSE [1].

L'ouvrage intitulé : *Lettres écrites* [2], etc., a eu du succès ; il le mérite. L'auteur aime la vérité et dit ce qu'il voit et ce qu'il éprouve. Il n'a pas prétendu ne point être susceptible de commettre des erreurs dans une matière si difficile. En effet, comment un étranger, qui voit la France pour la première fois, qui n'a aucune idée de ce qui s'est passé dans vingt-cinq années de révolution, de guerres, qui ont culbuté du trône la troisième dynastie et fait périr le dernier de ses rois sur l'échafaud, qui ont créé la République, laquelle a été ensuite modifiée par l'Empire, pourrait-il avoir des choses une véritable idée?

Ayant eu l'honneur d'être membre du Conseil d'État depuis l'an VIII, j'ai entendu souvent sur les matières les plus importantes le Premier

[1] M. Hobhouse, depuis lord Broughton, avait fait paraître à Londres, au commencement de 1816, un ouvrage en deux volumes contenant des lettres sur les Cent-Jours, suivies de documents officiels. Cet ouvrage parvint à Sainte-Hélène en juin 1816. Le gouverneur retint l'exemplaire envoyé par l'auteur à l'Empereur, à cause d'une dédicace *Imperatori Napoleoni,* peut-être aussi parce que les lettres sur les Cent-Jours n'étaient pas défavorables à l'auguste captif. Toutefois, l'ouvrage ne resta pas inconnu à Longwood; l'Empereur le lut, et, trouvant qu'il se distinguait, par ses intentions d'impartialité, des pamphlets publiés en Europe, en fit l'objet de quelques annotations, destinées, comme les *Lettres du Cap,* à une publication anonyme.

La Commission a cru intéressant de faire paraître ces *Notes,* demeurées jusqu'ici inédites; elles sont presque toutes de la main de l'Empereur.

Le manuscrit original a été communiqué par le général Henry Bertrand.

[2] L'édition citée ici des lettres de Hobhouse est la traduction française publiée à Gand et à Bruxelles, 1817, 2 vol. in-8°.

Consul, depuis Empereur. Mon but n'est ni de critiquer ni d'apprécier tout ce que dit l'auteur : cela formerait un travail trop considérable ; mais comme il cite souvent, dans cet estimable ouvrage, j'ai écrit en marge quelques observations, qui seront agréables à l'auteur et au public.

(Première lettre, page 8.)

« On a répandu une histoire scandaleuse sur les témoignages d'estime donnés à ce personnage par l'équipage de la frégate qui le transportait. Il est vrai que les officiers de cette frégate ont prêté l'oreille à la voix de ce tentateur, et que le capitaine qui la commandait a été récompensé. Ce serait faire peu d'honneur à notre amirauté que de rapporter quelle fut la réception que l'on fit en Angleterre à cet officier, pour avoir rendu tous les honneurs de la souveraineté à un empereur reconnu. »

Les équipages des frégates *l'Undaunted, le Curaçao,* des vaisseaux *le Bellérophon, le Northumberland,* ont montré une singulière affection pour Napoléon. La simplicité de ses manières, son calme au milieu d'une aussi épouvantable catastrophe, un je ne sais quoi a paru plaire et sympathiser avec le caractère anglais.

(Page 15.)

« Il est reconnu de toutes parts que les Belges ont la plus entière répugnance pour leur réunion à la Hollande et qu'ils sont attachés à la France, mais il n'est pas moins certain qu'il est raisonnable de croire qu'ils aimeraient mieux être incorporés à une puissance assez forte pour porter la guerre dans un pays étranger, que de combattre sur leur propre territoire. »

La réunion de la Belgique à la Hollande forme le royaume des Pays-Bas. Cette réunion est contraire, 1° à l'intérêt de la Hollande, 2° à l'intérêt de la Belgique, 3° à celui de l'Angleterre.

1° La Hollande est un pays essentiellement commerçant : *laissez faire, laissez passer,* voilà la maxime fondamentale qui a porté si haut la prospérité de son commerce.

La Belgique est un pays essentiellement manufacturier, qui ne peut prospérer qu'avec un système de douanes bien calculé, de telle sorte que sur le marché d'Amsterdam, comme sur tous ceux de l'Allemagne, les produits de ses manufactures soient préférés aux marchandises anglaises. Cet intérêt majeur doit donc obliger le gouvernement des Pays-Bas à fermer les débouchés de l'Escaut, de la Meuse, du Zuiderzee aux marchandises anglaises. Ainsi Amsterdam, Rotterdam perdent leur grand mérite, la liberté, la franchise de leurs ports.

2° La Hollande a une frontière : l'Escaut, les places du Brabant, enfin le Waal. Cette frontière est couverte de places fortes, défendues par des inondations, Amsterdam, la Haye, Ostende, en sorte que l'armée est protégée et couverte par cette frontière si redoutable. Mais après la réunion des Pays-Bas, les premiers coups de canon devront se tirer sur la Sambre, sur la Lys, dans les places de la Flandre : le sort d'Amsterdam sera décidé par la bataille qui se donnera en avant de Bruxelles ; toutes les places que l'on construit pour couvrir la Belgique seront coupées de la Hollande, qui sera sans défense.

3° La Hollande pourrait être neutre dans beaucoup de guerres ; réunie à la Belgique, il ne se tirera plus un coup de canon qu'elle n'en soit.

Ainsi, sous le triple point de vue de son commerce, de sa sûreté et de sa tranquillité, la réunion de la Belgique est contraire au bien de la Hollande.

Cette réunion est contraire au bien de la Belgique :

1° Les manufactures de ce pays, qui sont sa richesse, seront alarmées et inquiètes de la tendance des Hollandais à rétablir la liberté absolue du commerce.

2° D'une religion, de mœurs si différentes, les Belges seront soumis à un gouvernement protestant, qui demeurera à la Haye.

3° La Hollande préférera suivre la politique de l'Angleterre ; mais elle sera le théâtre perpétuel des guerres.

Cette réunion est contraire à l'intérêt de l'Angleterre :

1° Parce que l'intérêt des manufactures belges ferme au commerce anglais les débouchés de l'Escaut, de la Meuse, du Zuiderzee, du Rhin, et la Hollande, si admirablement placée pour être l'entrepôt du commerce anglais sur le continent ;

2° Parce que la Hollande seule, couverte par la Belgique et par sa frontière naturelle, pourrait être neutre en temps de guerre ou faire cause commune avec l'Angleterre : désormais elle sera toujours partie belligérante, et sa politique lui commandera d'être avec la France contre l'Angleterre, surtout dans les guerres maritimes. La Hollande ne peut pas être mise à l'abri d'une invasion par l'Angleterre ; il faudrait une coalition générale. L'Angleterre, la Prusse et la Hollande ne mettront pas la Belgique à l'abri de la France, si celle-ci est réunie avec l'Autriche. L'Angleterre a lutté et peut lutter contre l'Espagne et la France. Désormais la Hollande se joindra toujours dans une pareille guerre à la France, puisque l'armée anglaise ne la peut garantir d'une invasion. L'on peut donc mettre pour principe

que désormais, dans toute guerre simplement maritime, la Hollande sera avec la France et l'Espagne.

Cette réunion est contraire aux manufactures et au commerce anglais, qui déjà en ressentent les effets.

Il serait ainsi facile de prouver plus longuement que la réunion de la Belgique à la Hollande est contraire :

1° A la sûreté et à l'intérêt politique et militaire de la Hollande ;

2° A son intérêt commercial;

3° A sa tranquillité et à son repos.

Que cette réunion est également contraire :

1° A la politique de la Belgique;

2° A ses mœurs, à sa religion, à la prospérité de ses manufactures ;

3° A sa tranquillité et à son bonheur futur.

Enfin, que cet amalgame est contraire :

1° A la véritable politique qui convient à la position insulaire de l'Angleterre ;

2° A l'intérêt de ses manufactures et de son commerce.

(Deuxième lettre, page 23.)

« Je lis dans ces dépôts d'absurdités et de mensonges ministériels (les rapports insérés dans les journaux anglais) que les partisans de Napoléon sont insultés dans les rues...; que l'Empereur ne couche jamais deux fois dans le même lit; qu'il ne se montre jamais sans méfiance et sans être mal accueilli, et qu'il prend toutes les précautions possibles pour se garantir d'être assassiné. Le tout est faux, depuis le commencement jusqu'à la fin. »

Napoléon n'a jamais eu de cuirasse; il n'a jamais changé de chambre; il n'avait aucune sentinelle à l'intérieur, ne fermait pas ses portes. L'aide de camp de service d'un côté, le valet de chambre à la porte opposée, entraient quand cela leur était nécessaire dans la chambre de lit. Bien plus, il n'avait ni pistolets, ni épée, ni fusil dans sa chambre ni dans son cabinet. Il était moins gardé que les autres souverains de l'Europe. Louis XVIII est dix fois plus entouré de gardes. L'impératrice Marie-Louise a dit souvent qu'elle n'avait jamais vu d'homme moins méfiant, plus tranquille, et qui prît moins de sûretés pour sa personne. Au théâtre, il y allait presque toujours au moment qu'il n'était pas attendu. Aux parades, il sortait de la grille et se plaçait au milieu du Carrousel, enveloppé de tout un peuple, qui lui remettait des pétitions. Souvent il allait avec deux officiers, un écuyer et un page, lui cinquième ou sixième, visiter les

manufactures dans les faubourgs; un peuple immense le suivait, le pressait, le touchait. Quand des milliers d'hommes de toute classe, de tout rang, ont vu ces choses, comment les libellistes pourraient-ils trouver créance?

(Pages 24 et 25.)

« En politique comme en guerre, on a toujours cru qu'il était prudent de prendre des leçons d'un ennemi; mais nos hommes d'État ne veulent pas écouter les avis d'un compatriote et d'un ami... Lorsque lord Castlereagh passa par Paris pour se rendre à Vienne, un Anglais de sa connaissance (lord Kinnaird), qui, ayant fait un séjour de quelques mois dans cette ville et y ayant fréquenté la meilleure société, méritait au moins d'être écouté, essaya de communiquer à Sa Seigneurie quelques vérités relatives à l'état de la France. Le noble lord au ruban bleu lui donna une audience : mais lorsqu'il fut informé du mécontentement qui se propageait dans tout le royaume, de l'imprudence de la famille royale, de la perfidie officieuse du ministère et de la ruine inévitable qui menaçait le souverain, il remarqua seulement qu'il était étonné des progrès que le roi avait faits dans l'opinion publique.

» Si cet homme, qui paraissait bien instruit de ce qui se passait, avait été cru, si on l'avait seulement écouté avec un peu d'attention, un simple avis de la part de Sa Seigneurie aurait mis les Bourbons sur leurs gardes, et Louis n'aurait pas perdu sa couronne. »

Un homme d'État, un ministre, pour connaître la situation morale d'un pays doit mettre la main sur son cœur et se dire : Si tel ou tel événement avait eu lieu à Londres comme il a eu lieu à Paris, qu'est-ce qui se passerait dans les replis de ce cœur? Eh bien, c'est ce qui se passe dans le secret du cœur d'un Français, à quelques nuances près. Enfin, l'homme d'État habile, continuant ce colloque avec lui-même, se demanderait, dans telle position, ce qui pourrait changer ou faire cesser le bouillonnement secret qui trouble son cœur : eh bien, c'est cela même qui peut remettre et apaiser le cœur de 25 millions de Français. Cette conversation politique sera plus sûre qu'une conversation avec des agents légers ou ignorants.

(Troisième lettre, pages 41-43.)

« Ayant parlé de Talma, je ne puis me dispenser de rapporter une anecdote que j'ai entendu raconter par cet acteur, et qui fait voir que Napoléon savait très-bien tourner un compliment. A la première entrevue qu'ils eurent ensemble depuis le retour de l'île d'Elbe, l'Empereur, s'adressant à Talma avec sa familiarité ordinaire, lui dit : « Chateaubriand assure » que vous me donnez des leçons pour jouer l'Empereur; je prends ceci

« pour un compliment, parce qu'il fait voir du moins que j'ai assez bien « rempli mon rôle. »

« L'intimité qui existe entre le maître et l'écolier est d'ancienne date : la réputation du premier était établie lorsque le dernier était à peine connu. Le jeune officier recevait quelquefois de son ami des billets de spectacle. Un de leurs principaux amusements était dans ce temps-là de raconter des histoires d'esprits, de revenants et de vieux châteaux. Pour cela ils éteignaient les lumières. Le conquérant futur de l'Europe entrait avec avidité dans l'esprit de ces contes... J'ajouterai que cette intimité n'a jamais été interrompue; que Napoléon n'a point oublié les billets d'entrée que Talma lui donnait autrefois, et qu'il récompensait de sa propre bourse les efforts de cet acteur pour plaire au public. L'ingratitude ne trouve point de place dans le cœur d'un usurpateur; cette bassesse n'appartient qu'à ceux qui sont nés rois. Il y a quelque chose de magique dans cette espèce d'attachement dont cet homme extraordinaire a donné tant de preuves; car jamais tête couronnée n'a eu tant d'amis et ne les a gardés si longtemps. »

Napoléon n'a jamais fait société avec Talma : c'est une erreur de l'auteur, que des propos aventureux ont trompé. Il n'a jamais mis sa bourse à la disposition de cet acteur; c'est bien mal connaître la réserve de l'Empereur. Mais l'Empereur estimait beaucoup le talent de Talma. Il voulut obtenir une décision de l'Église pour faire lever les anathèmes ridicules contre les comédiens; les évêques lui conseillèrent d'attendre un autre temps.

L'Empereur déjeunait seul dans le salon de service. Le maître d'hôtel lui faisait dresser une petite table d'un pied de diamètre. On lui servait une soupe, un poulet rôti, une bouteille de chambertin et une tasse de café. Les officiers de service restaient. Le déjeuner durait dix minutes. Le sieur Denon, directeur du Muséum; le premier architecte Fontaine, le premier peintre David; Talma, que Napoléon considérait comme le premier acteur tragique, Lesueur, Paër, le ministre Decrès, la Grassini, dont il aimait le chant; Mlle Mars, dans les dernières années, depuis qu'elle était devenue si supérieure dans les rôles de grande coquette, entraient pendant le déjeuner et causaient avec l'Empereur. Talma venait deux fois par mois ou au plus trois, surtout quand il avait débuté dans quelque nouveau rôle; il désirait connaître l'opinion du maître.

Quant à l'argent, les comédiens français étaient tenus à des dépenses énormes pour maintenir la vérité des costumes anciens. Tous les mois l'Empereur faisait sur sa cassette une distribution de gratifications aux premiers acteurs. Talma était le premier et celui qui

était porté pour les sommes les plus considérables. Mlles Mars, Fleury, Raucourt, Elleviou, Mme Gardel y étaient portés, ce qui était un sujet d'émulation pour les autres.

(Sixième lettre, page 89.)

« Le chancelier, M. Dambray, a saisi toutes les occasions de professer des doctrines qui ne conviennent qu'à une monarchie absolue. »

Dambray occupait des fonctions à Rouen sous l'Empire. Après le départ du roi, il l'abandonna et se réfugia dans sa terre, d'où il écrivit plusieurs lettres protestant de sa soumission à l'Empereur.

(Pages 91 et 92.)

« L'inquiétude qu'a causée le retour des Bourbons, et qui subsistera encore longtemps, vient de la crainte où l'on est que les biens nationaux des deux genres, c'est-à-dire ceux qui appartenaient à l'Église, et qu'on désigne sous le nom de *biens nationaux de première origine,* et ceux provenant des émigrés et nommés simplement *biens nationaux,* soient, par quelque stratagème, rendus aux anciens propriétaires ou à leurs représentants. La plus grande partie de ces propriétés ayant été vendue même du temps de Louis XVI, plus de six millions et demi d'individus, dit-on, sont intéressés au maintien de ces possessions entre les mains des propriétaires actuels, et la nation elle-même est pour quelque chose dans la possession de la partie de ces propriétés qui n'a pas été vendue, parce qu'elles ont été destinées par le gouvernement impérial à l'entretien des hôpitaux et de la Légion d'honneur. Il était donc tout naturel que Louis n'épargnât pas les promesses pour tranquilliser l'esprit de ses sujets sur un objet aussi important, et il ne paraissait pas probable aux Français qu'après avoir fait ces promesses et les avoir confirmées par l'article 9 de la Charte, il eût cherché à les enfreindre dès que son but eût été atteint. »

Les Bourbons ont attaqué l'irrévocabilité des domaines nationaux. Napoléon avait eu beaucoup de peine à ce sujet, et avait souvent biffé des décisions même de son Conseil d'État, qui, sur des prétextes, des minuties de procureur, approuvaient des décisions de préfets qui cassaient des ventes. Il dit souvent : « Quand un tiers n'est pas intéressé, qu'il n'y a que le Domaine, il faut juger ces questions domaniales, non par la loi civile ou celle des finances, mais par le droit politique. » Depuis, le conseiller d'État Regnier, et, quand celui-ci fut fait grand juge, le conseiller d'État Boulay, qui était rapporteur du contentieux du ministère des finances, tinrent la main, et les arrêts du Conseil furent constants pour assurer le principe de l'irrévocabilité des ventes. Plusieurs milliers de décisions des préfets durent être cassées.

Les domaines ont été vendus en France pendant le mouvement révolutionnaire avec des formes fort brusques. On avait hâte de vendre pour absorber les assignats et maintenir leur valeur. A la rigueur il n'est pas une vente de domaines qui soit en règle. Si on laissait s'exercer la chicane des procureurs, toutes seraient déclarées nulles, celles-ci parce qu'on ne pourrait pas prouver que l'on a payé, et que l'on n'a pas la quittance définitive; celles-là, parce qu'il manque la formalité de l'enchère, etc. Lorsqu'on veut inquiéter les propriétaires de domaines, on n'a qu'à les mettre dans les mains des procureurs; c'est ce qui avait porté à ôter la connaissance du contentieux de cet objet aux tribunaux. Le décret du Conseil d'État du roi, de janvier, qui ordonnait que les tribunaux connaîtraient des ventes de biens nationaux auxquelles il manquait des formalités, en atteignait les trois quarts. « Huit ou dix décrets pareils, disait le Dauphin, et tous seront évincés. » La prétendue présentation des papiers de Grosbois au roi par le prince Berthier fut vivement sentie; ce prince n'eut pas le pouvoir de contredire ce fait, qui alarma beaucoup et que le paysan savait par cœur. Cette terre de Grosbois appartenait à Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII. Elle fut achetée par Barras, qui la vendit à Moreau. Celui-ci la vendit, à son départ, au Gouvernement, ainsi que sa maison de la rue d'Anjou; Napoléon donna Grosbois à Berthier, et la maison de la rue d'Anjou à Bernadotte, aujourd'hui prince de Suède.

(Huitième lettre, pages 141 et 142.)

« Le *Moniteur* du 19 contenait une adresse du roi à l'armée, et un ordre du jour portait que le maréchal Macdonald avait pris le commandement en chef sous le duc de Berry, et qu'il établirait son quartier général le lendemain 20 à Villejuif. Mais cette adresse menaçait la France rebelle de 300,000 baïonnettes étrangères. Un des constitutionnels de la chambre des Députés eut la hardiesse, le 18, de proposer une levée en masse comme en 1789, lorsque la nation et le roi reconquirent tous leurs droits sur les ordres privilégiés... On avouait que Bonaparte était parti d'Autun le 15, mais on disait toujours que ses forces étaient insignifiantes.

» Cependant le roi ne connaissait pas toute l'étendue du danger qu'il courait. On l'éveilla dans la nuit du 19 pour lui dire que Napoléon était arrivé à Fontainebleau, et que les voitures qui devaient le conduire dans la capitale étaient prêtes. Il ne voulut pas croire que son ennemi fût si près, et, lorsqu'il fut convaincu du fait, il refusa encore de se lever. Il parla de rester aux Tuileries ou de marcher sur Melun. A la fin il se leva, et on le porta à sa voiture à une heure et demie du matin. »

L'armée commandée par le duc de Berry quitta le Champ de Mars

le 19 et se rendit à Villejuif; le roi s'était porté le 19 au soir pour en passer la revue; mais ayant tardé, il ne trouva plus l'armée; il se coucha en toute sûreté et croyant avoir encore trois ou quatre jours devant lui. Le 18, Napoléon avait fait embarquer ses troupes à Auxerre; elles débarquèrent à Montereau le 19 dans la nuit, et se mirent en marche pour Fontainebleau, où Napoléon arriva à la tête de son avant-garde à trois heures du matin le 20.

Cependant le 6e lanciers, qui s'appelait Berry, dès le 19 au matin, se déclara pour Napoléon et arbora la cocarde nationale. Il se porta sur Montereau-Fault-Yonne pour garder le pont. Un escadron des gardes du corps se porta pour couper ce pont. 50 lanciers chargèrent les gardes du corps et les poursuivirent depuis là jusque près de Paris. Trois gardes du corps furent blessés; ils arrivèrent à Paris le 19 à la nuit, traversèrent les boulevards couverts de sang, et l'on apprit d'eux que le régiment des lanciers de Berry, sur lequel on comptait spécialement comme le plus favorisé, avait chargé les gardes du corps. L'épouvante se propagea dans la soirée, et dans la nuit on fit lever le roi et on le fit partir.

Ce prince laissa dans son cabinet ses papiers les plus intimes, tels que son petit portefeuille de lettres de sentiment, savoir : avec diverses maîtresses, avec Davaray, avec Louis XVI, avec la duchesse d'Angoulême; le portrait de sa femme dans une boîte d'or, ainsi que la lettre de Malesherbes qui rendait compte de la mort de Louis XVI, et enfin une grande table d'acajou pleine de livres offerts par leurs auteurs depuis son arrivée à Paris, et toutes les pétitions, mémoires, dénonciations qu'il avait reçus depuis neuf mois. Lorsque, vingt et une heures après, le 20 à neuf heures du soir, Napoléon entra aux Tuileries, il entra dans ce cabinet, où l'on n'avait voulu rien déranger et où personne n'avait osé pénétrer. Son étonnement fut grand de s'apercevoir que tous les papiers les plus intimes et les plus secrets étaient là sous sa main. Étant très-occupé, il lui fallut plus de quinze jours pour tout parcourir. On assure que cela donna lieu à quelques scènes domestiques du genre le plus singulier. On raconte que quelques jours après une dame lui demanda une audience. Elle se répandit en grandes protestations, et elle obtint sa demande. Le soir, une heure après, Napoléon rentra dans le cabinet, continua l'examen des pièces : il trouva une même demande de la même dame, conçue dans les termes les plus étranges. Il fut un moment indigné et tenté de rapporter la grâce qu'il avait promise; mais se reprenant : « J'ai promis que j'oublierais ce que l'on a écrit depuis la prise de Paris; il faut tenir sa promesse. » Il signa la grâce.

Il paraît que le roi partit dans l'idée que le comte de Blacas, comme c'était son devoir, ferait emballer lui-même le cabinet; il n'en fit rien. Ce favori était occupé à sauver ses trésors, fruit de ses rapines. Il laissa de même chez lui plusieurs cabinets pleins des papiers les plus importants et qui ont compromis son honneur, comme il est raconté plus bas.

(Dixième lettre, page 179.)

« La nomination de Fouché, qu'on ne soupçonnera pas d'attachement personnel à Napoléon, est regardée par les royalistes mêmes comme un moyen de prévenir le renouvellement des actes arbitraires que Napoléon, selon la coutume des autres tyrans, regardait comme une preuve de la vigueur du gouvernement impérial. »

L'auteur connaît mal la France; il est environné des dires d'un parti qui est sans consistance. Fouché était constamment retenu par Napoléon et par des arrêts du Conseil d'État dans ses mesures arbitraires et illégales; il ne voulut point de Corps législatif ni de représentation nationale; il levait des impôts, tels que celui sur les jeux, les permis de port d'armes, de chasse, de passe-ports : le Conseil cassa, modifia ou approuva ces mesures.

(Page 193.)

« Dans la conversation qu'eut Napoléon avec M. Sismondi, il dit qu'il était l'enfant de la révolution, qu'il devait toute sa grandeur à la destruction, en France, de l'ancienne servitude; qu'il connaissait les vrais principes de la liberté; qu'il y était attaché, « *quoique je m'en sois écarté,* » ajoutait-il; mais j'ai reconnu mon erreur; j'ai compris, et j'ai admis le » besoin de la liberté; je reconnais la nécessité de l'établir dans ce pays ».

Ce propos tenu à Sismondi n'est pas exact; l'Empereur lui a dit : « Je travaillais pour arriver à un plan; j'avais demandé vingt ans; la destinée ne m'en a donné que treize : je me regardais comme le *Constituant de la France.* »

(Page 205.)

« Le bonnet de la liberté n'est pas arboré, mais l'aigle le remplace, la Garde impériale marche au son de *la Marseillaise,* et l'on m'a fait remarquer l'autre jour aux Tuileries que, pour la première fois depuis les premiers jours de la République, les troupes passèrent la revue pendant qu'on jouait le fameux *Ça ira.* »

La Garde impériale a toujours marché à *la Marseillaise.*

(Pages 237-238.)

« Il est remarquable que, dans ses actes, l'Empereur parle partout du

gouvernement des Bourbons comme ayant été illégitime et devant être considéré comme non avenu. C'est une grande faute que les constitutionnels n'ont pas manqué de remarquer, puisque l'on ne peut nier que le peuple français avait accepté virtuellement l'ancienne dynastie, et que la supposition contraire donnerait à entendre que la nation s'est engagée si entièrement à Napoléon que, malgré son abdication, dont il ne veut pas qu'on parle, et malgré l'arrivée des Bourbons, la France ne doit pas croire qu'elle ait jamais eu, par le fait, ou qu'elle ait pu avoir un autre souverain que lui. Mais, en même temps, il faut avouer que l'Empereur allégua, pour anéantir ainsi les prétentions des Bourbons, une raison qui flatta autant le peuple que ses autres actions auraient pu l'alarmer : c'est que les droits des Bourbons n'avaient aucun fondement légitime, parce qu'ils ne provenaient pas de la volonté de la nation, tandis que ses propres prétentions n'avaient pas d'autre base ni d'autre origine. »

C'est une suite du système de la souveraineté du peuple. Louis XVIII n'a pas voulu être chef de la cinquième dynastie; il n'a pas voulu être roi des Français. Il s'est dit *roi de France et de Navarre,* c'est-à-dire roi féodal. Il s'est rassis sur le trône de la troisième dynastie; ce trône était détruit pour toujours. Il a régné sur des images.

(Pages 240 et 241.)

« Le duc d'Otrante..... est soupçonné d'être moins napoléoniste que son collègue (Carnot), et, étant regardé comme tel, on croit qu'il est une garantie plus sûre de la politique modérée et populaire que l'Empereur veut adopter. Il est décidément la meilleure tête, à ce qu'on dit, et il possède en ce moment la confiance de tous les partis. »

L'auteur ne connaît pas Fouché, qui n'a jamais osé parler devant Napoléon, qui n'a aucun crédit en France, où il est peu estimé : c'est un intrigant.

(Page 250.)

« Le *Moniteur* donne le procès-verbal, dressé par le ministre des finances et celui du trésor, relativement à l'enlèvement des diamants de la Couronne, dont l'ordre a été donné et signé par le roi et par M. de Blacas, et le reçu pour la remise aux mains de M. Hue, premier valet de chambre et trésorier de la maison du roi, le 19 mars, veille de la fuite de Sa Majesté. Une caricature du jour représente le roi et M. de Blacas fuyant avec ce butin national. »

Ces diamants de la Couronne avaient été achetés des deniers de Napoléon. Lorsqu'il quitta Paris, il les laissa, ainsi que beaucoup d'or et d'argent.

NOTES

SUR

LE MANUSCRIT VENU DE SAINTE-HÉLÈNE

D'UNE MANIÈRE INCONNUE[1].

(Page 3.)

« J'obtins une lieutenance au commencement de la révolution. Je n'ai jamais reçu de titre avec autant de plaisir que celui-là. »

Napoléon entra, en qualité de sous-lieutenant, dans le régiment de la Fère, en octobre 1785, et rejoignit ce régiment à Valence en Dauphiné.

(Page 4.)

« On m'employa dans l'armée des Alpes. »

Napoléon ne fut jamais employé à l'armée des Alpes et ne fut jamais sur le mont Genèvre.

(Page 6.)

« J'ai raconté mon premier fait d'armes, non parce qu'il me valut le grade de capitaine, mais parce qu'il m'initia au secret de la guerre. »

Napoléon obtint le grade de capitaine en 1789, quatre ans avant le commencement de la guerre.

(Page 9.)

« J'exposai mon plan à Barras; il avait été marin; ces braves gens n'entendent rien à la guerre, mais ils ont de l'intrépidité. Barras l'approuva, parce qu'il voulait en finir. »

Napoléon, chef de bataillon d'artillerie, commandait ce corps au

[1] Ces *Notes*, dont le texte original n'a pas été trouvé, sont reproduites ici d'après la publication faite par le général Gourgaud, sous le titre suivant : *Le Manuscrit de Sainte-Hélène, publié pour la première fois avec des notes de Napoléon*. Paris, Baudouin frères, 1821, in-8°. — On sait aujourd'hui que le *Manuscrit de Sainte-Hélène* est de Lullin de Châteauvieux; publié d'abord à Londres, en 1827, il en a été fait, depuis, de très-nombreuses éditions.

siége de Toulon; il n'avait alors aucune liaison avec Barras, qui, à cette époque, était employé à une mission à Marseille, ou à l'armée d'Italie. Le représentant du peuple qui distingua le premier, et qui appuya de son crédit les plans qui réussirent à amener la prise de Toulon, se nommait Gasparin, député d'Orange, très-chaud conventionnel, ancien capitaine de dragons, homme fort éclairé et qui avait reçu une excellente éducation. Ce fut ce député qui devina le premier les grands talents militaires du commandant d'artillerie. Ce ne fut qu'à l'époque bien connue de vendémiaire que Napoléon fut uni à Barras.

(Page 10.)

« Général, mais sans emploi, je me rendis à Paris, parce qu'on ne pouvait en obtenir que là. Je m'attachai à Barras, parce que je n'y connaissais que lui. »

Napoléon ne fut jamais sans emploi. Après le siége de Toulon, il fut nommé commandant de l'artillerie de l'armée d'Italie, et dirigea cette armée. L'exécution de ses plans valut à la France la prise de Saorgio, d'Oneille, du col de Tende et d'Ormea. En octobre, il dirigea de la même manière les mouvements de l'armée d'Italie sur la Bormida, à l'action de Dego et à la prise de Savone. En février 1795, il commanda à Toulon l'artillerie de l'expédition maritime destinée d'abord pour la Corse et ensuite pour Rome. Il recommanda que le convoi ne mît pas à la voile avant que l'escadre française eût forcé la flotte anglaise à s'éloigner, ce qui donna lieu à l'action de Noli où *le Ça-ira* fut pris, et l'escadre française rentra dans le port. L'expédition maritime fut contremandée. Pendant ce temps, par le moyen de son influence sur l'esprit des canonniers, il calma une insurrection à l'arsenal, et sauva la vie des représentants Mariette et Chambon. En mai 1795, au travail d'Aubry, il fut placé sur la liste comme général d'infanterie, pour servir dans l'armée de la Vendée, ce qui ne devait durer que jusqu'à ce qu'il y eût une vacance dans le corps de l'artillerie : il se rendit à Paris et refusa de servir dans l'armée de la Vendée. Une dizaine de jours après, Kellermann ayant été battu sur la Rivière de Gênes, et l'armée d'Italie étant obligée de faire retraite, Napoléon fut requis par le Comité de salut public, alors composé de Sieyès, Le Tourneur et Pontécoulant, de rédiger des instructions pour cette armée. Peu après arriva le 13 vendémiaire, et il commanda en chef l'armée de l'intérieur à Paris.

(Page 12.)

« Nous n'avions pour garder la salle du Manége qu'une poignée d'hom-

mes et deux pièces de 4. Une colonne de sectionnaires vint nous attaquer pour son malheur. Je fis mettre le feu à mes pièces : les sectionnaires se sauvèrent; je les fis suivre; ils se jetèrent sur les gradins de Saint-Roch. On n'avait pu passer qu'une pièce tant la rue était étroite. Elle fit feu sur cette cohue, qui se dispersa en laissant quelques morts. Le tout fut terminé en dix minutes. »

Il est notoire que, le 13 vendémiaire, la Convention avait pour sa défense 8,000 hommes et trente pièces de canon.

(Page 15.)

« L'armée d'Italie était au rebut, parce qu'on ne l'avait destinée à rien. Je pensai à la mettre en mouvement pour attaquer l'Autriche sur le point où elle avait plus de sécurité, c'est-à-dire en Italie. »

Napoléon fut appelé au commandement en chef de l'armée d'Italie, d'après le désir des officiers et soldats qui avaient exécuté ses plans à Toulon en 1793, et dans le comté de Nice en 1794 et 1795, comme nous l'avons déjà dit. Cette armée coûtait beaucoup d'argent, et le trésor public était vide. C'est une bien étrange espèce de rebut que le commandement en chef d'une grande armée et d'une frontière!

(Page 21.)

« J'étais obligé de détruire en passant cette gentilhommière de Malte, parce qu'elle ne servait qu'aux Anglais. Je craignais que quelque vieux levain de gloire ne portât ces chevaliers à se défendre et à me retarder. Ils se rendirent, par bonheur, plus honteusement que je ne m'en étais flatté. »

Malte n'aurait pu tenir contre un bombardement de vingt-quatre heures. Cette place avait d'immenses moyens physiques de résistance mais était dépourvue de moyens moraux.

(Page 22.)

« De retour en Égypte, je reçus des journaux par la voie de Tunis. Ils m'apprirent l'état déplorable de la France, l'avilissement du Directoire et le succès de la coalition. »

Après la bataille d'Aboukir, le 3 août 1799, sir Sidney-Smith envoya à Alexandrie les journaux anglais des mois d'avril et de mai faisant mention des désastres des armées du Rhin et d'Italie, au commencement de la campagne de 1799.

(Page 23.)

« Tout général était bon pour signer une capitulation que le temps rem

drait inévitable, et je partis sans autre dessein que celui de reparaître à la tête des armées pour y ramener la victoire. »

Napoléon retourna en France, 1° parce qu'il y était autorisé par ses instructions ; 2° parce que sa présence était nécessaire à la République; 3° parce que l'armée d'Orient, nombreuse et victorieuse, n'avait plus d'ennemis devant elle, et que le premier objet de l'expédition avait été rempli ; le second ne pouvait l'être, tant que la République serait battue sur les frontières et déchirée par l'anarchie dans l'intérieur.

L'armée d'Orient était victorieuse des armées de Syrie commandées par Djezzar-Pacha, qui avaient été presque détruites successivement aux batailles d'El-A'rych, de Gaza, de Jaffa et à Acre. A celle du Mont-Thabor, 50 à 60,000 hommes de troupes ottomanes avaient été tués, faits prisonniers ou mis en fuite; on s'était emparé de leur parc d'artillerie, de quarante pièces de campagne et de tous leurs magasins, et l'on avait pris leur général en chef Abdallah. L'armée française remporta une semblable victoire sur l'armée de Rhodes, qui fut anéantie, partie à Saint-Jean-d'Acre, et partie à Aboukir, où 40,000 hommes furent tués, faits prisonniers ou mis en fuite, où l'on s'empara de leur parc d'artillerie, consistant en trente-deux pièces de canon, et où l'on prit le vizir turc, Mustafa-Pacha, qui les commandait.

L'armée française était nombreuse, puisqu'elle comptait plus de 25,000 combattants, dont 3,500 étaient des troupes de cavalerie, et qu'elle avait une force considérable en artillerie de siége et de campagne. Des libellistes ont dit que Napoléon s'était enfui et avait abandonné son armée, parce qu'elle était désorganisée, qu'elle n'avait plus ni artillerie, ni objets d'équipement, et qu'elle était réduite à 8,000 hommes. Ces faux rapports influèrent tellement sur le cabinet britannique qu'il refusa de ratifier la convention d'El-A'rych. Le 20 mars 1800, le grand vizir fut battu à Héliopolis, neuf mois après le départ de Napoléon; et, vingt et un mois après, 19 ou 20,000 hommes de troupes anglaises débarquèrent à Aboukir; 6,000 autres arrivèrent de l'Inde à Suez, et 20,000 Turcs vinrent sous les ordres du grand vizir et du capitan pacha. Ces 45,000 hommes furent obligés de faire une campagne de six mois et de livrer plusieurs batailles. Cette expédition coûta la vie à environ 10,000 hommes des meilleures troupes de l'Angleterre, lui occasionna une dépense de plusieurs millions sterling, et aurait échoué sans l'incapacité de Menou, qui, après l'assassinat de Kleber, avait succédé au com-

mandement, par droit d'ancienneté. Tel fut le résultat pour l'Angleterre de la confiance qu'elle accorda à des libellistes.

En octobre 1801, près de trois ans après le départ de Napoléon, l'armée d'Orient débarqua à Marseille et à Toulon, au nombre de 24,000 hommes, dont 23,000 étaient en état de porter les armes. Dans l'origine, lors de son départ de Toulon, en 1798, elle était composée de 32,000 hommes; 4,000 furent laissés à Malte; mais à leur place 2,000 hommes de troupes maltaises furent incorporés dans l'armée française, forte ainsi de 30,000 hommes lors de son arrivée en Égypte. Elle y fut renforcée de 3,000 hommes, reste des équipages de la flotte française, ce qui en porta le nombre à 33,000, composés de Français, d'Italiens, de Polonais et de Maltais, parmi lesquels il se trouvait 24,000 véritables Français. La perte essuyée ne fut donc que d'environ 9,000 hommes, d'où il faut en déduire environ 2,000, qui revinrent individuellement ou par convois de blessés, ce qui réduit la différence à 7,000. Dans ce dernier nombre, on comprend toutes les pertes que les maladies firent éprouver pendant quatre ans, et celles que l'on essuya à l'assaut d'Alexandrie, aux batailles de Chobrâkhyt et des Pyramides, aux actions de Sâlheyeh, pendant les campagnes de Syrie et pendant celles de Desaix dans la haute Égypte; ensuite sous le commandement de Kleber, aux actions de Damiette, à la bataille d'Héliopolis, au siége du Caire; enfin sous Menou, dans les actions du mois de mars 1801 contre les Anglais, et jusqu'à la reddition. On sait parfaitement que Napoléon, en quittant l'Égypte, croyait fermement qu'elle appartenait pour toujours à la France et espérait pouvoir réaliser le second objet de l'expédition.

(Page 32.)

« Nous étions tous jeunes dans ce temps, soldats et généraux; nous avions notre fortune à faire. »

Au moment du passage du mont Saint-Bernard, en mai et juin 1800, Napoléon avait livré vingt batailles rangées, et, dans toutes, il avait été victorieux. Il avait conquis l'Italie, dicté la paix à l'Autriche à vingt lieues de Vienne, négocié à Rastadt, avec le comte Cobenzl, la reddition de la ville forte de Mayence, et levé près de 300 millions de contributions qui avaient servi à nourrir l'armée, à l'habiller et à lui fournir tout ce qui lui était nécessaire pendant deux ans, à créer l'armée cisalpine, à payer celle du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest, et même quelques places du gouvernement de Paris. Il avait envoyé à Paris trois cents chefs-d'œuvre de sculpture antique

et d'autres chefs-d'œuvre de peinture de la Renaissance. Il avait conquis l'Égypte, et y avait établi la puissance française sur une base solide, après avoir surmonté ce qui, d'après Volney, était la plus grande difficulté, celle de concilier les préceptes du Coran et de la religion musulmane avec la présence d'une armée étrangère. Pendant six mois il avait été à la tête de la République par le choix de 3 millions de citoyens ; il avait rétabli les finances, il avait calmé les factions, éteint la guerre de la Vendée et modéré les fureurs de celle des départements de l'Ouest. Après tant de hauts faits, comment est-il possible de dire qu'il avait encore sa fortune à faire ?

(Page 35.)

« Les factions semblaient se taire ; tant d'éclat les étouffait. »

Il est notoire que, depuis la bataille de Marengo jusqu'à l'époque de la machine infernale, c'est-à-dire pendant les six derniers mois de 1800, les factions furent plus actives que jamais.

(Page 46.)

« Il s'offrit malheureusement à moi, dans ce moment décisif, un de ces coups du hasard qui détruisent les meilleures résolutions. La police découvrit de petites menées royalistes, dont le foyer était au delà du Rhin. Une tête auguste s'y trouvait impliquée. Toutes les circonstances de cet événement cadraient d'une manière incroyable avec celles qui me portaient à tenter un coup d'État. La perte du duc d'Enghien décidait la question qui agitait la France ; elle décidait de moi sans retour : je l'ordonnai. »

Le duc d'Enghien périt, parce qu'il était un des principaux acteurs dans la conspiration de Georges, de Pichegru et de Moreau. Pichegru fut arrêté le 28 février, Georges le 9 mars, et le duc d'Enghien le 18 du même mois 1804.

(Page 57.)

« Mon avant-garde rencontra les Autrichiens à Ulm et les culbuta. »

On fit prisonniers à Ulm 60,000 Autrichiens, dont 26 ou 30 généraux. On y prit 60 à 80 drapeaux et deux à trois cents pièces de canon. C'était véritablement une rencontre d'avant-garde très-remarquable.

(Page 58.)

« Les Russes débouchaient seulement ; les débris autrichiens coururent se réfugier sous leurs drapeaux. L'ennemi voulut tenir à Austerlitz, il fut battu. Les Russes se retirèrent en bon ordre et me laissèrent l'empire d'Autriche. »

Les Russes ne firent pas de retraite; tout leur parc d'artillerie fut pris. Les débris de leur armée qui se sauvèrent abandonnèrent leurs sacs et leurs armes. L'empereur Alexandre, entouré dans Holitsch, aurait été fait prisonnier, s'il n'avait donné sa parole d'évacuer la Hongrie, par telles routes et à telles journées qui lui furent désignées.

(Page 59.)

« La campagne recommença. Je suivis la retraite des Russes : j'arrivai en Pologne. Un nouveau théâtre s'ouvrait à nos armes. J'allai voir cette vieille terre de l'anarchie et de la liberté, courbée sous un joug étranger : les Polonais attendaient ma venue pour le secouer. »

La campagne ne recommença point. Les Français ne suivirent pas les Russes en Pologne. Les Russes se retirèrent avec la plus grande précipitation au delà du Niemen. La paix fut signée avec l'Autriche à Vienne; une convention fut pareillement signée avec la Prusse, et Napoléon retourna à Paris. Quoiqu'il ait été en Pologne, il n'y alla pas par suite de la bataille d'Austerlitz, mais après la campagne d'Iena, et il s'y rendit par la route de Berlin, et non par celle de Vienne. Il se trouve là un anachronisme d'un an. La bataille d'Austerlitz se donna le 2 décembre 1804, celle d'Iena le 14 octobre 1806, celle d'Eylau le 8 février 1807, celle de Friedland le 14 juin suivant, et la paix de Tilsit eut lieu le 7 juillet de la même année.

(Page 61.)

« Si les Russes nous avaient attaqués le lendemain, nous aurions été battus ; mais leurs généraux n'ont heureusement pas de ces inspirations. »

Il n'était pas au pouvoir des Russes d'attaquer le lendemain de la bataille d'Eylau, c'est-à-dire le 9 février, parce que le 8, à cinq heures du soir, ils n'étaient plus sur le champ de bataille, qui était occupé par le 3e corps de l'armée française. Le 9, à trois heures du matin, l'armée russe était sous les remparts de Kœnigsberg, à six lieues du champ de bataille, ayant abandonné tous ses blessés. Cette supposition est donc inadmissible. Mais, en supposant même que l'armée russe fût restée sur le champ de bataille, et qu'elle eût pu attaquer le lendemain, les corps des maréchaux Ney et Bernadotte, qui n'avaient pas pris part à la bataille, étaient arrivés pendant la nuit. Or, si les Russes avaient été battus par l'armée française en l'absence de ces deux corps, comment est-il possible de croire qu'ils auraient été vainqueurs après l'arrivée d'un renfort de six divisions contre eux?

(Page 64.)

« Le cadet de mes frères était assez jeune pour attendre. »

Ce cadet était Jérôme, qui, au moment dont parle l'auteur, était roi de Westphalie, et, par conséquent, n'avait pas besoin d'attendre. Mais l'auteur est sans cesse égaré par l'anachronisme qui lui a fait supposer que la bataille d'Iena eut lieu postérieurement aux conférences de Tilsit.

(Page 72.)

« Sa neutralité (de la Prusse) m'avait été surtout essentielle dans la dernière campagne. Pour m'en assurer, il lui fut fait quelques ouvertures d'une cession du Hanovre. »

Deux jours avant la bataille d'Austerlitz, le comte de Haugwitz, premier ministre du roi de Prusse, vint à Brünn en Moravie, où il eut deux audiences de Napoléon. Mais on se battait déjà aux avant-postes, et Napoléon lui dit d'aller attendre à Vienne le résultat de la bataille. « Je les battrai, lui dit-il; attendez donc et ne me dites rien. Je ne veux rien entendre aujourd'hui. » Haugwitz n'était pas novice en affaires : il ne se le fit pas dire deux fois. La bataille d'Austerlitz eut lieu; Napoléon retourna à Vienne, et une convention fut signée le 15 décembre 1805, entre la France et la Prusse, pour tranquilliser cette dernière puissance relativement au traité que le roi avait signé avec l'empereur de Russie quelques semaines auparavant. La Prusse promit de désarmer, et, en retour, elle obtint la promesse que la France ne s'opposerait pas à ce qu'elle annexât le Hanovre à ses possessions, moyennant la cession, que demanda la France, de Wesel, de Bareuth et de Neuchâtel. La Prusse ne pouvait demander le Hanovre à Tilsit. Les conférences de Tilsit furent postérieures à la bataille d'Iena. Cette erreur de date jette un air d'obscurité sur une grande partie de ce pamphlet.

(Page 73.)

« Je ne calculai pas assez qu'en donnant du terrain à la Prusse je la compromettais, c'est-à-dire que je me l'assurais. Je refusai tout, et le Hanovre reçut une autre destination. »

La convention signée avec Haugwitz à Vienne, en décembre 1805, ne reçut qu'une ratification conditionnelle à Berlin; ce qui, étant contraire à l'usage, donna lieu à une discussion pendant l'échange des ratifications, et produisit des difficultés qui occupèrent une portion de 1806, mais qui furent enfin aplanies. La Prusse déclara la

guerre en octobre, sans aucune raison; non par suite de conseils de cabinet ou de la volonté du roi, mais par l'effervescence des passions. C'est un fait qu'à la fin de l'été de 1806 la Prusse courut aux armes, trompée par une fausse dépêche du marquis Lucchesini, qui assurait la cour de Berlin que, dans le traité qui venait d'être signé à Paris par le comte d'Oubril entre la France et la Russie, ces deux grandes puissances avaient contracté des engagements contraires aux intérêts de la Prusse. Dans le premier moment d'alarme, la cour de Berlin prit les armes contre la Russie et la France; mais une explication eut bientôt lieu, et la Prusse se trouva sans aucune crainte du côté de la Russie, cette dernière puissance ayant désavoué ce que d'Oubril avait fait et ayant refusé de ratifier le traité, dans lequel, d'ailleurs, il n'était pas question de la Prusse. Après avoir fait si galamment une levée de boucliers contre la Russie et la France, la cour de Prusse voyant qu'elle n'aurait à combattre que les Français, et s'étant d'ailleurs assurée du secours de la Russie, se crut certaine de la victoire. Cependant, quelques semaines après, la bataille d'Iena, qui eut lieu le 14 octobre 1806, décida la question.

(Page 78.)

« Je voulus corriger, au moins, ce que j'avais fait en Prusse, en organisant la confédération du Rhin, parce que j'espérais contenir l'une par l'autre. »

La confédération du Rhin précéda la bataille d'Iena. Elle fut formée le 12 juin 1806; ce ne fut donc pas, comme il le paraît à l'auteur, après cette bataille et après les conférences de Tilsit qu'elle fut organisée.

(Page 84.)

« Avec de tels soldats, quel est le général qui n'eût pas aimé la guerre? Je l'aimais, je l'avoue, et cependant je n'ai plus senti en moi, depuis l'affaire d'Iena, la plénitude de confiance ni le mépris de l'avenir auxquels j'avais dû mes premiers succès. »

La prise de Magdeburg, de Spandau, de Küstrin et de Stettin, la bataille de Pultusk, la prise de Danzig, de Glogau, de Breslau, de Brieg, de Schweidnitz, la bataille de Friedland et les conférences de Tilsit, eurent lieu en 1807, postérieurement à la bataille d'Iena, qui fut livrée le 14 octobre 1806. La prise de Madrid, les batailles d'Espinosa, de Burgos et de Tudela, les opérations contre l'armée de sir John Moore, appartiennent à 1808. La bataille d'Abensberg, les manœuvres de Landshut, la bataille d'Eckmühl, la prise de Vienne,

les batailles d'Essling et de Wagram, la paix de Presburg, eurent lieu en 1809, trois ans après la bataille d'Iena. La bataille d'Abensberg, les manœuvres de Landshut et la bataille d'Eckmühl, furent les plus brillantes et les plus habiles manœuvres de Napoléon.

(Page 96.)

« L'archiduc fit en revanche une très-belle marche. Il devina mon projet et gagna les devants. Il se porta rapidement sur Vienne, par la rive gauche du Danube, et prit position en même temps que moi. C'est à ma connaissance la seule belle manœuvre que les Autrichiens aient jamais faite. »

L'archiduc ne se porta pas rapidement sur Vienne, mais il se plaça en face de cette ville, ce qui est essentiellement différent. Le plan du chef des Français était de prendre cette capitale, de dégager son armée d'Italie, et de la joindre à la sienne. Il réussit en tout. Il prit la capitale, et tourna l'armée d'Italie, commandée par le prince Jean, et s'assura une communication avec le prince Eugène par la Styrie, la Carniole et la Carinthie.

(Page 97.)

« Par un bonheur inespéré, l'archiduc Jean, au lieu de contenir à tout prix le vice-roi, se laissa battre. L'armée d'Italie le rejeta de l'autre côté du Danube. Nous eûmes pour nous toute sa droite. »

L'arrivée du vice-roi sur le Danube fut signalée par la bataille de Raab, qui eut lieu après celle d'Essling, et non auparavant, comme l'auteur semble le croire. La bataille d'Essling eut lieu le 22 mai 1809, et celle de Raab le 14 juin, anniversaire de Marengo, après un intervalle de vingt-deux jours. Ce fut le maréchal Lannes, et non le prince d'Essling, qui déboucha le premier à la bataille d'Essling. L'armée se forma dans l'île de Lobau le 21, les ponts furent jetés sur le fleuve dans la soirée du 20, et le 21 l'avant-garde s'empara d'Essling. Un combat assez vif eut lieu à deux heures après midi, et le 22 la bataille fut livrée. Dans les deux journées, le champ de bataille resta en la possession de l'armée française. L'ennemi attaqua le village mainte et mainte fois, et s'en rendit maître; mais il en fut toujours débusqué. A quatre heures du soir la bataille cessa, et le village resta en la possession du général Rapp et du comte Lobau, qui, par leur bravoure personnelle, décidèrent la journée. Cependant le corps du maréchal Davout était encore sur la rive droite, les ponts ayant été rompus trois fois en quarante-huit heures par la crue subite du Danube, et ayant été rétablis autant de fois par l'activité du général Bertrand; le corps de Davout et les parcs d'artillerie

n'étaient pourtant pas encore passés; et quand les ponts eurent été emportés, une quatrième fois, vers deux heures du matin, le Danube continuant à s'enfler avec une grande rapidité, le général Bertrand déclara qu'il était impossible de les rétablir de nouveau; sur quoi Napoléon ordonna à l'armée de reprendre sa position dans l'île de Lobau, en traversant le bras du Danube, qui avait soixante toises de largeur et qui était très-profond. L'île de Lobau est fort grande et séparée de la rive droite par le grand bras du Danube, dont la largeur est de 500 toises. Dans cette position, il ne pouvait être attaqué, même dans la matinée. On y fit passer plusieurs barques chargées de munitions. La vieille Garde, en réserve pendant toute la bataille du 22, appuyant le village, ne perdit pas plus de 100 hommes par la canonnade, et elle était tout entière dans l'île de Lobau. Le prince Charles et les généraux autrichiens firent, en cette journée, tout ce qu'on pouvait en attendre; et s'ils avaient tenté de passer le bras de Lobau, ils auraient fini par causer la destruction de leur armée, qui avait même déjà souffert une perte énorme.

(Page 99.)

« Les Anglais tentaient une expédition contre Anvers, qui aurait réussi sans leur ineptie. »

Anvers était entouré de bastions; ses remparts étaient couverts d'artillerie; la garnison était composée de 3,000 hommes, recrues à la vérité. Il y avait dans l'arsenal de la marine deux bataillons de militaires, et 200 ouvriers civils. L'escadre, sur laquelle se trouvaient 9 à 10,000 marins, remonta dans la ville. Anvers était entièrement à l'abri d'un coup de main, ayant pour sa défense plus de 15,000 hommes. D'ailleurs il y arriva, en peu de semaines, un grand nombre de gardes nationales. On n'aurait pu prendre Anvers qu'en en formant le siége, et, par suite de la situation locale, il est très-difficile de l'investir. Pour prendre cette ville, il aurait fallu que les Anglais la surprissent, ce qui leur était impossible après avoir perdu tant de temps devant Flessingue, et après avoir échoué dans leur projet de couper l'escadre pour l'empêcher de remonter vers la ville. La flotte une fois dans Anvers, cette ville ne pouvait plus être prise.

(Page 100.)

« Enfin je parvins à jeter de nouveaux ponts sur le Danube. L'armée passa le fleuve par une nuit épouvantable. J'assistai à ce passage parce qu'il me donnait de l'inquiétude. »

Le général Bertrand jeta sur le Danube trois ponts sur pilotis, et l'armée française, au lieu de traverser ce fleuve en une nuit, le passa à loisir. Elle se forma dans l'île de Lobau.

(Page 101.)

« L'intrépidité de nos troupes et une manœuvre hardie de Macdonald décidèrent de la journée (de Wagram). »

Le changement de front de l'aile gauche à l'arrière-garde fut effectué par le prince Eugène.

(Page 101.)

« Une fois rompue, l'armée autrichienne défila en désordre dans une longue plaine. »

Il est évident que ce passage a été dicté par un homme qui ne connaît pas le terrain, qui n'avait pas assisté à la bataille de Wagram, et qui ignore le mouvement que Napoléon fit exécuter sur Znaïm par le général Marmont et le maréchal Davout.

(Page 115.)

« La cour d'Autriche commença par déranger mes plans sur la Pologne, en refusant de rendre ce qu'elle en avait pris. »

L'auteur ne connaît pas les articles secrets du traité d'alliance conclu à Paris au commencement de 1812.

(Page 122.)

« Je me retirais lentement, avec une masse imposante, mais je me retirais, et les ennemis me suivaient en grossissant, car rien n'augmente les bataillons comme le succès. »

L'auteur de cet ouvrage n'a jamais été présent à aucune bataille. Napoléon a livré cinquante batailles rangées, et les a toutes gagnées excepté deux.

(Page 129.)

« J'étais prisonnier; je m'attendais à être traité comme tel. »

Napoléon, à Fontainebleau, avait encore à sa disposition plusieurs armées et toutes les places fortes de France et d'Italie.

(Page 136.)

« Notre traversée dura cinq jours. »

La traversée de l'île d'Elbe au golfe Jouan dura soixante heures.

(Page 140.)

« Mon attitude pacifique endormit la nation, parce que je lui laissai croire que la paix était possible. »

On ne peut dire que Napoléon, qui pendant trois mois travailla tous les jours quinze ou seize heures, se soit endormi. Jamais, à aucune époque de l'histoire des nations, on ne fit tant de choses en deux mois. Il fallait armer et avitailler de nouveau cent places fortes, et éteindre la guerre civile à Marseille, à Bordeaux et dans la Vendée. De 80,000 hommes l'armée fut portée à 500,000, dont 200,000, qui n'étaient ni habillés ni complétement organisés, furent réunis dans les places fortes pour en former les garnisons, et par ce moyen rendre disponibles les troupes de ligne. En juin, 220,000 hommes de troupes de ligne étaient prêts à se battre, et 80,000 non habillés se formaient dans les dépôts. Ces 220,000 hommes formaient d'abord l'armée du Nord, composée des 1er, 2e, 3e, 4e et 6e corps, de la Garde impériale et de la cavalerie de réserve.

Corps principal.	120,000
3e corps, en Alsace.	25,000
7e corps, à Chambéry.	25,000
La Vendée.	25,000
4e corps d'observation, à Béfort, pour Toulouse, Bordeaux.	25,000
	220,000

La cavalerie fut remontée et portée d'environ 14,000 à 40,000 hommes, et l'artillerie de 2,000 chevaux à 30,000. On établit des manufactures d'armes qui, par leurs produits, surpassaient de beaucoup toutes celles qui avaient été formées pendant la révolution. La nation, loin d'être endormie, ne montra jamais plus d'énergie; mais elle aurait eu besoin d'un mois de plus; encore un mois, et l'armée de ligne aurait compté 80,000 hommes de plus, la moitié des troupes qui se formaient dans les places fortes aurait été en état de se joindre aux troupes de ligne, dont le nombre se serait alors élevé à 400,000 hommes : 100,000 dans les places fortes, et 300,000 qu'on levait dans les départements, et qui avaient déjà commencé à arriver dans les dépôts.

(Page 140.)

« J'en aurais été quitte pour régulariser cette seconde révolution, comme je l'avais fait de la première; mais je n'ai jamais aimé les orages

populaires, parce qu'il n'y a point de bride pour les mener, et je me suis trompé en croyant qu'on pouvait défendre les Thermopyles en chargeant ses armes en douze temps. »

Napoléon entra dans Paris dans la soirée du 20 mars. Le 24 le comte d'Artois congédia sa garde à Béthune. Le 1er avril le drapeau tricolore flottait à Lille et dans tout le nord de la France. Louis XVIII s'établit à Gand. Le 8 avril le duc d'Angoulême passa de vive force le pont de la Drôme, et entra à Valence; le 12 il fut fait prisonnier, et remis ensuite en liberté par ordre de Napoléon. Le 10 avril Marseille se soumit et arbora le drapeau tricolore. Le 20 du même mois cent coups de canon annoncèrent à la France que le drapeau impérial flottait sur tout son territoire. Le 15 juin, c'est-à-dire six semaines après la pacification, Napoléon commença les hostilités et passa la Sambre, ce qu'il aurait fallu faire un mois plus tôt, c'est-à-dire le 15 mai : mais la France se flattait alors de la continuation de la paix, et l'opinion nationale se serait prononcée tout entière contre une attaque si prématurée; d'ailleurs la troupe de ligne ne suffisait pas alors pour garder les places fortes, surtout celles situées sur la frontière du Nord, sans courir grand risque de les perdre; il n'aurait pas été possible d'entrer dans la Belgique avec plus de 40,000 hommes : lord Wellington et Blücher en avaient déjà plus de 180,000; ils auraient donc été quatre contre un. Quand on attaqua à la mi-juin, on avait 120,000 hommes; lord Wellington et Blücher en avaient environ 220,000; les choses étaient changées, et ils n'étaient plus que deux contre un, en supposant leurs forces réunies. Si Napoléon avait différé l'attaque, il aurait eu une armée plus forte et mieux organisée; mais il avait appris, et il avait cru, que les armées russe et autrichienne, fortes de 400,000 hommes, attaqueraient le 1er juillet. Il avait dessein de battre séparément les armées de l'Angleterre et de la Prusse; cela était bien entendu. Les opérations des 13, 14, 15, 16 et 17 juin furent habilement conduites. D'abord Wellington et Blücher furent surpris et attaqués en détail; Blücher fut battu, et lord Wellington obligé à faire retraite. L'inconcevable lenteur de Grouchy causa la perte de la bataille de Waterloo, que 60 à 70,000 Français avait gagnée jusqu'à cinq heures du soir, contre environ 36,000 Anglais, 54,000 Belges et Hanovriens, et 30,000 Prussiens du corps de Bülow, quand les 32,000 hommes des deux corps de Blücher, le 1er et le 4e, arrivèrent sur le champ de bataille, ce que Grouchy eut la maladresse de ne pas faire. Les forces des ennemis consistaient donc en 152,000 hommes contre au plus 67,000. Indépendamment des fautes commises par Grouchy, beau-

coup d'autres causes eurent une grande influence sur la fortune de cette journée; dans d'autres temps, les Français, quoique si inférieurs en nombre, auraient remporté la victoire, et ce ne fut que la bravoure obstinée et indomptable des troupes anglaises seules qui les en empêcha; le monde connaîtra quelque jour les autres causes.

La Commission n'a pas reproduit, sur le *Manuscrit venu de Sainte-Hélène d'une manière inconnue*, des notes plus nombreuses et plus étendues contenues dans une copie communiquée par Mme de Montholon, parce que ces notes faisaient double emploi avec divers passages déjà publiés. Cependant les réflexions suivantes ont paru mériter d'être extraites de cette copie et placées ici après le texte du général Gourgaud.

(Page 51.)

« Pichegru fut trouvé étranglé dans son lit. On ne manqua pas de dire que c'était par mes ordres. Je fus totalement étranger à cet événement. Je ne sais pas même pourquoi j'aurais soustrait ce criminel à son jugement; il ne valait pas mieux que les autres, et j'avais un tribunal pour le juger et des soldats pour le fusiller. Je n'ai jamais rien fait d'inutile dans ma vie. »

Napoléon n'a jamais commis de crimes. Quel crime eût été plus profitable pour lui que l'assassinat du comte de Lille et du comte d'Artois? Des aventuriers ont proposé plusieurs fois de s'en charger; cela n'eût pas coûté deux millions : ils ont été repoussés avec mépris et indignation. Et, en effet, jamais aucune tentative n'a eu lieu contre la vie de ces princes.

Lorsque les Espagnes étaient en armes au nom de Ferdinand, ce prince et son frère don Carlos, seuls héritiers du trône d'Espagne, étaient à Valençay, au fond du Berry; leur mort eût mis fin aux affaires d'Espagne; elle était utile, même nécessaire : mais elle était injuste et criminelle; Ferdinand et don Carlos sont-ils morts en France?

Nous pourrions citer dix autres exemples; ces deux seuls suffisent, parce qu'ils sont plus marquants. Des mains accoutumées à gagner des batailles avec l'épée ne se sont jamais souillées par la lâcheté et le crime, même sous le vain prétexte de l'utilité publique : maxime affreuse, qui de tout temps fut celle des lâches oligarchies, et que désavouent la religion, la civilisation européenne et l'honneur.

(Page 63.)

« J'étais seul capable de porter la couronne de fer, et je la mis sur ma tête. »

Toutes les organisations de l'Italie étaient provisoires. Le projet de Napoléon était de faire de cette grande péninsule une seule puissance : c'est en conséquence de ce projet qu'il se réserva pour lui-même la couronne de fer, afin de tenir dans ses mains la direction de tous les peuples d'Italie. Depuis, il préféra réunir à l'Empire Rome, la Toscane, Gênes, le Piémont, plutôt que de les joindre au royaume d'Italie, parce que ces peuples le préféraient, et aussi parce que l'impulsion impériale était plus forte; que cela permettait d'appeler en France un grand nombre d'habitants de ces contrées, et d'y envoyer un grand nombre de Français, et d'incorporer leurs conscrits et matelots dans les cadres des régiments français ou des équipages de l'escadre de Toulon. Pour Naples seulement, il fallut suivre une marche différente et donner au provisoire qu'on y avait établi un air de définitif, parce que cette grande ville était accoutumée à une grande indépendance, que Ferdinand était en Sicile et l'escadre anglaise sur les côtes; mais, au moment de la proclamation du royaume d'Italie et du sacre à Rome du second fils de l'Empereur, les Italiens de Sicile, de Sardaigne, de Naples, de Gênes, de Piémont, de Florence, de Milan, se fussent, avec enthousiasme, tous serrés autour du trône de l'antique et noble Italie.

(Page 127.)

« J'ai accusé le général Marmont de m'avoir trahi ; je lui rends justice aujourd'hui : aucun soldat n'a trahi la foi qu'il devait à son pays. »

Il serait fort heureux qu'une pareille assertion fût vraie; mais l'histoire dira que, si le 6e corps ne fût pas passé à l'ennemi après l'entrée des alliés dans Paris, ils eussent été forcés d'évacuer cette grande capitale; car ils n'eussent jamais livré bataille sur la rive gauche de la Seine en ayant derrière eux Paris, qu'ils n'occupaient que depuis trois jours.

LETTRES
DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE[1].

Cap de Bonne-Espérance, 22 avril 1817.

Ma chère lady C.,

J'ai reçu dans ma retraite le petit volume des lettres écrites par M. Warden, chirurgien du vaisseau de Sa Majesté Britannique *le Northumberland*.

Vous me dites que déjà cet ouvrage a eu plusieurs éditions, et que, depuis nombre d'années, aucun livre n'avait excité aussi vivement la curiosité publique. Vous désirez connaître mon opinion sur l'exactitude, sur l'authenticité des détails qu'il renferme.

En parcourant la deuxième lettre de M. Warden, je remarque avec plaisir que ma tâche sera courte. Cette lettre a principalement pour objet des anecdotes sur Talleyrand.

[1] Le docteur Warden venait de publier ses *Letters written from Saint-Helena;* Napoléon, y ayant remarqué des erreurs, pensa devoir rétablir la vérité sur quelques points; de là les *Lettres du Cap de Bonne-Espérance*, qui parvinrent en Europe au commencement de 1817, publiées en anglais sans nom d'auteur, et qui furent aussitôt traduites en français, mais avec des altérations et des inexactitudes.

Il est fort probable que ces *Lettres* sont de Napoléon lui-même, ainsi que l'ont tour à tour affirmé le général Bertrand, le général de Montholon et M. le comte Marchand; la Commission, d'ailleurs, a reçu de M. le général Henry Bertrand communication d'une première rédaction qui porte de nombreuses corrections et additions de la main de l'Empereur.

Mais Napoléon, on le comprend, tout en revoyant et modifiant lui-même les *Lettres du Cap*, ne voulut point alors qu'elles fussent publiées sous son nom.

Toutefois la Commission, jugeant qu'il n'y avait plus de raisons de laisser anonyme cette publication, a cru, dans un intérêt historique, pouvoir placer les parties les plus importantes des *Lettres du Cap* dans les *OEuvres de Napoléon Ier*.

Comme la rédaction dernière et définitive de ces *Lettres* n'a pu être retrouvée, on a été obligé de la remplacer par une traduction de l'ouvrage anglais, faite sur la troisième édition des *Letters from the Cape of Good Hope in reply to M. Warden, etc. Printed for James Ridgway, London, Piccadilly*, 1817.

D'après l'opinion des Français de Longwood et de leur chef, Talleyrand est un homme de beaucoup de talent, rusé, artificieux et discret, mais absolument sans principes; son attention et son cœur sont constamment fixés sur la roue de la fortune. Si vous désiriez sonder ses intentions et si vous le questionniez, il était impénétrable, son visage ne changeait pas plus que s'il eût été de marbre; mais, si vous le preniez à deux heures du matin, à la suite d'une soirée passée dans le monde, vous n'aviez qu'à l'écouter patiemment, qu'à le laisser parler sans avoir l'air de vouloir le pénétrer; ce n'était plus alors qu'une vieille femme babillarde, jasant à tort et à travers, laissant échapper les secrets d'État les plus importants et commettant mille indiscrétions.

Il encourut le mécontentement et la disgrâce de Napoléon, et la direction des affaires étrangères lui fut retirée, par suite de plaintes réitérées des rois de Bavière et de Wurtemberg contre la honteuse corruption du cabinet des relations extérieures, plaintes basées sur ce qu'aucune négociation ne pouvait être menée, aucun traité ne pouvait se conclure sans qu'on se fût, au préalable, assuré le bon vouloir du ministre au moyen de présents considérables.

Napoléon, après avoir plusieurs fois exprimé son mécontentement de cette conduite, s'apercevant enfin que Talleyrand était incorrigible, et craignant la déconsidération que de pareilles pratiques étaient de nature à faire rejaillir sur son gouvernement, lui ôta le portefeuille. Néanmoins Talleyrand, très-rusé, s'efforça d'amortir le coup qu'il venait de recevoir, et, quoiqu'il n'eût plus la direction des affaires étrangères, il conserva assez de crédit pour se faire mettre, en qualité de grand chambellan, au nombre des personnages qui se rendirent à Erfurt en 1808, et il cumula cette mission avec la dignité de vice grand électeur. C'est pendant son séjour à Erfurt qu'il réussit à faire épouser à un de ses neveux la jeune duchesse de Courlande.

Peu de temps après, atteint de la maladie commune aux ministres disgraciés, il intrigua de toute manière pour être employé de nouveau et pour former un ministère dans son propre intérêt. La nomination du comte de Montesquiou comme premier chambellan l'offensa beaucoup.

M. Warden est dans le vrai lorsqu'il dit que Talleyrand fut le premier instigateur des mesures qui furent adoptées plus tard envers l'Espagne. Il eut, à ce propos, de fréquentes conférences avec le señor Izquierdo, et lui fit part des desseins de Napoléon pendant un voyage que fit celui-ci à Fontainebleau en 1807. Comme à cette

époque il n'était chargé d'aucune fonction, les courtisans furent étonnés des fréquentes entrevues qui eurent lieu, et se perdirent en conjectures sur ce qui pouvait être la cause de ce renouvellement de faveur. Dans son projet de changement de dynastie en Espagne, Talleyrand avait, dit-on, deux objets principaux en vue, le désir de participer de nouveau à la direction des affaires et l'espoir d'augmenter son immense fortune.

En février 1812, il fut choisi pour aller à Dresde, et de là à Varsovie, en qualité d'ambassadeur extraordinaire; il était dans les intentions de Napoléon de préparer les choses pour organiser l'insurrection et la confédération de la Pologne. Cette mission, qui était extrêmement importante, valut à l'ancien ministre des relations extérieures différentes marques de faveur. Napoléon le retint souvent et fort longtemps pendant les soirées des mois de mars et d'avril, car Talleyrand, fort peu matinal, ne paraissait jamais au lever. Mais, vers cette époque, l'ambassadeur de France à Vienne écrivit qu'il courait un bruit qui préoccupait vivement le public dans cette capitale, et qui avait eu à la bourse un grand retentissement : il s'agissait d'un crédit de 100,000 couronnes (600,000 francs) que l'on aurait demandé sur Varsovie à la disposition du prince de Bénévent. Napoléon fut tellement indigné de cette légèreté imprudente, de cet éveil donné à la Russie, qu'il n'envoya pas Talleyrand à Dresde et ne lui confia aucune mission en Pologne; ce qui le mortifia d'autant plus qu'il avait rêvé le rétablissement de la couronne ducale de Courlande au profit de son neveu récemment marié à la duchesse de Courlande, dame du palais de l'Impératrice.

J'ai lu un discours que Talleyrand avait prononcé comme ministre du Directoire, et dans lequel il justifiait la fête du 21 janvier, comme anniversaire de l'exécution de Louis XVI. Cette commémoration était, selon lui, juste, politique et nécessaire. Il s'efforça même d'amener Napoléon à y assister en 1798; mais celui-ci témoigna à cet égard la plus grande répugnance.

On dit qu'à l'époque du Concordat Napoléon s'intéressa beaucoup à Talleyrand et voulut lui faire donner le chapeau de cardinal, ce qui eût été le meilleur moyen de relever un peu sa réputation; mais l'ex-évêque refusa, et, peu de temps après, Mme Grant, sa maîtresse, vint se jeter aux pieds de Napoléon et lui demanda la permission d'épouser Talleyrand; il ne voulut d'abord pas y consentir, mais, Mme Grant étant parvenue à intéresser Joséphine en sa faveur, le mariage eut lieu.

Cette dame ayant plus tard formé une liaison très-étroite avec

Sainte-Foix et autres agents de corruption, et ayant reçu des sommes considérables pour influencer l'opinion du cabinet sur les affaires de Gênes et d'autres États italiens, fut disgraciée par Napoléon et cessa d'être admise à la Cour. Ce fut même en vain qu'elle fit de nombreuses démarches pour obtenir la permission d'assister aux fêtes du mariage de l'archiduchesse Marie-Louise.

Ces trois événements changèrent beaucoup les dispositions de Talleyrand envers Napoléon; cependant il fut constant dans son assiduité à la Cour.

En 1814, Napoléon, au moment de son départ pour l'armée, avait d'abord résolu de l'exiler dans ses terres, considérant que sa présence à Paris pouvait, dans cet instant de crise, n'être pas sans inconvénient : mais l'archichancelier Cambacérès et Savary, ministre de la police, influencés par Talleyrand, intercédèrent pour lui avec tant d'instance, qu'ils parvinrent à lui obtenir la permission de rester à Paris. On disait d'ailleurs, alors comme aujourd'hui, que Talleyrand était très-méprisé, qu'il avait perdu la confiance de tous les partis, et qu'il ne lui restait de crédit auprès d'aucun d'eux.

Il paraît que son astuce l'a bien servi près de Louis XVIII, car, après avoir été ministre dirigeant, Talleyrand, lorsque Louis jugea à propos de mettre le duc de Richelieu à la tête de son cabinet, eut le talent de se maintenir à la Cour à l'aide de son ancienne charge de grand chambellan, qu'il parvint à se faire donner de nouveau.

J'aperçois aussi dans la lettre de M. Warden quelques détails relatifs à la conduite de Masséna à la bataille d'Essling : ils sont tout à fait inexacts. Masséna n'a jamais commandé du côté où était situé ce village, mais bien au village de Gross-Aspern; il était donc impossible que l'attaque sur Essling fût soutenue par lui. Je tiens d'un témoin oculaire que l'attaque dirigée sur ce point, manœuvre décisive pour le succès de la journée, fut le fait du général Rapp et surtout du comte de Lobau, qui montra beaucoup de bravoure et fut dangereusement blessé.

La plupart des détails de cette lettre sont d'une exactitude très-douteuse, et je suis porté à croire que M. Warden a mal compris ce que lui ont dit des étrangers ayant une connaissance très-imparfaite de la langue anglaise. Où, par exemple, a-t-il appris que Napoléon eût été aide de camp du père du général Montholon? Il se trompe aussi lorsqu'il avance que le général Montholon fut aide de camp de Napoléon, car il n'a jamais été employé en cette qualité.

Il est regrettable que l'on soit exposé à voir publier, sans son aveu, son opinion sur des contemporains. Mon propre journal est

rempli de conversations; mais, certes, je me ferais scrupule de divulguer les sentiments de tel ou tel personnage envers des individus encore vivants.

Vous goûterez probablement certaines anecdotes concernant des personnes qui n'existent plus.

Labédoyère (le même qui joignit Napoléon près de Grenoble avec son régiment) est représenté comme un jeune homme doué des plus nobles sentiments, animé de l'amour de la gloire, pénétré d'un profond mépris pour les Bourbons, qu'il regardait comme imposés à son pays par les baïonnettes étrangères. On le peint comme s'étant déclaré, au moment du danger le plus imminent, avec le plus noble esprit d'indépendance, avec le plus remarquable courage, et comme ayant éprouvé des sentiments d'attachement sincère et même d'enthousiasme pour Napoléon.

On représente Ney comme ayant peut-être été l'homme le plus brave de l'armée française, mais comme ayant reçu peu d'éducation et comme peu instruit. On ajoute que devant Napoléon il était extrêmement soumis et circonspect dans son langage, bien que hors de sa présence il employât parfois des expressions peu mesurées. Les paroles qu'on lui attribue et qu'il aurait adressées à Napoléon, à Fontainebleau, sont démenties par les généraux Bertrand et Gourgaud, qui étaient présents tous deux, et qui déclarent en outre que les troupes étaient tellement transportées de rage contre ceux qui les avaient trahies, qu'au moindre geste Ney eût été massacré.

On affirme que Ney était sincère dans ses protestations au roi, le 8 mars 1815; qu'il ignorait tout à fait ce qui se passait à l'île d'Elbe; et que même, jusqu'au 13 mars, il était resté fidèle au roi.

Après avoir lu les proclamations datées du golfe Jouan, les adresses de Grenoble et des différentes villes du Dauphiné, de Lyon et de toutes les villes du Lyonnais, des troupes stationnées à Grenoble et à Lyon; après avoir appris la fuite précipitée de Monsieur et des princes, ainsi que la défection de tous les régiments qui devaient composer son armée à l'exception de quatre qui étaient avec lui à Lons-le-Saunier; entendant ces derniers eux-mêmes proclamer à grands cris la détermination de reprendre la cocarde tricolore; témoin des émotions extraordinaires qui agitaient tous les paysans et toutes les communes de la Franche-Comté, dont la joie, l'exaltation (ainsi que celle des paysans des provinces environnantes, Lorraine, Alsace, Bourgogne et Champagne) n'avaient pas de bornes, Ney commença à flotter et fut entraîné : ses anciens principes prirent le dessus, et il s'abandonna à ses premières affections. Le 13 mars il

reçut du général Bertrand, qui remplissait alors les fonctions de major général, l'ordre de mettre ses troupes en mouvement. A cette communication était jointe une lettre de Napoléon lui-même, ainsi conçue : « Mon cousin, Bertrand vous envoie l'ordre de marcher; je ne doute pas que dès le moment où vous avez appris mon arrivée à Lyon vous n'ayez ordonné à mes troupes d'arborer le drapeau tricolore. Exécutez ces ordres et venez me trouver à Chalon. Je vous recevrai comme je l'ai fait le lendemain des journées d'Elchingen et de la Moskova. »

Ney ne pouvait lutter plus longtemps contre une pareille combinaison de circonstances. Le matin du 14 il assembla ses quatre régiments et leur donna lecture de cette proclamation bien connue, qui fut en même temps affichée et qu'on expédia dans tout le ressort de son commandement. Cette proclamation fut entièrement composée par lui et renfermait l'expression de ses propres sentiments. Il paraît que, croyant les affaires décidées, il désirait se faire au moins un mérite de ce genre d'initiative. L'opinion dominante parmi les Français à Longwood est que, si Ney se fût déclaré cinq jours plus tôt, lorsque les princes étaient encore à Lyon, sa conduite eût pu être assimilée à celle de Labédoyère; mais, au moment où il lança la proclamation, Ney n'avait en réalité plus aucun pouvoir sur ses troupes, et il heurta ainsi sans nécessité toutes les idées reçues en matière de convenance. Il eût beaucoup mieux valu pour lui abandonner, à Lons-le-Saunier, les quatre régiments à leur propre impulsion, et revenir à Paris annoncer, ce qui était l'exacte vérité, qu'il n'avait pu résister à la volonté du peuple et des troupes.

Lorsqu'il envoya sa proclamation à Bertrand, il y joignit une lettre pour Napoléon, dans laquelle il disait « que, si la conduite qu'il avait tenue l'année précédente avait été de nature à lui ôter la confiance de l'Empereur, il était prêt à se retirer dans ses terres ». Napoléon, assez mal disposé envers lui, et dégoûté des termes dont il s'était servi dans sa proclamation, avait, m'a-t-on dit, dicté une lettre par laquelle il acceptait sa démission : mais des considérations politiques faciles à concevoir contre-balancèrent sa première intention, et il lui fit adresser l'ordre de le joindre à Auxerre. En y arrivant, Ney parut, dit-on, fort embarrassé, et il ne se trouvait certes pas dans une situation d'esprit à tenir le langage qu'on lui a attribué. Napoléon le traita du reste comme à l'ordinaire, et l'appela même plusieurs fois *le brave des braves*.

A la suite de ces incidents, on lui donna la mission d'inspecter toutes les places fortes des frontières, depuis Dunkerque jusqu'à

Strasbourg : il la remplit, et vint ensuite assister au Champ de Mai.

On a comparé la conduite de Ney à celle que tint, en 1649, le maréchal Turenne, qui commandait alors l'armée du roi en Alsace, poste auquel il avait été appelé par Anne d'Autriche, régente de France. Il avait prêté le serment de fidélité au roi, et cependant il chercha à corrompre son armée, se déclara pour la Fronde et marcha sur Paris, trahissant ainsi son roi et violant ses serments. Lorsqu'il eut été déclaré coupable de haute trahison par le roi, son armée se repentit, rentra dans le devoir et l'abandonna. Turenne, poursuivi, se réfugia, sans autre escorte que celle de six de ses amis, chez le prince de Hesse, pour échapper aux mains de la justice.

Ney, au contraire, fut entraîné par la voix unanime de son armée et du peuple. Il y avait neuf mois à peine qu'il avait reconnu, comme contraint et forcé, un souverain imposé à la France par 600,000 baïonnettes étrangères, un souverain qui n'avait pas accepté la constitution que le sénat lui avait présentée comme condition de son retour; un souverain qui, déclarant qu'il régnait depuis *dix-neuf ans*, proclamait par cela même qu'il tenait tous les gouvernements antérieurs pour des usurpations, et qu'il avait l'intention d'essayer une contre-révolution. Ney avait été élevé dans les principes de la souveraineté nationale; il avait combattu pendant vingt-cinq ans pour la faire reconnaître, et, durant cette lutte, s'était élevé du rang de soldat à celui de maréchal.

La conduite de Ney, si elle n'a pas été honorable, peut au moins se justifier dans une certaine mesure; mais la conduite de Turenne était criminelle au plus haut degré, parce que les frondeurs étaient les alliés de l'Espagne, avec qui son roi était en guerre, et parce qu'il n'avait pour guide que son propre intérêt, ainsi que celui de sa famille, et l'espoir de gagner une souveraineté au démembrement de son pays.

Les défenseurs de Ney ont prétendu que Bertrand lui avait affirmé que l'Angleterre et l'Autriche étaient de connivence avec Napoléon. Ceci est nié par Bertrand, et l'on fait remarquer en outre que cette assertion ne serait pas d'accord avec les proclamations du golfe Jouan et avec les discours prononcés alors. Ces proclamations portent, en effet, que *Napoléon ne veut rien devoir aux étrangers, mais tout au peuple et à l'armée.*

Bertrand affirme que dans les discours tenus pendant la route à Digne, Gap, Grenoble, Auxerre, Lyon, Villefranche, Chalon, et plus tard à Paris, Napoléon déclara constamment que tout son mérite, dans ce grand événement, consistait uniquement en ce qu'il avait

bien su apprécier les sentiments du peuple et de l'armée, qu'il n'avait pactisé avec aucun prince étranger, et qu'il regarderait comme un crime de recourir à l'intervention de l'un d'entre eux dans les affaires intérieures du pays.

On rapporte une conversation curieuse qu'on dit avoir eu lieu, huit heures après le débarquement de Napoléon à Cannes, entre lui et le prince de Monaco, précédemment premier écuyer de Joséphine. C'était à une heure du matin ; la lune était levée depuis environ une demi-heure. Napoléon était debout au bivouac, le dos tourné vers un petit feu. Le prince de Monaco lui fut présenté, et le reconnut sur-le-champ. Jusqu'alors il n'avait pas voulu croire à sa présence. « Quoi ! dit-il, Votre Majesté ici ! Il est donc inutile que je continue ma route vers ma principauté. Une division de votre armée en a déjà sans doute pris possession. — Et de quelle nation sont les troupes, je vous prie ? — Il m'est impossible de le dire, répliqua le prince ; peut-être des Autrichiens, des Anglais. — Quoi ! me croyez-vous assez vil pour entrer en France avec une armée étrangère ? Non, vous la voyez toute, mon armée : il n'y a là que des Français, et leur nombre ne s'élève pas à 2,000 hommes, qui se mettront en marche dans une heure ; vous pourrez alors continuer votre route et vous rendre à votre destination. — Et où allez-vous de la sorte ? — A Paris. » Immédiatement après, Napoléon fit un signe, les témoins de l'entrevue se retirèrent, et laissèrent les deux interlocuteurs s'entretenir au sujet de diverses personnes de leur connaissance ; mais rien de plus n'a transpiré de leur conversation.

Une grande quantité d'autres circonstances se trouvent rapportées dans mon journal ; j'en extrairai quelques mots relatifs à Lavallette. Lavallette avait été aide de camp de Napoléon pendant les campagnes d'Italie et d'Égypte. Dans le mois de fructidor, il fut chargé d'observer tout ce qui se faisait à Paris, et d'en informer de suite son général. Au 18 brumaire la place de directeur général des postes était devenue vacante par la nomination de M. Gaudin, depuis duc de Gaëte, au ministère des finances, et fut remplie pendant peu de temps par M. Laforest. Comme on crut de la plus grande nécessité qu'un emploi aussi marquant fût occupé par une personne possédant la confiance particulière de Napoléon, et comme Laforest était trop lié avec Talleyrand, Lavallette fut appelé à cette fonction, dont l'importance, qui était déjà grande, s'accrut encore beaucoup par la suite.

Le ministre de la police transmettait journellement à Napoléon un rapport sur les faits qui s'étaient passés dans les départements et qui avaient attiré son attention. Le préfet de police en fournissait un

autre sur ce qui était survenu à Paris. L'un et l'autre de ces magistrats avaient l'habitude d'insérer dans leurs bulletins de longs articles sur la situation de l'esprit public, rédigés d'après les passions et les intérêts du moment. Napoléon supprima cet usage et leur ordonna de se borner à l'exposé pur et simple des faits, sans en tirer de conséquences.

Néanmoins, désirant en même temps connaître à fond l'opinion publique sur les actes de son administration, il choisit douze rapporteurs, hommes distingués en littérature, dans les partis les plus opposés : parmi eux, il y en avait quelques-uns du parti de la Montagne, quelques-uns de la Gironde, des constitutionnels de 1791, d'autres qui avaient émigré ou vécu en Angleterre pendant quelque temps, d'autres qui avaient servi dans l'armée de Condé. Ces douze individus recevaient par l'intermédiaire de Lavallette un salaire de 1,000 francs par mois, et lui transmettaient directement, une ou deux fois par mois, comme ils le jugeaient convenable, un rapport sur toute espèce de sujets se rattachant à l'administration ou à l'esprit public, ou sur ce qui s'était passé pendant le mois. Afin que ces rapporteurs pussent s'exprimer avec plus de liberté et de franchise, ils rédigeaient leurs lettres comme si elles eussent été adressées à Lavallette, qui les plaçait de suite dans le portefeuille de Napoléon. Ce dernier, d'après ce que j'ai appris, les ouvrait lui-même, les parcourait et les détruisait, après en avoir, lorsqu'il le jugeait à propos, tiré quelques extraits de sa propre main. Ceci se faisait de telle manière que même ses secrétaires les plus intimes n'avaient aucune connaissance de cette correspondance.

Le général Bertrand m'a assuré que lui-même avait toujours ignoré les noms de ces rapporteurs, quoiqu'il eût quelquefois soupçonné deux ou trois individus d'être du nombre. D'ailleurs, ils étaient choisis parmi les personnes sans place et qui ne paraissaient pas à la Cour. Napoléon ne les mandait jamais près de lui et n'en connaissait pas même de vue le plus grand nombre. Ces écrivains eux-mêmes ignoraient si leurs lettres avaient été lues ou non.

On m'a assuré que Lavallette ignorait totalement ce qui se passait à l'île d'Elbe, et que la raison qui l'engagea à s'éloigner de chez lui au milieu du mois de mars et à se cacher était la crainte d'être arrêté comme otage, à cause de son attachement bien connu pour Napoléon. Il n'y eut rien de singulier dans cette conduite, car beaucoup de personnes qui ignoraient aussi ce qui se passait se cachèrent sous l'impulsion des mêmes motifs.

Mme Lavallette (fille unique du marquis de Beauharnais, qui, ainsi

que son frère le vicomte, était membre de l'Assemblée constituante, du parti de l'opposition, et servait dans l'armée de Condé pendant que son père commandait les armées de la République) était cousine d'Eugène Beauharnais. Elle était extrêmement jolie, et fut mariée à Lavallette, d'après le désir de Napoléon, à son retour de la première campagne d'Italie, en 1798. Elle fut ensuite dame d'atours de Joséphine, et, bien que la petite vérole lui ait enlevé depuis cette époque une partie de l'éclat de sa beauté, c'est encore une femme très-agréable. Elle était d'un caractère assez indolent, et, de toutes les femmes de leur connaissance, les Français de Longwood disent que c'était la dernière qu'ils eussent crue capable de l'action héroïque qui l'a illustrée à si juste titre.

Je pourrais extraire encore de mon journal mainte particularité sur les personnages qui, dans ces derniers temps, ont fait tant de bruit dans le monde : mais cette lettre est déjà assez longue, et je crains de fatiguer votre attention par des récits relatifs à des hommes dont les noms seront bientôt ensevelis dans un profond oubli.

Cap de Bonne-Espérance, 1er mai 1817.

Ma chère Lady C.,

En examinant la troisième lettre de M. Warden, je me trouve aux prises avec une tâche plus difficile, et j'aurai à discuter des objets plus importants que ceux qui précèdent. On affirme, dans cette lettre, que le duc de Bassano était à la tête de la conspiration pour le retour de Napoléon en France; que nombre d'émissaires furent envoyés de France à l'île d'Elbe; que Napoléon fut amené à croire que les Anglais étaient décidés à le reléguer à Sainte-Hélène, etc.

Ces récits sont tout à fait contraires à ce que j'ai lu dans tous les manuscrits de Longwood, à ce que j'ai appris du grand maréchal Bertrand, dans diverses conversations, et de la bouche de Napoléon lui-même. Celui-ci a souvent affirmé qu'il n'avait eu d'autres coopérateurs, pour son retour de l'île d'Elbe, « que le comte d'Artois, ses deux fils et sa belle-fille; que c'étaient leurs mesures et celles qu'ils provoquaient de la part du gouvernement des Tuileries, qui l'avaient convaincu qu'ils étaient isolés au milieu de la nation, et n'avaient pour eux que les émigrés et les contre-révolutionnaires. » Un des manuscrits auxquels je viens de faire allusion portait pour titre ou épigraphe le passage suivant : « Un des premiers rois d'Égypte ordonna qu'après sa mort sa momie fût placée sur le trône de ses pères, au

milieu de la chambre intérieure de la Grande Pyramide. Elle demeura là, sans communication avec l'air du dehors; et, bien des années après, les prêtres de Memphis ayant pénétré dans la pyramide, la momie et le trône tombèrent en poussière au premier contact avec l'atmosphère et avec la lumière du soleil. »

D'après le même manuscrit, ce qui décida Napoléon à aller se replacer sur le trône impérial, ce fut sa propre impulsion, et sa conduite eut pour unique cause le spectacle des actes du gouvernement royal. En partant de Fontainebleau en 1814, il dit : « Si les Bourbons gouvernent comme chefs de la cinquième dynastie, ils réussiront; mais si, au contraire, ils cherchent à continuer la troisième, ils ne demeureront pas longtemps. » Avant son départ de l'île d'Elbe, plusieurs personnes de sa suite désiraient qu'il s'assurât des sentiments de Masséna, qui commandait sur la côte où le débarquement devait s'opérer, ainsi que des dispositions du général commandant à Grenoble; mais il rejeta cet avis sur-le-champ : « Si j'ai conservé le cœur du peuple et de l'armée, dit-il, cette volonté souveraine fera plier bientôt devant elle les penchants particuliers de tel ou tel personnage; si je l'ai perdu, je n'ai rien à espérer de l'influence de quelques individus; l'imagination et les opinions des masses ont toujours été mes moyens d'action. » Le succès de son entreprise et les acclamations avec lesquelles il fut reçu par le peuple et par l'armée ont étonné le monde.

On dit que le maréchal Soult (qui, selon le même manuscrit ci-dessus cité, servait réellement le roi avec fidélité) crut d'abord, en apprenant le débarquement, que quelques gendarmes suffiraient pour faire échouer l'expédition; mais il avoua ensuite que les événements qui s'étaient passés lui avaient révélé les secrets sentiments de la nation et de l'armée, dont auparavant il n'avait pas la moindre idée. Cambacérès, Savary, Fouché, Carnot même et plusieurs autres ont fréquemment exprimé la même opinion; ils n'avaient jamais douté que Napoléon n'eût beaucoup de partisans, mais ils n'avaient jamais cru possible qu'il arrivât à Paris, ainsi qu'il le fit, sans tirer un coup de fusil.

Quant à la résolution attribuée au cabinet anglais d'enlever Bonaparte de l'île d'Elbe pour le transférer à Sainte-Hélène, le manuscrit porte qu'à cette époque les journaux anglais affirmèrent, et cela fut répété par les journaux de France, d'Allemagne et d'Italie, que ce plan avait été positivement arrêté. Il en résulta même une sorte d'inquiétude dans l'île d'Elbe, et, par suite, on mit plusieurs forts en état de défense, et l'on compléta la garnison et les approvisionne-

ments de Porto-Ferrajo. Cependant le colonel Campbell, notre compatriote, commissaire nommé pour surveiller Napoléon, vint de Florence exprès afin de démentir ces rumeurs et de les vouer au mépris comme mensongères et absurdes; mais en même temps il fit quelques remontrances sur l'occupation de Palmajola et de Pianosa par Napoléon. Palmajola est un petit rocher à mi-chemin entre l'île d'Elbe et Piombino, dépendant de la première; il est inhabité et ne produit rien. Sur la partie la plus élevée se trouve une petite tour armée de quatre canons ayant pour toute garnison trois invalides et un bombardier, qui est le gouverneur de la place. Pianosa est aussi une petite île dépendant de l'île d'Elbe et située à environ mi-chemin de cette île et de la Corse. C'est un roc composé de corail, couvert d'oliviers et d'autres espèces d'arbres; il a environ 15 milles de circonférence; il présente une surface plane, élevée d'environ 20 toises au-dessus de la mer; la crainte des pirates fait qu'il est inhabité. Le colonel Campbell prétendit que ces deux îles n'avaient pas été comprises dans la concession; mais il fut très-confus lorsque le général Bertrand lui exhiba l'acte de prise de possession, dans lequel Pianosa, Palmajola et Monte-Christo étaient désignés nominativement, et qui était signé par les commissaires des puissances alliées. Le général Bertrand rappela aussi au commissaire anglais qu'il avait eu lui-même l'honneur d'accompagner Napoléon lors de la prise de possession de Pianosa, et qu'il avait assisté à une partie de chasse sur le territoire même de cette petite île. Ceci parut jeter quelque jour sur les projets ultérieurs des puissances alliées. Mais cette démarche du colonel Campbell n'a eu lieu qu'au commencement de février, et l'on assure que le départ de l'île d'Elbe était déjà résolu à cette époque.

Quant au traité de Fontainebleau, Napoléon affirme que les alliés ne s'y sont conformés en aucun point (ainsi que vous l'avez vu si bien expliqué dans le discours de lord Grey à la chambre des lords), et que la justice était entièrement de son côté. Il soutient qu'il n'y eut pas moins de dix violations matérielles du traité.

Curieux de les connaître, je me les suis fait indiquer, et je les ai inscrites sur mon journal dans les termes mêmes dont s'est servie la personne qui m'a renseigné :

1° Des passe-ports devaient être donnés à tous les membres de la famille de Napoléon, afin de les mettre à même de le suivre : mais, ce nonobstant, on s'empara de sa femme et de son fils et on les envoya à Vienne.

2° Il devait être considéré et traité comme Empereur et sa femme

comme Impératrice : mais la cour de France ne voulut jamais reconnaître cette clause ; au contraire, Louis, assis sur le trône à Paris, regardait, ainsi que son prétendu parti de la légitimité, le gouvernement impérial comme un gouvernement usurpateur, datait ses actes de la dix-neuvième année de son règne et se comportait comme si Napoléon n'eût jamais gouverné, soit comme Premier Consul, soit comme Empereur.

3° Le prince Eugène devait avoir une souveraineté en Italie ; c'était un des articles du traité de Fontainebleau : mais le congrès, de sa propre autorité, a privé le prince Eugène du bénéfice de cet article, sans aucun doute à l'instigation du parti de la légitimité.

4° L'Impératrice Marie-Louise et son fils devaient avoir les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla : tous deux en ont été privés par une décision prise à Vienne, toujours d'après le même principe de la légitimité.

5° L'armée devait conserver toutes les dotations qui lui avaient été assignées sur le Monte Napoleone, et cependant elles ont été toutes supprimées.

6° L'île d'Elbe ne produisait rien et avait besoin de troupes pour se défendre ; la cour de France devait payer deux millions à Napoléon pour son entretien et celui de l'île : cet article a été violé, et plusieurs voyageurs anglais ont déclaré, à l'île d'Elbe, que, s'étant trouvés à différents dîners, et entre autres chez le duc de Fleury, ils avaient entendu dire *qu'on n'avait jamais eu l'intention de payer et qu'on ne payerait pas*. Les journaux ont annoncé la même chose, et, effectivement, jamais il ne fut fait de payement.

7° Certains revenus avaient été assignés aux frères de Napoléon et à sa mère : ils ne les ont jamais touchés.

8° Une rente de 100,000 francs devait figurer, en France, au grand-livre, pour être répartie entre les personnes que Napoléon désignerait : les désignations eurent lieu, mais on refusa l'inscription.

9° La fortune particulière de Napoléon devait lui être conservée, spécialement les sommes provenant de ses épargnes sur la liste civile : eh bien, les fonds provenant de ces économies, formant une somme considérable déposée entre les mains du trésorier la Bouillerie, ont été saisis contrairement à l'esprit du traité, et l'on n'a tenu aucun compte des réclamations que Napoléon a faites à ce sujet en vertu du droit commun.

10° Les propriétés privées de la famille de Napoléon devaient être respectées : mais, en dépit de cette stipulation formelle, le roi les a séquestrées.

« Voilà bien, a dit Las-Cases, dix violations manifestes du traité conclu par les alliés, dix violations injustifiables! Mais, a-t-il ajouté, où est le droit des gens, où est le traité qui n'ait pas été violé par le congrès de Vienne, dans lequel les puissances prépondérantes n'avaient certes point pour mobiles les intérêts ou la prospérité de l'Europe, mais seulement leur propre ambition ? »

J'ai entendu Napoléon, à bord du *Northumberland,* causer plusieurs fois, avec le capitaine des soldats de marine, sur le siége d'Acre, auquel cet officier avait assisté. Il semblait en parler avec ce plaisir que l'on éprouve ordinairement à raconter des événements passés, surtout ceux à l'occasion desquels on a couru plus ou moins de dangers.

Je lui ai entendu citer un trait remarquable de dévouement à sa personne, de la part de deux de ses gardes, pendant ce siége mémorable. Étant à la tranchée, Napoléon tomba dans un trou creusé à ses pieds par une bombe : deux de ses gardes, nommés, je crois, Daumesnil et Charbonnel, coururent à lui, le saisirent à bras le corps, l'un par devant, l'autre par derrière, et demeurèrent dans cette position jusqu'à ce que la bombe eût éclaté : plusieurs éclats tombèrent à ses pieds, sans néanmoins le blesser, non plus que les deux braves qui s'étaient conduits si héroïquement.

Je finirai cette lettre par quelques détails recueillis dans mes conversations ou dans mes lectures au sujet de Ferdinand VII. Ferdinand fut placé à Valençay dans le château du prince de Bénévent, un des plus beaux de France, situé au milieu d'une vaste forêt. Son frère et son oncle étaient avec lui ; ils n'étaient surveillés par aucune garde; ils pouvaient recevoir qui bon leur semblait, et tous leurs officiers et domestiques étaient avec eux. Ils allaient souvent à des distances de trois ou quatre lieues, soit en chassant, soit en voiture, sans qu'on les observât. Indépendamment des 3,000 livres sterling payées chaque année à Talleyrand par le trésor de France pour le loyer du château, il était alloué à Ferdinand 60,000 livres sterling (environ 1,500,000 francs) par an pour son entretien. Tout cela avait été stipulé dans un traité conclu et ratifié.

Le prince écrivait régulièrement tous les mois à Napoléon et recevait ses réponses. Au 15 août, fête de l'Empereur, il illumina Valençay et distribua des aumônes. Il demanda plusieurs fois à Napoléon la permission de visiter Paris, permission qui fut différée de jour en jour. Il supplia aussi avec instance Napoléon de l'adopter pour fils et de le marier avec une Française. Pendant tout le temps qu'il fut à Valençay, on ne lui donna pas le moindre prétexte de

plainte. Il avait à sa disposition, dans le château même, une superbe bibliothèque, qui servit beaucoup à son instruction. Il avait ses aumôniers et ses confesseurs; il recevait de fréquentes visites de la noblesse des environs et des négociants de Paris ; ces derniers étaient très-assidus à lui apporter toutes les nouveautés. Pendant longtemps il eut un théâtre, auquel il attacha quelques comédiens; mais, en dernier lieu, ses confesseurs lui inspirèrent des scrupules, et il congédia la troupe.

Le roi son père et la reine sa mère habitèrent longtemps Compiègne; ils passèrent de là à Marseille et ensuite à Rome, où on les logea dans le palais du prince Borghese. Il leur était alloué une somme de 120,000 livres sterling par an.

La reine d'Étrurie, sœur de Ferdinand, fut une des personnes qui participèrent avec le plus d'ardeur à la révolution d'Espagne. Sa correspondance avec Murat, alors commandant en Espagne, est extrêmement curieuse et pleine d'invectives et d'inculpations de la nature la plus criminelle contre Ferdinand. Elle était du parti de sa mère contre son frère et montra l'activité la plus passionnée. Elle demeura longtemps à Nice. Elle était fort laide, à peu près dépourvue d'intelligence et d'instruction; mais elle possédait une certaine vivacité d'esprit. On assure que, lorsque Napoléon fut informé qu'elle se proposait de quitter la France, il lui fit dire qu'il serait charmé de la savoir en Angleterre, en Sicile, ou dans tout autre pays de l'Europe. En effet, il la considérait comme un personnage tout à fait insignifiant, et dont le départ eût épargné à son gouvernement les 10 ou 12,000 livres sterling qu'elle lui coûtait annuellement.

On prétend que Ferdinand témoigna constamment la plus grande aversion pour les Cortes et la plus grande répugnance envers les Anglais, malgré leurs efforts en sa faveur, et qu'il déclara plus d'une fois qu'il aimerait mieux rester à Valençay que de régner avec les Cortes. On prétend aussi qu'il avoua toujours hautement l'intention de rétablir tout ce qui existait avant la révolution, et notamment l'Inquisition.

Napoléon dit que la nation espagnole regrettera longtemps l'insuccès de la constitution de Bayonne; que, si cette constitution eût triomphé, ils n'auraient plus eu ni moines, ni juridiction ecclésiastique séculière, ni archevêques jouissant de millions de rente, ni couvents privilégiés, ni douanes provinciales, ni domaines nationaux mal cultivés et mal administrés; qu'ils auraient eu un clergé séculier heureux, et des nobles sans priviléges féodaux ou exemptions de contributions; qu'ils eussent été un peuple régénéré; que le chan-

gement qu'ils auraient éprouvé leur aurait été plus profitable que la découverte d'un autre Pérou. Au lieu de ceci, dit-il, qu'ont-ils gagné? un tas de moines grossièrement ignorants, superstitieux et riches; des nobles accaparant tout; un peuple opprimé par l'Inquisition et abruti par l'ignorance et par la tyrannie féodale! Mais, si la constitution de Bayonne eût triomphé, le peuple, éclairé et ayant secoué le joug des préjugés, aurait eu moins d'antipathie pour les Anglais; tandis que maintenant l'Inquisition, les moines et la superstition rendent de jour en jour cette antipathie plus forte; ainsi les Anglais, au lieu de triompher pour eux-mêmes, n'ont fait qu'achever le triomphe de ceux qui seront éternellement leurs ennemis en Espagne.

D'une conversation que j'eus avec Bertrand, relativement à l'émancipation des colonies espagnoles, je conclus que Napoléon croyait que l'émancipation de ces colonies serait du plus grand avantage pour l'Angleterre, par la raison suivante : parce que, aussi longtemps que la politique principale de l'Espagne se dirigera vers la conservation et l'administration de ses colonies d'Amérique, elle considérera toute puissance qui aura l'empire des mers comme son ennemie naturelle, et s'unira à la France pour contre-balancer la prépondérance maritime de l'Angleterre; mais, l'Amérique une fois émancipée, la politique de l'Espagne devient purement continentale, et, par conséquent, se met en antagonisme avec la France, c'est-à-dire avec la seule puissance en contact ou en rivalité avec elle sur le continent.

J'ai dit plus haut que Napoléon aurait supprimé l'Inquisition en Espagne. J'ai lu un chapitre sur ce tribunal diabolique dans les campagnes d'Italie : il traite des négociations qui eurent lieu à Tolentino, en 1797, lorsque Napoléon travaillait à obtenir du pape Pie VI la suppression de l'Inquisition dans toute l'Europe.

Dans ce chapitre se trouvent trois lettres très-curieuses du pontife à Napoléon, dans lesquelles il l'appelle son « très-cher fils », fait les plus grands, les plus sérieux efforts pour lui persuader « d'abandonner cette fatale résolution, qui le déshonorerait et le livrerait aux remords dans ses vieux jours ». Quant à moi, ajoute le Pape, je céderais plutôt une province que de permettre aucun changement en ce qui touche l'Inquisition, qui n'a jamais été, comme le prétendent les ennemis du Saint-Siége, une institution cruelle ou tyrannique, etc. »

Après avoir longtemps insisté, Napoléon céda enfin aux ardentes prières du vénérable vieillard; et, comme le traité qu'il lui imposa était déjà suffisamment rigoureux, il renonça pour le moment à cette clause.

Dans le courant d'une conversation que j'eus l'honneur d'avoir avec Napoléon, j'ai cru découvrir que ses opinions religieuses étaient fort tolérantes. Il pense que la foi est hors de l'atteinte de la loi; que c'est la propriété la plus sacrée de l'homme, et qu'il a le droit de n'en rendre compte à aucun mortel, si toutefois elle n'a rien de contraire à l'ordre social.

J'ai saisi l'occasion de parler à quelques-uns de ses officiers du fameux Sanhédrin ou conseil des Juifs tenu en France, et qui excita, il y a quelques années, l'attention de toute l'Europe. Ils n'avaient aucune idée à ce sujet; ils me dirent seulement que, si quelqu'un avait connaissance de ce qui s'était probablement passé alors, c'était le comte Molé; mais qu'ils doutaient même qu'il sût autre chose que ce que Napoléon voulait obtenir dans la première assemblée du Sanhédrin; que la méthode constante de Napoléon avait été d'attirer d'abord l'attention publique sur un certain objet; mais que ses intentions sur cet objet n'étaient révélées qu'au dernier moment, et même quelquefois plusieurs années seulement après la première discussion.

Cap de Bonne-Espérance, 8 mai 1817.

Ma chère Lady C.,

Nous voici arrivés à Sainte-Hélène; je n'ai donc plus autant d'occasions de voir Napoléon; mais, pendant les mois d'octobre et de novembre, j'ai vu presque chaque jour les exilés français. On crut d'abord qu'ils seraient logés à Plantation-House, jolie maison de campagne bâtie par la Compagnie pour le gouverneur, et que l'on peut comparer à une maison de second ordre en Angleterre. Elle a pour appendices un beau jardin, des eaux et de l'ombrage (ce qui, dans un climat tropical, est indispensablement nécessaire, non-seulement au comfort, mais même à l'existence); les plantes aromatiques de l'Inde fleurissent près de magnifiques chênes. Outre cette résidence, le gouverneur a, dans la ville même, une très-belle maison qu'il aurait pu occuper. Cet arrangement eût été peu dispendieux pour l'État. Longwood se trouvait alors habité par le lieutenant gouverneur, colonel Skelton, par sa femme et par sa famille; leur déménagement exigea plusieurs jours. Longwood était dans le principe une vieille grange fort mal bâtie, appartenant à la Compagnie. Sir George Cockburn, avec cette activité, cet empressement qui le distinguent, employa les marins à porter du bois et d'autres matériaux, et ses charpentiers à construire quelques nouveaux appartements,

presque entièrement en bois, et à rendre les anciens habitables. Il en résulta nécessairement de grandes dépenses dans un lieu tel que Sainte-Hélène; et ceux qui connaissaient bien l'île prétendirent que Napoléon serait en définitive très-mal installé, vu qu'il n'y avait ni eau ni arbres, si ce n'est d'une seule misérable espèce, près de la maison, et aussi parce qu'il règne constamment sur ce point un vent très-violent, qui dessèche la terre et brûle la végétation, de telle sorte qu'on n'a jamais pu y établir un potager. Pendant qu'on préparait cette demeure, Napoléon resta aux Briars, petit pavillon composé, 1° d'une chambre de 15 à 17 pieds de long, dans laquelle on plaça son lit de camp, et où il écrivait, mangeait et couchait; 2° d'une petite antichambre y attenante; 3° d'une mansarde située au-dessus de cette antichambre et où logeaient Las Cases et son fils. Le comte Bertrand, sa femme et sa famille, le comte et la comtesse Montholon et leur enfant, avec le général Gourgaud, furent placés dans une maison meublée ou pension à James-Town, d'où ils venaient, chacun à son tour, visiter Napoléon.

Les Briars sont éloignés d'environ un mille et demi de la ville, et la dernière partie du chemin forme une agréable promenade. A environ cinquante pas du pavillon se trouve la maison habitée par le propriétaire, qui est un négociant nommé Balcombe; derrière cette maison il existe un jardin bien cultivé, et la plantation tout entière peut contenir environ 100 acres. M. Balcombe est un Anglais établi depuis plusieurs années dans l'île, et dont la famille se compose de sa femme et de ses deux filles, l'une âgée d'environ quatorze ans et l'autre de seize, arrivées depuis quelques mois d'Angleterre. Elles ont été en pension et ont appris à parler passablement le français. Ce sont là les jeunes personnes à propos desquelles on a débité tant d'histoires inexactes et absurdes pour se moquer du public, et fabriqué tant d'anecdotes ridicules. Je suis allé plusieurs fois aux Briars, et j'ai eu occasion de remarquer que Napoléon y avait, à peu de chose près, la même manière de vivre qu'à bord. Il sortait rarement de son appartement avant quatre heures; il allait au jardin ou se promenait pendant une ou deux heures sur la pelouse devant la maison; c'est là que les deux jeunes personnes dont j'ai déjà parlé et leur mère venaient souvent se promener avec lui. Après avoir causé un peu avec elles, il rentrait pour dîner. Souvent, après le dîner, il rendait visite à cette famille, et faisait une partie de whist. Pendant les deux mois qu'il fut aux Briars, il ne s'absenta qu'une fois pour faire une visite au major Hudson, qui, avec sa famille, habitait une petite maison au pied de la montagne des Briars. Du petit jardin attenant

à cette dernière habitation on embrassait une perspective charmante. Lors de cette excursion, il resta environ une heure à converser avec le major Hudson, sa femme et ses charmants enfants. Pendant son séjour aux Briars, je ne crois pas qu'il ait eu plus d'une entrevue avec l'amiral. Il est probable qu'il fut surpris d'être si mal logé; et, selon toute apparence, il apprit des habitants qu'il aurait pu l'être mieux partout ailleurs; cependant il ne laissa pas échapper un seul mot de plainte. A bord du *Northumberland,* nos exilés n'eurent pas la moindre altercation avec l'amiral; mais, à peine débarqués, ils changèrent d'attitude, peut-être par suite du chagrin d'être envoyés dans un endroit aussi misérable, aussi dépourvu de tout comfort que Sainte-Hélène.

On dit que l'amiral, qui donna plusieurs bals auxquels assistèrent les autres Français, envoya une fois, par l'entremise de Bertrand, une carte d'invitation à Napoléon, et qu'il n'y eut pas de réponse, parce que la carte était adressée *au général Bonaparte.* Dans ce temps, on se racontait tout bas, et je crois que l'amiral n'en fut jamais instruit, que Napoléon avait dit à Bertrand : « Envoyez cette carte au général Bonaparte; les dernières nouvelles que j'en ai datent du champ de bataille des Pyramides et du Mont-Thabor. » A ces bals, la mise élégante des dames françaises attira l'attention de toutes les femmes des officiers anglais.

Vers le milieu de décembre, Longwood ayant subi toutes les réparations dont il était susceptible, le transfert eut lieu, ce qui parut faire plaisir aux Français, heureux de se trouver de nouveau réunis. Une quinzaine de jours après, j'allai les voir et les trouvai installés tout au plus commodément. Le comte Bertrand et sa femme logeaient à un mille de Longwood, dans une petite chaumière composée de deux petites chambres et de deux greniers, sans jardin ni ombrage; il est vrai que c'était la seule qu'il fût possible de se procurer dans le voisinage, et qu'elle fut louée sur leur demande. Des ouvriers étaient employés sans relâche à Longwood à leur bâtir une maison à 50 mètres du bâtiment principal. Le comte de Las Cases et le général Gourgaud habitaient de petites cabanes construites en bois et couvertes, suivant l'usage de l'île, avec du papier goudronné. Napoléon avait, je crois, quatre chambres pour lui seul; on lui construisit aussi une salle de bains, luxe inconnu dans cette malheureuse île. Longwood, bien que situé dans la partie la plus désagréable de l'île, jouit pourtant d'un grand avantage, celui d'être assis sur un plateau uni d'environ quatre ou cinq milles de circonférence.

Le climat de Sainte-Hélène est peut-être le plus extraordinaire du

monde : il est en même temps et plus froid et plus chaud que n'importe quel autre dans ces parages. A Longwood, on a besoin de faire du feu pendant six mois de l'année; peu de jours se passent sans pluie, et l'habitation est souvent enveloppée d'un brouillard, tandis que, dans le même moment, à deux ou trois milles de là, on se trouve aux prises avec la chaleur brûlante de la zone torride. L'humidité du lieu engendre des dyssenteries, qui font souvent des ravages. Les habitants en général sont pauvres, mal nourris et ignorants. La viande salée forme l'élément principal de leur nourriture, et leur isolement du reste du monde les rend étrangers à tout, excepté aux époques des départs des flottes de la Chine et de l'Inde, objet de grande importance pour eux ; car leur unique préoccupation est de faire hausser alors, par toute sorte d'expédients, le prix de leurs volailles et de leurs légumes, denrées qu'ils savent être indispensables aux navires, de manière que leur valeur primitive soit doublée ou triplée au moment où une flotte arrive chez eux. Sans ce trafic, l'île serait un désert. Mais la nécessité de renouveler les approvisionnements en a fait un lieu de rendez-vous maritime, et il se passe rarement une semaine sans que quelque navire, venant de l'Inde en destination pour l'Europe, y touche pour faire de l'eau. Les bâtiments partis d'Europe ne s'y arrêtent au contraire presque jamais. Sainte-Hélène reçoit ses nouvelles du Cap, ou par les vaisseaux de transport que la Compagnie envoie chaque année en Angleterre pour approvisionner la petite colonie.

Malgré tous les inconvénients de Longwood, Napoléon y était mieux qu'aux Briars; car en sortant de son appartement il pouvait faire une promenade en voiture, d'un mille ou plus, autour d'un petit bois d'arbres à gomme, ou monter à cheval et descendre des montagnes jusqu'au bas des précipices, et faire une excursion d'environ quatre ou cinq milles en longeant une vallée appelée par les Français la *Vallée du silence,* dans laquelle ils avaient remarqué une jolie jeune fille de seize ou dix-sept ans que, par badinage, ils avaient surnommée *la nymphe de la vallée.* Napoléon passant devant sa petite habitation, cette jeune femme le salua, et lui, sans descendre de cheval, lui adressa quelques mots en mauvais anglais. C'est là ce qui a fourni à M. Warden l'épisode de miss Robinson.

Napoléon dînait avec ses officiers et les dames à huit heures ou huit heures et demie. Le colonel Skelton et sa femme, anciens habitants de Longwood, allaient souvent le voir et dîner avec lui, et il semblait se plaire beaucoup dans la société de Mme Skelton, qui avait été élevée en France et parlait fort bien français. Il recevait aussi,

à Longwood, de fréquentes visites des officiers du 53e régiment, qui étaient très-flattés de l'accueil qu'il leur faisait.

Il n'y avait d'autre garde à Longwood qu'un poste de 30 hommes placé à l'entrée. Aucune personne du dehors n'était admise sans la permission de l'amiral, du gouverneur, de sir Gèorge Bingham, et du général Bertrand si l'invitation avait été faite par les Français. Relativement aux étrangers, on suivait la même méthode; ils étaient renvoyés au comte Bertrand, qui leur indiquait l'heure et le jour où son maître les recevrait : c'était ordinairement un jour ou deux après la date de leur demande. Un laissez-passer délivré par lui suffisait, et au moyen de cette pièce ils étaient libres, pendant le temps qu'ils restaient dans l'île, de continuer à présenter leurs hommages à Longwood. L'amiral, qui connaissait toutes les personnes qui avaient obtenu ces permis, avait réglé les choses de manière à prévenir tout inconvénient; les arrangements avaient répondu à ce que l'on en attendait, et tout le monde était content. De petits postes avaient été placés de divers côtés sur les montagnes voisines, de sorte que les exilés pouvaient faire des promenades de cinq ou six milles, dans les limites, sans être accompagnés. Si néanmoins ils désiraient dépasser ces limites, il fallait qu'ils fussent accompagnés d'un officier anglais, aussi bien que pour se rendre à la ville. Peu d'entre eux, si ce n'est Mme Bertrand et les généraux Montholon et Gourgaud, firent usage de cette permission d'aller à la ville de cette manière. Quant à Napoléon lui-même, on lui a entendu dire que jamais, de son propre mouvement et de sa libre volonté, tant qu'il pourrait s'en abstenir, il ne ferait rien qui semblât impliquer de sa part la reconnaissance d'un droit quelconque qu'aurait sur lui notre gouvernement. Les autres désiraient qu'on les laissât libres de parcourir toute l'île, sauf la ville et les bords de la mer, alléguant qu'il était extrêmement facile de garder une aussi petite île en échelonnant sur les côtes, déjà bien gardées par nos croiseurs, quatorze ou quinze détachements de 18 à 20 hommes chacun, assez rapprochés les uns des autres pour être en mesure de communiquer entre eux dans l'espace de quelques minutes.

Les nouvelles d'Europe des mois de décembre, janvier et février étant parvenues à Sainte-Hélène, le sort de Murat fut annoncé à Napoléon, qui se contenta de dire : « Les Calabrais sont plus humains que les ministres anglais; quand on veut se défaire d'un homme, une balle est le moyen le plus humain et le plus noble d'y parvenir. » Ces paroles ne tardèrent pas à transpirer au dehors et causèrent une vive émotion.

Il fut fort surpris de la mise en jugement de Ney, et dit qu'il ne concevait pas comment les alliés laissaient violer si ouvertement la capitulation de Paris. « Cette violation, ajouta-t-il, est aussi flagrante que celle des capitulations de Danzig et de Dresde. » Il fit observer que les avocats de Paris avaient, en général, montré peu de talent et encore moins de courage en faveur de leurs clients, et que Cambronne était l'homme qui s'était défendu le plus honorablement. « Il est difficile de concevoir, continua-t-il, comment Fouché, duc d'Otrante, qui était ministre de la police sous l'Empire, a pu signer l'acte de proscription ; comment on a pu y faire figurer les noms de Bertrand, de Cambronne et de Drouot, qui n'avaient jamais servi les Bourbons, qui avaient quitté la France, qui n'avaient jamais été commissionnés par eux, et n'avaient pas un instant cessé d'être sous mes ordres. »

Ces hommes, dont le caractère et la fidélité méritaient les plus grands éloges, ont été condamnés par des généraux qui avaient prêté serment au roi, qui avaient reçu de sa main la croix de Saint-Louis, qui avaient porté sa cocarde, qui lui avaient juré obéissance et qui, peu de jours après, avaient repris la cocarde tricolore, foulé aux pieds la cocarde blanche, jeté avec dédain la croix de Saint-Louis et fait la guerre à Louis XVIII.

A propos des jugements rendus, il fit ces remarques : « On a appliqué aux accusés des lois établies par la République et la quatrième dynastie contre les Bourbons, et pour le maintien de cette République et de la dynastie impériale. Est-il possible de concevoir un tel état de choses ? C'est en vertu d'une loi faite contre les Bourbons, par un gouvernement *usurpateur,* pendant que le gouvernement *légitime* résidait à Mittau et à Londres, que ce même gouvernement *légitime* fait exécuter les gens !

« Comment pouvez-vous concilier la *dix-neuvième année du règne de Louis XVIII* avec la mise en vigueur des lois faites par une république rebelle et un gouvernement usurpateur ? Les hommes qui, à Waterloo, défendaient la nation contre l'Europe coalisée, sont condamnés, et les sujets fidèles sont ceux qui ont combattu contre leur pays ; comme le général Bourmont, qui arbora le drapeau tricolore avec Ney le 17 mars, qui vint ensuite à Paris me prêter le serment de fidélité, qui fut employé dans son rang de général de division ; qui, pendant trois mois, fut chef d'état-major à Metz, sous les ordres du général Gérard, et qui, le 14, deux jours avant la bataille de Waterloo, déserta avec deux officiers de son état-major et passa à l'ennemi. Ce Bourmont, qui témoigna contre Ney, voilà le bon Fran-

çais, voilà l'homme qui a combattu pour sa patrie! Jamais la raison humaine fut-elle traitée avec un aussi impudent mépris! Louis XVIII est l'allié des puissances coalisées et signe avec elles un traité contre la France; cependant c'est avec lui que les puissances signent un traité [1]. C'est la première fois qu'on a conclu un traité de paix avec un *allié!* Par ce même traité, ces *bons alliés* ont imposé aux sujets de Louis XVIII une contribution de 700 millions! Toutes les proclamations, toutes les promesses par lesquelles les alliés s'engageaient à ne pas imposer un gouvernement à la France, déclarant qu'ils ne faisaient la guerre que contre moi, ont été méconnues dès qu'ils furent entrés à Paris et qu'ils eurent réussi à désorganiser l'armée de la France! »

On me cita ensuite une des sentences comme ayant été mise à exécution en vertu d'une loi faite sous Robespierre, peu de jours après le décret de la Convention qui envoya Louis XVI à l'échafaud. Je dois l'avouer, je fus stupéfait devant cet audacieux défi lancé à tous les principes, et je n'eus rien à répondre, lorsque l'on s'écria : « Des hommes condamnés de cette manière ont été assassinés! » Jamais on ne s'est avisé d'amalgamer autant de contradictions et d'absurdités. Un roi qui s'intitule *légitime*, en mettant ainsi en vigueur des lois faites par un gouvernement qu'il qualifie *d'usurpateur*, proteste lui-même contre sa *propre légitimité*, et proclame, au contraire, à la face du monde, la légitimité de ce gouvernement qu'il accusait d'usurpation.

Cap de Bonne-Espérance, 13 mai 1817.

Ma chère Lady C.,

C'est ici que commence la discussion de la partie la plus intéressante du petit livre de M. Warden. Dans sa septième lettre, le docteur représente Napoléon comme lui adressant une longue harangue, relativement à la conspiration de 1804, aux suicides de Pichegru et du capitaine Wright, à l'exécution du duc d'Enghien, et aux événements de Jaffa pendant la campagne de 1799. Il est à regretter que notre compatriote n'ait pas suivi l'exemple de Tite-Live et de Thucydide, qui, lorsqu'ils font parler leurs héros, prennent grand soin de ne leur prêter que des paroles conformes à leur situation, à leur caractère et à la vraisemblance.

L'objet de la conspiration de 1804, tramée à Londres par le comte d'Artois, et dont Georges, Moreau et Pichegru devaient être les

[1] Traité de Gand.

exécuteurs à Paris, était, suivant Napoléon, « l'assassinat du Premier Consul et le rétablissement de la dynastie des Bourbons ». Ces deux desseins échouèrent, et la nation française éleva le trône impérial et y plaça Napoléon. Pendant le temps que je passai en France, je fis beaucoup de recherches sur cette époque intéressante, et elles me donnèrent la conviction que nous étions mal informés des événements qui s'y rattachent. Depuis mon arrivée à Sainte-Hélène, j'ai été à même d'extraire des notes précieuses d'un manuscrit que le comte de Las Cases m'avait prêté : c'est un ouvrage d'un intérêt plus qu'ordinaire ; il renferme l'histoire de 1804, et je l'ai eu quelque temps à ma disposition.

La paix d'Amiens ne dura pas plus de dix-huit mois. En mars 1803, le discours du trône annonça le commencement d'une nouvelle guerre, et, dès le début de cette lutte sanglante, le gouvernement français manifesta l'intention de porter les hostilités jusqu'au cœur de la vieille Angleterre. En 1803 et 1804, des camps nombreux couvrirent les côtes de Boulogne, de Dunkerque et d'Ostende, tandis que des escadres formidables s'équipaient à Brest, à Rochefort et à Toulon. Tous les chantiers des côtes de la mer et des fleuves de France se couvrirent de prames, de canonnières, de bâtiments de transport de toutes dimensions, et des millions de bras furent employés à creuser de petits ports le long du canal pour recevoir la nombreuse flottille destinée à l'attaque.

En Angleterre, la population entière courut aux armes; Pitt lui-même abandonna les occupations paisibles de l'Échiquier, prit l'uniforme, ceignit l'épée, et ne rêva qu'instruments de guerre, bataillons et batteries. Nous vîmes notre révéré et vénérable monarque quitter son palais et passer une grande partie de son temps au milieu de ses troupes ; des camps aussi nombreux que ceux des Français furent formés dans les comtés de Kent et de Sussex, près de Douvres et de Deal.

Les armées rivales se contemplaient mutuellement en silence, et n'étaient séparées l'une de l'autre que par l'étroit chenal couvert de nos vaisseaux.

Le ministère anglais, d'après le manuscrit dont tout ce qui suit est extrait, n'épargna rien pour réveiller les puissances continentales; mais la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Espagne étaient ou alliées ou amies de la France, à laquelle presque toute l'Europe obéissait. Ses efforts furent également infructueux pour renouveler dans la Vendée la guerre qui avait si bien servi les intérêts anglais; l'esprit des habitants de l'ouest de la France avait totalement changé. Le

Concordat conclu avec le Pape avait attaché les prêtres à Napoléon, et la reconnaissance des classes pauvres lui était acquise au moyen des grands travaux d'utilité publique auxquels il les employait, tels que l'ouverture d'un canal intérieur de navigation entre Brest et la Loire, le canal qui joignait la Vilaine et la Rance, et à l'aide duquel les caboteurs français pouvaient arriver des côtes de Poitou à celles de Normandie, sans être obligés de contourner la Bretagne et de doubler le cap d'Ouessant. Une ville nouvelle s'élevait d'ailleurs au milieu de la Vendée, et huit grandes routes traversaient en tous sens le département, source de bénéfices considérables pour son commerce et pour son agriculture. Enfin des sommes considérables avaient été distribuées aux Vendéens pour rebâtir celles de leurs maisons qui avaient été brûlées ou détruites par ordre du Comité de salut public.

Il n'y avait donc rien à espérer des puissances continentales, ni des royalistes de la Vendée, tant que Napoléon gouvernerait. Cependant les circonstances étaient telles, que le ministère anglais jugea une diversion nécessaire.

Le gouvernement anglais avait été fréquemment induit en erreur par les royalistes, qui, trompés par leurs propres illusions, l'avaient à plusieurs reprises engagé dans des expéditions malheureuses. D'ailleurs le gouvernement anglais avait une grande idée du pouvoir et des ressources du parti jacobin. Il se laissa persuader qu'un grand nombre de ces jacobins, mécontents de Bonaparte, étaient disposés à unir leurs efforts à ceux des royalistes; qu'ils seraient également secondés par plusieurs généraux jaloux, à la tête desquels était Moreau; qu'en combinant les efforts de ces deux partis, opposés de sentiment, il est vrai, mais unis par un intérêt commun, on réussirait à former une faction suffisamment puissante pour opérer une diversion des plus efficaces. Moreau, mécontent, avait été influencé, depuis son mariage, par sa femme et sa belle-mère, deux créoles ambitieuses et intrigantes de l'île de France. Il se mit en antagonisme avec Napoléon, condamna ouvertement le Concordat et la création de la Légion d'honneur, et se réconcilia avec Pichegru, qui avait été son compagnon d'armes aux armées de Hollande et du Rhin. Cependant il avait, en fructidor an VI (1797), déclaré, dans un ordre du jour, Pichegru traître à la République, et avait envoyé au Directoire les papiers, contenant sa correspondance avec l'ennemi, qu'il avait trouvés dans les bagages du général autrichien Klinglin. Mais pendant l'intervalle de la paix d'Amiens, quand les communications étaient faciles, une correspondance suivie avait eu lieu entre Moreau

et Pichegru; leur réconciliation était parfaite et sincère, et le parti dont on vient de parler put compter sur leur appui.

Un agent à Munich et un autre à Stuttgart demandaient les fonds nécessaires pour seconder un parti avec lequel ils étaient en correspondance, et qui, assuraient-ils, ne tarderait pas à lever l'étendard de la guerre civile en France. L'abbé Rattel avait des correspondants à Abbeville, à Amiens et dans le reste de l'Artois, et faisait les plus belles promesses. Il y avait à Londres deux cent cinquante à trois cents officiers chouans qui entretenaient des intelligences avec la Bretagne et la Normandie. Des pleins pouvoirs et des sommes considérables furent envoyés à l'agent à Munich; le commandement de la croisière de l'Escaut et de la Somme fut donné à Sidney-Smith, et un cutter, commandé par le capitaine Wright, fut employé à seconder les plans de Georges.

Le 21 août 1803, le capitaine Wright transporta d'Angleterre en France Georges, Villeneuve, Lahaye-Saint-Hilaire (deux acteurs dans la tentative du 3 nivôse), Querelle, La Bonté, Picot, Troche, Jean-Marie, tous hommes d'un courage éprouvé et cités pour nombre de coups de main dans la guerre des chouans. Ils furent débarqués au pied de la falaise de Biville, entre Dieppe et le Tréport, près de laquelle se trouvait une petite ferme dont on avait gagné le propriétaire, dévoué d'avance au parti : il fit les signaux qui avaient été convenus et concertés antérieurement. Du haut de la falaise il lança une corde, à l'aide de laquelle les débarqués gravirent les côtés du précipice, qui était perpendiculaire et isolé, et par conséquent n'avait pas attiré l'attention des garde-côtes ni des douaniers.

Après le débarquement, Georges et ses compagnons passèrent le jour dans la ferme, partirent la nuit pour Paris; on leur avait préparé d'avance, sur la route, des logements dans lesquels ils restaient à se reposer pendant toute la journée, ne continuant leur voyage que la nuit par des chemins détournés, en se faisant passer pour des fraudeurs. En payant bien, ils achetaient la discrétion de tout le monde. Arrivés à Paris, ils y trouvèrent des cachettes que leur avait ménagées l'omnipotence de l'or, dépensé libéralement à cette occasion.

Le 10 décembre, le capitaine Wright opéra un second débarquement, composé de Coster-Saint-Victor (impliqué dans l'affaire du 3 nivôse), de Lemercier, Tamerlan, Lelan, hommes du même genre, et Armand de Polignac, noble émigré. Dans le même temps, le général Lajolais, qui avait servi avec Moreau et Pichegru, et dont la femme avait été la maîtresse de ce dernier, faisait de fréquents

voyages à Londres comme porteur des dépêches échangées entre ces deux généraux, et annonçait que Moreau était disposé à tout entreprendre contre le Premier Consul ; le moment et les circonstances étaient favorables, ajoutait-il ; il ne fallait pas perdre de temps. En conséquence, le 16 janvier 1804, le capitaine Wright effectua un troisième débarquement à la falaise de Biville, et mit à terre les généraux Pichegru et Lajolais, Rusillion, Rochelle, Armand Gaillard, vendéens et chouans ; Jules de Polignac et de Rivière, nobles émigrés ; le dernier, principal confident du comte d'Artois ; une cinquantaine d'autres chouans furent aussi débarqués sur les côtes de Bretagne et de Poitou, et se dirigèrent séparément et par différents chemins sur Paris.

Il est permis de dire que pendant les mois de septembre, octobre, novembre, décembre 1803 et janvier 1804, Napoléon fut sur un volcan. Trois sortes de gens furent débarqués à la falaise de Biville, savoir : des chouans et des vendéens, misérables familiarisés avec les crimes et avec les assassinats ; des nobles sous Polignac et de Rivière, et, finalement, ceux qui avaient plus ou moins été employés sous Pichegru pendant la révolution.

Il paraît que Polignac et de Rivière ne réussirent pas dans les ouvertures qu'ils firent aux émigrés rentrés ; aucun ne voulut leur accorder d'asile, traitant leur entreprise de folie et craignant de se compromettre en s'y mêlant.

A cette époque, un individu nommé Leclerc, agent de l'abbé Rattel, fut arrêté à Abbeville ; on saisit ses papiers : on y trouva un grand nombre de rapports d'espionnage insignifiants, mais on y découvrit aussi quelques récits mystérieux qui attirèrent l'attention. Il y était fait mention de débarquements de chouans qui devaient frapper un grand coup, et d'un grave événement qui était, disait-on, probable et imminent. Le fameux Méhée de Latouche, qui avait été un jacobin furieux, mécontent de Napoléon, qui l'avait exilé à l'île d'Oleron, s'était rendu à Londres, où il avait été reçu par les princes de la maison de Bourbon, avait eu des conférences avec l'évêque d'Arras, et avait été introduit chez quelques ministres. Il fut envoyé de Londres à Munich, où il s'ouvrit à l'agent ; de là, il vint à Paris, et correspondit pendant quelque temps avec les différents agents à Munich et à Stuttgart ; mais, n'ayant au fond aucune confiance dans les émigrés, et haïssant mortellement les Anglais, il résolut de tout dévoiler à la police, qui lui enjoignit de continuer sa correspondance comme à l'ordinaire. Cependant, comme on ne se fiait pas trop à lui, un officier de la garnison de Strasbourg, d'une fidélité éprouvée,

fut envoyé avec ses lettres et instructions. Cet officier s'introduisit près de..... [1] et confirma les rapports de Méhée. Par suite de la stricte surveillance de la police de Strasbourg sur le duché de Bade, on découvrit dans ce duché des allées et venues extraordinaires. Un certain Massey, agent du parti, résidait à Offenburg avec le duc d'Enghien, et était chargé de la correspondance avec les intrigants de l'intérieur, auxquels il faisait aussi passer des fonds. Le prince lui-même était venu fréquemment à Strasbourg, et allait plusieurs fois par semaine sur les bords du Rhin, sous prétexte de parties de chasse, et tenait là des conciliabules avec divers agents. Une certaine baronne de Reich, qui, pendant longtemps, avait été suspecte, paraissait aussi très-affairée et se donnait plus de mouvement qu'à l'ordinaire. Enfin la police de Paris avait arrêté depuis le mois de septembre des chouans et des brigands qui, n'ayant pas été amnistiés, se trouvaient clandestinement à Paris, et qui ne pouvaient alléguer aucune raison satisfaisante pour être venus braver ainsi un péril imminent. Parmi ceux qu'on arrêta ainsi, se trouvaient Picot et Querelle, qui avaient été débarqués à la falaise de Biville.

L'ensemble de ces circonstances prouvait évidemment qu'il se tramait un complot.

Vers la fin de janvier, Napoléon, lisant, une nuit, le rapport dans lequel étaient consignés tous ces faits, pensa que, en faisant faire le procès à une partie des chouans incarcérés, l'espoir du pardon pourrait peut-être engager quelqu'un à faire des aveux : il ordonna donc que l'on commençât par juger Querelle, désigné sur la liste des chouans comme chirurgien.

Cet homme fut traduit par le grand juge devant un conseil de guerre, et condamné à mort. Comme on le conduisait au supplice, il demanda la permission de parler, et promit de faire des révélations importantes. Le général Lauriston, qui était alors de service près du Premier Consul, arriva juste à temps pour faire suspendre l'exécution; Réal, conseiller d'État, se rendit de son côté à la prison, et Querelle lui avoua qu'il venait d'Angleterre, qu'il avait été débarqué, le 21 août 1803, à la falaise de Biville, par un cutter anglais, avec Georges et plusieurs autres; il indiqua tous les logements où ils avaient passé leurs journées pendant le voyage de la falaise à Paris, et ajouta qu'au moment même où il parlait Georges était à Paris pour assassiner le Premier Consul. Plusieurs officiers furent aussitôt dépêchés dans les divers endroits qu'il avait désignés comme ayant servi

[1] Le texte anglais laisse deux noms en blanc, probablement Drake et Wickham.

de logement aux conspirateurs, et réunirent en masse les dépositions des propriétaires et autres qui les avaient vus.

Le résultat de ces recherches fut la découverte des deux autres débarquements mentionnés plus haut; mais on ne put néanmoins obtenir les noms des individus qui les composaient. On apprit seulement qu'un personnage de grande importance, auquel tous les autres témoignaient beaucoup d'égards, faisait partie du troisième débarquement. On acquit aussi la certitude qu'un nouveau débarquement devait avoir lieu sous peu. Savary se rendit en conséquence à la falaise de Biville, accompagné d'un détachement de gendarmerie, et occupa toutes les issues; il avait avec lui la personne accoutumée à faire les signaux, afin de tromper les individus composant le débarquement, et de les saisir dès qu'ils descendraient à terre. Par suite de ces mêmes renseignements, on arrêta Bouvet de Lozier, émigré, propriétaire d'une maison à Saint-Germain, et quelques autres individus. Les accusés furent interrogés et confrontés. Tout ce que l'on savait déjà fut confirmé, mais on n'apprit rien de plus.

Vers le milieu de février, Bouvet de Lozier, s'abandonnant au désespoir, se pendit dans sa prison; mais le guichetier, qui avait entendu du bruit dans sa chambre, arriva à temps pour couper la corde et lui sauver la vie. Cet homme alla sur-le-champ instruire de ce qui venait de se passer le magistrat compétent; celui-ci, à son arrivée, trouva Bouvet de Lozier entouré de chirurgiens, encore violet, les traits altérés par suite de la strangulation, et tenant d'étranges discours : « Nous avons été trahis, s'écriait-il avec emportement; combien de braves gens vont périr parce que ce traître de Moreau nous a trompés! Il nous disait que l'armée était pour lui; il a fait venir de Londres Pichegru et quantité d'autres gens d'élite, et, une fois arrivés, il nous abandonne et nous mourrons ses victimes. » Le grand juge, informé de ces propos, demanda l'autorisation de faire arrêter le général Moreau; mais, avant tout, il était essentiel de s'assurer si Pichegru était réellement à Paris, ce qui n'était pas encore prouvé. Deux heures après, un ex-moine, frère de Pichegru, fut arrêté dans son logement, au troisième étage d'une maison de la place Vendôme. C'était un homme d'un caractère très-paisible, et il avoua sur-le-champ qu'il avait vu son frère trois fois pendant les dix derniers jours, et qu'il l'avait blâmé de venir ainsi s'exposer à une mort ignominieuse, comme un criminel. C'était tout ce dont on avait besoin. Le grand juge lança immédiatement son mandat d'arrêt contre le général Moreau, conformément à l'article 10 de la constitution, pour avoir conspiré contre la République et contre la vie du Premier

Consul, de concert avec Georges et Pichegru. Il fut arrêté par un colonel de gendarmerie, en revenant de sa campagne de Grosbois, à peu près à moitié chemin de Paris. Lorsqu'on eut arrêté sa voiture et que le colonel eut fait connaître l'ordre dont il était porteur, Moreau se mit à rire et le suivit au Temple. Une fois arrivé, il demanda à voir son mandat d'arrêt; mais, dès qu'il eut lu les noms de Georges et de Pichegru, il pâlit et sembla aussi déconcerté qu'il avait affecté de paraître gai jusqu'alors.

Le quatrième débarquement qui devait avoir lieu à la falaise de Biville était sur le point de s'opérer, lorsqu'une frégate fit des signaux au capitaine Wright, qui, immédiatement après, reprit le large. On supposa qu'il avait, en ce moment même, reçu avis de ce qui s'était passé, et que, sans cet incident, un personnage très-important eût été débarqué.

A cette époque, on jeta les hauts cris sur l'injustice qu'éprouva Moreau : il était, prétendait-on, victime de l'ambition et de la jalousie du Premier Consul. Pichegru n'avait pas un instant quitté Londres; on prouverait un *alibi,* et de cette manière les ennemis de Moreau seraient confondus. En même temps, la police de Paris mettait en jeu tous ses ressorts. On fit imprimer le signalement des soixante brigands qui étaient dans cette capitale pour y renverser le gouvernement. Pichegru et Georges furent serrés de près; mais on ne parvint pas encore à mettre la main sur eux, bien qu'on eût suivi leur piste jusqu'à leurs logements; on savait où Georges avait couché trois nuits auparavant, et Pichegru, deux nuits; les agents de police, pareils à des limiers, avaient éventé leurs traces et les traquaient sans relâche.

Le Corps législatif vota, le 9 février, une loi portant peine de mort contre quiconque donnerait asile aux brigands.

Pichegru fut trahi par une personne à laquelle il avait confié son secret, et vendu pour 100,000 francs. Le 28 février, à deux heures du matin, des agents de police pénétrèrent dans sa chambre à coucher, dont ils ouvrirent la porte au moyen d'une clef qu'on leur avait livrée, et s'élancèrent vers une petite table de nuit sur laquelle étaient déposés ses pistolets. Pichegru, homme d'une force et d'un courage extraordinaires, quoique surpris, se défendit à coups de poing comme un furieux, tellement qu'on fut obligé de le lier et de le conduire en cet état, en chemise, à la préfecture de police, où, voyant qu'une plus longue résistance était inutile, il se soumit, subit son interrogatoire et se laissa conduire en prison.

Jusqu'alors l'opinion publique était restée en suspens sur la cul-

pabilité de Moreau ; mais, aussitôt qu'il fut avéré que Pichegru était arrêté, Moreau fut abandonné presque par tout le monde, et ne fut plus soutenu que par le parti.

Georges et environ vingt autres de ses complices n'étaient pas encore capturés ; craignant qu'ils ne parvinssent à s'échapper, Napoléon eut recours à un expédient sans exemple, je crois, jusqu'alors, et qui prouva jusqu'à quel point il était secondé par l'opinion publique de la capitale : il déclara Paris en état de siége, et personne ne put en sortir que le jour, et par quinze barrières seulement. La garde consulaire et toute la garnison bivouaquèrent autour de la ville ; des sentinelles et des vedettes furent échelonnées de cinquante en cinquante pas, le long de l'enceinte. On ne laissa sortir aucun habitant sans qu'il eût au préalable été soumis à l'inspection d'agents qui connaissaient personnellement les brigands, dont le signalement était affiché partout. Les promenades au bois de Boulogne et autour de Paris furent défendues. L'état de siége dura six semaines, et coupa court aux habitudes et aux amusements de la population, sans néanmoins provoquer de sa part le moindre murmure. Enfin, le 9 mars, on apprit que Georges devait traverser le pont Royal, en cabriolet, à quatre heures de l'après-dînée, pour chercher un refuge près du Panthéon ; des précautions furent prises en conséquence, et deux agents de police furent placés sur le pont. Au moment désigné, Georges passa rapidement, conduisant lui-même le cabriolet ; il fut suivi par les personnes apostées *ad hoc ;* arrivé à la place du Panthéon, il s'aperçut que la maison où il allait loger était cernée ; il rebroussa chemin, et rencontra les deux agents qui l'avaient suivi. L'un d'eux saisit la bride de son cheval, mais Georges le tua roide d'un coup de pistolet, ouvrit le cabriolet, sauta dehors et blessa le second ; mais le peuple l'entoura et le saisit en criant : C'est Georges ! c'est Georges ! Il fut alors conduit à la préfecture de police et écroué après un premier interrogatoire. Tous ses complices furent plus tard arrêtés successivement, et le blocus de Paris ne fut levé qu'après la dernière arrestation. Pendant cet intervalle, des hommes se montrèrent fréquemment sur les murailles, sans doute dans l'intention de les franchir ; mais ils y renoncèrent à la vue des gardes.

Pichegru subit plusieurs interrogatoires en prison ; il nia être venu à Paris avec Georges ou même l'y avoir vu ; mais, lorsqu'il sut que tout était découvert, il mit lui-même fin à son existence, le 4 avril. Personne ne plaignit son sort ; il fut prouvé, et il ne le nia pas lui-même, qu'il avait trahi sa patrie, qu'il était du parti des Bourbons et payé par l'Angleterre. Il aurait été condamné à mort, non-seule-

ment pour le complot actuel, mais aussi pour ses trahisons précédentes.

Moreau persista à soutenir qu'il était l'ennemi de Pichegru; il nia l'avoir vu, et prétendit même ignorer le lieu où il aurait pu s'aboucher avec lui; il nia aussi constamment avoir vu Georges.

Le 15 mai, l'accusateur public près le tribunal criminel dressa l'acte d'accusation, bien que l'on eût voulu d'abord, conformément à la loi martiale, traduire les accusés devant un conseil de guerre, dont l'arrêt eût été exécuté dans les vingt-quatre heures; mais Napoléon n'y consentit pas. L'affaire fut plaidée longuement devant le tribunal criminel de la Seine, et occupa pendant plusieurs jours l'attention de tout Paris. Des mémoires furent distribués avec profusion en faveur des accusés, et on laissa la plus grande latitude à la défense. Quand il fut démontré que Moreau, en dépit de ses dénégations continuelles, avait vu Georges, ce général devint l'objet du mépris universel. Georges, de Rivière, Bouvet de Lozier, Armand de Polignac, Charles d'Hozier, nobles émigrés; Lajolais, ex-général de la République, Rusillion, Rochelle, Ducorps, Picot, Roger, Coster, Deville (dit Tamerlan), Gaillard, Joyaut (dit Villeneuve), Burban, Lemercier, Cadoudal, Lelan et Mérille furent condamnés à mort; Jules de Polignac, Léridant, Rolland et la femme Marie-Michel Hizay, à deux années d'emprisonnement. Moreau, déclaré coupable, mais avec circonstances atténuantes, fut condamné à deux années d'emprisonnement et partit le lendemain matin pour les États-Unis d'Amérique, après avoir vendu tous ses biens. Napoléon acheta sa maison de la rue d'Anjou et sa terre de Grosbois; il donna la première à Bernadotte, la seconde à Berthier. Napoléon fit grâce à plusieurs des condamnés, savoir : à Charles de Rivière, à Armand de Polignac, à Bouvet de Lozier; à d'Hozier, à Lajolais, à Armand Gaillard, à Rusillion et à Rochelle : leur peine fut commuée en un emprisonnement de quelques années. Les autres furent exécutés en place de Grève, à la grande satisfaction du public.

Les débats de ce procès, qui, il est permis de le dire, eurent lieu à la face de toute l'Europe, puisque les ambassadeurs et agents étrangers assistèrent à toutes les séances de la cour criminelle, constatèrent que Pichegru, s'étant réconcilié avec Moreau, était venu à Paris, qu'ils avaient eu ensemble plusieurs entrevues, et que Georges avait été présent à trois d'entre elles.

La première entrevue eut lieu entre Moreau, Pichegru et Georges, la nuit, sur le boulevard de la Madeleine. « Me voilà, dit Pichegru, il n'y a pas un instant à perdre pour culbuter le Premier Consul. »

Moreau lui répondit : « Je ne puis rien contre le Premier Consul vivant, mais je puis tout contre le Premier Consul mort. Tuez le Premier Consul, et le Sénat, le peuple et l'armée me nommeront à sa place. Je changerai les commandants des troupes du camp de Boulogne, et je nommerai une commission pour vous juger, vous Pichegru. Une fois acquitté, vous serez nommé second Consul. — Très-bien, dit Georges; mais alors je veux être troisième Consul. — C'est impossible, reprit Moreau; si l'on savait seulement que je vous ai vu, je serais un homme perdu; j'aurais à peine mon valet de chambre pour moi. — Tout cela n'est que farce, s'écria Georges; vous voulez nous trahir. Vous, Moreau et Pichegru, vous êtes tous les deux *bleus;* quand vous aurez le pouvoir, vous nous ferez fusiller. Je vous le déclare franchement, *bleu* pour *bleu*, Bonaparte vaut encore mieux que tout autre. »

A la fin de la conférence, Moreau promit de voir ses amis et d'essayer ce qu'il pourrait faire; il en sonda plusieurs; mais l'on ne suppose pas qu'il leur ait confié tout ce qui se tramait, et il se convainquit plus que jamais qu'il était urgent pour Georges et les chouans d'attacher le grelot, en se défaisant du Premier Consul. On essaya successivement de plusieurs moyens. Six brigands furent chargés de le poignarder à la parade, au moment où il sortirait par la grille du Carrousel et traverserait la foule pour recevoir des pétitions; mais la parade n'avait pas lieu à jour fixe, et souvent il s'écoulait trois mois sans qu'il y en eût une seule. Trente autres individus furent déguisés en chasseurs de la Garde, et devaient attaquer sa voiture entre Nanterre et le pont de Neuilly, quand il irait à la Malmaison, où il se rendait ordinairement de nuit; ils devaient attaquer le piquet qui n'était que de quinze hommes, dont la moitié aurait probablement été tuée par une décharge de pistolets avant de pouvoir se mettre en défense, et ensuite le poignarder dans sa voiture.

Il est de fait que, pour la plupart, ces chouans n'étaient animés d'aucun sentiment de haine personnelle ou de vengeance envers Napoléon; mais qu'ayant à leur disposition beaucoup d'argent, ils se vautraient dans l'intempérance et la débauche de Paris; ils avaient presque tous plusieurs maîtresses, et différaient de jour en jour la partie difficile et dangereuse de leurs opérations.

Pichegru avait commis le plus grand crime dont un homme puisse se rendre coupable, celui de commander exprès à son armée de fausses manœuvres afin de la faire tomber dans les embuscades et dans les piéges de l'ennemi, et de rendre ainsi ses propres soldats

victimes de sa bassesse et de sa trahison, au moment même où ils exécutaient ses ordres.

Tel fut le résultat de cette conspiration ourdie pour rétablir les Bourbons, mais qui eut un effet tout contraire, celui d'accélérer probablement de plusieurs années l'élévation de Napoléon au trône impérial. Il avait été d'abord nommé premier magistrat à vie, et ce choix avait été approuvé par la nation. Il était néanmoins aisé de prévoir les inconvénients inséparables de ce système de magistrature à vie : des convulsions, des crises nationales après sa mort pour renouveler la magistrature suprême; pendant sa vie, des complots, dans l'espoir de bouleverser l'État d'un seul coup, telles étaient les conséquences naturelles d'un pareil régime. Les sommités de l'administration, les membres de l'ordre judiciaire, le clergé, le peuple et l'armée demandaient d'une voix unanime une magistrature héréditaire ou une monarchie.

L'Empire, proposé d'abord au Tribunat, fut proclamé par le Sénat et ratifié par le peuple.

C'était la troisième fois que la voix du peuple sanctionnait l'élection de Napoléon. Il eut d'abord, comme Premier Consul, 3,011,000 votes pour lui et 1,562 contre; en second lieu, quand il fut nommé, en 1802, Premier Consul à vie, il eut 3,568,185 votes pour lui et 9,074 contre; enfin, pour l'Empire, 3,572,329 pour et 2,569 contre.

Napoléon fut sacré et couronné Empereur des Français, le 2 décembre 1804, par le chef de la religion catholique, par le Pape, qui, après avoir quitté sa capitale et traversé les Alpes avec un grand nombre de ses cardinaux, était venu à Paris exprès dans ce but. Lors du couronnement, la curiosité du peuple parisien fut singulièrement excitée par l'apparition d'un abbé monté sur une mule et précédant le Saint-Père, dans sa marche vers l'église, un crucifix à la main.

Diverses fêtes furent données à l'occasion du séjour du Pape à Paris, et il dîna plusieurs fois en public avec Napoléon. Dans la soirée du 2 décembre, un incident singulier attira l'attention de tout le monde : un ballon, sur lequel on avait tracé en gros caractères des indications et la date du couronnement, fut lancé et arriva de Paris à Rome en vingt-quatre heures, apprenant ainsi aux habitants de cette dernière ville que Napoléon avait été sacré par leur chef.

Cap de Bonne-Espérance, 18 mai 1817.

Ma chère lady C.,

Cette lettre aura pour objet, ainsi que la précédente, de discuter les sujets traités par M. Warden dans sa septième missive. Je ne relèverai pas les inexactitudes qu'elle contient; je me bornerai à vous raconter les événements tels qu'ils se sont réellement passés, et tout ce que je vous ai déjà dit sur la source dont je tire mes renseignements peut s'appliquer à ce que vous allez lire.

Napoléon entra au service, en qualité de lieutenant d'artillerie au régiment de la Fère, en 1785; en 1789 il fut fait capitaine, et chef de bataillon en 1793; à cette dernière époque, il commença sa carrière politique au siége de Toulon; il avait alors vingt-quatre ans; il fut envoyé à ce siége comme officier ayant appartenu à un ancien corps qui jouissait d'une certaine réputation. Ce fut là qu'il déploya, pour la première fois, ces talents militaires qui, depuis, élevèrent si haut la gloire des armées françaises. Il fit prisonnier, de sa main, le général O'Hara, commandant en chef de nos forces à Toulon. En novembre 1793, ce général fit une sortie à la tête de 6,000 hommes, afin de se rendre maître d'une batterie française braquée sur le fort Malbousquet; il réussit et encloua les canons qu'il y trouva. Dugommier, général en chef des Français, se jeta au milieu de ses troupes, et les rallia, tandis que le commandant de l'artillerie, son bras droit (comme on l'appelait déjà), s'occupait de poster quelques pièces de campagne sur différents monticules, afin de protéger la retraite et de disputer le terrain aux Anglais, dans le cas où leur général voudrait poursuivre son succès jusqu'à Ollioules et tenter de se rendre maître du grand parc d'artillerie de siége de l'armée française, qui se trouvait placé un peu en avant de ce village. Cette opération terminée, il se porta vers une hauteur opposée à la batterie occupée en ce moment par nos troupes, et, avec un bataillon de 400 hommes, il se glissa le long d'une tranchée couverte de branches d'olivier qui communiquait de la hauteur à la batterie et qui avait été creusée afin d'y transporter de la poudre et des provisions. De cette manière il arriva sans être découvert au pied de la batterie, et là il se mit à diriger un feu de droite à gauche sur les Anglais et sur les Napolitains qui l'occupaient, sans qu'il leur fût possible de savoir d'où partait cette fusillade. Un officier anglais, que l'on prit alors pour un colonel et qui était dans la batterie, monta sur le parapet, afin de voir d'où venait cette singulière attaque. Un sergent du ba-

taillon français tira sur lui et lui cassa le bras. Le colonel (que l'on sut plus tard être le général O'Hara lui-même) roula au pied de la batterie, du côté des Français; les soldats se jetèrent sur lui et allaient le tuer, lorsque Napoléon accourut, le saisit de sa propre main et, dans cette situation si critique, le préserva de tout danger et de toute insulte. En lui remettant son épée, le général anglais lui dit son nom et son rang. Napoléon usa d'ailleurs si efficacement de son influence en sa faveur, qu'il fut traité comme il convenait à un homme de son rang, nonobstant les lois inhumaines qui existaient alors contre les Anglais. Ce fait d'armes le fit nommer colonel, et, après la prise de Toulon, il fut nommé général de brigade. En 1794, il fut nommé commandant en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie, et, en cette qualité, dirigea les opérations qui rendirent les Français maîtres de Saorgio, du col de Tende et des hauteurs de Savone et de Vado. Arrivé à Paris, il fut employé par le Comité de salut public à diriger les mouvements des armées. Au 13 vendémiaire, la Convention lui donna le commandement des troupes, et, grâce aux excellentes dispositions qu'il prit, la Convention triompha de ses ennemis, quoiqu'il n'eût que 7 ou 8,000 hommes pour la défendre contre une partie de la population de Paris.

A propos de cet épisode intéressant, on m'a dit que l'armée de la Convention ne tira à boulet et à mitraille que jusqu'à ce qu'elle fût assurée de la victoire, ce qui fut l'affaire d'un quart d'heure, et qu'immédiatement après elle ne tira plus qu'à poudre, et continua ainsi toute la soirée et toute la nuit; c'est à cela qu'on doit attribuer les pertes insignifiantes des Parisiens, que Napoléon dit, dans son histoire du 13 vendémiaire, ne s'être élevées qu'à 3 ou 400 hommes tués ou blessés.

Après cette journée mémorable, qui déjoua tous les projets des ennemis de la révolution, le général Menou fut traduit devant une commission militaire. Il avait commandé les troupes de la Convention dans la soirée qui précéda le 13; il fut accusé d'avoir trahi son devoir, et sa perte paraissait inévitable, lorsque Napoléon eut recours à un expédient qui eut le plus heureux succès : il déclara aux officiers composant la commission militaire que Menou était coupable et qu'il méritait la mort; mais qu'il avait eu au-dessus de lui trois commissaires de la Convention qui étaient encore plus coupables, et qu'aussitôt que la Convention aurait puni ces trois commissaires, la mort de Menou serait juste. Cela eut l'effet désiré, les juges écoutèrent l'esprit de corps, irrités de ce que Menou seul était traduit en jugement; celui-ci fut unanimement acquitté, et il con-

serva par la suite une grande reconnaissance envers l'auteur de sa délivrance.

Dans le courant de mai 1796, l'armée d'Italie se trouva dans l'état le plus déplorable; l'opinion des troupes y appelait Napoléon; elles avaient grande confiance dans les talents qu'il avait déployés à Toulon et pendant le temps qu'il avait dirigé les mouvements de cette armée sous le titre de commandant de l'artillerie. L'événement justifia leur préférence; il surmonta tous les obstacles, soumit le roi de Sardaigne, et se rendit maître de l'Italie. Après la bataille de Lodi et la prise de Milan, et surtout après la bataille de Castiglione et la défaite de Wurmser, sa réputation militaire s'éleva au plus haut degré, et il devint le favori et l'espoir des amis du républicanisme, comme il avait été la terreur de ses ennemis. Le parti des Bourbons, qui, de Londres, du Rhin et de Varsovie, s'efforçait de se créer des partisans, et qui était parvenu à gagner Pichegru, fit également beaucoup d'efforts près de Napoléon, mais toujours sans succès. J'ai entendu affirmer que des agents envoyés de Londres par ce parti, après avoir passé par Paris, peu de mois avant le 18 fructidor, vinrent à Milan pour y renouveler leurs intrigues et séduire le général triomphant en Italie; qu'ils eurent une conférence avec Pichegru, mais que ce dernier leur dit : « Halte là, prenez garde à ce que vous allez faire; je connais Bonaparte dès l'âge de dix ans, vous ne réussirez point de ce côté. S'il eût été pour les Bourbons, il aurait émigré; mais il a adopté une autre manière de penser, et il n'y a rien à espérer de lui. »

Par suite de la révolution du 18 brumaire, qui eut lieu à son retour d'Égypte, il devint Premier Consul.

Le sieur Hyde de Neuville, le même qui a été depuis président de la chambre des Députés, et un autre personnage nommé d'Andigné, ancien officier et chef des royalistes qui étaient à Paris, ui furent présentés à onze heures du soir dans un petit appartement du Luxembourg. Ces deux agents du comte d'Artois venaient offrir à Napoléon le concours de tous les Vendéens et du parti royaliste, s'il voulait prendre avec eux des engagements; quant à Napoléon, son but, dans cette entrevue, était de chercher à les gagner et à découvrir les diverses ramifications de leur parti. On ne réussit pas plus d'un côté que de l'autre.

« J'oublie le passé, dit Napoléon, et j'ouvre un vaste champ à l'avenir. Quiconque marchera droit sera protégé sans distinction; quiconque s'écartera à droite ou à gauche sera frappé de la foudre. Que tous les Vendéens qui veulent se rallier au gouvernement na-

tional, sous ma protection, entrent dans la grande voie qui leur est tracée; mais un gouvernement soutenu par l'étranger ne sera jamais accepté par la nation française. »

Hyde fut, plus tard, dans le complot de la machine infernale du 3 nivôse.

Quelques mois après, les Bourbons firent une nouvelle tentative. Le comte de Lille, maintenant Louis XVIII, écrivit de sa propre main une lettre à Napoléon, et la confia à l'abbé de Montesquiou, qui fut membre du gouvernement provisoire de 1814. Cet abbé la donna au consul Lebrun, qui la remit à Napoléon; elle était ainsi conçue :

« Vous tardez bien à me rendre mon trône. Vous perdez une occasion précieuse que vous ne retrouverez pas. Sans moi, vous ne pourrez jamais rendre la France heureuse; mais sans vous je ne puis conserver sa gloire. Choisissez votre rang, comptez sur tout ce que vous pourrez souhaiter pour vos amis; je ratifierai toutes vos promesses. »

Le lendemain matin, Napoléon envoya à Louis la réponse suivante, par le même canal :

« J'ai reçu votre lettre et vous remercie des expressions flatteuses qu'elle contient pour moi; mais ni vous ni aucun prince de votre famille ne devez jamais songer à rentrer en France; il vous faudrait, pour le faire, fouler aux pieds les cadavres de cinq cent mille Français. Je suis sensible aux malheurs inouïs de votre famille, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer votre retraite et votre tranquillité [1]. »

Après ceci, je ne crois pas que les Bourbons aient fait d'autres tentatives près de Napoléon pour le rendre favorable à leurs vues. On a parlé d'une démarche faite par un agent prussien près du comte de Lille, pour l'engager à céder ses droits à Napoléon, circonstance qui donna lieu à une déclaration des princes de la maison de Bourbon. Cette démarche, m'a-t-on affirmé, n'avait jamais été autorisée par le gouvernement français; loin de là, ce gouvernement n'aurait pas reçu leur renonciation, s'ils l'avaient envoyée, puisqu'elle eût été contraire à tous les principes de la souveraineté du peuple, sur lesquels la République était fondée. Mais, le cabinet de Berlin ayant demandé un subside pour les princes de la maison de Bourbon, qui étaient alors à Varsovie ou à Memel, on répondit vaguement que la nation française ne regretterait pas un sacrifice pécuniaire, pourvu que les princes de cette maison voulussent bien vivre tranquilles et

[1] Voir tome VI, pièce n° 5090, la minute de cette lettre.

s'abstenir de susciter dans le pays des désordres qui n'aboutissaient qu'à des crimes dans les familles, des pillages de diligences et des meurtres commis sur quelques acquéreurs de biens nationaux. Les princes de la maison de Bourbon exploitèrent, dit-on, cette réponse, et en firent parade, ce qui excita l'hilarité générale à leurs dépens.

Dans son histoire, Napoléon affirme qu'après la dernière tentative malheureuse de Louis, en 1800, les Bourbons, ayant perdu tout espoir, résolurent de se défaire de lui par un assassinat. Dans le manuscrit dont j'ai parlé, je crois que le nombre des tentatives faites par les chouans et les royalistes est porté à sept, toutes découvertes avant le temps fixé pour leur exécution, hormis celle de la machine infernale, horrible attentat qui eut lieu dans la soirée du 3 nivôse (24 décembre 1800).

On chantait un *oratorio* à l'Opéra et les artistes désiraient que Napoléon fût présent. Cependant, ayant passé la majeure partie de la journée au Conseil d'État et se trouvant très-fatigué, il s'endormit à sept heures, après son dîner, sur un sofa dans le salon de sa femme. Celle-ci, lorsqu'il fut réveillé, le pressa de prendre un peu de récréation. Il montrait beaucoup de répugnance à se rendre à ses instances; mais les généraux Bessières et Lannes étant survenus au même moment, il céda et monta en voiture avec ces deux officiers, accompagné de son escorte ordinaire, une douzaine de grenadiers à cheval. Deux de ces militaires étaient, avec le piqueur, à vingt pas environ en avant de la voiture. Après avoir franchi le guichet du Carrousel pour entrer dans la rue Richelieu, il fallait passer par la rue de l'Échelle et par la rue Saint-Nicaise. Au coin de cette dernière se trouvait une petite charrette à deux roues, surmontée d'un tonneau exactement pareil à ceux dont on se sert dans la capitale pour arroser les rues. C'était la machine infernale. Quelques chouans arrivés depuis peu, et, à ce que l'on assure, parmi lesquels étaient Limoëlan, Saint-Réjant, Carbon, Coster, Saint-Hilaire, Joyaut, étaient apostés pour y mettre le feu. Limoëlan s'étant porté à quelques pas au-devant de la voiture qui arrivait, afin de s'assurer si c'était bien celle du Premier Consul, reçut un coup d'un des grenadiers à cheval d'avant-garde et fut renversé par sa botte; il se releva, courut à la machine et y mit le feu. Mais la voiture avait déjà tourné l'angle. Napoléon décrit ainsi la première sensation qu'il éprouva, avant d'entendre le bruit de l'explosion et de voir s'écrouler les toits des maisons : « C'était, dit-il, un mouvement d'oscillation comme si la voiture eût été soulevée par les vagues de la mer. » Au même instant les glaces des portières furent brisées en mille morceaux. Le cocher, qui était

ivre, prit heureusement le bruit de l'explosion pour une salve tirée en l'honneur du Premier Consul, et fouetta ses chevaux tant qu'il put ; de sorte qu'un homme seulement, le dernier de l'escorte, qui n'avait pas encore tourné l'angle, fut blessé et jeté à terre. La femme de Napoléon et sa sœur Caroline, alors enceinte, le suivaient à la distance d'environ cent pas ; la machine éclata donc entre les deux voitures. Le général Rapp, qui se trouvait dans la seconde, sauta immédiatement à terre et s'efforça de calmer les craintes des dames, qui crurent Napoléon tué, jusqu'à ce que les grenadiers de l'escorte leur eussent affirmé le contraire. Aussitôt que la voiture eut dépassé le Théâtre de la République, Napoléon, très-inquiet pour sa femme, donna l'ordre d'arrêter et envoya le piquet d'escorte au-devant d'elle ; il se rendit ensuite à l'Opéra, et, bien que toutes les lorgnettes de la salle fussent aussitôt braquées sur lui, on dit qu'on ne remarqua pas la moindre altération sur son visage. Les spectateurs furent détrompés quelques instants après, à l'arrivée des dames, dont les figures pâles, où la consternation était peinte, et dont les larmes abondantes démontraient pleinement qu'il était arrivé quelque événement malheureux.

L'explosion de la machine détruisit cinq ou six maisons, coûta la vie à une douzaine d'habitants et en blessa trente. Le procès de ceux des coupables qu'on put arrêter eut lieu publiquement dans les formes ordinaires, devant le tribunal criminel de Paris ; les débats imprimés formèrent deux volumes. Saint-Réjant et Carbon furent exécutés sur la place de Grève. Limoëlan réussit à s'échapper et passa en Amérique, où depuis, dit-on, il s'est fait moine. Georges, qui était alors en Bretagne, et le comte d'Artois, qui se trouvait à Londres, furent reconnus pour les odieux auteurs de cet attentat. Vous expliquer comment on parvint à découvrir les véritables auteurs de ce projet, et comment les royalistes reçurent, d'un club de septembriseurs avec lesquels les agents de leur parti communiquaient, la première idée de la machine infernale, nous prendrait trop de temps et m'entraînerait trop loin de mon sujet. L'indignation soulevée dans Paris par l'attentat fut extrême.

J'ai lu dans le manuscrit que subséquemment, et jusqu'à l'année 1804, il y eut cinq autres tentatives pour assassiner Napoléon, toutes dirigées, dit-on, par le comte d'Artois.

Le même manuscrit trace de la manière suivante l'exposé de la conspiration de Moreau, Pichegru et Georges : Pichegru et Georges furent débarqués par des navires anglais sur les côtes de France, et secondés des frontières de l'Allemagne par les intrigues de Drake à

Munich et de Winckham à Stuttgart. Il fut prouvé qu'un prince de la maison de Bourbon devait débarquer à la falaise de Biville, dès que l'on recevrait la nouvelle de l'assassinat de Napoléon; et, comme on craignait que le vent, toujours indépendant, le vent, qui n'obéit pas aux vains calculs des hommes, ne fût pas favorable et n'empêchât le débarquement projeté, il fut décidé que le duc d'Enghien, alors en Allemagne, une fois prévenu de l'événement, se rendrait à Paris comme représentant du roi, car on regardait comme indispensable la présence d'un prince du sang. Le duc d'Enghien, jeune prince de la plus grande bravoure, résidait à quatre lieues des frontières de France. Il fut prouvé qu'il entretenait là une correspondance avec Strasbourg, où ses agents s'étaient montrés, et que plusieurs fois par semaine, sous prétexte de chasse, il avait des conférences sur les bords du Rhin avec des agents de l'intérieur; que tous les agents soudoyés par l'Angleterre avaient reçu l'ordre de se réunir dans le Brisgau et le duché de Bade; que le prince avait avec lui, à Offenburg, un personnage nommé Massey, agent émigré, qui lui servait d'intermédiaire pour sa correspondance avec Winckham et Drake, et fournissait l'argent nécessaire à tous les complots.

Napoléon jugea qu'il était nécessaire de s'assurer de la personne du duc d'Enghien, et, en conséquence, un régiment de dragons traversa le Rhin, à Neuf-Brisach, à sept heures du soir, investit pendant la nuit la maison du prince, le fit prisonnier et le conduisit à Strasbourg, d'où il fut immédiatement transféré à Paris, traduit devant une commission militaire, conformément aux lois, et condamné à mort. Sa sentence fut exécutée et affichée dans tout Paris. Le tribunal ne fut pas choisi arbitrairement, mais formé, d'après la loi, de tous les colonels de la garnison de Paris. Le prince avoua avoir porté les armes contre la République, avoir sollicité et obtenu de nouveau de l'emploi de l'Angleterre, être au fait des événements du jour et y avoir pris une part active.

Dans le manuscrit on fait dire à Napoléon que, « si le comte d'Artois avait été pris dans des circonstances semblables, il aurait été jugé et exécuté de la même manière; que les lois de la France étaient positives contre ceux qui portaient les armes contre leur patrie; et qu'en outre le prince était un des chefs de la grande conspiration qui se tramait alors ».

Ceux-là même qui ont cherché à soutenir que le duc d'Enghien n'avait point trempé dans le complot sont tombés d'accord que sa mort devait être attribuée au comte d'Artois (le reproche en a été fait plus d'une fois à ce dernier par le duc de Bourbon, père de l'in-

fortuné duc d'Enghien), au comte d'Artois, qui, au moment où il tramait le renversement de la République et l'assassinat de son premier magistrat, laissait un prince de son sang sous la main de ce même magistrat.

« L'affaire du duc d'Enghien, dit Napoléon, doit être appréciée d'après la loi naturelle et d'après les exigences de la politique. La loi naturelle m'autorisait non-seulement à le faire juger, mais encore à le faire mettre à mort. Que peut-on alléguer en faveur des princes de cette maison qui furent publiquement convaincus d'être les auteurs de la machine infernale et qui avaient en même temps vomi sur Paris soixante brigands pour me faire assassiner? La loi naturelle ne m'autorisait-elle pas à faire assassiner le comte d'Artois à Londres? Si nous passons au point de vue politique, la République chancelait sur le bord d'un précipice, et le duc d'Enghien était un des chefs qui conspiraient sa ruine; de plus, il était nécessaire de réprimer l'audace des Bourbons, qui avaient envoyé à Paris soixante de leurs partisans, parmi lesquels se trouvaient les Rivière, les Polignac, les Bouvet, et autres gens d'une trempe peu commune, qui n'étaient ni des brigands ni des assassins accoutumés aux meurtres et aux vols comme les chouans. Le gouvernement républicain ne pouvait, sans compromettre sa dignité, faire moins, lorsque l'on complotait publiquement l'assassinat de son chef, que de frapper de la foudre ceux qui avaient osé se lancer dans une telle entreprise. »

Le manuscrit porte que, dans quelques journaux français imprimés à Londres à cette époque, on put lire plusieurs extraits d'un pamphlet publié du temps de Cromwell sous ce titre : *Tuer n'est pas meurtre*.

Le manuscrit ajoute que, dans l'espace de quatre ans, Napoléon était parvenu à réunir tous les partis qui jusqu'alors avaient divisé la France; la liste des émigrés avait été fermée; on avait commencé par y faire plusieurs radiations, puis on en avait laissé tranquillement disparaître différents noms; enfin une amnistie générale avait été accordée à tous ceux qui souhaitaient rentrer dans le sein de leur patrie, et on leur avait rendu tous leurs biens meubles et immeubles non encore vendus. Il ne resta sur la liste que quelques personnes attachées aux princes ou ennemies déclarées de la révolution, qui avaient refusé de jouir de l'amnistie. Près de cent mille émigrés rentrèrent en France de cette manière, et on ne leur imposa d'autre obligation que celle de prêter serment d'obéissance et de fidélité à la République. Napoléon dit qu'il éprouva la plus douce consolation qui soit donnée à l'homme sur la terre en se voyant à même de recon-

stituer ainsi plus de trente mille familles et de rendre à leur pays natal les derniers descendants de ces héros qui avaient tant illustré la France dans les siècles passés. La religion fut rétablie, et les prêtres exilés et déportés furent placés à la tête des diocèses et des paroisses, et payés par la République. « Mais, continue l'auteur du manuscrit, quoique toutes ces mesures produisissent une grande amélioration dans les affaires publiques, encore ce régime, d'une extrême indulgence, eut-il un inconvénient inévitable, celui d'enhardir les ennemis de la République, le parti des Bourbons et les espérances des puissances étrangères. » Un acte de rigueur était donc nécessaire pour prouver à tous que cette modération n'était pas de la faiblesse, et pour montrer clairement aux Bourbons le sort qui les attendait et les risques auxquels ils s'exposaient en persistant dans de pareilles tentatives.

Quand le duc d'Enghien fut arrivé à Strasbourg, il écrivit à Napoléon une lettre, dans laquelle il disait « que ses droits à la couronne étaient très-éloignés; que, depuis assez longtemps, sa famille avait renoncé à les faire valoir; qu'il promettait, si on lui faisait grâce, de découvrir tout ce qu'il savait des complots des ennemis de la France et de servir le Premier Consul avec fidélité ». Cette lettre ne fut présentée à Napoléon par Talleyrand que lorsqu'il était trop tard; le jeune prince n'était plus. Napoléon dit dans le manuscrit : « que peut-être, si cette lettre lui eût été remise à temps, les avantages politiques qui seraient résultés de ses déclarations et de ses services auraient engagé le Premier Consul à lui faire grâce. »

Il ajoute « qu'il est absolument faux que des démarches aient été faites près de lui, en faveur du duc d'Enghien, soit par Joséphine, soit par toute autre personne; que, au contraire, le cabinet entier était unanimement d'accord sur la nécessité d'user de justes représailles, et que Talleyrand était le plus ardent de tous, car sa maxime constante était qu'il fallait détruire tous les Bourbons pour assurer la tranquillité de la France ».

Je me suis donné beaucoup de peine pour vérifier l'exactitude de l'assertion qu'une offre aurait été faite d'assassiner le comte d'Artois et les autres princes de la maison de Bourbon au sein même de la vieille Angleterre, et que cette proposition serait venue d'une personne bien au courant de notre système de police. Il est facile de supposer qu'un gouvernement qui avait tant de millions à sa disposition pouvait aisément, s'il l'avait voulu, se procurer des émissaires pour exécuter un pareil projet, ou au moins pour l'essayer; nul doute qu'à la fin il n'eût réussi, ou bien que ces tentatives ne fussent par-

venues à notre connaissance. Il paraît ainsi probable et même évident qu'une pareille tentative n'a jamais eu lieu; et l'on assure que Napoléon répondit, lorsqu'on lui en fit la proposition : « Je n'ai jamais commis de crime, je n'en commettrai point pour me défaire de princes qui n'ont point de consistance et qui n'ont aucune influence en France. »

Napoléon et les autres exilés déclarent de la manière la plus formelle que Louis XVIII ne fut point complice du projet d'assassinat. On dit qu'il a toujours été plus modéré, et qu'il n'a jamais pris aucune part directe ou indirecte à d'aussi criminelles tentatives.

Cap de Bonne-Espérance, 26 mai 1817.

Ma chère Lady C.,

Cette lettre sera une continuation de la précédente, et je commencerai par vous donner la substance d'une conversation que j'ai eue avec Bertrand, au sujet de l'élévation de Napoléon.

« Napoléon, dit-il, est parvenu au sommet des grandeurs humaines par des moyens droits et sans avoir commis aucune action privée que la morale puisse désavouer. Sous ce rapport, son élévation est unique dans l'histoire; car, afin de régner lui-même, David détruisit la maison de Saül, son bienfaiteur; César renversa le gouvernement de sa patrie; Cromwell fit périr son maître sur un échafaud; Catherine II fit assassiner son époux. Napoléon fut étranger à tous les crimes de la révolution; avant que la carrière politique s'ouvrît pour lui, le trône était tombé, Louis XVI avait péri et la France était déchirée par les factions. Il commença cette carrière par la conquête de l'Italie et par la paix de Campo-Formio; il fit reconnaître l'indépendance de la France par toutes les puissances de l'Europe. Quand, en 1800, il arriva au pouvoir suprême, il dompta l'anarchie et monta sur le trône du consentement universel du peuple et de l'armée. »

Je vais maintenant vous entretenir d'un bruit qui a été répandu et même accrédité parmi nous au sujet de notre compatriote Wright, bien que l'on ait déjà tant écrit sur cette affaire qu'elle me semble mériter à peine aujourd'hui d'être discutée sérieusement. « Quel intérêt, dit Bertrand, lorsque je lui demandai quelques explications à cet égard, quel intérêt pouvait avoir le chef d'un grand empire à mettre à mort un malheureux capitaine anglais qu'il n'avait jamais vu et dont il avait à peine entendu parler? Il n'aurait d'ailleurs pu

commettre ce crime à l'insu des juges, des gendarmes, des geôliers, qui sont encore aujourd'hui les mêmes qu'à l'époque en question. Quand Wright se tua, continua-t-il, en octobre 1805, Napoléon, à la tête de 150,000 hommes, venait de forcer l'armée autrichienne de capituler à Ulm, marchait sur Vienne et se trouvait à trois cents lieues de Paris. Les prisonniers anglais, détenus à Verdun, étaient traités avec beaucoup d'égards, et un officier français qui commandait ce dépôt ayant commis quelques exactions envers eux, l'Empereur fit faire une enquête, et le coupable fut si effrayé des effets de son indignation qu'il se donna la mort. »

J'obtins de la même source une anecdote curieuse sur Kleber. Après la bataille d'Héliopolis et la reprise du Caire, dans les mois de mars, avril et mai 1800, Kleber imposa à cette ville une contribution de dix millions de francs. Le cheik El-Sâdât, descendant d'un des parents du Prophète et personnage très-révéré en Orient, fut taxé à une somme très-considérable, qu'il refusa de payer. Quoique l'on connût parfaitement les mauvaises dispositions de ce cheik envers les Français, Napoléon l'avait toujours ménagé et même flatté, au point que plusieurs personnes attachées à l'armée lui en avaient fait un grief. Il arriva qu'El-Sâdât se rendit coupable de quelque impertinence, pour laquelle Kleber le fit arrêter et conduire à la citadelle, où il reçut la bastonnade en guise de punition, suivant la coutume du pays. Là-dessus, grand fracas dans la ville; les ulemas furent très-indignés qu'on eût recours à un pareil traitement. Quelques semaines après, un individu nommé Soliman, natif d'Alep, fut envoyé de Gaza par l'agha qui était avec le grand vizir, afin de servir d'instrument à la guerre sainte contre Kleber. Cet homme s'établit à la mosquée d'El-Azhar, et l'on assure que les cheiks étaient prévenus de ses intentions, mais que, offensés du traitement exercé sur le cheik El-Sâdât, ils ne s'y opposèrent pas.

L'assassin, saisissant le moment où Kleber se promenait dans son jardin, à la place Ezbekyeh, lui présenta une pétition et, pendant qu'il la lisait, lui plongea un kandjar dans le ventre. Il fut jugé et exécuté, ainsi que quatre cheiks ses complices. Avant ceci, plusieurs individus avaient été envoyés, en 1798 et 1799, par Djezzar-Pacha pour faire la guerre sainte à Napoléon; mais, comme ce dernier avait su se concilier les cheiks, ils s'y opposèrent et lui sauvèrent ainsi la vie. J'ai entendu raconter à ce sujet plusieurs anecdotes intéressantes; mais ma lettre est déjà trop longue; qu'il me suffise de dire qu'il dut deux fois la vie au respect qu'il montra pour les usages, les priviléges, les coutumes et la religion du pays.

Cap de Bonne-Espérance, 1er juin 1817.

Ma chère Lady C.,

Les inexactitudes fourmillent dans la huitième lettre de M. Warden. La plupart de ses assertions ne sont pas conformes aux faits. Par exemple, il est impossible que, pendant deux ans, l'armée française ait ignoré qu'elle était attaquée de la peste. Il est certain qu'on le lui cacha pendant un mois, en lui faisant accroire que la maladie dominante dans les hôpitaux était une fièvre accompagnée de bubons, ce qui donna le temps d'accoutumer les soldats au nom de *peste,* qui portait d'abord la terreur et la consternation dans leur âme. De plus, un général en chef ne visite pas journellement les hôpitaux, surtout lorsqu'il y règne une maladie contagieuse, et si, une seule fois, à Jaffa, Napoléon toucha les bubons des pestiférés, ce fut uniquement en raison des circonstances du moment.

J'étais présent à Longwood lorsque environ vingt dames et gentlemen arrivés de l'Inde lui furent présentés ; parmi eux se trouvaient sir William Burroughs, sir H. et lady Darnel, MM. Strange et Arbuthnot, qu'il reçut d'une manière courtoise et cordiale.

Il est vrai qu'il ne tint aucun compte de l'invitation à dîner du gouverneur, probablement parce qu'elle était adressée *au général Bonaparte,* qualification à laquelle il ne répond jamais, et aussi sans doute parce que Plantation House était hors des limites.

Je me suis souvent informé si Napoléon avait connaissance du nombre prodigieux de libelles qui ont été répandus contre lui en 1814 et qui inondent encore l'Europe. J'ai su de Bertrand qu'à l'île d'Elbe il les recevait régulièrement par la voie de Livourne; qu'il lisait tous ceux qui étaient écrits en français ou en italien; qu'il avait l'habitude d'en causer gaîment à dîner ou pendant la promenade : « Je viens d'apprendre, disait-il par exemple, que j'ai empoisonné ou assassiné telle personne, battu, maltraité ou violé telle ou telle femme. »

Le proverbe qu'il n'y a que la vérité qui offense, dit Bertrand, trouvait ici son application. D'un autre côté, ces libelles le servirent au lieu de lui nuire, car non-seulement ils contribuèrent à augmenter en France le nombre de ses partisans et à fortifier leur zèle, mais encore à tromper le gouvernement français et à l'endormir dans une fausse sécurité. En effet, puisque Châteaubriand s'écriait que le tyran était abhorré par toutes les classes de citoyens, par quiconque portait le nom de Français, les Bourbons pensèrent pouvoir impunément violer les conditions du traité de Fontainebleau et n'avoir au-

cune précaution à prendre contre les entreprises d'un homme si généralement exécré. A ce point de vue, les libellistes tels que ceux dont je viens de vous parler favorisèrent beaucoup, dit-on, les opérations de 1815, et l'on découvrit, dit Las Cases, que « ce Néron qui n'avait pas même le courage de se tuer », qui était abhorré de l'armée et du peuple, était l'idole de la nation; qu'il était adoré dans le cœur de trente millions d'habitants; qu'il manifesta un courage inconnu dans l'histoire, en se présentant seul, à la tête d'un millier d'hommes, pour attaquer le roi de France; qu'il n'avait eu besoin que de se montrer, puisqu'en vingt jours tout le monde se rallia autour de lui, et qu'en quelques semaines il réorganisa des armées avec lesquelles il lutta contre l'Europe coalisée. Un million de guerriers, l'élite de l'Europe, furent mis en mouvement et dirigés contre la France; les destinées du monde furent de nouveau dans la balance, et, vainqueur à Waterloo, ainsi que le lui promettaient ses combinaisons profondes, il n'eût guère eu à s'inquiéter des armées russe et autrichienne, qui étaient encore de l'autre côté du Rhin.

Je demandai au comte Montholon : « Qui est ce Châteaubriand? » Il m'apprit que Châteaubriand avait résidé en Amérique pendant son émigration; qu'il était rentré en France en 1801, en se prévalant de l'amnistie, et avait prêté le serment requis. Son livre, *le Génie du Christianisme,* ajouta Montholon, fit beaucoup de bruit; mais Napoléon, accoutumé à envisager la religion au point de vue politique et dans ses rapports avec l'art de gouverner les hommes, ne parut pas du tout s'intéresser à un ouvrage dans lequel la religion n'est envisagée qu'au point de vue littéraire et comme amusement. La princesse Élisa obtint pour Châteaubriand la place de secrétaire de légation auprès du cardinal Fesch, qui était nommé ambassadeur à Rome. Il n'entrait point alors dans la politique du gouvernement d'employer des émigrés amnistiés; aussi Châteaubriand fut-il très-sensible à cette faveur et s'efforça-t-il de prouver sa reconnaissance par toute sorte de louanges et d'actions de grâce. Arrivé à Rome, il essaya de faire son chemin; il espérait, comme auteur du *Génie du Christianisme,* être reçu avec distinction dans la capitale du monde chrétien : mais il fut partout repoussé. Les prélats, les cardinaux, le pape, déclamèrent également contre lui, et, au lieu des lauriers du Capitole, l'Inquisition, si elle avait encore eu du pouvoir, lui aurait réservé une place dans le prochain auto-da-fé, comme auteur d'un livre qui fait une plaisanterie de la religion. Quelque temps après, il se rendit coupable d'une inconséquence que l'on pourrait à la rigueur qualifier de trahison, et qui lui attira la disgrâce de son maître. L'ancien roi

de Sardaigne, après son abdication, vivait à Rome entièrement adonné aux pratiques religieuses; il jouissait d'une pension de 100,000 francs que la France lui payait. Son frère, le roi actuel de Sardaigne, avait négligé, probablement faute de moyens, de lui payer cette allocation, et se l'était réservée. Châteaubriand s'avisa de faire à l'ancien roi une visite en secret et sous un déguisement; d'un air insinuant et mystérieux tout à la fois, il se mit à le plaindre à propos de la violence à laquelle on avait, disait-il, eu recours pour le faire descendre du trône. Quand le vieux roi reconnut que l'homme qui lui tenait ce langage était le secrétaire de la légation française, il en fut fort indigné, et, le prenant avec raison pour un espion, il se mit en devoir de s'en délivrer le plus tôt possible; en un mot, il le mit à la porte. Quelques jours après, ayant occasion d'écrire à Napoléon, il se plaignit de cette démarche insidieuse, craignant qu'il n'y eût là-dessous quelque intention de troubler son repos dans la retraite qu'il s'était choisie à Rome. Le vieux roi ne tarda pas à être convaincu du contraire par la disgrâce et par le rappel de Châteaubriand. Ce dernier fut ensuite nommé à l'Institut, en remplacement de Chénier, et, dans son discours de réception, il fit de l'Empereur un éloge d'une flagornerie nauséabonde et sans exemple. Il passe pour un homme sans religion, manquant d'ordre dans ses affaires privées, et immodérément adonné aux femmes.

Je parlai au comte de Las Cases d'un livre intitulé : *Mémoires secrets de Napoléon Bonaparte, par un homme qui ne l'a pas quitté depuis quinze ans.* Il ne lui fut pas difficile de me convaincre, ainsi que je l'avais déjà soupçonné, que ce titre avait été inventé par quelque libraire pour faire des dupes, et que l'auteur ne savait absolument rien de ce qui se passait à la cour des Tuileries ni des habitudes de Napoléon; que probablement il n'était jamais entré dans l'enceinte du palais, ou du moins qu'il n'avait jamais assisté à aucun lever, à aucune réception; qu'il ne connaissait pas la distribution des appartements; qu'enfin le livre était un misérable roman, dans lequel les noms mêmes des personnes désignées étaient souvent de pure fiction.

Les renseignements que j'ai été à même de recueillir sur l'abbé de Pradt sont ceux-ci : l'abbé de Pradt émigra, profita ensuite de l'amnistie et rentra en France. Entièrement dépourvu de moyens d'existence, il s'adressa à la police et fut amplement récompensé des services qu'il lui rendit. Il fut quelque temps néanmoins avant de pouvoir approcher du maître de la France; mais, s'étant insinué dans les bonnes grâces de Duroc, le grand maréchal, dont il se disait

parent, il devint, par la protection de ce favori, aumônier de la Chapelle, et prêta le serment d'usage exigé de tous ceux qui faisaient partie de la maison de l'Empereur. Il fut nommé évêque de Poitiers, et ensuite archevêque de Malines. Pendant le concile de Paris, Napoléon le retenait souvent à ses levers, afin de s'entretenir avec lui sur les affaires des prêtres; ambitieux et intrigant, il profita de cette occasion pour augmenter son intimité, et, sous le voile d'un zèle ardent, il rendait compte à son maître de nombre de faits qui se passaient dans les cercles de la capitale, où il était très-répandu. Les évêques de Nantes et de Trèves, l'archevêque de Tours et le primat de Venise furent désignés par le concile des évêques de France et d'Italie pour aller s'aboucher avec le Pape à Savone, et le duc de Rovigo demanda la permission de leur adjoindre l'archevêque de Malines. Cela souleva beaucoup d'opposition et donna lieu à des remontrances de la part des évêques. C'était, en effet, associer un des évêques les plus mal famés de la chrétienté avec quatre de ses plus vénérables prélats; toutefois, comme il était très-important d'être instruit de ce qui se dirait ou se ferait dans cette occasion, il finit par être nommé. Mais sa conduite envers le Pape, à Savone, fut empreinte de tant de légèreté, que ses collègues furent souvent obligés de le rappeler à la décence et au respect dû à tout souverain, et spécialement à celui qui était en même temps le chef de sa religion. Il fut ensuite employé à surveiller les affaires d'Espagne.

En 1812, il fut envoyé à Dresde en qualité d'aumônier. Le duc de Bassano, désirant avoir avec lui à Vilna le baron Bignon, qui était alors à Varsovie, proposa, deux jours avant son départ de Dresde, l'abbé de Pradt pour le remplacer. Ses manières aisées semblaient convenir à une capitale dans laquelle les dames ont tant d'influence. Il était connu pour avoir quelque talent, de l'adresse, un grand désir de plaire, et il ne pouvait ignorer que le succès pouvait seul justifier une nomination comme la sienne. Napoléon hésita pourtant à confier à un émigré amnistié, à un homme qui jusqu'alors n'avait été employé par le gouvernement que dans des opérations secrètes et subalternes, un poste brillant et de confiance. Mais, en définitive, la recommandation de Duroc prévalut; il fit observer que la mitre de l'archevêque couvrirait tout, particulièrement dans un pays où les prélats occupaient d'ordinaire les principaux emplois, et que sa conduite à Malines ne laissait aucun doute sur la nature de ses sentiments et sur son attachement au gouvernement.

Cependant la conduite de cet évêque à Varsovie ne fut qu'une série d'extravagances continuelles; il prit tout à contre-sens, et ses

actions aussi bien que ses écrits le firent mépriser des Polonais de tous les partis. Napoléon, à son retour de la malheureuse campagne de Moscou, s'arrêta trois heures à Varsovie et n'y entendit que des plaintes sur son compte; trente personnes différentes l'accusèrent de trahison, et les hommes les plus modérés eux-mêmes le taxèrent d'incapacité. En un mot, il était évident qu'il n'avait pas les talents nécessaires pour la place qu'on lui avait confiée. Lorsqu'il fut introduit auprès de son maître, il se mit à discourir avec son inconséquence habituelle et s'abandonna à sa manie de parler guerre. Napoléon, extrêmement fatigué, ne lui répondit pas d'abord et écouta de sang-froid ses sottises ; à la fin, perdant patience, il prit une carte qui se trouvait sur la cheminée et écrivit dessus au crayon les mots suivants : « Faites une lettre au duc de Bassano, pour qu'à son passage par Varsovie il renvoie ce freluquet à Paris. » Il remit cette carte à Caulaincourt qui se trouvait là, et qui aussitôt, et en présence de l'abbé, se mit à écrire la lettre.

Après le retour de Napoléon, en mars 1815, tous ses détracteurs, s'imaginant qu'il brûlait de se venger, s'enfuirent de Paris; cependant ils se trompaient, il leur avait trop d'obligation pour être disposé à leur faire le moindre mal, et ils reprirent leurs places. Lacretelle rentra au Lycée; Pichon fut chargé d'une mission secrète à Londres, etc. L'abbé de Pradt fit une démarche entièrement conforme à l'effronterie qu'on pouvait en attendre; il envoya à Napoléon un mémoire rempli d'invectives contre les Bourbons et contre les ministres qui l'avaient nommé à la place de grand chancelier de la Légion d'honneur, puis peu après destitué. Il joignit à ce mémoire une lettre dans laquelle il expliquait sa conduite en disant : « qu'extérieurement il avait paru changer; mais qu'au fond du cœur il n'avait jamais cessé d'être fidèle à son bienfaiteur, au prince qui était l'élu de la nation ». Il terminait en demandant à être réintégré dans son emploi à la Chapelle. « Oh! c'en est trop, dit Napoléon; quel misérable! » A cette époque, continua l'auteur de ce récit, quoiqu'il eût bien des injures à venger et plusieurs trahisons à punir, personne ne fut inquiété. Le duc d'Angoulême fut fait prisonnier à Pont-Saint-Esprit. Vous trouverez dans le *Moniteur* la jolie lettre qui lui sauva la vie.

Vitrolles, qui avait été un des agents des puissances alliées en 1814, et qui fut ensuite à la tête du gouvernement du Midi sous le duc d'Angoulême, fut arrêté à Toulouse par le général Delaborde; il était du petit nombre de ceux qui avaient été exceptés de l'amnistie, et, conséquemment, exposés à être fusillés dans les vingt-quatre

heures; mais pas une goutte de sang ne fut répandue dans cette mémorable révolution, ni sur le champ de bataille, pour chasser de France les Bourbons et leurs partisans, ni par les mains de la justice, pour venger d'anciennes offenses; ce qui forme un contraste frappant avec la conduite de Louis XVIII, qui viola la capitulation de Paris et couvrit la France d'échafauds et de proscriptions.

Tous les ministres du roi sollicitèrent leur pardon. Clarke, duc de Feltre, implora l'indulgence de son ancien maître, qui répondit qu'il ne voulait pas le voir, mais qu'il pouvait se retirer dans ses terres, où il jouirait de la protection de l'amnistie. Ce fut en vertu de cette réponse qu'il passa les frontières. Le vieux Barantin, chancelier de France, prêta le serment de fidélité à Napoléon, et le vice-chancelier Dambray quitta le roi et se retira dans ses terres en Normandie, d'où il écrivit plusieurs lettres dans lesquelles il protestait de sa soumission au gouvernement impérial.

L'officier le plus avant dans la confiance de Napoléon m'a certifié que, après le Champ de Mai, la plus grande partie des pairs de la Chambre créée par le roi demandèrent à être admis dans la nouvelle Chambre : « Car, disait-il, c'était l'opinion des Français, même de ceux qui avaient été revêtus des charges les plus importantes sous le gouvernement royal, que le véritable gouvernement était celui que le peuple avait choisi et non celui qui avait été imposé par les étrangers. J'ai lu, continua-t-il, les discours des ultra-royalistes; ils déclament avec beaucoup de violence; il n'y en a cependant pas un que Napoléon n'ait fait rentrer dans son pays, qu'il n'ait arraché aux misères de l'émigration, et qui ne lui doive plus ou moins la fortune dont il jouit. Il n'y en a pas un qui ne se soit soumis aux conditions de l'amnistie et qui n'ait prêté tous les serments requis, et la plus grande partie avaient abandonné, depuis dix à quinze ans, celui qu'ils appellent maintenant leur maître. Parmi les juges actuels, il n'y en a pas un seul qui n'eût prononcé un arrêt de mort contre tout prince de la maison de Bourbon qui eût violé la défense d'entrer en France, et pas un citoyen qui, nommé juré dans son procès, ne l'eût déclaré coupable. »

Je lui demandai ce que devinrent le maréchal Saint-Cyr et le duc de Reggio lorsque le roi fut sorti de France. « L'un et l'autre, répondit-il, prêtèrent serment de fidélité à Napoléon, en avril 1815; tous deux furent très-assidus et très-empressés dans leurs visites aux Tuileries; tous deux dînèrent à la Cour, et tous deux cherchèrent à se faire employer dans la campagne de 1815. — Mais, dis-je, comment se fait-il que le duc de Reggio, que les Bourbons nomment

leur Bayard, que Saint-Cyr, qui est leur ministre de la guerre, n'aient pas suivi leur maître à Gand? Cela m'étonne. — C'est parce que, me dit-il, aucun Français, au fond du cœur, ne regarde les Bourbons comme des souverains légitimes. Le duc de Raguse lui-même, s'il n'avait pas été excepté de l'amnistie, serait resté en France et n'eût jamais passé la frontière. Telle est la religion politique des Français, et c'est dans ce sens que l'opinion nationale s'est décidément prononcée. Désirez-vous, me dit-il encore, avoir une idée de l'esprit qui anime les Français? Supposez, par exemple, qu'un million de Russes, d'Autrichiens, de Prussiens, d'Allemands, de Hollandais, de Français, d'Espagnols et de Portugais, secondés par quelques milliers de traîtres, qui, sous prétexte de servir les Stuarts, se seraient joints à eux, eussent envahi l'Angleterre et couronné un Stuart à Londres, après avoir foulé aux pieds, par milliers, les cadavres des braves défenseurs du pays qui auraient succombé glorieusement dans la lutte soutenue pour son indépendance, quels seraient, je vous prie, vos sentiments à l'égard d'un pareil roi qui vous aurait été imposé par la colère de vos ennemis? Eh bien, ajouta-t-il, les sentiments que vous éprouveriez en pareil cas, soyez sûr que les Français les éprouvent.

Cap de Bonne-Espérance, 5 juin 1817.

Ma chère Lady C.,

J'espère que vous serez contente de l'empressement que j'ai mis à satisfaire votre curiosité et à vous renseigner sur l'exactitude des différents faits qui vous ont frappée dans l'ouvrage du docteur Warden. Je puis dire que mon œuvre a été assez facile; car, depuis un certain temps déjà, je m'occupais de réunir sur tout cela des matériaux, et le hasard m'a favorisé en me faisant tomber sous la main des documents précieux.

Cette lettre terminera la série. Vous désirez savoir tout ce qui s'est passé depuis juillet 1816. Ici la tâche devient très-pénible. Je vous ai déjà expliqué de quelle manière les choses étaient arrangées, quoique tout ne fût pas aussi bien qu'on aurait pu le désirer, puisque les exilés n'avaient obtenu ni Plantation-House, ni la libre jouissance de tout le petit rocher; cependant on avait pour eux des égards, des attentions, et ils pouvaient recevoir qui bon leur semblait.

Napoléon avait la liberté de se distraire dans la société des habitants, des officiers de l'armée et de la marine, et dans celle d'un

grand nombre d'étrangers qui arrivaient à Sainte-Hélène; c'était une grande ressource, surtout pour Mme Bertrand. Depuis lors tout a changé; on ne reçoit presque plus personne à Longwood, et l'on n'en sort plus. Il m'est impossible d'entrer dans des détails circonstanciés; ils seraient très-affligeants pour un Anglais, et, s'ils étaient connus, ils exciteraient l'indignation universelle. Cependant, pour ne pas vous laisser tout à fait dans l'obscurité, je vais vous rapporter quelques traits généraux que me fournit ma mémoire.

Trois commissaires, un autrichien, un français, un russe, arrivèrent à Sainte-Hélène le 17 juin 1816, accompagnés de l'amiral Malcolm, sur les frégates *le Château-Neuf* et *l'Oronte*. Quelques semaines après, le gouverneur, sir Hudson Lowe, les annonça à Longwood, et y donna communication du traité du 2 août 1815, conclu entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse. Il paraît que le comte Montholon reçut l'ordre de protester contre ce traité, ce qu'il fit en effet dans une lettre portant en substance que Napoléon n'était pas le prisonnier de l'Angleterre; qu'après son abdication il était venu librement et volontairement en Angleterre, avec l'intention d'y vivre en simple particulier, sous la protection des lois anglaises; que la violation de ces droits ne pouvait constituer un droit; que, bien que sa personne fût actuellement au pouvoir de la nation anglaise, il n'avait cependant jamais été et n'était pas actuellement au pouvoir de l'Autriche, de la Russie ou de la Prusse, qui, dès lors, n'avaient, ni de fait ni de droit, aucune autorité sur lui; que ce traité prouvait uniquement la coalition des quatre plus grandes puissances de l'Europe pour opprimer un seul homme. Cette protestation parlait aussi du traitement différent que, selon toutes les probabilités, Napoléon aurait éprouvé s'il fût tombé au pouvoir de l'Autriche, de la Russie ou de la Prusse. C'étaient, y disait-on, les idées erronées qu'il s'était faites relativement à l'influence d'un peuple libre, grand et généreux, sur son propre gouvernement, qui l'avaient engagé à préférer la protection des lois anglaises à celle d'un beau-père ou d'un ancien ami. Il avait toujours été en son pouvoir d'assurer tout ce qui le regardait personnellement en se mettant à la tête de l'armée de la Loire ou de celle de la Gironde; mais, ne désirant que la retraite, il avait cru toute stipulation inutile, et avait supposé qu'on serait plus lié par cette conduite si noble, si généreuse, si pleine de confiance de sa part, que par le traité le plus solennel.

La lettre faisait aussi allusion à l'inutilité de la mission des commissaires, qui, paraît-il, n'avaient pas le droit de se mêler de ce qui

se passait dans l'île, et dénonçait la rigueur avec laquelle on traitait Napoléon, en le reléguant sur un rocher à deux mille lieues de l'Europe, dans un climat des plus contraires à sa santé, et rendu encore plus insalubre par les restrictions qu'imposait le nouveau gouverneur, en empêchant toute communication avec les habitants, ou même avec les officiers, et en faisant de Logwood une prison où l'on était comme au secret.

La lettre se plaignait aussi de la dureté qu'il y avait à priver les exilés des journaux, sauf quelques numéros détachés du *Times;* elle parlait de divers livres qui, envoyés par leurs auteurs, n'avaient pu arriver à Longwood; de lettres non cachetées remises au gouverneur pour des habitants de Longwood, et retenues par lui parce qu'elles n'avaient pas passé par le canal du ministère anglais; de l'impossibilité de correspondre à cause des formalités exigées pour chaque lettre, et de l'ensemble des restrictions qui, disait-on, n'avaient d'autre but que d'abréger la vie de Napoléon; de la mauvaise situation de Longwood, où l'on avait manqué d'eau et d'ombre, jusqu'à ce que l'amiral Malcolm eût fait dresser une tente par ses matelots; et de l'humanité qu'il y aurait eue à choisir définitivement Plantation-House pour la résidence de Napoléon. La lettre se terminait par une réponse à la demande faite à Napoléon, par le gouverneur, de 10 à 12,000 livres sterling à ajouter aux 8,000 allouées annuellement par le gouvernement anglais : Napoléon, y était-il dit, consentait à payer lui-même toutes ses dépenses, pourvu qu'il lui fût permis de communiquer avec des banquiers, sans être soumis à aucune inquisition de la part du gouverneur ou de ses mirmidons.

Il paraît que lord Bathurst, dans une de ses dépêches, avait fixé le total des dépenses de Longwood à la somme annuelle de 8,000 livres sterling, à répartir de la manière suivante : à l'économe, pour ses appointements, 500 livres; pour le transport des provisions de la ville à Longwood, 500 livres; pour les officiers d'ordonnance et pour le chirurgien à Longwood, 730 livres; pour l'entretien de la maison, qui est vieille et a besoin de réparations continuelles, 1,000 livres; en tout, 2,730 livres, de manière à ne laisser que 5,270 livres pour toutes les autres dépenses de l'établissement, ce qui, eu égard aux prix énormes des denrées et des objets de première nécessité à Sainte-Hélène, équivaut à peu près à 1,000 livres sterling par an en Angleterre.

Cependant le gouverneur n'eut pas de peine à comprendre que cette somme était tout à fait insuffisante; estimant qu'il fallait 19 ou 20,000 livres sterling par an, il réclama du général Montholon,

par lettre datée du 17 août, la différence entre cette somme et celle de 8,000 livres sterling allouée par le gouvernement. On répondit à cette demande dans la lettre que je viens de citer; et, bien que le gouverneur eût fini par ajouter 4,000 livres sterling par an, on diminua la quantité de toutes les provisions, on congédia trois domestiques français extrêmement utiles, et Napoléon, n'ayant pas de quoi acheter des denrées, alors que son maître d'hôtel déclarait que celles qu'on lui fournissait était d'un tiers au-dessous des besoins, donna l'ordre de briser sa vaisselle plate et d'en vendre pour 1,000 livres sterling. J'ai vu moi-même cette vaisselle, qui était fort belle, et dont la main-d'œuvre valait quatre fois la matière première [1]. Chacun voulait en avoir un morceau, et plusieurs capitaines des vaisseaux de la Compagnie des Indes offrirent dix fois la valeur d'une pièce entière pour l'obtenir.

Les commissaires ne furent pas introduits à Longwood, quoiqu'on ait dit que Napoléon, tout en refusant de les recevoir comme commissaires, avait néanmoins consenti à les admettre comme étrangers, et avec les formalités usitées envers les personnes qui étaient ainsi reçues. On suppose qu'à ce sujet sir Hudson Lowe et les commissaires ont écrit à leurs gouvernements respectifs, et qu'ils sont encore dans l'attente d'une réponse.

Peu de temps après, Napoléon adressa une lettre au comte de Las Cases; ce fut avant le départ de ce dernier pour le Cap de Bonne-Espérance. Il paraît que Las Cases avait confié à un indigène de l'île, qui avait l'intention de se rendre en Angleterre, une lettre destinée à une dame de Londres et contenant des plaintes contre le gouverneur. J'ai cependant su, par des personnes qui ont vu cette lettre entre les mains du gouverneur, qu'elle ne contenait rien qui n'eût pu être écrit ouvertement. Je n'ai pu obtenir la lettre entière que Napoléon écrivit à Las Cases dans cette occasion, mais je vous répéterai tout ce que ma mémoire a pu en retenir.

[1] Il faut le constater, à l'honneur de l'amiral Cockburn, dès son retour en Angleterre, il fit remarquer que l'allocation était insuffisante pour l'entretien convenable de Napoléon et de sa nombreuse suite, et ajouta que Napoléon serait obligé de vendre sa vaisselle pour subvenir aux frais indispensables de son établissement. Nous tenons le fait de source certaine et nous sommes à même d'en garantir l'authenticité. Napoléon prouva qu'il avait tout à la fois de la dignité et du cœur en vendant sa vaisselle, dont la magnificence devenait une espèce de reproche dès l'instant où il pouvait, en s'en défaisant, alléger les souffrances de ses compagnons d'infortune. Lord Bathurst a obtenu dans le parlement un vote favorable; mais on a beau altérer la vérité, on ne rachète pas pour cela l'honneur d'une nation! (*Note de l'édition anglaise de* 1817.)

Napoléon y exprime ses regrets des traitements qu'on a fait subir à Las Cases, en l'arrachant de Longwood et en le tenant enfermé et au secret pendant un si grand nombre de jours. Il ajoute que la conduite de Las Cases à Sainte-Hélène a été, comme le reste de sa vie, honorable et digne; que la conduite du gouverneur, qui lui reprochait des expressions qu'il déposait dans le sein de l'amitié, l'autorisait à employer les moyens dont il s'est servi pour faire parvenir sa lettre à son amie; que d'ailleurs cette lettre ne contient rien qu'il n'eût déjà dit dans six ou sept autres, pas de complot, pas de mystère, et rien enfin qui pût en aucune façon autoriser le tapage que l'on avait fait, la violence à laquelle on avait eu recours; que Longwood était enveloppé d'un voile de mystère et de solitude que l'on désirait rendre impénétrable, afin de cacher la conduite d'un homme qui faisait les règlements les plus absurdes et les exécutait avec violence; que, dans les pays les moins civilisés, les exilés, les prisonniers, et même les criminels, étaient sous la protection des lois et des magistrats; mais qu'à Sainte-Hélène un seul homme avait le pouvoir d'ordonner et d'exécuter sans appel. Napoléon finissait par dire que, quelque nécessaire que pût lui être la société de Las Cases, il l'engageait à retourner dans sa patrie et à oublier les maux qu'on lui avait fait souffrir; il le chargeait d'embrasser pour lui sa femme Marie-Louise et son enfant, s'il parvenait à les joindre; ajoutant que son corps était au pouvoir de ses ennemis, qui ne laisseraient échapper aucune occasion d'exercer sur lui leur vengeance; mais qu'une juste Providence s'interposerait et mettrait promptement un terme à cette existence, dont les derniers moments couvriraient de honte l'auteur de ces persécutions.

Quelque temps avant ceci, sir Hudson Lowe avait jugé bon d'établir un nouveau code de règlements, digne de Botany-Bay, par lequel il diminua des deux tiers l'étendue des limites précédemment fixées, sous le prétexte futile que Napoléon n'en avait jamais profité depuis son arrivée; dans la partie qu'il conserva, la grande route seule fut accessible aux Français; il leur était interdit de s'en écarter ni à droite ni à gauche, et, des Anglais le croiront-ils! défense était faite à Napoléon et à toute personne de sa suite de parler à qui que ce soit qu'ils rencontreraient, sauf l'échange de politesses et de salutations en usage parmi les peuples civilisés.

Le gouverneur défendit aussi que toute personne munie d'un permis pour voir Napoléon s'autorisât de ce permis pour communiquer avec quelqu'un de sa suite, à moins que cela ne fût spécialement exprimé dans le permis lui-même; de sorte que, si Napoléon recevait

un étranger qui ne parlât pas le français, il ne pouvait, d'après cette règle stupide et outrageante, faire appeler Las Cases, ou tout autre de ses serviteurs, pour lui servir d'interprète! On plaçait des sentinelles autour du jardin, au coucher du soleil, de manière à empêcher Napoléon de prendre de l'exercice au seul moment où l'on puisse le faire avec plaisir sous les tropiques (surtout à Longwood, tout à fait dépourvu d'ombre), sans être exposé aux regards curieux et à l'inquisition de ses gardiens. On postait pendant le jour une autre sentinelle dans un lieu d'où elle pouvait voir tout ce qui se passait dans le jardin, de sorte que, même pendant la journée, Napoléon ne pouvait sortir sans être soumis à l'inspection des simples soldats; et, dans une lettre adressée à Bertrand, on défendit toute communication, même verbale, avec les habitants.

Il paraît qu'après la mise en vigueur de ces restrictions Napoléon déclara que, regardant comme violés, en ce qui le concernait, non-seulement toutes les lois, mais encore les plus simples égards, il avait refusé de recevoir à l'avenir le gouverneur et ne voyait plus en lui qu'un geôlier.

Il est déplorable que sir Hudson Lowe ait été poussé à des mesures si absurdement violentes, si gratuitement dures et si entièrement en contradiction avec ce qui avait été affirmé en plein parlement. Mais les défenseurs des ministres soutiennent que, si l'on admet que ces derniers ont approuvé les règlements en vigueur depuis neuf mois et n'ont ordonné aucune restriction nouvelle, le gouverneur doit avoir agi de sa propre autorité, et alors d'une manière qui lui fait peu d'honneur et que rien ne saurait justifier.

Comme vous le remarquerez, la discussion du bill a vivement fixé l'attention, et il s'est manifesté à cet égard une grande diversité d'opinions. Les uns, en attaquant le bill, ont dit qu'il portait l'empreinte d'une dureté sans exemple dans l'histoire moderne; les autres se sont bornés à critiquer la forme et la rédaction, et ont été d'avis que le bill n'aurait pas dû abandonner au pouvoir arbitraire l'illustre personnage qu'il concernait, mais fixer, au contraire, certaines limites au droit d'imposer des restrictions. Tous se sont accordés à dire que, 1° d'après le contenu du bill, les restrictions devraient être soumises aux délibérations d'un conseil de ministres, au lieu d'être établies ou retirées par lord Bathurst seul; 2° que le gouverneur de Sainte-Hélène ne devait plus être chargé que de l'exécution de ces restrictions, et n'avoir plus le pouvoir d'en établir aucune de sa propre autorité; 3° qu'un conseil, composé du gouverneur, de l'amiral, des officiers généraux et colonels de l'armée, et des capitaines de la ma-

rine qui se trouveraient dans l'île, serait institué pour recevoir les plaintes des officiers français et des domestiques, et qu'il connaîtrait de tout ce qui les concerne; 4° que ce conseil serait compétent pour juger des circonstances dans lesquelles les restrictions devraient être appliquées.

Au moyen de ces mesures, notre gouvernement n'aurait jamais à craindre les inconvénients inséparables du pouvoir arbitraire. Un homme pris isolément peut être capricieux, passionné, emporté et enclin à abuser de l'autorité exclusivement déposée dans ses mains; le dernier soldat d'un régiment, le dernier matelot d'un navire, l'esclave le plus abject n'est-il pas, au contraire, sous la protection des magistrats, des tribunaux, des formes de la loi et de la constitution, connues du public?

Tout homme de cœur reconnaissait aussi que la nation, pas plus que le parlement, ne pouvait avoir eu l'intention d'imposer des restrictions inutiles : qu'insulter un illustre ennemi qui était à notre merci c'était insulter la nation elle-même, et que les restrictions ne devaient avoir d'autre but que de prévenir son évasion de Sainte-Hélène. Eh bien, s'il en est ainsi, les cinq sixièmes des restrictions imposées sont purement vexatoires, superflues et contraires à la volonté de la nation. Il est également difficile de concevoir pourquoi les ministres ont refusé d'accorder au gouverneur la somme de 20,000 livres sterling par an, qu'il jugeait nécessaire et qu'il avait demandée; assurément, on aurait dû la donner et ne pas accepter la vaisselle du prisonnier. Cette vaisselle fut achetée par ordre du gouverneur, qui obéit sans doute ici à un mobile politique et voulut empêcher qu'elle ne trouvât des acquéreurs qui en eussent considéré chaque pièce comme une précieuse relique; ce qui n'eût pas manqué d'arriver, comme chacun le savait. Son prédécesseur avait calculé les dépenses de manière qu'elles s'élevaient, je crois, à environ 17,000 livres par an.

En résultat, la détention de Napoléon Bonaparte à Sainte-Hélène coûte au trésor environ deux cent cinquante mille livres par an, pour y entretenir un lieutenant général comme gouverneur, un brigadier général, un nombreux état-major, des bataillons d'artillerie et d'infanterie de ligne, une forte escadre, etc. Outre ces dépenses, les restrictions imposées aux vaisseaux gênent le commerce de l'Inde et occasionnent des pertes beaucoup plus considérables que les dépenses elles-mêmes. Et tout cela dans quel but? Est-ce pour que Napoléon jouisse d'une plus grande liberté dans sa prison? Il se trouverait beaucoup mieux d'être renfermé dans une maison quel-

conque en Angleterre ou en Écosse qu'à Sainte-Hélène, eût-il même l'île entière pour prison : parce que, premièrement, le climat des tropiques ne peut être nulle part comparé à celui d'Europe, et que celui de Sainte-Hélène est fatal à la santé, le grand nombre des décès survenus en fort peu de temps dans le 66e régiment en est la preuve; en second lieu, parce qu'on a beaucoup de peine à se procurer à Sainte-Hélène les aliments même les plus médiocres; qu'on y fasse n'importe quelles dépenses, il sera impossible d'obtenir ce que l'on désire; les denrées les plus nécessaires à la vie sont souvent de mauvaise qualité et détériorées; en un mot, on ne peut se procurer à Sainte-Hélène ce qu'un citoyen respectable de Londres jugerait indispensable à sa table. Dans une prison en Angleterre, on a des journaux, une bibliothèque, et l'on reçoit souvent des nouvelles de ses parents; à Sainte-Hélène, on est presque privé de tout. Il est vrai qu'on y a envoyé quinze cents volumes; mais quinze cents volumes ne suffisent pas à des personnes réduites à faire des lettres et des sciences leur seule consolation. Vingt mille volumes ne compenseraient pas l'avantage d'avoir en Europe, au bout de quarante-huit heures, tous les livres qu'on peut désirer. Enfin, en Angleterre on recevrait des nouvelles de sa famille et de ses amis, ce qui est presque impossible à Sainte-Hélène. Les comtes Bertrand et Montholon m'ont assuré que pendant plusieurs mois ils n'avaient pas reçu une seule ligne, et qu'ils ne pouvaient dès lors veiller ni à leurs arrangements de famille, ni à leurs intérêts privés. Par suite des nouvelles restrictions, Napoléon pendant plusieurs mois ne sortit plus de ses appartements, c'est-à-dire de quatre petites chambres, mal construites et malsaines, et d'une maison tellement délabrée qu'il serait difficile d'en trouver une aussi mauvaise dans toute l'Angleterre. C'est donc pour le tenir enfermé entre quatre murs, sous un soleil tropical, que notre trésor dépense plus de 20,000 livres sterling par an, et que notre commerce éprouve un si grand préjudice.

Pendant les dix premiers mois, j'avais eu toutes les facilités possibles pour me rendre à Longwood; mais en octobre il devint très-difficile d'en obtenir la permission. Il fallait d'abord subir un long interrogatoire sur la nature des affaires qui vous y conduisaient. En décembre, après beaucoup de difficultés, j'obtins un nouveau permis. Je vis Mme Bertrand, qui se plaignit amèrement de ce qu'elle ne pouvait voir personne et de ce qu'on lui avait interdit jusqu'à la société des officiers anglais. Je vis aussi le général Gourgaud; j'eus avec lui une longue conversation, et il me parut très-surpris du

nouveau système adopté à l'égard des exilés. Je ne pus réussir à voir Napoléon, il ne recevait personne et ne sortait même plus de la maison. Une personne de sa suite me dit que leur horizon était si obscurci et leur situation si empirée depuis le départ de Cockburn, que Napoléon avait fait l'observation qu'être à Sainte-Hélène n'était pas la pire de leurs misères, et que le choix de sa résidence n'était pas encore le plus cruel tourment qu'on lui eût infligé; ajoutant qu'il n'y avait rien d'anglais dans la manière dont on le traitait, et que cela ressemblait plutôt aux procédés de la police sicilienne.

Tout homme de cœur, tout homme sensé reconnaîtra que les mesures de précaution prises en dernier lieu sont injustes, ridicules, odieuses, même envers les militaires chargés de les appliquer; et qu'en gardant avec soin les débouchés des ravins aboutissant au voisinage de la mer, en suivant Napoléon, au moyen de signaux, partout où il irait dans l'intérieur de l'île, en gardant les côtes comme on le fait actuellement à l'aide de bricks et de canots, on atteindrait, de la manière la plus simple et la plus sûre, le but que l'on se propose, celui de prévenir une évasion. Or n'est-ce pas là tout ce que la prudence et la sagesse humaine peuvent exiger en pareille circonstance?

Adieu, ma chère Lady C.....; je pourrais encore vous dire sur ce chapitre beaucoup de choses qui vous causeraient autant de surprise que de chagrin. Le spectacle de la persécution et de l'injustice m'a toujours révolté. Vous pouvez juger de ce que j'ai éprouvé en voyant tourmenter d'une manière aussi lâche l'homme qui fut vainqueur dans soixante grandes batailles, l'homme qui était naguère encore l'arbitre de tant de nations et de rois. Je me suis dit alors en moi-même : « Je te respecte plus avec la couronne d'épines que la violence a placée sur ton front, qu'avec les nombreux diadèmes dont il était ceint autrefois! »

DIX-HUIT NOTES[1]

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

CONSIDÉRATIONS SUR L'ART DE LA GUERRE[2].

I. Organisation et recrutement des armées. — II. Infanterie. — III. Cavalerie. — IV. Artillerie. — V. Ordre de bataille. — VI. Des places fortes. — VII. De la guerre méthodique et de la guerre d'invasion. — VIII. Des levées de Napoléon et de Louis XIV. — IX. Bataille d'Eylau. — X. Bataille d'Iena. — XI. Bataille d'Essling. — XII. Bataille de la Moskova. — XIII. Retraite de Russie. — Campagne de 1805. — XIV. Campagne de 1813. — XV. Bataille de Mont-Saint-Jean. — XVI. Légion d'honneur. — XVII. Comparaison de la marche de Napoléon en 1800 avec celle d'Annibal. — XVIII. Conclusions.

Cet ouvrage est divisé en quatorze chapitres formant un volume de six cents pages. L'auteur n'a aucun usage du commandement; il est étranger au service de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, à celui de l'état-major. Il était lieutenant-colonel du génie, en 1809, en Espagne; il dirigea plusieurs siéges des places de Catalogne, d'Aragon, de la province de Valence. Le maréchal Suchet le recommanda comme un bon ingénieur; il obtint successivement pour lui le grade de général de brigade, de général de division et le titre de baron. En 1813, lors de la campagne de Saxe, il remplit les fonctions de premier ingénieur. Il ne justifia pas l'opinion qu'en avait conçue le maréchal Suchet : il n'avait ni assez d'expérience ni assez de solidité dans l'esprit. Ce qu'il faut surtout au premier ingénieur d'une armée, qui doit concevoir, proposer et diriger tous les travaux de son arme, c'est un bon jugement. Cet ouvrage contient un grand nombre d'idées fausses et propres à faire rétrograder l'art militaire.

PREMIÈRE NOTE. — ORGANISATION ET RECRUTEMENT DES ARMÉES.

(Page 70.)

« ... L'usage des armées permanentes, constamment à la disposition du

[1] Ces *Notes* sont reproduites d'après le manuscrit original, portant de nombreuses corrections de la main de l'Empereur. Ce manuscrit a été communiqué par M. le général Henry Bertrand.

[2] Par le baron Rogniat, lieutenant général. Paris, in-8°, 1816.

prince, destinées à remplacer des levées temporaires et tumultuaires, s'établit dans toute l'Europe, et l'on soumit les villages à l'obligation de fournir annuellement un certain nombre d'hommes pour les former et les recruter : ces soldats ou miliciens (*milites*) étaient désignés par la voie du sort sur toute la population... »

(Page 72.)

« ... De quels moyens bas et odieux les recruteurs ne se servaient-ils pas pour attraper dans leurs filets une jeunesse inconsidérée? »

(Page 75.)

« ... Mais ce mot de conscription effarouche les esprits de la multitude! Eh bien, changeons ce mot terrible! Prenons-en un autre, celui de milice, par exemple... »

(Page 79.)

« Il se présente une question importante à examiner, c'est de savoir jusqu'à quel âge il est convenable au bien des armées et de l'État de retenir les soldats sous les drapeaux. Vers l'âge de trente ans, lorsque l'homme a fini son accroissement, ses membres commencent à perdre de leur souplesse; il devient bientôt lourd, pesant..... »

(Page 83.)

« Les Anglais, le peuple du monde qui a les meilleures institutions civiles et militaires... »

1° Les enrôlements forcés ont toujours été en usage dans les républiques comme dans les monarchies, chez les anciens comme chez les modernes. Les Russes et les Polonais lèvent des hommes comme dans les autres pays on lève des chevaux, parce que les paysans y sont esclaves. En Allemagne, chaque village a son seigneur, qui désigne les recrues, sans considérer ni les droits ni les convenances de celles-ci. En France, on a toujours pourvu au recrutement de l'armée par la voie du sort; ce qui s'appelait tirer à la milice sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI, tirer à la conscription sous l'empereur Napoléon. Les classes privilégiées étaient exemptes de tirer à la milice; personne n'était exempt de tirer à la conscription. C'était la milice sans privilége, ce qui la rendait aussi désagréable aux classes privilégiées que la milice l'était à la masse du peuple. La conscription était le mode le plus juste, le plus doux, le plus avantageux au peuple. Ses lois ont été si perfectionnées sous l'Empire, qu'il n'y a rien à y changer, pas même le nom, de peur que ce ne soit un acheminement pour altérer la chose. Les départements qui,

depuis 1814, ont été détachés de la France, ont sollicité et obtenu comme un bienfait de continuer à être soumis aux lois de la conscription, afin d'éviter l'arbitraire, l'injustice et les vexations des lois autrichiennes ou prussiennes sur cette matière. Les provinces illyriennes, depuis longtemps accoutumées au recrutement autrichien, ne cessaient d'admirer les lois de la conscription française, et, depuis qu'elles sont rentrées sous le sceptre de leur ancien souverain, elles ont obtenu qu'elles continuassent à les régir.

2° Pendant les dix premières années de la révolution, les armées ont été recrutées par la réquisition, qui comprenait tous les citoyens de l'âge de dix-huit à vingt-cinq ans; il n'y avait ni tirage ni remplacement. Les lois de la conscription n'appelaient que les jeunes gens qui entraient dans leur vingtième année; ils n'étaient obligés à servir que cinq ans, ce qui avait l'avantage de former un plus grand nombre de soldats qui, dans des moments de crise, se trouvaient à portée de défendre le pays. Il serait à propos d'étendre la durée du service à dix ans, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de trente ans, dont cinq ans dans l'armée active et cinq ans dans la réserve. C'est de vingt-cinq à cinquante ans que l'homme est dans toute sa force, c'est donc l'âge le plus favorable pour la guerre. Il faut encourager par tous les moyens les soldats à rester aux drapeaux; ce que l'on obtiendra en faisant une grande estime des vieux soldats, en les distinguant en trois classes, et donnant cinq sous par jour à la troisième, sept sous six deniers à la deuxième, dix sous à la première. Il y a une grande injustice à ne pas mieux payer un vétéran qu'une recrue.

Un million d'âmes fournit tous les ans 7 ou 8,000 conscrits, à peu près un cent quarantième de la population; la moitié est nécessaire pour satisfaire aux besoins de l'administration, de l'église et des arts. Une levée de 3,500 hommes par an, en dix ans, donnerait 30,000, en tenant compte des morts; 15,000 hommes formeraient l'armée de ligne, 15,000 l'armée de réserve. Sur les 15,000 hommes de l'armée de ligne, on en tiendrait 6,000 sous les armes pendant douze mois, 4,000 de plus pendant trois mois, et 5,000 de plus pendant quinze jours; cela équivaudra à 7,000 hommes pour toute l'année; ce serait un cent quarantième de la population soustrait à l'agriculture. Les 15,000 hommes de l'armée de réserve ne seraient en rien distraits de leurs travaux ni éloignés de leurs foyers, qu'en cas de guerre.

3° Les institutions militaires des Anglais sont vicieuses : 1° ils n'opèrent leur recrutement qu'à prix d'argent, si ce n'est que fréquemment ils vident leurs prisons dans leurs régiments ; 2° leur

discipline est cruelle; 3° l'éducation, l'espèce de leurs soldats est telle, qu'ils ne peuvent en tirer que des sous-officiers médiocres, ce qui les oblige à multiplier les officiers hors de toute proportion; 4° chacun de leurs bataillons traîne à sa suite des centaines de femmes et d'enfants; aucune armée n'a autant de bagages; 5° les places d'officiers sont vénales; les lieutenances, les compagnies, les bataillons s'achètent; 6° un officier est à la fois major dans l'armée et capitaine dans son régiment, bizarrerie la plus contraire à tout esprit militaire.

DEUXIÈME NOTE. — INFANTERIE.

(Page 93.)

« Mais le plus grand vice de nos bataillons, c'est de n'avoir qu'une seule espèce d'infanterie. Autrefois nous en avions de deux espèces : les piquiers, qui combattaient de pied ferme, et les arquebusiers, destinés à tirailler... »

(Page 96.)

« Voici de quelle manière je compose mon bataillon, que je nomme *cohorte,* pour rappeler que j'ai en vue l'organisation romaine. La cohorte, en bataille, n'a d'autre division naturelle que celle des rangs; j'adopte donc cette division consacrée par l'exemple de l'ancienne légion romaine, et je fais de chaque rang une compagnie de ligne; ce qui me donne trois compagnies de ligne par cohorte, puisque nous nous formons en bataille sur trois rangs. La première compagnie, composée de soldats choisis non pas à la taille, mais parmi les plus braves, les plus instruits et les plus aguerris, formera le premier rang, qui est le plus exposé et qui doit servir d'exemple aux autres : je lui conserve le beau nom de grenadiers, illustré par tant d'exploits et qui rappelle des souvenirs si glorieux. La seconde compagnie, formée par un second choix, sera placée au troisième rang; et enfin la troisième compagnie, composée des soldats les plus novices et les moins braves, encadrée au second rang entre deux rangs d'élite, sera contrainte de faire son devoir. »

(Page 99.)

« Outre ces trois compagnies de ligne, nous organiserons une quatrième compagnie de troupes légères, à laquelle nous conserverons le titre de voltigeurs, qui désigne fort bien leur genre de service; car il est certain qu'il faut créer deux espèces d'infanterie, l'une formant des masses ou des lignes, pour soutenir le choc et l'effort de la bataille et renverser l'ennemi, et l'autre pour le reconnaître, le harceler et le poursuivre. C'est une vérité incontestable pour quiconque a fait la guerre. »

(Page 166.)

« L'éducation des troupes légères et celle des troupes de ligne ne doivent pas plus se ressembler que leurs services. A quoi bon enseigner aux voltigeurs des mouvements graves et réguliers et des manœuvres de ligne, s'ils ne doivent jamais entrer en ligne ni en faire usage? Exerçons-les plutôt à courir, à sauter, à nager, à franchir tous les obstacles, à se couvrir de tous les accidents du terrain, à se disperser en avant des lignes, à se rallier à toutes jambes pour se pelotonner contre la cavalerie, à se mêler et à combattre avec nos cavaliers légionnaires, à sauter en croupe derrière eux, et surtout à tirer avec beaucoup d'adresse dans toutes sortes de positions; voilà l'éducation qui convient à la nature de leur service. »

(Page 168.)

« Les voltigeurs sont destinés à combattre et à marcher isolément; il est donc inutile de leur donner un pas uniforme et de leur enseigner à manœuvrer avec régularité et ensemble comme la troupe de ligne. Il suffit de les habituer à se réunir rapidement en cercle contre la cavalerie et à se rallier derrière les lignes. Ils doivent, dans le premier cas, se rassembler au pas de course, se pelotonner tumultuairement autour de leurs officiers et former un cercle plein, qui présente des feux et des baïonnettes de tous côtés; c'est la manière la plus prompte et peut-être la meilleure de former une petite troupe contre la cavalerie... »

(Page 200.)

« Une partie des voltigeurs de la première ligne sera dispersée en avant du front des cohortes. Le nombre de ces tirailleurs doit être proportionné à l'étendue de la ligne, à raison de 3 ou 4 pieds par hommes, espace nécessaire pour qu'ils puissent agir librement. Ce service n'emploiera guère qu'une demi-compagnie par cohorte; les autres voltigeurs se pelotonneront derrière la cohorte, où ils resteront en réserve, prêts à succéder aux premiers tirailleurs, auxquels le repos devient nécessaire après deux ou trois heures de ce métier fatigant et périlleux. C'est cette réserve de voltigeurs qu'on emploiera à ramasser les blessés de la ligne pour les transporter aux ambulances, à aller chercher des suppléments de cartouches au parc, et enfin à tous les offices qui forcent à quitter les drapeaux; de sorte que les soldats de ligne, n'ayant plus aucun prétexte de quitter leurs rangs, s'habitueront à ne jamais les abandonner et à rester inébranlables à leurs postes : ce sera le moyen de conserver les lignes garnies et sans brèche. Les voltigeurs de la deuxième ligne se pelotonneront à droite et à gauche de leurs cohortes en colonne, ou bien, lorsque les colonnes formeront des carrés, on les placera aux quatre angles, dans les portions que les faces laissent dégarnies de feux... »

(Page 212.)

« Les tirailleurs peuvent être de la plus grande utilité pour favoriser les approches des lignes ennemies et détourner ou troubler leurs feux; ils ne doivent pas craindre de courir à 200 ou 300 toises en avant pour s'établir à leur portée et les désoler à coups de fusil, d'autant plus sûrement qu'elles ne pourront pas se venger, car, avec un peu d'intelligence et d'habitude, ils se mettent tous à couvert. Les uns se tapissent au fond d'un fossé, les autres se couchent dans un sillon; ceux-ci se cachent derrière les arbres, ceux-là s'embusquent au milieu des haies et des bouquets de bois... »

(Page 214.)

« L'ennemi lancera sans doute sa cavalerie pour éloigner et châtier ces tirailleurs importuns; mais nos voltigeurs savent s'en garantir; ils se rallient à toutes jambes, se pelotonnent et forment différents petits globes de feu, d'autant plus difficiles à aborder que chaque soldat, armé d'un fusil double, a deux coups à tirer... »

(Page 123.)

« Notre tactique subdivise, de plus, les rangs ou compagnies d'une cohorte en huit et en seize parties; ce qui fixe à huit et à seize le nombre des sergents et des caporaux nécessaires pour commander ces sections. Les mêmes sous-officiers seront toujours chargés du commandement des mêmes sections, afin d'intéresser leur amour-propre à soigner l'instruction et la discipline des soldats sous leurs ordres... »

(Page 193.)

« D'après mon organisation légionnaire, que je prie le lecteur de se rappeler, les grenadiers forment le premier rang, la troisième compagnie le second, et la deuxième compagnie le troisième. Les trois capitaines se placeront chacun à la droite de leur compagnie ou de leur rang; les trois lieutenants occuperont des places semblables à la gauche. La cohorte se trouvera ainsi encadrée entre ces six officiers, qui préviendront et empêcheront, par leur présence immédiate, les flottements et le désordre qui, dans les moments critiques, commencent ordinairement par les flancs, les parties faibles de tout ordre de bataille. Ils se trouveront placés sur la même ligne que leurs soldats, qu'ils animeront et encourageront par leur exemple. Les six sous-lieutenants se placeront, à égale distance, derrière la cohorte pour maintenir l'ordre et empêcher qu'aucun soldat ne quitte son poste. Les sergents et les caporaux prendront place chacun à la droite de leur section... »

(Page 169.)

« On exercera les voltigeurs à se mêler à la cavalerie légère et à combattre avec elle... Nous formerons ces voltigeurs en pelotons de la force

de nos escadrons légionnaires, de 76 hommes; chaque peloton sera attaché à un escadron, qu'il accompagnera, au pas de course, dans tous ses mouvements, afin de forcer ou de défendre les défilés. Ces deux armes se protégeront entre elles, et chacune recherchera la nature du terrain qui lui est le plus favorable pour le combat, mais sans cesser de rester à portée de se soutenir mutuellement. Le voltigeur doit s'exercer à sauter en croupe derrière son cavalier, afin que les pelotons d'infanterie puissent se transporter d'un endroit à l'autre aussi vite que la cavalerie. On l'habituera à passer son fusil en bandoulière sur son dos et à sauter derrière le cavalier en appuyant légèrement les mains sur la croupe du cheval...

» La plupart de ces exercices supposent que les voltigeurs ne portent pas de sac; ce fardeau leur ôterait toute leur légèreté et leur souplesse, et nuirait sans cesse à la rapidité de leurs mouvements. Je voudrais qu'on chargeât leurs sacs sur des chevaux de bât, à la suite de chaque cohorte; il en faudrait neuf par cohorte... »

(Page 310.)

« ... Nous formons notre avant-garde des cavaliers légionnaires des quatre légions du corps d'armée, avec un nombre égal de voltigeurs... »

(Page 121.)

« Je ne dirai qu'un mot des instruments militaires, et ce sera pour tâcher de faire proscrire le tambour, instrument barbare, qui, par ses sons monotones et désagréables, assourdit, attriste et fatigue l'oreille la moins sensible... »

(Page 146.)

« Les légionnaires romains se couvraient d'armes défensives. Nos fantassins modernes, au contraire, se présentent nus au combat..... Ce défaut d'armes défensives est très-funeste à nos fantassins; tous les coups qui les frappent, de quelque loin qu'ils viennent, les mettent hors de combat; ils sont blessés par les plus légères atteintes... »

(Page 147.)

« Il est facile de faire des cuirasses d'un poids très-supportable, impénétrables aux coups de sabre, de baïonnette et de lance, et à l'épreuve de la balle à la distance de 100 toises. Je suis persuadé qu'un plastron formé d'une double peau de buffle, bien matelassé et bien piqué, serait tout aussi impénétrable qu'une cuirasse en fer, à laquelle il serait d'ailleurs fort préférable sous les rapports de la légèreté et de la souplesse... Leur poids n'excédera pas 8 ou 9 livres.., »

(Page 150.)

« Les voltigeurs ont moins besoin de cuirasse que les légionnaires de

ligne, parce qu'ils ne sont point destinés à combattre de pied ferme et à en venir aux mains avec l'ennemi; ils ne se battent que de loin... »

(Page 123.)

« Les officiers de la compagnie, à l'exception du commandant, seront tour à tour chargés et responsables des détails qui sont maintenant le partage exclusif de nos sergents-majors. On réprimera, de cette manière, les friponneries des sous-officiers... »

(Page 262.)

« Qu'il me soit permis, en terminant ce chapitre, de réclamer contre un usage très-pernicieux à la santé et à la conservation des troupes, introduit parmi nous par la guerre de la Révolution : c'est de faire camper le soldat sans tente. C'est une des principales causes de cette affreuse consommation d'hommes qui s'est faite dans le cours des guerres dernières, où l'on peut calculer, terme moyen, que les fantassins ne duraient pas plus de deux campagnes. Nos malheureux soldats, après avoir fait une marche pénible dans la boue par un temps de pluie, arrivent souvent, au milieu de la nuit, sur un terrain détrempé d'eau, qui ne leur offre aucun abri. Ils n'ont ni le temps ni les matériaux nécessaires pour se faire des baraques; ils passent la nuit sous un ciel froid et pluvieux, sans pouvoir fermer l'œil; et, après avoir traîné pendant quelque temps une existence pénible, dont tous les instants sont marqués par les souffrances que leur fait éprouver une humidité continuelle, leur corps s'affaiblit, ils tombent malades et ils périssent misérablement... »

1° Les Romains avaient deux sortes d'infanterie : celle armée à la légère, qui portait une arme de jet; celle pesamment armée, qui avait une courte épée. Après l'invention de la poudre, on conserva encore deux espèces d'infanterie : les arquebusiers, qui étaient les armés à la légère, destinés à éclairer et inquiéter l'ennemi; les piquiers, qui tenaient lieu des pesamment armés. Depuis cent cinquante ans que Vauban a fait disparaître de toutes les armées de l'Europe les lances et les piques, en y substituant le fusil avec la baïonnette, toute l'infanterie a été armée à la légère, toute a été destinée à tirailler, à éclairer, à contenir l'ennemi; il n'y a plus eu qu'une seule espèce d'infanterie. S'il y eut par bataillon une compagnie de chasseurs, c'était par opposition à la compagnie de grenadiers. Le bataillon était composé de neuf compagnies; une seule d'élite ne paraissait pas suffisante. Si l'empereur Napoléon créa des compagnies de voltigeurs armés de fusils de dragons, ce fut pour tenir lieu de ces compagnies de chasseurs. Il les composa d'hommes de moins de cinq pieds de haut, afin d'utiliser la classe de la con-

scription de quatre pieds dix pouces à cinq pieds, et qui jusqu'alors avait été exempte; ce qui rendait le fardeau de la conscription plus lourd pour les autres classes. Cette création permit de récompenser un grand nombre de vieux soldats qui, ayant moins de cinq pieds de haut, ne pouvaient entrer dans les compagnies de grenadiers, et qui, par leur bravoure, méritaient d'entrer dans une compagnie d'élite. Ce fut une idée ingénieuse que de mettre en présence les pygmées et les géants. S'il eût eu dans ses armées des hommes de diverses couleurs, il eût composé des compagnies de noirs et de blancs; dans un pays où les bossus seraient communs et nombreux, il serait convenable de former des compagnies de bossus; excitant ainsi leur amour-propre, il est probable qu'elles seraient très-braves et prodigueraient leur vie.

Avant les guerres de la Révolution, l'armée française se composait de régiments de ligne et de bataillons de chasseurs : les chasseurs des Cévennes, du Vivarais, des Alpes, de la Corse, des Pyrénées, qui, à la Révolution, formèrent des demi-brigades d'infanterie légère. Mais la prétention ne fut jamais de créer deux infanteries différentes, puisqu'elles étaient élevées, instruites et armées de même. Ces bataillons de chasseurs étaient recrutés par des hommes de pays de montagnes ou par des fils de garde-chasse, ce qui les rendait plus propres à être employés sur les frontières des Alpes et des Pyrénées; et, lorsqu'ils étaient aux armées du Nord, on les détachait de préférence pour grimper sur une hauteur ou fouiller une forêt. Ils n'en étaient que mieux disposés, lorsqu'ils se trouvaient en ligne un jour de bataille, à tenir la place d'un bataillon de ligne, puisqu'ils avaient la même instruction, le même armement, la même éducation. Les puissances lèvent souvent, en temps de guerre, des corps irréguliers, sous le titre de bataillons francs ou de légions, recrutés de déserteurs étrangers ou formés d'individus d'un esprit ou d'une opinion particulière; mais cela ne constitue pas deux espèces d'infanterie, puisqu'il n'y en a et ne peut y en avoir qu'une : le fusilier, parce que le fusil est l'arme la plus redoutable qu'aient inventée les hommes.

S'il était possible que l'infanterie n'allât jamais en tirailleurs et ne fît que le service de ligne, elle n'acquerrait pas ou même perdrait l'usage du feu; il se passerait des campagnes entières sans qu'elle tirât un coup de fusil; mais cela n'est pas possible. En effet, quand la compagnie de voltigeurs sera détachée à l'avant-garde, aux bagages, en flanqueurs, les autres compagnies du bataillon renonceront donc à s'éclairer? Elles laisseront donc arriver les balles des

tirailleurs ennemis jusqu'au milieu de leurs rangs? Lorsqu'une compagnie du bataillon sera détachée, elle devra donc renoncer à se faire éclairer, ou bien elle devra être suivie par une escouade de la compagnie de voltigeurs? Cette compagnie de voltigeurs n'est que le quart du bataillon; elle ne pourrait pas suffire au besoin des tirailleurs un jour de bataille; elle ne suffirait pas davantage si elle était la moitié de son effectif, pas même si elle était les trois quarts. Une ligne, dans une journée importante, passe tout entière aux tirailleurs, quelquefois même deux fois. Il faut relever les tirailleurs toutes les deux heures, parce qu'ils sont fatigués, parce que leurs fusils se dérangent et s'encrassent.

Mais, si les voltigeurs n'ont besoin d'aucun ordre, d'aucune tactique, pas même de savoir marcher en bataille, ils ne seront donc jamais obligés de faire un changement de front, de se ployer en colonne, de faire une retraite en échiquier. S'il suffit qu'ils « sachent courir, se servir de leurs jambes pour se soustraire aux charges de cavalerie », comment alors prétendre les réunir pour former l'avant-garde de l'armée? comment vouloir qu'ils s'éloignent à 300 toises de la ligne, entremêlés avec des pelotons de cavalerie légionnaire? Il n'est pas nécessaire d'apprendre aux soldats à courir, à sauter, à se cacher derrière un arbre; mais il faut les accoutumer, lorsqu'ils sont éloignés de leurs chefs, à conserver leur sang-froid, à ne pas se laisser dominer par une vaine épouvante, à toujours se tenir à portée les uns des autres, de manière à se flanquer entre eux, à se réunir quatre à quatre avant que les tirailleurs de cavalerie aient pu les sabrer, à se pelotonner huit à huit, seize à seize, avant que l'escadron ait pu les charger, et à rejoindre ainsi, sans précipitation, faisant souvent volte-face, la réserve où se trouve le capitaine, qui doit rester à portée de fusil, avec le tiers de ses tirailleurs, rangés en bataille, former alors un carré, ou faire un changement de front, ou commencer sa retraite, se retournant, lorsqu'il sera trop pressé, en commandant *demi-tour à droite, commencez le feu;* le cesser à un seul coup de baguette, recommencer sa retraite et regagner ainsi le chef de bataillon, qui lui-même doit être resté en réserve avec une partie de ses hommes; alors se mettre en colonne, à distance de peloton, et marcher ainsi en retraite. Au commandement *halte, peloton à droite et à gauche en bataille, feu de deux rangs,* former le bataillon carré, et repousser la charge de la cavalerie. Au commandement *continuez la retraite,* rompre le carré, former les divisions, etc., ou exécuter avec sang-froid une retraite en échiquier sur la position indiquée, soit en refusant la droite, soit en refusant la gauche.

Voilà ce qu'il faut que sachent les tirailleurs; et, s'il pouvait y avoir deux espèces d'infanterie, l'une pour aller en tirailleurs, l'autre pour rester en ligne, il faudrait choisir les plus instruits pour aller en tirailleurs. En effet, les compagnies de voltigeurs, qui vont plus souvent en tirailleurs que les autres, sont celles qui manœuvrent le mieux de l'armée, parce que ce sont celles qui en ont senti plus souvent le besoin. C'est avoir bien mal compris les auteurs grecs et latins que de faire de pareilles applications; il aurait mieux valu passer son temps à conférer avec un caporal de voltigeurs ou un vieux sergent de grenadiers; ils eussent donné des idées plus saines.

2° Jusqu'à cette heure un bataillon, composé de plus ou moins de compagnies, a été placé en bataille de manière à avoir un commandant à la droite, un ou plusieurs au centre et un à la gauche; de manière qu'un capitaine ait toujours sous ses ordres ses mêmes officiers, ses mêmes sergents, et ceux-ci les mêmes caporaux, les mêmes soldats. Il n'était pas possible que l'on supposât qu'un jour on proposerait de sang-froid de ranger en bataille une compagnie sur un rang, de sorte qu'elle s'étendît sur un front de 60 toises, son capitaine à la droite, son lieutenant à la gauche; de placer derrière cette première les troisième et deuxième compagnies, enfin en serre-files les six sous-lieutenants. Les trois capitaines, rangés l'un derrière l'autre, seront tués par un seul coup de canon; les trois lieutenants le seront par le second. Comment le capitaine placé à la droite pourra-t-il se faire entendre à la gauche, lorsque le chef de bataillon, qui est placé au centre, le fait avec peine? Comment les soldats reconnaîtront-ils la voix de leur capitaine, puisque les trois capitaines seront placés au même point? Mais cela rendra plus faciles les feux de rang. Non; ces feux se feront bien plus facilement (s'il était utile de les ouvrir) à la voix du chef de bataillon, puisqu'il est au centre. Il pourra arriver que le capitaine de la première compagnie commandera *en avant*, celui de la troisième *fixe*, celui de la deuxième *demi-tour à droite*. Au commandement de *division à droite*, le bataillon se divisera donc en trois lignes, qui chacune contiendra des officiers, des sous-officiers, des caporaux, des soldats des trois compagnies? Au commandement de *peloton à droite*, on aura donc dans les six lignes des officiers, des sous-officiers, des soldats des trois compagnies; ce sera une plaisante colonne que celle dont chaque peloton sera composé d'hommes, d'officiers de toutes les compagnies. Si une compagnie est détachée, elle se mettra donc en bataille sur une ligne, et le reste du bataillon sur deux lignes? Quelle cacophonie! quelle ignorance de l'école de peloton! Et c'est un officier général français qui

prostitue ainsi son uniforme à la risée de l'Europe ! Comment le prote qui a imprimé son ouvrage ne le lui a-t-il pas fait observer ? Car enfin ce prote avait fait probablement la guerre, ou du moins avait servi dans la garde nationale.

3° 3,000 voltigeurs seront à l'avant-garde, sans être organisés en bataillon ; chaque peloton pour son compte ; chaque capitaine général en chef. Mais, en effet ! comment pourraient-ils être organisés en bataillon, puisqu'ils ne doivent ni savoir manœuvrer ni connaître la tactique, que chaque compagnie doit être attachée à la compagnie de cavalerie légère qui doit la prendre en croupe ? Oh ! vraiment, on a raison de vouloir leur apprendre à courir ; ils en auront besoin, s'ils ne sont pas pris ou tués dès le premier jour. Si un peloton de 50 hommes ne peut pas faire la guerre avec avantage sans être instruit, cette nécessité est bien plus grande pour un bataillon, et elle s'accroît encore pour une brigade de 3,000 hommes. Mais supposez-les instruits, bons manœuvriers, organisés en bataillon, ce mélange avec la cavalerie ne produira aucun bon résultat ; il entraînera la ruine de la cavalerie et de l'infanterie. Comment la cavalerie légère pourrait-elle manœuvrer ayant en croupe un voltigeur ? Comment pourrait-elle faire une résistance sérieuse n'étant pas soutenue par de la cavalerie de ligne ? Les arrière-gardes et les avant-gardes à la guerre manœuvrent des journées entières. La cavalerie pourrait sans doute, en se sacrifiant, transporter un homme en croupe dans une position intérieure, afin que le fantassin arrivât plus vite ; mais vouloir la faire marcher ainsi à l'avant-garde ou à l'arrière-garde dans les marches et manœuvres, c'est n'avoir pas la plus légère notion du service de ces armes, c'est n'avoir jamais passé une journée à l'avant-garde. Si cela était avantageux et faisable, toutes les nations, tous les grands capitaines l'eussent fait.

4° Le tambour imite le bruit du canon ; c'est le meilleur de tous les instruments ; il ne détonne jamais.

Les armes défensives sont insuffisantes pour parer le boulet, la mitraille et les balles ; non-seulement elles sont inutiles, mais elles ont l'inconvénient de rendre les blessures plus dangereuses. Les arcs des Parthes, qui étaient les plus forts et étaient maniés par des hommes très-exercés et très-robustes, lançaient les flèches avec une telle force qu'ils perçaient les boucliers des Romains. Les vieilles légions en furent déconcertées. Ce fut une des causes de la défaite de Crassus.

Les tirailleurs auraient plus besoin d'armes défensives que tous les hommes de ligne, parce qu'ils s'approchent plus souvent de l'ennemi

et sont plus exposés à être sabrés par la cavalerie. Mais il ne faut pas, dit-on, les surcharger; ils ne sauraient être trop mobiles. Ainsi, quand même les armes défensives seraient utiles à l'infanterie en ligne, on ne pourrait pas lui en donner, puisque tous les fusiliers font nécessairement le service de tirailleurs, et dès lors sont de l'infanterie légère.

Il n'est pas un cadet sortant de l'école qui n'ait eu l'idée d'armer les tirailleurs avec des fusils à deux coups; il ne leur a fallu que l'expérience d'une campagne pour sentir tous les inconvénients qui en résulteraient pour l'usage de la guerre.

Il est cinq choses qu'il ne faut jamais séparer du soldat : son fusil, ses cartouches, son sac, ses vivres pour au moins quatre jours, et son outil de pionnier. Qu'on réduise ce sac au moindre volume possible; qu'il n'y ait qu'une chemise, une paire de souliers, un col, un mouchoir, un briquet, fort bien; mais qu'il l'ait toujours avec lui, car, s'il s'en sépare une fois, il ne le reverra plus. La théorie n'est pas la pratique de la guerre. C'était un usage dans l'armée russe qu'au moment de se battre le soldat mettait son sac à terre. On sent les avantages attachés à cette méthode; les rangs pouvaient se serrer davantage; les feux du troisième rang pouvaient devenir utiles; les hommes étaient plus lestes, plus libres, moins fatigués; la crainte de perdre son sac, où le soldat a l'habitude de mettre tout son avoir, était propre à l'attacher à sa position. A Austerlitz, tous les sacs de l'armée russe furent trouvés rangés en bataille sur la hauteur de Posoritz; ils y avaient été abandonnés lors de la déroute. Malgré toutes les raisons spécieuses qu'on pouvait alléguer pour cet usage, l'expérience l'a fait abandonner par les Russes.

Les neuf chevaux de bât par bataillon seraient mieux employés à porter des caisses d'ambulance, des cartouches et des vivres.

Les officiers des compagnies se compromettraient s'ils se mêlaient des détails du décompte du soldat; ils deviendraient des sous-officiers. Le sergent-major est propre à ce service. Est-il donc impossible de trouver un sergent-major honnête homme? Car, si l'officier abusait, à qui le soldat aurait-il recours? Quelle ne serait pas la répugnance d'un capitaine de recevoir des réclamations d'un soldat contre son sous-lieutenant, qui fait sa société, avec qui il mange et dont il est l'égal! Nous voulons croire qu'aucun officier ne serait assez vil pour abuser de l'ignorance du soldat; mais celui-ci, qui, de sa nature, est soupçonneux, n'en aura-t-il pas de la défiance? Et l'opinion de profond respect que la discipline militaire exige qu'il ait pour son officier n'en sera-t-elle pas altérée?

Les tentes ne sont point saines; il vaut mieux que le soldat bivouaque, parce qu'il dort les pieds au feu, qu'il s'abrite du vent avec quelques planches ou un peu de paille, que le voisinage du feu sèche promptement le terrain sur lequel il se couche. La tente est nécessaire pour les chefs, qui ont besoin d'écrire, de lire, de consulter la carte. Une tente pour le chef de bataillon, une pour le général, seraient utiles; cela permettrait de leur imposer l'obligation de ne jamais coucher dans une maison, abus si funeste et auquel sont dues tant de catastrophes. A l'exemple des Français, toutes les nations de l'Europe ont abandonné les tentes; et, si elles sont encore en usage dans les camps de plaisance, c'est qu'elles sont économiques, ménagent les forêts, les toits de chaume et les villages. L'ombre d'un arbre contre le soleil et la chaleur, le plus chétif abri contre la pluie, sont préférables à une tente. Le transport des tentes emploierait cinq chevaux par bataillon, qui sont mieux employés à porter des vivres. Les tentes sont un objet d'observation pour les affidés et pour les officiers d'état-major ennemis; elles donnent des renseignements sur votre nombre et la position que vous occupez; cet inconvénient est de tous les jours, de tous les instants. Une armée rangée sur deux ou trois lignes de bivouacs ne laisse apercevoir au loin qu'une fumée que l'ennemi confond avec les brouillards de l'atmosphère. Il est impossible de compter le nombre des feux; il est très-facile de compter les tentes.

TROISIÈME NOTE. — CAVALERIE.

(Page 112.)

« C'est en vain qu'on a voulu subvenir au besoin de l'infanterie par des corps de cavalerie indépendants de ses généraux; une funeste expérience n'a que trop souvent démontré les vices de cette méthode. La rivalité et les jalousies des deux armes empêchent qu'elles ne se soutiennent et ne s'aident à propos..... Il n'existe qu'un moyen de leur échapper, c'est d'attacher de la cavalerie aux légions..... Le genre de service de la cavalerie légionnaire, qui consiste à éclairer, reconnaître, poursuivre, tendre des embûches, exige beaucoup de célérité et peu d'ordre. Ces cavaliers doivent s'étendre, se disperser, se glisser partout, tout voir, tout observer, s'habituer aux combats particuliers et compter sur la vitesse de leurs chevaux, soit pour atteindre, soit pour échapper. Ils feraient fort mal leur métier si on les accoutumait à rester réunis. En un mot, c'est de la cavalerie légère, et non pas de la cavalerie de ligne, qui doit faire partie de la légion. »

(Page 171.)

« J'ai déjà dit que les cavaliers légionnaires doivent faire le service de troupes légères; ainsi l'ordre, l'ensemble, la régularité ne leur conviennent pas mieux qu'à nos voltigeurs. Leur éducation ne doit pas ressembler à celle de nos hussards et de nos chasseurs, que nous gâtons et que nous dénaturons par des manœuvres de ligne. En effet, si nous les habituons à se réunir et à escadronner avec ordre, comment pourrons-nous obtenir d'eux qu'ils éclairent, qu'ils reconnaissent et qu'ils fouillent un pays, qu'ils observent et qu'ils épient les mouvements de l'ennemi, qu'ils se glissent sur ses derrières et inquiètent ses convois, qu'ils tendent des embûches, poursuivent les fuyards et fassent des prisonniers, qu'ils masquent et couvrent la marche de nos colonnes, et qu'ils remplissent, en un mot, tous les autres devoirs des troupes légères, dont ils ne peuvent s'acquitter qu'en se dispersant et en combattant isolément? D'ailleurs, que gagnerions-nous à ralentir et à enchaîner la rapidité et la vivacité de la cavalerie légère par l'ordre et la régularité? Quel avantage trouverions-nous à la faire charger en ligne? En deviendrait-elle plus redoutable à l'ennemi? Je ne le crois pas, et des exemples anciens et modernes se pressent en foule pour soutenir mon opinion. Mais, sans remonter jusqu'aux Numides et aux Parthes, ces bandes de cavaliers irréguliers et désordonnés si célèbres chez les anciens, je me contenterai de citer les spahis turcs et les Mameluks, qui passent pour les premiers cavaliers du monde, sans connaître d'autre manœuvre que celle de se pelotonner tumultuairement et de charger en désordre et à bride abattue. J'en appelle aux Français qui ont appris à connaître en Égypte la valeur des Mameluks : nos escadrons européens, avec leurs mouvements compassés et leurs charges en ligne, brillaient-ils devant cette milice désordonnée? Pouvaient-ils lui résister un instant? N'étaient-ils pas rompus et taillés en pièces par les Mameluks, qui semblaient courir plutôt à des exercices qu'à des combats, tant ils trouvaient peu de dangers à ces sortes de charges? Quant aux fantassins français, s'ils parvinrent à braver des cavaliers aussi courageux et aussi adroits au milieu des plaines rases de l'Égypte, c'est une preuve irrécusable de l'impuissance de la cavalerie, quelque bonne qu'elle soit, contre de la bonne infanterie.

» Les hussards, qui forment la cavalerie légère des Autrichiens, ne furent dans l'origine que des bandes irrégulières de paysans hongrois, sans solde et sans discipline, faisant la guerre par l'appât du butin. Ils se dispersaient au loin, se glissaient partout et combattaient toujours isolément; ils suivaient les sentiers les moins pratiqués; ils pénétraient jusqu'au milieu des camps, dans l'ombre et le silence de la nuit; ils se glissaient sur les flancs et sur les derrières des colonnes; ils surprenaient les parcs, les convois et les postes isolés; et enfin ils observaient tous les mouvements de l'ennemi en se tenant tapis, le jour, dans les bois et dans les fourrés. Cette espèce de milice se rendit assez redoutable pour que la plupart des

nations de l'Europe cherchassent à l'imiter. Mais bientôt on voulut régulariser ces bandes; on en forma des régiments brillants, exercés à toutes les manœuvres de ligne, et dès lors les hussards perdirent presque toutes les qualités qui les avaient rendus si précieux. Les Cosaques, cette excellente cavalerie légère des Russes, sont aujourd'hui ce qu'étaient autrefois les hussards hongrois; mais si, sous prétexte de les régulariser, on veut les astreindre à l'ensemble et aux mouvements réguliers des troupes de ligne, ils perdront presque toutes leurs qualités actuelles pour devenir de la cavalerie de ligne fort médiocre.

» Concluons de tous ces exemples que les mouvements méthodiques et les manœuvres régulières ne sont pas indispensables à la cavalerie en général, et qu'ils sont même nuisibles à la cavalerie légère, dont ils gênent la rapidité et contrarient le service. Il n'en est pas de la cavalerie comme de l'infanterie : celle-ci n'a de force et de valeur que par l'ordre, la discipline et l'ensemble; l'autre peut agir confusément et tumultuairement, pourvu qu'elle agisse avec rapidité. Il n'est pas jusqu'à son désordre même dont elle ne tire parti dans le combat pour envelopper l'ennemi, le menacer dans tous les sens, se multiplier à ses yeux, l'éblouir par la rapidité et la variété de ses caracoles, enfin ébranler son imagination et la frapper de terreur... »

(Page 176.)

« La cavalerie de ligne des Français, avec ses gros chevaux de trait, surchargés de selles énormes, est sans doute trop lente et trop lourde, quoi qu'en disent quelques officiers de cavalerie. Ils s'imaginent que, si l'on donnait à leurs escadrons des chevaux plus légers, ils ne pourraient plus choquer les lignes ennemies avec la même force; mais ils se trompent, car, le choc des corps étant en raison de la masse multipliée par la vitesse, il s'ensuit qu'on peut gagner par la vitesse d'un cheval ce qu'on perd de sa masse... »

(Page 201.)

« Les dix pelotons de la cavalerie légionnaire couvriront les flancs de l'infanterie à hauteur de la deuxième ligne, où ils pourront veiller à la sûreté des flancs sans se trouver exposés au feu des petites armes. (La deuxième ligne est éloignée de 150 toises de la première.) »

(Page 113.)

« La cavalerie légionnaire des Romains ne formait guère que le vingtième de leur légion. Les Romains n'étaient point cavaliers, et ce peuple chercha toujours à se procurer chez ses alliés la cavalerie dont il manquait. Les ailes des alliés, de la force des légions, en infanterie, avaient le double de cavalerie; ce qui donnait à une armée consulaire environ un onzième de cavalerie. Cette proportion d'un onzième semble suffisante pour remplir l'objet de la cavalerie légionnaire ou légère; il paraît inutile de multiplier

au delà du strict nécessaire une espèce de troupe dont l'influence est presque nulle pour gagner des batailles. Ainsi nous comprendrons dans l'organisation de la légion un corps de cavalerie de 760 chevaux; il sera divisé en deux parties, que nous nommerons *ailes*, comme les Romains, pour désigner qu'elles sont destinées à voltiger sur les flancs de l'infanterie afin de les protéger. Chaque aile sera subdivisée en cinq pelotons de 76 chevaux, auxquels leur petitesse permettra de se mouvoir avec beaucoup de rapidité, de vivacité et de légèreté, avantages que ne pourraient avoir de gros escadrons. D'ailleurs, le nombre des pelotons, égal à celui des cohortes, permettra d'en attacher à chaque cohorte isolée... »

(Page 125.)

« Les dix cohortes donneront 180 officiers d'infanterie pour toute la légion..... A ce nombre, il faut ajouter deux chefs d'ailes de cavalerie, revêtus du grade de chef d'escadron, dix capitaines et autant de lieutenants pour commander les dix pelotons de cavalerie légionnaire. On choisira pour la cavalerie les officiers de la légion les plus lestes et les plus vifs, car le service de la cavalerie légère s'accommode très-bien de ces officiers vifs, impétueux, passionnés, qui ne doutent de rien parce qu'ils ne calculent rien. Il faut que la fougue de leur tempérament les emporte sans cesse sur l'ennemi pour avoir de ses nouvelles, et qu'ils percent souvent le rideau de troupes légères dont il cherche à masquer ses mouvements... »

(Page 229.)

« La cavalerie est destinée à jouer deux rôles bien différents. Elle doit, dans les marches, se disperser pour parcourir le pays, reconnaître et poursuivre; dans les batailles, au contraire, elle ne peut produire un grand effet qu'en donnant tout à coup en masse sur les points affaiblis et battus en brèche des lignes ennemies. Presque tous les peuples de l'Europe ont senti que des rôles aussi différents exigeaient deux espèces de cavalerie; c'est ce qui les a engagés à distinguer la cavalerie légère de la cavalerie de ligne, qu'on nomme ordinairement grosse cavalerie... »

(Page 247.)

« L'usage des Romains était de placer la cavalerie sur les flancs de l'infanterie afin de la protéger et de la couvrir; c'est aussi celui des modernes, lorsque les ailes ne s'appuient pas à des obstacles de terrain. Mais la cavalerie légionnaire suffit pour jouer ce rôle de *flanqueurs*, et l'on doit tenir toute la cavalerie de ligne en réserve derrière le centre ou les ailes... »

(Page 313.)

« Le mélange des voltigeurs avec la cavalerie légère est admirable pour le succès de ces petits combats d'avant-garde... »

(Page 314.)

« Sous le règne de Louis XIV, les avant-gardes françaises étaient composées en partie de dragons, espèce de troupes légères mixtes qui combattaient quelquefois à cheval, plus souvent à pied..... Cette arme, qui, de nos jours, n'existe plus que de nom, rendait de grands services aux avant-gardes; cependant il est facile d'apercevoir que nous pouvons remplacer les dragons, à moins de frais, par le mélange proposé de nos cavaliers légionnaires et de nos voltigeurs. Nos fantassins légers, portés en croupe, voyagent avec la même vitesse que les dragons, et ils n'ont pas, comme eux, l'inconvénient de distraire du combat une partie des soldats pour tenir les chevaux, et enfin ils se battent d'autant mieux à pied qu'on n'exige jamais d'eux un autre genre de combat. Quant à l'économie, elle est sensible. »

(Page 154.)

« Le sabre de nos cavaliers légionnaires sera droit comme celui des dragons, afin de les engager à frapper d'estoc plutôt que de taille; ils porteront une lance de dix ou douze pieds, dont la courroie sera passée au bras gauche, et ils auront une carabine fort courte, suspendue à l'arçon de leur selle. »

(Page 115.)

« ... C'est une chose ridicule que l'éducation de nos dragons : sont-ils à cheval, on tâche de leur persuader que l'infanterie ne peut jamais résister à l'impétuosité de leurs charges; sont-ils à pied, on leur dit qu'ils sont invincibles contre la cavalerie. C'est ainsi qu'on leur inspire, tour à tour, du mépris pour les deux armes. »

(Page 228.)

« Je composerai mon corps d'armée de quatre légions, plus une réserve de 3,000 chevaux de ligne, ce qui ferait au complet plus de 36,000 hommes, classés de la manière suivante : 22,800 fantassins de ligne, 7,600 fantassins légers, 3,000 chevaux légionnaires, 3,000 chevaux de ligne, sans compter les artilleurs et les sapeurs. Après avoir fait la part des convalescences, des maladies et des absences, qu'on peut estimer à un cinquième, il restera 30,000 combattants. On voit que la cavalerie forme un sixième de l'armée... »

(Page 230.)

« ... Quant à la cavalerie de ligne, il paraît préférable de n'en former qu'un seul corps à chaque corps d'armée, puisqu'elle ne peut obtenir de grands résultats qu'en combattant réunie. Elle sera placée en réserve, dans les batailles, sous les ordres immédiats du général en chef, prête à donner au moment opportun... Mais, si nous voulions la faire charger, dès le com-

mencement de la bataille, sur de l'infanterie intacte et aguerrie, elle serait infailliblement ramenée sur le reste de l'armée, où elle communiquerait son désordre... »

(Page 310.)

« Nous formons notre avant-garde des cavaliers légionnaires des quatre légions du corps d'armée, avec un nombre égal de voltigeurs, qu'on obtient en prenant quatre compagnies par légion. Ce corps léger, composé de 3,000 chevaux, de 3,000 voltigeurs et de cinq pièces d'artillerie légère, précède d'une ou deux lieues la tête de la colonne, en portant des partis en avant et sur les côtés et en laissant des postes d'observation sur les chemins et sur les principales hauteurs, à droite et à gauche de la route, postes qui ne rejoignent l'avant-garde que lorsqu'ils sont remplacés par les flanqueurs de la colonne... »

1° L'administration des corps de cavalerie légère doit-elle dépendre de celle des corps d'infanterie? 2° La cavalerie légère doit-elle être instruite à la tactique comme la cavalerie de ligne, ou doit-elle ne servir que comme l'insurrection hongroise, les Mameluks, les Cosaques? 3° Doit-elle être employée aux avant-gardes, aux arrière-gardes, sur les ailes d'une armée, sans être soutenue par la cavalerie de ligne? 4° Doit-on supprimer les dragons? 5° La grosse cavalerie doit-elle être toute en réserve? 6° Combien faut-il de cavaleries différentes dans une armée? en quelle proportion? 7° Doit-il y avoir des éclaireurs aux ordres des officiers supérieurs d'infanterie, et toujours attachés aux bataillons, et placés près d'eux?

La cavalerie légère doit éclairer l'armée fort au loin; elle n'appartient donc point à l'infanterie. Elle doit être soutenue, protégée, spécialement par la cavalerie de ligne. De tout temps il y eut rivalité et émulation utile entre l'infanterie et la cavalerie. La cavalerie légère est nécessaire à l'avant-garde, à l'arrière-garde, sur les ailes de l'armée; elle ne peut donc pas être attachée à un corps particulier d'infanterie pour en suivre les mouvements. Il serait plus naturel de réunir son administration à celle de la cavalerie de ligne que de la faire dépendre de celle de l'infanterie, avec laquelle elle a bien moins d'analogie; elle doit avoir son administration particulière.

La cavalerie a besoin de plus d'officiers que l'infanterie; elle doit être plus instruite. Ce n'est pas seulement la vélocité qui assure son succès; c'est l'ordre, l'ensemble, le bon emploi de ses réserves. Si la cavalerie légère doit former les avant-gardes, il faut donc qu'elle soit organisée en escadrons, en brigades, en divisions, pour qu'elle puisse manœuvrer; car les avant-gardes, les arrière-gardes ne font pas autre chose. Elles poursuivent ou se retirent en échiquier, se forment

en plusieurs lignes ou se plient en colonne, opèrent un changement de front avec rapidité pour déborder toute une aile et toute une armée ennemie. C'est par la combinaison de toutes ces évolutions qu'une avant-garde ou une arrière-garde inférieure en nombre évite des actions trop vives, un engagement général, et cependant retarde assez l'ennemi pour donner le temps à l'armée d'arriver, à l'infanterie de se déployer, au général en chef de faire ses dispositions, aux bagages, au parc, de filer. L'art d'un général d'avant-garde ou d'arrière-garde est, sans se compromettre, de poursuivre l'ennemi ou de l'éloigner, de le contenir, de le retarder, de l'obliger à mettre trois ou quatre heures à faire une lieue. La tactique seule donne les moyens d'arriver à ces grands résultats; elle est plus nécessaire à la cavalerie qu'à l'infanterie, à l'avant-garde ou à l'arrière-garde qu'en toute autre position.

L'insurrection hongroise, que nous avons vue en 1797, 1805 et 1809, était pitoyable. Si ces troupes légères du temps de Marie-Thérèse se sont rendues redoutables, c'était par leur bonne organisation et surtout par leur grand nombre. Supposer que de pareilles troupes fussent supérieures aux hussards de Wurmser, aux dragons de Latour ou de l'archiduc Jean, c'est se former d'étranges idées des choses. Mais ni l'insurrection hongroise ni les Cosaques n'ont jamais formé les avant-gardes des armées autrichiennes et russes, parce que qui dit avant-garde dit troupes qui manœuvrent. Les Russes estiment autant un régiment de Cosaques instruit que trois régiments de Cosaques non instruits. Tout est méprisable dans ces troupes, si ce n'est le Cosaque lui-même, qui est bel homme, fort, adroit, fin, bon cavalier, infatigable. Il est né à cheval, est nourri dans les guerres civiles; il est pour la plaine ce qu'est le Bédouin dans le désert, le Barbet dans les Alpes; il n'entre jamais dans une maison, ne couche jamais dans un lit, change toujours son bivouac au coucher du soleil pour ne pas passer la nuit dans un lieu où l'ennemi aurait pu l'observer.

Deux Mameluks tenaient tête à trois Français, parce qu'ils étaient mieux armés, mieux montés, mieux exercés, avaient deux paires de pistolets, un tromblon, une carabine, un casque avec visière, une cotte de mailles, plusieurs chevaux, plusieurs hommes de pied pour les servir. Mais 100 cavaliers français ne craignaient pas 100 Mameluks; 300 n'en craignaient pas 400; 600 n'en craignaient pas 900, et dix escadrons mettaient 2,000 Mameluks en déroute, tant est grande l'influence de la tactique, de l'ordre et des évolutions! Les généraux de cavalerie Murat, Lasalle, Leclerc, se présentaient aux

Mameluks sur trois lignes et une réserve : au moment où la première était sur le point d'être débordée, la seconde se portait en avant par escadron à droite et à gauche en bataille; les Mameluks s'arrêtaient court pour déborder cette seconde ligne, qui, aussitôt qu'elle était prolongée par la troisième, les chargeait; ils ne pouvaient soutenir ce choc et se dispersaient.

Il y a contradiction à vouloir réunir la cavalerie légère au nombre de plusieurs milliers, à vouloir la destiner à faire l'avant-garde ou l'arrière-garde d'une armée, et à ne pas vouloir qu'elle soit instruite aux manœuvres de ligne. Les mouvements d'une avant-garde ou d'une arrière-garde ne consistent pas à s'avancer ou à reculer au galop, mais à manœuvrer, et pour cela il lui faut de bonne cavalerie légère, de bonnes réserves de cavalerie de ligne, d'excellents bataillons d'infanterie, de bonnes batteries légères. Il faut que ces troupes soient bien instruites, que les généraux, les officiers et les soldats connaissent également bien leur tactique, chacun selon le besoin de son grade et de son arme.

Il est reconnu que, pour la facilité des manœuvres, l'escadron doit être d'une centaine d'hommes, et que trois ou quatre escadrons doivent avoir un chef.

Toute la cavalerie de ligne ne doit pas être cuirassée. Les dragons, montés sur des chevaux de quatre pieds neuf pouces, armés d'un sabre droit, sans cuirasse, doivent faire partie de la grosse cavalerie; ils doivent être armés d'un fusil d'infanterie avec baïonnette, avoir le shako de l'infanterie, le pantalon recouvrant la demi-botte-brodequin, des manteaux à manches et des portemanteaux si petits qu'ils puissent les porter en sautoir; mais toute la cavalerie légère, toute la grosse cavalerie doivent être munies d'une arme à feu et savoir l'école de peloton et de bataillon. 3,000 hommes de cavalerie légère ou 3,000 cuirassiers ne doivent point être arrêtés par 1,500 hommes d'infanterie postés dans un bois ou dans un terrain impraticable aux chevaux; 3,000 dragons ne doivent point l'être par 2,500 hommes d'infanterie.

Turenne, le prince Eugène de Savoie, Vendôme, faisaient grand cas et grand usage des dragons. Cette arme s'est couverte de gloire en Italie en 1795, 1796 et 1797, en Égypte, en Espagne. Dans les campagnes de 1806 et 1807, un préjugé s'est élevé contre elle; il est injuste. Des divisions de dragons avaient été réunies à Compiègne et à Amiens pour être embarquées sans chevaux pour l'expédition d'Angleterre et y servir à pied jusqu'à ce que l'on pût les monter dans le pays. Le général Baraguey d'Hilliers, leur premier inspecteur,

les commandait; il leur fit faire des guêtres et incorpora une grande quantité de recrues, qu'il ne fit exercer qu'aux manœuvres de l'infanterie. Ce ne furent plus des régiments de cavalerie. Ils firent la campagne de 1806 à pied jusqu'après la bataille d'Iena, qu'on les monta sur des chevaux de prise de la cavalerie prussienne, les trois quarts hors de service. Ces circonstances réunies leur nuisirent.

Les dragons sont nécessaires pour appuyer la cavalerie légère à l'avant-garde, à l'arrière-garde et sur les ailes d'une armée. Les cuirassiers sont moins propres qu'eux à ce service à cause de leurs cuirasses; cependant il en faut avoir à l'avant-garde, mais seulement pour les accoutumer à la guerre et les tenir en haleine. Une division de 1,600 dragons se porte rapidement sur un point avec 1,500 chevaux de cavalerie légère, met pied à terre pour y défendre un pont, la tête d'un défilé, une hauteur, y attend l'arrivée de l'infanterie : de quel avantage cette arme n'est-elle pas dans une retraite?

Sur le Rhin, la cavalerie d'une armée doit être le quart de l'infanterie : un vingt-quatrième en éclaireur, trois vingt-quatrièmes en chasseurs et chevau-légers, deux vingt-quatrièmes en cavalerie de ligne et cuirassiers. Les éclaireurs seront des voltigeurs sur des chevaux de quatre pieds six pouces, armés de lances; la cavalerie légère sera montée de chevaux de quatre pieds sept à huit pouces; les dragons, de chevaux de quatre pieds neuf pouces; les cuirassiers, de chevaux de quatre pieds dix ou onze pouces : ce qui emploiera pour la remonte toute espèce de chevaux.

Les éclaireurs feront partie du bataillon; la petitesse de leurs chevaux les rendra peu propres aux charges de cavalerie. Leur nombre sera en raison d'un vingt-quatrième de l'infanterie. Ils fourniront les ordonnances aux généraux, des escortes aux convois, des hommes choisis pour remplacer la gendarmerie dans l'escorte des prisonniers, et les garnisaires. Il restera encore un peloton pour éclairer le bataillon et occuper une position importante où il serait avantageux de prévenir l'ennemi. Rangés en bataille à dix toises derrière les serre-files, ils manœuvreront avec les bataillons, ils saisiront le moment favorable pour charger l'infanterie ennemie à la lance, tomber sur les fuyards et faire des prisonniers. La petitesse de leurs chevaux ne tentera point les généraux de cavalerie, ne diminuera point les ressources de cette arme si difficiles dans nos pays de remonte.

Au moment d'entrer en campagne, les escadrons d'éclaireurs fourniront des hommes montés à la grosse cavalerie en raison du dixième ou du cinquième de l'effectif du régiment dans lequel ces détachements seraient incorporés. Ils seront employés à fournir les ordon-

nances aux généraux, les escortes aux bagages. Ce seraient ces éclaireurs qui tiendraient les chevaux lorsque les dragons combattraient à pied.

Pour une armée de 30,000 hommes d'infanterie, il faudra donc 7,600 hommes de cavalerie, savoir : 1,200 éclaireurs attachés à l'infanterie et sous les ordres des officiers supérieurs de cette arme, 2,200 chasseurs ou hussards, 1,800 dragons, 2,400 cuirassiers.

QUATRIÈME NOTE. — ARTILLERIE.

(Page 117.)

« ... Mais est-il nécessaire de donner de l'artillerie à chaque légion, et ne pourrait-on pas rejeter toutes les pièces à la queue d'une armée pour éviter d'interrompre et de gêner la marche des troupes? Je crois qu'on ne peut le faire qu'en partie. Les légions doivent avoir quelques bouches à feu pour se battre isolément ou pour commencer et entretenir le combat en attendant que les réserves d'artillerie arrivent sur le champ de bataille. Tout le reste de l'artillerie pourra marcher en réserve, à la suite de l'armée, pour ne pas embarrasser et retarder le mouvement des troupes... »

(Page 118.)

« ... Cinq bouches à feu par légion me paraissent suffisantes pour le rôle qu'elles ont à jouer jusqu'à l'arrivée des batteries de réserve... »

(Page 119.)

« ... Une demi-compagnie d'artillerie sera affectée au service de la batterie légionnaire. »

(Page 236.)

« Un principe certain, c'est que la quantité d'artillerie doit être subordonnée à la qualité des troupes. A-t-on de la mauvaise infanterie qui hésite à marcher à l'ennemi et craigne de l'aborder, on se voit contraint de placer toute sa confiance dans l'artillerie et de faire la guerre à coups de canon. Cette arme devient décisive pour le gain des batailles, et l'infanterie se ravale jusqu'à n'être plus qu'une arme secondaire, sans autres fonctions que d'escorter le canon dans les marches et de le garder sur le champ de bataille. De deux mauvaises armées qui se livrent bataille, c'est celle qui parvient à mettre le plus de pièces en batterie qui remporte la victoire. Mais, dans ce même cas, il est une proportion qu'on ne doit pas dépasser, parce qu'au delà d'un certain terme les autres armes ne suffisent plus pour garder les pièces. Je crois que le maximum de l'artillerie qu'il est permis d'employer dans les armées, quelque mauvaises qu'elles soient, a été atteint dans la guerre de Sept Ans et dans notre campagne de 1813, en Saxe, où nous cherchâmes à suppléer à force de canons aux qualités qui manquaient à notre jeune infanterie... »

(Page 234.)

« ... Je voudrais que, outre ces batteries légionnaires, un corps d'armée traînât à sa suite un parc de réserve de trente-cinq pièces, dont quinze obusiers et vingt canons de 12. On ne formerait, un jour de bataille, de toute cette réserve qu'une seule batterie dirigée sur le point de la ligne ennemie qu'on se propose de forcer... »

(Page 235.)

« Enfin cinq pièces légères seront destinées à marcher avec l'avant-garde; elles seront plus légères de calibre, mieux attelées que les autres, et seront suivies par des canonniers à cheval, dont les chevaux porteront un poitrail avec des traits, afin de pouvoir s'atteler aux pièces dans l'occasion. Cette artillerie légère, ainsi organisée, passera partout et se portera rapidement à la poursuite de l'ennemi.

» Nous aurons de cette manière soixante bouches à feu pour un corps d'armée de 30,000 hommes; c'est, je crois, tout ce qu'exigent les terrains découverts, les plus favorables à l'artillerie, en supposant une bonne infanterie... »

Si ces principes étaient adoptés, il s'ensuivrait : 1° que la division d'artillerie serait composée de deux obusiers et de trois pièces de 6; 2° que l'équipage d'artillerie d'une armée de 40,000 hommes (l'armée ci-dessus, de quatre légions, est de ce nombre) serait de soixante bouches à feu (une pièce et demie pour 1,000 hommes); 3° que les équipages seraient ainsi composés : trois douzièmes en pièces de 6, quatre douzièmes en pièces de 12, cinq douzièmes en obusiers, c'est-à-dire quinze pièces de 6, vingt de 12 et vingt-cinq obusiers, sur soixante bouches à feu.

La division d'artillerie a été fixée par le général Gribeauval à huit bouches à feu d'un même calibre, de 4, de 8, de 12, ou obusiers de 6 pouces, parce qu'il faut, 1° qu'une division d'artillerie puisse se diviser en deux ou quatre batteries; 2° parce que huit bouches à feu peuvent être servies par une compagnie de 120 hommes, ayant en réserve une escouade au parc; 3° parce que les voitures nécessaires au service de ces huit bouches à feu peuvent être attelées par une compagnie d'équipages du train; 4° parce qu'un bon capitaine peut surveiller ce nombre de pièces; 5° parce que le nombre de voitures qui composent une batterie de huit bouches à feu fournit suffisamment d'ouvrage à une forge et à une prolonge, et que deux affûts de rechange lui suffisent. Si la division était composée de moins de bouches à feu, il faudrait d'autant plus de forges, de prolonges, d'affûts de rechange.

L'Empereur Napoléon a supprimé les pièces de 4 et de 8; il y a substitué les pièces de 6; l'expérience lui avait démontré que les généraux d'infanterie faisaient usage indistinctement de pièces du calibre de 4 ou de 8, sans avoir égard à l'effet qu'ils voulaient produire. Il a supprimé l'obusier de 6 pouces; il y a substitué l'obusier de 5 pouces 6 lignes, parce que deux cartouches du premier calibre pèsent autant que trois cartouches du deuxième calibre; que d'ailleurs l'obusier de 5 pouces 6 lignes se trouve avoir le même calibre que les pièces de 24, qui sont si communes dans nos équipages de siége et dans nos places fortes. Il a formé ses divisions d'artillerie à pied de deux obusiers de 5 pouces 6 lignes et de six pièces de 6, ou de deux obusiers de 5 pouces 6 lignes à grande portée et de six pièces de 12; celles d'artillerie à cheval, de quatre pièces de 6 et de deux obusiers; mais il serait préférable qu'elles eussent la même composition que les premières, c'est-à-dire deux obusiers de 5 pouces 6 lignes et six pièces de 6. Ses équipages étaient composés pour douze vingtièmes en pièces de 6, trois vingtièmes en pièces de 12, cinq vingtièmes en obusiers. Ces changements modifiaient le système de M. de Gribeauval; ils étaient faits dans son esprit, il ne les eût pas désavoués; celui-ci avait beaucoup réformé, beaucoup simplifié; on réformerait, on simplifierait encore.

Une cartouche de 12 pèse autant que deux cartouches de 6; vaut-il donc mieux avoir une pièce de 12 que deux pièces de 6? S'il est des circonstances où une pièce de 12 est préférable, dans les circonstances ordinaires deux pièces de 6 valent mieux. Vaut-il mieux avoir un obusier ou deux pièces de 6? L'obusier est fort utile pour mettre le feu à un village, bombarder une redoute; mais son tir est incertain; non-seulement il ne vaut pas, dans les cas ordinaires, deux pièces de 6, mais il ne peut pas tenir lieu d'une seule; il n'en faut donc qu'un nombre circonscrit. C'est beaucoup que de faire entrer dans un équipage le quart d'obusiers; vouloir le composer pour cinq douzièmes en obusiers, quatre douzièmes en pièces de 12, et seulement trois douzièmes en pièces de 6, c'est violer tous les principes de la science de l'artillerie.

Un équipage de cent vingt bouches à feu, formé sur les principes de l'Empereur, était de soixante et douze pièces de 6, dix-huit pièces de 12, trente obusiers, qui formaient quinze divisions, exigeaient soixante voitures en forges, prolonges ou affûts de rechange, suivant les divisions, trois cent soixante caissons de 6, quatre-vingt-dix de 12, et cent cinquante d'obusiers; en tout six cents voitures ou cinq voitures par pièce, approvisionnée à trois cents coups, outre le coffret.

Un équipage de cent vingt bouches à feu, organisé suivant les principes qu'on voudrait établir, aurait trente pièces de 6, quarante de 12, cinquante obusiers. La division étant de cinq pièces, il y en aurait vingt-quatre, ce qui exigerait quatre-vingt-seize forges, prolonges ou affûts de rechange attachés aux divisions : en tout, sept cent quarante voitures. Ce serait donc cent quarante voitures de plus que le premier équipage. Quel surcroît d'embarras! Ce sont les pièces de 12 qui embarrassent les marches, parce qu'elles pèsent 15 à 1800 livres et vont difficilement hors des chaussées; et cependant l'équipage impérial avait quatre-vingt-dix pièces de canon; celui proposé n'en aurait que soixante et dix. Mais, avec les sept cent quarante voitures qu'il faudrait pour cet équipage, on pourrait avoir cent quarante-huit bouches à feu de l'équipage impérial, savoir : quatre-vingt-dix pièces de 6, vingt-quatre pièces de 12 et trente-quatre obusiers. L'équipage proposé est d'un cinquième plus coûteux et plus embarrassant.

On dit qu'à l'instar des Romains il faut que la légion soit une armée au petit pied, et cependant on lui ôte ce qui est le plus nécessaire, le plus important, l'artillerie. Quoi! une légion de 8 ou 9,000 hommes fera l'avant-garde ou l'arrière-garde d'une armée, ou sera détachée avec trois pièces de canon et deux obusiers? Mais, si elle trouve devant elle une division russe, prussienne ou autrichienne d'égale force, cette division aura trente pièces de canon (c'est l'organisation actuelle) : certes l'artillerie de la légion sera promptement réduite au silence et démontée, l'infanterie chassée de sa position à coups de canon, ou, si elle s'y maintient, ce sera au prix d'un sang bien précieux.

M. de Gribeauval, qui avait fait la guerre de Sept Ans dans l'armée autrichienne et avait le génie de l'artillerie, a réglé que la force des équipages serait à raison de quatre pièces par bataillon de 1,000 hommes, ou trente-six bouches à feu pour une division de 9,000 hommes, ou cent soixante pour une armée de 40,000 hommes : l'équipage impérial n'était que de cent vingt bouches à feu pour un corps d'armée de 40,000 hommes formés en quatre divisions d'infanterie, une division de cavalerie légère, une de dragons, une de cuirassiers. Deux divisions d'artillerie étaient attachées à chaque division d'infanterie; trois étaient en réserve, et quatre batteries à cheval étaient attachées une à la cavalerie légère, une aux dragons, deux aux cuirassiers.

Il fallait, pour le service d'une pièce de canon approvisionnée à trois cents coups de l'équipage impérial, l'un portant l'autre, 25 chevaux et 35 hommes; il faudrait, pour une pièce de canon de l'équi-

page proposé, 45 hommes et 40 chevaux; ce serait une grande perte d'hommes et de chevaux pour avoir un équipage lourd, embarrassant, en réalité inférieur en force. Une division de huit pièces d'artillerie exige 280 hommes et 200 chevaux, ce qui est la valeur de deux bons escadrons de cavalerie; un corps d'armée qui aurait quinze divisions d'artillerie aurait donc la valeur de vingt-quatre escadrons, 3,000 chevaux et 4,200 hommes, le dixième de l'armée; mais il faudrait trois huitièmes de plus, c'est-à-dire 5,790 hommes, au lieu de 4,200 pour un équipage du même nombre de bouches à feu formé suivant les principes de l'auteur des *Considérations sur l'art de la guerre,* c'est-à-dire le huitième de l'armée.

Les hommes qui se sont fait une idée de la guerre moderne en commentant les anciens, diront qu'il vaut mieux avoir 3,000 chevaux ou 1,000 fantassins de plus dans une armée de 40,000 hommes que cent vingt pièces de canon, ou n'avoir que soixante bouches à feu et avoir 1,500 chevaux et 500 fantassins de plus. Mais les militaires savent qu'il faut dans une armée de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, dans de justes proportions, et que ces armes ne peuvent point se suppléer. Nous avons vu des occasions où l'ennemi eût gagné la bataille; il occupait avec de fortes batteries de belles positions, d'où il eût foudroyé les colonnes d'attaque et les eût dispersées, si elles n'eussent été soutenues par une artillerie supérieure. Les proportions des trois armes sont depuis longtemps l'objet des méditations des grands généraux; l'expérience a prouvé qu'il fallait quatre pièces pour 1,000 hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, équipages militaires compris, ce qui donne en hommes le dixième de l'infanterie pour le personnel de l'artillerie.

Prétendre courir sur les pièces, les enlever à l'arme blanche ou faire tuer les canonniers par des tirailleurs, sont des idées chimériques; cela peut arriver quelquefois, et n'avons-nous pas l'exemple de places fortes prises d'un coup de main? Mais, en système général, il n'est pas d'infanterie, si brave qu'elle soit, qui puisse, sans artillerie, marcher impunément pendant 5 ou 600 toises contre seize ou vingt-quatre pièces de canon bien placées, servies par de bons canonniers. Avant d'être arrivés aux deux tiers de sa course, ses hommes seront tués, blessés ou dispersés. L'artillerie de campagne a acquis trop de justesse dans le tir pour qu'on puisse approuver ce que dit Machiavel, qui, plein des idées grecques et romaines, ne veut faire qu'une décharge d'artillerie, après quoi la renvoyer derrière sa ligne.

Une bonne infanterie est sans doute le nerf de l'armée; mais, si

elle avait longtemps à combattre contre une artillerie supérieure, elle se démoraliserait et serait détruite.

Dans les premières campagnes de la guerre de la Révolution, ce que la France a toujours eu de meilleur, c'est l'artillerie; je ne sache pas un seul exemple de cette guerre où vingt pièces de canon, convenablement postées, aient été enlevées à la baïonnette par l'infanterie seule. A l'affaire de Valmy, à la bataille de Jemmapes, à celle de Nœrdlingen, à celle de Fleurus en 1792, nous avions une artillerie supérieure à celle de l'ennemi, quoique souvent nous n'eussions que deux pièces pour 1,000 hommes; mais c'est que notre armée était très-nombreuse. Il se peut qu'un général plus manœuvrier, plus habile que son adversaire, ayant dans sa main une meilleure infanterie, obtienne des succès pendant une partie de la campagne, quoique son parc d'artillerie soit très-inférieur; mais, au jour décisif d'une action générale, il sentira cruellement son infériorité en artillerie et sera exposé à tout perdre dans un moment.

80 voitures pour l'équipage militaire d'une armée de 40,000 hommes sont insuffisantes; quatre sont nécessaires pour les forges et les rechanges; les soixante et seize qui restent portent 1,520 quintaux, c'est-à-dire la farine et l'eau-de-vie de deux jours pour l'armée. L'expérience a prouvé qu'il faut qu'une armée porte avec elle un mois de vivres : dix jours portés par les hommes et les chevaux de bât, vingt jours sur les caissons; il faudrait donc 480 voitures d'équipages militaires, 240 régulièrement organisées, 240 de réquisition. A cet effet, il faudrait avoir un bataillon de six compagnies d'équipages militaires par régiment, chaque compagnie ayant ses cadres pour 80 voitures, dont 40 seulement seraient fournies et attelées par l'administration et 40 seraient prises par voie de réquisition.

CINQUIÈME NOTE. — ORDRE DE BATAILLE.

(Page 201.)

« Voici donc l'ordre de bataille de la légion tel que nous devons nous le représenter d'après les principes que nous venons de développer, en faisant toujours abstraction des formes et des accidents variés du terrain, dont nous nous occuperons plus tard.

» D'abord, en première ligne, les cinq premières cohortes de la légion, rangées en bataille de droite à gauche, par ordre de numéro, en commençant par la cohorte d'élite, l'exemple et la règle de la légion entière. Les cohortes, de 55 toises de front chacune, sont séparées entre elles par des passages de 5 toises; ce qui donne 300 toises pour l'étendue totale de la ligne.

» Ensuite, à 150 toises en arrière de la première ligne se trouvent les cinq dernières cohortes, formées chacune en colonne, par division, espacées entre elles à distance de déploiement. Ces petites colonnes, de 14 toises de large sur quarante-sept files, et de 14 toises de long en quatre sections, laissent entre elles des espaces vides de 46 toises.

» Les voltigeurs de la première ligne sont en partie dispersés en avant du front de bataille et en partie pelotonnés derrière leurs cohortes, près des intervalles qui les séparent; ceux de la deuxième ligne sont pelotonnés par demi-compagnie sur les flancs de leurs colonnes.

» La cavalerie se tient en réserve sur les flancs, à hauteur de la seconde ligne, et l'artillerie légionnaire forme une seule batterie à 50 toises en avant d'une des ailes. »

Une armée romaine se campait et se rangeait en bataille toujours dans le même ordre; elle campait dans un carré de 3 à 400 toises de côté. Elle passait quelques heures à s'y fortifier; alors elle s'y croyait inattaquable. S'agissait-il de donner bataille, elle se rangeait sur trois lignes éloignées de 50 toises entre elles, la cavalerie sur les ailes. L'officier de l'état-major chargé de tracer un camp ou de ranger une armée en bataille ne faisait qu'une opération mécanique; il n'avait besoin ni de coup d'œil, ni de génie, ni d'expérience. Chez les modernes, au contraire, l'art d'occuper une position pour y camper ou pour s'y battre est soumis à tant de considérations qu'il exige de l'expérience, du coup d'œil et du génie. C'est l'affaire principale du général en chef lui-même, parce qu'il y a plusieurs manières d'asseoir un camp ou de prendre un ordre de bataille dans une même position.

Une armée moderne doit-elle occuper un camp continu, ou doit-elle camper par corps d'armée ou par division? A quelle distance doit-on camper l'avant-garde et les flanqueurs? Quel fond et quelle profondeur doit-on donner au camp? Où doit-on placer la cavalerie, l'artillerie et les chariots? L'armée doit-elle se ranger en bataille sur plusieurs lignes, et quelle distance doit-on mettre entre elles? La cavalerie doit-elle être en réserve derrière l'infanterie ou placée sur les ailes? Doit-on mettre en action dès le commencement de la bataille toute son artillerie, puisque chaque pièce a de quoi nourrir son feu pendant vingt-quatre heures, ou doit-on en tenir la moitié en réserve? La solution de toutes ces questions dépend de bien des circonstances : 1° du nombre de troupes qui composent l'armée, de la proportion qui existe entre l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie; 2° du rapport qui existe entre les deux armées; 3° de leur moral; 4° du but qu'on se propose; 5° de la nature du champ de bataille;

6° de la position qu'occupe l'armée ennemie et du caractère du chef qui la commande. On ne peut et on ne doit prescrire rien d'absolu. Il n'y a point d'ordre naturel de bataille. Tout ce que l'on prescrirait là-dessus serait plus nuisible qu'utile. Chez les anciens mêmes, cela eut souvent des inconvénients. Sempronius fut battu à la Trebbia et Varron à Cannes, quoiqu'ils commandassent à des armées plus nombreuses que celles de leur ennemi, parce que, conformément à l'usage établi parmi les Romains, ils rangèrent leur armée en bataille sur trois lignes, tandis qu'Annibal rangea la sienne sur une seule ligne. La cavalerie carthaginoise était supérieure en nombre et en qualité. Les armées romaines furent à la fois attaquées de front, prises en flanc et à dos; elles furent défaites. Si les deux consuls romains eussent pris l'ordre de bataille le plus convenable aux circonstances, ils n'eussent point été débordés et eussent peut-être été vainqueurs. Leur infanterie était plus du double de celle des Carthaginois.

La tâche qu'a à remplir le commandant d'une armée est plus difficile dans les armées modernes qu'elle ne l'était dans les armées anciennes. Il est vrai aussi que son influence est plus efficace sur le résultat des batailles. Dans les armées anciennes, le général en chef, à 80 ou 100 toises de l'ennemi, ne courait aucun danger, et cependant il était convenablement placé pour bien diriger tous les mouvements de son armée. Dans les armées modernes, un général en chef, placé à 4 ou 500 toises, se trouve au milieu du feu des batteries ennemies et fort exposé; et cependant il est déjà tellement éloigné que plusieurs mouvements de l'ennemi lui échappent. Il n'est pas d'action où il ne soit obligé de s'approcher à la portée des petites armes. Les armes modernes ont d'autant plus d'effet qu'elles sont plus convenablement placées; une batterie de canon qui prolonge, domine, bat l'ennemi en écharpe, peut décider d'une victoire. Les champs de bataille modernes sont beaucoup plus étendus; ce qui exige un coup d'œil plus exercé et plus pénétrant. Il faut beaucoup plus d'expérience et de génie militaire pour diriger une armée moderne qu'il n'en fallait pour diriger une armée ancienne.

SIXIÈME NOTE. — DES PLACES FORTES.

(Page 479.)

« ... Mais, lorsqu'on veut fermer les frontières d'un empire presque uniquement par des lignes de forteresses, sans le concours des armées, l'opinion se partage sur l'efficacité de ce moyen... Imaginons, pour fixer

nos idées, une frontière, en pays ouvert, de cent lieues d'étendue, qu'on entreprend de couvrir par des places fortes contre les entreprises des ennemis. Le système actuel veut qu'on établisse trois lignes successives de forteresses, espacées entre elles d'une journée de marche ou de cinq ou six lieues. Ainsi la défense totale de la frontière exige cinquante ou soixante places fortes. Supposons-en cinquante seulement, pour caver au plus bas, et estimons la dépense de leur construction à 15 millions, l'une dans l'autre, y compris les abris voûtés indispensables; nous verrons que l'État se trouvera obligé de faire une dépense de 750 millions pour une seule frontière... Mais ce labyrinthe de places contraindra-t-il les armées envahissantes à s'arrêter pour se livrer aux longueurs interminables d'une guerre de siéges; ou bien les obligera-t-il à laisser en arrière des forces supérieures à celles des garnisons? Le raisonnement, éclairé par l'expérience, prouve que non. Nos cinquante places, à 6,000 hommes de garnison l'une dans l'autre, absorberaient 300,000 hommes pour leur défense; ce qui est à peu près le nombre de troupes qne les grands États de l'Europe tiennent ordinairement sur pied, de sorte qu'on n'aurait plus d'armée à opposer aux armées envahissantes, et les autres frontières se trouveraient absolument dégarnies. Mais la raison et l'usage réclament également contre cette dispersion de forces, et l'on se borne à laisser un tiers de garnison seulement dans ce grand nombre de places, qui, d'après leur situation reculée ou leur éloignement des dépôts et des corps d'armée de l'ennemi, ne paraissent pas menacées d'un siége prochain, et qu'il suffit, par conséquent, de mettre à l'abri d'un coup de main. On propose même quelquefois, pour économiser les troupes de ligne, d'abandonner la garde de ces places aux habitants; mais cet abandon me paraît fort dangereux... »

(Page 482.)

« ..... Nous ne pouvons donc pas nous dispenser de consacrer au moins 100,000 hommes pour garder nos cinquante forteresses, et nous aurons ainsi 100,000 hommes de moins pour livrer des batailles, qui, en dernier résultat, décident du sort des empires.

» Supposons, dans cet état de choses, que l'ennemi s'avance sur plusieurs colonnes pour attaquer notre frontière, défendue par une triple barrière de forteresses. Toutes les grandes routes qui mènent dans l'intérieur sont sans doute fermées par des places; alors ces colonnes, sans s'amuser à en faire le siége, quittent la route, suivent des chemins de traverse pour tourner ces forteresses, en passant hors de portée de leurs canons, et pénètrent ainsi entre les places fortes, sans autre difficulté que d'être réduites à suivre des chemins étroits, l'espace d'une ou deux lieues, chemins qu'il est aisé de faire réparer et élargir... »

(Page 484.)

« Je sais qu'on calcule avec assez de raison qu'il faut des forces triples pour bloquer une garnison; ainsi, si l'ennemi croyait devoir bloquer les

places qu'il laisse en arrière, il consommerait beaucoup plus de troupes que les défenseurs. Mais nous venons de voir qu'il lui est assez inutile de les bloquer ; il lui suffit de les observer avec soin pour qu'elles ne puissent lui nuire. Il peut engager son armée active au milieu de nos places lorsqu'elles sont abandonnées à elles-mêmes, et pénétrer sans crainte au delà de notre triple ligne de forteresses, en prenant la précaution de laisser une armée d'observation en arrière. Lorsqu'il est sorti enfin de ce dédale de places, il doit s'étendre dans le pays afin d'en tirer des ressources ; il doit y établir des dépôts, une base d'opération, son armée de réserve, et conduire la guerre, en un mot, presque comme si nos places n'existaient pas, dès qu'elles se trouvent hors du théâtre des armées actives.

» Cette frontière de cent lieues, munie de cinquante forteresses, n'est point une supposition imaginaire ; elle existe réellement, et nous pouvons interroger l'expérience d'une guerre fort récente pour connaître ce que nous avons le droit d'attendre d'une triple ligne de places fortes abandonnées à elles-mêmes... »

(Page 488.)

« Sur cette frontière ouverte de cent lieues, que le système actuel surcharge de cinquante places fortes, j'en établis cinq ou six seulement, à quinze ou vingt lieues les unes des autres ; elles occuperont les nœuds des principales routes et surtout les deux rives des fleuves, quelle que soit leur direction, afin de faciliter les mouvements des armées. Il faut qu'elles soient grandes, pour qu'elles puissent subvenir aux besoins de nos armées belligérantes, dont la force s'élève souvent à plus de 100,000 combattants...

» Si l'on craint les surprises pour ces grands dépôts, qu'on peut regarder comme les ancres de l'État, lorsque la guerre de campagne ne leur laisse que peu de troupes pour leur garde, il est aisé de les soustraire à ce danger par l'établissement d'une citadelle qui, facile à garder avec très-peu de monde, garantisse la reprise et la possession de la ville... »

(Page 490.)

« Je ne vois pas de meilleur moyen pour remplir ces conditions que celui d'établir quatre petits forts autour de chaque place, formant un immense carré dont la place occuperait le centre. Ces forts, fermés en tous sens, seraient établis sur les sommités les plus avantageuses des hauteurs, à environ 1,200 à 1,500 toises des ouvrages de la place, et espacés entre eux de 2 à 3,000 toises. L'espace compris d'un fort à l'autre formerait un champ de bataille capable de recevoir une armée de 50 à 100,000 hommes, qu'on pourrait regarder comme inexpugnable. Les forts, armés de canons de gros calibre, en appuieraient parfaitement les ailes ; quant au centre, sur lequel ils auraient peu d'action, à cause de leur éloignement, on pourrait le renforcer par des ouvrages de campagne, construits au moment même du besoin et soutenus par le canon de la place. Ainsi les quatre forts circonscrivant chaque forteresse formeraient tout autour un vaste

camp retranché, présentant quatre fronts ou quatre champs de bataille différents; de sorte que, de quelque côté que l'ennemi arrivât, nous pourrions lui faire face avec notre armée...

» A une vingtaine de lieues en arrière de ces premières places fortes j'en établis d'autres semblables, espacées aussi entre elles de quinze ou vingt lieues, et ainsi de suite jusqu'au centre du royaume... Les principaux passages des montagnes et des forêts seront gardés par des forts ou batteries fermées, qu'il ne faut point confondre avec les places... »

(Page 494.)

« Quel que soit l'usage suivi dans les dernières guerres, nous nous garderons bien de nous opposer de front, avec nos 100,000 hommes, à la marche de 150,000 de l'ennemi; ce serait mettre les chances de la guerre contre nous; car, si c'était pour lui livrer bataille, la supériorité du nombre fixerait sans doute la victoire de son côté; si c'était pour retarder ses progrès, en nous retirant de position en position, nous découragerions nos troupes par ces manœuvres rétrogrades, sans pour cela obtenir l'avantage que nous recherchons, de le forcer à disséminer ses forces actives. Son armée de réserve, qui, suivant les principes établis, doit remplacer sa première armée, suffirait pour bloquer ou observer les places laissées en arrière, soumettre et contenir la population, et assurer ses communications et ses subsistances; de sorte que nous perdrions du terrain sans obliger son armée active à s'affaiblir...

» Aussitôt qu'elle s'engage entre deux de nos places frontières, nous nous hâtons de jeter 6 ou 7,000 hommes dans l'une des deux susceptible de se voir investie et assiégée, afin de compléter sa garnison, et nous nous retirons avec le reste de notre armée, de position en position, jusque dans le camp retranché de l'autre place. Dans cet état de choses, que peut faire l'ennemi? S'avance-t-il témérairement dans l'intérieur en négligeant notre armée qui se trouve sur son flanc? il court à sa perte; car, dès qu'il a passé, nous nous portons sur ses derrières et nous le privons de toutes ses communications avec ses dépôts et sa base d'opération... Prend-il le parti de laisser une armée égale à notre armée pour nous observer et nous contenir dans notre camp, et de pénétrer ensuite, avec les 50,000 hommes qu'il a de plus que nous, dans l'intérieur du pays? non-seulement cette incursion, qui ne tarde pas d'être arrêtée par notre armée de réserve et par la population en armes, ne lui procure aucun avantage, aucune conquête stable et réelle, mais encore elle l'expose aux plus grands dangers... »

(Page 496.)

« Convaincu de l'impossibilité de s'avancer en laissant notre armée défensive sur son flanc et sur ses derrières, il prendra sans doute le parti de marcher sur elle avec toutes ses forces. Alors, retirés dans le camp retranché de l'une de nos places frontières, nous prenons notre ordre de bataille

entre deux forts, sur le côté du carré faisant face à l'agresseur. Nous pouvons nous y regarder comme inexpugnables, surtout si nous ne négligeons pas d'élever, pour soutenir notre centre, entre les deux forts qui appuient nos ailes, quelques travaux de campagne, ouvrage d'une nuit, dans le genre de ceux décrits au chapitre IX.

» La place sert de réduit de sûreté à notre camp, et elle nous offre toutes les ressources dont nous avons besoin en munitions de guerre et de bouche. Mais ces ressources ne sont pas inépuisables ; il s'agit de les renouveler, ce qui nous est facile par les communications que nous conservons libres avec nos places du côté opposé à l'ennemi. L'agresseur voudrait-il nous priver de ces communications, il ne peut y parvenir qu'en nous bloquant de tous côtés ; mais pour cela il faut qu'il divise ses 150,000 hommes en quatre corps placés un de chaque côté de l'immense carré, de 12,000 toises de pourtour, formé par nos quatre forts... Ce système des camps retranchés établis sous le canon des places fortes me paraît admirable pour arrêter son invasion dès le début. On m'objectera sans doute que, ne pouvant rien entreprendre contre notre armée défensive, il se jettera sur une place voisine pour en faire le siége ; voilà justement où je voulais l'amener ; je voulais l'obliger à se livrer à une guerre de siéges, toujours si lente, si dispendieuse, si dangereuse sous les yeux d'une armée défensive encore intacte, et si peu fertile en grands résultats... »

1° Les places de la frontière de Flandre ont-elles été utiles ou nuisibles? 2° Le nouveau système qu'on propose est-il plus économique? Exige-t-il moins de garnisons? Est-il préférable à celui de Vauban et de Cormontaigne? 3° Pour défendre sa capitale, une armée doit-elle la couvrir en faisant sa retraite sur elle? doit-elle se placer dans un camp retranché, appuyé à une place forte, ou doit-elle manœuvrer librement, de manière à ne se laisser acculer ni à la capitale ni à une place forte?

Le système de défense de la frontière de Flandre a été, en grande partie, conçu par Vauban ; mais cet ingénieur a été obligé d'adopter les places déjà existantes. Il en a construit de nouvelles pour couvrir des écluses, étendre les inondations ou fermer les débouchés importants entre de grandes forêts ou des montagnes. Il y a sur cette frontière des places de première, deuxième, troisième, quatrième force ; elles peuvent être évaluées à 4 ou 500 millions. Construites en cent ans, cela ferait une dépense de 4 millions par an. 50,000 hommes de gardes nationales de l'intérieur suffisent pour les mettre à l'abri d'un coup de main et au-dessus de la menace des batteries incendiaires. Lille, Valenciennes, Charlemont, peuvent donner refuge à des armées, ainsi que les camps retranchés de Maubeuge, de Cambrai. Vauban a organisé des contrées entières en camps retranchés,

couverts par des rivières, des inondations, des places et des forêts; mais il n'a jamais prétendu que les forteresses seules pussent fermer la frontière. Il a voulu que cette frontière, ainsi fortifiée, donnât protection à une armée inférieure contre une armée supérieure; qu'elle lui donnât un champ d'opération favorable pour se maintenir et empêcher l'armée ennemie d'avancer, des occasions d'attaquer avec avantage, enfin les moyens de gagner du temps pour permettre à ses secours d'arriver.

Dans les revers de Louis XIV, ce système de places fortes sauva la capitale. Le prince Eugène de Savoie perdit une campagne à prendre Lille. Le siége de Landrecies offrit l'occasion à Villars de faire changer la fortune. Cent ans après, en 1793, lors de la trahison de Dumouriez, les places de Flandre sauvèrent Paris; les coalisés perdirent une campagne à prendre Condé, Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies. Cette ligne de forteresses fut également utile en 1814; les alliés violèrent le territoire de la Suisse, s'engagèrent dans les défilés du Jura pour éviter les places, et même, en les tournant ainsi, il leur fallut, pour les bloquer et les observer, s'affaiblir d'un nombre d'hommes supérieur au total des garnisons. Lorsque l'Empereur passa la Marne et manœuvra sur les derrières de l'armée ennemie, si la trahison n'avait ouvert les portes de Paris, les places de cette frontière eussent joué un grand rôle; l'armée de Schwarzenberg aurait été obligée de se jeter entre elles, ce qui eût donné lieu à de grands événements. En 1815, elles eussent également été d'une grande utilité; l'armée anglo-prussienne n'eût pas osé passer la Somme avant l'arrivée des armées austro-russes sur la Marne, sans l'insurrection des chambres françaises; celles des places qui restèrent fidèles ont influencé sur les conditions des traités et sur la conduite des rois ennemis en 1814 et 1815.

On propose d'établir sur la frontière de Flandre trois lignes éloignées entre elles de vingt lieues, formées par dix-huit forteresses de douze bastions au moins, ayant dix-huit citadelles et soixante et douze forts, placés, quatre par quatre, aux quatre points cardinaux de ces forteresses; cela équivaudrait à trente-six places de douze bastions, ce qui est une masse d'ouvrages plus considérable, ce qui exigera plus d'artillerie, plus de garnison que les cinquante places de Vauban. Cependant ce système sera beaucoup plus faible : 1° l'armée envahissante pourra faire sa trouée en deux marches entre les places, au lieu d'être obligée de passer à deux ou trois lieues entre elles; 2° ces nouvelles forteresses seront plus facilement surprises, et dès lors elles exigeront dans l'état actuel un plus grand

nombre d'hommes pour leur sûreté; 3° les quatre forts placés autour de chacune d'elles, étant éloignés de 1,200 toises de la place, seront dès le premier jour bloqués et isolés; ils ne pourront pas résister plus de cinq ou six jours; ils serviront merveilleusement pour flanquer et protéger la ligne de circonvallation de l'assiégeant; avant que le siége soit commencé, la garnison aura perdu la moitié de son matériel, de ses magasins et l'élite de ses bataillons; 4° votre armée de 100,000 hommes campée entre deux de ces forts n'empêchera pas l'ennemi, toutes choses égales, s'il a 150,000 hommes, de prendre en peu de jours les deux autres forts, de forcer votre camp et de l'affamer. Il faudra six lignes formant plus de quarante-deux places, équivalentes à quatre-vingt-quatre, pour établir ce système sur la frontière du Rhin.

Mais ces questions sont oiseuses; les places de Flandre, du Rhin, de la Moselle, des Alpes, existent. Mais vous sentez le besoin de protéger Paris; eh bien, élevez, sans tarder davantage, des fortifications au sein de cette capitale, qui a dû quatorze fois son salut à la force de ses murailles.

2° Mais faut-il défendre une capitale en la couvrant directement, ou en s'enfermant dans un camp retranché sur les derrières? Le premier parti est le plus sûr; il permet de défendre le passage des rivières, les défilés, de se créer même des positions de campagne, de se renforcer de toutes ses troupes de l'intérieur, de préparer dans une bonne position un bon champ de bataille, dans le temps que l'ennemi s'affaiblit insensiblement. Ce serait un mauvais parti que celui de se laisser enfermer dans un camp retranché; on courrait risque d'y être forcé ou d'y être au moins bloqué et réduit à se faire jour l'épée à la main pour se procurer du pain et des fourrages. Il faut 4 ou 500 voitures par jour pour approvisionner une armée de 100,000 hommes; l'armée envahissante, étant supérieure d'un tiers, empêcherait les convois d'arriver; sans bloquer hermétiquement ce vaste camp retranché, elle l'affamerait; les arrivages seraient si difficiles que la famine s'y mettrait promptement.

Il reste un troisième parti, celui de manœuvrer sans se laisser acculer à la capitale que l'on veut défendre, ni se renfermer dans un camp retranché sur les derrières; il faut pour cela une bonne armée, de bons généraux et un bon chef. En général, l'idée de découvrir la capitale que l'on doit défendre comporte avec elle l'idée d'un détachement et participe aux inconvénients attachés à toute dissémination devant une armée déjà supérieure.

Après l'affaire de Smolensk, en 1812, l'armée française marchant

droit sur Moscou, le général Koutouzof couvrit cette ville par des mouvements successifs, jusqu'à ce que, arrivé au camp retranché de Mojaisk, il tînt ferme et acceptât la bataille. L'ayant perdue, il continua sa marche et traversa la capitale, qui tomba au pouvoir du vainqueur. S'il se fût retiré dans la direction de Kiew, en attirant à lui l'armée française, il lui eût fallu couvrir Moscou par un détachement, il se fût encore affaibli; et cependant rien n'eût empêché le général français de faire suivre ce détachement par un détachement supérieur, qui l'eût contraint à évacuer également cette importante capitale.

De pareilles questions proposées à résoudre à Turenne, à Villars ou à Eugène de Savoie, les auraient fort embarrassés. Mais l'ignorance ne doute de rien, elle veut résoudre par une formule du deuxième degré un problème de géométrie transcendante. Toutes ces questions de grande tactique sont des problèmes physico-mathématiques indéterminés, qui ne peuvent être résolus par les formules de la géométrie élémentaire.

SEPTIÈME NOTE. — DE LA GUERRE MÉTHODIQUE ET DE LA GUERRE D'INVASION.

(Page 442.)

« Dans les États despotiques, les armées seules prennent part à la guerre, et elles se battent en général sans passions, et par conséquent fort mal, à moins qu'elles ne soient animées de l'esprit de fanatisme, qui est presque la seule dont elles soient susceptibles. Le peuple n'y prend aucun intérêt à la guerre, pourvu qu'on ne blesse ni ses usages ni sa religion; quelquefois même il fait des vœux secrets pour la chute d'un trône qui l'écrase, et il tend les bras aux ennemis de son tyran comme à des libérateurs. Les républiques, au contraire, sont défendues par l'amour de leurs citoyens; la guerre y devient nationale, les armées y sont soutenues et alimentées par la population entière, chacun prend les armes et y combat avec ardeur pour le plus grand des biens, la liberté politique.

» Chez les premiers, une bataille suffit pour renverser un empire; car le gouvernement despotique, essentiellement militaire, n'a d'autre soutien que l'armée. Dès qu'elle est détruite, le trône s'écroule et le vainqueur en élève un autre sur les ruines du premier, sans que la nation s'y oppose : c'est un troupeau d'esclaves qui change de maître. . . . . Mais les républicains déploient pour leur défense une force de caractère et de volonté contre laquelle viennent se briser et s'évanouir toutes les victoires de leurs ennemis. . . »

(Page 445.)

« Les Russes peuvent parvenir à vaincre les Turcs, à les chasser de l'Eu-

rope, mais non pas à les conquérir, car on ne conquiert pas une armée. Une autre cause non moins puissante que le patriotisme des peuples vient encore ralentir les progrès des conquêtes en Europe : c'est la politique des souverains, qui ne leur permet pas de voir sans jalousie les succès de leurs voisins... »

(Page 452.)

« Ainsi notre manière de subsister, qui entraîne la nécessité de former des établissements pour faire du pain ou du biscuit[1], l'aliment le plus difficile à préparer ; celle de nous battre, qui consomme des munitions qu'il faut renouveler sans cesse[2]; la solidité qu'il faut donner à nos fortifications pour les mettre à l'épreuve du canon ; les difficultés qu'opposent aux conquêtes le patriotisme des peuples et le système d'équilibre de puissance adopté en Europe[3]; tout nous fait une loi de n'avancer que progressivement en pays ennemi, d'assurer nos derrières et nos communications, d'établir par échelons des dépôts de vivres et de munitions[4], de dégager nos flancs, de rester maîtres de la population des pays que nous parcourons, par des troupes de réserve, et de faire, en un mot, une guerre méthodique.

» Ce genre de guerre exige deux armées, ce qu'on n'a pas bien compris jusqu'à présent : une armée active et une armée de réserve. L'armée active, qui doit être composée de toutes les bonnes troupes, en état, par leur discipline, leur courage et leur expérience, de se battre avec succès en rase campagne, sera l'armée des batailles. C'est elle qui marchera en avant, pénétrera dans l'intérieur du pays de l'ennemi, attaquera ses armées,

---

[1] Avec de la viande, du riz, des haricots, des lentilles, des pommes de terre, des navets, de la farine, le soldat est très-bien nourri ; il se peut passer de pain pendant vingt et trente jours que durent les marches : nous sommes les mêmes hommes que les Grecs et les Romains ; nous pouvons faire, nous avons fait ce qu'ils faisaient.

[2] Un parc d'artillerie a des munitions attelées pour deux batailles.

[3] Les peuples modernes ont-ils montré plus de patriotisme que les Carthaginois pendant les guerres puniques, les Espagnols avant que Pompée les eût subjugués, que les peuples de Mithridate, que les Macédoniens, les Achéens, les Étoliens du temps de Paul-Émile, que les Gaulois avant et pendant les guerres de César?

[4] Les armées communiquant avec leurs dépôts par de gros convois bien escortés, un ou deux par mois suffisent ; le général en chef en prescrit la marche ; fussent-ils éloignés de cinq, dix ou vingt-cinq journées, ils arrivent sans danger, s'ils sont bien organisés et bien commandés.

les battra ou les fera reculer et gagnera du terrain. Mais cette armée a des besoins sans cesse renaissants; il faut qu'elle subsiste, qu'elle se recrute pour remplacer les hommes et les chevaux perdus journellement par le fer et les maladies, et surtout qu'elle renouvelle sans cesse les munitions consommées dans les combats; car, comme je l'ai déjà dit, elle ne peut guère en traîner à sa suite que pour une seule bataille, sous peine d'appesantir et d'allonger ses colonnes outre mesure... »

« Ses dépôts et ses magasins de munitions de guerre et de bouche doivent être mis en sûreté contre les partis ennemis et la population des pays conquis par des fortifications dont la défense peut être confiée aux recrues. Mais cela ne suffit pas; il faut de plus rester maître du pays pour en tirer les subsistances dont on forme des dépôts; il faut surtout que les communications des dépôts à l'armée active ne soient jamais interrompues, afin que les convois ne cessent point d'arriver. On ne peut remplir ces deux objets que par des troupes qui tiennent la campagne et qui forment une armée de réserve pour contenir le pays et balayer tous les partis ennemis qui se glisseraient sur les derrières de l'armée active[1]..... »

(Page 455.)

« ..... Mais l'objet le plus important de l'armée de réserve est de soutenir et d'assurer la retraite de la première armée en cas de malheur, de lui préparer une ligne de défense où elle puisse se rallier, se reformer, se recruter d'hommes, d'armes et de chevaux, arrêter les poursuites de l'ennemi à la faveur des doubles obstacles de l'art et de la nature, retremper son courage et reprendre son énergie. C'est cette ligne défensive, sans laquelle on ne peut asseoir un plan de campagne raisonnable, que je nomme *base d'opération*... »

(Page 456.)

« Recherchons maintenant jusqu'à quel point une armée active peut s'éloigner de sa base d'opération sans compromettre sa sûreté et son existence. Ne perdons pas de vue qu'elle ne peut subsister que du pain fabriqué dans les dépôts qui y sont établis, manière de vivre qui enchaîne généralement ses opérations dans un cercle dont il est possible de calculer à peu près l'étendue; ce qui fixera l'éloignement que nous cherchons sur la nécessité de pourvoir à ses besoins les plus pressants, ceux des subsistances. »

« ..... Nos soldats ne portent ordinairement du pain que pour quatre jours; mais il est aisé de les charger de vivres pour huit jours en leur

---

[1] Il n'y a que des moyens politiques et moraux qui puissent maintenir les peuples conquis; l'élite des armées de la France n'a pas pu contenir la Vendée, qui ne compte que 5 à 600,000 habitants.

distribuant du biscuit, qu'ils porteront dans des espèces de gibecières en cuir, faisant partie de leur équipement[1]. Sept ou huit livres de biscuit doivent leur suffire pour huit jours en leur distribuant une livre de viande par jour au lieu d'une demi-livre, distribution qui ne sera jamais embarrassante, puisqu'il est facile de faire suivre les colonnes d'autant de troupeaux de bœufs qu'on veut. Nous doublerons ainsi les vivres de nos soldats sans pour cela les surcharger; ils seront mieux nourris et les opérations de l'armée seront moins gênées par le défaut de subsistances... »

« .'.... Je suppose que nous voulions attaquer un État voisin avec une armée active de 120,000 hommes, formée en quatre corps. Après avoir établi nos dépôts de guerre et de bouche, nos hôpitaux, nos magasins de toute espèce, dans deux ou trois de nos places fortes voisines de la frontière que nous nous proposons d'attaquer, nous rassemblons tout à coup sous ces places les troupes destinées à former nos quatre corps de l'armée active; nous chargeons nos soldats de biscuit pour huit jours, et nous nous mettons aussitôt en mouvement sans donner le temps à l'ennemi de se préparer à la défense. Nous dépassons ses frontières et nous marchons à lui en trois colonnes. Ce serait sans doute un point capital que d'arriver tout à coup au milieu de ses cantonnements par des marches forcées, d'attaquer et de poursuivre ses troupes dans tous les sens[2], en les empêchant de se réunir, et de dissiper ainsi ses forces éparses dès le début de la campagne, sans courir les hasards d'une bataille; mais nous ne pouvons pas le supposer assez maladroit pour se laisser ainsi surprendre. Il est donc présumable que nous trouverons ses corps d'armée rassemblés et disposés ou à nous livrer bataille pour vider la querelle, ou à nous disputer le terrain par les chicanes d'une guerre défensive, sans compromettre le sort de son armée. Dans l'un et l'autre cas, nous avançons sur lui sans hésiter, puisque nous n'avons pris l'offensive que parce que nous nous jugions les plus forts[3].

---

[1] Six onces de riz sont une ration suffisante; le soldat en porte dix livres dans deux sachets de peau attachés au sac; sa subsistance est alors assurée pour vingt-six jours. Seize onces de farine, et même une moindre quantité, si elle est bien blutée, suffisent pour un jour. Le soldat en porte dix livres dans les deux sachets, ce qui assure ses vivres pour dix jours. Nous avons de grands avantages sur les anciens pour assurer les subsistances de nos armées : 1° l'invention des moulins portatifs, qui pèsent 8 livres et donnent d'excellente farine; 2° les extraits de substances que nous devons aux progrès qu'ont faits parmi nous les sciences chimiques.

[2] On aura plus de probabilité d'environner, de surprendre et de déconcerter l'ennemi avec 180,000 hommes qu'avec 120,000.

[3] Fort bien; la question est de savoir si vous avancerez sur lui avec 120,000 hommes, en ayant dans votre main 180,000.

» Cependant nous remplaçons sur la frontière l'armée de bataille qui se porte en avant par des troupes de dépôt et de garnison, par les recrues qu'on travaille journellement à armer, équiper et exercer, et par toutes ces jeunes cohortes nouvellement formées, auxquelles leur inexpérience ne permet pas de figurer sur un champ de bataille, et nous en formons notre armée de réserve. Sans chercher à déterminer rigoureusement la proportion de cette armée avec l'armée active, proportion qui dépend beaucoup des difficultés qu'on éprouve de la part de la population des pays ennemis et du nombre des places dont il faut contenir les garnisons, nous la supposons de 60,000 hommes, en deux corps d'armée[1]. Ces troupes s'avancent sur les traces de l'armée active, protégent ses convois, purgent ses derrières de tous les partis ennemis, contiennent et désarment la population des villes et villages, et observent, bloquent ou assiégent les forteresses ennemies laissées en arrière[2].

» L'armée active, après huit jours de grandes opérations, de marches rapides et continues, de combats et de succès contre l'armée ennemie, est-elle parvenue sur quelque rivière transversale à sa direction, à trente ou quarante lieues des frontières, il est temps qu'elle s'arrête pour prendre haleine, se recomposer et prendre une nouvelle base d'opération; car les vivres qu'elle avait pris avec elle sont épuisés[3], ses communications avec

---

[1] Ainsi, avec une armée de 180,000 hommes, on propose donc d'opposer à l'ennemi 120,000 hommes et d'en tenir 60,000 à trois, quatre et cinq marches en arrière, en réserve; voilà l'art de faire battre 180,000 hommes par 140,000. Ce n'est pas le secret de César, d'Annibal, de Frédéric, mais celui des Soubise, des Clermont, etc.

[2] Vous voulez faire tout cela, c'est-à-dire soumettre le pays, contenir les partis ennemis, faire des siéges, avec des dépôts, des recrues non habillées : vous ne réussirez à rien; vos recrues ne s'instruiront pas; vous encouragerez la rébellion, ce sera de l'huile que vous jetterez dans l'incendie; vous mangerez votre blé en herbe. Les recrues non habillées, non instruites doivent rester dans les casernes, occupées pendant les premiers mois, sept ou huit heures par jour, aux exercices. Quand vous portez la guerre dans un pays ennemi, il ne faut y mener que des soldats formés. Il n'en est pas de même lorsque vous êtes envahi; vous pouvez renfermer dans vos places fortes, pour ne pas affaiblir l'armée, des dépôts, des recrues, des gardes nationales; tout est utile dans une place pour la garder, s'il y a d'ailleurs de bons officiers d'état-major, d'artillerie et de génie; enfin vous n'avez pas dans ce cas l'initiative.

[3] Quoi! elle se doit arrêter le huitième jour de sa marche! Mais comment vivra-t-elle le neuvième, puisqu'elle n'est munie que pour

ses dépôts commencent à devenir difficiles par leur éloignement, et elle a besoin de renouveler ses munitions et de rallier ce grand nombre de traîneurs que les combats, les marches de nuit et les mouvements transversaux laissent toujours en arrière. Elle travaille aussitôt à fortifier des points de sûreté sur la nouvelle base qu'elle choisit.

» C'est ici le cas de construire *les places du moment,* que j'ai décrites dans le chapitre IX de cet ouvrage : leurs fortifications, qui peuvent s'élever en quinze jours de temps, suffiront pour mettre à l'abri de toute insulte nos magasins et nos établissements de toute espèce, protéger nos ponts de passage sur la rivière choisie pour notre nouvelle base, et offrir les points d'appui nécessaires en cas de revers. Ce genre de fortifications mixtes, qui tient le milieu entre la fortification permanente et la fortification passagère, quoique très-peu en usage jusqu'à présent, est cependant le plus utile de tous pour subvenir aux besoins pressants et éventuels des armées. Il remplit momentanément l'objet de la fortification permanente, toujours si dispendieuse et si lente à construire, et il offre plus de consistance et de sûreté que la fortification passagère. Chaque corps d'armée construira un de ces camps en quinze jours de temps, sur les points les plus essentiels, où les principales routes traversent la rivière, et nous obtiendrons ainsi en peu de temps quatre *places du moment,* propres à assurer notre nouvelle base. Nous y transporterons en même temps nos dépôts de munitions; nous y rassemblerons des vivres; nous y formerons des arsenaux, des hôpitaux, des manutentions et des magasins, et nous y ferons arriver notre armée de réserve. Ce n'est qu'après l'établissement de cette nouvelle base que notre armée active, munie de nouveau pour huit jours de vivres, tout son matériel étant réparé ou remplacé, ses hommes et ses chevaux étant délassés et ses traîneurs ayant rejoint, pourra s'élancer sans imprudence à de nouvelles conquêtes[1]. »

---

huit jours de vivres? Mais comment vivra-t-elle pendant les huit jours qu'il lui faut pour regagner son dépôt? Il est évident que, si l'armée n'a que huit jours de vivres, elle ne doit s'éloigner que de trois jours de son dépôt pour avoir des vivres, deux jours pour séjour, et trois pour rétrograder, si elle y est obligée. Mais, si la bataille se donne sur la lisière de votre zone, à quarante lieues de votre base, vous arrêterez-vous juste à la limite et laisserez-vous échapper votre ennemi battu, sans profiter de la victoire pour le suivre l'épée dans les reins, achever de le disperser, de l'écraser, et arriver avec lui dans sa capitale ou sur ses dépôts? Votre ennemi pourrait-il vous donner un conseil plus pernicieux? Pouvez-vous faire quelque chose qui lui soit plus agréable et soit plus dans ses intérêts?

[1] Pour que pendant ces repos de cinq ou six semaines l'ennemi,

« . . . . . Dans cet état de choses, je veux que notre armée active, qui marche à de nouveaux combats, trouve l'armée ennemie disposée à lui livrer bataille le plus loin possible, ou à trente ou quarante lieues de cette nouvelle base d'opération; ce qui est la supposition la plus défavorable pour nous. L'ennemi ne peut pas tenter de se placer entre notre armée active et sa base d'opération sur les communications des dépôts à cette armée, qu'on nomme ordinairement *ligne d'opération :* la prudence le lui défend, car il se placerait de cette manière entre nos deux armées, *active* et *de réserve*, dont l'une agirait sur ses derrières, tandis que l'autre l'attaquerait de front dans une situation qui amènerait sa ruine totale au moindre échec, puisqu'il se verrait privé de toute retraite[1]. D'ailleurs ce mouvement imprudent ne pourrait s'exécuter qu'avec la permission de notre armée active, qui peut toujours s'opposer à la marche d'un adversaire qui tenterait de pénétrer sur ses derrières. L'ennemi ne nous attaquera donc que de front ou de flanc. La bataille est-elle perdue, dans l'un ou l'autre cas notre retraite est assurée : notre armée de réserve envoie au-devant de nous quelques légions pour balayer les troupes légères que l'ennemi chercherait à faire pénétrer sur nos lignes d'opération; elle nous tend les bras, et nous arrivons sur notre base d'opération après une retraite de quatre ou cinq jours au plus, qui n'est ni assez difficile ni assez longue pour décourager l'armée.

---

stimulé par la crainte de perdre tout ce qu'il a de plus cher, revienne de son étourdissement, se mette en état de vous livrer une seconde bataille! Vous serez, dites-vous, encore victorieux; toutefois vous ne le méritez pas, et la fortune est capricieuse.

[1] RÉCAPITULATION.

120,000	hommes,	armée active;
60,000	—	armée de réserve sur la première base, à quarante lieues de la frontière;
60,000	—	deuxième armée de réserve, sur la seconde base, à quarante lieues de la première.
TOTAL. 240,000	hommes.	

Il faut supposer à l'ennemi une force pareille, et voyez ce que vous ferez avec 120,000 hommes actifs contre 240,000, et même contre 150,000. Rien n'empêchera l'ennemi de changer sa ligne d'opération et de tomber sur votre armée de réserve, de la jeter sur la deuxième et sur votre frontière, en s'emparant de toutes vos places fortes de terre et sans casemates. Cette manœuvre le mettra entre votre armée active et votre armée de réserve, puisqu'il aura changé sa ligne d'opération.

» A notre arrivée, nous renforçons l'armée active par l'armée de réserve en incorporant ses soldats dans les légions actives, afin de les compléter et de remplacer leurs pertes; nous envoyons les cadres de cette armée, qui se trouvent ainsi fondus dans l'armée active, sur nos frontières, pour recevoir des recrues et former une nouvelle armée de réserve sur notre première base d'opération. Nous puisons dans nos quatre places de dépôt les canons, les caissons, les munitions nécessaires pour remplacer le matériel que nous avons usé ou perdu; nous y trouvons des vivres abondants pour nos troupes; nous renouvelons, en un mot, et nous réorganisons en un clin d'œil tout notre personnel[1] et notre matériel. L'ennemi, fier d'une victoire récente, qui croit pouvoir poursuivre ses succès, est tout étonné de se voir arrêté par une armée plus nombreuse et plus florissante que jamais. Cette armée est d'autant plus redoutable qu'elle se trouve en position derrière une excellente ligne défensive, appuyée par quatre places fortes qui forment des têtes de pont sur la rivière. L'ennemi, affaibli par sa victoire même, ne peut tenter de franchir cette barrière formidable sans mettre les probabilités contre lui; cependant, en dépit de nos calculs, la fortune lui accorde-t-elle le gain d'une seconde bataille, nous nous replaçons sur nos frontières où nous retrouvons des renforts et notre première base d'opération, et où nous nous bornons momentanément à une guerre défensive, genre de guerre dont je vais m'occuper dans le chapitre suivant[2]. »

La Macédoine sous les successeurs d'Alexandre, l'Asie sous Mithridate, la Parthie sous les Arsaces, la Prusse sous Frédéric le Grand, la Russie, l'Espagne dans ces derniers temps, n'étaient-elles pas des monarchies despotiques? L'Achaïe, l'Étolie du temps de Paul-Émile,

---

[1] Vos armées de réserve seront donc composées de soldats et non de dépôts et de recrues, car, si elles étaient composées de recrues en entrant en campagne, elles seraient encore recrues quinze jours après, et lorsque vous aurez été battu. Après la perte d'une bataille, les dépôts, les recrues ne peuvent pas changer le sort d'une armée, puisqu'ils ne peuvent pas en changer le moral; ils ne peuvent que l'empirer et achever de tout gâter.

[2] Il ne faudra pas une seconde bataille : l'ennemi ne vous donnera pas de repos, il continuera sa marche, manœuvrera ou pénétrera entre vos places de terre, arrivera avant vous sur votre frontière.

En deux mots, si vous avez 180,000 hommes, entrez avec cette armée dans le pays ennemi; laissez les écloppés, les hôpitaux, les convalescents, les dépôts et de petites garnisons dans une ou deux places fortes; soyez vainqueur, profitez de la bonne volonté du sort, et, quoi qu'il en arrive, ne mangez pas votre blé en herbe.

la Hollande en 1786, Venise en 1797, la Suisse en 1798, n'étaient-elles pas des républiques? Les peuples comme les hommes ont leurs divers âges, l'enfance, la force, la vieillesse. Tout gouvernement qui est né et se maintient sans l'intervention d'une force étrangère est national. La propriété, les mœurs, les lois civiles, l'amour du pays, la religion, sont les liens de toute espèce de gouvernement. Si jamais une armée victorieuse entrait dans Londres, on serait étonné du peu de résistance qu'opposeraient les Anglais.

Lorsque les Russes s'empareront de Constantinople, ils y conserveront autant de Musulmans qu'ils voudront en leur assurant leurs propriétés et tolérant leur religion. Les Maures d'Espagne se soumirent à tout, même à l'inquisition. Il fallut, pour les chasser, un édit de Ferdinand; tous les moyens indirects avaient échoué. C'est bien peu de chose qu'une armée turque d'aujourd'hui : les Ottomans ne se maintiendront ni dans l'Asie Mineure, ni dans la Syrie, ni dans l'Égypte, lorsque les Russes, maîtres de la Crimée, du Phase, des bords de la mer Caspienne, le seront aussi de Constantinople.

Le patriotisme des peuples, la politique des cours de l'Europe, n'ont empêché ni le partage de la Pologne, ni la spoliation de plusieurs nations; ils n'empêcheront pas davantage la chute de l'empire ottoman. Ce fut à contre-cœur que Marie-Thérèse entra dans la conjuration contre la Pologne, placée à l'entrée de l'Europe pour la défendre contre les irruptions des peuples du Nord. On redoutait à Vienne les inconvénients attachés à l'agrandissement de la Russie; on n'en éprouva pas moins une grande satisfaction à s'enrichir de plusieurs belles provinces et à voir entrer bien des millions dans le trésor. Aujourd'hui comme alors la Maison d'Autriche répugnera, mais consentira au partage de la Turquie; elle trouvera bien doux d'accroître ses vastes États de la Servie, de la Bosnie et des anciennes provinces illyriennes, dont Vienne fut jadis la capitale. Que feront l'Angleterre et la France? Une d'elles prendra l'Égypte, faible compensation! . . . . . Un homme d'État du premier ordre disait : « Toutes les fois que j'apprends que des flottes naviguant sous la croix grecque mouillent sous les murs du Sérail, il me semble entendre le cri avant-coureur de la destruction de l'empire du Croissant. »

L'Asie et l'Europe ont des circonstances territoriales différentes. Les déserts qui ferment l'Asie de tous côtés sont habités par de nombreuses populations de barbares, qui élèvent une grande quantité de chevaux et de chameaux. Les Scythes, les Arabes, les Tartares sous les califes, les Gengis-Khan, les Tamerlan, etc., sortirent de ces immenses solitudes; ils inondèrent avec des millions de cavaliers les

plaines de la Perse, de l'Euphrate, de l'Asie Mineure, de la Syrie, de l'Égypte. Ces conquêtes furent rapides, parce qu'elles furent entreprises par des populations tout entières, aguerries, accoutumées à la vie sobre et pénible du désert. Mais l'Europe, habitée du nord au midi, de l'orient à l'occident, par des peuples civilisés, n'est point exposée à de pareilles révolutions.

Toute guerre offensive est une guerre d'invasion, toute guerre bien conduite est une guerre méthodique. La guerre défensive n'exclut pas l'attaque, de même que la guerre offensive n'exclut pas la défense, quoique son but soit de forcer la frontière et d'envahir le pays ennemi. Les principes de l'art de la guerre sont ceux qui ont dirigé les grands capitaines dont l'histoire nous a transmis les hauts faits : Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, Frédéric le Grand.

Alexandre a fait huit campagnes, pendant lesquelles il a conquis l'Asie et une partie des Indes; Annibal en a fait dix-sept, une en Espagne, quinze en Italie, une en Afrique; César en a fait treize, huit contre les Gaulois, cinq contre les légions de Pompée; Gustave-Adolphe en a fait trois, une en Livonie contre les Russes, deux en Allemagne contre la Maison d'Autriche; Turenne en a fait dix-huit, neuf en France, neuf en Allemagne; le prince Eugène de Savoie en a fait treize, deux contre les Turcs, cinq en Italie contre la France, six sur le Rhin ou en Flandre; Frédéric en a fait onze, en Silésie, en Bohême et sur les rives de l'Elbe. L'histoire de ces quatre-vingt-trois campagnes serait un traité complet de l'art de la guerre; les principes que l'on doit suivre dans la guerre défensive et offensive en découleraient comme de source.

Alexandre traversa les Dardanelles, l'an 334 avant Jésus-Christ, avec une armée de près de 40,000 hommes, dont le huitième de cavalerie; il passa de vive force le Granique devant l'armée de Memnon, Grec qui commandait sur les côtes de l'Asie pour Darius, et employa toute l'année 333 à établir son pouvoir dans l'Asie Mineure; il fut secondé par les colonies grecques qui bordaient la mer Noire et la Méditerranée : Sardes, Éphèse, Tarse, Milet, etc. Les rois de Perse laissaient les provinces et les villes se gouverner par leurs lois particulières; cet empire était une réunion d'États fédérés; il ne formait point une seule nation, ce qui en facilitait la conquête. Comme Alexandre n'en voulait qu'au trône du monarque, il se substitua facilement à ses droits, en se conciliant les usages, les mœurs, les lois de ces peuples, qui n'éprouvèrent aucun changement dans leur état.

L'an 332, il se rencontra avec Darius, qui, à la tête de 600,000 hommes, était en position près de Tarse, sur les bords du Cydnus, dans le pas de Cilicie, le battit, entra en Syrie, s'empara de Damas, où étaient renfermées les richesses du grand roi, et mit le siége devant Tyr. Cette superbe métropole du commerce du monde l'arrêta neuf mois. Il prit Gaza après deux mois de siége, traversa le désert en sept jours, entra dans Peluse, dans Memphis, et fonda Alexandrie. Il n'éprouva aucun obstacle, parce que la Syrie et l'Égypte étaient de tout temps liées d'intérêt avec les Grecs; que les peuples arabes détestaient les Perses, et que leur répugnance était fondée sur la religion; enfin parce que les troupes grecques des satrapes embrassèrent le parti des Macédoniens. En moins de deux années, après deux batailles et quatre ou cinq siéges, les côtes de la mer Noire, du Phase à Byzance, celles de la Méditerranée jusqu'à Alexandrie, toute l'Asie Mineure, la Syrie, l'Égypte, furent soumises à ses armes.

En 331, il repassa le désert, campa à Tyr, traversa la Syrie Creuse, entra dans Damas, passa l'Euphrate, le Tigre, et battit aux champs d'Arbèles Darius, qui avait à cette bataille une armée beaucoup plus considérable que celle qu'il avait à Issus. Babylone lui ouvrit ses portes. En 330, il força le pas de Suse, prit cette ville, Persépolis et Pasargade, où était le tombeau de Cyrus. En 329, il remonta vers le nord, entra dans Ecbatane, étendit ses conquêtes jusqu'à la mer Caspienne, punit Bessus, ce lâche assassin de Darius, pénétra dans la Scythie et battit les Scythes. C'est dans cette campagne qu'il déshonora tant de trophées par l'assassinat de Parménion. En 328, il prit de force le rocher d'Oxus, reçut 16,000 recrues de Macédoine, et soumit les peuples voisins. C'est cette année qu'il tua de sa propre main Clitus, et qu'il voulut se faire adorer des Macédoniens, qui s'y refusèrent. En 327, il passa l'Indus, vainquit Porus en bataille rangée, le fit prisonnier et le traita en roi. Il projetait de passer le Gange, mais son armée s'y refusa. Il navigua sur l'Indus pendant toute l'année 326 sur 800 vaisseaux; arrivé à l'Océan, il envoya Néarque avec une flotte côtoyer la mer des Indes jusqu'à l'Euphrate. En 325, il mit soixante jours à traverser le désert de la Gédrosie, entra dans Kerman, revint à Pasargade, Persépolis et Suse, et épousa Statira, fille de Darius. En 324, il marcha de nouveau vers le nord, passa à Ecbatane et termina sa carrière à Babylone, où il mourut empoisonné.

Sa guerre fut méthodique; elle est digne des plus grands éloges; aucun de ses convois ne fut intercepté; ses armées allèrent toujours en s'augmentant; le moment où elles furent le plus faibles fut au Gra-

nique, en débutant; sur l'Indus elles avaient triplé, sans compter les troupes sous les ordres des gouverneurs des provinces conquises, qui se composaient de Macédoniens invalides ou fatigués, de recrues envoyées de Grèce ou formées par les Grecs au service des satrapes, ou levées parmi les naturels dans le pays même. Alexandre mérite la gloire dont il jouit dans tous les siècles et parmi tous les peuples; mais s'il eût été battu à Issus, où l'armée de Darius était en bataille sur sa ligne de retraite, la gauche aux montagnes et la droite à la mer, tandis que ses Macédoniens avaient la droite aux montagnes, la gauche à la mer et le pas de Cilicie derrière eux? mais s'il eût été battu à Arbèles, ayant le Tigre, l'Euphrate et les déserts sur ses derrières, sans places fortes, à neuf cents lieues de la Macédoine? mais s'il eût été battu par Porus et acculé à l'Indus?

L'an 218 avant Jésus-Christ, Annibal partit de Carthagène, passa l'Èbre, les Pyrénées, inconnues jusqu'alors aux armées carthaginoises, traversa le Rhône, les Alpes cottiennes, et s'établit, dans sa première campagne, au milieu des Gaulois cisalpins, qui, toujours ennemis du peuple romain, quelquefois leurs vainqueurs, le plus souvent vaincus, n'avaient cependant jamais été soumis. Il mit cinq mois à faire cette marche de quatre cents lieues; il ne laissa aucune garnison sur ses derrières, aucun dépôt, ne conserva aucune communication avec l'Espagne, ni Carthage, avec laquelle il ne communiqua qu'après la bataille de Trasimène. Aucun plan plus vaste, plus étendu, n'a été exécuté par les hommes; l'expédition d'Alexandre fut bien moins hardie, bien plus facile; elle avait bien plus de chances de succès; elle était plus sage! Cependant cette guerre offensive fut méthodique : les Cisalpins de Milan et de Bologne devinrent pour lui des Carthaginois; s'il eût laissé sur ses derrières des places et des dépôts, il eût affaibli son armée et compromis le succès de ses opérations; il se fût rendu vulnérable partout. L'an 217, il passa l'Apennin, battit l'armée romaine aux champs de Trasimène, convergea autour de Rome et se porta sur les côtes inférieures de l'Adriatique, d'où il communiqua pour la première fois avec Carthage. L'an 216, 80,000 Romains l'attaquèrent; il les battit aux champs de Cannes; s'il eût marché, six jours après il était dans Rome et Carthage était maîtresse du monde! Cependant l'effet de cette grande victoire fut immense; Capoue ouvrit ses portes; toutes les colonies grecques, un grand nombre de villes de l'Italie inférieure suivirent la fortune; elles abandonnèrent la cause de Rome. Le principe d'Annibal était de tenir ses troupes réunies, de n'avoir garnison que dans une seule place qu'il se conservait en propre pour renfermer ses otages,

ses grosses machines, ses prisonniers de marque et ses malades, s'abandonnant pour ses communications à la foi de ses alliés. Il se maintint quinze ans en Italie, sans recevoir aucun secours de Carthage, et ne l'évacua que par les ordres de son gouvernement, pour voler à la défense de sa patrie. La fortune le trahit à Zama. Carthage cessa d'exister. Mais s'il eût été battu à la Trebbia, à Trasimène, à Cannes, que lui fût-il arrivé de pis? . . . Vaincu aux portes de la capitale, il ne put préserver son armée d'une entière destruction. Et s'il eût laissé la moitié de son armée ou même le tiers sur la première et seconde base, eût-il été vainqueur à la Trebbia, à Cannes, à Trasimène? Non; tout eût été perdu, même ses armées de réserve : l'histoire ne l'eût pas connu.

César avait quarante et un ans lorsqu'il commanda sa première campagne, l'an 58 avant Jésus-Christ, cent quarante ans après Annibal. Les peuples d'Helvétie avaient quitté leur pays, au nombre de 300,000, pour s'établir sur les bords de l'Océan; ils avaient 90,000 hommes armés et traversaient la Bourgogne; les peuples d'Autun appelèrent César à leur secours. Il partit de Vienne, place de la Province romaine, remonta le Rhône, passa la Saône à Chalon, atteignit l'armée des Helvétiens à une journée d'Autun et défit ces peuples dans une bataille longtemps disputée. Après les avoir contraints à rentrer dans leurs montagnes, il repassa la Saône, se saisit de Besançon et traversa le Jura pour aller combattre l'armée d'Arioviste, la rencontra à quelques marches du Rhin, la battit et l'obligea à rentrer en Allemagne. Sur ce champ de bataille il se trouvait à quatre-vingt-dix lieues de Vienne, sur celui des Helvétiens il en était à soixante et dix lieues. Dans cette campagne il tint constamment réunies en un seul camp les six légions qui formaient son armée, abandonnant le soin de ses communications à ses alliés, ayant toujours un mois de vivres dans son camp et plusieurs mois d'approvisionnements dans une place forte, où, à l'exemple d'Annibal, il renfermait ses otages, ses magasins, ses hôpitaux. C'est sur ces mêmes principes qu'il a fait ses sept autres campagnes des Gaules.

Pendant l'hiver de 57, les Belges levèrent une armée de 300,000 hommes qu'ils confièrent à Galba, roi de Soissons. César, prévenu par les Rémois, ses alliés, accourut et campa sur l'Aisne. L'ennemi, désespérant de le forcer dans son camp, passa l'Aisne pour se porter sur Reims; mais il rendit vaines toutes les tentatives de Galba; les Belges se débandèrent, toutes les villes de cette ligue se soumirent successivement. Les peuples du Hainaut s'étant soulevés, il se porta sur la Sambre, aux environs de Maubeuge, et fut surpris par

leur armée sans qu'il eût le temps de se ranger en bataille ; sur huit légions qu'il avait, six étaient occupées à élever les retranchements du camp, deux étaient encore en arrière avec les bagages. La fortune dans ce jour parut lui être si contraire, qu'un des corps de cavalerie de Trèves l'abandonna et publia partout la destruction de l'armée romaine; mais il triompha.

L'an 56, il se porta tout d'un trait sur Nantes et Vannes, en faisant de forts détachements en Normandie et en Aquitaine; le point le plus rapproché de ses dépôts était alors Toulouse, dont il était à cent trente lieues, et séparé par des montagnes, de grandes rivières, des forêts.

L'an 55, il porta la guerre au fond de la Hollande, à Zutphen, où 400,000 barbares avaient passé le Rhin pour s'emparer des terres des Gaulois ; il les battit, en tua le plus grand nombre, les rejeta au loin, repassa le Rhin à Cologne, traversa la Gaule, passa le pas de Calais et descendit en Angleterre.

L'an 54, il franchit de nouveau la Manche avec cinq légions, soumit les rives de la Tamise, prit des otages et rentra avant l'équinoxe dans les Gaules. Dans l'arrière-saison, ayant appris que son lieutenant Sabinus avait été égorgé près de Trèves avec quinze cohortes, et que Cicéron était assiégé dans son camp, il rassembla 8 ou 9,000 hommes, se mit en marche, défit Ambiorix, qui s'avança à sa rencontre, et délivra Cicéron.

L'an 53, il réprima la révolte des peuples de Sens, de Chartres, de Trèves, de Liége, passa une deuxième fois le Rhin : le soulèvement éclatait de tous côtés. Pendant l'hiver de 52, ils se levèrent en masse; les peuples si fidèles d'Autun même prirent part à la guerre; le joug des Romains était odieux aux Gaulois; on conseillait à César de rentrer dans la Province romaine ou de repasser les Alpes; il n'adopta ni l'un ni l'autre de ces projets. Il avait alors dix légions; il passe la Loire et assiége Bourges au cœur de l'hiver, prend cette ville à la vue de l'armée de Vercingétorix, met le siége devant Clermont; il y échoue et il perd ses otages, ses magasins, ses remontes, qui étaient dans Nevers, sa place de dépôt, dont les peuples d'Autun s'emparent pendant qu'il assiége en vain Clermont. Rien ne paraissait plus critique que sa position. Labienus, son lieutenant, était inquiété par les peuples de Paris; il l'appelle à lui, et avec son armée réunie il met le siége devant Alise, où s'était enfermée l'armée gauloise. Il employa cinquante jours à fortifier ses lignes de contrevallation et de circonvallation. Les Gaulois lèvent une nouvelle armée, plus nombreuse que celle qu'ils viennent de perdre (les peu-

ples de Reims seuls restent fidèles à Rome); ils se présentent pour faire lever le siége; la garnison réunit pendant trois jours ses efforts aux leurs pour écraser les Romains dans leurs lignes : César triomphe de tout, Alise tombe et les Gaules sont soumises.

Pendant cette grande lutte, toute l'armée de César était dans son camp; il n'avait aucun point vulnérable. Il profita de sa victoire pour regagner l'affection des peuples d'Autun, au milieu desquels il passa l'hiver, quoiqu'il fît successivement des expéditions à cent lieues l'une de l'autre et en changeant de troupes. Enfin, l'an 51, il mit le siége devant Cahors, où périrent les derniers des Gaulois. Les Gaules devinrent provinces romaines; leur tribut accrut annuellement de 8 millions les richesses de Rome.

Tracez les bases, calculez les armées de réserve que dut laisser César, et voyez ce qu'il aurait eu devant les Helvétiens, devant Arioviste, sur la Sambre, à Alise, etc.

Dans ses campagnes de la guerre civile, il triompha en suivant la même méthode, les mêmes principes, mais il courut bien plus de dangers; il passa le Rubicon n'ayant qu'une légion, enleva à Corfinium trente cohortes, chassa en trois mois Pompée de l'Italie. Rapidité! promptitude! audace! Et pendant qu'il faisait préparer les vaisseaux nécessaires pour passer l'Adriatique et suivre son rival en Grèce, il passa les Alpes, les Pyrénées, traversa la Catalogne à la tête de 900 chevaux, à peine suffisants pour son escorte, arriva devant Lerida, dans le camp de son lieutenant, et en quarante jours soumit les légions de Pompée que commandait Afranius, traversa d'un trait la distance qui sépare l'Èbre de la Sierra Morena, pacifia l'Andalousie, revint faire son entrée triomphante à Marseille, que ses troupes venaient de soumettre. Enfin il arrive à Rome, y exerce pendant dix jours la dictature, s'en démet et va se mettre à la tête de douze légions qu'Antoine avait réunies à Brindisi.

L'an 48, il traversa l'Adriatique avec 25,000 hommes, tint pendant plusieurs mois en échec toutes les forces de Pompée; enfin, rejoint par Antoine, qui a traversé la mer au milieu des flottes de Pompée, il marche réuni sur Dyrrachium, place de dépôt de son rival, et l'investit. Celui-ci campe à quelques milles de cette place, au bord de la mer. César alors, non content d'avoir investi Dyrrachium, vient investir le camp ennemi; il profite des sommités des collines qui l'environnent, les occupe par vingt-quatre forts qu'il fait élever, et établit ainsi une contrevallation de six lieues. Pompée, acculé à la mer, en recevait des vivres et des renforts au moyen de sa flotte, qui dominait sur l'Adriatique; il profita de sa position cen-

trale, attaqua et battit César, qui perdit trente drapeaux et plusieurs milliers de soldats, l'élite de ses vétérans. Sa fortune paraissait chanceler; il n'avait plus de renforts à espérer, la mer lui était fermée, tous les avantages étaient pour Pompée; il fait une marche de cinquante lieues, porte la guerre en Thrace et défait l'armée de Pompée aux champs de Pharsale. Pompée, presque seul, quoique maître de la mer, fuit et se présente en suppliant sur les côtes d'Égypte, où il reçoit la mort des mains d'un lâche assassin. Peu de semaines après, César arrive sur ses traces, entre dans Alexandrie, est cerné dans le palais et dans l'amphithéâtre par la population de cette grande cité et par l'armée d'Achillas; enfin, après neuf mois de dangers et de combats continuels, dont la perte d'un seul eût entraîné sa ruine, il triomphe des Égyptiens. Pendant ce temps, Scipion, Labienus et le roi Juba dominaient dans l'Afrique avec quatorze légions; ils avaient des escadres nombreuses et interceptaient la mer; Caton, à Utique, soufflait sa haine dans tous les partis. César s'embarque avec peu de troupes, arrive à Adrumète, éprouve des échecs dans plusieurs rencontres, est enfin joint par son armée, et défait sur les champs de Thapsus Scipion, Labienus et Juba. Caton, Scipion et Juba se donnent la mort. Ni les places fortes, ni les escadres nombreuses, ni les serments et les devoirs des peuples ne purent soustraire les vaincus à l'ascendant, à l'activité du vainqueur. Cependant, l'an 45, les fils de Pompée, ayant réuni les débris de Pharsale et de Thapsus en Espagne, se trouvaient à la tête d'une armée plus nombreuse qu'aucune de celles de leur père. César partit de Rome, arriva en vingt-trois jours sur le Guadalquivir et défit Sextus Pompée à Munda. Sur le point d'être battu, et ses vieilles légions paraissant s'ébranler, il pensa, dit-on, à se donner la mort. Labienus resta sur le champ de bataille; la tête de Sextus Pompée fut, peu après, apportée aux pieds du vainqueur. Six mois après, aux ides de mars, César fut assassiné au milieu du sénat romain. S'il eût été vaincu à Pharsale, à Thapsus, à Munda, il eût éprouvé le sort du grand Pompée, de Metellus Scipion, de Sextus Pompée. Pompée, que les Romains ont tant aimé, qu'ils surnommèrent *le Grand,* lorsqu'il n'avait encore que vingt-quatre ans, qui, vainqueur dans dix-huit campagnes, avait successivement triomphé des trois parties du monde et porté si haut la gloire du nom romain, battu à Pharsale, y termina ses destins; cependant il était maître de la mer; même après sa défaite il était encore le plus fort.

Les principes de César ont été les mêmes que ceux d'Alexandre et d'Annibal : tenir ses forces réunies, n'être vulnérable sur aucun

point; se porter avec rapidité sur les points importants, s'en rapporter aux moyens moraux, à la réputation de ses armes, à la crainte qu'il inspirait, et aussi aux moyens politiques pour maintenir dans la fidélité ses alliés, dans l'obéissance les peuples conquis; se donner toutes les chances possibles pour s'assurer la victoire sur le champ de bataille; pour cela faire, y réunir toutes ses troupes.

Gustave-Adolphe traversa la Baltique, s'empara de l'île de Rügen, de la Poméranie, et porta ses armes sur la Vistule, le Rhin et le Danube; il donna deux batailles; victorieux aux champs de Leipzig, il le fut aussi aux champs de Lutzen; mais il y trouva la mort. Une si courte carrière militaire a laissé de grands souvenirs, par la hardiesse, la rapidité des mouvements, l'ordonnance, l'intrépidité des troupes. Gustave-Adolphe était animé des principes d'Alexandre, d'Annibal, de César.

Turenne a fait cinq campagnes avant le traité de Westphalie, huit entre ce traité et celui des Pyrénées, cinq depuis ce traité jusqu'à sa mort, arrivée en 1675. Ses manœuvres et marches, pendant les campagnes de 1646, 1648, 1672, 1673, sont faites sur les mêmes principes que celles d'Alexandre, d'Annibal, de César, de Gustave-Adolphe.

En 1646, il part de Mayence, descend la rive gauche du Rhin jusqu'à Wesel, où il passe ce fleuve, remonte la rive droite jusqu'à la Lahn, se réunit à l'armée suédoise, passe le Danube et le Lech, et fait ainsi une marche de deux cents lieues à travers un pays ennemi. Arrivé sur le Lech, il y a toutes ses troupes réunies dans sa main, ayant, comme César et Annibal, abandonné aux alliés ses communications, ou bien ayant consenti à se séparer momentanément de ses réserves, de ses communications, en se réservant une place de dépôt.

En 1648, il passe le Rhin à Oppenheim, se joint à l'armée suédoise à Hanau, se porte sur la Regnitz, rétrograde sur le Danube, qu'il passe à Lauingen, livre un combat à Montecuccoli, qu'il bat à Zusmarshausen, passe le Lech à Rain et l'Isar à Freysing : la cour de Bavière épouvantée quitte Munich; il porte alors son quartier général à Mühldorf, qu'il met à contribution, et ravage tout l'Électorat, pour punir l'électeur de sa mauvaise foi.

En 1672, il dirigea, sous les ordres de Louis XIV, la conquête de la Hollande; il descendit la rive gauche du Rhin jusqu'au point où ce fleuve se divise en plusieurs branches, le passa et s'empara de soixante places fortes. Son avant-garde arriva jusqu'à Naarden. On ne sait par quelle fatalité il s'arrêta, n'entra pas dans Amsterdam.

Revenus de leur surprise, les Hollandais lâchèrent les écluses ; le pays fut inondé. L'armée française, affaiblie par les garnisons qu'elle avait mises dans les places prises, ne fit plus rien. Le roi retourna à Versailles, le maréchal de Luxembourg commanda.

Turenne passa le Rhin avec un corps d'armée détaché, pour marcher au secours de l'armée des évêques de Münster et de Cologne, alliés du roi ; il remonta la rive droite, arriva sur le Main, et tint en échec les 40,000 hommes du grand électeur, jusqu'au moment où, ce prince ayant été joint par l'armée du duc de Lorraine, il fut obligé de se couvrir par le Rhin ; ce qui permit à l'ennemi de se porter sur Strasbourg, où le prince de Condé arriva à temps pour détruire le pont et faire échouer encore le projet du grand électeur, qui se porta alors sous Mayence, jeta un pont à une portée de canon de cette place et inonda la rive gauche de ses partis. Turenne repassa dans l'hiver sur la rive droite, au pont de Wesel, battit le grand électeur, le poussa sur l'Elbe, et l'obligea à signer, le 10 avril, sa paix séparée avec la France.

Ces marches si hardies, si longues, frappèrent d'étonnement la France ; et, jusqu'à ce qu'elles eussent été justifiées par le succès, elles furent l'objet de la critique des hommes médiocres. S'il eût construit des bases à toutes les trente lieues, s'il eût laissé des armées de réserve, elles eussent été battues séparément.

Le prince Eugène, dans sa campagne de 1706, partit de Trente, longea la rive gauche de l'Adige, la passa devant une armée française, remonta la rive gauche du Pô, en prêtant le flanc à son ennemi, passa le Tanaro devant le duc d'Orléans, et joignit le duc de Savoie sous Turin, où il tourna toutes les lignes françaises, en attaqua la droite entre la Sesia et la Dora, et les força. Cette marche si audacieuse fut couronnée par le plus brillant succès. Qu'eût dit ce grand homme si on lui eût proposé d'établir quatre bases, douze places fortes, et d'y laisser la majorité de son armée, lui qui négligeait l'armée du duc d'Orléans qui était sur son flanc et ses derrières, et qui n'avait que 30,000 hommes?

Frédéric, dans ses invasions de la Bohême et de la Moravie, dans ses marches des bords de l'Oder aux bords de l'Elbe et de la Saale, a souvent mis en pratique les principes de ces grands capitaines ; il mettait spécialement sa confiance dans la discipline, la bravoure, la tactique de son armée.

Napoléon a fait quatorze campagnes : deux en Italie, cinq en Allemagne, deux en Afrique et en Asie, deux en Pologne et en Russie, une en Espagne, deux en France. Dans sa première campagne

d'Italie, en 1796, il partit de Savone comme place de dépôt, traversa les montagnes au défaut de la cuirasse, au point où finissent les Alpes et où commencent les Apennins, sépara l'armée autrichienne de l'armée sarde, s'empara de Cherasco, place forte au confluent du Tanaro et de la Stura, à vingt lieues de Savone, et y établit ses magasins; il se fit céder, par le roi de Sardaigne, la place forte de Tortone, située à vingt lieues à l'est de Cherasco, dans la direction de Milan, s'y établit, passa le Pô à Plaisance, se saisit de Pizzighettone, place forte sur l'Adda, à vingt-cinq lieues de Tortone, se porta sur le Mincio, s'empara de Peschiera, à trente lieues de Pizzighettone, et prit la ligne de l'Adige, occupant sur la rive gauche l'enceinte et les forts de Vérone qui lui assuraient les trois ponts de pierre, et Porto-Legnago qui lui donnait un autre pont sur ce fleuve. Il resta dans cette position jusqu'à la prise de Mantoue, qu'il fit investir et assiéger. De son camp sous Vérone à Chambéry, premier dépôt de la frontière de France, il avait quatre places fortes en échelons, qui renfermaient ses hôpitaux, ses magasins, et n'exigeaient que 4,000 hommes de garnison; les convalescents, les conscrits étaient suffisants; il avait ainsi, sur cette ligne de cent lieues, une place forte de dépôt toutes les quatre marches. Après la prise de Mantoue, lorsqu'il se porta dans les États du Saint-Siége, Ferrare fut sa place de dépôt sur le Pô, et Ancône, à sept ou huit marches plus loin, sa deuxième place au pied de l'Apennin.

Dans la campagne de 1797, il passa la Piave et le Tagliamento, fortifia Palmanova et Osoppo, situés à huit marches de Mantoue, passa les Alpes juliennes, releva les anciennes fortifications de Klagenfurt, à cinq marches d'Osoppo, et prit position sur le Sœmmering. Il s'y trouvait à quatre-vingts lieues de Mantoue; il avait sur cette ligne d'opération trois places en échelons et un point d'appui toutes les cinq ou six marches.

En 1798, il commença ses opérations en Orient par la prise d'Alexandrie, fortifia cette grande ville et en fit le centre de ses magasins et de son organisation; marchant sur le Caire, il fit établir un fort à El-Rahmânyeh, sur le Nil, à vingt lieues d'Alexandrie et trente du Caire; au Caire il fit construire une citadelle et plusieurs forts, et en fit élever un à trente lieues de cette capitale, à Sâlheyeh, au débouché du désert, sur la route de Gaza. L'armée, campée à ce village, se trouvait à quinze jours de marche d'Alexandrie, mais elle avait sur cette ligne d'opération trois points d'appui fortifiés.

Pendant la campagne de 1799, il traversa quatre-vingts lieues de désert, mit le siége devant Saint-Jean-d'Acre et porta son corps

d'observation sur le Jourdain, à deux cent cinquante lieues d'Alexandrie, sa grande place de dépôt. Mais il avait fait élever un fort à Qatyeh, dans le désert, à vingt lieues de Sâlheyeh; un à El-A'rych, à trente lieues de Qatyeh; un à Gaza, à vingt lieues d'El-A'rych. Il avait donc sur cette ligne d'opération de deux cent cinquante lieues six places assez fortes pour assurer ses communications et résister aux ennemis qu'il avait à redouter; effectivement, dans ces quatre campagnes, il n'eut jamais un convoi, un courrier d'intercepté. En 1796, quelques hommes isolés furent massacrés dans les environs de Tortone; en Égypte, quelques djermes furent arrêtées sur le Nil, de Rosette au Caire, mais ce fut dans les premiers moments du début des opérations. Les régiments de dromadaires qu'il avait organisés en Égypte étaient tellement accoutumés au désert, qu'ils maintinrent toujours libres les communications entre le Caire et Saint-Jean-d'Acre, tout comme dans la haute et la basse Égypte. Avec une armée de 25,000 hommes, il occupait alors l'Égypte, la Palestine, la Galilée, ce qui était une étendue de près de trente mille lieues carrées renfermée dans un triangle. De son quartier général devant Saint-Jean-d'Acre au quartier général de Desaix, dans la haute Égypte, il y avait plus de trois cents lieues.

La campagne de 1800 fut dirigée sur les mêmes principes. L'armée d'Allemagne, lorsqu'elle arriva sur l'Inn, était maîtresse des places d'Ulm et d'Ingolstadt, ce qui, sur un tel espace, lui donnait deux grandes places de dépôt. On avait négligé dans l'armistice de Parsdorf d'exiger la remise de ces places; il les jugea tellement importantes pour assurer les opérations de son armée d'Allemagne, qu'elle fut la condition *sine qua non* de la nouvelle prolongation de la suspension d'armes, signée le 19 septembre 1800.

L'armée gallo-batave, à Nuremberg, assurait l'aile gauche sur le Danube, et l'armée des Grisons, l'aile droite, dans la vallée de l'Inn. Lorsque l'armée de réserve descendit du Saint-Bernard, il établit sa première place de dépôt à Ivrée; et même, après Marengo, il ne considéra l'Italie reconquise que lorsque toutes les places en deçà du Mincio seraient occupées par ses troupes, et il accorda à Melas la liberté de se reporter sur Mantoue à la condition qu'il les lui remettrait toutes.

En 1805, ayant enlevé à Ulm toute l'armée autrichienne, forte de 80,000 hommes, il se porta sur le Lech, fit relever les anciens remparts d'Augsburg, les fit armer, construire une forte tête de pont sur le Lech, et fit de cette grande ville, qui lui offrait tant de ressources, sa place de dépôt. Il voulut rétablir Ulm, mais les fortifications étaient

rasées, et les localités trop mauvaises. D'Augsburg il se porta sur l'Inn et s'empara de Braunau. Cette place forte lui assura un pont sur cette rivière : elle fut une deuxième place de dépôt qui lui permit d'aller jusqu'à Vienne; cette capitale elle-même fut mise à l'abri d'un coup de main. Après quoi il se porta en Moravie, s'empara de la citadelle de Brünn, qui fut aussitôt armée et approvisionnée ; située à quarante lieues de Vienne, elle devint son point d'appui pour manœuvrer en Moravie. A une marche de cette place il livra la bataille d'Austerlitz. De ce champ de bataille il pouvait se retirer sur Vienne, y repasser le Danube, ou se diriger par la rive gauche sur Linz, pour y passer ce fleuve sur le pont de cette ville et gagner Braunau.

En 1806, il porta son quartier général à Bamberg, et réunit toute son armée sur la Regnitz. Le roi de Prusse crut, en se portant sur le Main, couper sa ligne d'opération sur Mayence et arrêter son mouvement. Il dirigea à cet effet les corps de Blücher et du duc de Weimar; mais la ligne de communication de l'armée française n'était plus sur Mayence; elle allait du fort de Kronach, situé au débouché des montagnes de la Saxe, à Forchheim, place forte sur la Regnitz, et de là à Strasbourg. N'ayant ainsi rien à craindre de la marche offensive des Prussiens, Napoléon déboucha sur trois colonnes, sa gauche par Coburg, sous les ordres des ducs de Montebello et de Castiglione, composée des 5e et 7e corps d'armée; son centre, par Kronach et Schleiz (il s'y trouvait en personne), était formé des 1er et 3e corps, commandés par le maréchal Bernadotte et le prince d'Eckmühl, de la Garde et des réserves de cavalerie; la droite marcha par le pays de Baireuth; elle déboucha sur Hof, et était composée des 4e et 6e corps, commandés par le duc de Dalmatie et le prince de la Moskova. L'armée prussienne, entre Weimar et Auerstædt, déjà en mouvement sur le Main pour appuyer son avant-garde, s'arrêta. Coupée de l'Elbe et de Berlin, tous ses magasins furent pris, et servirent à nourrir l'armée française. Avant la bataille, elle aperçut son danger, quand déjà sa position était désespérée; et, quoique si près de Magdeburg, au cœur de son pays, à deux marches de l'Elbe, elle fut battue, coupée, ne put opérer aucune retraite. Pas un homme de cette vieille armée de Frédéric n'échappa, si ce n'est le roi et quelques escadrons, qui gagnèrent avec peine la rive droite de l'Oder : plus de 100,000 hommes, des centaines de canons, de drapeaux, Berlin, toutes les places fortes, la monarchie tout entière, furent les trophées de cette journée.

En 1807, étant maître de Küstrin, de Glogau, de Stettin, il s'em-

para de Varsovie, coupa par cette manœuvre la Silésie et ses forteresses, qui, abandonnées à elles-mêmes, tombèrent successivement, fit fortifier Praga, créa Modlin, mit Thorn en état de défense, battit l'armée russe à Eylau, prit position sur la Passarge pour couvrir le siége de Danzig, qui devint sa place de dépôt et son point d'appui pour les opérations qui précédèrent la bataille de Friedland, qui décida le czar à demander la paix de Tilsit.

En 1808, toutes les places du nord de l'Espagne étaient au pouvoir de l'armée française quand elle marcha sur Madrid, Saint-Sébastien, Pampelune, Figuières, Barcelone, la citadelle de Burgos; et depuis Girone, Lerida, Mequinenza, Tarragone, Tortose, Sagonte étaient au pouvoir de Suchet lorsqu'il marcha sur Valence.

En 1809, les premiers coups de canon se tirèrent près de Ratisbonne; Augsburg fut son centre d'opération. Les Autrichiens ayant rasé Braunau, il choisit la place de Passau, située au confluent de l'Inn et du Danube, et beaucoup plus avantageuse, parce qu'elle lui assurait à la fois un pont sur ces deux fleuves; il la fit fortifier et s'assura du pont de Linz par des ouvrages de première force. Son armée, arrivée à Vienne, avait, indépendamment de cette communication sur la Bavière, une communication assurée sur l'Italie par le château de Grætz et la place forte de Klagenfurt. Ses manœuvres d'Eckmühl et de Landshut sont ses plus belles. Les travaux qu'il ordonna pour assurer le passage du Danube près de Wagram n'ont rien de pareil dans l'histoire; le pont de César sur le Rhin ne peut leur être comparé.

En 1812, Danzig, Thorn, Modlin, Praga étaient ses places sur la Vistule; Pillau, Kovno, Bialystock, Grodno, sur le Niemen; Vilna, Minsk, sur le Dniepr; Smolensk, sa grande place de dépôt pour son mouvement sur Moscou. Dans cette opération, il avait tous les huit ou dix jours de marche un point d'appui fortifié. Toutes les maisons de poste étaient crénelées et retranchées : elles n'étaient occupées que par une compagnie et une pièce de canon; ce qui assurait tellement le service, que, pendant toute la campagne, pas une estafette (il y en avait tous les jours), pas un convoi ne furent interceptés; que, dans la retraite même, hormis les quatre jours où l'amiral Tchitchakof fut rejeté au delà de la Berezina, l'armée eut constamment ses communications libres avec ses places de dépôt.

En 1813, Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdeburg, Hambourg étaient ses places sur l'Elbe; Merseburg, Erfurt, Würzburg, ses échelons pour arriver au Rhin.

Dans la campagne de 1814, il avait partout des places, et l'on

eût vu toute l'importance de celles de Flandre, si Paris ne fût pas tombé par l'effet de la trahison. Si même, après être tombé, la défection à l'ennemi du 6e corps d'armée n'eût empêché l'Empereur de marcher sur Paris, les alliés eussent été forcés d'abandonner la capitale; car leurs généraux n'eussent jamais risqué une bataille sur la rive gauche de la Seine, ayant derrière eux cette grande ville, qu'ils n'occupaient que depuis trois jours. La trahison de plusieurs ministres et agents civils favorisa l'entrée de l'ennemi dans Paris; mais ce fut celle d'un maréchal qui empêcha que cette occupation momentanée de la capitale ne devînt funeste aux alliés.

Tous les plans des quatorze campagnes de Napoléon furent conformes aux vrais principes de la guerre; ses guerres furent audacieuses, mais méthodiques : rien n'est mieux entendu que la défensive de l'Adige en 1796, où la Maison d'Autriche perdit plusieurs armées; que celle de la Passarge en 1807, pour protéger le siége de Danzig.

Mais veut-on un exemple d'une guerre offensive menée sur de faux principes contraires à toute méthode? c'est celle de 1796 en Allemagne. L'armée française de Sambre-et-Meuse passa le Rhin à Düsseldorf et Neuwied, se porta sur le Main, s'empara de la citadelle de Würzburg et arriva sur la Regnitz, forte de 50,000 hommes, dans le temps que l'armée de Rhin-et-Moselle passait le Rhin à Strasbourg, se portait avec sa droite et son centre sur le Neckar et arrivait avec 50,000 hommes sur Neresheim, et que la droite, forte de 20,000 hommes, passait les montagnes Noires et marchait sur le Vorarlberg, au pied des montagnes du Tyrol. Ces trois corps d'armée, dont celle dite de Sambre-et-Meuse formait la gauche, le général de celle du Rhin le centre, et Ferino la droite, séparés entre eux par des montagnes, de grandes rivières, des forêts, avaient chacun une ligne de communication particulière avec la France; de sorte que la défaite de l'un d'eux compromettait le salut des deux autres. Les flancs sont les parties faibles d'une armée envahissante; on doit s'efforcer de les appuyer, si ce n'est tous les deux, au moins un, à un pays neutre ou à un grand obstacle naturel. Au mépris de ce premier principe de guerre, l'armée française, en se divisant en trois corps séparés, se créa six flancs; tandis qu'en manœuvrant bien il lui était facile de marcher réunie en appuyant l'une et l'autre aile. Le centre combattit à Neresheim, à quatre-vingts lieues du Rhin, sans avoir aucun point d'appui, aucune place de dépôt intermédiaire, les deux flancs en l'air. L'archiduc avait fait disparaître ses principales forces de devant l'armée de Sambre-et-Meuse et de devant le corps de Ferino.

pour se renforcer sous Neresheim. Il échoua contre l'intrépidité française; il repassa le Danube et le Lech, s'affaiblit de 25,000 hommes devant le centre de l'armée de Rhin-et-Moselle, qu'il n'avait pu battre, et alla accabler et chasser au delà du Rhin l'armée de Sambre-et-Meuse, dans le temps que le faible corps du général Latour en imposait sur l'Isar à 70,000 Français. Non-seulement les Français se disséminèrent, laissèrent leurs flancs et leurs derrières sans appui sur une ligne de plus de cent lieues; ils firent pis encore, ils eurent l'imprudence de laisser sur leurs derrières, sans les bloquer, les grandes places fortes, Philippsburg et Manheim, ne les faisant observer que par un corps de 4,000 hommes, lorsqu'il eût fallu les faire étroitement investir pour leur ôter toute communication avec l'archiduc, toute connaissance des événements de la guerre, toute intelligence avec les campagnes: ces blocus eussent été un acheminement vers la chute de ces places. On fut sévèrement puni de cette imprudence : les garnisons de ces deux places chassèrent au delà du Rhin le faible corps d'observation, insurgèrent les paysans et coupèrent toutes les communications dès qu'elles apprirent les succès de l'archiduc; elles faillirent même surprendre Kehl et le pont de Strasbourg. Jamais les principes de la guerre et de la prudence ne furent plus violés que dans cette campagne. Le plan du cabinet était vicieux; l'exécution en fut plus vicieuse encore. Que fallait-il donc faire? 1° Les corps d'armée devaient être sous un même général en chef; un médiocre vaut mieux que deux bons; 2° marcher réunis, de manière à n'avoir que deux ailes et en appuyer constamment une au Danube; 3° s'emparer au préalable des quatre places de l'ennemi sur le Rhin, au moins ouvrir la tranchée devant deux; s'assurer d'Ulm pour en faire sa grande place de dépôt sur le Danube, au débouché des montagnes Noires.

Une campagne offensive qui a violé également les règles les plus importantes de l'art de la guerre, ce fut celle de Portugal. L'armée anglo-portugaise était de 80,000 hommes, dont 15,000 de milice. L'armée française, après avoir pris Ciudad-Rodrigo et Almeida, entra en Portugal, forte de 72,000 hommes; elle attaqua l'ennemi en position sur les hauteurs de Busaco; les deux armées étaient d'égale force, mais les positions de Busaco étaient très-fortes : elle échoua, et le lendemain tourna ces lignes en se portant sur Coimbre. L'ennemi fit alors sa retraite sur Lisbonne, en brûlant et dévastant le pays. Jusque-là tout était bien.

De Coimbre, le général français se porta sur Lisbonne, à la suite de l'armée ennemie; il laissa à Coimbre ses hôpitaux, 5,000 blessés

et malades, et seulement deux bataillons de garnison; mais un corps de 11,000 hommes de milices portugaises était organisé, son quartier général était à Oporto; le général français n'avait pas le droit de le négliger; il eût dû laisser 6,000 hommes pour l'observer et maintenir ses communications avec Almeida. Il est vrai qu'il ne fût plus arrivé devant Lisbonne qu'avec 50,000 hommes, mais ce nombre était suffisant, si le général anglais avait le projet de s'embarquer; si, au contraire, comme tout devait le lui faire penser, les Anglais voulaient se maintenir en Portugal, le général français ne devait pas dépasser Coimbre; il devait prendre une bonne position en avant de cette ville, même à plusieurs lieues, s'y fortifier, soumettre Oporto par un détachement, organiser ses derrières et ses communications avec Almeida, et attendre que Badajoz fût pris et que l'armée française d'Andalousie se fût avancée sur le Tage. Il arriva que le corps de milices d'Oporto marcha sur Coimbre, s'empara de mille voitures sans résistance, prit les hôpitaux et coupa l'armée française d'Almeida et de l'Espagne.

Arrivé au pied des retranchements de Lisbonne, le général français manqua de résolution; cependant il connaissait l'existence de ces lignes, puisque l'ennemi y faisait travailler depuis trois mois. Mais enfin, dans aucun cas, soit qu'il marchât sérieusement sur Lisbonne, résolu à enlever les lignes ennemies, soit qu'il ne voulût faire qu'une reconnaissance pour décider les Anglais à s'embarquer, les Français ne devaient pas se porter en avant sans avoir mis Coimbre à l'abri d'un coup de main et sans laisser un corps d'observation contre la division portugaise d'Oporto. Cette campagne n'était pas raisonnée, elle n'était donc pas méthodique.

Une campagne offensive qui fut également conduite contre tous les principes de la guerre fut celle de Charles XII en 1708 et 1709. Ce prince partit de son camp d'Alt Rannstædt, près de Leipzig, en septembre 1707, à la tête de 45,000 hommes, traversa la Pologne; 20,000 hommes, sous les ordres du comte de Lewenhaupt, débarquèrent à Riga; 15,000 hommes étaient en Finlande; il pouvait donc réunir 80,000 hommes des meilleures troupes du monde. Il laissa 10,000 hommes à Varsovie pour la garde du roi Stanislas, et arriva en janvier 1708 à Grodno, où il hiverna. En juin il traversa la forêt de Minsk et se présenta devant Borisof, l'armée russe occupait la rive gauche de la Berezina; il la passa à un gué à trois lieues sur sa gauche, battit 20,000 Russes qui s'étaient retranchés derrière des marais, et passa le Borysthène à Mohilef. Il défit, le 22 septembre, près de Smolensk, un corps de 16,000 Moscovites. Il était

sur les confins de la Lithuanie; il allait entrer sur le territoire propre de la Russie : le czar, alarmé, lui fit des propositions de paix. Jusqu'alors sa marche était conforme aux règles, ses communications étaient assurées; il était maître de la Pologne et de Riga; il n'était plus qu'à dix marches de Moscou, et il est probable qu'il y fût entré, lorsqu'il quitta la grande route de cette capitale, descendit le Borysthène et se dirigea sur l'Ukraine, à quatre cents lieues de Smolensk, pour faire sa jonction avec Mazeppa. Par ce mouvement, sa ligne d'opération, partant de la Suède, prêtait pendant quatre cents lieues, depuis Smolensk, le flanc à la Russie; il ne la put conserver; il lui devint impossible de recevoir aucun secours. Le général Lewenhaupt passa le Borysthène à Mohilef, douze jours après lui; il eut à peine fait quatre marches dans la direction de l'Ukraine qu'il fut attaqué par le czar. Son corps de 16,000 Suédois escortait 8,000 chariots chargés de munitions d'artillerie, d'effets d'habillement et de vivres. Il se défendit vaillamment les 7, 8, 9 et 10 octobre; mais il perdit tout son convoi et 11,000 hommes, et ne rejoignit son armée dans l'Ukraine qu'avec 5,000 hommes, manquant de tout. En mai 1709, de grands magasins ayant été réunis à Pultawa, Charles XII mit le siége devant cette place; mais, en juin, le czar se présenta avec 60,000 hommes pour le faire lever. Le roi n'avait plus que 30,000 hommes, dont une partie Cosaques de l'Ukraine; il attaqua l'armée russe et fut battu. Il fit sa retraite sur la Turquie. La ruine de son armée fut complète; il gagna avec peine de sa personne la Turquie avec un millier d'hommes.

Si Charles XII voulait aller sur Moscou, il avait convenablement dirigé sa marche jusqu'à son arrivée près de Smolensk; sa ligne d'opération avec la Suède par Riga était couverte par la Dvina, elle passait le Borysthène à Mohilef; mais, si son projet était d'hiverner dans l'Ukraine pour y lever des Cosaques, il manœuvra mal, il ne devait pas passer le Niemen à Grodno et entrer en Lithuanie. Il eût dû passer la Vistule à Cracovie, se porter sur le bas Dniestr et faire venir ses convois de Suède derrière l'Oder et la Vistule, par le chemin de Cracovie; car il lui était impossible de maintenir ses communications avec ses États par une ligne qui, pendant quatre cents lieues, longeait les frontières russes en lui prêtant le flanc; tandis qu'il lui était facile de la conserver par Cracovie, couverte par la Lithuanie, le Niemen et la Vistule. Cependant il n'organisa pas sa guerre comme Annibal, de manière à se passer de toutes communications avec la Suède, puisque le général Lewenhaupt, qui commandait un détachement si considérable et escortait un convoi si impor-

tant, le suivait à douze jours de distance et qu'il calculait sur son arrivée.

A cette première faute contre l'art, il en joignit une seconde, celle d'attaquer l'armée russe à Pultawa. Il n'était qu'à douze lieues du Borysthène, il pouvait donc en deux marches mettre cette grande rivière entre le czar et lui et arriver en Volhynie et en Podolie. D'abord, pourquoi donner bataille? Vainqueur à Pultawa, que pouvait-il prétendre avec une armée où il ne comptait plus que 18,000 Suédois, à quatre cents lieues de Moscou? Il ne pouvait pas avoir l'espérance de frapper un coup décisif contre son ennemi; tout donc lui faisait une loi de profiter de la belle saison et de la crainte qu'il inspirait encore aux Moscovites, pour passer le Dniestr et rentrer en Pologne. Et, s'il voulait courir les risques d'une bataille, pourquoi n'avait-il pas préparé une tête de pont et un pont de bateaux sur le Borysthène du côté de la Pologne, et n'y fit-il pas sa retraite? Il eût rallié 16,000 hommes sur la rive droite de ce fleuve et eût regagné Varsovie.

Aussitôt qu'il eut quitté la grande route de Moscou, Charles XII perdit sa ligne de communications, il ne reçut plus de nouvelles de Suède : il n'apprit la catastrophe du général Lewenhaupt que par l'arrivée de ce général lui-même. On assure que le vice de son opération n'échappa pas à bon nombre d'officiers de son état-major, qui, désespérant de le faire renoncer au projet de marcher sur l'Ukraine, insistèrent longtemps pour qu'il attendît à Smolensk l'arrivée du corps de Lewenhaupt et de son convoi si précieux, pour marcher réuni, contremander tous les autres convois de Suède et organiser la guerre dans l'Ukraine.

Après ce court exposé des campagnes des plus grands capitaines, nous ne croyons devoir faire aucune observation sur de prétendus systèmes de l'art de la guerre. On a construit un grand nombre de places dans la guerre de Hanovre pour servir de bases d'opération aux armées françaises, qu'on a ainsi affaiblies par un grand nombre de garnisons; ce qui n'a fait que rendre plus faciles et plus éclatants les succès du prince Ferdinand de Brunswick. Il vaut mieux fortifier les capitales, ce qui met à la disposition de l'armée toutes leurs ressources, toutes leurs richesses, toute leur influence; on y trouve des caves, des édifices publics, qui servent à contenir les magasins. Ces villes, ayant eu anciennement des fortifications, ont encore des remparts en maçonnerie, des écluses, etc., ce qui est fort utile; tandis que des places en terre ne sont pas à l'abri d'un coup de main, à moins que l'on n'y mette une garnison comme dans un camp retran-

ché. Quel travail immense ne faudrait-il pas pour élever des blockhaus qui missent à l'abri des injures de l'air, des bombes et des obus, les magasins de l'armée!

Si l'armée de réserve est composée de vieilles troupes, alors elle manquera sur le champ de bataille; si elle est composée de recrues non exercées, elle ne sera d'aucune utilité, ni pour rallier l'armée et l'arrêter dans sa défaite, ni pour contenir le pays. Ce serait d'ailleurs un système funeste, car les recrues ne peuvent s'habiller, s'instruire lorsqu'elles sont exposées tous les jours à des échauffourées; elles périssent misérablement.

Les provinces conquises doivent être contenues dans l'obéissance au vainqueur par des moyens moraux, la responsabilité des communes, le mode d'organisation de l'administration. Les otages sont un des moyens les plus puissants, lorsque les peuples sont persuadés que la mort de ces otages est l'effet immédiat de la violation de leur foi.

La tactique, les évolutions, la science de l'ingénieur et de l'artilleur peuvent s'apprendre dans des traités, à peu près comme la géométrie; mais la connaissance des hautes parties de la guerre ne s'acquiert que par l'étude de l'histoire des guerres et des batailles des grands capitaines et par l'expérience. Il n'y a point de règles précises, déterminées; tout dépend du caractère que la nature a donné au général, de ses qualités, de ses défauts, de la nature des troupes, de la portée des armes, de la saison et de mille circonstances qui font que les choses ne se ressemblent jamais.

HUITIÈME NOTE. — DES LEVÉES DE NAPOLÉON ET DE LOUIS XIV.

(Page 74.)

« .... Les Français paraissent vouloir abandonner aujourd'hui cette institution, qui fut pendant vingt-cinq ans le principe de leur gloire militaire et de leur influence en Europe, parce qu'un gouvernement qui abusait de tout a abusé de la conscription. Belle conclusion! J'aimerais autant qu'on me dît que, parce que l'on a abusé quelquefois de la nourriture, il faut y renoncer pour toujours et se laisser mourir de faim. Sachons distinguer l'abus d'une loi de la loi même..... Mais on s'est servi de la conscription pour faire périr des générations entières dans de folles expéditions! Eh bien, sachons prévenir les abus en donnant des limites convenables à ce mode de recrutement. Les deux Chambres arrêtent annuellement les levées d'argent nécessaire pour les dépenses de l'État; pourquoi n'arrêteraient-elles pas en même temps les levées d'hommes nécessaires à sa défense? L'un est encore plus important que l'autre. »

Le maximum des troupes que l'Empereur Napoléon ait eues sur pied est de 600,000 hommes et de 700,000 avec la marine. La population de son empire était de quarante millions d'âmes, le double de celle de la France sous Louis XIV, qui a eu 500,000 hommes sur pied, y compris la marine. On commettrait une étrange erreur si l'on supposait que toutes les conscriptions décrétées aient effectivement été levées; c'était une ruse dont on se servait pour en imposer aux étrangers; on en faisait un moyen de puissance.

En Égypte, Napoléon était convenu avec tous les chefs de corps que, dans les ordres du jour, on surchargerait d'un tiers la quantité réelle de toute distribution de vivres, d'armes, d'effets d'habillement. Aussi l'auteur du Précis militaire de la campagne de 1799 [1] s'étonne-t-il que les ordres du jour de cette armée la fassent monter à 40,000 hommes, lorsque les autres renseignements authentiques qu'il recueillit constatent que son effectif était fort inférieur à ce nombre. Dans les rapports des campagnes d'Italie, en 1796 et 1797, et depuis, les mêmes moyens ont été employés pour donner des idées exagérées des forces françaises.

Aucune conscription n'a été levée sous l'Empire sans une loi rédigée dans un conseil privé, présentée au Sénat par des orateurs du Conseil d'État, renvoyée à l'examen d'une commission, et, sur son rapport, délibérée et votée au scrutin secret. La liberté de ces délibérations était entière; elles avaient lieu par des boules blanches et noires, mais jamais plus de six contre quatre-vingts ou cent blanches. La presque totalité du Sénat croyait donc à l'utilité de ces levées; cette opinion, la nation entière la partageait; elle était convaincue que, dans les circonstances politiques où elle se trouvait, elle était en état de crise, et devait être prête à tous les sacrifices, aussi longtemps que l'Angleterre se refuserait à reconnaître ses droits, la liberté des mers, à lui restituer ses colonies, à mettre fin à la guerre.

Les Anglais, qu'il est à la mode de tant vanter, avaient, en 1813, 700,000 hommes sur pied pour une population de 17 millions; ils avaient donc autant d'hommes que l'Empire, qui comptait 43 millions d'habitants. Ces faits sont palpables, chacun peut les vérifier. Si l'Empereur eût eu en 1813 une armée proportionnée à celle de l'Angleterre dans le rapport des populations, il eût eu 1,849,000 hommes. Voilà comment la constitution de ce pays empêche son souverain d'avoir sur pied de nombreuses armées!

Il serait facile de prouver que, de toutes les puissances de l'Europe, la France est celle qui, depuis 1800, a le moins perdu de soldats.

[1] Le général Mathieu-Dumas.

L'Espagne, qui a éprouvé tant de désastres, a perdu davantage dans la proportion de sa population. Que l'on considère ce que l'Aragon seul a perdu à Saragosse. Les levées de l'Autriche en 1800, détruites à Marengo, à Hohenlinden; en 1805, détruites à Ulm, à Austerlitz; en 1809, détruites à Eckmühl, à Wagram, ont été hors de proportion avec sa population. Dans ces campagnes, les armées françaises avaient avec elles des armées bavaroise, wurtembergeoise, saxonne, polonaise, italienne, qui composaient la moitié de leurs forces; l'autre moitié, l'armée impériale, était pour un tiers composée de Hollandais, Belges, habitants des quatre départements du Rhin, Piémontais, Génois, Toscans, Romains. La Prusse perdit toute son armée, 250 à 300,000 hommes, dès la première campagne de 1806.

En Russie, nos pertes furent considérables, mais non pas telles qu'on se l'imagine. 400,000 hommes passèrent la Vistule [1], 160,000 seulement dépassèrent Smolensk pour se porter sur Moscou; 240,000 hommes restèrent en réserve entre la Vistule, le Borysthène et la Dvina, savoir : les corps des maréchaux ducs de Tarente, de Reggio, de Bellune, du comte Saint-Cyr, du comte Reynier, du prince Schwarzenberg; la division Loison à Vilna, celle de Dombrowski à Borisof, celle de Durutte à Varsovie. La campagne de 1812, en Russie, coûta 50,000 hommes à l'ancienne France. L'armée russe, dans sa retraite de Vilna à Moscou, et aux différentes batailles, a perdu quatre fois plus que l'armée française; l'incendie de Moscou a coûté la vie à 100,000 Russes morts de froid et de misère dans les bois; enfin, dans sa marche de Moscou à l'Oder, l'armée russe fut aussi atteinte par l'intempérie de la saison : en partant de Moscou, elle comptait 120,000 combattants; à Vilna 50,000; à Kalisz, elle n'en comptait plus que 18,000; on peut avancer que, tout calculé, la perte de la Russie dans cette campagne fut quadruple de celle de la France d'aujourd'hui.

Ce que perd l'Angleterre aux grandes Indes, aux Indes occidentales, ce qu'elle a perdu dans ses expéditions en Hollande, à Buenos-Ayres, à Saint-Domingue, en Égypte, à Flessingue, en Amérique,

[1] 400,000 hommes passèrent la Vistule, mais la moitié était de la Pologne, du royaume d'Italie, de la Westphalie, du duché de Berg, de l'Autriche, de la Prusse, de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg, du duché de Bade, de la Hesse, du Mecklenburg.

Sur les 200,000 hommes qui formaient la garde impériale, le tiers était Piémontais, Génois, Toscans, Parmesans, Romains, Belges, des rives du Rhin, de la 32e division militaire, Hambourg, Bremen, Lübeck; il n'y avait que 140,000 Français de l'ancienne France, sur ces 400,000 hommes qui passèrent la Vistule. (*Note du manuscrit original.*)

est au-dessus de ce que l'on peut imaginer. L'opinion généralement reçue que les Anglais ménagent leurs soldats est tout à fait fausse; ils en sont, au contraire, fort prodigues; ils les exposent continuellement dans des expéditions hasardeuses, dans des assauts contre toutes les règles de l'art, dans des colonies très-malsaines. Tout calculé, la France a donc perdu moins d'hommes depuis quinze ans que les autres puissances de l'Europe; et cela peut seul expliquer comment, depuis 1800, sa population a si considérablement augmenté. Ce sont ces vaines déclamations, propagées par l'ignorance ou la haine, qui ont fait croire à l'Europe, en 1814, qu'il n'y avait plus d'hommes, plus de bestiaux, plus d'agriculture, plus d'argent en France, que le peuple y était réduit au dernier degré de misère, qu'on ne voyait plus dans les campagnes que des vieillards, des femmes ou des enfants. La France alors était le pays le plus riche de l'univers; elle avait plus de numéraire que le reste de l'Europe réunie. Que de semblables assertions sont déplacées dans la bouche d'officiers français!

NEUVIÈME NOTE. — BATAILLE D'EYLAU.

(Page 377.)

« A Eylau, l'armée française arrivait sur trois colonnes espacées entre elles de deux à trois lieues. Les Russes, en position derrière la ville, prennent le parti de donner la bataille au lieu de la recevoir, afin de profiter de l'éloignement de nos colonnes pour les combattre isolément. Ils attaquent vivement, à la pointe du jour, nos troupes du centre, auxquelles ils donnent à peine le temps de se développer. Le choc est sanglant et terrible; on se bat de part et d'autre avec furie; et, si nous parvenons à conserver notre champ de bataille, ce n'est qu'à force de sang et en perdant la moitié de nos soldats.

» Notre colonne de droite, retardée par son éloignement, arrive enfin à une heure après midi sur le flanc gauche des Russes. L'arrivée de ce nouveau corps devait naturellement obliger leur aile à se retirer; et dès lors la bataille était gagnée pour nous, si nous avions pu occuper encore leur armée de front; mais notre centre, presque détruit par le combat sanglant du matin, ne pouvait plus leur inspirer de crainte; ils le négligent, et font un changement de front pour s'opposer à la colonne qui vient les prendre en flanc, et le combat recommence avec des succès variés.

» Cependant notre colonne de gauche, qui avait suivi les Prussiens, arrive le soir sur le champ de bataille, et se trouve naturellement placée sur le flanc droit et sur les derrières de l'armée ennemie, qui prend enfin le parti de la retraite. La victoire ne fut si longtemps disputée que par l'éloignement de nos colonnes, éloignement qui ne leur permit pas d'agir simultanément au moment opportun. Si les Russes étaient parvenus, comme il-

l'espéraient, à forcer notre corps du centre avant l'arrivée sur leurs flancs de nos colonnes latérales, ils nous battaient partiellement[1] et notre armée était détruite. »

(Page 210.)

« . . . . . C'est ainsi que j'ai vu, à la bataille d'Eylau, deux divisions françaises qui s'avançaient en colonnes sur le centre de l'armée russe dispersées et anéanties par une charge de cavalerie, au moment du déploiement, parce que, cette manœuvre se faisant sous le feu de l'ennemi, les soldats, effrayés et désunis par une tempête de boulets, de mitraille, de balles, ne surent point réunir leurs efforts pour soutenir le choc de la cavalerie. . . »

Après la bataille de Pultusk, en décembre 1806, le général Bennigsen, commandant l'armée russe, marcha sur la basse Vistule pour attaquer le maréchal Bernadotte, qui occupait Elbing. L'Empereur Napoléon partit de Varsovie le 25 janvier 1807, réunit son armée à Willenberg, marcha sur le flanc gauche des Russes pour les jeter dans le Frische-Haff : la terre était couverte de neige et de glace; l'armée de Bennigsen était fort compromise, déjà l'armée française était sur ses derrières, lorsque les Cosaques prirent un officier d'état-major du prince de Neuchâtel expédié au maréchal Bernadotte : ses dépêches démasquèrent le mouvement. Bennigsen, effrayé, se reploya en toute hâte sur Allenstein, qu'il évacua la nuit pour éviter une bataille. L'armée française le poursuivit vivement. Arrivé à Deppen, le général prussien York passa la Passarge et se dirigea sur Wormditt. L'Empereur ordonna au prince de la Moskova de le suivre avec le 6e corps. Ce détachement ne l'affaiblissait pas, puisqu'il ne faisait que suivre un détachement de même force de l'ennemi, et, si le général York n'eût pas été suivi, il eût pu se porter sur le flanc gauche et les derrières de l'armée française, qui, le 7 février au soir, arriva devant Eylau, après avoir livré plusieurs combats. Le général Bennigsen occupait la ville en force; le duc de Dalmatie l'attaqua avec le 4e corps, et s'en empara après un combat opiniâtre, qui ne se termina qu'à onze heures du soir.

Le prince d'Eckmühl, avec le 3e corps, se porta à deux lieues sur la droite, pour combattre une colonne russe qui était sur l'Alle, et tourner la gauche de la ligne ennemie. L'Empereur établit son quar-

---

[1] Comment les Russes pouvaient-ils nous battre partiellement, puisqu'ils étaient divisés et n'étaient pas réunis? La bataille a commencé le 7, à quatre heures, a cessé à onze heures du soir, et a recommencé le 8, à la pointe du jour.

tier général à Eylau; le 4e corps bivouaqua en avant, à gauche et à droite de la ville, la garde en deuxième ligne, le 7e corps et les réserves de cavalerie en troisième ligne. Le lendemain 8, à la pointe du jour, les Russes commencèrent le combat; ils voulaient reprendre Eylau, ils furent repoussés. En effet, il leur eût été difficile de réussir à prendre cette ville devant les corps d'armée des ducs de Dalmatie et de Castiglione, la Garde et les réserves de cavalerie, eux qui, la veille, n'avaient pas pu la garder contre les seuls efforts du 4e corps. Si la bataille d'Eylau fut sanglante pour nous, elle le fut bien plus pour l'ennemi. Notre perte, dans cette journée, s'éleva à 18,000 hommes.

Si nous avions le prince de la Moskova à plusieurs lieues sur notre gauche, et le prince d'Eckmühl à deux lieues sur notre droite, le général russe avait des détachements aussi considérables devant eux. Ce n'est pas par son éloignement que le 3e corps a été retardé, c'est par la résistance de l'ennemi auquel il était opposé; et notre centre était si peu détruit lorsque le 3e corps arriva à la hauteur du champ de bataille, que la Garde, les 4e et 7e corps, les réserves de cavalerie, s'y trouvaient, et le feu s'y soutint toujours aussi vif jusqu'à la nuit, moment où l'armée russe battit en retraite. A l'arrivée, sur notre droite, du 3e corps, le général Bennigsen ne fit point un changement de front; mais celui de ses corps qui, depuis l'Alle, se retirait en combattant, vint naturellement s'établir en potence sur son extrême gauche. Le prince de la Moskova se plaça à notre gauche, au village de Schmoditten, et non pas en arrière de la ligne ennemie que renforçait et prolongeait au même moment le corps prussien du général York, qu'il combattait et poussait devant lui depuis le matin. Les Russes ne pouvaient donc pas nous battre partiellement, puisqu'ils n'étaient pas réunis, et que nous n'avions de détachements que devant leurs détachements d'égales forces.

On n'a jamais reproché au duc de Castiglione de n'être pas un bon tacticien, et de ne pas savoir bien remuer un corps de 12 à 15,000 hommes; d'ailleurs, l'Empereur était à l'église d'Eylau; il a vu défiler le 7e corps, il l'a fait déployer, et il lui eût été impossible de déboucher en colonne au milieu de la grêle de mitraille et de balles qui pleuvait près de l'église et du cimetière; ce corps d'armée s'avança dans le plus bel ordre et déployé, les aigles de chaque division soutenues par une colonne à distance de peloton. La neige tombait à flocons, elle obscurcit un moment l'atmosphère : le duc de Castiglione prit une fausse direction, et ses troupes souffrirent à elles seules plus que tout le reste de l'armée.

DIXIÈME NOTE. — BATAILLE D'IENA.

(Page 378.)

« Le général français essaya encore à Iena sa manœuvre favorite, manœuvre que les Prussiens firent manquer en attaquant dans sa marche le corps tournant trop isolé et trop éloigné du reste de l'armée. L'armée prussienne était rassemblée à Iena, sur la rive gauche[1] de la Saale; l'armée française, qui opérait par la Saxe, le côté faible de la Prusse, arrive en trois colonnes sur la rive droite de cette rivière. Notre colonne de droite, forte de 30,000 hommes, passe la Saale, la veille de la bataille, à Naumburg, petite ville à sept lieues d'Iena, pour se porter sur le flanc gauche des Prussiens; tandis que le reste de l'armée, dirigé sur Iena, tenterait de forcer de front le passage de la rivière[2] et leur position. Les ennemis, voyant cette colonne engagée seule sur la rive gauche, loin des autres corps, forment le projet de l'attaquer isolément et de l'accabler sous le poids de forces supérieures avant qu'elle puisse être secourue; ils ne laissent en position à Iena qu'une partie de leur armée, et ils partent, pendant la nuit, avec plus de 60,000 hommes, pour se porter sur la colonne française[3]. Les deux corps se rencontrent le matin à Auerstædt, à mi-chemin de Naumburg à Iena[4]. La situation du corps français, attaqué par des forces doubles

---

[1] L'armée prussienne était en marche sur le Main, elle n'occupait pas Iena, et, depuis plusieurs jours, l'armée française avait passé la Saale.

[2] L'armée française ne devait pas tenter de forcer le passage de cette rivière, puisque cette rivière était passée, et que Napoléon bivouaqua, avec l'armée, sur la rive gauche de la Saale, le jour de la bataille.

[3] Les Prussiens ne laissèrent pas une partie de leur armée en position à Iena, puisque Napoléon, avec toute la Garde et toute l'armée, était campé sur la rive gauche dès la veille, et passa la nuit sur le petit mamelon en avant d'Iena. Le duc de Brunswick ne projeta pas d'attaquer le prince d'Eckmühl, qui était sur la rive droite de la Saale et dont il ne connaissait pas le mouvement.

[4] L'armée du roi de Prusse et celle du prince d'Eckmühl ne se rencontrèrent pas à Auerstædt, à mi-chemin de Naumburg à Iena; mais les Prussiens arrivèrent au défilé de Kœsen. Une seule division du prince d'Eckmühl avait passé la Saale, c'était celle du général Morand; la deuxième passait le pont. Les Prussiens marchaient si peu pour attaquer le prince d'Eckmühl, qu'ils allaient en ordre inverse; et, leur bataillon de tête ayant été culbuté par un bataillon

au moment où il se trouvait séparé et isolé du reste de l'armée par une rivière et une distance de plus de trois lieues, devenait critique. Il était probable qu'il serait défait avant de pouvoir être secouru[1]. Cependant, contre tous les calculs des probabilités qui accordent l'avantage au nombre, il résiste, conserve son champ de bataille, et donne ainsi le temps aux autres corps de l'armée française de forcer le passage de la Saale à Iena sous le feu des Prussiens, et d'accourir à son secours, ce qui décide la victoire[2]. Il me semble que le mouvement audacieux du général français fut plus heureux que sage : c'était à deux lieues d'Iena[3], et non pas à sept, qu'il devait faire passer la Saale à son corps tournant, puisqu'il obtenait de cette manière les mêmes résultats sans courir les mêmes risques[4]. »

La manœuvre d'Iena a manqué! De 250,000 Prussiens, les plus belles troupes du monde, pas un seul homme ne s'est sauvé, si ce n'est le roi avec quelques escadrons. Mais, 1° l'armée prussienne n'était pas rassemblée à Iena; 2° la colonne de droite de l'armée

---

du 12e, soixante pièces de canon tombèrent sur-le-champ au pouvoir de l'armée française. Le combat eut donc lieu tout près de la Saale. La présence du maréchal Bernadotte, qui avait débouché par Dornburg, inquiéta beaucoup le roi de Prusse.

[1] Ces deux lignes contiennent deux faussetés : le prince d'Eckmühl n'était pas séparé de l'armée par la Saale, puisque l'armée était, dès la veille, sur la rive gauche, et il avait à deux lieues sur sa gauche le maréchal Bernadotte.

[2] Nous ne pouvons que répéter que, dès la veille, l'Empereur et toute l'armée étaient campés sur la gauche de la Saale, et que le maréchal Bernadotte l'était en avant de Dornburg, tout près du prince d'Eckmühl, et que celui-ci était couvert par le défilé de Kœsen, et enfin, en cas d'échec, pouvait se couvrir par la Saale, car, encore une fois, Naumburg est sur la rive droite de la Saale.

[3] Le mouvement, tel qu'il est décrit dans ce paragraphe, est si absurde, que le résultat en eût été la défaite entière de l'armée française.

[4] La Saale est une rivière si encaissée, que d'Iena à Naumburg il n'y a pas d'autre débouché que celui de Dornburg, où a passé le maréchal Bernadotte. Mais, si le prince d'Eckmühl eût passé, non à deux lieues, mais à cinq, à Dornburg, le roi de Prusse se fût échappé par Kœsen, eût passé la Saale à Naumburg, eût retrouvé tous ses magasins, et se fût appuyé à l'Elbe : toute la manœuvre eût été manquée. Tant de fausses assertions sont-elles l'effet de l'ignorance ou de la lâcheté?

française n'était pas de 30,000 hommes : elle était formée par le 3e corps, que commandait le prince d'Eckmühl, 30,000 hommes; le 1er, que commandait le maréchal Bernadotte, 20,000 hommes; trois divisions de cavalerie sous les ordres du grand-duc de Berg, 10,000 hommes; total, 60,000 hommes; 3° le reste de l'armée n'avait pas besoin de forcer le passage de la Saale : il était effectué dès la veille. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, les corps du prince de la Moskova, des maréchaux ducs de Montebello, de Castiglione, de Dalmatie, la Garde, les cuirassiers d'Hautpoul et Nansouty, se réunirent en avant d'Iena. L'armée se trouva formée en deux grandes masses : une de 80,000 hommes sur ce point, une de 60,000 hommes à Naumburg, d'où jusqu'à Iena la Saale est fort escarpée et n'a qu'un débouché, celui de Dornburg, qui était occupé par un corps de flanqueurs.

L'armée prussienne se trouvait prise en flagrant délit : le maréchal Blücher et le duc de Weimar étaient entrés dans Cassel et marchaient sur le Main. Le duc de Brunswick commandait en chef; aussitôt qu'il s'aperçut de la manœuvre de l'Empereur, il rappela ces deux corps. Mais il leur fallait plusieurs jours pour se reployer. Le 13 octobre le prince d'Eckmühl prit Naumburg, qui est sur la rive droite de la Saale, et tous les magasins de l'armée prussienne; l'inquiétude devint extrême au quartier général de Weimar. Le général prussien se résolut à repasser la Saale en abandonnant les corps de Blücher et du duc de Weimar à leurs propres forces; il marcha sur Naumburg pour reprendre ses magasins, qu'il croyait n'avoir été pris que par un partisan. Le 14 octobre 60,000 Prussiens engagèrent le combat avec le 3e corps à l'entrée des gorges de Kœsen. Mais déjà depuis trois heures l'Empereur avait débouché avec 80,000 hommes sur les hauteurs d'Iena, et repoussait l'armée des généraux Rüchel et prince de Hohenlohe, de 100,000 hommes. Les 60,000 hommes que le roi commandait en personne furent arrêtés et vaincus par le seul effort des 30,000 hommes du 3e corps, parce que le maréchal Bernadotte, n'ayant pas voulu s'engager derrière eux dans le défilé de Kœsen, avait fait dans la nuit une marche rétrograde de deux lieues pour passer la Saale au pont de Dornburg, où le 14 au matin il était en position de tomber sur le flanc de l'ennemi; ce qui l'inquiéta beaucoup. Sans doute le prince d'Eckmühl pouvait n'être pas vainqueur, mais il ne pouvait pas perdre le défilé de Kœsen : avec une aussi bonne infanterie que celle qu'il commandait, il ne lui fallait que 10,000 hommes pour défendre ce débouché; mais, s'il l'eût perdu, l'armée prussienne ne pouvait pas passer la Saale devant lui,

et il eût été suffisant sans doute pour garder le pont. Mais, enfin, eût-il été rejeté du défilé de Kœsen, eût-il même repassé sur la droite de la Saale, cela n'eût point influé sur le sort de la bataille d'Iena; la perte de l'armée prussienne n'en eût été peut-être que plus assurée. Le maréchal Davout remplissait son but toutes les fois qu'il empêchait le roi de passer la Saale. Si Davout eût débouché par Dornburg, à trois lieues d'Iena, comme on le propose, l'armée prussienne eût échappé, elle eût pu gagner la rive droite de la Saale. Le mouvement inattendu du 1er corps mit à même le prince d'Eckmühl de se couvrir d'une gloire immortelle et de porter au plus haut point la réputation de l'infanterie française; mais il n'a point compromis la victoire, qui ne l'eût pas été quand même Davout eût été rejeté sur la rive droite de la Saale; il suffisait qu'il en empêchât le passage.

Lorsqu'on veut parler du plan d'opération d'une bataille, ne serait-il pas sage d'étudier les localités et les faits, de consulter les hommes qui ont été à même de les connaître? Si l'on est pardonnable de se tromper sur le col des Alpes qu'Annibal franchit il y a deux mille ans, on est inexcusable de ne pas connaître la topographie d'un champ d'opérations si modernes, sur lesquelles on veut dogmatiser, de placer Naumburg sur la rive gauche de la Saale. On n'est pas content de la manœuvre d'Iena! César, Annibal, Alexandre, Turenne, Eugène de Savoie, Frédéric le Grand, le seraient probablement davantage.

ONZIÈME NOTE. — BATAILLE D'ESSLING.

(Page 333.)

« Les Autrichiens, après leur défaite d'Eckmühl, s'étaient retirés par Ratisbonne sur la rive gauche du Danube. L'armée française continua sa route sur Vienne par la rive droite, s'empara de cette capitale, et essaya aussitôt de passer le Danube au-dessous de Vienne, à Ebersdorf. Notre pont de bateaux sur le Danube était à peine achevé, que nous voyons arriver l'armée autrichienne sur la rive gauche pour nous combattre. Le prince Charles ne s'oppose point au passage de la tête de notre armée; il se tient sur le bord du fleuve à une lieue au-dessus de notre pont, et là il fait préparer de gros bateaux, d'énormes radeaux et une grande quantité de brûlots. Quand il s'aperçoit que la moitié à peu près de notre armée est sur la rive gauche, il lance au gré d'un courant rapide toutes ces machines rassemblées d'avance, qui, venant heurter notre pont, l'entraînent et le détruisent entièrement[1]. Notre armée se trouve alors séparée en deux par un fleuve de

---

[1] Le pont fut jeté le 19 mai; alors le prince Charles était encore

400 toises de large, sans communication de l'une à l'autre rive. Il nous attaque dans cette cruelle situation avec 100,000 hommes contre 45,000; et, après deux jours de combats opiniâtres et sanglants, privés de nos parcs de réserve, restés sur la rive droite, sans espoir de rétablir nos communications avec le reste de notre armée, nous sommes contraints de céder au nombre et de nous réfugier dans une île du Danube, l'île Lobau, devenue célèbre par le séjour et les travaux que nous y fîmes. »

(Page 218.)

« Nous perdîmes la bataille d'Essling pour avoir attaqué en colonne le centre de la ligne autrichienne. Ce centre s'aidait à propos du terrain à mesure que nous nous avancions, tandis que les ailes se rapprochaient de nos flancs. Par cette manœuvre habile[1], nous ne tardâmes pas à nous trouver au centre d'un demi-cercle d'artillerie et de mousqueterie dont les feux convergeaient tous sur les malheureuses colonnes. Les boulets, les balles, la mitraille, se croisaient sur nous dans tous les sens en faisant un ravage affreux. Tout était atteint, tout était renversé, et nos premières colonnes furent entièrement détruites; enfin nous fûmes contraints de céder à cet

---

à plusieurs marches de Vienne; toutes les îles du Danube étaient occupées par nos postes; enfin l'armée passa pendant toute la journée du 19 et du 20. Quand même le prince Charles eût été effectivement campé à une lieue au-dessus de l'île Lobau, où était notre pont, il lui eût été très-difficile de juger si notre armée était passée en tout ou en partie; car elle avait eu le temps de passer deux fois. L'armée du prince Charles arriva le 21, la bataille fut livrée le 22.

[1] Dieu veuille que les ennemis de la France adoptent toujours une manœuvre aussi habile que de prendre une ligne de bataille d'une étendue double de celle que leur armée peut garnir, et s'exposer ainsi à être percés par leur centre! Sans la rupture du pont, qui obligea l'Empereur à contremander le mouvement et à se tenir sur la défensive, l'armée autrichienne aurait été coupée : moitié aurait été jetée en Hongrie, moitié en Bohême. Les mouvements très-étendus sont conformes à l'usage de la tactique autrichienne, mais contraires aux vrais principes de la guerre. La gauche de l'armée autrichienne n'aurait pas dû dépasser la hauteur d'Essling; la droite étant appuyée au Danube, sa ligne eût été suffisamment garnie; la gauche, s'étant étendue sur Enzersdorf, ne pouvait plus faire un pas en avant sans se trouver sous le feu de l'île Lobau, aussi arriva-t-il que cette aile ne bougea pas; toutes les fois qu'elle voulut bouger, se trouvant prise à dos par la mitraille de l'île Lobau, elle fut obligée de reprendre sa position.

orage effroyable, et nous rétrogradâmes pour nous remettre en ligne avec les deux villages d'Aspern et d'Essling, les soutiens de nos ailes. »

Il faut être d'accord avec soi-même. Avons-nous perdu la bataille d'Essling pour avoir attaqué en colonne le centre de la ligne ennemie? ou l'avons-nous perdue par l'effet d'une ruse du prince Charles, qui, ayant fait couper nos ponts, nous attaqua dans cette cruelle situation avec 100,000 hommes contre 45,000?

Mais, 1° d'abord nous ne perdîmes pas la bataille d'Essling, nous la gagnâmes; nous couchâmes sur notre champ de bataille, de Gross-Aspern à Essling; 2° le duc de Montebello n'attaqua pas en colonne, mais en bataille; ce général était le meilleur manœuvrier de l'armée; 3° ce ne fut pas le prince Charles qui coupa nos ponts, ce fut le Danube, qui, en trois jours, haussa de 14 pieds.

Après la bataille d'Eckmühl, l'armée française arriva devant Vienne; l'archiduc Maximilien avait pris le commandement de cette capitale, qui était armée et mise en état de défense. Le général d'artillerie la Riboisière plaça trente obusiers en batterie derrière une maison du faubourg pendant la nuit, et mit le feu dans la ville, qui ouvrit ses portes. Cependant l'archiduc Charles s'approchait par la rive gauche du Danube : l'Empereur résolut de le prévenir et de passer sur cette rive. La position de la rive droite n'était bonne qu'autant que l'on aurait une tête de pont sur la rive gauche, parce que sans cela l'ennemi était maître de l'initiative des mouvements. Cette considération était d'une telle importance, que Napoléon se fût placé sur l'Enns s'il lui eût été impossible d'établir sur la rive gauche une tête de pont. Cette opération était fort difficile; le Danube a 500 toises de large, 15, 20, 30 pieds de profondeur, une grande rapidité. Passer une grande rivière devant une telle armée paraissait impossible, mais on ne pouvait pas s'éloigner beaucoup, de peur que l'ennemi, qui avait deux équipages de pont, ne passât lui-même le Danube et ne se portât sur Vienne. L'Empereur voulut passer à deux lieues au-dessus de cette ville; il y avait remarqué, en 1805, une grande île, séparée de la rive droite par le Danube, et de la rive gauche par un bras de 50 toises. Si l'on s'emparait de cette île, on pourrait s'y établir, et alors on n'aurait plus, au lieu d'une rivière de 500 toises, qu'une de 50 à franchir : c'était franchir le Danube par un siége en règle. Le duc de Montebello jeta 500 hommes dans cette île le 16 mai; l'armée de l'archiduc Charles était encore à une marche en arrière. Mais, depuis 1805, on avait construit une jetée entre cette île et la rive gauche, de sorte qu'elle

n'en était plus une; le général Bubna se trouvait à portée avec 6,000 hommes; il marcha sur les 500 hommes et les culbuta : partie furent pris, partie se rembarquèrent sous la protection de trente pièces de 12 et d'obusiers. Cette opération manquée, l'Empereur se porta à deux lieues au-dessous de Vienne, c'est-à-dire cinq ou six lieues plus bas que le premier endroit, et où le Danube forme une superbe île de 1,800 toises d'étendue, séparée de la rive droite par le grand bras du Danube, large de 500 toises, et de la rive gauche par un petit bras de 60 toises. Il résolut de s'établir dans cette île. Une fois là, il aurait barre sur l'archiduc; et, si ce prince se portait sur Krems ou tel autre point pour passer le Danube et couper sa ligne, Napoléon, partant de l'île Lobau et tombant' sur ses derrières, le prendrait en flagrant délit. Le lieutenant général Bertrand jeta un pont de bateaux et de pontons sur le Danube; le 19 mai une avant-garde y passa. Le pont était fait dès le matin du 20; l'armée commença à passer. Dans l'après-midi le Danube grossit de 3 pieds, les ancres des bateaux chassèrent, le pont fut rompu; on était déjà maître de toute l'île, l'avant-garde ne courut aucun danger; en peu d'heures le pont fut raccommodé, l'armée continua à passer. Vers six heures on jeta un pont dans le rentrant du petit bras. Le général Lasalle passa sur la rive gauche avec 3,000 chevaux, s'avança sur Essling, battit la plaine dans tous les sens, et eut nouvelle d'une division de cavalerie autrichienne, avec laquelle il escarmoucha; il s'établit entre Essling et Gross-Aspern. L'Empereur bivouaqua à la tête du petit pont. Le 21, à la pointe du jour, il se porta à Essling et à Gross-Aspern, où il plaça le duc de Montebello et Masséna; un bataillon fut posté dans une espèce de réduit crénelé au village d'Enzersdorf; une partie des cuirassiers d'Espagne et Nansouty passèrent. A midi le Danube était grossi de 4 pieds de plus : le grand pont fut emporté; le reste de la cavalerie et les réserves du parc ne purent passer. Deux fois pendant ce jour le comte Bertrand rétablit les ponts. A quatre heures après midi le général Lasalle fit prévenir Napoléon que l'armée de l'archiduc était en marche. Le prince de Neuchâtel monta sur le clocher d'Essling; il fit le croquis des mouvements des colonnes autrichiennes. Elles voulaient attaquer par la droite Gross-Aspern, par le centre Essling, par la gauche Enzersdorf, formant ainsi une demi-circonférence autour d'Essling. L'Empereur donna l'ordre de se reployer et de rentrer dans l'île de Lobau, en laissant 10,000 hommes dans le bois en avant du petit pont; mais, dans ce moment, le général Bertrand envoya dire que le Danube baissait, qu'il avait rétabli le pont, et que les parcs passaient. Il était

tard, l'Empereur résolut de rester en position; car, si l'ennemi occupait le village d'Essling, il serait bien difficile de le reprendre; il coûterait bien du sang. A cinq heures les tirailleurs s'engagèrent, la fusillade et la canonnade devinrent bientôt vives; les cuirassiers firent plusieurs belles et brillantes charges : l'ennemi fut repoussé dans toutes ses attaques sur Gross-Aspern et Essling, et 25,000 hommes, attaqués par 100,000, conservèrent ainsi, pendant trois heures, leur champ de bataille. A la nuit, le placement des feux des bivouacs des deux armées annonça une journée décisive pour le lendemain.

L'armée française était de 20,000 hommes supérieure à celle de l'archiduc. La victoire ne pouvait pas être douteuse. A minuit le Danube grossit d'une manière effroyable. Les ponts se rompirent de nouveau, le comte Bertrand les rétablit; à la pointe du jour la Garde et le duc de Reggio commencèrent leur passage; il s'opérait au pas accéléré. L'Empereur monta à cheval, plein d'espoir : les destins de la Maison d'Autriche allaient être joués! Arrivé à Essling, il ordonna au duc de Montebello de percer le centre de l'armée autrichienne, et à la jeune Garde de déboucher d'Essling, pour se jeter au moment décisif sur le flanc gauche de l'ennemi, qui s'appuyait à Enzersdorf, petite ville sur la branche du Danube qui forme l'île Lobau. Le duc de Montebello déploya ses divisions avec cette habileté et ce sang-froid qu'il avait acquis dans cent combats. L'ennemi sentit l'importance de ne pas laisser percer sa ligne de bataille; elle était trop étendue : elle avait plus de trois lieues; tous ses efforts furent vains. Déjà la jeune Garde marchait sur le flanc de sa gauche, lorsqu'il fallut arrêter ces troupes victorieuses à la nouvelle que les ponts étaient de nouveau rompus, que les bateaux étaient emportés par la force du courant à une ou deux lieues, et qu'on ne devait conserver aucun espoir de les rétablir de plusieurs jours. La moitié des cuirassiers, le corps du prince d'Eckmühl, toutes les réserves d'artillerie étaient encore sur la rive droite. Un brillant succès n'était plus possible; mais le plan d'opération était si sage, si profondément calculé, que l'armée ne courait aucun danger, car elle pouvait toujours, au pis aller, reprendre sa position dans l'île Lobau, où elle était inattaquable. Jamais camp retranché ne fut plus fort : il était couvert par un fossé profond, de 60 toises de large, un bras du Danube très-rapide. L'Empereur envoya ordre au prince d'Essling et au duc de Montebello de s'arrêter et de reprendre insensiblement leurs positions : le premier au milieu du village de Gross-Aspern, ce village a plus d'une lieue de long; le second, entre Gross-Aspern et Essling, appuyant sa droite à ce village. Ce mouvement se fit comme au

Champ de Mars. L'ennemi, désespéré et en retraite, s'arrêta stupéfait; mais il apprit bientôt que nos ponts étaient emportés; son centre reprit sa première position; il était alors dix heures du matin. Depuis cette heure jusqu'à quatre heures après midi que le feu cessa, c'est-à-dire pendant six heures, 100,000 hommes et quatre cents pièces de canon attaquèrent vainement et sans succès 50,000 Français n'ayant que cent pièces de canon en position, et obligés de ménager leur feu, parce qu'ils manquaient de munitions.

Le succès de la bataille était dans la prise du village d'Essling; l'archiduc fit tout ce qu'il fallait faire : il l'attaqua cinq fois avec des troupes fraîches, cinq fois il fut repris. C'est à trois heures après midi que l'Empereur ordonna au général Rapp et au courageux comte de Lobau, ses aides de camp, de se mettre à la tête de la jeune Garde, de déboucher par trois colonnes et de tomber au pas de charge sur les réserves de l'ennemi, qui furent mises en déroute, et la victoire fut décidée; l'archiduc n'avait plus de troupes fraîches, il prit position. Le feu cessa à quatre heures précises; dans cette saison on peut se battre jusqu'à dix heures.

La vieille Garde, où était l'Empereur, resta constamment en bataille à une portée de fusil d'Essling, la droite au Danube, la gauche du côté de Gross-Aspern. Dans l'après-midi, le général Dorsenne, colonel des grenadiers de la vieille Garde, fit demander à faire une charge pour décider de la journée et obliger les Autrichiens à la retraite. « Non, répondit l'Empereur, il est bon que cela finisse ainsi. Sans pont, sans canons, certes nous avons fait plus que je n'espérais. Restons tranquilles. » Il se porta alors dans l'île Lobau et en fit le tour. Il craignait que l'ennemi ne jetât un pont plus bas et n'y lançât quelques bataillons. Il se porta ensuite au pont du Danube : hélas! tout avait disparu, pas un bateau n'était en place; le Danube s'était élevé à 28 pieds depuis trois jours; les parties basses de l'île étaient inondées. Il revint au petit pont, ordonna à l'armée de repasser le petit bras le lendemain à la pointe du jour, et de se camper dans l'île Lobau. Le corps de Masséna ne passa qu'à midi, sans que l'armée autrichienne battue fît aucun mouvement.

Telle est la bataille d'Essling. Tant que nous étions en possession de l'île Lobau, nous avions ce qu'il fallait pour assurer la possession de Vienne, qui, encore une fois, n'eût plus été tenable si nous eussions perdu cette île. De ce camp retranché nous étions maîtres de déboucher sur la rive gauche. Le général Bertrand fit, en vingt jours, établir trois ponts sur pilotis, ouvrage qui fut dix fois plus difficile, plus coûteux, que celui de César sur le Rhin. Le vice-roi gagna la

victoire de Raab sur l'archiduc Jean le 14 juin; l'Empereur déboucha de l'île Lobau, et remporta la mémorable victoire de Wagram le 5 juillet.

L'archiduc a fait à Essling, et depuis cette bataille, tout ce qu'il devait et pouvait faire. Dans cette journée périrent les généraux duc de Montebello et Saint-Hilaire, deux héros, les meilleurs amis de Napoléon; il en versa des larmes : ils ne l'eussent pas trahi!

Le duc de Montebello était Languedocien. Chef de bataillon, il se fit remarquer dans les campagnes de 1796 en Italie; général, il se couvrit de gloire en Égypte, à Montebello, à Marengo, à Austerlitz, à Iena, à Pultusk, à Friedland, à Tudela, à Saragosse, à Eckmühl, à Essling, où il trouva une mort glorieuse. Il était sage, prudent, audacieux, devant l'ennemi d'un sang-froid imperturbable. Il avait eu peu d'éducation, la nature avait tout fait. Il était supérieur à tous les généraux de l'armée française sur le champ de bataille pour manœuvrer 15,000 hommes. Il était encore jeune et se fût perfectionné; peut-être fût-il devenu habile même pour la grande tactique.

Saint-Hilaire était général à Castiglione en 1796. Il se faisait remarquer par son caractère chevaleresque. Il était aimable et bon camarade, bon frère, bon parent, bon ami, fidèle amant. Il était couvert de blessures. Il aimait Napoléon depuis le siége de Toulon.

DOUZIÈME NOTE. — BATAILLE DE LA MOSKOVA.

(Page 403.)

« Les Russes pouvaient très-bien se dispenser de livrer la bataille de la Moskova; car, soit qu'ils la gagnassent ou qu'ils la perdissent, leur imprudent ennemi n'était pas moins ruiné, comme l'événement le prouva. »

Sans doute la ville de Moscou ne valait pas une bataille! Les Russes perdirent la bataille et Moscou tomba; mais, s'ils l'eussent gagnée, Moscou était sauvé. 100,000 Russes, hommes, femmes, enfants, ne seraient pas morts de misère dans les bois, dans les neiges des environs; la Russie n'aurait pas vu s'anéantir en une seule semaine cette superbe capitale, l'ouvrage des siècles; elle n'eût pas perdu plusieurs milliards engloutis sous ses ruines. La première origine des désastres de cette campagne fut l'embrasement de Moscou; sans cet événement, nouveau dans l'histoire, le czar était contraint à la paix. Le résultat de la bataille de la Moskova était immense!

Jamais il ne fut plus à propos de livrer une bataille; elle était demandée à grands cris par la cour, désolée de voir le ravage et l'incendie de ses provinces, par la noblesse, par l'armée fatiguée,

affaiblie, découragée par de perpétuelles retraites. Barclay de Tolly la voulut donner sur la Dvina, mais il ne put être joint à temps par Bagration. Après leur réunion, il se mit en marche de Smolensk; déjoué par la contre-manœuvre de Napoléon, il vit prendre cette ville devant ses yeux et battit en retraite jusqu'à Dorogobouje, où il projeta de donner bataille; mais il manqua de résolution et recula jusqu'à Viazma, où il annonça qu'enfin il recevrait le combat. Mais cette fois encore il ne put s'y résoudre, et la cour impatientée le remplaça par Koutouzof. Ce général jugea fort prudemment que ce qu'il avait de mieux à faire était de recevoir la bataille dans l'excellente position de la Moskova. Il fit bien; il la pouvait gagner, les chances étaient au moins égales, et, s'il l'eût gagnée, il eût été proclamé le sauveur de la monarchie. Il la perdit; Moscou cessa d'exister. Si les généraux ne donnaient de bataille que dans des circonstances aussi importantes, ils en donneraient bien peu.

TREIZIÈME NOTE. — RETRAITE DE RUSSIE EN 1812 ET CAMPAGNE DE 1805.

(Page 464.)

« On reproche amèrement à Napoléon de n'avoir pas su faire sa retraite après ses campagnes désastreuses de Russie et de Saxe. Mais, en vérité, où voulait-on qu'il se retirât, puisqu'il n'avait rien préparé pour rallier et réorganiser ses troupes en cas de revers? Sa grande faute fut de n'avoir formé ni armée de réserve, ni base d'opération où son armée, poursuivie par l'ennemi, pût trouver un refuge. Ce général extraordinaire, admirable pour combattre et vaincre ses ennemis sur un champ de bataille, admirable pour les surprendre dans leurs marches, attaquer et dissiper leurs colonnes, ne savait pas faire une guerre méthodique, la seule cependant qui puisse asseoir des conquêtes stables en Europe..... La tête remplie des hauts faits d'Alexandre, il courait le monde comme le héros grec, à la tête d'une armée victorieuse, sans apprécier la différence des circonstances, qui ne permettait pas aux mêmes moyens d'opérer les mêmes résultats... »

« Sa funeste campagne de Russie est une invasion dans le genre asiatique, où l'on n'aperçoit pas les plus légères traces des précautions que nous prescrit la prudence dans nos guerres européennes. Sa base d'opération était sur la Vistule, où il avait ses places de dépôt. Il s'avance, passe le Niemen à la tête de 400,000 hommes, et pénètre imprudemment dans l'intérieur de la Russie, sans établir ni places de dépôt ni armée de réserve sur ce fleuve frontière[1]. Il court après les Russes, qui évitent avec raison tout

---

[1] L'espace de quatre cents lieues entre le Rhin et le Borysthène était occupé par des peuples amis et alliés : du Rhin à l'Elbe, par

engagement sérieux, dans l'espoir bien fondé de détruire plus sûrement son armée en détail, par la désorganisation et la faim ; que par les batailles[1].

---

les Saxons ; de là au Niemen, par les Polonais ; de là au Borysthène, par les Lithuaniens. L'armée avait quatre lignes de places : celles du Rhin, de l'Elbe, de la Vistule, du Niemen, savoir : Pillau, Kovno, Vilna, Grodno, Minsk, sur la droite du Borysthène, en pays ami. De Smolensk à Moscou il y a cent lieues de pays ennemi : c'est la Moscovie. On prit et on arma Smolensk, qui fut le pivot de la marche sur Moscou. On y organisa des hôpitaux pour 8,000 hommes, des magasins de munitions de guerre qui contenaient plus de 250,000 cartouches à canon et des magasins considérables d'habillement et de vivres. 250,000 hommes furent laissés entre la Vistule et le Borysthène ; 150,000 seulement passèrent le pont de Smolensk pour marcher sur Moscou, dont 30,000 restèrent pour garder les magasins, les hôpitaux et les dépôts de Dorogobouje, Viazma, Ghjatsk, Mojaïsk ; 100,000 hommes entrèrent à Moscou ; 20,000 avaient été tués ou blessés dans la marche et à la grande bataille de la Moskova, où périrent 50,000 Russes.

[1] Il n'est pas vrai que les Russes aient battu volontairement en retraite jusqu'à Moscou pour attirer l'armée française dans l'intérieur de leur pays. Ils ont abandonné Vilna, parce qu'il leur fut impossible de réunir leurs armées en avant de cette place. Ils voulurent se rallier sur le camp retranché qu'ils avaient construit à cheval sur la Dvina ; mais Bagration, avec la moitié de l'armée, ne put pas y arriver. La marche du prince d'Eckmühl sur Minsk, Borisof et Mohilef, sépara l'armée de Barclay de Tolly de celle de Bagration ; ce qui obligea le premier à se porter sur Vitebsk, et de là sur Smolensk, pour se réunir avec Bagration. La jonction faite, il remarcha avec 180,000 hommes sur Vitebsk pour livrer bataille à l'armée française ; mais Napoléon exécuta alors cette belle manœuvre, qui est le pendant de celle de Landshut en 1809 : il se couvrit par la forêt de Bieski, tourna la gauche de l'armée russe, passa le Borysthène et se porta sur Smolensk, où il arriva vingt-quatre heures avant l'armée russe, qui rétrograda en toute hâte. Une division de 15,000 hommes, qui s'y trouvait par hasard, eut le bonheur de défendre cette ville un jour ; ce qui donna le temps à Barclay de Tolly d'arriver le lendemain. Si l'armée française eût surpris Smolensk, elle y eût passé le Borysthène, attaqué par derrière l'armée russe en désordre et non réunie. Ce grand coup manqué, il tira un grand avantage de sa ma-

En effet, comme il faisait la guerre sans hôpitaux, sans magasins, sans établissements d'aucune espèce, sans assurer ses communications, et sans faire occuper par des troupes le pays qu'il parcourait, tout soldat malade, égaré ou traîneur, était un homme perdu, et la famine minait et affaiblissait journellement son armée[1]. Parvenu sur la Dvina et sur le Borysthène, il avait

---

nœuvre; elle donna lieu à la bataille de Smolensk, où Poniatowski et les Polonais se couvrirent de gloire.

On ne saura jamais bien l'histoire de la campagne de Russie, parce que les Russes n'écrivent pas, ou écrivent sans aucun respect pour la vérité, et que les Français se sont pris d'une belle passion pour déshonorer et discréditer eux-mêmes leur gloire. Peut-être quelque Allemand, quelque Anglais qui étaient dans les armées russes écriront-ils : on y verra alors que cette campagne est la plus belle, la plus habile, la mieux conduite et la plus méthodique de toutes celles que Napoléon a commmandées.

La bataille de la Moskova est l'action de guerre la plus glorieuse, la plus difficile et la plus honorable pour les Gaulois, dont l'histoire ancienne et moderne fasse mention. Les Russes sont de très-braves troupes. Toute leur armée était réunie; ils avaient 170,000 hommes, y compris les troupes de Moscou. Koutouzof avait pris une très-belle position et l'avait occupée avec intelligence; il avait tous les avantages pour lui, supériorité d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, position excellente, un grand nombre de redoutes; il fut vaincu!

Intrépides héros, Murat, Ney, Poniatowski, c'est vous à qui la gloire en est due! Que de grandes, que de belles actions l'histoire aurait à recueillir! Elle dirait comment ces intrépides cuirassiers forcèrent et sabrèrent les canonniers sur leurs pièces; elle raconterait le dévouement héroïque de Montbrun, de Caulaincourt, qui trouvèrent la mort au milieu de leur gloire; elle dirait ce que nos canonniers, découverts, en pleine campagne, firent contre des batteries plus nombreuses et couvertes par de bons épaulements; et ces intrépides fantassins qui, au moment le plus critique, au lieu d'avoir besoin d'être rassurés par leur général, lui criaient : « Sois tranquille; tes soldats ont tous juré aujourd'hui de vaincre, et ils vaincront! » Hélas! cette armée n'a plus de patrie, ses faits héroïques sont calomniés par des libelles soldés par le gouvernement même! Quelque parcelle de sa gloire parviendra-t-elle aux siècles à venir? Le mensonge, la calomnie, le crime prévaudront-ils donc?

[1] Pas un malade, pas un homme isolé, pas une estafette, pas un convoi n'ont été enlevés pendant la campagne, depuis Mayence jus-

déjà perdu la moitié de ses troupes sans tirer l'épée. Alors les plus sages de ses généraux, effrayés de tant d'extravagance, lui représentent la nécessité de s'arrêter sur les deux fleuves, pour rallier ses troupes, les réorganiser, assurer ses derrières, former des places de dépôt, des magasins, des hôpitaux, et prendre en un mot une base d'opération, avant de s'enfoncer plus avant dans un pays dont tous les habitants prenaient part à la guerre[1]. Il convient de la justesse de ces observations, et, le lendemain, il fait tout le contraire : il s'engage sur la route de Moscou[2], il marche sur cette capitale

---

qu'à Moscou; on n'a pas été un jour sans recevoir des nouvelles de France; Paris n'a pas été un jour sans recevoir des lettres de l'armée. On a tiré, à la bataille de Smolensk, plus de 60,000 coups de canon, le double à la bataille de la Moskova; la consommation a été considérable dans les petits combats, et cependant, en partant de Moscou, chaque pièce était approvisionnée à 350 coups. On eut une telle surabondance de munitions et de caissons, qu'on en brûla 500 dans le Kremlin, où l'on détruisit plusieurs centaines de milliers de poudre et 60,000 fusils. Les munitions n'ont jamais manqué. Cela fait l'éloge des généraux la Riboisière et Eblé, commandant l'artillerie. Jamais les officiers de ce corps n'ont servi avec plus de distinction et n'ont montré plus d'habileté que dans cette campagne. Il y a autant de faussetés que d'assertions dans ce passage que nous transcrivons.

[1] C'est bien mal connaître la Russie que de supposer que les habitants prenaient part à la guerre. Les paysans sont esclaves; les seigneurs, craignant leur révolte, les conduisirent dans leurs terres de l'intérieur de l'empire, à peu près comme on conduit des chevaux ou des troupeaux de bœufs.

Les esclaves étaient très-favorables aux Français, ils en attendaient la liberté; les bourgeois ou esclaves qui avaient été affranchis et habitaient les petites villes étaient fort disposés à se mettre à la tête de l'insurrection contre la noblesse; c'est ce qui fit prendre le parti aux Russes de mettre le feu à toutes les villes situées sur la route de l'armée, perte immense, indépendamment de celle de Moscou. Ils mirent aussi le feu aux villages, malgré l'opposition des habitants, au moyen des Cosaques, qui, ennemis des Moscovites, éprouvaient une grande joie de leur faire du mal.

On n'a pas besoin de dire que les généraux de l'armée française ne firent aucune remontrance à Napoléon; cette assertion est si absurde, qu'elle ne mérite aucune réfutation sérieuse; ce sont des dires de libelles.

[2] La marche de Smolensk à Moscou était fondée sur la pensée que

l'ennemi, pour sauver cette capitale, livrerait une bataille; qu'il serait battu; que Moscou serait pris, et que le czar, pour sauver cette capitale ou pour la délivrer, ferait la paix, et que, s'il ne la faisait pas, on trouverait dans le matériel immense de cette ville, dans les 40,000 bourgeois affranchis, fils d'affranchis ou négociants fort riches, qui s'y trouvaient, de quoi former un noyau national pour soulever tous les esclaves de la Russie et porter un coup funeste à cet empire. L'idée d'incendier une ville de 300,000 âmes, presque aussi étendue que Paris, n'était pas considérée comme une chose possible. En effet, il était plus raisonnable de faire la paix que de se porter à une telle barbarie. L'armée russe livra bataille à trois journées avant d'arriver à Moscou; elle fut battue. L'armée française entra dans la ville : pendant quarante-huit heures, elle fut maîtresse de toutes ses richesses; les ressources qu'elle y trouva étaient immenses. Les habitants étaient restés; les cinq cents palais de la noblesse étaient meublés; les officiers et les domestiques des maisons étaient à la porte; il y avait jusqu'à des diamants, les garde-robes des dames : rien n'avait été évacué. La plus grande partie des riches propriétaires, en quittant la ville, avaient laissé des billets de recommandation pour le général qui occuperait leur maison, et la déclaration que sous peu de jours, aussitôt que le premier moment de trouble serait passé, ils rentreraient chez eux. Ce fut alors que 8 ou 900 personnes, préposées à la police, chargées de la garde de la ville et des pompes, profitèrent d'un vent violent qui s'éleva et mirent à la fois le feu dans tous les quartiers. Une bonne partie de la ville, construite en bois, renfermait une grande quantité de magasins d'eau-de-vie, d'huile et autres matières combustibles. Rostopchine avait enlevé toutes les pompes; il y en avait plusieurs centaines, car ce service était organisé avec beaucoup de soin; on n'en trouva qu'une. L'armée lutta quelques jours inutilement contre le feu; tout fut brûlé. Les habitants qui étaient restés dans la ville se sauvèrent dans les bois ou dans les maisons de campagne; il ne resta que la dernière canaille pour se livrer au pillage. Cette grande et superbe ville devint un cloaque, un séjour de désolation et de crime. On pouvait alors prendre le parti de marcher sur Saint-Pétersbourg; la cour le craignait et avait fait évacuer sur Londres les archives et les trésors les plus précieux; elle avait appelé de la Podolie l'amiral Tchitchakof pour couvrir cette capitale. Considérant qu'il y avait aussi loin de Moscou à Saint-Pétersbourg que de Smolensk à Saint-Pétersbourg, l'Empereur préféra aller passer l'hiver à Smolensk, sur les confins de

à trois cents lieues de sa base d'opération sur la Vistule[1]. Dès lors sa perte devient inévitable et ses victoires mêmes ne peuvent le sauver. Aussi im-

---

la Lithuanie, sauf au printemps à marcher sur Saint-Pétersbourg. Il commença par attaquer et battre de nouveau l'armée de Koutouzof à Malo-Yaroslavetz, et de là fit sa retraite, sans aucun obstacle, lorsque les neiges, les glaces et le froid tuèrent dans une nuit 30,000 chevaux, ce qui obligea d'abandonner les charrois et fut la cause du désastre de la marche sur Smolensk, car elle ne doit pas s'appeler une retraite, puisque l'armée était victorieuse et qu'elle eût pu également marcher sur Saint-Pétersbourg, sur Kalouga, sur Toula, que l'armée de Koutouzof eût en vain essayé de couvrir. L'armée eût hiverné à Smolensk, si le prince de Schwarzenberg n'eût abandonné l'armée et manœuvré sur Varsovie, ce qui permit à l'amiral Tchitchakof de se porter sur la Berezina et de menacer les grands magasins et dépôts de Vilna, où il y avait des vivres pour l'armée pendant quatre mois, des habillements pour 50,000 hommes, des chevaux et des munitions, et une division de 10,000 hommes pour les garder.

Le général Dombrowski, qui occupait le fort de Borisof et le pont de la Berezina, ne put les défendre; il avait 9,000 hommes; sa division fut repoussée. L'amiral Tchitchakof passa la Berezina pour se porter sur la Dvina, il ne tenta rien sur Vilna. Il fut rencontré par le duc de Reggio, qui le battit et le rejeta sur la Berezina, après lui avoir pris tous ses bagages. Dans sa frayeur, l'amiral brûla le pont de Borisof.

Si au lieu d'être en novembre on eût été au mois d'août, l'armée eût marché sur Saint-Pétersbourg; elle ne se retirait pas sur Smolensk parce qu'elle était battue, mais pour hiverner en Pologne. Si l'on eût été en été, ni l'armée de l'amiral Tchitchakof ni celle de Koutouzof n'eussent osé approcher de l'armée française de dix journées, sous peine d'être entièrement détruites.

[1] 1° Les magasins de l'armée n'étaient pas à trois cents lieues, car elle ne manqua jamais de munitions. 2° Elle ne fut pas harcelée sur ses derrières, et l'ennemi était partout battu. On a vu les Romains à Trasimène et à Cannes, Annibal à Zama, Pompée à Pharsale, Metellus Scipion à Thapsus, Sextus à Munda, Melas à Marengo, Mack à Ulm, le duc de Brunswick à Iena, perdre leurs armées et ne pas pouvoir se rallier, quoique au milieu de leurs places fortes et près de leurs capitales.

prudent que Charles XII, il dut éprouver la même catastrophe[1]. Il a voulu rejeter ses malheurs sur les rigueurs de la saison. D'abord il était aisé de prévoir qu'il ferait très-froid en Russie au mois de janvier; ensuite il eût fait sa retraite en été, qu'elle n'eût été guère moins désastreuse; il n'eut pas ramené 50,000 hommes de plus. Une armée obligée de se retirer l'espace de trois cents lieues, avant d'atteindre ses réserves, ses dépôts et sa base d'opération, au milieu d'une nuée d'ennemis qui harcèlent ses flancs, qui interceptent ses communications, sans vivres et sans munitions, se décourage, s'affaiblit et se fond tous les jours davantage, et, à son arrivée, elle est tellement ruinée, que les secours qu'elle reçoit ne peuvent la rétablir.

D'après l'historique de la campagne de Saxe, que j'ai donné ailleurs, on peut juger que les disgrâces et les difficultés de sa retraite provinrent particulièrement de l'éloignement de sa base d'opération. Il opérait en Saxe, débordé sur ses deux flancs par la Prusse et la Bohême, n'ayant d'autre base que le Rhin à cent lieues en arrière. S'il eût porté, comme il le devait, durant l'armistice qui précéda cette malheureuse campagne, sa base d'opération sur la Saale; si, sur cette rivière qui se prolonge dans l'alignement du bas Elbe, gardé par deux grandes places, Magdeburg et Hambourg, et un corps d'observation, il eût établi trois ou quatre places du moment, des têtes de pont et une armée de réserve, ses ennemis n'eussent pas pu se placer sur ses derrières; il n'eût manqué ni de vivres ni de munitions, et son armée, après une bataille perdue, eût promptement trouvé un refuge, des renforts et une barrière contre la poursuite des alliés. Le public, qui se range toujours du côté de la fortune, a blâmé sévèrement ces deux malheureuses campagnes, tandis que les trompettes de la Renommée retentissent encore des louanges de la brillante campagne d'Austerlitz. Mais les connaisseurs qui jugent plutôt d'après les principes que d'après les événements aperçoivent dans cette fameuse campagne les mêmes fautes qui nous perdirent ensuite. On voit Napoléon y faire la guerre sans base d'opération,

---

[1] 1° Charles XII parcourut cinq cents lieues dans le pays ennemi; 2° il perdit sa ligne d'opération le lendemain de son départ de Smolensk; 3° il resta une année sans recevoir de nouvelles de Stockholm; 4° il n'eut aucune armée de réserve. 1° Napoléon ne fit que cent lieues en pays ennemi; 2° il conserva toujours sa ligne d'opération; 3° il reçut tous les jours des nouvelles et des convois de la France; 4° il tint en réserve, de la Vistule à son camp de Moscou, les trois quarts de son armée; enfin le premier agissait avec 40,000 hommes, le second avec 400,000. Ces deux opérations sont l'opposé l'une de l'autre : autant l'une est conforme aux règles, raisonne le but proportionné aux moyens, autant l'autre a mal raisonné son but et ses moyens.

avec plus d'éclat que de solidité. Après avoir enveloppé et détruit l'armée autrichienne, à Ulm, par des mouvements brillants d'activité, d'audace et d'habileté, la prudence lui conseillait de s'arrêter pour former une base d'opération en Bavière[1]. Il n'écoute point ces conseils timides; il poursuit sa pointe, et la fortune le conduit jusque dans Vienne; elle fait plus, elle lui livre le pont de cette capitale sur le Danube, qu'il était si aisé aux Autrichiens de brûler. Le général français veut profiter de son bonheur; il passe témérairement sur la rive gauche du fleuve et court en Moravie, au-devant des Russes, qu'il bat à Austerlitz, où il conclut la paix. Certainement si l'on considère sans prévention sa situation, celle des armées ennemies et l'état de l'Europe à cette époque, il est difficile de ne pas reconnaître que cette pointe en Moravie n'était qu'une audacieuse folie, qui mettait presque toutes les chances contre lui. L'armée autrichienne d'Italie, arrivant à la hâte[2], n'était plus qu'à quelques marches et pouvait se diriger sur Vienne, s'emparer de cette capitale, ou du moins de l'île du Prater, et par consé-

---

[1] Afin de donner au général Koutouzof, à l'empereur Alexandre, au général Bennigsen, au prince Charles et à l'armée autrichienne de Vienne, le temps de se réunir sur l'Inn, de rendre inutile la victoire éclatante d'Ulm et de remettre en balance ce qu'elle avait décidé : ah! vraiment, c'eût été un bon conseil à suivre! Pour résultat, les armées françaises eussent été rejetées sur le Rhin, les Alpes, avant le mois de décembre. Mais la base d'opération existait puisque la Bavière était amie, que les places fortes de Passau et de Braunau sur l'Inn étaient dans nos mains.

[2] L'archiduc Charles, qui avait eu des avantages sur le prince d'Essling et était arrivé jusqu'à l'Adige, fut obligé de battre en retraite en toute hâte pour arriver au secours de Vienne, après la bataille d'Ulm. Il laissa une forte garnison dans Venise et dans Palmanova, un corps d'observation dans la Carniole, et il arriva sur les confins de la Hongrie avec 40,000 hommes; le prince d'Essling, avec l'armée française d'Italie, le suivait à la piste avec 35,000 hommes. Le général Saint-Cyr était accouru d'Otrante et bloquait Venise; le duc de Raguse avait marché de Vienne sur le Sœmmering avec 20,000 hommes pour se réunir au prince d'Essling. Le duc de Trévise était resté dans Vienne avec 15,000 hommes, et le prince d'Eckmühl était à Presburg, sur le Danube, avec 30,000 hommes. Si deux de ses divisions accoururent sur le champ de bataille d'Austerlitz, elles n'y vinrent qu'à marches forcées, lorsque la bataille était décidée et lorsqu'il n'y avait rien à craindre du prince Charles, qui était harassé de fatigue et cherchait un refuge au milieu de la Hongrie.

quent du pont sur le Danube; le Tyrol n'était pas soumis[1]; la Prusse et tout le nord de l'Allemagne s'ébranlaient, et un faible corps de 15,000 hommes que nous avions à Francfort était bien insuffisant sans doute pour arrêter 150,000 hommes qui paraissaient devoir se porter vers les sources du Danube afin d'intercepter les communications des Français[2]; les Russes s'avançaient avec 60,000 hommes au secours des Autrichiens échappés au désastre d'Ulm, et enfin la Bohême était en armes. Certes, il est évident qu'il ne fallait que temporiser, éviter les batailles de front et se porter sur les flancs pour ruiner les Français. Leur armée, enveloppée d'ennemis, sans communications, sans établissements et sans munitions, se serait trouvée dans une situation aussi fâcheuse que celle de Moscou. La victoire d'Austerlitz même ne pouvait pas la tirer d'affaire, si les alliés eussent montré de la résolution, de la fermeté et de l'énergie après cette bataille, qu'ils eurent grand tort de livrer. Que pouvaient faire les Français après cette victoire? Rien du tout. Ou, s'ils poursuivaient les Russes, leur situation devenait encore plus critique et leur perte plus facile[3], car leur ligne d'opération, dont la base reposait sur le Rhin, s'affaiblissait en s'allongeant. Cette

---

[1] Le prince de la Moskova, avec son corps d'armée, avait été dirigé sur le Tyrol; il était plus que suffisant pour le soumettre. Effectivement, il en était maître au moment de la bataille d'Austerlitz.

[2] Le roi de Prusse avait été ébranlé par le séjour de l'empereur Alexandre à Potsdam; mais, malgré le fameux serment sur le tombeau de Frédéric, ce prince avait donné à la France les plus vives assurances qu'il ne commencerait aucune hostilité sans qu'au préalable il n'eût fait des propositions, et il ne s'était engagé avec la Russie que par un traité éventuel. Mais, en supposant que les choses fussent ainsi, il était évident qu'il fallait profiter des six semaines qu'on avait devant soi, avant que la Prusse pût achever ses armements, pour défaire les armées russe et autrichienne, dégager l'Italie, ou bien repasser le Rhin et les Alpes; car, certainement, en prenant position sur l'Inn, on ne pouvait pas tenir tête à l'Autriche, à la Russie et à la Prusse, puisque ces puissances auraient eu le temps de réunir et de combiner leurs forces.

[3] On n'a pas poursuivi, et on n'avait pas besoin de poursuivre les Russes; l'empereur Alexandre avait pris l'engagement de se retirer avec son armée sans artillerie, désarmé, par la Hongrie, au delà du Niemen, et c'est ce qu'il a fait. Après la bataille d'Austerlitz, on se moquait de la Prusse; et même, si elle n'eût pas dès lors baissé le ton, elle s'en fût repentie. L'empereur d'Autriche, sans armée, sans alliés, sa capitale prise, désirait et devait désirer la paix.

campagne, aux yeux critiques de la raison[1], est aussi vicieuse que celle de Moscou ; et cependant quelle différence de résultat! Tant il est vrai que la fortune est bien puissante dans les affaires de ce monde! »

Dans la campagne de Russie, les magasins de l'armée n'étaient pas sur la Vistule, à cinquante jours de marche de Moscou ; ceux de première ligne étaient à Smolensk, à dix jours de marche de Moscou ; ceux de seconde ligne à Minsk et à Vilna, à huit jours de marche de Smolensk ; ceux de troisième ligne à Kovno, à Grodno et à Bialystok ; ceux de quatrième ligne à Elbing, à Marienwerder, à Thorn, à Plock, à Modlin, à Varsovie ; ceux de cinquième ligne à Danzig, à Bromberg, à Posen ; ceux de sixième ligne à Stettin, à Küstrin, à Glogau. Sur 400,000 hommes qui passèrent le Niemen, 250,000 hommes restèrent en réserve entre ce fleuve et le Borysthène, 150,000 passèrent Smolensk et marchèrent sur Moscou ; sur ces 150,000 hommes, 30,000 hommes restèrent échelonnés entre Smolensk et Mojaïsk. La retraite était donc toute naturelle sur la Pologne. Aucun général n'a représenté à Napoléon la nécessité de s'arrêter sur la Berezina ; tous sentaient que, maître de Moscou, il terminerait la guerre. Jusqu'à Smolensk il manœuvrait dans un pays aussi ami que la France ; la population, les autorités, étaient pour lui ; il pouvait y lever des hommes, des chevaux, des vivres, et Smolensk est une place forte. Dans sa marche sur Moscou, il n'a jamais eu l'ennemi sur ses derrières. Pendant les vingt jours qu'il a séjourné dans cette capitale, pas une estafette, pas un convoi d'artillerie n'a été intercepté, pas une maison de station retranchée (il y en avait à toutes les postes) n'a été attaquée ; plus de sept cents voitures d'artillerie et d'équipages militaires arrivèrent sans accidents. Si Moscou n'eût pas été incendié, le czar eût été contraint à la paix. Après l'embrasement de Moscou, si les froids n'avaient pas commencé quinze jours plus tôt qu'à l'ordinaire, l'armée fût revenue sans perte à Smolensk, où elle n'aurait eu rien à redouter des armées russes battues à la Moskova et à Malo-Yaroslavetz ; elles avaient le plus grand besoin de repos. On savait bien qu'il ferait froid en décembre et janvier ; mais on était assuré, par le relevé de la température des vingt années pré-

---

[1] Quelle raison? Celle d'Alexandre, d'Annibal, de Gustave-Adolphe, de Turenne, d'Eugène, de Frédéric, ou celle des princes de Clermont et de Soubise, qui, avec des armées de 80,000 hommes, se laissèrent persuader qu'ils devaient se retirer sans se battre, tout abandonner, tout laisser, et repasser le Rhin?

cédentes, que le thermomètre n'était jamais descendu au-dessous de six degrés de glace pendant novembre. Il n'a manqué à l'armée que trois jours pour achever sa retraite en bon ordre; mais, dans ces trois jours, elle perdit 30,000 chevaux; ce froid prématuré pesa également sur les deux armées. Par l'événement, on pourrait donc reprocher à l'Empereur d'être resté quatre jours de trop à Moscou; il y fut déterminé par des raisons politiques : il croyait avoir le temps d'arriver en Pologne; les automnes sont très-prolongés dans le Nord.

L'armée, en quittant Moscou, emporta vingt jours de vivres; c'était plus qu'il ne lui en fallait pour arriver à Smolensk, où elle eût pu en prendre en abondance pour gagner Minsk ou Vilna, si toutefois elle eût jugé à propos d'abandonner Smolensk. Le froid prématuré fit périr tous les attelages des convois et la majorité des chevaux de l'artillerie et de la cavalerie; tous ces services de l'armée furent désorganisés : ce ne fut plus une armée; il ne fut plus possible de prendre position avant Vilna. Les corps du prince de Schwarzenberg et du général Reynier, qui étaient sur la Vistule, au lieu d'appuyer sur Minsk, comme ils le devaient, se retirèrent sur Varsovie, abandonnant l'armée. S'ils se fussent retirés sur Minsk, ils y eussent été joints par la division Dombrowski, qui seule ne put défendre Borisof; ce qui permit à l'amiral Tchitchakof de l'occuper. Son projet n'était pas de prendre possession de la Berezina, mais il voulait se porter sur la Dvina pour couvrir Saint-Pétersbourg. C'est par une circonstance fortuite que le duc de Reggio le rencontra, le battit, le rejeta sur la rive droite de la Berezina. Tchitchakof fut battu de nouveau après le passage de la Berezina; les cuirassiers de Doumerc lui prirent 5,000 hommes dans une charge.

A deux journées de Vilna, lorsque l'armée avait surmonté toutes les difficultés, l'Empereur jugea que les circonstances exigeaient sa présence à Paris; là seulement il pouvait imposer à la Prusse et à l'Autriche; s'il tardait à s'y rendre, le passage lui serait peut-être fermé. Il laissa l'armée au roi de Naples et au prince de Neuchâtel. La Garde était alors entière, et l'armée comptait encore 80,000 combattants; les corps de Schwarzenberg, Reynier, Macdonald, les Prussiens n'étaient pas compris dans ce total. Les farines, les biscuits, les vins, les viandes, les légumes secs, les fourrages étaient en abondance à Vilna, où se trouvaient également des magasins considérables d'effets d'habillement et de munitions. Si l'Empereur fût resté à l'armée, elle n'aurait jamais dépassé Vilna. Un corps de réserve était à Varsovie, un autre à Kœnigsberg; mais on s'en laissa imposer par quelques Cosaques, on évacua en désordre Vilna dans

la nuit. C'est de cette époque surtout que datent les grandes pertes de cette campagne; et ce fut un des malheurs des circonstances que cette double obligation où se trouvait Napoléon, dans les grandes crises, d'être à la fois à l'armée et à Paris. Rien n'était et ne pouvait être moins prévu par lui que la conduite insensée que l'on tint à Vilna.

Pendant la campagne de 1813, 1° notre première ligne de places et de magasins était Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdeburg, Hambourg; notre seconde ligne était Minden, Leipzig, Merseburg, Erfurt, Würzburg; 2° nos têtes de pont sur la Saale étaient Merseburg, Weissenfels, Naumburg; 3° le duc de Castiglione commandait une armée de réserve sur la droite de la Saale; une division de réserve était à Leipzig. La position de l'armée fut empirée par l'accident du pont de Leipzig, mais, arrivée à Erfurt, elle y avait trouvé des magasins considérables en tous genres et devait y faire halte, approvisionner ses caissons, et, après deux jours de repos, manœuvrer contre les corps disséminés des alliés. Mais l'arrivée sur le Main de l'armée bavaroise du maréchal de Wrede, la veille encore amie, obligea de renoncer à ce plan et de marcher tout de suite sur Hanau pour rétablir la communication avec Mayence.

Les désastres de la campagne de Russie sont l'effet de l'incendie de Moscou et du changement prématuré de la saison; les désastres de la campagne de Saxe sont le résultat de la trahison des Saxons, des Bavarois, des variations des événements politiques, et non l'effet des événements militaires.

En 1805, après avoir fait 80,000 prisonniers et pris tout le matériel de l'armée autrichienne dans Ulm, l'Empereur jugea devoir se porter sur Vienne : 1° pour dégager l'Italie et tomber sur les derrières de l'archiduc Charles, qui avait battu le prince d'Essling et qui déjà était arrivé sur l'Adige; 2° pour empêcher cette armée de se joindre à celle de l'empereur Alexandre; 3° pour entamer, battre et couper l'armée de Koutouzof. Entré à Vienne, il apprit que l'archiduc Charles s'était mis en pleine retraite d'Italie; que, suivi par le prince d'Essling et affaibli par les garnisons qu'il avait jetées dans Venise, Palmanova, et par le corps d'observation de la Carniole, il ne ramenait en Hongrie que 35 à 40,000 hommes; que l'empereur Alexandre était à Olmütz; il résolut de passer le Danube à Vienne pour couper à Hollabrunn Koutouzof, qui, battu à Amstetten, avait passé le Danube à Krems. Ce mouvement avait réussi, lorsque le prince Murat se laissa amuser par le prince Bagration, qui, tout en lui parlant de la paix, lui notifia l'existence d'un armistice entre les deux

armées, arrêta son mouvement pendant douze heures; ce qui tira son armée d'embarras. L'Empereur en fut instruit peu d'heures après à Vienne. Napoléon accourut dans la nuit, confia Vienne au duc de Trévise avec 15,000 hommes, dénonça l'armistice et attaqua le lendemain à la pointe du jour. Le 2 décembre il défit, à Austerlitz, les armées russe et autrichienne réunies, commandées par les empereurs d'Autriche et de Russie. Il avait envoyé le duc de Raguse, avec 18,000 hommes, sur le Sœmmering à la rencontre du prince Charles, et le prince d'Eckmühl, avec 30,000, sur la lisière de la Hongrie. Les 15,000 hommes du duc de Trévise, les 18,000 du duc de Raguse, les 30,000 du prince d'Eckmühl, les 35,000 du prince d'Essling qui était déjà arrivé à Klagenfurt, formaient ainsi une masse de 100,000 hommes opposés aux 35,000 de l'archiduc Charles.

Le mouvement sur Austerlitz pour combattre l'armée russe et empêcher sa jonction avec l'armée d'Italie est conforme à toutes les règles de l'art; il a réussi, il devait réussir. Le duc d'Elchingen, avec le 6e corps, était dans le Tyrol; le duc de Castiglione, avec le 7e corps, était en réserve en Souabe; le maréchal Saint-Cyr était devant Venise; le roi de Bavière avait une réserve à Munich. Quant à la Prusse, nous n'étions pas en guerre avec elle. Le serment sur le tombeau de Frédéric était éventuel; le comte Haugwitz était au quartier général et faisait des propositions, qui, si l'on eût été battu à Austerlitz, eussent pu être acceptées.

Si l'empereur de Russie eût évacué Olmütz pour s'enfoncer en Hongrie et se joindre, sans livrer bataille, à l'archiduc Charles, l'armée française eût été renforcée par les corps du prince d'Eckmühl, des ducs de Raguse, de Trévise, du prince d'Essling; tout l'avantage du nombre eût été du côté des Français.

L'armée, dans cette campagne, avait trois lignes d'opération : sur l'Italie par le Sœmmering et Klagenfurt, et par Grætz, Goritzia, Palmanova; sur le Rhin par Sanct-Pœlten, Enns, Braunau, Munich, Augsburg. Enns était fortifié et contenait de grands magasins de bouche et de munitions de guerre. Braunau, tête de pont sur l'Inn, était une place forte en état de soutenir quinze jours de tranchée ouverte. Le général Lauriston y commandait; il y réunissait des magasins, des hôpitaux, des munitions. Passau, place forte sur l'Inn, à son embouchure dans le Danube, contenait de grands magasins. Le général Moulin commandait à Augsburg; il avait fortifié et mis à l'abri d'un coup de main cette place de dépôts et de magasins sur la rive gauche du Lech.

Pendant les campagnes d'Austerlitz, d'Iena, de Friedland, de Moscou, pas une estafette ne fut interceptée; on n'a pas été un seul jour au quartier général sans avoir des nouvelles de Paris; il en arrivait tous les jours. On se fait de fausses idées de la Moravie et de la Russie; les vivres, les légumes s'y trouvaient en abondance.

QUATORZIÈME NOTE. — CAMPAGNE DE 1813.

(Page 385.)

« ..... La prudence veut qu'on ne s'engage entre deux corps ennemis que lorsqu'ils sont éloignés de plus d'une journée l'un de l'autre. C'est pour avoir violé ce principe que Napoléon perdit, en 1813, la trop fameuse bataille de Leipzig, qui changea le destin de l'Europe. Qu'il me soit permis de prendre les événements de plus haut, et d'indiquer les mouvements d'armée qui précédèrent cette terrible catastrophe. J'aurai en même temps l'occasion de rapporter la bataille de Dresde, qui semblait promettre aux armées françaises un avenir plus heureux. »

Nous avons parlé en détail de cette campagne en réponse à l'ouvrage d'un officier russe [1]; nous nous bornerons donc ici à rectifier quelques erreurs notoires.

Sur les 250,000 hommes dont était composée l'armée de l'empereur Napoléon dans cette campagne, 50,000 étaient Saxons, Westphaliens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Hessois ou troupes du duché de Berg, fort mal disposés, et qui firent plus de mal que de bien. Les 200,000 autres étaient de jeunes troupes, surtout la cavalerie, hormis la Garde, les Polonais, deux ou trois régiments de cavalerie légère, quatre ou cinq de grosse cavalerie. Ce défaut de cavalerie légère empêcha de connaître les mouvements de l'ennemi.

Nous avions un pont sur l'Elbe à Dresde, un à Meissen, un à Torgau, un à Wittenberg, un à Magdeburg, un à Hambourg. Les mouvements sur Dresde étaient prévus; on fit tout pour attirer l'ennemi. L'Empereur avait fait élever des ouvrages, ouvrir des routes et jeter des ponts sur l'Elbe devant Kœnigstein, pour faciliter la communication entre cette place et Stolpen.

A la bataille de Leipzig, la jeune Garde fut engagée sous le duc de Reggio et le duc de Trévise. La moyenne Garde, commandée par le général Curial, attaqua et mit en déroute le corps autrichien du général Merveldt, qui fut fait prisonnier. La cavalerie de la Garde, ayant à sa tête le général Nansouty, se porta à la droite, repoussa la cavalerie autrichienne et fit grand nombre de prisonniers. L'artillerie

[1] Ces notes de Napoléon n'ont pas été retrouvées.

de la Garde, dirigée par le comte Drouot, fut engagée toute la journée. De toute la Garde, la vieille Garde, infanterie, resta seule constamment en bataille, dans une position culminante où sa présence était nécessaire, mais où elle ne fut jamais dans le cas de se former en carré.

QUINZIÈME NOTE. — BATAILLE DE MONT-SAINT-JEAN.

(Page 339.)

« On sait comment Napoléon parvint de l'île d'Elbe jusqu'à Paris. Il était à peine maître de cette capitale, lorsqu'il vit se déclarer contre lui toute l'Europe et les deux tiers de la France; il n'avait pour lui qu'une armée de 150,000 hommes et le prestige d'un nom brillant de l'éclat de plus de trente victoires. Déjà plusieurs armées royales le pressent dans l'intérieur et 800,000 étrangers le menacent sur tous les points à l'extérieur. Attendra-t-il de se voir attaqué par la réunion de tous ses ennemis, en se bornant à une guerre défensive? ou bien prendra-t-il l'initiative des opérations, afin de troubler leur concert et de porter des coups importants avant qu'ils soient tous en ligne? Il se décide pour le dernier parti. Il rassemble ses troupes, et le 15 juin il se met en marche sur trois colonnes en partant de Philippeville, Beaumont et Maubeuge, pour aller passer la Sambre le même jour à Châtelet, Charleroi et Marchiennes, à la tête de 100,000 combattants. Le reste de ses forces était occupé dans l'intérieur ou sur les autres frontières.

» L'armée anglaise était cantonnée de Bruxelles à Nivelles; l'armée prussienne, aux environs de Fleurus et de Namur. Le projet du général français était d'aller se placer brusquement au milieu des cantonnements de ces deux armées, d'empêcher leur réunion et de tomber successivement sur leurs troupes éparses avec toute sa cavalerie, qu'il avait formée à cet effet en un seul corps de 20,000 chevaux. Tout le succès de cette opération était dans la rapidité de ses mouvements; il devait porter le même jour toute son armée jusqu'à Fleurus, par une marche forcée de huit à dix lieues, et pousser son avant-garde jusqu'à Sombreffe[1], sur la route de Namur à Bruxelles; mais, au lieu de se hâter d'arriver au milieu de ses ennemis, il

---

[1] L'intention de l'Empereur était que son avant-garde occupât Fleurus en cachant ses troupes derrière les bois près de cette ville; il se fût bien gardé de laisser voir son armée et surtout d'occuper Sombreffe. Cela seul eût fait manquer toutes ses manœuvres; car alors le maréchal Blücher eût été obligé de donner Wavre pour point de rassemblement à ses troupes, la bataille de Ligny n'eût pas eu lieu, l'armée prussienne n'eût pas été obligée de livrer bataille sans être rassemblée et sans être soutenue par l'armée anglaise.

s'arrêta à Charleroi, soit qu'il fût retardé par le mauvais temps, soit par d'autres motifs.

» Le lendemain nous nous mettons en mouvement sur trois colonnes; la colonne de gauche, forte de 35,000 hommes, prend la route de Charleroi à Bruxelles et rencontre une partie de l'armée anglaise en marche pour se joindre aux Prussiens aux Quatre-Bras, nœud de jonction des deux routes de Charleroi et de Namur à Bruxelles. On se bat de part et d'autre avec des succès variés, mais enfin nous obtenons le point capital, celui d'arrêter la marche des Anglais sur la route de Namur. Nos deux autres colonnes marchent, l'une sur la route de Fleurus, et l'autre à une demi-lieue à droite.

» Cependant les Prussiens s'étaient rassemblés avec beaucoup de célérité ; et, lorsque nous arrivons à Fleurus, à onze heures du matin, nous trouvons leur armée en position, la gauche à Sombreffe, sur la route de Namur à Bruxelles, la droite à Saint-Amand, ayant son front couvert par le ruisseau escarpé de Ligny. Nous arrivions sur leur flanc droit, la raison nous conseillait d'attaquer cette aile : par là, nous évitions en partie les défilés du ruisseau, nous nous rapprochions de notre corps de gauche, qui se battait aux Quatre-Bras, de manière que les deux armées pussent se donner mutuellement du secours, et enfin nous rejetions les Prussiens loin des Anglais en les forçant de se retirer sur Namur. Mais le général français agit différemment; il attaque de front, et, après plusieurs combats sanglants, il force enfin le défilé de Ligny avec sa réserve, et il débouche sur le centre de l'armée prussienne, dont la retraite, favorisée par la nuit, se fait naturellement vers les Anglais, du côté de Bruxelles, puisque nous les chassions dans ce sens. Nous couchons sur le champ de bataille après cette victoire sanglante et peu décisive[1], qui nous coûta 15,000 hommes, y compris nos pertes au combat des Quatre-Bras.

---

[1] La victoire de Ligny a été tellement décisive, qu'elle a affaibli l'armée prussienne de 60,000 hommes; elle avait décidé la question. Par où fallait-il attaquer les Prussiens? en débordant leur droite par Saint-Amand, ou bien en débordant leur gauche par Sombreffe, ou enfin en perçant leur centre, en s'emparant des hauteurs de Brye et rejetant toute leur aile du côté de Charleroi, et en arrivant avant la gauche sur le chemin des Quatre-Bras? Il n'était pas question dans cette bataille de séparer les Anglais des Prussiens; on savait que les Anglais ne pouvaient être en mesure que le lendemain; mais il était question d'empêcher la partie du 3e corps de Blücher, qui n'était pas encore réunie à onze heures du matin et qui venait par Namur, et le 4e corps, qui arrivait de Liége par Gembloux, de joindre sur le champ de bataille. En coupant la ligne ennemie à Ligny, toute la droite de

« Le 17 nous marchons sur deux colonnes; la colonne principale, après avoir rallié les troupes qui s'étaient battues la veille aux Quatre-Bras, suit la route de Bruxelles et trouve à l'entrée de la nuit l'armée anglaise en position au village de Mont-Saint-Jean. Notre colonne de droite, forte de 30,000 hommes, chargée de suivre les mouvements des Prussiens, incertaine de leur direction, s'arrête à Gembloux, non loin du champ de bataille de la veille.

» Le 18 au matin nous reconnaissons l'armée anglaise dans la même position que la veille, rangée sur deux lignes avec une réserve centrale; sa gauche un peu en arrière, allant s'appuyer à la forêt de Soigne; son centre, fortifié par le village de Mont-Saint-Jean, au nœud des routes de Charleroi et de Nivelles à Bruxelles, et sa droite couverte par un ravin, non loin de Braine-l'Alleud. Le terrain s'étendait en glacis assez uniformes sur son front. Le général anglais, sur ce champ de bataille étudié d'avance, avait profité de toutes les hauteurs pour y placer avantageusement son artillerie, et de tous les mouvements du terrain pour dérober son infanterie à nos coups. Son armée nous parut forte de 80,000 hommes, à en juger d'après l'étendue de son champ de bataille.

» Nous employons toute la matinée, jusqu'à midi, à développer notre armée et à nous préparer au combat. Nous avions 55,000 combattants, non compris notre colonne de droite de 30,000 hommes, qui, dès le matin, était partie de Gembloux pour suivre la marche des Prussiens sur la route de Wavre. Cette colonne, séparée du reste de l'armée par la rivière fangeuse de la Dyle, resta près de Wavre, à plus de trois lieues du champ de bataille, éloignement fatal au succès de la journée. Le combat s'engage à midi à Mont-Saint-Jean, et nous sommes privés de ce corps de 30,000 hommes, que le général français semble avoir oublié loin de lui par un aveuglement ou une présomption sans exemple; et cette colonne reste stupidement sur la rive droite de la Dyle au lieu d'accourir vers le bruit du canon pour prendre part à la bataille, au lieu du moins de marcher vivement sur les traces des Prussiens qui passent la Dyle à Wavre et viennent renforcer l'armée anglaise.

» Si cette colonne latérale, suivant nos principes, se fût rapprochée à une lieue de la colonne principale, en passant la Dyle dès le matin pour se placer entre la grande route et la rivière, on eût pu l'employer, suivant les circonstances, ou à contenir l'armée prussienne, ou à frapper un coup décisif sur la gauche des Anglais, et la victoire se décidait pour l'armée française, du moins les probabilités portent à le croire. Ce qui perdit le

---

l'ennemi à Saint-Amand fut tournée et compromise; tandis que, maître de Saint-Amand, on n'eût rien eu. Il faut donc conclure de ceci que la raison de Napoléon n'est pas la raison de l'aristarque, et il voudra bien nous permettre de croire de préférence au coup d'œil militaire du premier.

général français, ce fut de s'être privé d'une partie de son armée en la portant à trois lieues du point capital par une fausse marche. Quant à la bataille elle-même, la plus grande faute que lui reprochent les connaisseurs, c'est l'engagement prématuré de sa cavalerie, que j'ai déjà eu lieu de faire remarquer.

(Page 230.)

« Mais, si nous voulions la faire charger (la cavalerie de ligne), dès le commencement de la bataille, sur de l'infanterie intacte et aguerrie, elle serait infailliblement ramenée sur le reste de l'armée, où elle communiquerait son désordre[1]. Je sais qu'on pourrait opposer à ces raisonnements l'exemple récent de deux généraux illustres qui engagèrent leur cavalerie presque dès le début de la bataille de Waterloo. Voici comment : la droite

---

[1] Les charges de cavalerie sont bonnes également au commencement, au milieu ou à la fin d'une bataille; elles doivent être exécutées toutes les fois qu'elles peuvent se faire sur les flancs de l'infanterie, surtout lorsque celle-ci est prise et engagée de front.

Le général anglais fit très-bien de faire exécuter une charge sur le flanc de l'infanterie française, puisque les escadrons de cuirassiers qui la devaient soutenir étaient un peu en arrière.

Le général Milhaud fit encore mieux de faire charger ces deux régiments anglais par ses cuirassiers et de les détruire.

Toutes les batailles d'Annibal furent gagnées par sa cavalerie; s'il eût attendu pour la faire donner la fin de la bataille, il n'aurait pu l'employer qu'à faire sa retraite.

C'est avoir les notions les plus fausses de la guerre, aucune idée de la puissance des charges combinées de l'infanterie et de la cavalerie, soit pour l'attaque, soit pour la défense.

La charge de la cavalerie à quatre heures du soir, le 18, a été faite un peu trop tôt, mais, une fois faite, il la fallait soutenir; aussi Napoléon, qu'elle contraria extrêmement, donna cependant l'ordre au général Kellermann, qui était en arrière sur la gauche, de se porter au grand trot pour soutenir cette cavalerie.

Pendant que le général Milhaud s'engageait sur le plateau à la poursuite de l'ennemi, Napoléon était occupé à repousser Bülow, dont la mitraille arrivait déjà sur la chaussée de la Belle-Alliance, et dont le mouvement tournait l'armée.

L'histoire nous prouve que tous les libelles tombent promptement dans le mépris. Que les libellistes parcourent ces fatras qui existent à la Bibliothèque nationale contre Henri IV et Louis XIV, ils seront humiliés de leur impuissance : ils n'ont laissé aucune trace.

des Français, composée de quatre divisions d'infanterie, chacune formée en colonne serrée par division, s'avançait pour attaquer la gauche et le centre de la ligne anglaise, lorsque le général anglais lança snr ces colonnes en marche une brigade de cavalerie de sa gauche; cette charge eut du succès contre toute probabilité. Une de nos colonnes, effrayée au seul aspect de cette cavalerie, s'enfuit et se dispersa en abandonnant une batterie de trente pièces d'artillerie qu'elle était chargée de soutenir; mais la cavalerie anglaise, en se retirant après sa charge, fut prise en flanc et à dos par les autres divisions d'infanterie et par quelques escadrons français; elle souffrit beaucoup, et ces deux régiments furent presque détruits. »

(Page 233.)

« ..... Cependant, comme son caractère inflexible (Napoléon) ne savait jamais céder à propos à l'empire des circonstances, il aima mieux faire détruire assez inutilement sa cavalerie sous le feu des Anglais que de la faire replier. Cette charge déplacée se fit sans doute à son insu; mais pourquoi se tenait-il hors de portée de bien voir? pourquoi ne surveillait-il pas son champ de bataille pour donner et faire exécuter ses ordres? Tout général en chef n'est-il pas responsable des fautes qui se commettent sur un champ de bataille qui n'a qu'une demi-lieue d'étendue? et le sien n'était guère plus grand. »

Quoi! les deux tiers de la France étaient contre Napoléon! Plusieurs armées royales manœuvrèrent dans l'intérieur! Comment donc, débarqué seul sur la côte de Provence, s'est-il rassis en vingt jours sur son trône? Comment donc la France entière l'a-t-elle proclamé pour la troisième fois depuis quinze ans son souverain, au Champ de Mai? Comment donc 500,000 Français sont-ils, à sa voix, accourus sous ses enseignes? Comment donc tant de généraux de toutes les armées, tant d'officiers éclairés lui ont-ils prêté serment, quand, peu de jours avant, ils avaient reçu la croix de Saint-Louis des mains de Louis XVIII? Comment donc son nom seul fait-il encore aujourd'hui trembler sur leurs trônes tous les rois du monde conjurés contre lui, qui l'oppriment, l'assassinent, inventent un supplice nouveau pour s'en défaire?

Napoléon n'a jamais réuni 20,000 hommes de cavalerie pour les jeter entre l'armée prusso-saxonne et l'armée anglo-hollandaise, dans un pays coupé, couvert de mamelons; ce qu'il a fait, il l'avait projeté. Le 15 au soir son armée ne resta pas à Charleroi; les corps du général Vandamme et du maréchal Grouchy bivouaquèrent dans les bois à un quart de lieue de Fleurus; le prince de la Moskova, après s'être battu toute la journée, coucha à Frasne, ayant des vedettes sur les Quatre-Bras. Il était impossible d'occuper Sombreffe, puisque déjà, indépendamment du corps du général Zieten, le 2e corps

prussien, celui du général Thielemann, y était arrivé de Namur. L'armée fit dix lieues dans cette première journée, par des chemins de traverse, dans un pays coupé. Annibal, César ont-ils jamais fait des marches plus fortes?

La victoire de Ligny a été tellement décisive, qu'elle a affaibli l'armée prussienne de 60,000 hommes; elle avait décidé la question. On ne conçoit rien à l'idée de vouloir attaquer Saint-Amand au lieu de Ligny; il y a 800 toises entre ces deux points. Quel plus grand résultat pouvait-on espérer?

S'il était vrai que le général anglais eût étudié son champ de bataille de Mont-Saint-Jean, il n'aurait pas donné preuve de talent dans cette occasion. Ce champ de bataille était mauvais; son armée était perdue sans l'arrivée des 60,000 hommes du maréchal Blücher, surtout sans les faux mouvements du corps du maréchal Grouchy.

L'armée française ne perdit pas la matinée du 18 à se préparer à la bataille; elle y était prête à la pointe du jour; mais il lui fallut attendre que les terres fussent assez étanchées pour que l'artillerie et la cavalerie pussent manœuvrer.

Le détachement de 35,000 hommes du maréchal Grouchy sur Wavre était conforme aux vrais principes de la guerre; car, s'il se fût rapproché à une lieue de l'armée en passant la Dyle, il n'eût donc pas marché à la suite de l'armée prussienne, qui venait d'être jointe, depuis sa défaite de Ligny, par les 30,000 hommes du général Bülow, et qui, si elle n'eût pas été suivie, pouvait, après cette jonction, se reporter de Gembloux aux Quatre-Bras, sur les derrières de l'armée française. Ce n'était pas trop que de destiner 35,000 hommes à poursuivre et empêcher de se rallier une armée qui, la veille, avait été de 120,000 hommes et qui était encore de 70,000, dont 30,000 de troupes fraîches. Si le maréchal Grouchy eût exécuté ses ordres, qu'il fût arrivé à Wavre le 17 au soir, la bataille de Mont-Saint-Jean eût été gagnée par Napoléon le 18 avant trois heures après midi. Si, même le 18, il fût arrivé devant Wavre à huit heures du matin, la victoire était encore à nous; l'armée anglaise eût été détruite, repoussée en désordre sur Bruxelles; elle ne pouvait pas soutenir le choc de 68,000 Français [1] pendant quatre heures; elle ne le pouvait pas davantage après que l'attaque du général Bülow sur notre droite fut épuisée : alors encore la victoire était à nous.

[1] Il y a ici, pour le nombre des combattants à Waterloo, une différence avec le texte de la *Campagne de* 1815; voir pages 183 et suivantes.

SEIZIÈME NOTE. — LÉGION D'HONNEUR.

(Page 417.)

« Bientôt Napoléon éleva son trône impérial sur les ruines de cette république informe. Cet homme impérieux s'applaudit sans doute beaucoup d'être parvenu en peu d'années à courber la nation française sous un joug de fer; il ne s'apercevait pas qu'il travaillait contre ses propres intérêts. Dès lors la France ne lui fournit plus que des soldats sans passion et sans énergie, qui remplacèrent mal les soldats passionnés de la Révolution, moissonnés par des guerres continuelles. Le nombre suppléa mal à la qualité, et ses armées, dégénérées, ne purent plus opérer les mêmes prodiges. Les Français séparèrent par degrés leurs intérêts de ceux du despote qu'ils commençaient à haïr. Fatigués de leur asservissement et de se voir le jouet de l'ambition insatiable d'un seul homme, ils ne marchèrent plus dans le sens du gouvernement qu'ils n'aimaient plus. Telle fut la source de ses disgrâces : son despotisme prépara sa chute et l'abaissement de la France. »

(Page 421.)

« ..... Ce fut le défaut de l'ordre de la Légion d'honneur en France; on voulut en faire une récompense civile comme une récompense militaire, et dès lors cette décoration, qui n'aurait dû être que le prix du sang des braves, accordée à des chanteurs, à des histrions, perdit une partie de son lustre aux yeux des troupes..... »

Rien ne prouve mieux ces assertions que les batailles d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iena, de Pultusk, d'Eylau, de Friedland, de Thann, d'Abensberg, d'Eckmühl, d'Essling, de Wagram, de Raab, de la Moskova, etc. Demandez aux Autrichiens, aux Prussiens, aux Russes, ce qu'ils en pensent.

Annibal fut suffète à Carthage; Scipion, après ses triomphes, accepta à Rome des places de la magistrature civile; Épaminondas fut aussi magistrat du peuple.

Aucun comédien n'a été décoré de la Légion d'honneur. Assimile-t-on à des chanteurs Grétry, Paësiello, Méhul, Lesueur, nos plus illustres compositeurs? Faudra-t-il donc étendre la proscription à David, à Gros, à Vernet, à Renaud, à Robert-Lefebvre, nos plus illustres peintres, et même à Lagrange, Laplace, Berthollet, Monge, Vauquelin, Chaptal, Guyton de Morveau, Jouy, Baour-Lormian, Fontanes, Sismondi, Ginguené? Le soldat français aurait des sentiments bien indignes de lui, si une décoration portée par de tels hommes perdait pour cela quelque prix à ses yeux. Si la Légion

d'honneur n'était pas la récompense des services civils comme des services militaires, elle cesserait d'être la Légion d'honneur, car ce serait une étrange prétention de la part des militaires que celle d'avancer qu'eux seuls aient de l'honneur. Les soldats ne sachant ni lire ni écrire étaient fiers, pour prix d'avoir versé leur sang pour la patrie, de porter la même décoration que les grands talents de l'ordre civil, et, par contre, ceux-ci attachaient d'autant plus de prix à cette récompense de leurs travaux qu'elle était la décoration des braves.

Mais Crescentini? Il est vrai que, dans un moment d'enthousiasme, au sortir d'entendre les belles scènes de *Roméo et Juliette*, Napoléon lui donna la croix de la Couronne de fer. Mais Crescentini était bien né; il appartenait à la bonne bourgeoisie de Bologne, de cette ville si chère à son cœur. Il crut plaire aux Italiens, il se trompa; le ridicule s'en mêla. Si cela eût été approuvé par l'opinion, il eût donné la Légion d'honneur à Talma, à Saint-Prix, à Fleury, à Grandménil, à Laïs, à Gardel, à Elleviou; il ne le fit pas, par égard pour la faiblesse et les préjugés de son siècle; il eut tort.

La Légion d'honneur était la propriété de tout ce qui honorait, illustrait son pays, était à la tête de son état, et contribuait à sa prospérité ou à sa gloire. Ce qui a mécontenté quelques officiers, c'est que la décoration de la Légion d'honneur était la même pour l'officier et pour le soldat. Mais, si jamais elle cesse d'être la récompense de la dernière classe de la milice, et que, par un esprit d'aristocratie, on institue une médaille pour récompenser le soldat, comme si jamais on en prive l'ordre civil, ce ne sera plus la Légion d'honneur.

DIX-SEPTIÈME NOTE. — COMPARAISON DE LA MARCHE DE NAPOLÉON EN 1800

AVEC CELLE D'ANNIBAL EN 218 AVANT JÉSUS-CHRIST.

(Page 471.)

« L'analogie de l'expédition des Français avec celle des Carthaginois est frappante. Le consul romain Publius Scipion, après le passage du Rhône par Annibal, s'était retiré derrière les montagnes de la Ligurie, presque dans la même position où se trouva l'armée autrichienne. Le général carthaginois, au lieu de chercher à forcer le passage des Alpes de front, forme le projet admirable de franchir cette formidable barrière de revers, sur un point imprévu. Il remonte le Rhône, d'abord jusqu'à Lyon, ensuite jusque près de Seyssel; là il quitte le fleuve, prend à droite au travers des mon-

tagnes, et escalade la chaîne des Alpes par le sentier du petit Saint-Bernard; il débouche ensuite, comme firent les Français, dans la vallée d'Aoste. Les dangers qu'il courut de la part des montagnards, qui le surprirent dans plusieurs défilés, les peines qu'il se donna pour faire passer ses éléphants et pour se frayer une nouvelle route à la place de l'ancienne, qui s'était éboulée, peuvent être mis en parallèle avec tout ce qu'il en coûta aux Français de fatigues et de sang pour traîner leurs canons et forcer le fort de Bard. Scipion quitta brusquement les montagnes de la Ligurie aû bruit du passage d'Annibal, comme fit M. de Melas; mais, plus heureux que le général autrichien, il avait déjà passé le Pô à Plaisance et s'était porté sur le Tessin, lorsqu'il rencontra l'armée carthaginoise. Les Autrichiens, au contraire, n'étaient encore arrivés qu'à la hauteur d'Alexandrie, lorsque les deux armées modernes se joignirent à Marengo. La bataille que le général autrichien perdit dans cette situation fut et devait être décisive, tandis que le combat que le consul romain perdit sur le Tessin l'obligea seulement à repasser le Pô, sans lui faire perdre sa communication avec Rome, d'où il attendait ses renforts. Un coup d'œil sur la carte suffit pour faire connaître cette différence des situations et pour montrer en même temps que Napoléon, tout en coupant la ligne d'opération de son adversaire, conservait cependant la sienne et la possibilité de faire sa retraite, en cas de malheur, par la vallée d'Aoste sur les Alpes, et de là sur Genève. »

Ces deux opérations n'ont rien de commun; les comparer, c'est ne concevoir ni l'une ni l'autre.

1° Scipion ne prit pas position derrière les Alpes maritimes après le passage du Rhône par les Carthaginois; il envoya ses troupes en Espagne, et, de sa personne, il joignit à Plaisance l'armée du préteur Manlius.

2° Annibal n'a jamais formé le projet admirable de franchir les Alpes de revers, sur un point imprévu par son ennemi; il a marché droit devant lui, a traversé les Alpes cottiennes et est descendu sur Turin. Il n'a passé ni à Lyon, ni à Seyssel, ni au Saint-Bernard, ni dans la vallée d'Aoste; il ne l'a pas fait, parce que le texte de Polybe et de Tite-Live est positif, et parce qu'il n'a pas dû le faire.

3° Scipion, en combattant sur les rives du Tessin et de la Trebbia, avait Rome sur ses derrières; Melas, en combattant sur les champs de Marengo, avait la France sur ses derrières. Ces deux opérations n'ont donc rien de commun; elles sont donc l'opposé l'une de l'autre. Mais comme, depuis des siècles, les commentateurs déraisonnent sur l'expédition d'Annibal, entrons dans quelques détails.

(Page 576.)

« Annibal, arrivé à environ quatre journées de l'embouchure du Rhône,

à peu près à la hauteur de Montélimart[1], rassemble aussitôt des bateaux et des radeaux pour passer ce fleuve. Les Gaulois furent aisément dissipés par un corps de troupes qu'il avait envoyé à une marche au-dessus, pour surprendre le passage, et toute son armée traversa heureusement. Il détache aussitôt un parti de 500 chevaux numides pour avoir des nouvelles de l'armée romaine, qui, de son côté, avait envoyé 300 chevaux en reconnaissance. Les deux partis se rencontrent et se chargent; la mêlée fut sanglante et favorable aux Romains. Tel fut le premier engagement entre les deux peuples.

» Annibal suivit alors un plan de campagne digne de son génie. Au lieu de marcher sur l'armée romaine, qui lui eût aisément échappé, après lui avoir fait perdre plusieurs jours, en s'embarquant sur sa flotte[2] ou bien en se renfermant dans Marseille, ville forte et opulente, dévouée aux Romains; au lieu de s'engager dans les défilés des Alpes maritimes ou cottiennes, où l'armée romaine serait toujours arrivée avant lui pour lui en disputer le passage, sans doute avec succès, puisque le nombre est inutile dans ces gorges resserrées, dont les rochers âpres et difficiles sont inexpugnables, il résolut de remonter le Rhône et d'aller prendre les Alpes de revers par le pays des Allobroges, en évitant de les attaquer de front. Ce plan admirable lui donnait la facilité de transporter son armée tout à coup dans le bassin fertile du Pô, au milieu des Gaulois cisalpins, ses alliés naturels, sans avoir presque d'autres ennemis à combattre que les rigueurs du froid et l'âpreté des lieux. Il fallait tromper l'armée romaine par une marche imprévue, afin de lui dérober le passage des Alpes[3]. Ainsi le général carthaginois ne s'amuse point à poursuivre les Romains; il prend une route opposée, remonte le Rhône et arrive en quatre jours jusqu'au confluent de la Saône[4]...

» Publius, instruit du départ des Carthaginois, en homme d'esprit qui connaît la puissance de l'opinion sur les troupes, feint de les poursuivre et s'avance jusqu'à leur ancien camp, où il arrive trois jours après leur départ; il retourne ensuite au plus vite à ses vaisseaux et embarque son armée[5]... »

---

[1] Ce n'est point à Montélimart, car Montélimart est à quarante-deux lieues de l'embouchure du Rhône, c'est-à-dire à sept marches.

[2] Scipion campa sous sa flotte, à l'embouchure du Rhône, à vingt-quatre lieues du camp des Carthaginois. Il y était hors de toute atteinte, et Annibal n'a pas dû se détourner de son principal objet pour courir après lui.

[3] Dérober à qui? L'armée romaine était à Plaisance, sur le Pô.

[4] Lyon est à soixante lieues d'Orange, c'est-à-dire à dix jours de marche. Annibal n'a pas été à Lyon.

[5] Quel esprit y a-t-il à perdre dix jours en éclaircissements, ga-

(Page 579.)

« Annibal continue à remonter le fleuve pendant plusieurs jours, ensuite il quitte le Rhône et prend à droite dans les montagnes pour gravir cette chaîne des Alpes que, depuis le fameux passage, les anciens nommèrent *les Alpes pennines*, du nom qu'ils donnaient aux Carthaginois (*Pœni*), et qui s'appelle maintenant *le petit Saint-Bernard*..... Ce fut donc un trait de génie de la part de ce grand homme de diriger sa marche d'une manière si extraordinaire et si imprévue, que les Romains ne pussent connaître son projet de passage que lorsqu'il ne serait plus temps de s'y opposer[1]... »

(Page 581.)

« ..... Enfin l'infanterie descendit la dernière et toute l'armée déboucha dans la vallée d'Aoste, et de là dans la plaine, où elle trouva des vivres en abondance..... Cependant Publius Scipion, débarqué, comme nous l'avons dit plus haut, sur les côtes de la Ligurie, avec une partie de son armée, attendait Annibal par les Alpes maritimes ou cottiennes pour lui en disputer le passage. Quelle dut être sa surprise lorsqu'il apprit la nouvelle extraordinaire que les Carthaginois débouchaient par le nord! Il accourt aussitôt avec les troupes qu'il avait amenées, se joint à l'armée prétoriale destinée à contenir les Gaulois, qu'il trouve à Plaisance, passe le Pô sur le pont de cette colonie romaine, jette un pont de radeaux sur le Tessin et y fait passer son armée, tandis qu'Annibal, après avoir quitté la vallée d'Aoste, s'avance de son côté vers le fleuve[2]. »

L'an 218 avant Jésus-Christ, Annibal, après avoir traversé les Pyrénées, séjourna à Collioure; il traversa le bas Languedoc, et passa le Rhône au-dessus de l'embouchure de la Durance et au-dessous de l'embouchure de l'Ardèche. Il passa au-dessus de l'embouchure de la Durance, parce qu'il ne voulait point se diriger sur le

---

gnés d'autant par son ennemi? Scipion fit une chose toute simple : il espéra défendre le passage du Rhône; mais, comme il arriva trop tard, il retourna à sa flotte.

[1] Les Alpes cottiennes s'étendent depuis le col de l'Argentière jusqu'au mont Cenis. Comment Scipion pouvait-il y arriver avant Annibal, qui, partant d'Orange, avait trois marches d'avance sur lui? Annibal ne tarda pas d'ailleurs à être instruit que, après être arrivés jusqu'à la Durance, les Romains avaient rétrogradé vers leur flotte. Ils ne pouvaient donc donner aucune inquiétude. Cela détruit tout l'échafaudage du passage du petit Saint-Bernard.

[2] Polybe et Tite-Live disent qu'Annibal arriva sur Turin et non sur Ivrée.

Var; il passa au-dessous de l'embouchure de l'Ardèche, parce que là commence cette chaîne de montagnes qui domine presque à pic la rive droite du Rhône jusqu'à Lyon, tandis que la vallée sur la rive gauche est large de plusieurs lieues; elle s'étend jusqu'au pied des Alpes. De l'embouchure du Rhône jusqu'au confluent de l'Ardèche il y a vingt-huit lieues; il est probable qu'Annibal a passé quatre lieues plus bas, à la hauteur d'Orange, à vingt-quatre lieues ou quatre journées de marche de la mer; il s'est dirigé d'Orange en droite ligne sur Turin. Le quatrième jour de marche il s'est trouvé au confluent de deux rivières : celui de l'Isère dans le Rhône, au-dessus de Valence, ou celui du Drac dans l'Isère, à Grenoble. Ces deux points satisfont également au texte de Polybe et de Tite-Live. La chaussée d'Espagne en Italie, qui traverse le Rhône à Pont-Saint-Esprit, les Alpes au mont Genèvre, et que l'empereur Napoléon a fait construire, est la communication la plus courte entre les deux péninsules; elle passe à Grenoble.

Le consul Scipion avait eu pour département l'Espagne; son collègue Sempronius, la Sicile. Le sénat, bien loin de s'attendre à l'irruption d'Annibal, avait adopté le projet de porter à la fois la guerre en Afrique et en Espagne. Les Romains ne communiquaient alors avec l'Espagne que par mer; la Ligurie, les Alpes et la Gaule leur étaient inconnues et étaient habitées par des peuples leurs ennemis. Scipion embarqua son armée à Pise, le port de l'Arno. Après cinq jours de navigation il mouilla à Marseille; il y apprit, à son grand étonnement, que déjà Annibal avait passé les Pyrénées et arrivait sur le Rhône; il se porta à l'embouchure de ce fleuve, y débarqua, et, cédant aux instances des habitants du Rhône, qui l'appelaient à leur secours, il se flatta avec quelque fondement, quelque forte que fût l'armée carthaginoise, de défendre le passage d'une rivière aussi considérable que le Rhône; il se mit en marche, arriva en trois jours au camp des Carthaginois, mais ils n'y étaient plus depuis trois jours. Ils étaient en opération, remontant par la rive gauche du fleuve. Il lui restait le parti, ou de les suivre (il n'eût point tardé à atteindre leur arrière-garde, mais il s'en garda bien, Annibal se fût retourné et l'eût battu), ou de remonter la vallée de la Durance, se porter sur le col de l'Argentière, s'y faire joindre par l'armée du préteur Manlius, qui était à Plaisance, attendre et attaquer Annibal avec ses deux armées réunies, au moment où il descendrait dans la plaine. Ce projet eût sauvé Rome, mais il n'était pas praticable; les Alpes étaient habitées par une race de barbares, de toute antiquité aussi ennemis du peuple romain que les Gaulois de Milan et de Bologne;

ceux-ci eussent coupé les communications de l'armée de Scipion, si elle se fût portée derrière les Alpes cottiennes. Il ne lui restait donc qu'un troisième parti à prendre, celui de rejoindre sa flotte à l'embouchure du Rhône et d'y embarquer son armée.

Cela fait, devait-il rétrograder pour se porter sur Nice, y débarquer, gagner le col de Tende, descendre dans la vallée de la Stura et se porter au débouché des Alpes cottiennes? Mais il fût arrivé trop tard, puisqu'il eût pu n'y arriver au plus tôt que le vingt-sixième jour de son départ d'Orange, et qu'Annibal était à Turin dès le vingt-deuxième jour. Mais ce plan n'était pas plus exécutable que celui de se porter par terre d'Orange sur le col de l'Argentière en remontant la Durance; car les hauteurs des Alpes maritimes, le col de Tende, étaient également habités par des peuples ennemis de Rome.

Les Romains entrèrent pour la première fois dans les Gaules cinquante-cinq ans après Annibal; ils ne franchirent les Alpes que cent quatre ans après lui : ce fut l'an 153 avant Jésus-Christ que le consul Opimius passa le Var pour réprimer les peuples liguriens, qui inquiétaient les colonies marseillaises de Nice et d'Antibes. Ils entrèrent alors en Gaule sans traverser les Alpes. L'an 125 avant Jésus-Christ, le consul Flaccus passa une seconde fois le Var, appelé par les Marseillais; l'an 124, le consul Sextius fonda la ville d'Aix, premier établissement des Romains en Gaule; jusqu'alors ils n'avaient pas encore passé la chaîne des Alpes. Ce fut l'an 122 que le consul Domitius passa les Alpes cottiennes, entra dans le pays des Allobroges; il était appelé par les peuples d'Autun, qui dès lors avaient formé des liaisons avec Rome. Les Dauphinois et les Auvergnats occupaient un camp près d'Avignon; Domitius les y battit. Il avait avec lui des éléphants, qui effrayèrent beaucoup les Gaulois. Enfin ce fut l'an 118 avant Jésus-Christ que le consul Marcius fonda Narbonne, et 41 ans avant Jésus-Christ que Munatius fonda Lyon.

Scipion désespéra donc d'arrêter Annibal au passage des Alpes; il mit toute sa confiance dans les barrières de la Sesia, du Tessin et du Pô. Il se rendit de sa personne en Italie, et envoya son armée, sous les ordres de son frère, en Catalogne, couper les communications d'Annibal avec l'Espagne, afin qu'il ne pût plus recevoir de secours. Arrivé à Pise, il se fit rejoindre par toutes les forces disponibles de la république, et opéra sa jonction à Plaisance avec le préteur Manlius. Là il était merveilleusement placé pour arrêter les Carthaginois : s'ils marchaient par la rive droite du Pô, il pouvait prendre la position de Stradella, où la grande supériorité de la cavalerie africaine ne leur eût été d'aucune utilité, ou bien les attendre sur les

rives de la Trebbia; s'ils manœuvraient par la rive gauche du Pô, il pouvait les arrêter à la Sesia ou au Tessin, rivières larges et profondes; et enfin il se trouvait encore à temps de défendre le passage du Pô. Il n'avait donc rien de mieux à faire que ce qu'il fit.

Cependant Annibal, arrivé au confluent du Rhône et de l'Isère, ou à Grenoble, mit fin à un différend qui existait entre deux frères qui s'y disputaient la magistrature suprême. Il marcha pendant six jours, et arriva, dans la première supposition, près de Montmélian, où il passa l'Isère (distance de trente-six lieues), et d'où il continua sa marche dans des pays difficiles, et, en neuf jours, parcourut les quarante lieues qui séparent Montmélian du pied du mont Cenis, du côté de Suse. Ou bien, s'il partit de Grenoble, il employa ces six jours à faire les vingt-huit lieues de cette ville à Saint-Jean-de-Maurienne, d'où il en aurait mis neuf pour faire les trente lieues de Saint-Jean-de-Maurienne à Suse. Vingt-deux jours après avoir quitté son camp du Rhône, il entra en Italie, se porta sur Turin, qui refusa de lui ouvrir ses portes, le prit et le saccagea; de là il marcha sur Milan, capitale des Cisalpins dits *Insubriens*, qui étaient ses alliés; il traversa la Dora-Baltea et la Sesia sans trouver d'ennemis.

Aussitôt que Scipion fut instruit qu'Annibal marchait sur la rive gauche du Pô, il passa le Tessin pour prendre position sur la Sesia; il ne put y arriver à temps, fut battu et ne put défendre le Pô, que les Carthaginois passèrent au-dessus de l'embouchure du Tessin. Les progrès d'Annibal portèrent l'alarme à Rome; le consul Sempronius accourut de Sicile sur la Trebbia, se joignit à l'armée de Scipion, et livra bataille aux Carthaginois. Il fut battu à la Trebbia.

La marche d'Annibal depuis Collioure jusqu'à Turin a été toute simple, elle a été celle d'un voyageur : il a pris la route la plus courte; il n'a été gêné en rien par les Romains, et l'armée de Scipion, qui était en chemin pour l'Espagne, n'est entrée pour rien dans ses calculs. Avant de partir de Carthagène, il était assuré de la coopération des Gaulois cisalpins, qui avaient une influence quelconque sur les habitants des Alpes; les historiens disent même que les Gaulois de Bologne et de Milan lui envoyèrent des députés pour hâter sa marche, et qu'il les reçut à son camp sur le Rhône. Quant à la difficulté du passage des Alpes, elle a été exagérée; les éléphants seuls ont pu lui donner de l'embarras. Dès l'an 600 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire depuis quatre cents ans avant Annibal, les Gaulois étaient dans l'usage de passer les Alpes et d'inonder l'Italie. Les Milanais, les Mantouans, les Véronais, les Bolonais, étaient des colonies gauloises.

DIX-HUITIÈME NOTE. — CONCLUSIONS.

« Des observations et des raisonnements répandus dans les différents chapitres de cet ouvrage, on peut tirer les conclusions suivantes, qui en sont comme les corollaires.

» 1. Les enrôlements volontaires étant ordinairement insuffisants, tant pour la quantité que pour la qualité des recrues, on se voit obligé d'avoir recours à des moyens forcés pour lever un nombre de troupes en rapport avec celui des principales puissances de l'Europe.

» 2. Un de ces moyens les plus favorables à l'entretien d'une bonne armée nationale, et qui blesse le moins les intérêts de la société, c'est de désigner annuellement, par la voie du sort, sur tous les jeunes célibataires, les recrues jugées nécessaires.

2. En n'admettant aucun privilége ni aucune exemption.

» 3. Les nouvelles levées seront formées et réunies en bataillons ou cohortes : la force de ces petits corps sera déterminée par la quantité des troupes en bataille qu'un commandant peut faire agir et mouvoir à sa voix avec ensemble et précision ; on peut la fixer de cette manière à 6 ou 800 hommes.

3. Un bataillon doit avoir en ligne 60 toises de front, ce qui exige 800 hommes présents sous les armes, compris 80 hommes pour les serre-files, les tambours, la musique, les sapeurs, l'état-major, les charretiers ; en y ajoutant 160 hommes pour la différence de l'effectif au présent, cela donne un complet de 960 hommes pour la force du bataillon.

» 4. La multiplicité de ces cohortes, qu'on peut regarder comme les éléments de l'armée, et le terrain qu'elles occupent sur un champ de bataille, ne permettent pas au général en chef de les disposer, de les faire combattre et de les ranger toutes lui-même ; ce qui l'oblige d'en faire plusieurs divisions dont il confie le commandement à ses lieutenants.

4. Il faut un colonel-brigadier pour trois ou quatre bataillons, pour un effectif de 2,880 ou de 3,840 hommes : présents sous les armes, 2,400 ou 3,200.

» 5. La force de ces divisions, que j'appelle *légions,* est déterminée par la quantité des cohortes qu'un officier général peut aisément embrasser et suivre de l'œil sur un champ de bataille : je la fixe ici à dix cohortes.

5. Une division se compose de trois brigades, de neuf ou douze bataillons, de 8,640 ou de 11,520 hommes ; ce qui fait 7,200 ou 9,600 hommes présents sous les armes.

» 6. Les besoins de la guerre réclament deux espèces d'infanterie : l'une

pour soutenir par son union le choc de l'ennemi et rompre ses efforts; l'autre pour le reconnaître, le harceler en tirailleurs et le poursuivre dans les pays fourrés. La proportion de la première à la seconde sera de 3 à 1.

6. Il n'y a et ne peut y avoir qu'une seule espèce d'infanterie, parce que le fusil est la meilleure machine de guerre qui ait été inventée par les hommes.

» 7. Les besoins de la guerre réclament deux espèces de cavalerie : l'une pour achever de rompre et d'écraser sous le poids de ses masses des troupes harassées et en désordre par un long combat; l'autre pour fouiller le pays, éclairer les colonnes, avoir des nouvelles de l'ennemi, lui tendre des embûches, surprendre ses convois et poursuivre les fuyards en plaine. Elles seront à peu près entre elles dans la même proportion et feront environ un sixième de l'armée.

7. Ils en réclament quatre : les éclaireurs, la cavalerie légère, les dragons, les cuirassiers. La cavalerie, y compris les éclaireurs, doit être, dans une armée en Flandre, en Allemagne, le quart de l'infanterie; sur les Pyrénées, les Alpes, un vingtième; en Italie et en Espagne, un sixième.

» 8. Pour remplir des rôles si différents, les troupes de ligne doivent marcher et combattre avec ordre et ensemble, et les troupes légères marcher et combattre dispersées et isolément; d'où il suit que leur éducation et leurs exercices ne doivent pas plus se ressembler que leurs services.

8. L'ordre et la tactique sont nécessaires à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie, aux éclaireurs, aux chasseurs, aux dragons, aux cuirassiers. La cavalerie a plus besoin d'ordre, de tactique, que l'infanterie même; elle doit de plus savoir combattre à pied, être exercée à l'école de peloton et de bataillon.

» 9. La légion renfermera dans son sein de l'infanterie de ligne, de l'infanterie légère, et de la cavalerie légère, afin que ce corps réunisse la légèreté et la vélocité avec la solidité.

9. Si vous attachez une poignée d'éclaireurs à chaque division, il faut que leur nombre ne dépasse pas un vingt-cinquième de l'infanterie, et qu'ils soient montés sur des chevaux de 4 pieds 5 à 6 pouces, dont la cavalerie ne se sert pas.

» 10. La cavalerie de ligne, qui ne peut être fort utile que par grandes masses et à la fin d'un combat, sera toute réunie en réserve de l'armée.

10. La cavalerie de ligne doit être à l'avant-garde, à l'arrière-garde, aux ailes et en réserve, pour appuyer la cavalerie légère. Elle

doit être employée au commencement, au milieu, à la fin d'une bataille, selon les circonstances.

» 11. La quantité d'artillerie doit être en sens inverse de la bonté de l'infanterie. On peut fixer le nombre de bouches à feu à raison de deux pièces par 1,000 hommes de bonnes troupes.

11. Il faut avoir autant d'artillerie que son ennemi, calculer sur quatre pièces par 1,000 hommes d'infanterie et de cavalerie. Plus l'infanterie est bonne, plus il faut la ménager et l'appuyer par de bonnes batteries.

» 12. Une partie de cette artillerie sera donnée aux légions pour engager le combat, et l'autre partie sera tenue en réserve de l'armée.

12. La plus grande partie de l'artillerie doit être avec les divisions d'infanterie et de cavalerie, la plus petite partie en réserve. Une pièce doit avoir avec elle 300 coups à tirer, non compris le coffret : c'est la consommation de deux batailles.

» 13. Les grandes armées ne pouvant pas marcher sur une seule colonne sans risquer de voir la tête battue par l'ennemi avant que la queue, souvent à plus d'une journée en arrière, puisse arriver à son secours, on est contraint d'en former plusieurs colonnes de route.

13. Il est des cas où une armée doit marcher sur une seule colonne, et il en est où elle doit marcher sur plusieurs. Une armée ne chemine pas ordinairement dans un défilé de 12 pieds de largeur; les chaussées ont 4 ou 6 toises, et permettent de marcher sur deux rangs de voitures et sur 15 ou 20 hommes de front. Presque toujours on peut cheminer sur la droite et la gauche des chaussées. On a vu des armées de 120,000 hommes, marchant sur une seule colonne, se mettre en bataille en six heures de temps.

» 14. Chaque colonne de route, suivant un chemin différent, doit avoir son avant-garde et ses flanqueurs pour s'éclairer. Cette avant-garde sera uniquement composée de troupes légères, afin de ne pas engager de combat sérieux avant l'arrivée de l'armée.

14. Le plus souvent il doit y avoir une avant-garde, où doit se trouver le général en chef, pour de là diriger les mouvements de son armée. Il faut à l'avant-garde de la cavalerie légère, de la grosse cavalerie, des corps d'infanterie d'élite, et une quantité suffisante d'artillerie, afin de pouvoir manœuvrer, contenir l'ennemi, donner le temps à l'armée d'arriver et de se former, aux bagages, aux parcs de filer.

» 15. La longueur d'une colonne de route est fixée par le temps qu'elle

peut se promettre pour se déployer en bataille avant d'être attaquée, dès qu'elle a des nouvelles de la marche de l'ennemi par son avant-garde. Cette longueur ne peut guère s'étendre par cette raison au delà de deux ou trois lieues, ce qui comprendra environ 30,000 hommes avec l'artillerie et les bagages, sur une grande route. Ainsi la force d'une colonne de route peut s'élever ordinairement à 30,000 hommes.

15. Ces calculs sont erronés.

» 16. D'où l'on voit qu'une colonne de route doit se former de plusieurs légions. Je la forme ici de quatre légions, de soixante bouches à feu et de 3,000 chevaux de ligne, et j'en fais un corps d'armée, sous les ordres d'un général en chef, qui doit renfermer dans son sein tout ce qui lui est nécessaire pour les combats, puisqu'il voyage et qu'il campe isolément.

16. 1° Il ne faut qu'un général en chef par armée, un lieutenant général par corps d'armée ou aile, un général-major par division, un colonel-brigadier par brigade.

2° Il est bon que les corps d'armée ne soient pas égaux entre eux, qu'il y en ait de quatre divisions, de trois divisions, de deux. Il faut au moins cinq corps d'armée d'infanterie dans une grande armée.

3° Lorsque l'infanterie de l'armée n'est que de 60,000 hommes, il vaut mieux n'avoir que des divisions et des lieutenants généraux pour commander les ailes et les détachements.

» 17. Les différents corps d'armée sont dirigés par un généralissime, qui fait concourir leurs efforts vers un même but et qui les fait marcher de manière à se prêter un mutuel secours; ils ne doivent pas s'éloigner de plus de deux lieues les uns des autres, si l'ennemi est réuni.

17. Le titre de *généralissime* emporte l'idée du commandement général de toutes les troupes d'un État.

Les distances que les corps d'armée doivent mettre entre eux dans les marches dépendent des localités, des circonstances et du but qu'on se propose. Ou le terrain est praticable partout, et alors pourquoi marcher sur un front de dix à quinze lieues? Ou il n'est praticable que sur un certain nombre de chaussées ou de chemins vicinaux, et alors on reçoit la loi des localités.

A quoi bon une maxime qui ne peut jamais être mise en pratique, et qui, mise en pratique sans l'à-propos, serait souvent la cause de la perte de l'armée?

» 18. Lorsque l'ennemi se sépare en plusieurs corps trop éloignés pour se soutenir, le talent d'un généralissime est de réunir tout à coup ses colonnes, par des marches forcées, contre un de ces corps, afin de l'écraser sous le poids de forces supérieures.

18. Cela dépend de l'objet qu'on a en vue, de la nature des troupes, des localités.

» 19. L'infanterie doit se former en bataille sur trois rangs, contre l'infanterie et contre la cavalerie.

19. C'est l'ordre actuel.

» 20. Les meilleurs feux, surtout contre la cavalerie, sont les feux successifs par rang.

20. Il n'y a de feu praticable devant l'ennemi que celui à volonté, qui commence par la droite et la gauche de chaque peloton.

» 21. Un ordre de bataille complet doit être composé d'une première ligne pour se battre, d'une seconde ligne pour encourager et soutenir la première, la remplacer dans le combat, et favoriser sa retraite et son ralliement, et enfin d'une réserve pour parer aux accidents imprévus et tumultueux du combat, secourir les lignes, protéger leurs flancs et leurs derrières, et frapper, au moment opportun, un coup décisif sur un point affaibli de l'ordre de bataille de l'ennemi.

21. Ceci est tiré de la tactique des Romains, qui avaient un ordre de bataille constant; mais, depuis l'invention des armes à feu, la manière d'occuper une position pour camper ou pour livrer bataille dépend de tant de circonstances différentes, qu'elle varie avec les circonstances; il y a même plusieurs manières d'occuper une position donnée avec la même armée; le coup d'œil militaire, l'expérience ou le génie du général en chef en décident; c'est sa principale affaire. Dans un grand nombre de cas, une armée qui prendrait cet ordre de bataille serait battue et mise en déroute.

» 22. Les cohortes de première et de seconde ligne appartiendront aux mêmes légions. Ces dernières seront placées hors de portée du fusil, afin qu'elles se conservent intactes jusqu'au moment d'entrer en scène; on les rangera en petites colonnes qu'on ne déploiera que lorsqu'elles remplaceront les premières dans le combat, afin de ne pas gêner le passage des lignes.

22. Si la seconde ligne était placée à 80 ou 100 toises de la première, et qu'elle restât pendant la bataille rangée en colonne, elle serait détruite par les batteries ennemies plus vite que la première ligne, et ne pourrait pas dès lors aller à son secours. Tout cela était bon pour les Grecs et les Romains.

» 23. La réserve, composée de la cavalerie de ligne, de la moitié de l'artillerie et d'un corps d'infanterie d'élite, se tiendra en colonne derrière le centre des lignes, hors de portée du canon.

23. Une armée qui paralyserait ainsi, pendant toute la durée

d'une bataille, la moitié de son artillerie et toute sa grosse cavalerie, serait à peu près sûre d'être battue.

» 24. Dans cet ordre de bataille, l'infanterie légère, dispersée en tirailleurs sur les fronts et sur les flancs, escarmouche en engageant le combat; l'artillerie légionnaire, en batterie à côté des cohortes de première ligne, ouvre son feu sur l'ennemi; la première ligne s'avance et tâche de saisir une position favorable, à portée de fusil, pour commencer son feu de mousqueterie; la seconde ligne marche au secours de la première. Dès qu'elle est rompue et qu'elle cède du terrain, elle la remplace dans le combat; elle arrête l'ennemi, tandis que celle-ci se rallie, se reforme en arrière et devient seconde ligne à son tour, jeu qui se répète plusieurs fois en raison de la bravoure des troupes; et enfin la réserve fait avancer son artillerie pour battre une des ailes affaiblies de l'ennemi. Son infanterie marche vivement en colonne pour aborder cette aile, tandis que la cavalerie de ligne la tourne rapidement, se forme perpendiculairement à son ordre de bataille et la charge en flanc et à dos. Telle est l'histoire des combats les mieux calculés de ce siècle.

24. Ceci est tiré des Romains; ce n'est pas ainsi que se battent les modernes. Voyez les batailles de Gustave-Adolphe, de Turenne, du grand Condé, de Luxembourg, du prince Eugène, de Frédéric: vous n'en verrez pas une qui ressemble à cela. Mais voulez-vous savoir comment se donnent les batailles? Lisez, méditez les relations des cent cinquante batailles de ces grands capitaines.

» 25. L'ordre en colonne est un ordre de marche et non pas de combat; ainsi l'on ne doit le prendre que lorsqu'il s'agit d'arriver rapidement sur l'ennemi plutôt que de se battre, ou pour forcer un défilé, lorsque le terrain ne permet pas de se déployer.

25. L'ordre en colonne est un ordre de combat lorsque les circonstances le requièrent; c'est pour cela que notre tactique nous donne le moyen de passer rapidement de l'ordre mince à l'ordre profond. Il faut marcher, si l'on craint la cavalerie, en colonnes, à distance de peloton, afin de pouvoir former le bataillon carré par peloton à droite et à gauche en bataille.

» 26. Par exemple, s'il s'agit d'attaquer des retranchements ou un village, ce serait une folie que de vouloir échanger des coups de fusil avec un ennemi couvert. Il faut arriver promptement sur lui pour lui livrer un combat plus égal à l'arme blanche; et alors l'ordre en colonne doit être préféré comme le plus favorable à la marche, et le plus commode pour pénétrer par les défilés étroits des brèches et des rues du village.

26. L'ordre en colonne n'est donc pas simplement un ordre de marche.

» 27. Mais, comme une bataille se compose d'une suite alternative de combats et de marches, il s'ensuit que les troupes doivent tantôt se déployer pour la facilité du combat, tantôt se replier sur elles-mêmes pour la facilité de la marche. Ce passage successif de l'un à l'autre ordre, suivant les circonstances locales et autres du moment, exige un coup d'œil rapide et exercé.

27. Ce n'est pas parce qu'une bataille se compose d'une alternative de combats et de marches, qu'il faut être en colonne ou en ligne, c'est parce que les circonstances de l'attaque ou de la défense exigent que l'on soit en ligne ou en colonne.

» 28. L'ordre de bataille primitif doit toujours se plier et se marier au terrain, de manière à faire tourner tous ses accidents au profit de l'attaque ou de la défense.

28. Ceci est du phébus; et, autant que cela peut se comprendre, cela est faux : les circonstances du terrain seules ne doivent pas décider de l'ordre de bataille, qui doit être déterminé par la réunion de toutes les circonstances.

» 29. Parmi les accidents de terrain, les uns sont favorables ou défavorables; l'art des positions consiste à se saisir des accidents favorables pour en fortifier son ordre de bataille, et à laisser les accidents défavorables en avant et sur les flancs, pour qu'ils affaiblissent l'ordre de bataille de l'agresseur.

29. Cette observation est propre à prouver qu'on ne peut pas prescrire un ordre de bataille constant.

» 30. Nous devons camper étendus en ordre de bataille, pour éviter les surprises, et non pas agglomérés comme les Romains, parce que nous ne pouvons pas nous renfermer et nous mettre en sûreté comme eux dans des enceintes fortifiées.

30. L'art d'asseoir un camp sur une position n'est autre chose que l'art de prendre une ligne de bataille sur cette position. Il faut que toutes les machines de jet y soient en jeu et favorablement placées; il faut que la position prise ne soit pas dominée, prolongée, enveloppée, et qu'au contraire, autant que cela est possible, elle domine, prolonge, enveloppe la position opposée.

» 31. Il serait souvent convenable de renforcer nos positions et nos camps par des travaux de campagne, qui pussent s'exécuter en une nuit; ce qui est possible en renonçant à les faire à l'épreuve du boulet.

31. Les fortifications de campagne sont toujours utiles, jamais nuisibles, lorsqu'elles sont bien entendues.

» 32. En plaçant les batteries hors des redoutes destinées à les défendre, derrière des épaulements à très-petite portée de mousqueterie de ces redoutes, on obtient une grande économie de travail, plus de force réelle et beaucoup de capacité pour le tir de l'artillerie.

32. Les principes de fortifications de campagne ont besoin d'être perfectionnés. Cette partie de l'art de la guerre est susceptible de faire de grands progrès. Si les pièces ne sont pas dans les redoutes, elles tomberont au pouvoir de l'ennemi par une charge heureuse de cavalerie. Les batteries doivent être placées dans les positions les plus avantageuses et le plus en avant possible des lignes de l'infanterie et de la cavalerie, sans compromettre leur sûreté. Il est bon qu'elles commandent la campagne, de toute la hauteur de la plate-forme; il faut qu'elles ne soient point masquées de droite et de gauche, de manière que leur feu puisse être dirigé dans tous les sens.

» 33. Au reste, quelque talent que l'on apporte dans le choix des positions et dans la disposition des troupes, il faut, en dernier résultat, chasser l'ennemi du terrain qu'il occupe; ce qu'on ne peut faire qu'avec des soldats braves.

33. Oui, braves, manœuvriers et adroits.

» 34. Mais, pour qu'ils soient braves, il faut les rendre tels; car la bravoure n'est pas une qualité innée en nous.

34. La lâcheté serait-elle donc innée? Au son de la trompette le cheval hennit, se redresse et trépigne d'ardeur.

» 35. On n'y parvient ni par les raisonnements, ni par les châtiments, ni même par la discipline, mais bien par le jeu des passions. Nos institutions doivent donc tendre à donner des passions à nos troupes; et c'est ensuite au général à réveiller et à exciter ces passions, par ses harangues, au moment du combat.

35. La discipline lie les troupes à leurs drapeaux; ce ne sont pas des harangues, au milieu du feu, qui les rendent braves : les vieux soldats les écoutent à peine, les jeunes les oublient au premier coup de canon. Il n'est pas une seule harangue de Tite-Live qui ait été tenue par un général d'armée, car il n'en est pas une qui ait le trait et l'impromptu. Le geste d'un général aimé, estimé de ses troupes, vaut autant que la plus belle harangue. Si les harangues, les raisonnements sont utiles, c'est dans le cours de la campagne, pour détruire les insinuations, les faux bruits, maintenir une bonne opinion dans le camp, fournir des matériaux aux causeries des bivouacs. L'ordre

du jour imprimé a bien plus d'avantages que les harangues des anciens.

Quand l'Empereur Napoléon disait, en parcourant les rangs de son armée, au milieu du feu : « Déployez ces drapeaux! le moment est enfin arrivé! » le geste, l'action, le mouvement, faisaient trépigner le soldat français.

» 36. Les passions qui ont eu le plus d'influence sur les troupes chez les différentes nations sont le fanatisme, l'amour de la patrie, l'honneur, l'ambition, l'amour, le désir des richesses.

36. Les Grecs au service du grand roi n'étaient pas passionnés pour sa cause. Les Suisses au service de France, d'Espagne, des princes d'Italie, n'étaient pas passionnés pour leur cause. Les troupes du grand Frédéric, composées en grande partie d'étrangers, n'étaient pas passionnées pour sa cause. Un bon général, de bons cadres, une bonne organisation, une bonne instruction, une bonne discipline, font les bonnes troupes, indépendamment de la cause pour laquelle elles se battent. Il est cependant vrai que le fanatisme, l'amour de la patrie, la gloire nationale, peuvent inspirer les jeunes troupes avec avantage.

» 37. En jetant un coup d'œil sur les grandes opérations offensives de la guerre, nous trouvons qu'on peut faire deux sortes de guerre, une guerre d'invasion et une guerre méthodique.

37. Toute guerre offensive est une guerre d'invasion; toute guerre conduite selon les règles de l'art est une guerre méthodique. Les plans de campagne se modifient à l'infini, selon les circonstances, le génie du chef, la nature des troupes et la topographie. Il y a deux espèces de plans de campagne, les bons et les mauvais; quelquefois les bons échouent par des circonstances fortuites, quelquefois les mauvais réussissent par un caprice de la fortune.

» 38. La première sorte s'emploie avec succès pour conquérir les États despotiques d'Asie, où le peuple, esclave, indifférent pour son maître, ne prend aucune part à la défense; mais la seconde peut seule réussir contre des États républicains, où le patriotisme des citoyens oppose des obstacles sans cesse renaissants à la marche des conquêtes.

38. La Russie et l'Espagne étaient-ils des États républicains? la Hollande et la Suisse des États despotiques?

Les guerres de Gengis-Khan, de Tamerlan, étaient méthodiques, parce qu'elles étaient conformes aux règles, et raisonnées, parce que leurs entreprises étaient proportionnées à la force de leur armée :

l'habit d'un géant n'est pas celui d'un pygmée. La guerre de Charles XII, l'invasion de l'Allemagne en 1796, n'étaient pas méthodiques, parce qu'elles étaient mal conçues et sans but, qu'elles violaient toutes les règles.

» 39. En Europe, où le patriotisme des peuples qui ont quelque part aux affaires publiques, et le système de politique des souverains, qui tend sans cesse à établir entre eux un équilibre de puissance, s'opposent également à la rapidité des conquêtes, une guerre méthodique peut seule procurer des succès stables et solides.

39. Toute guerre doit être méthodique, parce que toute guerre doit être conduite conformément aux principes et aux règles de l'art, à la raison, avoir un but; elle doit être faite en raison des forces que l'on a. Il y a deux espèces de guerre offensive : celle qui est bien conçue, conforme aux principes de la science, et celle qui est mal conçue et qui les viole. Charles XII a été battu par le czar, le plus despote des hommes, parce que sa guerre était mal pensée; Tamerlan l'eût été par Bajazet, si son plan de guerre eût ressemblé à celui du monarque suédois.

» 40. Ce genre de guerre exige deux armées : une armée active, pour gagner des batailles, et une armée de réserve, pour occuper et conserver les pays conquis, en tirer des ressources, appuyer l'armée active, l'alimenter et la soutenir.

40. Il ne faut qu'une armée, car l'unité de commandement est de première nécessité à la guerre. Il faut tenir l'armée réunie, concentrer le plus de forces possible sur le champ de bataille, profiter de toutes les occasions, car la fortune est femme : si vous la manquez aujourd'hui, ne vous attendez pas à la retrouver demain.

» 41. L'armée de réserve doit choisir et préparer une ligne défensive, que j'appelle *base d'opération,* où l'armée active, en cas de revers, puisse se recruter, se reformer, se réorganiser, se retremper, et arrêter l'ennemi à l'aide des obstacles de l'art et de la nature.

41. Faites la guerre offensive comme Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène et Frédéric; lisez, relisez l'histoire de leurs quatre-vingt-trois campagnes, modelez-vous sur eux; c'est le seul moyen de devenir grand capitaine et de surprendre les secrets de l'art; votre génie ainsi éclairé vous fera rejeter des maximes opposées à celles de ces grands hommes.

» 42. C'est sur cette base d'opération que doivent s'établir tous les dépôts de munitions de guerre et de bouche nécessaires à l'existence des

armées. On les mettra en sûreté contre les entreprises de l'ennemi par des enceintes bastionnées en fortifications mixtes, qui puissent s'élever en peu de temps et remplir momentanément l'objet de la fortification permanente.

42. C'est le système de la guerre de Hanovre de 1758 à 1763. Des places mixtes de terre, faites en quinze ou vingt jours, ne seraient pas à l'abri d'un coup de main. Que de temps ne faudrait-il pas pour bâtir des abris, pour mettre les magasins de l'armée à l'épreuve des obus et des bombes!

Les Romains, après les batailles de Trasimène et de Cannes, perdirent leurs armées; elles ne purent se rallier; quelques fuyards arrivèrent à peine à Rome, et cependant ces batailles se donnèrent au milieu de leurs places fortes, à peu de journées de leur capitale même. Si Annibal eût éprouvé le même sort, c'est, dirait-on, qu'il était trop éloigné de Carthage, de ses dépôts, de ses places fortes; mais, battu et défait à Zama, aux portes de Carthage, il perdit son armée comme les Romains avaient perdu les leurs à Cannes et à Trasimène. Après Marengo, le général Melas perdit son armée; il ne manquait pas de places fortes : Alexandrie, Tortone, Gênes, Turin, Fenestrelle, Coni; il en avait dans toutes les directions. L'armée de Mack, sur l'Iller, était au milieu de son pays; elle fut cependant obligée de poser les armes. Et cette vieille armée de Frédéric, qui comptait à sa tête tant de héros, des Brunswick, des Mœllendorf, des Rüchel, des Blücher, etc., battue à Iena, ne put opérer aucune retraite; en peu de jours, 250,000 hommes posèrent les armes. Cependant ils ne manquaient pas d'armées de réserve : ils en avaient une sur Halle, une sur l'Elbe, aidées de places fortes; ils étaient au milieu de leur pays, non loin de leur capitale!

Donnez-vous toutes les chances de succès lorsque vous projetez de livrer une grande bataille, surtout si vous avez affaire à un grand capitaine : car, si vous êtes battu, fussiez-vous au milieu de vos provinces, près de vos places, malheur à vous!

» 43. Ces *places du moment* seront disposées sur une ligne définitive, aux nœuds des principales routes, de manière à en renforcer les parties les plus essentielles et à concourir à la défense.

43. Sans abri pour les magasins, les obus détruiront tout. Ces ouvrages de campagne, à moins d'être couverts par des inondations, exigeront des garnisons énormes; il vaut mieux fortifier les villes.

» 44. En jetant un coup d'œil sur les grandes opérations de la guerre défensive, on s'aperçoit qu'elles doivent s'appuyer sur des places fortes. Les places rendent à cette guerre différents genres de services, qu'il s'agit

avant tout de bien apprécier, afin de ne pas tomber dans les fautes, ou de les dédaigner mal à propos, ou de les multiplier sans nécessité, ou de les disposer sans discernement.

44. Les places fortes sont utiles pour la guerre défensive comme pour la guerre offensive. Sans doute elles ne peuvent pas seules tenir lieu d'une armée; mais elles sont le seul moyen que l'on ait pour retarder, entraver, affaiblir, inquiéter un ennemi vainqueur.

» 45. D'abord elles mettent en sûreté dans leur sein les dépôts d'armes et de munitions préparées d'avance pour les besoins de la guerre, qu'on peut regarder comme les richesses militaires d'une nation.

» 46. Ensuite elles ferment les principaux passages des montagnes et facilitent aux armées le passage des fleuves, sur lesquels elles forment des têtes de pont.

» 47. Et enfin elles offrent sous leurs murs un refuge et un asile aux armées défensives, asile que l'agresseur est obligé de respecter sans pouvoir passer outre, parce que la raison de guerre s'oppose à ce qu'il laisse une armée sur ses derrières.

47. Selon les circonstances.

» 48. Mais, pour qu'elles puissent remplir ce dernier objet, il est indispensable qu'elles soient entourées par un vaste camp retranché préparé d'avance, dont elles seront le réduit. Ce camp retranché consistera en quatre petits forts disposés en carré autour d'elles, à 2 ou 3,000 toises les uns des autres.

48. Ce système de fortifications semble tracé par un officier de hussards!

» 49. Du reste il est inutile, il est désavantageux même de multiplier les forteresses sur une frontière au point d'affaiblir les forces actives par les garnisons nécessaires à leur conservation. Au lieu de les entasser sur les frontières, il est préférable de les disperser dans toutes les provinces d'un grand État, afin de n'être pas privé de leurs dépôts et de leurs secours lorsque la fortune transporte le théâtre de la guerre dans l'intérieur.

49. Les garnisons des places fortes doivent être tirées de la population, et non pas des armées actives; les régiments de milice provinciaux avaient cette destination : c'est la plus belle prérogative de la garde nationale.

Il se peut que le système de Vauban soit défectueux; mais il est meilleur que celui qu'on propose. Il vaut mieux centraliser, réunir, rapprocher ses forces, ses canons, ses machines de guerre, que de les disséminer.

Il faut élever des fortifications autour de Paris.

» 50. Une armée défensive, au lieu de s'opposer de front à la marche de l'agresseur, doit se placer sur ses flancs, prête à couper sa ligne d'opération, s'il la laisse sur ses derrières pour pénétrer dans l'intérieur, ou à se réfugier dans le camp retranché de la place la plus voisine, s'il marche à elle. Cette manœuvre fait échouer l'entreprise de l'ennemi ou l'oblige à se livrer aux longueurs d'une guerre de siége. »

50. Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, le grand Frédéric, seraient fort embarrassés de se décider sur cette question, problème de géométrie transcendante indéterminé.

NOTES[1]

SUR

L'INTRODUCTION A L'HISTOIRE DE LA GUERRE

EN ALLEMAGNE EN 1756,

ENTRE LE ROI DE PRUSSE ET L'IMPÉRATRICE-REINE ET SES ALLIÉS, ETC.,

PAR LE GÉNÉRAL LLOYD[2].

PREMIÈRE NOTE.

CHAPITRE IX. — ORDRE DE BATAILLE. — NOUVEAU SYSTÈME.

Le général Lloyd développe ici son système, qui est d'armer le tiers de l'infanterie avec des piques. S'il était possible de donner à la fois à une partie de l'infanterie des fusils et des piques, ce système serait parfait; mais, comme cela est impossible, le fusil doit avoir la préférence sur tout. Comme nous l'avons déjà dit, la formation en bataillon ou en colonne, les campements, les marches, tout dans la guerre est le résultat de l'invention de la poudre. Si Gustave-Adolphe ou Turenne arrivaient dans un de nos camps à la veille d'une bataille, ils pourraient commander l'armée dès le lendemain. Mais si Alexandre, César ou Annibal revenaient ainsi des Champs Élysées, il leur faudrait au moins un ou deux mois pour bien comprendre ce que l'invention de la poudre, les fusils, les canons, les obusiers, les mortiers ont produit et ont dû produire de changements dans l'art de la défensive, comme dans l'art de l'attaque; il faudrait les tenir pendant ce temps-là à la suite d'un parc d'artillerie.

[1] Ces *Notes* sont reproduites d'après un manuscrit communiqué par M. le général Henry Bertrand. L'ouvrage de Lloyd, avec les annotations marginales de Napoléon, a été donné à la ville de Bordeaux, qui le garde dans son musée.

[2] In-4°, Londres et Bruxelles, 1784.

DEUXIÈME NOTE.

CHAPITRES XI ET XII. — DE L'HABILLEMENT. — DES ARMÉES DÉFENSIVES.

Le chapitre XI ne parle que de l'habillement; le chapitre XII, des armes défensives.

On a partout réformé l'épée et le sabre; à l'infanterie, il n'est effectivement d'aucune utilité. Je pense qu'aucun militaire sensé ne sera d'opinion de raccourcir le fusil de 12 pouces. Par là, le feu du troisième rang sera impossible et celui du deuxième difficile; la portée de l'arme sera diminuée, et surtout la justesse. Au contraire, bien des militaires seraient d'opinion d'augmenter de 4 pouces le fusil du troisième rang, en donnant le fusil de dragon au premier rang et ne laissant le fusil actuel qu'au deuxième rang, en mettant des hommes ayant moins de 5 pieds au premier rang, en mettant les plus grands hommes au dernier rang et en leur donnant une taille moyenne de 5 pieds 6 pouces, moyennant une galoche de liége de 5, 4 ou 3 pouces d'épaisseur, selon la taille de l'individu.

Notre auteur supprime la baïonnette, qu'il remplace par une lance de 4 pieds de long. Mais, comme le tir serait défectueux avec cette lance et qu'il dérangerait le centre de gravité du fusil, il veut qu'on ne la mette au bout du fusil qu'au moment où elle peut être utile. Cela est impraticable dans l'usage. Dans une charge de cavalerie et même dans une charge d'infanterie, il faut faire des feux en avançant, et le mouvement de mettre la lance au bout du fusil serait le moment de la ruine du bataillon. Il faut donc s'en tenir à notre baïonnette, et, pour 15 pouces de plus que l'arme aurait de longueur, il ne faut point s'exposer aux inconvénients.

Le quart de l'infanterie formant le quatrième rang aurait un bon sabre et des pistolets à la ceinture. Ce serait donc un quart d'hommes de moins qui auraient des fusils. Une lance de 12 pieds qui formerait une saillie de plus de 6 pieds en avant du premier rang serait de quelque avantage; mais il serait bien loin de compenser l'inconvénient d'une diminution du feu du quart.

Il veut que la cavalerie n'ait ni carabine ni mousqueton; cela est inadmissible. 6,000 hommes de cavalerie d'élite pourraient donc être arrêtés à un passage de défilé par 2 ou 300 hommes d'infanterie. Il leur faudrait des troupes d'infanterie pour se garder à leurs bivouacs et cantonnements. Enfin, dans des événements pressés, dans des pays coupés, ils ne pourraient rien pour protéger la retraite

d'une armée ou d'un convoi. Ils seraient exposés à voir plusieurs centaines de voitures et de canons pris sous leurs yeux par un ou deux bataillons de tirailleurs, ou ils verraient un ou deux bataillons de tirailleurs arriver par une marche transversale, s'emparer d'un défilé par où devrait passer l'armée et où eux, comme allant plus vite, auraient été envoyés en avant pour s'en assurer.

Il faut à la cavalerie non-seulement des mousquets, mais même du canon. L'objection des officiers de cavalerie est qu'une carabine fatigue le cheval et fatigue davantage le hussard et le chasseur, dont le cheval est plus petit; le cavalier n'a pas de sac sur le dos; enfin le cheval même s'en trouvera mal; il sera dans les bivouacs de la nuit beaucoup plus fatigué, parce que le cavalier, n'ayant pas d'arme à feu, ne pourra faire son service qu'à cheval; que, se trouvant souvent en présence des hussards ou des chasseurs ennemis ou même des tirailleurs d'infanterie, bon nombre de chevaux seront blessés. Somme totale, au bout d'une campagne, la perte qu'éprouveront les chevaux de grosse cavalerie sera plus considérable, s'ils n'ont pas de carabine ou de mousquet, qu'elle ne le sera par le surcroît d'armes et de charge que cela donne à la cavalerie.

TROISIÈME NOTE.

CHAPITRE XIII. — DE LA FORMATION DES BATAILLONS.

Lloyd supprime les grenadiers. Il compose son bataillon de cinq compagnies : une de chasseurs de 200 hommes, quatre d'infanterie de 128 hommes, non compris les officiers et bas officiers; ce qui fait 712 soldats sans les officiers et les sous-officiers, ou 812 hommes tout compris. Un régiment étant de deux bataillons, cela fera 1,600 hommes.

Il veut ranger en bataille ce régiment de la manière suivante : les quatre compagnies de chaque bataillon sur quatre de hauteur, et les chasseurs sur les flancs dans l'intervalle de deux bataillons. Il éloigne les deux bataillons du régiment de 75 toises; ainsi un régiment occupe l'espace de trois fois 75 ou 225 toises, tandis, dit-il, que deux bataillons ou un régiment de pareille formation dans l'organisation ordinaire n'occupe l'espace que de 200 toises; donc sa ligne déborde la ligne actuelle. Il met en présence ces deux lignes, et il donne tout l'avantage à la sienne. Supprimer les grenadiers, c'est supprimer un des grands moyens d'émulation de l'armée. Il appelle ses chasseurs grenadiers-chasseurs, mais c'est une dérision : ils font un service

opposé à celui des grenadiers, ils sont toujours en tirailleurs et éparpillés; cela n'a donc que des inconvénients. Le nombre de balles que les deux régiments en bataille tireraient l'un contre l'autre serait dans le rapport de 1 à 2; les trois rangs ou les 700 hommes dans la formation actuelle lanceraient sept cents balles; le quatrième rang et le troisième dans la formation nouvelle ne tireraient point, le quatrième parce qu'il n'a pas de fusils, le troisième parce qu'il a des fusils trop courts; il n'en sortirait donc que quatre cents balles. Les nouveaux fusils étant plus courts, le tir serait plus incertain. Enfin, à l'approche de la ligne ennemie, les troupes de nouvelle formation devraient cesser le feu pour mettre leur lance au bout du fusil. C'est pendant ce temps que le feu serait le plus vif et le plus meurtrier de la part de la ligne à trois rangs. Il n'y a donc point de doute que les avantages seront pour la formation actuelle. Ce ne sont point de vaines assertions, ce sont des calculs.

Il forme son bataillon contre la cavalerie sur 16 de hauteur et 32 d'épaisseur à centre plein, sa compagnie de chasseurs sur les flancs en tirailleurs. Ainsi il oppose à la cavalerie une colonne à centre plein. Le pourtour de cette colonne sera de 95 hommes; les deux premiers rangs seuls pouvant tirer, cela fera cent quatre-vingt-dix balles; le reste pourra s'appeler de la chair à canon. Il est difficile de voir une disposition plus absurde. D'abord la cavalerie aura de l'artillerie légère avec elle, et tous les coups abattront douze ou quinze hommes dans cette colonne. Les chasseurs ne pourront pas rester en tirailleurs; s'ils sont chargés par la cavalerie, il faudra qu'ils prennent rang, puisque la cavalerie tournera et qu'il faudra faire feu de tous côtés. Les officiers, le commandant, les chevaux, les bagages, ne sauront où se tenir, où se placer. Le bataillon actuel, au contraire, fera feu de tous ses hommes, c'est-à-dire de 800; le nombre de balles lancées sera donc dans le rapport de 800 à 190; il aura dans son intérieur un vide pour les bagages, les tambours, les officiers et tous les embarras. C'est le feu qui arrête la cavalerie, et l'avantage de plusieurs piques qui hérisseront le bataillon est bien loin d'être compensé par la perte des trois quarts du feu. Ce bataillon à cinq compagnies sans grenadiers n'offre d'ailleurs ni le moyen de former des corps d'élite, ni celui d'avoir encore une suffisante consistance après avoir perdu le tiers de son monde. C'est ce qui nous porte à préférer un bataillon de six compagnies, dont une de grenadiers, des plus beaux hommes, et l'autre de voltigeurs, des plus petits; ce qui donne le plus grand moyen d'émulation qui existe entre les hommes. La différence physique est peut-être plus grande que la

différence des coutumes. Les grands hommes méprisent les petits, et les petits veulent faire voir par leur audace et leur bravoure qu'ils méprisent les grands. Six compagnies de 150 hommes chacune forment un bataillon de 900 hommes, y compris les ouvriers, les chariots chargés du transport des bagages, des canons, ce qui fera 840 combattants, une escouade d'artillerie avec une pièce de canon, trois mulets chargés de cartouches et une compagnie de 40 chevaux de peloton pour porter les vivres, les cartouches et les bagages des officiers.

Le régiment de deux bataillons en formera trois, lorsqu'il sera au complet, dont un d'élite des grenadiers et voltigeurs réunis, et seulement deux, chacun de quatre compagnies, par la suppression de deux compagnies, lorsque le bataillon sera à moins de 500 hommes.

Bien des militaires ont pensé qu'il fallait que l'infanterie fût sur deux rangs; ils croient que le feu du troisième rang, quelque chose qu'on fasse, sera toujours incertain. On a tâché de remédier à cet inconvénient par l'allongement du fusil et la grandeur des hommes. Certainement ce moyen serait plus raisonnable que la formation sur quatre rangs; le bataillon n'aurait pas plus d'étendue de front, un tiers pourrait rester en seconde ligne à vingt pas; il sera là merveilleusement placé, soit pour renforcer les tirailleurs, soit pour se porter à droite et à gauche, soit pour agrandir la ligne, soit en potence. D'autres ont pensé qu'on pouvait fortifier les deux rangs en mettant dix serre-files pris parmi les vieux soldats ou appointés.

QUATRIÈME NOTE.

CHAPITRE XIV. — DE LA CAVALERIE.

(Page 154.)

« La cavalerie est une arme inutile, excepté pour les patrouilles, les gardes du camp. Il faut en avoir très-peu dans une armée. »

La cavalerie est utile avant, pendant et après une bataille. Si vous êtes dans une plaine, la cavalerie poussera des batteries d'artillerie légère, d'abord à une portée de canon même de vos ailes, tombera sur vos bagages, vos parcs, et viendra vous canonner et vous sabrer par derrière pendant le temps que l'infanterie vous abordera et vous mettra en retraite : hommes, bagages, drapeaux, tout sera perdu. C'est ainsi qu'on opéra à Champaubert, à Montmirail, à Nangis, à Château-Thierry, à Krasnoë.

Formation des hommes sur deux lignes : dans une charge, la deuxième ligne chargera comme la première; quatre lignes sont inutiles; il vaut mieux avoir une seule ligne qui se déploie sur la droite et sur la gauche. L'autre système de l'auteur, de la faire donner en fourrageurs, est plus mauvais encore. L'ordre est la première règle de la guerre; les troupes en fourrageurs doivent être des troupes d'élite.

L'Empereur a prouvé en Égypte que, lorsqu'on était plus de cent, il fallait de l'ordre. Les Mameluks, la meilleure cavalerie du monde, n'ont pas pu soutenir les charges. « Comment s'opposera-t-on, dit l'auteur, à cette nuée de fourrageurs? » Par quatre ou cinq lignes successives, qui, faisant escadron à droite et escadron à gauche, augmenteront deux et trois fois de suite le front de la première ligne, et immédiatement après une charge. Sans cavalerie, comment tenir la campagne? comment garder ses derrières? comment escorter cette grande quantité de bagages et de parcs qu'exige l'artillerie? A Iena, l'infanterie française avait remporté la victoire n'ayant que la cavalerie légère; cette victoire n'eût eu aucun résultat; mais les réserves de cavalerie arrivèrent, alors les Prussiens ne purent plus se rallier. Démoralisés, ils furent enfoncés de tous côtés, suivis l'épée dans les reins; de 200,000 hommes, pas un ne repassa l'Oder. Sans cavalerie, les batailles sont sans résultat.

CINQUIÈME NOTE.

CHAPITRE XVII. — DE L'ORDRE DE BATAILLE.

L'auteur traite de l'ordre de bataille. Il place les bataillons avec un intervalle de 75 toises sur une seule ligne, et il met en deuxième ligne sa cavalerie, vis-à-vis des intervalles. Cette disposition est sans doute excellente, si les ailes sont appuyées. Mais l'auteur suppose l'armée en plaine, et chaque aile ayant vis-à-vis une division de cavalerie. Il demande si la cavalerie osera aborder la ligne sur quatre de hauteur. Elle ne se donnera pas cette peine. Pendant que les deux armées se canonneront, la cavalerie, ayant de l'artillerie comme l'infanterie, fera un mouvement, débordera toute l'aile d'infanterie et l'attaquera par derrière, par le flanc et par devant. La bataille sera bientôt décidée. Dans la supposition que la plaine est rase, qu'il n'y a pas d'obstacles, il est hors de doute que la cavalerie doit être placée sur les flancs, afin de contenir d'abord la cavalerie ennemie, d'en suivre les mouvements et de l'empêcher de tomber sur les derrières

de l'armée. Si un des flancs est appuyé, la cavalerie peut se porter sur l'autre flanc, ou du moins autant qu'il est nécessaire pour contenir la cavalerie ennemie. Il ne faut pas perdre de vue que la cavalerie a avec elle de l'artillerie légère, qu'elle est placée sur plusieurs lignes, qu'elle est plus ou moins sur quatre ou cinq lignes, et que les lignes de derrière, si elles ne sont pas contenues par une cavalerie qui leur est opposée, peuvent prendre la cavalerie à dos; que, même sans attaquer ces lignes, elle pourra se porter sur les derrières, qui reflueront sur la ligne, qui porteront une terreur inexprimable et à laquelle aucun général ne doit jamais s'exposer. Le général Lloyd demande à quoi sert beaucoup de cavalerie. Je demande, moi, comment il est possible de faire autre chose qu'une guerre défensive en se couvrant de retranchements et d'obstacles naturels, lorsqu'on n'est pas à peu près en égalité avec la cavalerie ennemie; perdez une bataille, et votre armée est perdue.

L'auteur ici appellera à son secours les Romains et les Grecs, citation fausse et trompeuse. D'abord Annibal battit constamment les Romains et fut sur le point de s'emparer de Rome par la seule supériorité de sa cavalerie. De toutes les parties de l'Europe, l'Italie est celle, surtout au delà de l'Apennin, où le terrain est le moins propre à la cavalerie. Les Romains, les Grecs, ne marchaient presque jamais que sur des montagnes; ils n'avaient pas de chariots, point d'artillerie, ils se concentraient toujours dans un petit camp. Une armée de 25,000 hommes se renfermait en 100 toises carrées. Après six heures de travail, elle y était inexpugnable. Là ils attendaient le moment ou d'être attaqués ou d'attaquer eux-mêmes, dans un pays peu propre à la cavalerie. Enfin la phalange, hérissée de piques, avait une certaine consistance contre la cavalerie. L'artillerie et le fusil ne permettent plus d'adopter l'ordre de la phalange. Dans toutes les guerres modernes, parmi les nations égales en tactique, en instruction et en bravoure, les armées se sont toujours maintenues en égalité de cavalerie. On voit que l'auteur n'a servi que dans les armées autrichiennes, qui ne surent jamais employer la cavalerie. Ils laissèrent, à Marengo, battre leur infanterie par une charge de 10,000 cavaliers, et à portée de canon de leur ligne de cavalerie, où il y avait plus de 10,000 hommes. A Castiglione, ils laissèrent traverser toute cette belle plaine, et leur cavalerie ne tenta rien. A force de l'avoir tant ménagée, elle se maintint en bon état, après tant de divers mouvements; enfin elle alla périr dans Mantoue.

La cavalerie demande de l'audace, de l'habileté, et surtout de ne pas être dominé par l'esprit de conservation et d'avarice. Ce qu'on

pourrait faire avec une grande supériorité de cavalerie bien armée de fusils de dragons, et avec une artillerie légère nombreuse et bien attelée, est incalculable. De ces trois armes, cavalerie, infanterie et artillerie, aucune n'est à dédaigner. Toutes sont également importantes. Une armée supérieure en cavalerie aura toujours l'avantage de bien couvrir ses mouvements, d'être bien instruite des mouvements de son ennemi et de ne s'engager qu'autant qu'elle voudra. Ses défaites seront de peu de conséquence et ses efforts seront décisifs.

PROJET

D'UNE

NOUVELLE ORGANISATION DE L'ARMÉE[1].

I. — INFANTERIE.

1. Le fusil d'infanterie avec sa baïonnette est l'arme la plus parfaite qu'aient inventée les hommes. Son but en blanc est à 60 toises. Il est très-meurtrier à 120 toises et frappe à 300. Sa cartouche ne pèse que 1 once 1 cinquième. Il en peut tirer de suite soixante sans interruption dans l'espace de trente minutes, et même de vingt minutes, sans avoir besoin d'être lavé; alors seulement le canon devient brûlant sans que cela ait du danger, car il faut que la chaleur soit montée à 200 degrés pour que la charge s'enflamme seule. Des mécaniciens habiles ont fait des essais pour charger le fusil par la culasse, pour l'amorcer avec de la poudre fulminante pour quinze à vingt coups à la fois, pour supprimer la pierre à feu. Ces essais n'ont pas encore satisfait parfaitement à toutes les conditions, mais tout porte à espérer un bon succès des progrès que font les arts chimiques et mécaniques. Lorsque ces améliorations seront adoptées, le feu sera plus actif. Aujourd'hui, sur six ou sept coups, un au moins rate, soit parce que l'amorce ne s'enflamme pas, soit parce qu'elle ne communique pas le feu à la charge. On pourra alors allonger le fusil de 1 pied ou 18 pouces, ce qui donnera plus de justesse au tir et permettra d'utiliser le feu du troisième rang.

Dans son état actuel, le fusil dont est armée l'infanterie, celui du modèle de 1802, a 7 lignes 9 points de calibre, qui répond à quatorze balles à la livre, 4 pieds 8 pouces de longueur, 13 pouces 6 lignes de longueur de crosse, 42 pouces 6 lignes de canon; il pèse 9 livres 8 onces. Sa baïonnette a 15 pouces 6 lignes et pèse 10 onces. Le

[1] Ce *Projet* est reproduit d'après une copie communiquée par M. le général Henry Bertrand. On a lieu de croire que cette copie n'est pas complète et que l'Empereur avait donné à son travail un plus long développement, mais il a été impossible de trouver ce qui paraît manquer.

fusil armé de sa baïonnette a donc 6 pieds de longueur et pèse 10 livres 2 onces. Des ouvriers habiles pensent que l'on pourrait sans inconvénient en diminuer le poids de 1 dixième sans altérer ses dimensions. Les voltigeurs, dont la taille est moindre que 5 pieds, et les dragons, se servent d'un fusil dont le canon est plus court de 4 pouces[1], ce qui ne change pas considérablement son poids. L'artillerie, les sapeurs, les mineurs, les ouvriers, le train, la cavalerie légère, les cuirassiers, se servent du mousqueton avec baïonnette, qui pèse 7 livres 4 onces, lequel a 3 pieds 3 pouces de longueur, 28 pouces pour le canon, 11 pouces pour la crosse, 18 pouces pour la baïonnette, qui pèse 11 onces [2]. Le mousqueton doit être allégé, il ne doit pas peser plus de 6 livres sans sa baïonnette; il faut qu'on le puisse porter facilement en bandoulière, que la cavalerie légère puisse le manœuvrer d'une main. Les officiers au-dessous du grade de capitaine, les cuirassiers, les dragons, les chasseurs, les soldats du train, les canonniers, les sapeurs, les mineurs, les ouvriers, les domestiques, toutes les personnes faisant partie d'une armée, doivent avoir un fusil ou un mousqueton avec sa baïonnette pour leur propre garde, la défense des convois contre les troupes légères et les rassemblements populaires.

Les officiers au-dessus du grade de capitaine, les soldats du train, seront armés d'une paire de pistolets d'arçon; les officiers à pied les porteront sur leur poitrine. Le pistolet actuel de cavalerie a 13 pouces de longueur, dont 7 pouces 5 lignes pour le canon, 5 pouces 7 lignes pour la crosse; il pèse 3 livres. Celui des dragons a 9 pouces de long, dont 4 pouces 7 lignes pour le canon, 4 pouces 3 lignes pour la crosse; il pèse 1 livre 5 onces. Il ne faut qu'un seul modèle de pistolet, du calibre de vingt balles à la livre; il ne doit pas peser plus d'une livre.

Le sabre de la grosse cavalerie est droit, il a 43 pouces de longueur. Sa lame a 36 pouces, elle pèse 23 onces. Le fourreau pèse 57 onces et le sabre 6 livres 8 onces. Le sabre de dragon a les mêmes dimensions; la lame pèse 23 onces, le fourreau 14 seulement et le sabre 3 livres 11 onces. Celui de cavalerie légère (le modèle des chasseurs de la Garde) a 39 pouces de longueur, la lame en a 32; elle pèse 19 onces, le fourreau 57, et le sabre seulement 6 livres 1 once. Il ne faut que deux espèces de sabres qui pèsent moins de..... [3], droit pour les cuirassiers et les dragons, courbe pour la cavalerie légère,

[1] Il s'agit ici du fusil de dragons, modèle de l'an IX.

[2] C'est ce qu'improprement on appelait carabine des chasseurs de la Garde.

[3] Lacune dans le texte.

le train, l'artillerie à cheval et l'état-major. Les briquets pour l'infanterie doivent être supprimés; c'est un poids inutile de 3 livres qui sera remplacé par un outil de pionnier emmanché qui pèse 4 ou 5 livres, un sac à terre et un tablier en toile pour servir de civière.

L'infanterie aura les épaules et la tête couvertes, à l'abri d'un coup de sabre; toutes les autres armes défensives seront supprimées, parce qu'elles sont inutiles, n'étant pas à l'abri de la balle, parce qu'elles rendent les blessures plus dangereuses, parce que enfin l'infanterie moderne est toute de l'infanterie légère; étant obligée de faire le service de tirailleurs, elle doit être leste et jamais surchargée.

Les officiers et sous-officiers de voltigeurs seront armés d'une carabine dont le canon a 24 pouces de long et est pourvu de sept rayures en spirale. Le calibre de ces carabines est de vingt-huit balles à la livre (de 6 lignes). Les Tyroliens ont des carabines de cette espèce; les troupes légères du roi de Wurtemberg étaient armées de carabines à peu près semblables avec des baïonnettes; mais cette arme est difficile à charger, elle s'encrasse facilement, elle est mal équilibrée. On ne peut pas en armer des compagnies entières, parce que ces compagnies ne pourraient pas faire des feux de deux rangs, n'auraient pas de baïonnettes; elles seraient tout d'abord détruites. Mais on peut sans inconvénient répartir quelques carabines par compagnie de voltigeurs, pourvu qu'elles soient du calibre de vingt balles à la livre : il est bon de battre l'ennemi d'aussi loin qu'il vous bat. On pourrait aussi avec avantage armer de ces carabines quelques compagnies bourgeoises, dans une place de guerre, pour tirer de derrière les murailles.

II. Le sac que le soldat porte sur le dos le gêne beaucoup pour l'exécution des feux; il empêche le second et le troisième rang de se serrer sur le premier : c'est un des obstacles au feu du troisième rang. Les Russes étaient dans l'usage de poser leurs sacs à leurs pieds au moment des feux; cet usage, excellent sous ce point de vue, avait des inconvénients qui ont dû le faire supprimer. Mais il est essentiel que le sac soit aussi petit que possible, capable de contenir seulement une chemise, un col, un mouchoir, une paire de bottines, une calotte de coton, un pantalon de toile, un briquet, afin qu'il ne saillisse jamais de plus de trois pouces sur le dos du soldat. Le soldat aura, indépendamment de ces effets, une chemise, un col, un mouchoir, un bonnet de police, une veste, un pantalon, une paire de bottines dans le sac de la compagnie qui sera chargé sur les gros bagages (sur les fourgons). Le petit bidon de fer-blanc que le soldat

porte en bandoulière doit être divisé en deux compartiments et contenir un litre d'eau et un demi-litre d'eau-de-vie ou autre liqueur; deux sachets de cuir plus longs que larges, capables de contenir chacun 5 livres de farine, seront portés, pendus de droite et de gauche, sous les bras; ils contiendront des vivres pour dix, quinze et même trente jours. Le soldat sera donc chargé de 40 livres, savoir :

Pour l'armement.	Le fusil avec la baïonnette. . . .	10l	2o	21 livres.
	Giberne remplie de 60 cartouches.	5	»	
	Outil de pionnier emmanché. . .	5	»	
	Un sac à terre, un tablier. . . .	»	14	
Pour les vivres. . .	Les deux sachets pleins.	11	»	13 livres.
	Le bidon.	2	»	
Pour l'équipement.	Sac plein.	4	»	6 livres.
	Capote roulée.	2	»	
	TOTAL.			40 livres.

Les hommes qui porteront les deux moulins portatifs de la compagnie, les grandes marmites et les bidons, ne porteront pas d'outils.

Les officiers du grade inférieur à celui de capitaine seront armés d'une épée et d'un mousqueton avec baïonnette et porteront une giberne contenant trente cartouches; les capitaines et les officiers d'un grade supérieur porteront une épée et une paire de pistolets sur la poitrine avec dix cartouches; ils auront tous un bidon en sautoir, et ces derniers un rouleau contenant une lunette, cartes, écritoire. Les officiers de tout grade, depuis le général jusqu'au sous-lieutenant, auront leurs deux sachets pareils en tout à ceux du soldat; ils seront portés sur les petits bagages à la suite des corps; leurs domestiques auront leurs deux sachets qu'ils porteront sur eux et seront soumis à l'inspection des vaguemestres.

III. La ration sera l'équivalent de 28 onces de pain (12 onces en blé, équivalent de 16 onces de pain, plus l'équivalent de 12 onces de pain en légumes, pommes de terre, navets, panais, betteraves, blé de Turquie, haricots, lentilles, pois, autres légumes secs, riz), 8 onces de viande, 1 once d'eau-de-vie. La ration de viande sera distribuée en viande de vache, bœuf, mouton, ou de cheval, cochon, chèvre; en viande salée, lard; en fromage, morue, hareng ou autres poissons salés. Le blé sera distribué au bataillon tous les mois et aux compagnies toutes les semaines; les compagnies le feront moudre à leurs moulins portatifs et en feront du pain. La viande sera livrée vivante aux bataillons une fois par semaine. La ration n'aura pas

d'équivalent en blé, mais seulement en légumes. Une fois par semaine aussi, au lieu de viande, on donnera du maigre. Plusieurs fois par an la ration sera donnée en viande de cheval, mulet ou âne. Pendant les camps de plaisance et pendant le mois d'octobre, on défendra aux compagnies de faire du pain; les chambrées mangeront leur farine en galettes cuites sur des plaques ou en bouillie. En campagne, les soldats ne devront, sous quelque prétexte que ce soit, ni faire ni consommer du pain; ils mangeront des galettes cuites sur leurs plaques et de la bouillie, à moins qu'ils ne soient en état d'armistice, en quartiers d'hiver ou en garnison. La ration des marches-manœuvres, contenue dans les sachets et portée par les mulets du corps, sera de 11 onces de farine, 1 once d'eau-de-vie et 16 onces de viande. Les sachets contiendront quinze rations; les mulets de bataillon porteront dix rations; en tout vingt-cinq jours. Lorsqu'on pourra se procurer du riz, la ration sera de 3 onces et demie de riz, 2 onces de farine et 16 onces de viande. Les sachets contiendront pour trente jours de vivres, les mulets des corps en porteront pour vingt jours, ce qui fait cinquante jours. Les sachets seront divisés chacun en cinq compartiments contenant la ration de trois jours en farine ou de six en riz, de sorte qu'à la seule vue les officiers puissent s'assurer que les soldats ont ménagé leurs vivres et sont pourvus pour les jours suivants. Les progrès de la chimie ont déjà fourni des extraits de substances qui, sous un petit volume et un petit poids, contiennent la valeur d'une ration. Il faut encourager ces recherches, afin de parvenir à former la ration des marches-manœuvres sous le plus petit poids possible.

Les officiers des corps, en temps de paix comme en temps de guerre, mangeront tous ensemble, le chef de bataillon avec les sous-lieutenants; ils prendront leurs repas dans une salle commune en temps de paix ou en garnison, et chez le chef de bataillon en campagne. Il y aura par semaine un officier qui, à tour de rôle, réglera la dépense. Les officiers auront la même ration que le soldat; leurs domestiques autorisés et présents sous les armes auront la ration du soldat en temps de guerre. Il sera accordé un soldat-cuisinier par 15 officiers. En campagne, la batterie de cuisine appelée *cantine*, renfermant tous les ustensiles nécessaires, sera à raison de 3 livres par officier, qui aura sur lui ou dans son sac une serviette, un couvert, une timbale. Dans les marches-manœuvres, chaque officier fera remettre à l'ordinaire la ration du jour tirée de son sachet. En campagne, les officiers d'état-major, depuis le grade de colonel jusqu'à celui de sous-lieutenant, mangeront ensemble à une seule table; ils

ne pourront en faire plusieurs que lorsque leur nombre dépassera celui de 30. Chaque bataillon portera à la suite, sur ses propres transports, des vivres à raison de 6 livres par homme, officiers, soldats, domestiques; ce qui donne six rations de marches-manœuvres, dix-huit jours en farine, douze en riz, si l'approvisionnement est moitié en farine, moitié en riz.

IV. Le bataillon doit se suffire à lui-même; il sera organisé de manière à pouvoir s'entretenir et combattre; il aura donc des tailleurs, des chapeliers, des cordonniers, des armuriers et des artificiers pour pourvoir à son habillement et à son armement; des bouchers et des boulangers pour préparer ses vivres; de la cavalerie, du canon, des cartouches, des ingénieurs, des outils, des officiers de santé, des ambulances et des moyens de transport, afin de pouvoir combattre. Il sera fort de 1,050 hommes, dont 18 hommes d'état-major, 12 canonniers, 42 éclaireurs à cheval, 30 soldats du train et 948 hommes d'infanterie, divisés en six compagnies, chacune de 158. Chaque compagnie aura une section de grenadiers et une section de voltigeurs.

Les 12 canonniers seront sous les ordres de l'adjudant canonnier, du garde artificier et du sous-garde armurier; ils serviront une pièce de 3 attelée de deux chevaux, ayant deux chevaux de bât chargés de vingt-quatre gargousses à balles et à boulet de 3. Parmi les 30 soldats du train, 6 seront bouchers, 24 conduiront 48 mulets ou chevaux de bât du bataillon (ou 60 ânes); ils seront sous les ordres des fourriers. 4 des bêtes de somme seront chargées des bagages (1 de celui de l'état-major et 3 pour les officiers de chaque aile), 8 de cartouches, 6 des ambulances et 30 des vivres.

Les éclaireurs sont tirés des voltigeurs et montés sur des chevaux de 4 pieds 5 à 6 pouces, lesquels seront harnachés le plus simplement possible; ils seront armés d'une lance, d'un sabre, d'un mousqueton et d'une paire de pistolets d'arçon; ils seront équipés comme l'infanterie, n'ayant de plus qu'elle qu'une paire d'éperons et un très-petit porte-manteau au lieu de sac.

Les 68 sous-officiers, caporaux, soldats de 1re et de 2e classe de chaque compagnie seront exercés dans un des quinze métiers suivants : 1° charron; 2° charpentier-menuisier; 3° charpentier-tonnelier; 4° charpentier-calfat; 5° forgeron; 6° cloutier-serrurier; 7° cloutier-armurier; 8° cloutier-maréchal; 9° fondeur-plombier-ferblantier; 10° bourrelier-sellier; 11° cordier; 12° maçon; 13° tailleur; 14° cordonnier; 15° artificier; et parmi eux le chef de bataillon, sur la présentation de l'adjudant des travaux, choisira tous les ans

un maître dans chacun de ces métiers, lesquels recevront une gratification journalière prise sur les fonds de l'administration et qui leur sera allouée selon leur travail par le conseil.

Tous les individus du bataillon doivent l'emploi de leur journée pour travailler à l'équipement, armement, vivres, logement, et en général aux besoins de l'administration du bataillon, qui pourvoira à tous ses besoins par ses ouvriers.

Les soldats de 1re classe ont deux sous de haute paye; les soldats de 2e classe, un sou. Les soldats de 1re et 2e classe seront partagés par tiers : 1° en canonniers; 2° en sapeurs; 3° en nageurs. Les premiers sont spécialement mis au fait du service de l'artillerie; les seconds, de celui de la sape, des travaux de fortification de campagne, des fonctions de l'infanterie pour l'attaque et la défense des places et postes; les troisièmes, des ponts de bateaux, trains, manœuvres de bateaux et de la natation; à cet effet, ils sont munis d'une ceinture de cuir partagée en huit compartiments.

Tous les ans, les deux soldats canonniers les plus intelligents de chaque compagnie seront, au nombre de plusieurs milliers, réunis pendant un mois dans une école d'artillerie, les deux sapeurs dans une place forte et les deux nageurs sur un grand fleuve, où ils seront instruits et exercés par des inspecteurs généraux tirés des corps d'artillerie, du génie et de la marine.

V. La brigade sera composée de trois bataillons et commandée par 1 brigadier-colonel ayant 3 aides de camp : 1 capitaine en 1er chargé des fonctions d'état-major, 1 capitaine en 2e, sortant de la cavalerie, chargé du commandement des éclaireurs, et 1 lieutenant. 1 sergent par bataillon sera attaché à l'état-major pour les écritures et traductions. Le brigadier-colonel aura une garde composée de 9 éclaireurs, parmi lesquels 1 lieutenant, 1 maréchal des logis, 1 brigadier, qui seront attachés à sa personne pendant tout le temps qu'il commandera la brigade; ils feront le service d'ordonnances. Les aides de camp porteront sur leurs chevaux leurs sachets de vivres; ils seront armés d'un sabre, d'une paire de pistolets d'arçon, qu'ils porteront, à pied, sur leur poitrine; ils auront un bidon en sautoir et un étui où seront placées une lunette, une carte, une écritoire, une toise. Il y aura une brigade de gendarmerie composée de 1 maréchal des logis, de 1 brigadier et 3 gendarmes pour la police de la brigade. La brigade sera composée de 2,898 hommes d'infanterie; 126 de cavalerie; 36 canonniers servant trois pièces de 3; 72 soldats du train servant 144 mulets ou chevaux de bât; 18 bouchers conduisant de 150 à 200 bêtes

à cornes ou l'équivalent; total, 3,159 hommes tout compris, et 310 chevaux de selle d'état-major, d'éclaireurs, du train d'artillerie. La brigade n'aura aucune voiture avec elle, si ce n'est les pièces de canon et une forge de bataillon attelée de quatre chevaux; les deux autres forges des bataillons seront aux gros bagages.

VI. La division sera composée de dix bataillons faisant :

24	hommes	d'état-major.
30	—	de gendarmerie.
9,660	—	d'infanterie.
420	—	de cavalerie.
120	—	d'artillerie.
300	—	du train.
TOTAL. . . 10,554	hommes.	

Neuf bataillons formeront trois brigades; le 10e bataillon sera attaché au quartier général. La division sera commandée par un maréchal de camp qui aura une garde de 20 éclaireurs, formée à raison de 2 hommes par compagnie, dont 1 officier, 2 maréchaux des logis, 2 brigadiers, 1 trompette, 14 éclaireurs. Le quartier général sera commandé par 1 capitaine en 1er du 10e bataillon, qui aura sous ses ordres, pour la police du quartier général, la compagnie de grenadiers et de voltigeurs; le reste du 10e bataillon sera chargé de l'escorte des petits et gros bagages. L'état ci-joint[1] contient tout ce qui est relatif à la composition de la division; le nombre de domestiques, de chevaux, de voitures aux gros bagages accordés à chaque grade, y est spécifié.

VII. Les Égyptiens, à la bataille de Thymbrée, étaient formés sur cent rangs. La phalange macédonienne se formait sur seize rangs; elle était armée d'une épée, d'un bouclier et d'une sarisse longue de 21 pieds; lorsqu'elle recevait la charge de l'ennemi de pied ferme, ses rangs et ses files étaient pressés le plus possible; 1 homme occupait 18 pouces dans tous les sens. Ainsi un corps de phalange de 1,600 hommes dans ce cas occupait 25 toises de front sur 4 toises de profondeur. La pique s'avançait de 15 pieds au delà du corps de celui qui la portait, 6 pieds étaient en arrière; la pique du sixième rang ne dépassait le premier rang que de 6 pieds; les autres rangs tenaient la pique haute, inclinée, formant une espèce de toit pour couvrir la tête des six premiers rangs et détourner les traits des enne-

[1] Cet état manque.

mis. Lorsque la phalange chargeait, elle couvrait le double d'espace; 1,600 hommes couvraient 50 toises sur 8; la pique du cinquième rang dépassait le premier rang de 3 pieds; les onze autres rangs faisaient le toit avec leurs piques. Les légionnaires romains étaient formés sur dix rangs; les files et les rangs étaient également éloignés de 3 pieds. Ainsi une partie de légion de 1,600 hommes avait cent soixante files et dix rangs, occupant 80 toises de front et 5 toises de profondeur.

Après la découverte des armes à feu, on a conservé une partie de l'infanterie armée de piques; on a varié sur la manière de placer les piquiers : tantôt on les a formés au centre, rangés sur six lignes, en mettant les arquebusiers sur les ailes; tantôt on a composé les deux premiers rangs d'arquebusiers, et on a mis derrière deux, trois ou quatre rangs de piquiers. Au commencement de 1700, Louis XIV a supprimé les piquiers et armé toute son infanterie de fusils avec baïonnettes. Elle a continué cependant pendant quelque temps à se former sur quatre rangs; mais on n'a pas tardé à en sentir l'inconvénient; car le quatrième rang ne peut pas se servir de son fusil; on l'a donc supprimé, et depuis lors la formation de l'infanterie a été sur trois rangs. On a cependant reconnu l'inconvénient du feu du troisième rang, ce qui obligeait à prescrire que le premier rang mît un genou en terre au feu de peloton et de bataillon; mais le seul feu en usage à la guerre est le feu à volonté, par la droite et par la gauche de chaque peloton. On a varié sur la manière de tirer parti du troisième rang dans ce feu. D'abord on l'a fait tirer comme les deux premiers rangs, passant le canon de son fusil sur l'épaule droite de l'homme du second rang; mais, le canon du fusil n'ayant que 4 pieds 8 pouces, la bouche de celui du troisième rang dépasse à peine de 8 pouces la poitrine du premier rang, et lui blesse la main gauche lorsque ce rang met en joue. Les accidents étaient si nombreux qu'on s'est décidé à abandonner le feu du troisième rang comme impraticable. On a fait charger le fusil du second rang par le troisième, le second rang n'étant plus chargé que de tirer. On a cru avoir amélioré le feu; l'expérience a démontré que le second rang n'en tirait pas davantage et tirait plus mal.

Le feu des tirailleurs est le meilleur de tous; celui d'un rang seul vient après; celui de deux rangs est encore bon; mais celui de trois rangs est mauvais. Le troisième rang ne peut rien faire qui puisse accroître le feu des deux premiers rangs, ce qui prescrit la formation de l'infanterie sur deux rangs.

Mais, dit-on, la présence du troisième rang tranquillise le pre-

mier et le second rang sur leurs derrières et leur permet de combattre sans inquiétude ce qui est devant eux. Eh bien, nous placerons, de 10 à 20 toises derrière la droite et la gauche du bataillon, la valeur de ce troisième rang. La présence de cette réserve placée si près, sous les ordres des capitaines en 1er, remplira ce but avec avantage.

On dit aussi que la baïonnette du troisième rang donne de l'assurance et de la force à la charge à la baïonnette. Mais la pointe de celle du troisième rang arrive à peine au ventre du premier. Les charges en ligne à la baïonnette sont rares; le bataillon, pour charger, se forme en colonne. Si on n'évalue point les forces de la charge par le nombre de rangs qui servent à appuyer, les derniers rangs pourront charger, se déployer, se former sur quatre rangs.

Le feu du quatrième rang et même celui du troisième sont impraticables ou nuisibles lorsque les rangs sont placés sur un même plan; car, si les rangs étaient placés sur des gradins ou des amphithéâtres, le feu de tous les rangs serait également bon, et non-seulement le troisième et le quatrième, mais les cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième rangs, pourraient mettre leurs fusils en joue. Or il faut peu de minutes à des hommes exercés aux travaux de campagne, et munis d'outils et de sacs en terre, pour creuser une tranchée, et avec les terres élever un tertre qui dispose le terrain de manière que le feu du troisième et du quatrième rang puisse s'exécuter. Une tranchée de 1 pied de profondeur sur 1 pied de largeur cube 6 pieds par toise courante; quatre hommes qui peuvent travailler à la fois la feront en peu de minutes. Les terres, jetées à 3 pieds derrière, seront damées et façonnées par deux autres hommes, qui en formeront un tertre de 9 à 12 pouces de hauteur. Le premier rang descendra dans la tranchée, le second et le troisième resteront sur le niveau du terrain, et le quatrième montera sur le tertre. Il y aura 12 pouces de différence de niveau entre le troisième et le premier rang, et au moins 21 pieds entre le quatrième et le premier rang. Le premier rang sera comme non existant pour le quatrième, et le troisième rang dépassera le premier de 12 pouces. Avec un travail un peu plus considérable, mais exécutable en peu de temps, on creusera les tranchées et avec les déblais on élèvera des tertres qui permettront de placer une colonne de six, huit et dix rangs sur un amphithéâtre où tous les rangs de la colonne pourront exécuter leur feu avant de marcher au pas de charge à la baïonnette sur l'ennemi.

Si le terrain sur lequel on combat est marécageux ou rocailleux,

on ne creusera pas de tranchée; mais on élèvera, moyennant neuf sacs à terre par toise courante, des tertres sur lesquels monteront le troisième et le quatrième rang, le troisième de 1 pied plus élevé que le premier, et le quatrième de 1 pied plus élevé que le troisième. Nous parlerons en détail des tranchées et des tertres en traitant des fortifications de campagne, *Ouvrages de bataille*[1]. Les tranchées et les tertres pourront même être faits pendant que les deux premiers rangs soutiendront le combat.

VIII. Le bataillon, pour les manœuvres, se divisera en demi-bataillon de droite et demi-bataillon de gauche; en aile droite, aile du centre et aile de gauche; en 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e divisions ou compagnies, chaque division en trois pelotons, chaque peloton en deux sections. Les sections porteront des numéros par division de 1 à 6.

Une compagnie ou division isolée se rendra en bataille sur deux rangs; les 2e, 3e, 4e et 5e sections de front, les 1re et 6e sections à 10 toises en arrière des flancs. Chaque section aura un officier ou sous-officier en serre-file.

Une aile isolée se formera, quatre pelotons de front et deux pelotons à 10 toises en arrière des flancs, le 1er peloton de la compagnie de droite derrière le flanc droit, le 3e peloton de la compagnie de gauche derrière le flanc gauche.

Le demi-bataillon isolé se formera en sept pelotons de front et deux à 10 toises en arrière, le 1er peloton de la compagnie de droite derrière le flanc droit, le 3e peloton de la compagnie de gauche derrière le flanc gauche.

Quatre compagnies réunies seront considérées comme un bataillon.

Le bataillon se formera, les 2e, 3e, 4e et 5e divisions de front, la 1re et la 6e en arrière des flancs à la distance de 10 à 20 toises. Quand les sections de grenadiers et de voltigeurs seront détachées pour former des bataillons d'élite, les bataillons resteront formés à six compagnies, manœuvrant de même. Un homme occupant en bataille 1 pied 6 pouces sur tous les sens, le bataillon[2] occupera 72 toises de front et 20 toises de profondeur, distance du 1er rang aux serre-files; l'aile isolée occupera 24 toises de front et 10 de profondeur; le demi-bataillon isolé occupera 42 toises de front et 10 de profondeur.

Une compagnie ou division isolée étant en bataille, au commandement de *Sections de l'arrière en colonne,* ces sections se formeront

[1] Voir ci-après, page 479.

[2] C'est-à-dire les 2e, 3e, 4e et 5e compagnies.

en colonnes pleines de quatre de hauteur sur six de profondeur. Au commandement de *Sections de l'arrière sur les flancs, la droite ou la gauche en tête,* ces deux colonnes se porteront sur les flancs du front, de manière que l'un flanque le devant et l'autre le derrière.

Au commandement de *Division sur quatre rangs,* les sections impaires se placeront derrière les sections paires, les serre-files des deux sections en cinquième rang; les pelotons se resserreront sur le centre pour boucher les intervalles, ce qui donnera de l'espace au peloton de l'arrière pour se mettre en ligne. Lorsque la division rompra par peloton ou par section, les sections de l'arrière reprendront leur rang sur le front de la ligne, car elles ne doivent être placées en arrière que lorsque la division est formée sur deux rangs.

Au commandement : *Division, formez les colonnes de peloton,* le 2e et le 3e peloton se porteront derrière le 1er, ce qui formera une colonne d'un peloton de front sur six rangs, indépendamment des trois rangs de serre-files.

Au commandement : *Formez le carré,* les pelotons prendront leur distance de section; la 3e section, par un à-droite en bataille, la 4e, par un à-gauche en bataille, se trouveront former le côté droit et le côté gauche du carré, qui aura 6 toises de front et 3 toises de profondeur.

Les pelotons placés en arrière des ailes ou des demi-bataillons formeront, au commandement qui leur en sera fait, des colonnes pleines de quatre de front sur douze de profondeur, pour couvrir la droite et la gauche de la ligne, de la même manière que les sections le font pour la division.

Au commandement : *Aile en colonne par peloton,* chacune des deux divisions qui la composent formera la colonne par peloton comme si elle était isolée, et après quoi ces deux colonnes se réuniront en marchant par le flanc droit et le flanc gauche sur le centre, ce qui formera une colonne de deux pelotons de front sur trois de profondeur. Le capitaine commandant l'aile se tiendra au centre du premier rang.

Au commandement : *Formez le carré,* les pelotons prendront leur distance de peloton, et le 2e peloton de la compagnie de droite, par un à-droite en bataille, le 2e peloton de la compagnie de gauche, par un à-gauche en bataille, formeront les côtés du carré, qui aura 12 toises de front sur 6 de profondeur.

Au commandement : *Demi-bataillon en colonne par peloton,* les trois divisions qui forment ce demi-bataillon agiront comme si elles étaient isolées; cela formera une colonne de trois pelotons de front.

Le capitaine commandant se placera au milieu du premier rang. Au commandement : *Formez le carré,* les 2es pelotons des divisions de droite et de gauche formeront les côtés, et le 2e peloton de la compagnie du centre restera en réserve; cela formera un carré de 18 toises sur 6.

Au commandement : *Bataillon, formez-vous sur quatre rangs,* chaque section impaire se placera derrière la section paire de son peloton; ceux de la 2e compagnie appuieront sur la gauche pour faire place à la colonne de la 1re division. Les pelotons de la 5e division appuieront sur leur droite pour faire place à la colonne de la 6e division; tous ces pelotons appuieront sur le centre pour former une ligne compacte sur quatre rangs, ayant douze serre-files par division en cinquième rang. Le bataillon ainsi rangé est encore sur l'ordre mince et déployé, soit qu'il ait été ainsi formé pour être placé dans des tranchées et sur des tertres, et pour concentrer une grande quantité de feux sur un petit espace, soit dans l'intention de charger à la baïonnette.

Le bataillon se formera en colonne de peloton, par aile ou par demi-bataillon. Après le commandement : *Bataillon, colonne de peloton par ailes,* le chef de bataillon fera le commandement : *Sur l'aile du centre, formez les échelons, la droite ou la gauche en tête.* A ce commandement, la 2e compagnie marchera à 12 toises en avant de la 3e et de la 4e, qui ne bougeront pas; la 5e marchera à 12 toises en arrière; les 1re et 6e se mettront en colonne par peloton; et au troisième commandement : *Formez vos colonnes de peloton,* la 2e compagnie formera sa colonne de peloton sur son centre, la colonne de la 1re compagnie marchera devant elle, et ces deux colonnes se placeront sur le même alignement; l'aile du centre se mettra en colonne par peloton; la 5e division formera sa colonne de peloton sur son centre; la colonne de la 6e marchera appuyant à gauche, et joindra la colonne de la 5e division pour faire une colonne d'ailes; on formera ainsi trois colonnes d'ailes de 12 toises de front sur 6 de profondeur chacune, éloignées entre elles de 18 toises et éloignées, dans le sens de la profondeur, de 6 toises. Ces trois colonnes, qui se convertiront en carrés au commandement du chef, occuperont la diagonale d'un rectangle de 72 toises de front et de 30 toises de profondeur.

La colonne de peloton par demi-bataillon se formera sur deux échelons de la hauteur du demi-bataillon en colonne, et l'on aura deux colonnes formant la diagonale d'un rectangle de 72 toises de front sur 18 de profondeur.

Le bataillon formera sa colonne d'attaque par aile au commandement : *Bataillon, colonne par aile.* La 1re compagnie marchera en avant pour prendre son rang et occupera la place de la 2e, qui, par le flanc gauche, prendra la place de la 3e, laquelle marchera quatre pas en arrière, et par le flanc droit se portera derrière la 1re; la 4e se portera de même derrière la 2e, la 5e derrière la 3e, la 6e derrière la 4e. Le bataillon sera ainsi en colonne sur trois lignes, sur six rangs et sur un front de deux compagnies. Au commandement : *Formez le carré,* les ailes prendront les distances de division, et, par un à-droite et par un à-gauche en bataille, la 3e et la 4e division formeront le côté droit et le côté gauche du carré, qui aura 36 toises de front sur 18 de profondeur.

Si l'on veut se placer en colonne sur douze rangs de profondeur, on formera le bataillon sur quatre rangs, avant le commandement de la manœuvre ou après. Dans ce dernier cas, au commandement : *Colonne, formez-vous sur quatre rangs,* les sections impaires se porteront derrière les sections paires, et au commandement : *Alignement sous le drapeau*, les divisions de front se serreront sur le centre; celles en arrière, après avoir serré sur le centre, marcheront en avant pour prendre leur distance, et les divisions de droite et de gauche se serreront par le flanc gauche et par le flanc droit, et le bataillon sera en carré, ayant 18 toises de front sur 9 de profondeur, et sur quatre rangs.

Aussitôt qu'un corps d'infanterie sera formé sur quatre rangs, le troisième et le quatrième rang, sans nouveau commandement, sous la protection des deux premiers, travailleront à construire la tranchée et le tertre pour le feu de quatre rangs, et, de suite après, les quatre rangs s'y doivent placer. L'infanterie, formée sur quatre rangs, sera encore sur l'ordre mince; les serre-files doivent tous, à raison de deux par section, être au cinquième rang. Lorsque la colonne de peloton sera formée par aile ou par demi-bataillon, ou lorsque le bataillon sera formé en colonne par aile, les deuxième et troisième lignes emploieront les premières minutes à construire la tranchée et le tertre sous la protection de la première ligne pour six rangs de feu. Lorsque le bataillon aura formé sa colonne par aile sur quatre rangs, le troisième et le quatrième rang travailleront sans délai et sans commandement à établir la tranchée et le tertre pour le feu de quatre rangs. Les 3e, 4e, 5e et 6e divisions, qui forment les huit autres rangs, attendront le commandement du chef pour travailler à construire la tranchée et le tertre à douze rangs de feu. Aussitôt que la colonne sur quatre rangs aura formé le carré, le troisième et

le quatrième rang, sans attendre aucun commandement, construiront la tranchée et le tertre pour le feu de quatre rangs. En colonne de peloton comme en colonne d'aile, les six ou les douze rangs se serreront en masse et en ligne compacte n'occupant que 1 pied 9 pouces par rang, c'est-à-dire 10 pieds 6 pouces pour les six rangs, 21 pieds pour les douze rangs. Les serre-files entreront en ligne hormis ceux de la dernière ligne. L'infanterie sur six rangs est en colonne par peloton; en ligne les serre-files reprendront leur rang, et la ligne sa distance à mesure qu'elle sortira de la tranchée et descendra du tertre.

Une colonne ne chargera jamais à la baïonnette lorsqu'elle aura eu le temps de former ses tertres, à moins que l'ennemi ne soit à portée et qu'elle n'ait au préalable préparé le succès de sa charge par une vive fusillade de colonne.

Les carrés d'infanterie se couvriront à 5 ou 10 toises en avant de leur front par une muraille de sacs à terre. Dans les carrés où l'infanterie se trouvera formée sur quatre rangs, on construira d'abord la tranchée et le tertre pour le feu de quatre rangs, et ce n'est qu'après que l'on travaillera à construire la muraille de sacs à terre.

Les avantages de la formation de l'infanterie sur deux rangs sont : 1° que les bataillons ayant les divisions de l'arrière en carré sur les flancs mettent en action les 30/36 de leurs fusils, tandis que le bataillon formé sur trois rangs n'en peut mettre que 24/36 : différence, un quart; 2° que le front et l'arrière de la ligne de bataille sont flanqués par un feu de 50 fusiliers, ce qui donne à cette ligne plus de consistance que ne peut lui en donner la présence du troisième rang; 3° que les flancs sont protégés, de sorte qu'ils sont prêts à recevoir une charge même inopinée de cavalerie qui aurait dérobé son mouvement derrière un mamelon, au lieu que, dans l'ordre sur trois rangs, le bataillon surpris par une charge de cavalerie par le flanc est perdu; 4° les colonnes serrées de peloton formées par ailes mettront 30/36 de fusils en action, et les colonnes de peloton par demi-bataillon $x/36$ [1]; la colonne de bataillon par aile, $y/36$; tandis que la colonne de peloton par bataillon ou celle de division ne peut mettre en jeu que $z/36$; 5° en couvrant les 9 toises du front des deux côtés du carré de division, qui est placé en avant de la ligne transversale, ce qui exige peu de temps, on donne un nouveau degré de force à toute la ligne.

Dirait-on que tous ces avantages ne sont pas exclusifs à la formation sur deux rangs, et qu'on peut tous les adapter à la formation

[1] Ainsi sur le texte : ces calculs n'ont pas été faits.

sur trois rangs? Mais la formation sur trois rangs, qui réduit le feu aux 2/3, le réduirait au 4/9, c'est-à-dire à moins de la moitié, si l'on mettait deux divisions en réserve en arrière; et, lorsque ces divisions auront pris place en carré sur les flancs, le feu ne sera encore que de 5/9, c'est-à-dire un peu plus de la moitié. Un bataillon placé dans cet ordre aurait un désavantage marqué : il recevrait deux batteries et ne répondrait que par une.

L'ordre naturel de bataille de la brigade sera en échelons par bataillon sur le centre, la droite à 20 toises en avant; la distance des bataillons sera de 10 toises. La brigade occupera un front de 236 toises sur 40 de profondeur; chaque bataillon aura quatre divisions sur la ligne de front, deux divisions et les éclaireurs sur la ligne de l'arrière. La ligne de front du 2e échelon sera sur le même alignement que la ligne du l'arrière du 1er échelon; la ligne du front du 3e échelon sera sur le même alignement que la ligne de l'arrière du 2e échelon. Au commandement : *Divisions de l'arrière, à droite et à gauche en bataille,* les trois divisions de l'arrière de la gauche des bataillons feront à-gauche en bataille, la division de droite du 1er échelon fera à-droite en bataille, la division de droite du 2e échelon et du 3e restera en réserve avec les trois turmes d'éclaireurs; les 16/18 des bataillons pourront exécuter leurs feux; les flancs de la brigade seront appuyés.

La brigade étant en bataille dans son ordre naturel, au commandement : *Brigade, formez-vous sur quatre rangs,* les divers bataillons se formeront sur quatre rangs, comme il a été dit pour la manœuvre du bataillon, et les bataillons formés sur quatre rangs se remettront en ligne sur l'échelon du centre, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné; la brigade formera alors une seule ligne de 162 toises de front; les tranchées et les tertres étant construits, tous les fusils de la ligne seront en action.

La brigade étant formée sur deux rangs dans l'ordre naturel, au commandement : *Divisions de l'arrière, colonnes par pelotons pour se porter sur le front,* les six divisions de l'arrière, la 2e division du 1er bataillon et la 5e du 3e, formeront leurs colonnes de pelotons, et au commandement : *Colonnes de l'arrière, sur les flancs de vos bataillons,* ces divisions exécuteront ce commandement; la colonne de la 1re division du bataillon de droite dépassera tout le front de la ligne de 2 toises; la colonne de peloton de la 2e division s'alignera sur la colonne de la 1re division et formera une colonne d'aile par peloton; la colonne de gauche ou la 6e division du 1er bataillon se placera à 2 toises en arrière de la gauche; la colonne de droite du

2e bataillon se placera à 2 toises en avant du front de la droite de son bataillon ; la colonne de gauche du 2e bataillon se placera à 2 toises derrière le flanc gauche ; la colonne de droite du 3e bataillon se placera à 2 toises en avant du flanc droit ; la colonne de gauche du 3e bataillon se placera en arrière de la gauche à 2 toises ; la colonne de la 5e compagnie s'alignera sur elle pour former la colonne de peloton par aile. Au commandement de *Colonnes, formez vos carrés,* les colonnes formeront leurs carrés et la brigade sera placée, ayant un carré d'aile sur la droite en avant, flanquant le front du 1er échelon et de toute la brigade et appuyant son flanc droit ; deux carrés de divisions flanquent le front du 2e échelon et l'arrière du 1er ; deux carrés de divisions flanquant le front du 3e échelon et l'arrière du 2e ; un carré d'aile appuyant la gauche de toute la brigade et flanquant l'arrière du 3e échelon et de toute la brigade.

La brigade occupera un front de 236 toises et une profondeur de 40 toises. Les carrés de division par peloton n'ayant que 3 toises de flanc, les deux carrés avec les intervalles ne seront éloignés que de 10 toises l'un de l'autre, vide utile pour les mouvements de l'artillerie et des éclaireurs. Mais enfin, si l'on voulait les combler, on le ferait ; au commandement : *Sur le 1er échelon comblez les intervalles,* le 2e et le 3e échelon marcheraient en avant de 8 toises, et la profondeur de la ligne ne serait plus que de 24 toises.

Au commandement : *Brigade, colonnes d'ailes par bataillon,* les trois bataillons formeront leurs colonnes d'ailes sur la droite ; ces trois colonnes occuperaient la diagonale d'un carré de 180 toises de front et 60 toises de profondeur ; le feu des trois colonnes serait le tiers du feu de la brigade ; tous les fusils seraient en action aussitôt que les tranchées et les tertres seraient construits. Au commandement : *Formez les carrés,* ces trois carrés mettraient en action les deux tiers des fusils de la brigade, puisque les deux divisions du flanc pourraient prendre part à l'action par des feux obliques.

Le carré de brigade par aile donnera un front de 236 toises sur 112 toises de côté ; il ne sera formé que lorsque la brigade aura un convoi à couvrir.

II. — ÉQUIPAGES MILITAIRES.

1° Le bataillon d'équipages militaires sera composé de 4 compagnies ; la 1re, la compagnie d'élite, appartenant au train des petits bagages, sera composée de 150 bêtes de somme ; les trois autres seront, chacune, composées de 40 voitures, dont 1 forge, 1 prolonge pour son service, 28 chariots réguliers et 10 voitures de paysan

requises et incorporées dans la compagnie, faisant par bataillon 90 voitures régulières, 30 de réquisition, total 120 voitures.

Composition de l'état-major :

1 chef de bataillon capitaine en 1er.
1 adjudant-lieutenant.
1 quartier-maître.
3 adjudants sous-officiers.
3 brigadiers.

Composition de la compagnie :

	CHEVAUX de selle.	CHEVAUX de trait.
1 capitaine en 2e	1	»
1 lieutenant en 2e	1	»
1 sous-lieutenant	1	»
1 maréchal des logis chef	1	»
4 maréchaux des logis	4	»
1 brigadier chef	1	»
7 brigadiers	7	»
20 soldats de 1re classe. 20 soldats de 2e classe.. 64 soldats de 3e classe.. (104 soldats, parmi lesquels 2 trompettes, 4 ouvriers en fer et en bois, 2 bourreliers et 10 bouchers, dont 3 à cheval)	»	120
2 chevaux de trompette et 3 de bouchers	5	»
Haut-le-pied	»	12
	21	132
120 hommes.	153 chevaux.	

RÉCAPITULATION.

HOMMES.

État-major :	3 officiers,	3 maréch. des logis,	3 brigad.,	» soldats.	Total. 9
4 compagnies :	12	20	32	416	» Total. 480
	15	23	35	416	489

CHEVAUX.

Chevaux de selle,	21 par compagnie,	94 par bataillon, y compris l'état-major.
Chevaux de trait,	132	396
Chevaux de bât, compagnie d'élite,		150
Total.....		640 chevaux.

VOITURES.

3 forges, 3 prolonges, 84 chariots réguliers, 30 voitures irrégulières ; total, 120 voitures.

2° Les officiers du train des équipages sont tirés, moitié des sous-officiers d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, le tiers de chaque arme ; les sous-officiers et brigadiers seront tirés moitié des soldats de 1re classe d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie ; le tiers de chaque arme. Les soldats du train seront armés et équipés comme les éclaireurs ; ils fourniront aux travaux des ouvrages de campagne concurremment avec l'infanterie, mais dans le rapport de 1 à 4.

3° Les forges et chariots seront construits sur le même modèle que les forges et chariots de division d'artillerie; ils seront attelés de 4 chevaux conduits par 2 soldats du train; chacun des chevaux de droite portera une gargoussière d'infanterie; chaque voiture portera un moulin de campagne pesant 8 à 10 livres, 4 outils de pionniers, 20 sacs à terre et 1 étoile de fer composée de 6 à 7 lances, les plus légères possible, et couvrant un espace de 12 pieds, et 20 quintaux, soit en objets d'ambulance, soit en farine, légumes ou eau-de-vie.

4° Il y aura un sous-officier ou brigadier attaché à 4 voitures régulières et à 2 voitures de réquisition, qui sera chargé de les diriger, de les surveiller et sera responsable du chargement. Il aura seul la clef des cadenas qui fermeront les chariots.

5° Il y aura à chaque armée 6 voitures régulières d'équipages militaires, 14 hommes et 26 chevaux du train pour 1,000 hommes d'infanterie. Un corps d'armée composé de 30,000 hommes aura deux bataillons ou 180 voitures régulières et 60 de réquisition.

La 1re compagnie de ces bataillons sera attachée, la moitié, 75 chevaux, au quartier général du corps d'armée, et 25 chevaux aux quartiers généraux de chacune des trois divisions. Les compagnies de chariots d'un bataillon seront attachées à chacune des divisions; 3 voitures par compagnie seront destinées pour le service de l'ambulance, 1 pour celui du trésor et 34 pour celui des vivres. L'autre bataillon marchera avec le parc général de l'armée; 12 de ses chariots, par compagnie, seront organisés pour porter les sacs des compagnies d'infanterie des bataillons du corps d'armée; 1 chariot sera installé pour l'ambulance, 1 pour le trésor et 24 voitures pour les vivres.

Une armée de 80,000 hommes aura six bataillons, 540 voitures régulières et 180 de réquisition; une armée de 150,000 hommes en aura dix, 900 voitures régulières et 300 de réquisition. Le nombre des voitures requises augmentera à mesure que le nombre des voitures régulières diminuera, de sorte que le nombre des voitures présentes pour le service soit toujours de 40 par compagnie. Il y aura au parc général des cadres d'officiers, sous-officiers, brigadiers et trompettes montés pour un nombre de bataillons égal à la moitié du nombre des bataillons d'équipages militaires attachés à l'armée, c'est-à-dire 3 pour une armée de 80,000 hommes, 5 pour une armée de 150,000 hommes, lesquels seront employés à la levée de bataillons d'équipages militaires de réquisition. Ces bataillons seront employés à la formation des magasins, aux évacuations des hôpitaux et à tous les besoins extraordinaires.

6° Les 31 bouchers à pied et les 9 bouchers à cheval qui font partie du bataillon de l'équipage militaire garderont 800 bêtes à cornes faisant 400,000 livres de viande; lorsqu'ils devront en avoir sous leur garde une plus grande quantité, ils requerront des paysans. Ainsi les deux bataillons d'équipages militaires attachés à un corps d'armée de 30,000 hommes, l'un marchant avec les gros bagages du corps d'armée, l'autre avec le parc général de l'armée, auront 12 voitures pour le service des forges et des prolonges, 6 voitures pour le service du trésor, 12 voitures pour le service des ambulances, 36 voitures pour porter les sacs des compagnies d'infanterie du corps d'armée, 174 voitures chargées de vivres, qui contiendront de 400 à 450 rations de farine et eau-de-vie, 1,600 bêtes à cornes, soit 800,000 rations de viande, ce qui fait quatorze ou quinze jours de farine et vingt-cinq à trente jours de viande. La ration des marches-manœuvres sera de 11 onces de farine, 1 once d'eau-de-vie et 16 onces de viande.

7° L'escorte ordinaire des convois sera : 2 hommes d'infanterie, valides et bien portants et à l'école de bataillon, pour 1 voiture de convoi, 1 éclaireur à cheval pour 5 voitures et 1 pièce de canon pour 120 voitures; ce qui fait 80 hommes d'infanterie, 8 hommes de cavalerie par compagnie d'équipages militaires; 240 hommes d'infanterie, 24 hommes de cavalerie et 1 pièce de canon pour 1 bataillon. Lorsque les circonstances l'exigeront, cette escorte sera double, quadruple, etc. Mais celle ci-dessus sera de rigueur, et les généraux ou officiers qui auront fait marcher des convois sans cette escorte seront responsables des événements.

Les convois marcheront sur deux files éloignées l'une de l'autre de 4 ou 5 toises; une compagnie d'équipages militaires occupera sur la route 120 toises sur 4 ou 5 de largeur; les 8 éclaireurs et 40 fantassins de l'escorte marcheront à la tête; 8 officiers et sous-officiers de la compagnie, à cheval, avec 20 soldats de l'escorte, marcheront à l'arrière-garde; 2 officiers et sous-officiers à cheval et 20 fantassins marcheront à droite, et autant à gauche, en dehors des files de voitures, à demi-distance de la colonne, à 60 toises de la tête et autant de la queue. La compagnie ne prendra de repos que pendant une heure, pour faire boire et manger les chevaux; les voitures parqueront sur la droite ou la gauche de la chaussée, dans un lieu favorable, sur deux lignes, chaque voiture serrée l'une contre l'autre, les quatre moyeux des roues se touchant. La compagnie formera un rectangle de 21 toises de long sur 18 de large. Les voitures seront liées entre elles par des crochets fixés aux moyeux des quatre roues.

Une lance de fer, de celles qui font l'étoile, sera placée au milieu du train de derrière de la voiture. Les deux grands côtés du rectangle seront couverts par les voitures mêmes, ceux de l'avant et de l'arrière seront couverts, à 3 toises de distance, par 24 étoiles, derrière lesquelles se rangera l'escorte, moitié en avant, moitié en arrière. Moitié des éclaireurs, des officiers et sous-officiers de la compagnie resteront à cheval. Pour 5 voitures, il sera placé un soldat du train en faction sur une voiture, son mousqueton à la main et sa lance plantée à ses pieds.

Dans le cas d'attaque, un soldat du train montera sur chaque voiture pour faire feu du côté où l'ennemi se présentera. Le reste de l'escorte, placé en avant et en arrière, fera feu prenant en flanc les côtés. Toute compagnie en marche, aussitôt qu'elle craindrait d'être attaquée, se parquerait dans l'ordre ci-dessus décrit. Mais, si elle était surprise sur la chaussée et qu'il lui fût impossible de se parquer, les voitures serreront les unes sur les autres, chaque voiture engageant son timon dans la voiture qui la précède; les chevaux seront dételés et placés les uns contre les autres, entre les roues. La compagnie occupera alors un rectangle de 45 toises de long sur 4 ou 5 toises de large, les chevaux en dedans; 4 voitures seront placées à 10 toises en avant et 10 toises en arrière, couvertes par 5 ou 6 étoiles. Un soldat du train attelé montera sur sa voiture pendant que l'autre tiendra ses chevaux. Tout le monde aura le mousqueton chargé et la lance plantée à ses pieds.

Le bataillon marchera de la même manière; il occupera sur la chaussée 360 toises. 16 éclaireurs, 8 officiers et sous-officiers du train, 60 fantassins, se placeront en avant; deux pelotons de 12 officiers et sous-officiers à cheval, 30 soldats, se placeront en arrière; deux pelotons de 12 officiers et sous-officiers à cheval, 30 soldats, se placeront à la droite, et autant à la gauche; celui de droite à 120 toises de la tête, celui de gauche à 240 toises et distant de 120 toises de la queue. Les balles de fusil de ces quatre détachements se croiseront donc à 120 toises, c'est-à-dire à une très-bonne portée.

Le bataillon se parquera de la même manière que la compagnie; il formera un rectangle de 63 toises de longueur sur 18 de largeur : ce carré sera couvert par une rangée d'étoiles de fer avec un chemin de ronde de 9 toises, dans lequel l'escorte, l'artillerie et les hommes à cheval manœuvreront; un soldat du train montera sur chaque voiture, le mousqueton au poing.

Si le bataillon était surpris sur la chaussée sans pouvoir se parquer,

il agirait comme la compagnie et formerait un rectangle de 120 toises de longueur sur 4 ou 5 toises de largeur; les étoiles seront placées en avant et en arrière pour couvrir l'escorte.

Le convoi de deux bataillons ou de 240 voitures marchera de même et occupera 720 toises sur la chaussée; 24 éclaireurs du 1er bataillon, 24 officiers et sous-officiers à cheval, une pièce de canon et 180 fantassins de l'escorte, marcheront en avant; 8 officiers et sous-officiers du train à cheval, 30 fantassins, marcheront sur la droite à 120 toises de la tête; un pareil peloton marchera à la gauche à 240 toises de la tête; 8 officiers et sous-officiers du train marcheront à la queue du bataillon. Un piquet de 12 éclaireurs, de 12 officiers et sous-officiers du bataillon et de 60 hommes, marchera à la tête du bataillon; 12 éclaireurs et 24 officiers et sous-officiers du train, une pièce de canon et 120 hommes, marcheront à l'arrière-garde; deux piquets de 8 officiers et sous-officiers à cheval et 30 soldats marcheront un à droite et un à gauche de la colonne.

Ces deux bataillons se parqueront sur quatre lignes, chaque ligne de 60 voitures, et elles occuperont un carré de 63 toises de longueur sur 36 de largeur; 240 étoiles seront placées tout autour, en laissant un chemin de ronde de 10 toises, où l'escorte campera et manœuvrera. Les soldats du train qui doivent se placer sur les voitures se mettront sur le premier rang.

Le convoi de trois bataillons, ou 360 voitures, marchera de même sur la chaussée et occupera 1,080 toises. L'avant-garde sera faite par 48 éclaireurs du 1er et du 2e bataillon, 36 officiers et sous-officiers du 1er bataillon, 24 du 2e, total 108 hommes à cheval, une pièce de canon; 180 hommes de l'escorte du 1er bataillon, 120 fantassins de l'escorte du 2e bataillon, total 300 hommes d'infanterie; deux piquets de 8 officiers et sous-officiers à cheval, 30 hommes à pied, flanquent la droite et la gauche; 8 officiers et sous-officiers, 30 soldats, à la queue du 1er bataillon. A la tête du 2e, 12 officiers et sous-officiers, 60 fantassins et une pièce de canon; deux piquets sur les flancs; 8 officiers et sous-officiers, 30 fantassins, attachés à la queue du 2e bataillon. Le 3e bataillon aura à sa tête 12 officiers et sous-officiers à cheval, 60 fantassins; deux colonnes de 30 fantassins chacune et de 8 hommes à cheval sur les flancs; 120 fantassins, 24 éclaireurs et 24 hommes à cheval, une pièce de canon, à l'arrière-garde. Les trois pièces croiseront leurs feux, et ce convoi se parquera sur six lignes, occupant un rectangle de 63 toises de longueur sur 54 de largeur : il se couvrirait par un rang d'étoiles avec un chemin de ronde de 10 toises. Surpris sur une chaussée sans pou-

voir se parquer, ces bataillons formeront une colonne de 360 toises de longueur sur 4 ou 5 de largeur; les soldats du train des deuxième et troisième lignes se placeront sur les voitures de la première ligne.

Un convoi de quatre bataillons, ou de 480 voitures, aurait 960 hommes d'infanterie, 96 hommes à cheval et quatre pièces de canon d'escorte. La moitié de l'escorte attachée à chaque bataillon pourra en être retirée pour former une colonne d'observation et marcher à la rencontre de l'ennemi; mais l'autre moitié devra nécessairement rester attachée pour la défense des voitures; le quart seulement des officiers ou sous-officiers à cheval pourra s'éloigner avec la colonne d'observation. Tous les soldats du train et les trois quarts de leurs officiers et sous-officiers ne devront jamais quitter leurs voitures.

Ces quatre bataillons occuperont sur une chaussée 1,440 toises de longueur; ils se parqueront pour la nuit sur huit lignes dans un rectangle de 63 toises de longueur sur 72 de largeur. Pour les repos pendant la marche, ils parqueront, deux bataillons par deux bataillons, à 7 ou 800 toises l'un de l'autre. Surpris sur une chaussée, ils se formeront, le 1er et le 2e bataillon, sur la tête du 1er, le 3e et le 4e sur la tête du 3e. Ces deux colonnes seront éloignées de 7 ou 800 toises l'une de l'autre. Les escortes extraordinaires seront à la disposition de l'officier commandant.

Les convois composés de 5 à 600 voitures parqueront et formeront deux carrés, l'un de trois bataillons, l'autre de deux. Ceux composés de six bataillons parqueront en formant deux carrés de trois bataillons chacun; ceux composés de sept bataillons parqueront sur deux carrés, un de quatre et un de trois. Les convois composés de huit bataillons parqueront sur deux carrés de quatre bataillons chacun; les convois composés de neuf bataillons parqueront sur trois carrés chacun de trois bataillons; enfin ceux de dix bataillons sur deux carrés de quatre bataillons et sur un carré de deux bataillons.

Ces divers parcs seront formés, autant que faire se pourra, à la vue et à la distance de 600 à 1,200 toises l'un de l'autre, et occuperont des positions importantes, telles que les têtes des défilés, les ponts que traverse la route, afin que ces défilés soient assurés et que, marchant en retraite, une partie du convoi se trouve au delà du défilé.

Les ouvrages de campagne qui doivent être élevés tous les soirs autour de ces parcs seront l'objet d'un chapitre des fortifications de campagne[1].

[1] Ce chapitre n'a pas été communiqué.

III. — CAVALERIE.

I. 1° La cavalerie d'une armée en Flandre et en Allemagne sera les six vingt-quatrièmes de l'infanterie; en Italie, en Espagne, les cinq vingt-quatrièmes; sur les Alpes et les Pyrénées, un quinzième, et sur les côtes, un vingt-quatrième. L'effectif de la cavalerie de la France sera un sixième de celui de l'infanterie.

2° La cavalerie fera le service à pied comme à cheval; elle sera à cet effet exercée à l'école de bataillon et armée d'un fusil ou mousqueton avec baïonnette; il ne lui sera jamais accordé d'infanterie pour la garder, quelque position qu'elle occupe. Elle placera, suivant les circonstances, des postes à pied dans les bois, sur les rochers, dans les marais, les maisons.

3° L'escadron sera pour la cavalerie ce qu'est le bataillon pour l'infanterie; il aura en lui-même tous les moyens nécessaires pour s'entretenir et combattre. Il sera commandé par un officier supérieur chef d'escadron ; il aura un état-major de dix personnes, trois compagnies de 130 hommes, une escouade de 10 hommes du train qui serviront 15 mulets ou chevaux de trait. Sa force totale sera de 410 hommes.

L'escadron à cheval formera trois divisions, chaque division trois pelotons, chaque peloton deux sections. Il aura la même formation à pied, où il prendra l'ordre de bataille et les manœuvres d'une aile de bataillon. Trois escadrons formeront à pied un bataillon. Les cavaliers de 1re et 2e classe auront la même haute paye que les soldats de 1re et 2e classe d'infanterie; ils seront, comme eux, divisés en canonniers, sapeurs, nageurs ; ils porteront un outil de pionnier, un sac à terre et un tablier; ils fourniront à tous les travaux avec l'infanterie, mais dans le rapport de 1 à 2. Tout ce qui est dit pour l'infanterie relativement aux quinze métiers sera commun à la cavalerie.

4° Tous les officiers de cavalerie, de quelque grade qu'ils soient, devront être maréchaux, avoir ferré, et devront ferrer quelquefois. Les inspecteurs feront ferrer devant eux, en présence du corps, les officiers supérieurs. Les sous-officiers et soldats de 1re et 2e classe devront ferrer eux-mêmes leurs chevaux, et ne devront jamais avoir recours aux maréchaux, à moins que ce ne soit comme vétérinaires.

5° Le cavalier aura deux sachets pour porter ses vivres dans les marches-manœuvres, et un sac pour dix jours d'avoine pour son cheval, à raison de 4 livres par jour; ce sac sera divisé en comparti-

ments, de manière qu'au coup d'œil l'officier puisse s'assurer que le cavalier a ménagé les vivres de son cheval.

6° Les officiers, sous-officiers et soldats de 1re et de 2e classe administreront eux-mêmes leur masse de ferrage, comme est administrée la masse de linge et chaussure; ils devront se procurer les fers. Les quatre fers qu'ils portent toujours à leur selle pendant les marches-manœuvres auront été déjà ajustés au pied du cheval, de manière à être posés sans avoir besoin de la forge.

II. 1° Les éclaireurs seront des voltigeurs à cheval, montés sur des chevaux aussi petits que possible; ils ne seront pas formés en escadron; ils resteront divisés par turme, portant le numéro de leur bataillon. En cas de réunion de plusieurs turmes loin de leur bataillon, le commandement appartiendra au plus ancien officier.

2° Les éclaireurs seront équipés exactement comme l'infanterie; la lance est leur arme principale.

3° Le cheval sera harnaché le plus simplement possible, pouvant boire bridé; la ration du cheval sera la moitié de celle d'un cheval de chevau-léger. Le cheval doit être nourri autant que possible au pâturage et accoutumé à vivre de tout comme les chevaux de paysan; il ne sera ferré que des pieds de devant.

4° Les éclaireurs font partie des bataillons et sont toujours sous les ordres des officiers d'infanterie; ils ne sont commandés que par des lieutenants, afin que, réunis momentanément après des charges ou poursuites avec la cavalerie, ils ne puissent, dans aucun cas, commander des capitaines de cavalerie. Ils manœuvreront avec leur bataillon, dont ils ne seront jamais distraits. L'aide de camp du brigadier et le chef d'escadron de la division, chargés de les inspecter, ne les commanderont qu'autant que, par suite d'une charge ou d'une mission, ils se trouveraient éloignés de leur bataillon.

5° Les officiers, sous-officiers et soldats seront mis à pied et replacés à cheval selon la volonté du chef de bataillon, qui en usera comme pour les grenadiers et voltigeurs. Ils n'entreront dans aucune des combinaisons de manœuvre de cavalerie, auxquelles la petitesse de leurs chevaux ne les rend pas propres. Aucun homme ne pourra faire partie d'une compagnie d'éclaireurs s'il n'a au moins servi un an dans les voltigeurs, s'il n'a moins de 5 pieds 1 pouce et s'il n'a la vue très-bonne.

6° Les officiers et sous-officiers seront pris, en temps de guerre, autant que faire se pourra, parmi ceux qui connaissent la langue du pays où l'on fait la guerre ou celle de l'armée ennemie. Ils fourniront

les ordonnances aux officiers généraux et supérieurs de leur division, escorteront les prisonniers et les bagages, fourniront les postes de correspondance. C'est à cause de toutes ces fonctions qu'ils seront calculés comme cavalerie, parce qu'en effet aujourd'hui ce service occupe un grand nombre de chasseurs, hussards, dragons et cuirassiers. La petite taille des chevaux des éclaireurs les rend très-propres à suivre partout l'infanterie, mais cela a surtout l'avantage pour nos pays d'économiser les moyens de remonte.

7° C'est pour ces mêmes raisons que tous les officiers d'infanterie, depuis et y compris le grade de chef de bataillon, les administrateurs, les officiers, sous-officiers et trompettes du train seront montés sur des chevaux taille d'éclaireurs, ce qui occasionnera moins d'embarras dans les rangs et conservera des chevaux de taille pour la cavalerie et les officiers d'état-major, dans le cas de charger avec elle. Les officiers d'éclaireurs porteront en bandoulière un étui dans lequel se trouvera une lunette.

III. 1° Les chevau-légers formeront la cavalerie légère de l'armée; ils seront armés d'un mousqueton avec baïonnette pesant moins de six livres, d'un sabre, modèle des chasseurs de la Garde, pesant moins de trois livres, de deux pistolets pesant moins d'une livre chacun et attachés à l'arçon par des courroies. La moitié des hommes de l'escadron seront en outre armés d'une lance; tous n'auront d'autre arme défensive que des épaulettes d'écaille et une croix de fer sur les shakos.

2° Ils seront dressés à traverser une rivière en nageant à côté de leurs chevaux, les tenant par les crins et soutenant le mousqueton hors de l'eau. Les chevaux seront harnachés aussi simplement que possible; ils devront pouvoir boire bridés et seront habitués à ne boire qu'une fois par jour. L'équipement de l'homme sera simple, large et commode; officiers, sous-officiers et soldats dormiront toujours tout habillés, en temps de paix comme en temps de guerre.

3° Les escadrons de cavalerie légère en campagne ne passeront jamais une nuit dans une ville, un village ou une ferme; ils seront constamment bivouaqués à la prolonge et passeront la nuit sellés et bridés dans le bivouac qu'ils auront pris après la nuit close (changeant à cet effet celui qu'ils occupaient avant le coucher du soleil), et lequel ils auront reconnu le jour autant que faire se pourra. Les chevaux ne seront pansés que par tiers et au retour des reconnaissances du matin. Tout officier de troupes légères qui aura été surpris par l'ennemi pour avoir passé la nuit dans une ville, un village, un

château ou une ferme, ou pour avoir conservé la nuit le bivouac qu'il occupait avant le coucher du soleil, sera passible d'un conseil de guerre.

IV. L'escadron de dragons sera divisé en trois compagnies, fortes chacune de 120 dragons et 10 éclaireurs. Ces éclaireurs seront, au moment de l'entrée en campagne, fournis par l'infanterie; ils tiendront les chevaux lorsque les dragons combattront à pied. Les éclaireurs fourniront les ordonnances aux généraux et officiers supérieurs; ils escorteront les prisonniers et les bagages. Les dragons ne seront jamais chargés de ce service.

Le dragon aura une botte très-légère, de manière à ne pas être embarrassé à pied. Son porte-manteau sera si petit, que, si cela était nécessaire, il pourrait le porter à pied. Il sera armé d'un fusil avec baïonnette, dit *fusil de dragon;* sa giberne contiendra soixante cartouches, mais il n'y en mettra que quinze étant à cheval; les quarante-cinq autres seront réparties autour des fontes de pistolet; il les placera dans la giberne au commandement : *Préparez-vous à combattre à pied.* Son sabre sera droit comme celui des cuirassiers; sa coiffure, son équipement, seront le plus possible semblables à ceux de l'infanterie, afin que de loin l'on puisse difficilement le distinguer de l'infanterie lorsqu'il est à pied en bataille. Dans les avant-gardes, les arrière-gardes, il fournira des postes à pied concurremment avec l'infanterie, mais dans le rapport de 1 à 4, les éclaireurs non compris.

V. L'escadron de cuirassiers sera composé de trois divisions, chaque division de 125 cuirassiers et de 10 éclaireurs pour fournir les ordonnances aux officiers supérieurs, escorter les prisonniers et tenir les chevaux lorsque les cuirassiers combattront à pied. Le cuirassier sera armé du mousqueton avec baïonnette, d'une paire de pistolets et d'un sabre droit. Il portera autour des fontes quinze cartouches et n'aura point de giberne; lorsqu'il devra combattre à pied, il les placera dans sa poche de droite, et il recevra des parcs quinze autres cartouches, qu'il logera dans sa poche gauche. Il conservera le manteau à capuchon.

Les cuirassiers seront spécialement placés en réserve pour soutenir la cavalerie légère et les dragons. Ils ne seront jamais placés aux avant-gardes, arrière-gardes ou ailes, que lorsqu'il sera nécessaire de les aguerrir ou de soulager les dragons.

VI. La brigade de cavalerie, soit de chevau-légers, soit de dragons, soit de cuirassiers, sera composée de trois escadrons formant 1,230 hommes; elle sera commandée par un colonel-brigadier ayant le même état-major que le colonel-brigadier d'infanterie.

VII. La division sera composée de deux brigades, soit 2,460 hommes. L'état-major sera composé d'un maréchal de camp commandant, et, lorsque la cavalerie de l'armée ne sera formée que de 3 à 4,000 chevaux, on pourra composer la division d'une brigade de chaque arme.

VIII. Une aile de cavalerie sera composée de trois divisions, une de cavalerie légère, une de dragons, une de cuirassiers. Chaque division de cavalerie légère, de dragons et de cuirassiers aura une batterie d'artillerie légère de six pièces de 6 et de deux obusiers. L'aile de cavalerie aura un effectif de 7,380 chevaux et de vingt-quatre bouches à feu.

IV. — ARTILLERIE ET GÉNIE.

On compte dans l'artillerie 5 voitures par pièce et 5 chevaux par voiture, 2 soldats du train pour 3 chevaux.

Une pièce de 6, trois caissons et trois quarts de voiture par pièce, font, pour seize pièces, 76 voitures, 1 forge, 1 prolonge, 1 affût de rechange et 1 caisson de parc par division, total 80 voitures. Ainsi une division de 8 à 10,000 hommes qui a deux batteries ou seize pièces de canon a 80 voitures en tout, dont seulement 8 caissons d'infanterie. Il faut supposer que chaque bataillon a son caisson de cartouches compris dans l'organisation du bataillon. Ces 80 voitures exigent 400 chevaux de selle ou d'attelage, qui exigeront 267 hommes du train ou 17 hommes par pièce. Il faut 14 canonniers par pièce, compris les officiers, ouvriers, artificiers, et la différence de l'effectif aux présents sous les armes. Il faut 14 canonniers par pièce pour la réserve du parc, 7 pour les ouvriers du parc et pour les pontonniers, ce qui fait 21 canonniers et 17 charretiers par pièce : compte rond, 40 hommes par pièce; dans ce nombre est compris depuis le général d'artillerie jusqu'au moindre ouvrier. Ainsi une armée qui aura cinq cents pièces de canon aurait besoin de 20,000 soldats d'artillerie, 2,500 voitures et 10,000 chevaux.

On peut calculer le besoin du génie à un huitième de l'artillerie. Ce serait donc 2,500 hommes pour un parc de cinq cents bouches à feu. 2,500 hommes forment trois bataillons de sapeurs-mineurs et

une compagnie d'ouvriers, et un matériel de 30 voitures. On comprend bien d'ailleurs que le rapport ne peut pas être exact entre ces deux chiffres, puisque les soldats du génie ont plus de rapport avec le nombre de l'infanterie qu'avec celui de l'artillerie. En supposant que l'armée soit composée de divisions de 8,000 hommes, l'artillerie et le génie pourront être calculés comme un dixième de l'infanterie.

V. — COMPOSITION D'UNE ARMÉE EFFECTIVE DE 80,000 HOMMES.

Une armée de 50,000 hommes d'infanterie, si elle est destinée à faire la guerre en Italie, aura 10,400 hommes de cavalerie, 6,000 hommes d'artillerie, 1,600 hommes d'équipages militaires. La cavalerie sera donc les cinq vingt-quatrièmes de l'infanterie, l'artillerie un huitième, les équipages militaires un trentième; elle formera une force de 67 à 70,000 hommes présents sous les armes au jour de l'entrée en campagne, ce qui suppose un effectif de 80,000 hommes. L'infanterie sera composée de soixante bataillons de six compagnies : deux divisions composées de quatre brigades chacune et d'un bataillon pour le service du quartier général, total vingt-six bataillons; trois divisions composées de trois brigades chacune et d'un bataillon pour le service du quartier général, total trente bataillons ; enfin une réserve de quatre bataillons.

La cavalerie sera composée de soixante turmes d'éclaireurs, 2,100 hommes; de douze escadrons de chevau-légers, 4,200 hommes; de neuf escadrons de dragons, 3,050 hommes, et de trois escadrons de cuirassiers, 1,050 hommes; total, 10,400 hommes, soit un vingt-quatrième de l'infanterie en éclaireurs, deux vingt-quatrièmes en chevau-légers, deux vingt-quatrièmes en grosse cavalerie, total cinq vingt-quatrièmes.

Les turmes d'éclaireurs suivront leurs bataillons. Les chevau-légers, dragons et cuirassiers seront formés en quatre divisions, les trois premières d'une brigade de chevau-légers de 1,050 hommes et d'une brigade de dragons de 1,050 hommes, 2,100 chevaux par division. La 4e division aura une brigade de cuirassiers; elle sera attachée de préférence à la réserve; les trois autres divisions seront réunies en réserve ou détachées aux divisions d'infanterie, selon les circonstances. Chaque division d'infanterie composée de quatre brigades aura trois batteries d'artillerie; chaque division d'infanterie composée de trois brigades en aura deux; chaque division de cavalerie en aura une. Cinq batteries de 12 marcheront avec la réserve,

douze pièces au parc général, ce qui formera l'équipage de cent quatre-vingts bouches à feu, trois pièces par 1,000 hommes présents sous les armes d'infanterie et de cavalerie, et deux et demie pour l'effectif de ces deux armes. L'équipage se composera de cent quatre bouches à feu de 6, quarante-cinq obusiers et trente et une pièces de 12. Une compagnie de140 hommes présents de gardes du génie sera placée à la suite de cette armée.

L'équipage militaire attaché à cette armée consiste en quatre bataillons, une compagnie de 40 voitures à chaque division d'infanterie, six compagnies attachées au parc général. Les quatre compagnies d'élite (bêtes de somme) seront détachées, savoir : deux au grand quartier général et les deux autres par tiers à chaque division d'infanterie; deux bataillons de quatre compagnies, avec des voitures de réquisition, sous le commandement des cadres réguliers, formant 320 voitures, seront, pour le service des magasins et d'évacuation des hôpitaux, sur les derrières de l'armée.

Chaque division d'infanterie et de cavalerie sera commandée par un maréchal de camp ayant un chef d'état-major colonel; l'artillerie et la cavalerie seront chacune commandées par un lieutenant général, le corps du génie par un maréchal de camp. Un maréchal de camp d'artillerie sera directeur du parc, trois lieutenants généraux ayant leur état-major seront sous les ordres du général en chef pour commander l'arrière-garde ou les ailes selon sa volonté. Il les chargera spécialement du commandement des divisions d'infanterie lorsqu'il en réunira plusieurs ou qu'il y réunira une division de cavalerie. Le chef d'état-major sera maréchal de camp; il aura par sa position le commandement sur tous les maréchaux de camp. Il ne pourra être lieutenant général, et, aussitôt qu'il serait promu à ce grade, il quitterait l'état-major.

Le général en chef sera maréchal ou lieutenant général; le major en chef de l'armée sera maréchal de camp.

L'armée sera donc composée de six divisions d'infanterie et d'une réserve de quatre divisions de cavalerie; elle aura neuf parcs de gros bagages, savoir : six à la suite des six divisions d'infanterie, un pour la réserve, un pour la cavalerie, et le neuvième de gros bagages pour le parc général.

VI. — COMPOSITION D'UNE ARMÉE EFFECTIVE DE 200,000 HOMMES.

Une armée de 120,000 hommes d'infanterie, si elle est destinée pour le Rhin, aura 30,000 hommes de cavalerie, 15,000 hommes

d'artillerie, 4,800 hommes d'équipages militaires, qui, étant présents sous les armes le jour de l'entrée en campagne, supposent un effectif de 195 à 200,000 hommes.

L'infanterie sera composée de cent quarante-trois bataillons formés en quinze divisions, chaque division de trois brigades, et partagée en six corps d'armée et une réserve. Deux corps d'armée de trois divisions chacun et d'un bataillon pour l'état-major du corps donnent cinquante-six bataillons; quatre corps d'armée de deux divisions et d'un bataillon pour l'état-major, soixante et seize bataillons. Une réserve d'une division de onze bataillons.

La cavalerie sera composée de cent quarante-trois turmes d'éclaireurs, 5,005 hommes; de trente-six escadrons de chevau-légers, 12,600 hommes; de dix-huit escadrons de dragons, 6,300 hommes; de dix-huit escadrons de cuirassiers, 6,300 hommes; total, 30,205 hommes, savoir : un vingt-quatrième l'infanterie pour les éclaireurs, deux dix-neuvièmes pour les chevau-légers, un dix-neuvième pour les dragons, un dix-neuvième pour les cuirassiers. Une brigade de trois escadrons de chevau-légers (1,050 hommes) sera attachée à chacun des six corps d'armée. Les six brigades restantes de chevau-légers, les six de dragons et les six de cuirassiers seront formées en trois divisions de chevau-légers, trois divisions de dragons, trois divisions de cuirassiers, qui formeront trois ailes chacune, composées d'une division de chevau-légers, d'une division de dragons et d'une division de cuirassiers.

Chaque division d'infanterie aura deux batteries d'artillerie; les deux corps d'armée formés de trois divisions auront une réserve de deux batteries de 12; chaque division de cavalerie aura une batterie à cheval; il y aura de plus une réserve de quatre batteries de 12; ce qui composera un équipage de deux cent soixante-quatre pièces de 6, cent douze obusiers, soixante et quatorze pièces de 12, total quatre cent cinquante bouches à feu, dont dix pièces avec le parc, ce qui fait trois pièces par 1,000 hommes présents sous les armes, mais seulement deux pièces et demie par 1,000 hommes effectifs. Le corps du génie aura trois compagnies de gardes à sa suite, fortes de 460 hommes.

Dix bataillons d'équipages militaires formant 900 voitures régulières et 300 voitures de réquisition, cinq bataillons de réquisition formant 800 voitures, total 2,000 voitures, composeront le train d'équipages de cette armée. Une compagnie d'équipages militaires sera attachée à chaque division d'infanterie et une à chaque corps d'armée; trois bataillons marcheront avec le parc général; cinq ba-

taillons de voitures de réquisition pour l'évacuation des hôpitaux et les besoins extraordinaires des magasins seront sur les derrières de l'armée. Les compagnies d'élite des bataillons (composées des bêtes de somme) seront attachées une à chaque corps d'armée, une à la réserve, trois au grand quartier général.

Chaque division d'infanterie et de cavalerie sera commandée par un maréchal de camp, chaque corps d'armée par un lieutenant général ayant un colonel pour chef d'état-major; la cavalerie, l'artillerie, le génie ayant un colonel pour chef d'état-major. Il y aura quatre maréchaux de camp pour le service de l'artillerie et celui du génie. Le major en chef sera lieutenant général, le général en chef sera maréchal ou lieutenant général. L'armée sera composée, savoir : de six corps d'armée, une réserve, trois ailes de cavalerie; onze parcs, six pour le service des corps d'armée, le septième pour le service de la réserve, les huitième, neuvième, dixième pour les trois ailes de cavalerie, et le onzième au parc général.

ESSAI

SUR

LA FORTIFICATION DE CAMPAGNE[1].

CHAPITRE PREMIER.

I. Usage que les Romains faisaient des ouvrages de campagne. — II. Changements produits chez les modernes par les armes à feu. — III. Utilité des ouvrages de campagne.

I. Les ouvrages de campagne que les Romains et les Grecs élevaient autour de leurs camps et sur leurs champs de bataille faisaient partie de leur tactique et étaient des pièces essentielles aux manœuvres de leurs armées. Les officiers et soldats étaient exercés en temps de paix à ces travaux; ils portaient sur eux en campagne les outils, les pieux et tout ce qui était nécessaire. Aussitôt que le camp était tracé, les légions se divisaient le travail; on savait l'heure précise où il serait achevé.

Une armée consulaire de 24 à 30,000 hommes, ayant un cinquième en cavalerie, se renfermait tous les soirs dans un carré de 300 à 360 toises de côté, 100 ou 125,000 toises de surface, 12 à 1500 toises de périmètre; ce qui donnait 3 ou 4 toises carrées par homme, 20 hommes et 80 pieux par toise courante du périmètre à fortifier. En quelques heures de travail les ouvrages étaient achevés, et en quelques jours ce camp était une forteresse où leur armée était à l'abri de toute insulte, même de la part d'une armée supérieure.

Les Romains asseyaient leur camp sans faire attention aux accidents du terrain; il leur suffisait qu'il fût près du bois et de l'eau. Leurs camps étaient toujours tracés de même; c'était une simple opération géométrique qui n'exigeait de la part des maréchaux des logis aucun génie ni aucune expérience militaire.

Les armes de jet étaient des armes secondaires, les armes de main

[1] Cet *Essai* est reproduit d'après une copie communiquée par M. le général Henry Bertrand.

étaient les principales; l'épée et la pique décidèrent toujours de la victoire. Les légionnaires combattaient corps à corps; ils étaient couverts d'armures défensives qui les mettaient à l'abri des petites armes de jet. Un légionnaire de César compta à la fin d'une bataille deux cents flèches encore clouées à son bouclier. Les soldats qui attaquaient un camp romain trouvaient sur tous les points du retranchement où ils se présentaient un nombre égal de défenseurs, puisque de part et d'autre on ne se battait qu'à l'épée et à la pique. L'avantage était tout entier pour celui qui était placé sur un terre-plein couvert par un fossé, derrière un parapet ou dans une tour en bois.

C'était une loi qui ne fut jamais transgressée par les généraux romains, de ne jamais courir les risques d'une bataille sans avoir au préalable un camp fortifié pour servir de ralliement à l'armée et pouvoir enfermer leurs bagages et leurs vivres. Le consul Paul-Émile, dans sa campagne de Macédoine, refusa de profiter d'une occasion favorable d'attaquer avec avantage l'armée macédonienne, parce que son camp n'était pas fortifié. Cette règle, jamais violée, fut une des causes des succès constants qu'obtinrent les armées romaines. Marius, environné d'une nuée de Cimbres, commandant à des soldats qui avaient été plusieurs fois vaincus et qui étaient effrayés de la taille gigantesque de ces peuples, se tint renfermé dans son camp. Insensible à leurs provocations et à leurs insultes, il attendit le moment favorable pour sortir, leur livrer bataille et les détruire. César fit plusieurs fois la même manœuvre avec le même succès dans sa guerre des Gaules.

La protection que les armées romaines trouvaient dans leurs camps mettait les généraux à même de ne combattre que lorsqu'ils le voulaient. Attendaient-ils l'arrivée de quelques secours, leur armée avait-elle besoin de repos, le moral de leurs soldats était-il ébranlé, les circonstances étaient-elles favorables à leurs ennemis, ils attendaient dans leurs retranchements que ceux-ci fissent un faux mouvement pour les combattre avec avantage.

Pendant dix ou douze siècles de l'histoire romaine, on ne voit point d'exemple qu'un de leurs camps ait été forcé. Cicéron, lieutenant de César, surpris dans ses quartiers d'hiver sur la Sambre, soutint pendant un mois, avec 6 ou 7,000 hommes, les attaques réitérées d'une armée de 60,000 Gaulois, et donna le temps à César d'arriver à son secours.

Les armées romaines élevaient des fortifications sur le champ de bataille devant l'ennemi, souvent pendant le combat. Au pont de l'Aisne, César flanqua ses ailes de deux grands retranchements per-

pendiculairement à sa ligne de bataille, pour protéger sa communication. Devant Afranius en Catalogne, il construisit pendant la bataille de larges fossés, derrière lesquels il retira son armée au milieu du jour. En Thessalie, il cerna l'armée de Pompée par une circonvallation de six lieues qu'il appuya de vingt-quatre grosses tours. Dans sa campagne d'Afrique, il tint pendant six mois la campagne contre Metellus Scipion, Labienus et Juba, ayant tous les jours la pioche à la main, cheminant par des retranchements de position en position, jusqu'à ce que son bon génie le conduisît sur le champ de Thapsus.

Les armées romaines étaient organisées pour toute espèce de travaux. Fallait-il détourner une rivière, jeter un pont à pilotis sur un grand fleuve, construire une flottille pour traverser le Morbihan ou le Pas-de-Calais : elles étaient prêtes et munies de tout ce qui était nécessaire.

II. La découverte de la poudre a changé la nature de la guerre; les armes de jet sont devenues les armes principales; c'est par le feu et non par le choc que se décident aujourd'hui les batailles. Le mousquet porte la mort à 50, 100, 200 toises; des batteries placées à 200, 400 et même 800 toises ont une influence directe et puissante sur le succès des combats. Il a donc fallu considérer comme faisant partie du camp ou du champ de bataille toutes les éminences et positions qui se trouvent à cette distance. Pour asseoir leur camp ou pour établir leur ligne de bataille, les généraux modernes ont dû choisir un terrain tel, qu'ils pussent, 1° y mettre en action la plus grande partie de leurs armes de jet; 2° déployer leurs lignes afin de ne pas être obligés de tenir des masses sous le feu de l'ennemi; 3° placer leur infanterie sur des coteaux, rideaux, éminences, ayant sur les lignes ennemies un commandement convenable; 4° établir leurs batteries sur des positions qui dominassent, débordassent, prolongeassent, prissent en flanc ou en écharpe les lignes ennemies, en même temps se placer de manière à n'être ni débordés ni pris en flanc ou en écharpe par les batteries ennemies.

Il suit de là, 1° que les modernes ont rangé leur infanterie sur trois rangs, parce qu'il est impossible de tirer aucun parti du feu du quatrième rang, et que plus la ligne est mince, moins elle offre de prise au feu ennemi; 2° qu'ils ont dû étendre la ligne de leur armée pour qu'elle ne fût ni débordée, ni prolongée, ni enfilée, et pouvoir, au contraire, déborder, prolonger, enfiler l'ennemi, pour occuper tous les accidents du terrain ayant influence sur la position, et enfin

pour exposer au feu de l'ennemi le moins de monde possible; 3° qu'ils ont renoncé et ont dû renoncer à l'usage de camper agglomérés, comme les Romains, sur une petite surface carrée, mais qu'ils campent, au contraire, sur deux lignes, chacune composée de trois rangs pour l'infanterie, de deux pour la cavalerie, ayant le champ de bataille sur le front de bandière. Ces maximes une fois adoptées, ils ont cru devoir renoncer aux ouvrages de campagne; au lieu de créer les fortifications de leurs camps, ils se sont bornés à les asseoir sur des positions naturelles et fortes, reconnues et choisies avec soin. Ils ont mis toute leur confiance dans celles qui ont les propriétés suivantes : 1° que l'emplacement soit proportionné à la force de l'armée, afin que toutes les armes, infanterie, cavalerie, artillerie, puissent y être placées et mises en action de la manière la plus favorable; 2° que les flancs soient appuyés; 3° que l'armée ne soit coupée par aucun obstacle, de sorte que le mouvement de la droite à la gauche, de la tête à la queue, soit libre; 4° qu'elle ne soit commandée par aucune des positions au pouvoir de l'ennemi; 5° qu'elle n'ait sur les derrières aucun défilé, afin que la retraite puisse être faite sur plusieurs colonnes et devienne facile et prompte.

Ces positions, que l'on obtient sans aucun travail, paraissent préférables à des ouvrages qui exigeraient aujourd'hui des travaux immenses. En effet, 1° le périmètre d'un camp moderne est quintuple de celui d'un camp romain; 2° la force des ouvrages qui doivent être à l'abri des armes offensives des modernes est quintuple de la force qu'exigeaient les armes romaines; 3° dans un camp retranché, l'armée perdrait son attitude offensive et ses qualités manœuvrières; le champ de bataille étant embarrassé rendrait les évolutions difficiles; 4° la force démontrée de quelque ouvrage de campagne que ce soit est insuffisante contre le feu d'un grand nombre de canons et d'obusiers réunis inopinément à cet effet et sur un point; 5° enfin, en renonçant à ces ouvrages-manœuvres, on se mettrait à même de supprimer les outils de pionniers, allégement important qui rendrait le soldat plus dispos, qualité plus importante encore pour l'infanterie moderne que pour les Romains, puisque ceux-ci avaient deux espèces d'infanterie. *Les pesamment armés* n'allaient jamais en tirailleurs et pouvaient être surchargés sans inconvénient. Toute l'infanterie moderne, étant armée de fusils, est obligée de faire le service de tirailleurs, et dès lors ne peut être surchargée.

Les ouvrages de campagne ne sont plus employés aujourd'hui que sur les derrières de l'armée, pour conserver le passage d'un pont, d'un défilé ou un dépôt; la régularité et la précision de leur construc-

tion n'est plus nécessaire; on se sert de paysans requis ou soldés, dirigés par un corps d'officiers et quelques compagnies de sapeurs. Cependant, souvent, les généraux ont désiré, soit pendant une bataille, soit la veille ou l'avant-veille, se couvrir par des ouvrages de campagne; mais les troupes n'y étaient point habituées, elles n'étaient pas munies d'outils nécessaires, il a fallu y renoncer.

III. Une armée moderne renfermée dans un camp romain y serait souvent attaquée et forcée par une armée inférieure, 1° parce que celle-ci, profitant de l'avantage de sa position, mettrait en action toutes ses armes à feu, tandis que l'armée enfermée dans le camp ne pourrait se servir que d'une partie; 2° parce que le feu du camp, étant dirigé contre une ligne mince et étendue, ne serait d'aucun effet, tandis que les feux de l'assaillant, convergeant sur le camp, auraient des effets terribles; aucun coup ne serait perdu; ses feux enfileraient, prolongeraient, porteraient le désordre, l'incendie et la mort sur tous les points du camp. Pour que ce parti eût des avantages, il faudrait, 1° que ces ouvrages protégeassent l'armée sans lui faire perdre son attitude offensive, sans embarrasser le terrain et gêner les évolutions; 2° qu'ils fussent élevés en peu de temps; 3° que, de quelque côté que le camp fût attaqué, les défenseurs pussent déployer tous leurs feux sur ce côté; 4° que les flancs fussent bien appuyés; 5° qu'un retranchement forcé ne mît point le désordre dans le camp; 6° qu'un dixième de l'armée fût suffisant pour le garder quand celle-ci serait en avant.

Les principes sur lesquels on construit les ouvrages de campagne n'ont point varié depuis les Romains. Ne sont-ils donc pas susceptibles d'amélioration? Ne pourrait-on donc pas parer aux inconvénients qui les ont fait abandonner et se remettre en possession des avantages qu'en ont retirés les armées romaines? Car, si ces avantages étaient appréciables pour des armées de 25 à 30,000 hommes, ils seraient bien plus considérables pour une armée de 100 à 200,000 hommes. Ces grandes armées sont obligées de se séparer en quatre, six, huit corps, et de marcher par autant de débouchés différents, séparés entre eux par des bois, des ravins et des montagnes, ce qui les expose à être attaqués isolément par des forces doubles et triples; ils ne peuvent se mettre à l'abri de ce péril sans le secours d'un camp fortifié et sans l'habitude de fortifier leurs camps tous les jours.

Cependant on trouve peu de positions naturelles sur lesquelles un corps de 25 à 30,000 hommes puisse être en sûreté et combattre

avec avantage contre une force double; l'art aidé de l'emploi des armes défensives le procurait aux Romains.

Les convois de 4 ou 500 voitures, escortés par des bataillons de marche formés d'hommes isolés, des hôpitaux, ou par des recrues et même par des bataillons organisés, sont exposés à être enlevés par des corps de cavalerie qui battent le pays et arrivent avec rapidité sur les points où ils ne sont pas attendus. En construisant tous les soirs des ouvrages autour de leur camp, ces convois seraient à l'abri de toutes les attaques des corps de cavalerie, tels nombreux qu'ils soient.

La force de l'infanterie consiste dans son feu, et son feu est d'autant plus redoutable qu'elle est rangée sur un plus grand nombre de rangs. L'infanterie se place en bataille sur trois rangs, parce qu'il est reconnu impossible que le quatrième rang puisse tirer; le feu du troisième rang est lui-même de peu d'effet, il est plus nuisible qu'utile. Cependant, avec un simple ouvrage d'un très-léger travail, on peut disposer le terrain de manière que les troisième, quatrième, cinquième et sixième rangs puissent tirer sans se nuire, ce qui double et triple la consistance et la force de l'infanterie.

L'ordre de bataille de l'infanterie est sur trois rangs; en colonne par bataillon, sur neuf; l'inconvénient de la colonne est que le feu y est nul, puisque, les deux premiers rangs pouvant seuls tirer, les sept neuvièmes des fusils ne peuvent faire usage de leur feu. Avec un travail de peu d'importance on peut obtenir que les neuf rangs tirent à la fois sans se déranger de leur ordre, et après une vive fusillade marcher en colonne, la baïonnette au bout du fusil, sur la ligne ennemie, ébranlée, éclaircie, affaiblie par ce feu si redoutable.

Le choc de l'infanterie et de la cavalerie a cela de particulier que, si l'infanterie est enfoncée, elle est perdue, tandis que, si la charge manque, il n'en résulte aucun inconvénient pour la cavalerie; de là la sollicitude de tous les militaires pour accroître la force de l'infanterie. On peut avec un léger travail la couvrir par un fossé et par un mur de sacs à terre. Notre ordonnance, qui prescrit que le bataillon carré contre la cavalerie soit formé sur six rangs, a plus d'inconvénients que d'avantages, parce qu'il diminue le feu des deux tiers; mais, en disposant le terrain comme il a été dit ci-dessus, les six rangs pourraient tirer à la fois. Quelle cavalerie pourrait avancer sous un si terrible feu! La réunion de ces trois moyens ou ouvrages-manœuvres assure une protection efficace à l'infanterie.

Nous distinguerons les ouvrages de campagne en *ouvrages tactiques ou manœuvres*, qui doivent être faits par les officiers et soldats de la ligne, et en *ouvrages construits sur les derrières de l'armée*. Les pre-

miers se divisent en deux : *ouvrages de bataille,* qui doivent être construits en cinq, quinze ou trente minutes, et *ouvrages de camp,* qui doivent offrir un premier degré de protection après une heure de travail, et dont la force doit augmenter progressivement toutes les heures jusqu'à la vingt et unième; les ouvrages alors doivent être tels que l'armée qui s'y enfermerait n'aurait rien à redouter pendant plusieurs jours d'une armée double en force.

Quant aux ouvrages qui s'élèvent sur les derrières de l'armée pour assurer les communications, tels que les têtes de pont, les défilés et les fortifications provisoires des magasins, ces ouvrages, qui sont loin de l'ennemi, sont élevés par des paysans soldés ou requis; ils n'exigent pas la même précision; ils peuvent sans inconvénient être achevés en deux ou trois jours, plus tôt ou plus tard; ils sont d'une espèce différente.

CHAPITRE II.

I. Ouvrages en terre. — II. Ouvrages en bois.

I. Les ouvrages de campagne se composent, 1° d'un coffre en terre qui couvre les hommes, les chevaux et les voitures; 2° d'un fossé, d'un avant-fossé, d'un fossé perdu et d'une zone de trous-de-loup qui retardent la marche de l'assaillant et le retiennent sous le feu meurtrier du retranchement; 3° de plusieurs espèces d'ouvrages en bois qui mettent le coffre à l'abri de l'escalade, d'un coup de main.

On distingue dans le coffre, qu'on appelle indifféremment *épaulement, parapet* ou *retranchement :* 1° le relief; 2° la banquette; 3° la barbette; 4° l'épaisseur; 5° la plongée; 6° les talus. Le relief doit être de 3 pieds pour couvrir le soldat assis, de 6 pieds pour le couvrir debout; de 7 pieds 6 pouces pour couvrir la cavalerie à cheval. Un fusilier à genoux peut tirer par-dessus un parapet de 2 pieds 8 pouces; debout il tire par-dessus un parapet de 4 pieds 6 pouces; donc la banquette doit être de 4 pieds 6 pouces au-dessous de la crête du parapet. Une pièce de campagne tire par-dessus un parapet de 2 pieds 9 pouces. Une balle de fusil pénètre de 1 pied à 18 pouces dans un coffre de terre; la balle du fusil de rempart y pénètre de 15 à 21 pouces; la mitraille, les éclats d'obus pénètrent à moins de 2 pieds; l'obus de 5 pouces 6 lignes pénètre à 3 pieds; le boulet de 3 pénètre à 3 pieds, celui de 6 à 5 pieds, celui de 12 à 7 pieds.

Ces pièces sont supposées tirer plus près que le but en blanc, car, lorsqu'elles en sont plus éloignées, les projectiles pénètrent bien moins : un boulet de 24 tiré à 600 toises ne s'enfonce que de 4 pieds. Le coffre qui a en haut 2 pieds d'épaisseur couvre des feux des petites armes tout ce qui est derrière lui; il faut qu'il ait au moins 6 pieds pour être à l'épreuve des pièces de campagne. Une pièce de canon ne peut pas, sans briser son affût, tirer sous un angle au-dessus de 9 degrés, c'est-à-dire sous la plongée de 1 pied par toise. Un fantassin placé sur un parapet ne tire pas au-dessus de l'angle de 15 degrés sous la plongée de 18 pouces par toise; c'est la plus grande plongée qu'on donne aux ouvrages, elle est du quart de la hauteur. La plongée de 1 pied par toise est du sixième de la hauteur, elle fait l'angle de 9° 31′; celle de 9 pouces par toise est du huitième, elle donne l'angle de 6° 50′; celle de 6 pouces par toise est du douzième, elle donne l'angle de 4° 14′; celle de 3 pouces par toise est du vingt-quatrième, elle donne l'angle de 2° 23′, etc.

Lorsque la plongée d'un parapet est de 18 pouces par toise, le projectile rencontre la terre à une distance de la ligne de feu quadruple du relief de l'ouvrage; lorsque la plongée est de 12 pouces, cette distance est de six fois le relief; lorsqu'elle est de 9 pouces, huit fois; lorsqu'elle est de 6 pouces, douze fois; de 3 pouces, vingt-quatre fois, etc.

Vauban calcule les talus extérieurs aux deux tiers de la hauteur, ceux intérieurs à un tiers; mais il soutient les terres de ceux-ci par des gazons, des pierres sèches, des gabions ou du clayonnage.

Les terres que l'on tire du fossé sont employées à élever le coffre; les talus des fossés dépendent de la nature des terres; il est des terres qui se tiennent presque verticalement; plus ordinairement elles exigent un talus du tiers de la profondeur. Les fossés sont un bon obstacle; mais, lorsque les terres sont sablonneuses, il faut leur donner un talus de 45 degrés au moins; ces fossés sont moins bons, ils sont plus faciles à franchir. Lorsque les fossés sont flanqués, il faut les tenir larges, même aux dépens de la profondeur; mais, lorsqu'ils ne le sont pas, il est préférable d'augmenter la profondeur aux dépens de la largeur. Le fossé en cul-de-lampe est celui qui a le plus de profondeur, toutes choses égales. Les plus petits fossés dont Vauban fasse usage dans ses profils ont 9 pieds de large en haut. Lorsque le relief du parapet a moins de 4 pieds 6 pouces, on creuse des tranchées dans l'intérieur, afin que le soldat puisse tirer debout à couvert. Ainsi, au pied du talus intérieur d'un relief de 3 pieds, on creuse une tranchée de 18 pouces de profondeur, etc. sur la droite et la

gauche des plates-formes et barbettes, on creuse des tranchées de 18 pouces de profondeur pour les canonniers.

Comme les fossés sont tracés au pied du talus extérieur des coffres, ils ne peuvent pas en être flanqués; on y supplée en creusant des fossés perdus qui sont flanqués par l'ouvrage même. Un fossé perdu en cul-de-lampe de 9 pieds de large en haut et de 4 de profondeur, cubant 108 pieds cubes (une demi-toise cube), est un obstacle important. L'avant-fossé couvre la zone des trous-de-loup; il est tracé en sifflet renversé, les terres sont jetées en avant en glacis du côté de l'ennemi; il suffit de lui donner 2 pieds de profondeur, 12 de largeur, ce qui fait un glacis de 4 pieds de hauteur qui cube 72 pieds cubes (un tiers de toise cube). Si l'avant-fossé doit couvrir un convoi de voitures, il lui faut donner au moins 3 pieds de profondeur, 18 pieds de largeur, ce qui fait 6 pieds de glacis, 144 pieds cubes (deux tiers de toise cube). Les trous-de-loup sont creusés dans une zone de 5 toises et sur trois rangs en quinconce; ces cônes tronqués ou pyramides renversées ont de 5 à 6 pieds carrés de base supérieure sur 3 à 5 pieds de profondeur; on en met deux pour 3 toises courantes.

Ainsi, sans employer d'autres matériaux que les terres qui se trouvent partout à pied d'œuvre, on construit sans difficulté des ouvrages de campagne respectables, et cela dans un temps plus ou moins long selon la nature des terres.

Les terres, lorsqu'elles peuvent être remuées et arrachées au louchet sans le secours de la pioche, sont de première espèce; elles sont de deuxième espèce lorsqu'il faut y employer autant de pioches que de pelles; de troisième espèce lorsqu'elles exigent deux pioches pour une pelle, etc. Dans les terres de première espèce, un homme arrache et place dans une brouette, sur une civière en fer, sur un tablier ou sur le terrain au plus à 5 pieds de distance, 43,2 pieds cubes par heure; dans les terres de deuxième, 21,6 pieds cubes; dans celles de troisième espèce, 14,4 pieds cubes. Les terres arrachées, il faut les jeter sur l'emplacement où doit être élevé le coffre; un homme jette à la pelle 43,2 pieds cubes à 15 pieds dans une heure. Les terres arrachées et placées, il faut les régaler, damer et façonner; un homme dans une heure dame et régale 28,8 pieds cubes, ou 43,2 pieds cubes dans une heure et demie.

. . . . . [1]

Si l'on voulait faire par heure 43,2 pieds cubes de ce profil, il

[1] La copie présente ici une lacune qui, sans nul doute, devait être remplie par la description du profil dont il est question dans l'alinéa suivant.

faudrait mettre par toise courante deux hommes dans le fossé, un armé d'une pioche et l'autre d'une pelle, un homme pour jeter les terres, un et demi sur le coffre pour les régaler et damer; ces quatre hommes et demi façonneraient la toise courante de profil en douze ou treize heures. Si l'on voulait faire ce profil dans le moins de temps possible, on placerait quatre hommes dans le fossé, deux pour jeter les terres, trois pour régaler, damer et façonner; ces neuf hommes feraient la toise courante du profil en six ou sept heures; mais comme, sur les dernières heures, on ne pourrait employer que six hommes, il faudrait huit heures pour faire ce profil. Si l'on prenait les terres dans deux fossés, l'un intérieur, l'autre extérieur, avec dix-huit hommes par toise courante, ce profil serait fait en trois heures, parce qu'alors, les deux fossés n'ayant que 3 pieds de profondeur, les dix-huit hommes pourraient travailler tout le temps.

Un homme avec deux brouettes transporte 43,2 pieds cubes par heure à 15 toises de distance sur un terrain horizontal, et à 10 toises s'il y a des rampes ; il fait cinquante-quatre voyages et met une minute six secondes à chacun. La brouette porte quatre cinquièmes de pied cube (80 livres de terre) ; elle contient quatorze pellées de terre, chaque pellée pesant près de 6 livres ; il faut de quarante-cinq à soixante secondes pour les charger. Deux hommes et deux civières portent 1 pied cube (100 livres), mais ils ne font que quarante-trois voyages, ils mettent de soixante et dix à quatre-vingt-dix secondes par voyage; ils portent à eux deux autant qu'un homme seul avec la brouette. Un homme avec deux paniers ou deux tabliers porte 40 livres ; il fait moins que 21,6 pieds cubes par heure.

Ainsi on a fait des ouvrages de campagne qui sont d'une bonne défense dans lesquels il n'entre que des terres ; ces ouvrages seront aussi forts que l'on peut le désirer, lorsqu'on pourrra remplir d'eau les fossés ou les couvrir par une inondation de 3 ou 4 pieds de hauteur; et, à défaut d'eau, on emploiera des bois pour leur donner le degré de force dont ils ont besoin.

II. On peut faire des ouvrages de campagne sans terre et où il n'entre que du bois. Une balle de fusil pénètre à 3 pouces dans un coffre de bois; les boulets du plus gros calibre pénètrent à moins de 4 pieds. Les coffres en bois doivent avoir 4 pieds d'épaisseur pour être à l'abri du canon; on leur donne peu ou point de talus, ni extérieur ni intérieur; ils occupent peu de place, sont difficiles à escalader; mais ils peuvent être incendiés, et les projectiles en s'y enfonçant font des éclats qui sont dangereux.

C'est parce que les terres n'ont aucun de ces inconvénients qu'on les préfère et que l'on n'emploie les bois que comme auxiliaires : 1° pour faire des fascines, des clayonnages, des gabions, pour revêtir les talus extérieurs lorsque l'on n'a pas de gazon à portée; 2° pour revêtir les escarpes, les contrescarpes, faire des palanques, des palissades, des fraises, des piquets, des abatis, ce qui met le coffre à l'abri de l'escalade, ou du moins la rend plus difficile et plus périlleuse; 3° pour faire des ponts, des portes, des barrières, des chevaux de frise; 4° enfin pour faire des blindes qui mettent les magasins à l'abri des feux courbes, et des blockhaus et caponnières blindées et crénelées pour flanquer les fossés, les chemins couverts, les glacis.

1° Un homme fait et met en place par jour une toise courante de revêtement intérieur de 4 pieds 6 pouces de haut en fascines; ces fascines ont 12 pieds de long sur 8 pouces de diamètre et pèsent 60 livres chacune. Deux hommes font et placent en un jour une toise courante de clayonnage pour revêtir un talus intérieur. Le clayonnage pèse 160 livres. Trois hommes font et placent les quatre gabions et les trois fascines nécessaires pour revêtir la toise courante du talus intérieur et qui pèsent 480 livres. Il faut un homme pendant trois heures pour couper et placer la toise courante de gazon des talus intérieurs, qui pèse 3,000 livres et se compose de 50 gazons en panneresse et de 25 gazons en boutisse; le transport des matériaux n'est pas compris dans ces évaluations de travail.

2° Les revêtements en bois ont été employés pendant la campagne de 1807 en Pologne, à Praga, à Modlin, et pendant celle de 1809 à Passau avec le plus grand succès. Les contrescarpes et les escarpes revêtues en bois ont mis ces ouvrages à l'abri d'un coup de main et leur ont donné presque la consistance de la fortification permanente. On a employé dans cette campagne et dans celle de 1813 des palanques formées par des chevrons jointifs de 4 à 6 pieds d'équarrissage, crénelées et placées au fond du fossé; une maison de village peut fournir les bois nécessaires pour deux toises courantes de palanques. Un homme place et crénèle dans un jour une toise courante. Les palissades placées dans les fossés sont d'un effet moindre que les revêtements et les palanques. Lorsqu'on est à portée des forêts de sapin, on palissade avec des corps d'arbres entiers. Vauban donne à ses palissades la figure d'un prisme triangulaire de 7 pouces de côté et en place dix par toise courante; chacune d'elles pèse 60 livres. Un homme en un jour coupe et place une toise courante de ces palissades; il faut un tiers moins de temps pour les fraises. Un arbre ordinaire placé en abatis garnit une toise courante; il faut à un

homme trois heures de travail pour placer et approprier une toise courante d'abatis. Les petits piquets se placent au fond des fossés, sur la contrescarpe ou sur les glacis; ils ont 2 ou 3 pieds de long, il en faut 300 par toise carrée; il faut à un homme trois heures pour enfoncer et appointer une toise courante de piquets. Vauban n'employait à ses profils d'autres ouvrages en bois que les palissades, quelques barrières, chevaux de frise et ponts. On peut calculer qu'une toise courante du profil de Vauban n° 1, qui exige soixante-neuf heures de travail, exigerait un sixième de plus pour les ouvrages en bois, ou quatre-vingts heures pour exécuter le profil entier.

3° Les ponts, les ponts-levis, les barrières, les chevaux de frise, sont plus ou moins nécessaires et plus ou moins employés, selon les circonstances.

4° Les blindes se font avec des bois de 12 pouces d'équarrissage; une toise courante de blindage exige le travail de huit hommes pendant un jour.

Le transport des matériaux n'est compté dans aucun de ces calculs.

Dans les ouvrages de campagne que l'on construit sur les derrières d'une armée, on peut employer avec succès des murailles sèches ou recouvertes d'une couche de chaux pour revêtir les contrescarpes pour les galeries à feu de revers, pour revêtir les talus intérieurs et même pour revêtir les escarpes à demi-revêtement.

Les ingénieurs emploient trop rarement la maçonnerie dans les ouvrages de campagne; les matériaux se trouvent ordinairement très à portée, et il serait bon qu'ils se familiarisassent et en adoptassent davantage l'usage; ils sont trop persuadés qu'ils ne doivent être employés qu'aux fortifications permanentes.

On fait usage avec succès de la guerre souterraine en construisant des fougasses.

CHAPITRE III.

I. Inconvénients des ouvrages de campagne. — II. Profils à fausse braie. — III. Profils pour les ouvrages de campagne, à placer aux saillants et aux rentrants.

I. L'infanterie chargée de la défense d'un retranchement se place sur deux rangs, chacun de deux hommes par toise. Pendant que le premier rang est sur la banquette pour tirer par-dessus le parapet, et découvert de toute la tête, le second rang est au pied de la banquette

chargeant ses armes à couvert. Lorsque le second rang se porte sur la banquette pour exécuter son feu, le premier descend au pied de la banquette pour charger son fusil et se mettre à couvert.

Cette manière d'exécuter les feux derrière un retranchement, qui est la meilleure et la plus efficace, a cependant bien des inconvénients : 1° une ligne d'infanterie en pleine campagne est forte de trois rangs, chaque rang de 4 hommes par toise courante, ce qui fait 12 fusiliers et donne un feu triple de celui du parapet ; 2° le fusilier placé sur une banquette, ayant le haut du corps découvert, tire en l'air afin de se découvrir le moins possible ; 3° ce mouvement des rangs pendant les feux devient funeste au moment où les colonnes ennemies arrivent au fossé et montent à l'assaut ; 4° une redoute de 20 toises de côté, par exemple, ne peut mettre que 80 fusiliers en action sur un côté ; si l'ennemi ne se présente que d'un côté, les trois quarts de la garnison ne peuvent pas tirer ; 5° cependant l'assaillant occupe la garnison par des tirailleurs, fait déboucher, en suivant une des capitales, une colonne d'attaque précédée d'hommes portant des haches et des fascines qui comblent le fossé, se jette dedans, rompt les palissades et escalade le parapet ; alors elle domine tout ce qui est sur la banquette, qu'il faut évacuer. La garnison aurait dû, aussitôt que la colonne d'attaque approchait du fossé, monter elle-même sur le parapet pour la recevoir à coups de baïonnette lorsqu'elle était encore au pied de l'escarpe ; mais elle se fût découverte des pieds à la tête, exposée à tout le feu de la campagne, qui est très-supérieur. D'ailleurs, les ingénieurs n'ont rien fait dans leur construction pour faciliter cette manœuvre, puisque de la banquette à la crête du parapet il y a 4 pieds 6 pouces. Toutes ces considérations portent les militaires expérimentés à préférer recevoir l'ennemi en front de bandière que de l'attendre derrière un retranchement.

Il faudrait donc, 1° que le soldat placé sur une banquette fût couvert de la tête aux pieds, qu'il tirât de pied ferme et par créneaux, en ajustant son coup à son aise, afin que son feu fût efficace ; 2° qu'on pût mettre en action sur un parapet autant de fusiliers qu'en pleine campagne, c'est-à-dire 8 hommes par toise courante, car le feu du troisième rang est nul ; 3° qu'on mît en action sur le côté de la redoute qui serait attaqué tout ou la plus grande partie des fusiliers de la garnison, afin d'opposer un feu égal à celui de l'assaillant ; 4° qu'on disposât les ouvrages de manière que, lorsque les colonnes d'attaque ont brisé les palissades et ont sauté sur le parapet, elles soient accueillies à brûle-pourpoint par un feu qui les domine, de sorte que les défenseurs ne soient jamais obligés de sortir de derrière

leurs créneaux et cependant conservent toujours l'avantage du commandement. Ces buts ne peuvent être atteints que par un système d'ouvrages à plusieurs étages; c'est celui des fausses braies.

II. On construit aux saillants des ouvrages trois étages de fausses braies donnant trois rangs de feux. La troisième braie a pour parapet la contrescarpe du fossé et la palissade; sa banquette, qui est au pied de la palissade, est à 4 pieds 6 pouces au-dessous du niveau des terres. La deuxième braie a un relief de 2 pieds 6 pouces; sa ligne de feu est éloignée de 12 pieds de celle de la troisième braie; la crête de son parapet a un commandement de 7 pieds sur la banquette de la troisième braie; son parapet n'a pas de plongée. En supposant que le soldat placé à la troisième braie ait 6 pieds de haut, la balle du fusil de l'homme de la deuxième braie passerait à un pied au-dessus de la tête du soldat de la troisième braie; et, si l'on a soin de placer à la troisième braie des voltigeurs ou des hommes de moins de 5 pieds 3 pouces, la balle passera à 2 pieds ou à 1 pied 9 pouces au-dessus de leur tête. Cette deuxième braie cube 126 pieds.

La première braie a 7 pieds 6 pouces de relief, sa plongée est de 3 pouces par toise, sa ligne de feu est éloignée de 5 toises de celle de la deuxième braie, la crête de son parapet a un commandement de 9 pieds 6 pouces sur la banquette de la deuxième braie; la balle du fusil passera donc à 2 pieds 3 pouces au-dessus de la tête de l'homme de la deuxième braie, l'homme étant supposé de 6 pieds. Ainsi, quand même le fusilier de la première braie ferait, en tirant, une plongée artificielle de 6 pouces par toise au lieu de 3 pouces, la balle passerait encore à plus d'un pied au-dessus de la tête de l'homme de la deuxième braie.

Le commandement que les braies doivent avoir entre elles est de 1 pied par toise de la distance qui existe entre les lignes de feux. Si la première braie, au lieu d'être éloignée de 5 toises de la deuxième braie, l'était de 10 toises, il faudrait un commandement de 10 pieds, c'est-à-dire de 12 pieds 6 pouces de relief au lieu de 7 pieds 6 pouces. Le cube de la première braie est de 534 pieds (2 toises 17/36); ainsi tout le profil a par toise courante 660 pieds cubes (3 toises 1/18). Mais, comme les terres sont prises dans trois fossés différents, on n'a besoin que de les déplacer de 15 pieds. Il faut à un homme soixante minutes pour arracher 21,6 pieds cubes de terre et les jeter à 5 ou 6 pieds, trente minutes pour les jeter à 15 pieds, quarante-cinq minutes pour les damer et façonner; un homme fera donc

9,6 pieds cubes par heure, 1 toise cube en vingt-deux heures et demie, les 3 toises 1/18 en soixante-huit heures trois quarts, savoir : trente heures trente-cinq minutes pour arracher ces terres, quinze heures seize minutes pour les transporter, vingt-deux heures cinquante-quatre minutes pour la dernière façon. 4 1/2 hommes feront 43,2 pieds cubes par heure, les 3 toises cubes 1/18 du profil en quinze heures seize minutes. Sur ces 4 1/2 hommes, 2 seront employés à arracher les terres, 1 à les jeter, 1 1/2 à les damer, accommoder, façonner. 18 hommes pourront être employés à la fois et faire ce profil en trois heures quarante-neuf minutes. On les placera, 3 hommes dans le fossé, 3 dans la première tranchée et 2 dans la deuxième, total 8, qui seront employés à arracher les terres; 4 le seront aux mouvements, 6 pour damer, accommoder, façonner. D'où l'on voit qu'un homme, qui ne fait par heure que 7,8 pieds cubes du profil de Vauban et 1 toise cube en vingt-sept heures quarante minutes, fait 9,6 pieds cubes du profil à fausses braies par heure, ou 1 toise cube en vingt-deux heures trente minutes; ainsi donc, quoique le profil à fausses braies ait 128 pieds cubes de plus que celui de Vauban, un homme l'exécute en cinq heures de moins de temps.

Trois fusiliers sont placés par toise courante sur la banquette de la troisième braie pour défendre l'ouvrage; ils ne sont couverts qu'à 4 pieds 6 pouces; ils sont découverts de toute la tête. Trois fusiliers sont placés derrière la deuxième braie; ils forment avec trois sacs à terre trois créneaux par toise qui leur couvrent la tête. Trois hommes sont placés derrière la première braie; ils sont également couverts par leurs sacs à terre et tirent par les créneaux. Par chaque toise courante il y a donc neuf fusils en action; il n'y en a que huit dans l'ordre de bataille naturel en rase campagne, car le feu du troisième rang est nul.

On construit également trois rangs de fausses braies pour les courtines et les rentrants.

La troisième braie de ce profil a 18 pouces de relief, sa banquette est à 3 pieds au-dessous du niveau des terres; cette troisième braie cube 72 pieds cubes ou 1/3 de toise cube. La deuxième braie est éloignée de la troisième de 4 pieds; elle est sur une banquette de 9 pouces plus haut. La ligne de feu de la première braie est à 4 toises 2 pieds de la ligne de feu de la troisième; elle a un relief de 6 pieds; la crête de son parapet domine la banquette de la troisième braie de 9 pieds; dans la tranchée qui est entre la troisième et la première braie, il y a trois banquettes en escalier, élevées l'une sur l'autre de 9 pouces et de 15 pouces de large; dans la longueur du talus exté-

rieur, on pratique trois banquettes en escalier de 18 pouces l'une sur l'autre, ce qui donne 9 rangs de feux, ou 36 hommes par toise courante. La première braie a 450 pieds cubes, et tout le profil 522 pieds cubes ou 2 toises 5 1/2; mais les déblais sont tellement rapprochés des remblais, que les terres n'ont besoin que d'un demi-mouvement. Un homme mettra donc soixante minutes pour arracher 21,6 pieds cubes : quinze minutes pour le mouvement, quarante-cinq minutes pour damer, accommoder, façonner; total, cent vingt minutes, ou 10,8 pieds cubes par heure, ou vingt heures pour une toise cube, et quarante-huit heures vingt minutes pour tout le profil. 4 hommes feront 43,2 pieds cubes en une heure, une toise cube en cinq heures, tout le profil en douze heures. Sur ces 4 hommes, 2 seront employés à arracher les terres, 1 1/2 à les jeter, 1 1/2 à les damer, accommoder, façonner. 14 hommes feront ce profil en moins de quatre heures : 1 homme sera placé dans le fossé, 2 dans la première tranchée, 4 dans la deuxième tranchée, 1 3/4 sera employé aux mouvements, 5 1/4 pour damer, accommoder, façonner.

Ce profil ne comporte ni la défense des eaux, ni celle des bois, ni les obstacles des fossés, des avant-fossés, des fossés perdus, des trous-de-loup, etc.; car ses avantages et ses propriétés sont, 1° de laisser le camp libre, l'infanterie peut manœuvrer soit en avant, soit en arrière, comme s'il n'y avait rien; 2° que trois rangs de feu tirent ensemble et à couvert, c'est-à-dire 9 hommes par toise; 3° qu'une colonne serrée de neuf rangs puisse faire feu à la fois, c'est-à-dire 35 fusils par toise courante ou 1,850 fusils par 50 toises. Cette colonne, après avoir déployé son feu extrêmement redoutable, continue sa charge à la baïonnette, en rompant l'ennemi déjà ébranlé par son feu.

III. En arrière des fausses braies placées aux saillants on construit un cavalier; ce cavalier a un relief de 12 pieds 6 pouces; sa ligne de feu est éloignée de 10 toises de la ligne de feu de la première braie; sa plongée est de 3 pouces par toise; la moitié du terre-plein est en banquette et l'autre moitié en barbette. Il est précédé d'un fossé de 27 pieds de large en haut, 23 en bas et 6 pieds de profondeur. A 4 toises de la ligne de feu du cavalier, on a creusé dans l'intérieur un trou-tranchée pour en tirer des terres. La toise courante du cavalier, qui est une banquette, a 5 1/2 toises cubes; la toise courante, qui est à barbette, a 7 1/2 toises cubes; ce qui donne pour la toise courante moyenne, la moitié étant à banquette et moitié à barbette (1,404 pieds cubes), 6 1/2 toises cubes.

Les déblais pour former le cavalier font deux mouvements et demi; ainsi un homme sera soixante minutes à arracher 21,6 pieds cubes, soixante et quinze minutes à les placer, quarante-cinq minutes à les damer et façonner : il fera donc par heure 7,2 pieds cubes, 1 toise en trente heures, 6 1/2 toises cubes en cent quatre-vingt-quinze heures. Un atelier composé de 6 hommes, savoir : 2 hommes pour arracher, 2 1/2 pour jeter les terres, 1 1/2 pour damer et façonner, feront 43,2 pieds cubes par heure; 1 toise cube en cinq heures, 6 1/2 toises cubes en trente-deux heures et demie. Quatre ateliers de 6 hommes, faisant 24 hommes, feront 172,8 pieds cubes par heure, 1 toise cube en une heure un quart, le profil en huit heures.

Le minimum des cavaliers qu'on peut construire dans ce système doit avoir 20 toises de côté, ce qui donne 40 pour la première braie, 50 pour la seconde, 54 pour la troisième braie, 56 de contrescarpe, 80 toises diagonales.

L'intérieur du cavalier a 400 toises carrées de surface; la surface entre le cavalier et la première braie est de 1,200 toises carrées; celle entre les deux braies est de 600 toises carrées; total, 2,200 toises carrées.

Ce cavalier ne peut tirer par-dessus les braies qu'avec l'artillerie, puisqu'il n'a que 5 pieds de commandement sur la première braie; il lui faudrait 10 pieds, c'est-à-dire 17 pieds 6 pouces de relief, pour que la mousqueterie pût tirer par-dessus les braies; mais cette mousqueterie sera mise en action pour défendre la première braie.

Le commandement nécessaire pour qu'une pièce de canon puisse tirer par-dessus un retranchement est égal à la plongée de 3 pouces par toise multipliée par la distance qu'il y a entre les lignes de feu, plus 2 pieds 6 pouces. La distance de la ligne de feu du cavalier étant à 10 toises de la ligne de feu de la première braie, cela donne 2 pieds 6 pouces pour la plongée, plus 2 pieds 6 pouces; total, 5 pieds : c'est le commandement qu'a ce cavalier. On place à 3 pieds du pied de la contrescarpe une palanque crénelée; le créneau découvre la crête du parapet de la première braie. Cette palanque, étant couverte par le fossé du cavalier et par le relief de la première braie, est d'un excellent effet pour couvrir tout ce qui se trouverait dans le fossé du cavalier, ce qui donne à celui-ci tous les avantages d'un réduit de 80 toises de pourtour et que peuvent défendre 2 à 300 hommes contre un coup de main.

CHAPITRE IV.

DES OUVRAGES DE BATAILLE.

I. Des tertres. — II. Des murailles de sacs à terre. — III. De la construction des tertres.

I. Les ouvrages de bataille doivent être construits en cinq, quinze, trente minutes; on doit pouvoir y travailler devant l'ennemi, pendant le feu, au milieu des boulets. Chaque soldat portera sur lui un outil de pionnier, pelle, pioche, bêche ou hache emmanchée et un sac à terre de 2 pieds 6 pouces de long sur 1 pied de diamètre, et ayant deux anneaux, deux esses en corde et une courroie qui permette de le remplir plus ou moins à volonté. Rempli à 2 pieds, le sac à terre cube un pied cube et demi et pèse 150 livres; rempli à 18 pouces, il cube neuf huitièmes de pied cube et pèse 112 livres et demie; rempli à 1 pied, il cube trois quarts de pied cube et pèse 75 livres. Les officiers, sous-officiers et soldats sont exercés à tracer, diriger, exécuter les ouvrages en terre et en bois avec promptitude, ordre et précision; l'exercice s'en commandera comme celui du maniement des armes.

Les ouvrages de bataille sont de quatre espèces : 1° les tranchées et les tertres; 2° les murailles et parapets de sacs à terre; 3° les fossés; 4° les étoiles, fraises.

Pour trois rangs de feux, on creuse une tranchée de 6 pouces de profondeur sur une largeur moyenne de 15 pouces, cubant 3 pieds cubes 3/4 par toise courante; le premier rang d'infanterie descend dans la tranchée; le second reste sur le terrain naturel, le troisième monte sur le tertre formé des terres de la tranchée, ce qui établit une différence de commandement de 1 pied entre le troisième et le premier rang, et qui permet au troisième rang de tirer en même temps et sans inconvénient pour les hommes des deux autres rangs. Un homme arrachera en dix minutes les 3 pieds cubes 3/4; deux hommes les arracheront en moins de cinq minutes, dans le temps que deux autres hommes dament, accommodent, façonnent le tertre.

Pour quatre rangs de feux, deux rangs descendent dans la tranchée, à laquelle on donne 6 pouces de profondeur et 32 pouces de largeur moyenne; les deux autres rangs montent sur le tertre. Ce profil cube 8 pieds cubes; deux hommes le font en vingt-deux

minutes; dans le même temps deux hommes dament, accommodent, façonnent le tertre.

Autre disposition pour quatre rangs de feux : on donne à la tranchée un pied de profondeur et un pied et demi de largeur moyenne; le premier rang descend dans la tranchée, le second et le troisième restent sur le terrain naturel; le quatrième monte sur le tertre; deux hommes exécuteront la tranchée en douze minutes, pendant ce temps deux autres hommes dameront, façonneront le tertre. Ce profil cube 9 pieds cubes.

Pour cinq rangs de feux, le premier rang descend dans le fond de la tranchée, le deuxième rang sur un escalier pratiqué dans le talus de la tranchée, le troisième sur la terre naturelle, le quatrième sur le premier degré du tertre, le cinquième sur le deuxième degré du tertre. A la surface du terrain, la largeur de la tranchée est de 32 pouces, sa plus grande profondeur de 12 pouces; l'escalier a 6 pouces de hauteur sur 12 de largeur. Ce profil cube 11 pieds cubes; deux hommes le feront en quinze minutes, dans le même temps que deux autres hommes dameront, accommoderont, façonneront le tertre.

Pour six rangs de feux, deux hommes descendent dans la tranchée, qui a 12 pouces de profondeur et 29 pouces de largeur moyenne, deux restent sur le terrain naturel, deux montent sur le tertre; deux hommes feront cette tranchée, qui cube 14 1/2 pieds, en vingt minutes; deux autres hommes dans le même temps dameront, accommoderont, façonneront le tertre.

Dans la plupart des terres, comme ce travail a lieu à la surface du terrain, la toise courante des profils sera exécutée en moins de temps que celui prescrit ci-dessus; il sera même possible à des troupes bien exercées d'employer 3 hommes par toise courante au lieu de 2 pour arracher les terres. Ainsi, avec le travail le plus léger qu'on puisse imaginer, on peut donner à l'infanterie le plus haut degré de consistance possible, puisque l'on double et triple son feu; c'est un avantage important donné à l'infanterie sur la défensive. Un bataillon qui charge ne peut mettre en jeu que huit fusils par toise courante, tandis que le bataillon sur la défensive, placé sur un des profils ci-dessus, en mettra en jeu douze, seize, vingt ou vingt-quatre.

Cela met aussi l'infanterie à même de résister avec plus de succès à la cavalerie. La cavalerie fait 150 toises au galop dans une minute; chaque fusilier ne peut tirer que sept ou huit coups, ce qui fait quarante-deux à quarante-huit coups de fusil par toise courante, tandis

que, moyennant ces ouvrages, l'infanterie pourra tirer quatre-vingt-quatre à quatre-vingt-seize ou cent vingt-six à cent quarante-quatre coups de fusil par toise courante pendant cette minute, et, comme c'est le feu qui repousse les charges de cavalerie, on aura donc doublé ou triplé les chances de succès.

II. Six sacs à terre par toise courante, placés debout, liés entre eux par les esses et les anneaux, forment une muraille de 2 pieds 6 pouces de haut sur 1 pied d'épaisseur, obstacle suffisant pour arrêter une charge de cavalerie. Cette muraille peut encore être formée par trois sacs à terre placés dans le sens de leur longueur et trois sacs au-dessus, ce qui ne donne que 2 pieds de relief, ou par trois sacs à terre placés en travers, espacés entre eux de 1 pied 6 pouces et surmontés de trois autres sacs. Dans ces deux derniers profils la muraille a 9 pieds cubes par toise courante. Deux hommes remplissent six sacs en trois minutes, les portent et placent à 5 toises en moins de deux minutes. Le commandant peut abréger ce temps en faisant des commandements préparatoires de charger les sacs au quart, à moitié, aux trois quarts ou en totalité, de sorte que, lorsqu'il est décidé à recevoir la charge en place, la muraille puisse être faite en une ou deux minutes après le commandement : *Formez la muraille.* Lorsqu'il voudra changer de position, il la fera défaire et transporter les sacs, à demi ou au tiers pleins, à 10, 20 ou 100 toises.

Une muraille de 3 pieds de haut sera composée de neuf sacs à terre faite par 2 hommes en six ou sept minutes et par 4 hommes en trois ou quatre.

Une muraille de douze sacs à terre placés en travers, un tiers en vide, a 2 pieds d'épaisseur et 3 pieds de haut; un cheval n'y peut pas passer; 2 hommes la feront en dix minutes, 4 hommes en cinq.

La même muraille, mais pleine, exigera dix-huit sacs; 2 hommes la feront en quinze minutes, 4 hommes en sept. Un épaulement de 4 pieds 6 pouces de haut et 2 d'épaisseur exigera trente sacs à terre par toise courante; cette muraille peut être faite par 2 hommes en trente minutes, par 4 hommes en quinze.

Un fossé en cul-de-lampe de 6 pieds de largeur sur 4 pieds de profondeur, ayant 72 pieds cubes, est creusé par 1 homme seul en trois heures vingt minutes, par 4 hommes en cinquante minutes; il ne peut donc être considéré comme un ouvrage de bataille qu'autant que les compartiments de ce fossé pourraient se faire en moins de vingt minutes. A cet effet, on creuse sur l'emplacement du fossé quatre petits fossés de 1 pied 6 pouces de large sur 1 pied de pro-

fondeur, et qui ont chacun 4 1/2 pieds cubes par toise courante; les 4 1/2 pieds cubes sont faits en six minutes par deux hommes. Ces quatre petits fossés sont un obstacle pour la cavalerie, que l'on augmentera à chaque minute en creusant le fossé jusqu'au moment de la charge.

III. Un bataillon de 1,000 hommes au complet a ordinairement 800 hommes présents sous les armes et 720 hommes dans les rangs portant outils de pionniers et sacs à terre; ils occupent sur trois rangs 60 toises de front et 4 pieds 6 pouces d'épaisseur sans compter les serre-files.

1° Au commandement du chef de bataillon : *Formez le tertre pour trois rangs de feux,* le bataillon marchera six pas en avant; les deux premiers rangs resteront en bataille, faisant face à l'ennemi; le troisième rang fera demi-tour à droite, posera les armes en faisceaux; deux hommes excaveront la tranchée de 3 3/4 pieds cubes, les deux autres hommes dameront, façonneront le tertre; le troisième rang montera sur ce tertre, les deux premiers marcheront en arrière jusqu'à ce que le premier soit dans la tranchée; le troisième rang aura un commandement de 1 pied sur le premier; le feu des trois rangs s'exécutera avec le plus grand succès et toute facilité. Tout ce profil sera fait en moins de cinq minutes. Lorsque l'on veut avoir des feux sur les quatre côtés, le premier rang du bataillon construit le tertre sur le front, le troisième rang sur la ligne de derrière, le deuxième rang se partage pour construire le tertre sur les côtés : le bataillon, en moins de cinq minutes, peut construire à la fois ce profil sur un périmètre de 180 toises.

2° Le bataillon étant sur quatre rangs occupera 45 toises de front au lieu de 60. Au commandement : *Formez le tertre pour quatre rangs de feux,* le bataillon manœuvrera comme ci-dessus; le quatrième rang exécutera la tranchée de 9 pieds cubes sur l'emplacement du premier rang, le tertre sur l'emplacement du quatrième rang; le bataillon reprendra sa première position, le premier rang dans la tranchée, les deuxième et troisième rangs sur la terre naturelle, le quatrième rang sur le tertre. S'il fallait exécuter des feux en arrière, le deuxième rang se placerait sur le tertre, et les troisième et quatrième rangs en avant. Ce profil sera fait en moins de dix minutes. On pourrait également environner, et à la fois, le bataillon de tous côtés, sur un périmètre de 180 toises.

3° Au commandement : *Formez le tertre en sacs à terre pour trois rangs de feux,* si tous les sacs à terre sont emplis et placés aux

pieds de chaque homme, les trois hommes de droite du troisième rang de chaque toise courante placeront leurs sacs à terre bout à bout dans le sens de la ligne, ce qui fera un tertre de 6 pieds de long sur 1 pied de large et 1 pied de haut; le troisième rang montera dessus. Ce tertre sera fait en peu de secondes, il servira également pour les feux en arrière.

Si les sacs sont vides, le bataillon marchera six pas en avant, le troisième rang fera demi-tour à droite, mettra les armes en faisceaux, et sur l'emplacement du premier rang exécutera une tranchée de 4 1/2 pieds cubes ayant 6 ou 7 pouces de profondeur, en chargeant de ce déblai trois sacs à terre, dont il formera le tertre sur l'emplacement du troisième rang, qui montera dessus; les deux premiers rangs marcheront en arrière jusqu'à ce que le premier rang descende dans la tranchée; le troisième rang aura 18 pouces de commandement sur le premier. Chaque toise courante ayant douze sacs à terre, on pourra donc faire 4 toises de tertre, ou 240 toises pour le bataillon, en aussi peu de temps qu'on mettra à faire une toise, c'est-à-dire en deux minutes. S'il s'agissait de faire des feux en arrière, le tertre serait au troisieme rang, et l'on aurait également les feux de trois rangs.

4° Au commandement : *Formez le tertre pour trois rangs de feux et la muraille contre la cavalerie,* si les sacs sont pleins, les adjudants-majors et les sergents-majors traceront l'emplacement de la muraille à 3, 5 ou 10 toises de la ligne de bataille. Les deux premiers rangs feront un à-droite et prendront les sacs du premier rang; ils rompront à gauche par toise et porteront par un à-gauche les quatre sacs sur l'emplacement de la muraille; ils reviendront prendre deux sacs du deuxième rang, ce qui la complétera; le troisième rang fera le tertre comme dans le cas précédent; le bataillon reprendra sa ligne et se trouvera couvert par une muraille de 2 pieds 6 pouces de hauteur, de 1 pied d'épaisseur, obstacle suffisant contre la cavalerie. Cette muraille sera faite en une minute. Ce profil emploiera six sacs à terre par toise courante; le bataillon pourra faire 80 toises.

Si les sacs sont vides, le bataillon marchera six pas en avant; les quatre hommes du troisième rang feront demi-tour à droite, formeront les faisceaux d'armes, creuseront la tranchée pour faire le tertre. Le premier rang se portera à 5 pieds au delà de la muraille qu'auront tracée les adjudants-majors et sergents-majors, formera les faisceaux d'armes, fera demi-tour à droite, arrachera 6 pieds cubes de terre par toise courante sur une dimension de 2 pieds de large et

1 pied de profondeur, à 3 pieds de la muraille, en remplira quatre sacs à terre, en construira la muraille; le deuxième rang, pendant ce temps, se sera porté à 5 pieds du cordeau dans l'intérieur, arrachera également 6 pieds cubes dans un fossé de 2 pieds de largeur sur 1 pied de profondeur et à 3 pieds de la muraille, remplira ses quatre sacs, fournira les deux ou trois sacs nécessaires pour compléter la muraille, et placera les terres restant, 1 1/2 à 3 pieds cubes, sur le dessus de la muraille pour la consolider. Les troupes reprendront leurs armes et leur position. Les rangs seront couverts par une muraille et deux petits fossés, l'un extérieur, l'autre intérieur. Tout ce travail sera fait en deux ou trois minutes. Comme ce profil n'emploiera que neuf sacs par toise courante et qu'on en a douze, le bataillon qui occupe 60 toises pourra donc faire 80 toises de ce profil. Si le bataillon formait le carré de 20 toises de front et 10 toises de profondeur, ce qui fait 60 toises de périmètre, on donnerait un chemin de ronde de 3 1/2 toises, ce qui ferait 27 toises de front sur 17 de profondeur, ou 80 toises de périmètre.

RÉFLEXIONS SUR LE SUICIDE[1].

Ce 10 août 1820.

Un homme a-t-il le droit de se tuer? Oui, si sa mort ne fait tort à personne et si sa vie est un mal pour lui.

Quand la vie est-elle un mal pour l'homme? Lorsqu'elle ne lui offre que des souffrances et des peines. Mais, comme les souffrances et les peines changent à chaque instant, il n'est aucun moment de la vie où l'homme ait le droit de se tuer. Le moment ne serait arrivé qu'à l'heure même de sa mort, puisque alors seulement il lui serait prouvé que sa vie n'a été qu'un tissu de maux et de souffrances.

Il n'est pas d'homme qui n'ait eu plusieurs fois dans sa vie l'envie de se tuer, succombant aux affections morales de son âme, mais qui, peu de jours après, n'en eût été fâché par les changements survenus dans ces affections et dans les circonstances. L'homme qui se fût tué le lundi eût voulu vivre le samedi, et cependant on ne se tue qu'une fois.

La vie de l'homme se compose du passé, du présent et de l'avenir; il faut donc que la vie soit un mal pour lui, sinon pour le passé, le présent et l'avenir, au moins pour le présent et l'avenir. Mais, si elle n'est un mal que pour le présent, il sacrifie l'avenir. Les maux d'un jour ne l'autorisent pas à sacrifier sa vie à venir. L'homme dont la vie est un mal, et qui aurait l'assurance, ce qui est impossible, qu'elle le serait toujours, et ne changerait pas de position ou de volonté, soit par des modifications de circonstances et de situation, soit par l'habitude et la marche du temps, ce qui est encore impossible, aurait seul le droit de se tuer.

L'homme qui, succombant sous le poids des maux présents, se donne la mort, commet une injustice envers lui-même, obéit par désespoir et faiblesse à une fantaisie du moment, à laquelle il sacrifie toute l'existence à venir.

La comparaison d'un bras gangrené que l'on coupe pour sauver le

[1] Ces *Réflexions* sont reproduites d'après le manuscrit original communiqué par M. le comte Marchand.

corps n'est pas bonne : lorsque le chirurgien coupe le bras, il est certain qu'il donnerait la mort au corps; ce n'est pas un sentiment, c'est une réalité; au lieu que, quand les souffrances de la vie portent un homme à se tuer, non-seulement il met un terme à ses souffrances, mais encore il détruit l'avenir. Un homme ne se repentira jamais de s'être fait couper un bras; il peut se repentir et se repentira presque toujours de s'être donné la mort [1].

[1] Voyez, sur le même sujet, les pages 79 et 83 du tome XXXII.

OBSERVATIONS

SUR

LA TRAGÉDIE DE MAHOMET[1],

PAR VOLTAIRE.

Malgré les taches qui obscurcissent la tragédie de *Mahomet*, de M. de Voltaire, les beautés dont ce chef-d'œuvre est plein l'ont placé au premier rang et font encore les délices de notre scène; mais serait-il donc bien difficile de faire disparaître des taches qui ne tiennent point à la nature de l'ouvrage?

1° L'amour de Mahomet pour Palmyre, placé à côté de celui de Séide, est un objet de dégoût et du plus mauvais effet, d'autant que cet amour est inutile et comme hors-d'œuvre: il ne produit rien, car on ne saurait admettre que la mort de Palmyre, privant Mahomet de sa maîtresse, est une punition de ses crimes; sans doute que la mort de Palmyre eût été un châtiment pour l'amoureux Séide, mais à qui fera-t-on croire que c'en pût être un pour Mahomet?

2° La seconde tache que l'on remarque dans cette pièce est le poison, employé deux fois par Mahomet pour arriver aux moyens de succès et pour préparer ses triomphes. Quoi! Mahomet, qui a détruit les faux dieux, renversé le temple des idoles dans la moitié du monde, propagé plus que qui que ce soit la connaissance d'un seul Dieu dans l'univers, Mahomet, considéré comme prophète à Constantinople, à Dehli, au Grand-Caire, au Maroc, Mahomet ne serait arrivé à ces grands résultats que par les moyens qu'ont employés les Damiens et les Bastide pour s'emparer de la succession de leurs voisins? Les plus petites sociétés ont peu de durée et se détruisent d'elles-mêmes, parce qu'elles ne sont point cimentées par les liens de la moralité, si nécessaire à la société.

Hercide est faible, dit Mahomet à Omar : *eh bien, empoisonne-le!* Mais comment Omar ne conçoit-il pas lui-même qu'il peut aussi être

[1] Ces *Observations* sont reproduites d'après le texte original communiqué par M. le comte Marchand.

empoisonné? Par le même principe, Séide, couvert du sang de Zopire, est désavoué par Mahomet et arrêté par Omar. Avec de pareils procédés, Mahomet, un second Séide, et Omar lui-même, n'eût servi qu'en tremblant un scélérat sacrifiant et désavouant ses principaux instruments.

Séide, instruit qu'il vient d'assassiner son père, se met à la tête du peuple contre Mahomet, qui semble perdu, et ne se sauve d'un pas si dangereux qu'en ordonnant au poison d'agir sur Séide, afin d'arrêter le bras de ce jeune assassin, et de forcer ainsi le peuple à se déclarer.

Quoi! toutes les destinées de Mahomet, qui ont tant influé sur l'univers, n'étaient fondées que sur l'art de..... et de..... [1]!

Pour que l'ouvrage de Mahomet soit vraiment digne de la scène française, il faut qu'il puisse être lu sans indignation aux yeux des hommes éclairés de Constantinople comme de Paris. Mahomet fut un grand homme, intrépide soldat; avec une poignée de monde il triompha au combat de Bender; grand capitaine, éloquent, grand homme d'État, il régénéra sa patrie, et créa au milieu des déserts de l'Arabie un nouveau peuple et une nouvelle puissance.

3° La situation des esprits et la force des factions dans la Mecque n'est pas suffisamment développée. La politique de Mahomet est à peine et très-faiblement tracée. C'est la troisième tache que nous désirerions voir disparaître de notre scène.

Pour faire disparaître l'amour de Mahomet pour Palmyre, il n'y aurait rien à changer au premier acte. A la scène troisième du second acte, Mahomet dit à Séide : *Vous, Séide, en ces lieux!* C'est, dans l'intention de l'auteur, un mouvement de jalousie; mais ce vers peut être laissé parce qu'il peut être attribué à l'étonnement de voir Séide chez son père. A la quatrième scène, il paraîtrait que le dernier vers que prononce Mahomet,

De quel œil revois-tu Palmyre avec Séide?

devrait être retranché, car c'est un vers de jalousie; mais on pourrait l'y laisser; il peut aussi être l'effet de la surprise de voir les deux enfants de Zopire dans sa maison. Mais il faudrait supprimer la réplique de Mahomet et celle d'Omar jusqu'à ce vers :

Tous deux sont nés ici du tyran que je hais.

Plus bas :

Déjà sans se connaître ils m'outragent tous deux.

[1] Ces mots sont en blanc dans l'original.

J'attisai de mes mains leurs feux illégitimes.
Le ciel voulut ici rassembler tous les crimes.

il faudrait dire, au lieu de ces trois vers, que ces enfants lui serviraient à détourner Zopire, à s'en faire un partisan, ou à s'en venger s'il ne pouvait y réussir.

A la scène sixième, il faudrait effacer :

De son maître offensé rival incestueux,

et toute la tirade de Mahomet, de douze vers, qui finit le second acte.

A l'acte troisième, il faut supprimer la scène quatrième; à la scène cinquième, l'hémistiche d'Omar : *Et de ravir Palmyre.*

Au quatrième acte, scène première, il faudra effacer :

Son cœur même en secret, ambitieux peut-être,
Sentira quelque orgueil à captiver son maître.

Au cinquième acte, il faudra effacer, à la scène seconde :

Sachez qu'un sort plus noble, un titre encor plus grand,
Si vous le méritez, peut-être vous attend.

Et, enfin, les vingt-quatre vers de Mahomet qui terminent la pièce.

Ainsi, avec ces très-légères suppressions, sans même ajouter un seul vers, on ferait disparaître de ce chef-d'œuvre sa plus grande tache.

Pour effacer la seconde tache, l'empoisonnement d'Hercide, il faudrait peu de changements.

Au quatrième acte, il suffirait de supprimer *Hercide est faible,* etc., ainsi que la réponse d'Omar : *J'ai fait ce que tu veux.*

A la scène cinquième du quatrième acte, il faudrait effacer :

Je suis puni, je meurs des mains de Mahomet,

Et, à la scène première du cinquième acte, supprimer les vers d'Omar :

Qui pourrait l'en instruire? Un éternel oubli
Tient avec ce secret Hercide enseveli.

Pour supprimer l'empoisonnement de Séide, il faudrait un changement dans tout le dénoûment; d'abord, au quatrième acte, il faudrait effacer :

Réponds-tu qu'au trépas Séide soit livré?
Réponds-tu du poison qui lui fut préparé?

Dans ce système, toute la scène sixième du quatrième acte serait à

retrancher; il faudrait, à la place, y substituer une scène où Séide serait tué par les partisans de Zopire, le surprenant couvert du sang de leur maître, ou dans laquelle il se tuerait lui-même de désespoir d'avoir tué son père; Omar arriverait alors et enlèverait Palmyre.

Dans ce système, le cinquième acte serait tout à changer; Séide serait avoué par Mahomet; il aurait commis le combat sacré, ordonné par Dieu dans le Coran; le parti de Zopire dans la Mecque, abattu par la mort de son chef, ne saurait faire aucune résistance contre le parti de Mahomet, soutenu par l'armée, déjà aux portes de la ville, et qui apparaîtrait sur les remparts : cela, avec la mort de Palmyre, terminerait le cinquième acte.

NOTE

SUR

LE DEUXIÈME LIVRE DE L'ÉNÉIDE[1]

DE VIRGILE.

Le deuxième livre de l'*Énéide* est considéré comme le chef-d'œuvre de ce poëme épique; il mérite cette réputation sous le point de vue du style, mais il est bien loin de la mériter sur le fond des choses.

Le cheval de bois pouvait être une tradition populaire, mais cette tradition est ridicule et tout à fait indigne d'un poëme épique. On ne voit rien de pareil dans l'*Iliade,* où tout est conforme à la vérité et aux pratiques de la guerre. Comment supposer les Troyens assez imbéciles pour ne pas envoyer un bateau pêcheur à l'île de Ténédos pour s'assurer si les mille vaisseaux des Grecs s'y étaient arrêtés ou étaient réellement partis? Mais du haut des tours d'Ilion on découvrait la rade de Ténédos. Comment croire Ulysse et l'élite des Grecs assez ineptes pour s'enfermer dans un cheval de bois, c'est-à-dire se livrer pieds et mains liés à leurs implacables ennemis? En supposant que ce cheval contînt seulement cent guerriers, il devait être d'un poids énorme, et il n'est pas probable qu'il ait pu être mené du bord de la mer sous les murs d'Ilion en un jour, ayant surtout deux rivières à traverser.

Tout l'épisode de Sinon est invraisemblable et absurde; les ressources du poëte, l'éloquence du discours qu'il met dans la bouche de Sinon, n'en diminuent en rien l'absurdité. Cependant il faut que le cheval soit, le jour même du départ des Grecs, introduit dans Troie, sans quoi cela rendrait encore plus incroyable que les mille vaisseaux des Grecs pussent, si près de Troie, rester cachés.

Le bel et charmant épisode de Laocoon se recommande de lui-même, mais ne peut en rien diminuer l'absurdité de la conduite des

[1] Cette *Note* est reproduite d'après le manuscrit original communiqué par M. le comte Marchand.

Troyens, puisque enfin on pouvait laisser plusieurs jours le cheval au camp dans sa position, et s'assurer que la flotte ennemie s'était éloignée, avant d'abattre les murailles pour l'introduire dans la ville.

Les guerriers enfermés dans le cheval de bois, auquel Sinon ouvre la barrière, ne sortent que lorsque la flotte des Grecs, qui est partie de Ténédos lorsque tout dort et que la nuit est obscure, a déjà débarqué l'armée; ce ne peut donc pas être avant une heure du matin; aussi bien ce n'est guère qu'à cette heure que les corps de garde s'endorment et que Sinon a pu ouvrir la barrière. Tout le deuxième livre de la destruction de Troie s'opère donc d'une heure du matin au lever du soleil, c'est-à-dire en trois ou quatre heures; tout cela est absurde. Troie n'a pu être prise, brûlée et détruite en moins de quinze jours. Troie renfermait une armée; cette armée ne s'est pas sauvée, elle a dû donc se défendre dans tous les palais. Énée, logé au palais de son père, dans un bois à une demi-lieue de Troie, n'est instruit que par l'apparition d'Hector de la prise et de l'incendie de la ville. La maison d'Anchise fût-elle à deux lieues de la ville, que le bruit du tumulte de la prise de la ville, la chaleur de l'incendie des premières maisons, auraient réveillé les hommes et les animaux. Ilion n'est pas tombée dans une seule nuit, surtout dans une nuit si courte; et l'armée qui y était pour la défendre l'eût-elle évacuée, que, matériellement, l'armée grecque ne pouvait prendre possession et détruire la ville sans plusieurs jours. Énée n'était pas le seul guerrier qui se trouvait dans Ilion; cependant il ne parle que de lui. Tant de héros qui jouent un rôle si brillant dans l'*Iliade* ont dû aussi, de leur côté, défendre chacun leur quartier.

Une tour dont le sommet s'élevait jusqu'aux cieux et dont le comble y semblait suspendu était sans doute de pierre; on ne voit pas comment Énée, en peu d'instants, et avec le secours de quelques leviers de fer, a pu la faire crouler sur la tête des Grecs.

Si Homère eût traité la prise de Troie, il ne l'eût pas traitée comme la prise d'un fort, mais il y eût employé le temps nécessaire, au moins huit jours et huit nuits. Lorsqu'on lit l'*Iliade*, on sent à chaque instant qu'Homère a fait la guerre, et n'a pas, comme le disent les commentateurs, passé sa vie dans les écoles de Chio; quand on lit l'*Énéide*, on sent que cet ouvrage est fait par un régent de collége qui n'a jamais rien fait. On ne voit pas en effet ce qui a pu décider Virgile à commencer et à finir la prise, l'incendie et le pillage de Troie en peu d'heures; dans ce court espace il fait même ramasser toutes les richesses dans des magasins centraux. La maison d'Anchise devait être très-près de Troie, puisque, dans ce peu

d'heures et malgré les combats, Énée y fait plusieurs voyages. Il fallut à Scipion dix-sept jours pour brûler Carthage, abandonnée de ses habitants; il a fallu onze jours pour brûler Moscou, quoique en grande partie bâtie en bois; et, pour une ville de cette étendue, il faut plusieurs jours à l'armée conquérante pour en prendre possession. Troie était une grande ville, car les Grecs, qui avaient cent mille hommes, n'essayèrent jamais de la cerner. Lorsque Énée retourne cette nuit même dans Ilion, il retrouve

> Ulysse des vainqueurs gardant la riche proie.
> Là sont accumulés tous les trésors de Troie.

Pour cette seule opération il faut plus de quinze jours, et ce n'est pas dans le moment du désordre d'une ville prise d'assaut qu'on va s'amuser à entasser les richesses dans les magasins centraux.

> Le jour naît; je retourne à ma troupe fidèle.

Ainsi, d'une heure du matin à quatre heures, c'est-à-dire en trois heures, Énée a été à Troie, a livré tous les combats dont il rend compte, a défendu le palais de Priam, est revenu chercher Créuse à Troie et a trouvé la ville toute soumise, ne soutenant plus de combat, entièrement occupée par l'ennemi, toute brûlée, et les magasins déjà formés. Ce n'est pas ainsi que doit marcher l'épopée, et ce n'est pas ainsi que marche Homère dans l'*Iliade*. Le journal d'Agamemnon ne serait pas plus exact pour les distances et le temps et pour la vraisemblance des opérations militaires que ne l'est ce chef-d'œuvre.

Le troisième chant n'est absolument qu'une copie de l'*Odyssée;* et, dans le quatrième chant, le récit n'est pas dans le genre de celui d'Homère, où tous les jours sont marqués, où toutes les actions ont leur commencement, leur milieu et leur fin, et ne sont pas agglomérées dans un récit général.

FIN DU TRENTE ET UNIÈME VOLUME.

La Commission n'a pas cru devoir publier les notes sur l'*Histoire de l'ambassade de Varsovie en* 1812, ni les notes sur les *Mémoires de Fleury de Chaboulon, pour servir à l'histoire de la vie privée, du retour et du règne de Napoléon en* 1815.

Les notes sur *l'ambassade de Varsovie* ne sont que de très-courtes remarques et presque toujours de simples mots; pour les rendre intelligibles, il eût fallu insérer dans les œuvres de Napoléon Ier presque tout le volume de l'abbé de Pradt.

Quant aux notes sur les *Mémoires de Fleury de Chaboulon,* elles ne présentent que des observations à développer, une sorte de cadre pour un ouvrage, et tout ce qu'elles contiennent d'intéressant se retrouve avec plus de détails dans la relation sur *L'île d'Elbe et les Cent-Jours,* dictée par Napoléon Ier et publiée dans le présent volume.

SOMMAIRE DU TOME XXXI.

L'ILE D'ELBE ET LES CENT-JOURS.

CHAPITRE PREMIER. — VOYAGE DE FONTAINEBLEAU A L'ÎLE D'ELBE.

I. Échange des ratifications du traité de Fontainebleau, p. 1. — II. L'Empereur quitte Fontainebleau, 2. — III. Son passage à Tarare et à Lyon, 3. — IV. Il rencontre le maréchal Augereau près de Tain. Passage à Valence, 4. — V. Passage à Avignon et Orgon, 6. — VI. Route d'Orgon à Aix, 7. — VII. Souper dans une auberge près d'Aix, 8. — VIII. Arrivée à Fréjus, 9. — IX. Le capitaine Moncabrié mouille dans la rade de Fréjus avec une frégate française et un brick qu'il offre à l'Empereur, 9. — X. Embarquement de l'Empereur à bord de la frégate anglaise l'*Undaunted*, 10.

CHAPITRE II. — ÎLE D'ELBE.

I. Description de l'île d'Elbe, p. 11. — II. Arrivée à l'île d'Elbe de l'Empereur et de la Garde impériale, 14. — III. Installation de Madame Mère, de la princesse Pauline, de l'Empereur. Établissement d'un théâtre, d'une bibliothèque, d'un lazaret, à Porto-Ferrajo, 17. — IV. Diverses tournées de l'Empereur dans l'île, à Pianosa, à l'ermitage de Marciana, 18. — V. Commencement de la prospérité de l'île, 20. — VI. L'Empereur refuse toute communication avec le roi de Naples, 20. — VII. Nouvelles de l'état de l'opinion publique en Italie et en France, 20. — VIII. Tentatives d'assassinat dirigées par Bruslart, ancien chef de chouans, 25. — IX. Quatrième violation du traité de Fontainebleau. Le commerce d'Italie offre des fonds à l'Empereur, 26. — X. Conduite du colonel Campbell; sa communication insidieuse au comte Bertrand dévoile les véritables projets du congrès de Vienne. Préparatifs de défense à l'île d'Elbe, 27.

CHAPITRE III. — RETOUR DE L'EMPEREUR EN FRANCE.

I. État de l'opinion en Italie et en France au commencement de 1815, p. 29. — II. Arrivée à l'île d'Elbe de l'auditeur Fleury de Chaboulon. Envoi à Naples du chevalier Colonna. L'Empereur se décide à reconquérir le trône de France et à délivrer les Français de l'oppression des Bourbons, 32. — III. Forces de terre et de mer dont il peut disposer. Préparatifs de départ. Embarquement de l'Empereur, 35. — IV. Navigation du 27 février, 37. — V. Navigation du 28 février, 39. — VI. Navigation du 1er mars. Arrivée dans le golfe Jouan. Débarquement. Affaire d'Antibes. Rencontre du prince de Monaco. Passage à Grasse et à Saint-Vallier, 40. — VII. Marche du 3 mars. Arrivée à Barrême. Entrée à Digne. L'Empereur couche au château de Malijai. L'avant-garde arrive à Sisteron. Retraite du général Loverdo. Arrivée à Gap, 46. — VIII. Marche du 6 mars. L'avant garde parvient le 6 à la Mure. Rencontre des fourriers du bataillon du 5e de ligne. Enthousiasme du peuple et des campagnes. Marche du 7 mars. L'Empereur devant le bataillon du 5e de ligne. Arrivée à Vizille, 49. — IX. Le colonel Labédoyère, à la tête du 7e de ligne, vient rejoindre l'Empereur. Situation de la ville et de la garnison de Grenoble. L'Empereur entre à Grenoble, 52. — X. Séjour de l'Empereur à Grenoble. Les départements des Hautes et Basses-Alpes, de la Drôme, de l'Isère et du Mont-Blanc se prononcent pour l'Empereur. Situation de ces départements et de l'armée impériale. Marche sur Lyon. Arrivée à Bourgoin le 9. État des esprits à Lyon. Le département de l'Ain reprend le drapeau tricolore. Dispositions pour entrer à Lyon, 54.

CHAPITRE IV. — ENTRÉE DE NAPOLÉON A PARIS.

I. Effet que produit à Paris le débarquement de l'Empereur. Le comte d'Artois et le duc d'Orléans se rendent à Lyon, p. 58. — II. Vains efforts du maréchal Macdonald pour retenir la garnison sous le drapeau blanc. Départ précipité des princes et du maréchal. Entrée triomphante de l'Empereur à Lyon (10 mars, à huit heures du soir), 61. — III. Revue des troupes sur la place Bellecour. Empressement des populations à prendre la cocarde nationale et à courir aux armes. Secours offert par la banque de Lyon. Embarquement de l'armée sur la Saône. Ordres envoyés par le maréchal Bertrand à tous les régiments en marche sur Lyon. Communications avec le maréchal Masséna à Marseille, 64. — IV. Décrets impériaux publiés à Lyon, 67. — V. L'Empereur quitte Lyon, 68. — VI. Le maréchal Ney se déclare, le 14 mars, pour l'Empereur. Hésitations de Napoléon; sa réponse au maréchal Ney, 70. — VII. Marche de l'Empereur de Chalon à Auxerre. Arrivée du maréchal Ney et des députations de son armée, 73. — VIII. Etat des esprits à Paris. Dispositions des garnisons du Nord. Vains efforts de la Cour pour défendre Paris, 74. — IX. Journées des 19 et 20 mars. Départ d'Auxerre. Arrivée à Montereau et à Fontainebleau, 77. — X. L'Empereur entre aux Tuileries. Nomination des ministres et des autorités de la ville de Paris, 78.

CHAPITRE V. — RÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL.

I. Départ du comte de Lille et des princes. Le comte de Lille quitte la France. Licenciement de la Maison du Roi, p. 80. — II. Proclamation du gouvernement impérial en Alsace et en Normandie. Le pavillon impérial flotte sur toute la France, excepté à Marseille et sur la rive gauche de la Garonne, 81. — III. Le duc d'Angoulême dans le Midi et le duc de Bourbon dans la Vendée. Tentative du ministre Ferrand et du baron de Vitrolles pour établir la guerre civile. Conduite du maréchal Oudinot et du préfet de Metz. Soumission du maréchal Oudinot à l'Empereur, 82. — IV. La duchesse d'Angoulême à Bordeaux. Mission du général Clausel. Rétablissement du gouvernement impérial. La duchesse d'Angoulême quitte Bordeaux, 84. — V. Événements de Toulouse. Arrestation du baron de Vitrolles. Le pavillon tricolore est arboré dans tout le Languedoc, 85. — VI. Conduite du duc d'Angoulême dans le Midi. Conduite du général Gilly. Le duc d'Angoulême capitule; il s'embarque à Cette et se rend en Espagne, 85. — VII. Soumission de Marseille. Masséna remplacé par Brune, 87. — VIII. La Corse arbore le pavillon tricolore. Trois régiments de la garnison de Corse débarquent en Provence. La garde nationale de Marseille est désarmée et réorganisée, 88. — IX. Toute la France reconnaît le gouvernement impérial, 88.

CHAPITRE VI. — INTÉRIEUR.

I. Formation du ministère. Pourquoi Fouché en fait partie, p. 89. — II. Déclaration des ministres, du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation, de la Cour impériale. Réorganisation du Conseil d'État, 93. — III. Réorganisation de la Maison de l'Empereur, 96. — IV. Reprise des réceptions aux Tuileries. Générosité et clémence de l'Empereur. L'abbé de Pradt, 103. — V. Revues sur la place du Carrousel. Pétition présentée par les ouvriers des faubourgs de Paris. Dîner donné par la Garde impériale à la Garde nationale, 106. — VI. Les princes Joseph et Jérôme, Madame Mère, les princesses Élisa et Pauline, 108. — VII. L'Empereur décrète la liberté de la presse et l'abolition de la traite des nègres. Organisation des fédérés dans les départements, 109. — VIII. Finances, 109.

CHAPITRE VII. — RELATIONS EXTÉRIEURES.

I. Déclaration du congrès de Vienne. Traité conclu par les puissances alliées. Discussion au parlement d'Angleterre, p. 112. — II. Conduite du roi de Naples. Mission du général Belliard et du chevalier Colonna à Naples; le roi cherche à soulever les Italiens; il déclare la guerre, est vaincu, et se réfugie à Toulon; l'Empereur lui

accorde un asile dans le Midi. La reine de Naples signe une capitulation avec les Anglais. Violation de cette capitulation, 114. — III. Vain espoir d'obtenir la paix. On se prépare avec activité à la guerre. L'Empereur visite les fortifications de Paris et les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau. Conduite du gouvernement anglais. Combats sur mer dans la Méditerranée. Guerre et pacification de la Vendée, 119. — IV. Conduite du duc d'Otrante. Intrigues de ce ministre avec l'Autriche, 122. — V. Insinuations de la Russie. Envoi de Ginguené en Suisse. Affaires d'Espagne, de Suisse, de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, de Bade, de Belgique et des quatre départements du Rhin, 125.

CHAPITRE VIII. — CONSTITUTION.

I. Acte Additionnel. Élections des députés, p. 128. — II. Assemblée du Champ de Mai. Distribution des aigles, 131.

CAMPAGNE DE 1815.

CHAPITRE PREMIER. — ÉTAT DE L'EUROPE EN MARS 1815.

I. Le 20 mars, p. 133. — II. Convention secrète conclue, à la fin de 1814, entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, contre la Russie et la Prusse, 135. — III. Le roi de Naples déclare la guerre à l'Autriche (22 mars), 137. — IV. Congrès de Vienne, 138.

CHAPITRE II. — ÉTAT MILITAIRE DE LA FRANCE.

I. Situation de l'armée au 1er mars 1815, p. 140. — II. Organisation d'une armée de 800,000 hommes, 141. — III. Armement, habillement, remontes, finances, 142. — IV. Situation de l'armée au 1er juin, 144. — V. État des places fortes, 147. — VI. Nécessité de fortifier les capitales, 148. — VII. Paris, 151. — VIII. Lyon, 152.

CHAPITRE III. — PLAN DE CAMPAGNE.

I. L'armée française pouvait-elle commencer les hostilités le 1er avril? p. 153. — II. Exposé de trois plans de campagne : premier projet, rester sur la défensive, attirer les armées ennemies sous Paris et Lyon, 154. — III. Second projet, prendre l'offensive le 15 juin et envahir la Belgique, 155. — IV. Troisième projet, prendre l'offensive le 15 juin et, en cas d'insuccès, attirer les ennemis sous Paris et sous Lyon. L'Empereur adopte ce plan d'opérations, 156.

CHAPITRE IV. — OUVERTURE DE LA CAMPAGNE.

I. État et position de l'armée française le 14 juin au soir, p. 159. — II. État et position des armées anglo-hollandaise et prusso-saxonne le 14 au soir, 161. — III. Manœuvres et combats de la journée du 15 juin, 164. — IV. Position des armées belligérantes dans la nuit du 15 au 16, 166.

CHAPITRE V. — BATAILLE DE LIGNY.

I. Marche de l'armée française pour livrer bataille à l'armée prusso-saxonne, p. 168. — II. Bataille de Ligny (16 juin), 170. — III. Combat des Quatre-Bras (16 juin), 173. — IV. Position des armées dans la nuit du 16 au 17, 175. — V. Leurs manœuvres dans la journée du 17, 176. — VI. Leurs positions dans la journée du 17 au 18, 179.

CHAPITRE VI. — BATAILLE DE MONT-SAINT-JEAN, DITE DE WATERLOO OU DE LA BELLE-ALLIANCE.

I. Ligne de bataille de l'armée anglo-hollandaise, p. 180. — II. Ligne de bataille de l'armée française, 184. — III. Projets de l'Empereur. Attaque de Goumont, 187.

— IV. Le général Bülow arrive sur le champ de bataille avec 30,000 hommes, ce qui porte à 120,000 hommes l'armée du duc de Wellington, 189. — V. Attaque de la Haye-Sainte par le Ier corps, 191. — VI. Le général Bülow est repoussé, 192. — VII. Charge de la cavalerie sur le plateau, 193. — VIII. Mouvement du maréchal Grouchy, 195. — IX. Mouvement du maréchal Blücher, 196. — X. Mouvement de la Garde impériale, 197.

CHAPITRE VII. — RETRAITE.

I. Ralliement de l'armée à Laon, p. 200. — II. Retraite du maréchal Grouchy, 202. — III. Ressources qui restent à la France, 203. — IV. Effets de l'abdication de l'Empereur, 204.

CHAPITRE VIII. — OBSERVATIONS.

I. Première observation, p. 205. — II. Deuxième observation, 205. — III. Troisième observation, 206. — IV. Quatrième observation, 207. — V. Cinquième observation, 208. — VI. Sixième observation, 209. — VII. Septième observation, 210. — VIII. Huitième observation, 211. — IX. Neuvième observation, 213.

NOTES SUR LES LETTRES ÉCRITES DE PARIS PENDANT LE DERNIER RÈGNE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON, traduites de l'anglais de J. Hobhouse, p. 215.

NOTES SUR LE MANUSCRIT VENU DE SAINTE-HÉLÈNE D'UNE MANIÈRE INCONNUE, p. 225.

LETTRES DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE, p. 242.

DIX-HUIT NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ : CONSIDÉRATIONS SUR L'ART DE LA GUERRE.

I. Organisation et recrutement des armées, p. 302. — II. Infanterie, 305. — III. Cavalerie, 315. — IV. Artillerie, 324. — V. Ordre de bataille, 329. — VI. Des places fortes, 331. — VII. De la guerre méthodique et de la guerre d'invasion, 338. — VIII. Des levées de Napoléon et de Louis XIV, 365. — IX. Bataille d'Eylau, 368. — X. Bataille d'Iena, 371. — XI. Bataille d'Essling, 374. — XII. Bataille de la Moskova, 380. — XIII. Retraite de Russie. Campagne de 1805, 381. — XIV. Campagne de 1813, 394. — XV. Bataille de Mont Saint-Jean, 395. — XVI. Légion d'honneur, 401. — XVII. Comparaison de la marche de Napoléon en 1800 avec celle d'Annibal, 402. — XVIII. Conclusions, 409.

NOTES SUR L'INTRODUCTION A L'HISTOIRE DE LA GUERRE

EN ALLEMAGNE EN 1756.

I. Ordre de bataille. Nouveau système, p. 422. — II. De l'habillement. Des armes défensives, 423. — III. De la formation des bataillons, 424. — IV. De la cavalerie, 426. — V. De l'ordre de bataille, 427.

PROJET D'UNE NOUVELLE ORGANISATION DE L'ARMÉE.

I. Infanterie, p. 430. — II. Équipages militaires, 446. — III. Cavalerie, 453. — IV. Artillerie et génie, 457. — V. Composition d'une armée effective de 80,000 hommes, 458. — VI. Composition d'une armée effective de 200,000 hommes, 459.

ESSAI SUR LA FORTIFICATION DE CAMPAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

I. Usage que les Romains faisaient des ouvrages de campagne, p. 462. — II. Changements produits chez les modernes par les armes à feu, 464. — III. Utilité des ouvrages de campagne, 466.

CHAPITRE II.

I. Ouvrages en terre, p. 468. — II. Ouvrages en bois, 471.

CHAPITRE III.

I. Inconvénients des ouvrages de campagne, p. 473. — II. Profils à fausse braie, 475. — III. Profils pour les ouvrages de campagne, à placer aux saillants et aux rentrants, 477.

CHAPITRE IV. — DES OUVRAGES DE BATAILLE.

I. Des tertres, p. 479. — II. Des murailles de sacs à terre, 481. — De la construction des tertres, 482.

RÉFLEXIONS SUR LE SUICIDE, p. 485.

OBSERVATIONS SUR LA TRAGÉDIE DE MAHOMET, PAR VOLTAIRE, p. 487.

NOTE SUR LE DEUXIÈME LIVRE DE L'ÉNÉIDE, DE VIRGILE, p. 491.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DC
213
N21
t.31

Napoléon I
Correspondance de Napoléon
I